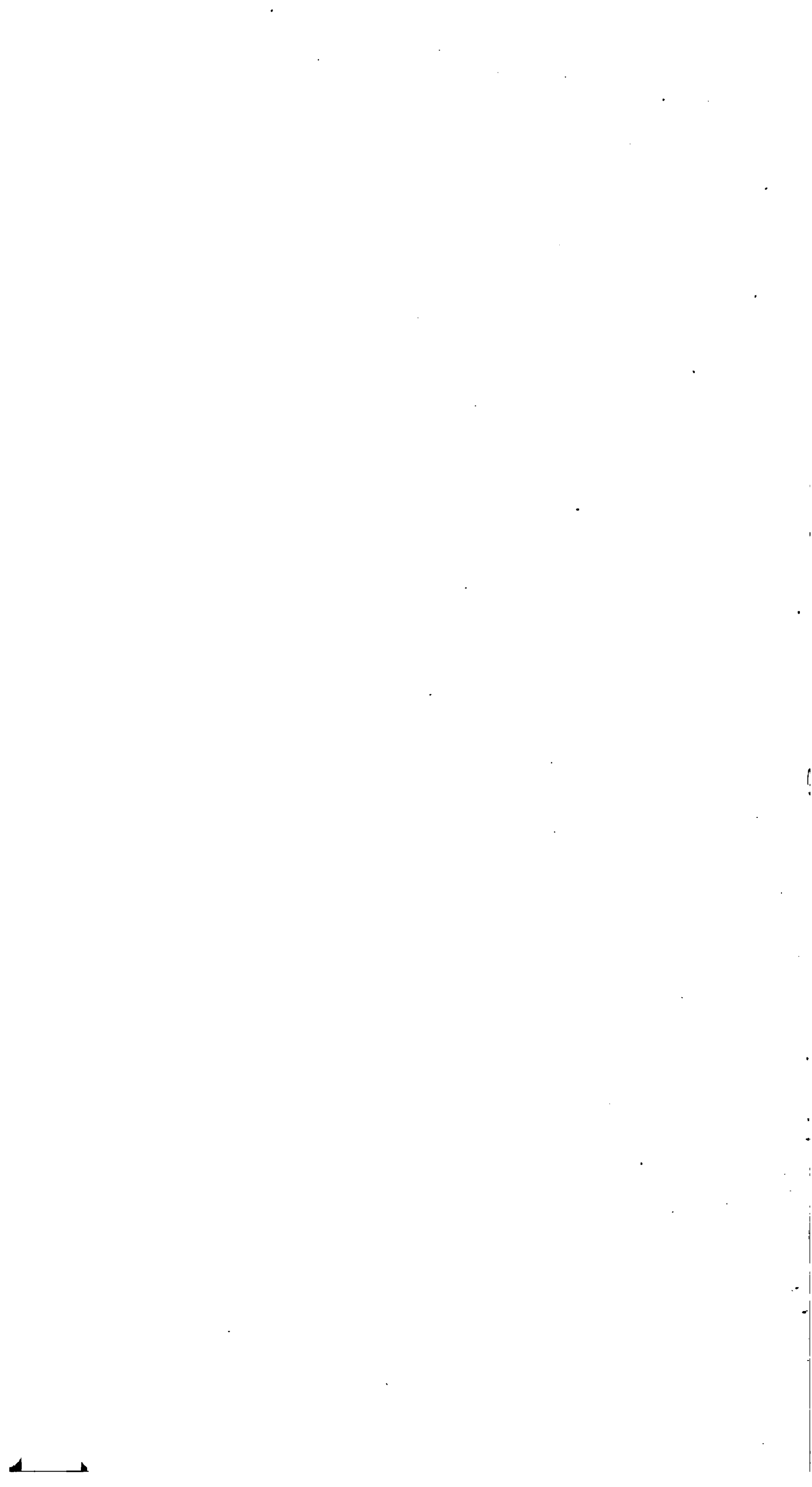

NYPL RESEARCH LIBRARIES
3 3433 07138018 6



HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

De l'Imprimerie de DEMONVILLE, rue Christine n° 2.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

NOUVELLE ÉDITION,

RÉDIGÉE SUR DE NOUVEAUX DOCUMENS, ET AUGMENTÉE D'UN GRAND NOMBRE DE CARTES ET DE PLANS;

PAR LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL JOMINI,

Aide-de-camp général de S. M. L'EMPEREUR DE RUSSIE, grand'croix de plusieurs ordres.

TOME CINQUIÈME.

CAMPAGNE DE 1794. — PREMIÈRE PÉRIODE.

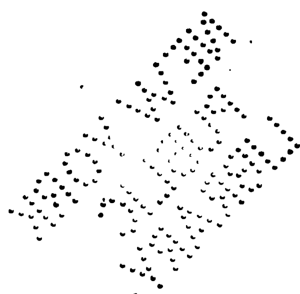
A PARIS,

CHEZ ANSELIN ET POCHARD,

SUCCESSEURS DE MAGIMEL,

LIBRAIRES POUR L'ART MILITAIRE, RUE DAUPHINE N° 9.

1820.



HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE VI.

CAMPAGNE DE 1794. — PREMIÈRE PÉRIODE.

SOMMAIRE.

Situation de l'Europe. — Procès des sociétés révolutionnaires à Londres ; suspension de l'*habeas corpus*.— Kocziusko insurge la Pologne. — Discussion avec le Danemarck et la Suède, sur les droits des neutres. — Croisière dans la Baltique. — La terreur continue à désoler la France. — Danton est condamné à mort. — Préparatifs des puissances belligérantes. — Plan de campagne de Mack. — Traité de La Haye, entre les Prussiens et les Anglais.

L'Empereur se rend en Belgique, pour donner plus d'unité aux opérations. — Les Alliés investissent Landrecies. — Efforts inutiles des Français pour sauver cette place. — Combats sanglans de Priche, de Fay et de Troisville. — La droite de l'armée du Nord se réunit avec celle des Ardennes à Beaumont. — Combats de Bossut et Walcourt. — La gauche débouche de Lille sur la Lys. Moreau investit les Hanovriens à Menin, et Souham s'empare de Courtray. — Clairfayt est battu isolément à Moucron et Mont-Castrel. — Landrecies capitule. — Combats réitérés à Binch,

Merbes et Rouvroy. — Obstination de St.-Just à faire réussir le passage de la Sambre. — Le prince de Kaunitz force trois fois le général Desjardins à repasser cette rivière. — Le comité de salut public ordonne à Jourdan de marcher avec 40 mille hommes de la Moselle sur Charleroi. — Le duc d'Yorck vole au secours de Clairfayt, qui est encore battu à Courtray avant son arrivée. — — Le prince de Cobourg se dirige de Landrecies sur Tournay, pour accabler la gauche des Français, et détache le prince d'Orange sur la Sambre, pour renforcer Kaunitz. — Le généralissime des Alliés est prévenu et battu à Tourcoing. — Inutile et sanglante bataille de Pontachin. — L'Empereur retourne à Vienne. Pichegru prend Ypres. — Combats de Rousselaër et de Hooglede. — Jourdan passe la Sambre, et investit Charleroi. — Le prince d'Orange lui en fait lever le siége. — Le général français effectue un cinquième passage, et prend cette place. — Cobourg, informé des efforts dirigés sur la Sambre, se décide à y marcher avec le gros de son armée. — Bataille de Fleurus. — Faux mouvement prescrit par le comité sur Ostende. — Retraite des Alliés sur Bruxelles. — Combats de Mons, Waterloo et Louvain. — Jourdan prend position derrière la Meuse; et Pichegru, au-delà d'Anvers. — Scherer forme le siége des forteresses rendues aux Autrichiens dans la campagne précédente.

État des affaires sur le Rhin. — Mœllendorf profite du départ de l'armée de la Moselle, pour reprendre Kayserslautern : il ne marche point sur la Meuse ou la Sambre, comme le plan de campagne le portait. — Les Français, renforcés par 10 mille hommes des Alpes, prennent l'offensive à leur tour.

L'armée des Alpes s'empare du Mont-Cenis et du Petit-St.-Bernard : celle d'Italie, déjà dirigée par Bonaparte, général d'artillerie, enlève la position formidable de Saorgio et du Col-de-Tende. — L'ennemi est rejeté dans la plaine du Piémont.

Dugommier, après la reddition de Toulon, marche aux Pyrénées-Orientales : il chasse les Espagnols de leur célèbre camp du Boulou; prend 150 pièces de canon; rejette l'ennemi jusques sous Figuères; puis investit Bellegarde et prend Collioure avec 7 mille prisonniers. — Aux Pyrénées-Occidentales, Muller profite de l'hiver pour former ses nouvelles levées : il s'empare des débou-

chés de la vallée de Bastan, et attend un renfort de la Vendée, avant de tenter une invasion sérieuse. — Le général Caro, malgré son infériorité, veut attaquer le camp de Croix-des-Bouquets et calvaire d'Urrugne; il est repoussé.

Événemens dans la Vendée depuis le mois de novembre. — La France, tourmentée par une famine cruelle, fait des achats de grains dans le Levant et aux Etats-Unis. — La flotte de Brest sort pour protéger l'arrivage de 200 voiles: elle est battue par lord Howe à l'Ouessant, avec perte de sept vaisseaux pris, et d'un grand nombre coulés ou endommagés. — Affaires de St.-Domingue. — Prise de la Martinique.

État de l'intérieur, depuis la mort de Danton. — Journée du 9 thermidor. — Supplice de Robespierre, St.-Just, et autres chefs de la Montagne.

CHAPITRE XXIX.

Aperçu de l'état général de l'Europe. — Discussions sur les droits des Neutres. — Mort de Danton. — Plans et préparatifs des Puissances belligérantes. — Traité de La Haye.

La guerre allumée par les sophismes des Girondins venait à peine de commencer, et déjà l'Europe était dans une confusion absolue. Toutes les relations des états qui depuis Charles-Quint et la paix de Westphalie ne se fondaient pas uniquement sur leur intérêt particulier, mais embrassaient encore un système général d'équilibre, se trouvèrent renversées en un clin-d'œil; et l'arène diplomatique ne fut bientôt plus Angleterre.

qu'un labyrinthe inextricable, où les cabinets cherchaient vainement à distinguer leurs alliés de leurs ennemis.

Toute balance maritime était de même rompue; car bien qu'il n'eût pas été tiré un seul coup de canon sur les mers depuis le commencement des hostilités, le pavillon britannique dominait orgueilleusement dans tous les parages des deux hémisphères.

Les causes de cette étonnante et subite révolution n'auront point échappé à nos lecteurs. D'abord, l'anarchie qui désolait la France avait aussi exercé ses ravages sur la marine. Les déclamations frénétiques de ces gens de loi que la tourmente révolutionnaire avait jetés du barreau à la tribune, et qui par cela même se croyaient capables de régir l'état, aliénèrent toutes les puissances qui avaient les mêmes intérêts qu'elle; ensuite l'ineptie du duc d'Alcudia, qui s'allia à l'Angleterre, à l'instant où il aurait fallu renouveler la triple alliance de 1779 pour sauver la marine européenne; enfin l'intérêt évident et momentané de Catherine, qui la porta à sacrifier toute autre considération à la réussite de ses projets sur la Pologne: telles furent les causes primitives de la grandeur anglaise.

Quelque disposé que l'on soit d'ailleurs à rendre justice au mérite de la marine britannique, et à reconnaître la valeur et le génie des Blacke,

des Anson, des Rodney et des Nelson, on conviendra que ses succès n'auraient point obtenu les résultats qui font aujourd'hui le désespoir des peuples du continent, si tant d'incidens étrangers et d'alliances monstrueuses ne les eussent préparés. En effet, les Anglais étaient déjà maîtres des mers en 1793, avant que leurs escadres eussent eu l'occasion de faire preuve de supériorité sur celles des Français.

Lors même que le cabinet de Londres n'aurait pas provoqué, par d'habiles menées, un état de choses si favorable à ses intérêts, on pense bien qu'il devait se hâter de le mettre à profit. Il augmenta ses forces de terre et de mer par toutes sortes de moyens. L'armée régulière fut portée à 60 mille hommes; Pitt obtint de plus le doublement des milices et l'autorisation de soudoyer 40 mille émigrés ou étrangers (1). La marine fut portée à 85 mille hommes. Lord Moira, destiné comme on sait à débarquer 10 mille auxiliaires en Vendée, attendait à Jersey et Guernesey que l'occasion manquée par la résistance de Granville, se représentât. L'élite des émigrés formait le gros de sa troupe; 4 mille Hessois devaient la renforcer avec quelques bataillons na-

(1) Ces 40 mille hommes étaient des troupes à la solde et au service des Anglais. On ne comprend pas les subsidiaires; tels que les Prussiens, les Piémontais, etc.

tionaux. Nous verrons plus tard ce corps descendre à Ostende, pour réparer les pertes essuyées par le duc d'Yorck en Flandre. Les forces qui venaient de détruire et d'évacuer Toulon, alors disponibles, cinglèrent vers la Corse afin d'aider Paoli à en chasser les républicains. Un armement formidable venait de mettre à la voile pour les Antilles, où le général Grey était chargé de venger l'échec essuyé à la Martinique, et d'assurer la prise de possession des autres colonies.

Moins jaloux cependant de la possession de quelques îles que du monopole du monde et de l'empire absolu sur les mers, le ministère anglais jugea que la destruction du système de neutralité lui garantirait seule ces résultats, en même temps qu'elle tarirait dans ses sources le commerce des autres puissances. Renversant donc par ses déclarations du 8 juin 1793 les principes du droit des neutres consacrés en 1780, il ordonna à ses vaisseaux d'enlever tous les bâtimens destinés pour la France, et les autorisa même à presser sur les navires américains les matelots nécessaires pour compléter leurs équipages. Mesure remarquable qui signala l'origine d'un droit public nouveau, et d'une guerre à outrance.

Tant de prospérités n'étaient cependant que le prélude de celles promises au cabinet britannique par la tournure générale des affaires. Toutefois cette situation brillante n'était point exempte

d'orages. Dans un pays opulent, où la fortune mobiliaire et les capitaux sont hors de proportion avec les biens fonciers, il est impossible que les riches plébéiens ne soient pas jaloux des fonctionnaires publics et des grands propriétaires; aussi, les maximes républicaines y avaient elles de nombreux partisans; et si la masse de la nation, animée du plus sincère patriotisme, restait attachée à ses institutions malgré leurs défectuosités, quelques esprits ardens criaient à la réforme. En Ecosse surtout, où l'industrie manufacturière s'était développée d'une manière extraordinaire, plusieurs sociétés aspiraient à une répartition moins inégale du pouvoir et des charges de l'état. Bientôt Thomas Muir et Palmer furent accusés d'avoir voulu établir une Convention à l'instar de celle de France. Le ministère instruit de ces complots, et trop bien établi pour les craindre, fit condamner les coupables à la déportation. Mais tel était l'éloignement général de la nation pour la révolte, que cet acte de sévérité suffit pour empêcher toute récidive.

Au surplus, cette tentative mal concertée, tourna au profit du gouvernement. Le 12 mai, un message du Roi informa les chambres des machinations imputées aux sociétés des amis de la réforme, et des mesures ordonnées pour la vérification de leurs papiers. Pitt, saisissant l'à-propos, demanda la suspension de l'*ha-*

beas corpus, qui lui fut accordée, et les signataires de quelques délibérations furent traduits au banc du Roi. L'accusation de haute trahison était formelle; les pièces produites à l'appui paraissaient ne laisser aucun doute; Thomas Hardy fut néanmoins déclaré non coupable (1). Horne Tooke compromit le ministère lui-même, et subjugua l'esprit de ses juges par sa fermeté et son aplomb. Les autres accusés furent mis hors de cour, et le public demeura convaincu que cette affaire n'était qu'un coup d'état. En effet, à dater de cette époque, le ministère resta investi de la puissance qu'il ambitionnait. Les uns ont vu dans cette procédure la preuve de l'indépendance et de la justice des tribunaux anglais; les autres ont témoigné leur étonnement de ce qu'une accusation de haute trahison, prouvée par des pièces signées des accusés, restât impunie, et ils conçurent des soupçons de connivence entre le ministère et les tribunaux, et peut-être avec les prévenus eux-mêmes.

Espagne. Bien que le gouvernement espagnol fût plus obéré qu'à l'ouverture de la campagne précédente, les succès de Ricardos en Roussillon le décidèrent à continuer la guerre; et les farces

---

(1) Entre autres délits, on lui reprochait son adresse à la Convention nationale, lue à la séance du 7 novembre 1792, et qui est assez remarquable pour être rapportée. (Pièces justificatives, n° 2.)

sacriléges, qui venaient tout récemment de souiller le lieu des séances de la Convention, entretenant la haine que les meneurs de la nation castillane vouaient à la France, ils mirent en jeu tous les ressorts usés de leur monarchie pour en activer les préparatifs. Le clergé, la noblesse aussi aveugles que le ministère, n'apercevaient point encore qu'il leur en coûterait peut-être l'Amérique, pour mépriser la maxime que le cabinet de Londres ne perd jamais de vue.

Le Portugal n'avait point changé d'attitude, et attendait les ordres des deux grandes puissances qui l'influençaient. Portugal.

Les puissances d'Italie tremblaient devant les escadres de Hood et de Langara. Italie.

Le roi de Naples, non content de mettre ses vaisseaux à la disposition des Alliés, donna l'ordre à un corps de 18 mille hommes de se tenir prêt pour une expédition lointaine. On disait publiquement qu'après avoir débarqué à Livourne, il irait se joindre à l'armée autrichienne de Lombardie. Des conspirations réelles ou factices, ajournèrent indéfiniment son départ, et le contingent napolitain qui se trouvait à Toulon fut même rappelé dans le royaume.

Le duc de Toscane, cédant aux menaces du chargé d'affaires anglais et aux croisières plus redoutables de l'amiral Hood, avait notifié au résident français de quitter ses états; mais il résista

avec fermeté aux obsessions du ministre de Sardaigne qui réclamait un contingent de deux mille hommes pour les armées combinées.

Gènes dévorait des affronts que sa faiblesse ne lui permettait point de venger. Le sénat auquel il ne restait que la voie des protestations, répondit du moins avec dignité aux menaces de Drake, et témoigna son indignation au sujet de l'enlèvement de la frégate française *la Modeste.*

La république de Venise persistait à garder la neutralité; son gouvernement non moins alarmé des principes proclamés tout récemment par Robespierre, que des succès des armées impériales, ne savait quel parti embrasser : une neutralité subtile, modifiée selon les circonstances, refuge ordinaire du faible comme du fourbe, lui parut l'unique moyen de salut. L'inquisition d'état repoussait donc d'une main les sollicitations du ministre anglais Wolsley, qui plus rusé que Hervey et Drake se servait des termes les plus affectueux pour déterminer le sénat à éloigner le chargé d'affaires de France, tandis que de l'autre elle écartait les demandes du comité de salut public, qui aurait voulu rétablir les ambassades sur le pied où elles existaient avant la révolution. En vain les coalisés insinuèrent-ils que Descorches tramait à Constantinople pour entraîner la Turquie à la guerre par l'appât du territoire vénitien; la république persista dans son

système, et rejeta même les offres de la cour de Naples pour une alliance défensive. Toute son attention paraissait absorbée vers la partie nord de ses frontières; et moins exposée que Gênes aux attaques des Anglais, elle tournait des regards d'inquiétude vers l'Autriche. A la vérité celle-ci avait assez d'occupation pour ne point s'attirer sur les bras un ennemi qui, placé sur les derrières de ses armées de Lombardie, aurait pu lui causer de grands embarras. Cependant le sénat, influencé par les déclamations du patricien Pesaro, et dans l'espoir d'en imposer à tous, prit avec ostentation, le 16 avril, des mesures pour repousser les attaques dont il n'était point encore menacé. Un décret fixa les forces régulières à 40 mille hommes, et les milices à 70 mille. Le manque d'argent et l'éloignement du danger firent de ce décret une véritable fanfaronnade; et l'armée disponible, ne dépassa jamais 8 mille hommes.

Le roi de Sardaigne resta ainsi seul aux prises avec la France; et nous verrons plus tard l'inutilité des efforts de l'Autriche pour lui procurer des auxiliaires.

Hollande.

La situation de la Hollande n'avait subi aucun changement. La retraite de Dumouriez avait fait disparaître le danger apparent qui menaçait ses frontières; mais, si les flottes hollandaises arrivaient encore librement dans ses ports et les

vivifiaient par le commerce, cette prospérité passagère devait être trop chèrement achetée, pour que les vrais patriotes n'en fussent point alarmés, et ne la regardassent comme le précurseur de la ruine totale du commerce de la république.

Nord. Le second démembrement de la Pologne, consenti à la diète de Grodno, tenant les Polonais en fermentation, Kocziusko avait profité de cette disposition des esprits pour lever, le 23 mars, l'étendard de l'insurrection à Cracovie. Cet incident qui attirait toute l'attention de Catherine, formait une puissante diversion aux affaires du midi, en contraignant la Prusse et l'Autriche, déjà ébranlées par les revers essuyés en Belgique et dans le Palatinat, à faire filer vers la Pologne une partie des troupes qu'il eût été si nécessaire de diriger sur le Rhin, pour ramener la victoire sous leurs drapeaux (1).

Le profond silence de l'Angleterre sur ce grand événement, contraste trop avec le dévouement qu'elle affecta quatre ans auparavant envers les Polonais, pour ne pas autoriser à croire qu'il fût acheté par la Czarine, aux dépens de quelques concessions maritimes.

---

(1) Ayant consacré un chapitre particulier de la seconde période, pour traiter tout ce qui est relatif à ce dernier effort de la Pologne, nous y renvoyons nos lecteurs.

En effet, une flotte de 25 vaisseaux de ligne, aux ordres des amiraux Kruse et Tschitschagoff, établit une croisière dans la Baltique; sinon pour entraîner le Danemarck et la Suède dans une ligue contraire à leur politique, du moins en vue de les forcer à reconnaître le droit de visite envers tous les bâtimens destinés pour la France. L'habile Impératrice, en paraissant sanctionner un moment la législation maritime de la Grande-Bretagne, aplanissait à-la-fois les difficultés majeures que le cabinet de Londres aurait pu mettre à l'accomplissement de ses projets, et minait sourdement les deux puissances du Nord, rivales de sa prospérité.

Suède et Danemarck.

Cependant la prudence du duc de Sudermanie et l'habileté du ministre de Bernstorff, luttèrent avec succès contre ces efforts, auxquels d'ailleurs l'Impératrice n'attachait qu'un faible prix, puisqu'ils la concernaient bien moins que ses alliés. Les notes du comte de Stackelberg à la cour de Stockholm, du 30 juillet 1793, destinées à sanctionner la fameuse déclaration du ministère anglais du 8 juin, restèrent sans effet; et Catherine entendait trop bien ses intérêts pour ne pas s'en consoler; puisque, tout en remplissant les obligations de son alliance, elle avait atteint le double but qu'elle se proposait, sans faire triompher entièrement la cause des Anglais, et sans en venir avec la Suède et le

Danemarck à des hostilités réelles, qui, dans ce moment, eussent été contraires à la réussite de ses entreprises.

Les efforts de l'ambassadeur anglais Hayles, et les raisonnemens captieux de ses notes, échouèrent de même contre la logique victorieuse de M. de Bernstorff et les droits imprescriptibles des nations. Ces débats, monument remarquable de la politique du temps, sont d'autant plus dignes d'être connus (1) qu'ils peuvent éclairer des puissances plus à portée de faire triompher un jour les principes du droit maritime.

Ainsi au milieu du bouleversement général de l'Europe, la Suède et le Danemarck se conduisaient avec une sagesse exemplaire; et voulant assurer l'indépendance de leur pavillon, elles signaient, le 27 mars 1794, un traité d'alliance défensive, qui stipulait l'armement de 16 vaisseaux pour la conservation des usages consacrés par le droit des gens, et notamment par le traité de 1780; renouvelant à cette occasion la clause qui fermait la mer Baltique aux bâtimens armés des puissances qui n'y possédaient aucun port.

Prusse. La Prusse, toute occupée de ses affaires de Pologne, mécontente de ce qui s'était passé en

(1) Voyez les ouvrages d'Arnoud, et autres publicistes. Mémoires de l'ambassadeur anglais Hayles à la cour de Danemarck, et les réponses du ministre Bernstorff. (Pièces justificatives, n° 1.)

Alsace, entre Wurmser et le duc de Brunswick; et bien convaincue qu'elle combattait sur le Rhin pour des intérêts étrangers, tant que les républicains ne franchiraient pas ce fleuve, menaça de retirer ses troupes de la coalition, et de ne laisser en ligne que le faible contingent dû par l'électeur de Brandebourg. La politique anglaise fut prompte à détourner ce coup : on entama d'abord des négociations avec la diète de Ratisbonne, pour l'engager à prendre à sa *solde* partie de ces guerriers qui se proclamaient ses protecteurs; mais ces négociations traînant en longueur, on conclut à La Haye un traité de subsides qui leva tous les obstacles. Ainsi les troupes de Frédéric-Guillaume, prêtes à retourner dans leur patrie, restèrent exposées sur le théâtre de la guerre à de nouveaux affronts, uniquement pour combler le déficit que les dissipations du roi avaient causé dans les coffres de l'état. Mais ce qu'il y eut de plus remarquable dans ce traité, c'est que la Hollande consentit à payer partie de ce subside; comme si l'intégrité de son territoire n'eût pas été plus assurée en adoptant la neutralité, qu'en stipendiant une armée mercenaire dont elle ne pouvait disposer.

Si le cabinet de Berlin suivait une politique ambiguë, ce n'est pas qu'il manquât de conseillers instruits; mais ils n'étaient point doués de cette perspicacité qui saisit l'avenir d'un coup-

d'œil rapide, et assigne à une puissance le rôle qu'elle doit jouer dans les grandes révolutions politiques de l'Europe. Indisposés contre les Autrichiens, craignant d'un autre côté de les abandonner au moment où les efforts surnaturels de la France semblaient compromettre l'Allemagne; combattus par la nécessité de mettre fin aux excès de la faction de Robespierre, ils se laissèrent entraîner à la continuation d'une guerre où il y avait peu d'avantages réels à recueillir. Leur embarras s'accrut encore quand la nouvelle de l'insurrection de Kocziusko en Pologne, vint mettre en doute la réussite du projet de partage. Cette circonstance, qui eût dû les décider à tourner leurs efforts de ce côté, pour y prendre une attitude respectable, ne fixa point leurs irrésolutions; et après mille fluctuations, ils crurent dignement remplir leur tâche, en laissant au maréchal Suwaroff le soin de réduire Varsovie, et en vendant 60 mille hommes au cabinet de Londres.

Autriche. Le prince de Kaunitz vivait encore; mais depuis près d'un an le cabinet de Vienne était partagé entre le comte de Cobentzel qui dirigeait les affaires d'Italie, et le baron de Thugut chargé du porte-feuille des relations extérieures.

Depuis la mort de Louis XVI, et surtout après celle de Marie-Antoinette, l'Autriche n'avait plus de motif de continuer la guerre, à moins que ce

ne fût pour en tirer une juste vengeance, sans égard aux torts qu'elle se faisait à elle-même par cette détermination. Que pouvait vouloir en effet le cabinet de Vienne; dominer en Italie? il était maître à Turin, à Florence et à Naples, et la France ne le lui contestait point. Régner en Allemagne? personne ne lui disputait ni le sceptre impérial, ni l'influence constitutionnelle sur l'Empire germanique qui en résultait. Conserver la Belgique? mais on ne songeait pas sérieusement à la conquérir; et on eût reconnu l'Empereur légitime possesseur de ces riches provinces, s'il avait simplement consenti à reconnaître la république. C'était donc pour combattre des dogmes politiques que le sang coulait à si grands flots! L'expérience a suffisamment prouvé combien cette erreur fut fatale.

Cependant, comme un cabinet sage ne fait jamais la guerre sans un but d'utilité directe, il faut bien croire que si l'opposition des doctrines l'alluma, la diplomatie voulut la faire tourner à son profit. La cour de Vienne s'apprêtait en même temps à revendiquer une partie des Gallicies, et à venger les défaites de Wattignies et de Wissembourg. En atteignant ce double but, l'Autriche comptait bien s'approprier aussi la première ligne des places de France, afin de remplacer la perte de celles rasées en Flandre par ordre de Joseph; et Strasbourg et Landau n'é-

taient pas moins convoités par le conseil aulique, que Thorn et Dantzig par Frédéric-Guillaume.

Turquie. La Porte-Ottomane, dont les anciennes relations avec la France s'étaient altérées depuis les services signalés que cet empire avait reçus de la ligue anglo-prussienne en 1791, conservait la neutralité, autant qu'elle est compatible avec un refus de reconnaître les ambassadeurs. Toutefois, le commerce du Levant entravé par les croisières anglaises, quittait peu-à-peu la route de Marseille, pour prendre celle de Londres. Les ports de Smyrne et de Constantinople ne signalèrent bientôt plus que le pavillon britannique. Les draps anglais remplacèrent insensiblement ceux du Languedoc, et tous les produits d'industrie française tombèrent peu-à-peu dans le même discrédit.

Descorches, chargé, comme on sait, de rétablir la bonne harmonie, éprouva d'abord quelques obstacles, et le pacha de Trawnick le fit même arrêter sous prétexte qu'il n'était point muni du firman nécessaire pour être admis dans les états ottomans; mais il parvint enfin à sa destination, au milieu de 1793. Quoique le divan différât de le reconnaître publiquement, on prétend que cet agent avait réussi à lui inspirer de meilleurs sentimens envers la république, et qu'il était même à la veille de conclure une alliance, quand

la nouvelle de la prise de Toulon, qui livrait la Méditerranée aux Alliés, et l'arrivée du général Kutusoff, en qualité de ministre de Russie, renversèrent toutes ses espérances. Cédant aux insinuations anglaises et à l'ascendant du négociateur de Catherine, la Porte refusa de reconnaître Descorches comme envoyé d'un gouvernement qui n'était reconnu lui-même par aucune puissance. L'anarchie s'introduisit bientôt parmi les Français établis à Constantinople; les royalistes de leur côté élurent un chargé d'affaires, qui ne fut pas plus accrédité que celui des Jacobins.

Suisse.

La Suisse ayant heureusement résisté à toutes les intrigues de Wickam et de Fitz-Gerald, de même qu'aux vues de l'avoyer Steiger, recueillait tous les avantages de la neutralité. La république française, en guerre avec toute l'Europe, n'entretenant avec les autres nations que des relations incertaines et dangereuses, depuis que la mer était au pouvoir de ses ennemis, trouva dans la Suisse une factorerie commode, qui lui permit de trafiquer avec les peuples du continent. Le cuivre pour le radoub de ses vaisseaux, le chanvre pour ses cordages, les remontes pour sa cavalerie et son artillerie, les bestiaux pour nourrir ses armées, en un mot, tout ce dont elle avait besoin lui arrivait par Bâle, qui, à son tour, répandait les marchandises de fabrique française dans le Nord, en Allemagne et en Italie. Cette

époque fut celle de la prospérité de la Suisse; et la France, qui y trouvait bien son compte, avait encore l'avantage de voir sa frontière, la plus dénuée des défenses de l'art, à l'abri d'insulte.

Etats-Unis. Les Etats-Unis d'Amérique fleurissaient à l'ombre de l'olivier, sous le gouvernement de Washington qui venait d'être réélu président à l'unanimité. Trop éloignés de l'atmosphère des orages, pour en éprouver d'abord les effets, ils ne pouvaient que vivre en bonne intelligence avec la nouvelle république. Profitant même de ses désastres, ils recueillaient les émigrés de France et des colonies, et commençaient à établir des relations avantageuses avec ces dernières, à mesure que la métropole se voyait contrainte de les abandonner.

Cependant, quelques nuages s'étaient élevés en 1793, par l'ineptie et l'imprudence de divers agens français. Le ministre Genets, sans ménagement pour Washington, attaqua publiquement la validité de ses actes; et la forme de ses plaintes, quel que fût d'ailleurs leur fondement, parut aussi inconvenante qu'impolitique. Il n'en résulta heureusement qu'une froideur passagère entre les Américains, et la république, qui avait imaginé se constituer à leur imitation.

Ces peuples, essentiellement navigateurs et commerçans par leur position, leurs intérêts, et l'immense étendue de leurs côtes, trouvaient,

dans la neutralité, la plus puissante garantie de leur accroissement. L'Océan était couvert de leurs vaisseaux; et la France s'estimait trop heureuse, de conserver par leur entremise quelques moyens d'alimenter le mouvement de ses ports. Déjà Bordeaux, Nantes et le Hâvre, ne voyaient que des navires américains ou danois. Non-seulement ils y conduisaient les denrées exotiques, et se chargeaient des vins et autres articles nécessaires à la consommation du Nouveau-Monde et du Nord; mais encore, de nombreux convois apportaient en France du riz et même des grains, d'autant plus précieux, qu'une horrible famine la menaçait. On jugera à quel point les prétentions des Anglais contre les neutres, consacrées par les déclarations du 8 juin 1793, et amplifiées par leurs croisières, obscurcirent la sérénité de cet horizon. Les vaisseaux britanniques arrêtaient les navires américains, sans aucun égard pour les droits reconnus par les traités antérieurs, les saisissaient ou exerçaient la presse sur leurs équipages.

Déjà plus de 500 bâtimens avaient été victimes de ces mesures destructives, quand les Etats-Unis envoyèrent M. Jay à Londres. On lui promit des amendemens à cette législation tyrannique. Il fit, de son côté, quelques concessions; et une paix apparente suspendit, pour quelques an-

nées, une rivalité dont les Américains ne se sont jamais dissimulé ni l'existence ni le danger.

Etat de la France.

La France, gémissant dans son intérieur sous un gouvernement mille fois plus odieux que celui de Sylla et de Marius, était toujours en proie aux factions et sous la hache des bourreaux. Le régime sanglant de la terreur étendait partout ses ravages; et les six premiers mois de cette année surpassèrent encore en cruautés la fin de 1793.

La guerre de la Vendée, malgré les défaites des royalistes au Mans et à Savenay, venait de se rallumer; et si cette plaie politique n'était plus mortelle pour la république, elle devait tarder bien long-temps à se fermer.

A ces maux, il fallait ajouter toutes les horreurs d'une famine cruelle. L'urgence de pourvoir aux premiers besoins des masses nombreuses qui s'étaient précipitées aux frontières, aurait absorbé les finances du plus riche empire : le comité y pourvut en multipliant les assignats. Leur planche fut mise en permanence, comme les instrumens de mort du gouvernement révolutionnaire; et, pour me servir de l'expression de Barrère, on battit à-la-fois monnaie sur la place de la révolution et au couvent des Capucines (1). Mais la dépréciation d'un papier qu'on n'émettait

(1) C'est dans l'enceinte de ce couvent que 40 milliards d'assignats furent fabriqués.

plus que par milliards, était si grande, que, malgré la mort dont on menaçait les dépréciateurs, il n'avait plus qu'une faible partie de sa valeur nominale. Le maximum ou tarif des denrées, inventé pour le soutenir à un taux qui le rapprochât du pair, bouleversa, comme nous l'avons dit au volume précédent, toutes les transactions commerciales; les détenteurs de marchandises les cachaient avec le plus grand soin; et les fermiers même furent les premiers à enfouir des *denrées*, qu'ils ne pouvaient vendre qu'un quart de leur valeur réelle. Ainsi, cette loi, imaginée dans les intérêts du peuple, aussi bien que dans ceux du gouvernement et de son papier, produisit l'effet absolument contraire de celui qu'on s'en était promis : les denrées renchérirent; le pain manqua même totalement; la famine devint si alarmante, que les habitans de Paris assiégeaient dès le point du jour la porte des boulangers, et s'arrachaient quelques onces d'un pain grossier. Le comité, inquiet, avait ordonné des achats nombreux dans tous les ports d'Italie, des puissances barbaresques, et des Etats-Unis d'Amérique. Mais la France, bloquée par mer, entourée sur toutes ses frontières, d'armées menaçantes, ne pouvait se flatter de l'arrivée de ces secours lointains.

Robespierre renverse Danton.

Le choc perpétuel des factions multipliait de jour en jour les crimes, et chargeait encore ce

sinistre tableau. Nous avons dit au chap. XXVII comment Robespierre venait de se débarrasser le 14 mars de celle des Hébertistes par le supplice de ses chefs. Danton semblait désormais le seul capable de lui disputer l'empire ochlocratique qu'il prétendait fonder. A la vérité le génie de Carnot lui portait ombrage; mais, renfermé dans les limites de son cabinet, ce membre du comité s'était borné à diriger les armées, sans aspirer à la gloire tribunitienne, la seule qui fût alors de mode et susceptible de capter les suffrages du peuple. Ce fut donc sur Danton que le tigre s'élança le premier. Un ordre du comité de salut public fit mettre en arrestation dans la nuit du 30 mars ce redoutable compétiteur, ainsi que Lacroix, Camille Desmoulins et Hérault de Séchelles.

Le lendemain St.-Just fit un rapport contre ces *factieux* sur la tête desquels il appelait cette même hache qui devait bientôt faire tomber la sienne. On assure que Danton avait été prévenu deux jours auparavant de l'intention perfide de son rival; mais s'appuyant sur son immense popularité, et trop convaincu que Robespierre n'oserait jamais le mettre en jugement, il dédaigna de prendre les précautions nécessaires à sa sûreté personnelle : il se livra sans résistance à ceux qui vinrent le saisir, et ne retrouva sa farouche énergie que lorsqu'il fut traîné avec ses

complices au pied de ce tribunal sanglant qui lui devait son existence.

A la première nouvelle de l'arrestation du moderne Gracchus, le fantôme de sa popularité s'évanouit comme une vapeur légère : leçon mémorable pour tous les chefs de parti qui, dans les temps de troubles, se figurent que leur renommée est un talisman capable de les protéger contre l'audace de leurs rivaux!

Interpellé par le président du redoutable tribunal de déclarer, suivant la coutume, ses nom et prénoms, Danton répondit d'une voix foudroyante : « Mon nom! il est déjà dans le Panthéon de l'histoire, et mon individu sera bientôt dans le néant. » Cette audacieuse profession de l'athéisme en présence même de la mort, en imposa aux juges, et frappa d'une espèce de stupeur la foule des auditeurs. Danton ne se démentit pas un seul moment, et ne répondit que par des sarcasmes et des injures aux autres questions qu'on lui adressa.

Embarrassés pour prononcer leur jugement, les membres du tribunal envoyèrent consulter la Convention sur le parti qu'ils devaient prendre : cette dernière, sur la proposition de St.-Just, décréta promptement « *que tout prévenu de conspiration qui résisterait ou insulterait à la justice nationale, serait mis sur-le-champ hors des débats.* » En conséquence, le président sans plus

ample informé, prononça contre Danton et ses complices une sentence de mort que la plupart accueillirent avec d'infernales risées.

Conduits au lieu de l'exécution qu'assiégeait une foule immense, presque tous moururent comme ils avaient vécu, sans crainte et sans remords : tout le long du trajet, Danton que ses formes athlétiques faisaient distinguer de loin, murmurait d'une voix lugubre ces mots prophétiques : « J'entraîne avec moi Robespierre aux » enfers ! » Arrivé au pied de l'échelle : « *Mon* » *ami*, dit-il au bourreau, en montant, *tu* » *montreras ma tête au peuple, elle en vaut la* » *peine.* » Son désir fut rempli, et sa tête criminelle, présentée toute sanglante à la populace, ressemblait à celle de la Gorgone. Ainsi mourut ce farouche républicain qui apparut comme un effrayant météore sur l'horizon politique, et à qui de grandes qualités et de grands crimes assurent une affreuse immortalité.

Préparatifs des deux partis.

La douleur des bons Français, à l'aspect des déchiremens auxquels la patrie était en proie, se trouva heureusement modérée par l'attitude imposante de ses armées.

L'hiver s'était passé sans événemens remarquables : de part et d'autre, on l'avait employé à des préparatifs. Ceux de la France furent formidables ; et les Alliés, qui avaient entrepris en même temps le partage de la Pologne, ne surent

pas suppléer, par des levées suffisantes, aux moyens que cette double opération devait distraire de la guerre sur le Rhin.

L'Angleterre seule mit à profit l'exemple que lui donnait la France : elle augmenta par tous les moyens imaginables ses forces de terre et de mer; elle suivait toutefois à une grande distance la progression inouie des levées de la république. Au surplus, cette augmentation de forces n'exerçait aucune influence directe sur les affaires du *continent*; elles étaient au contraire toutes employées dans l'intérêt colonial et maritime du cabinet de Londres.

L'empire germanique avait voté un quintuple contingent, maximum de ce qu'on pouvait en prétendre. L'archevêque Primat, instigué par l'Autriche, proposa une levée en masse pareille à celle dont le comité venait d'épouvanter l'Europe. La Prusse s'y opposa avec quelque raison; et le cabinet de Vienne vit rejeter une mesure dont il était juste qu'il donnât l'exemple.

L'Autriche et la Prusse n'ajoutèrent, pour ainsi dire, rien aux préparatifs de l'année précédente. La première de ces puissances se contenta de renforcer l'armée des Pays-Bas de quelques régimens, et de recompléter ceux qui en faisaient déjà partie. La Hollande s'en tint à son contingent. L'Espagne et le roi de Sardaigne firent, dans le courant de la campagne, quelques

levées de milices, à mesure que les dangers devinrent plus pressans; mais, outre que cela ne peut être indiqué comme un effort national, le détail de ces dispositions insignifiantes fatiguerait en pure perte nos lecteurs.

Etat formidable des armées républicaines.

La France, au contraire, offrait l'aspect formidable d'un vaste camp. Les décrets du 23 août et du 5 septembre avaient précipité toute la jeunesse aux frontières : près de douze cent mille hommes étaient soldés par la république; et, déduction faite de ceux employés aux services accessoires et à l'armée navale, 700 mille combattans étaient en situation de prendre partout l'offensive, et de rejeter la guerre chez leurs ennemis; le tableau ci-contre, relevé sur l'effectif des cadres, en fera voir la répartition.

ETAT *de la force des Armées françaises, à l'époque du* 15 *avril* 1794 (25 *ventôse an* 2.)

Armées actives.	Infanterie	Cavalerie	Artillerie.	TOTAL.
Nord	212,063	24,257	9,502	245,822
Ardennes	27,190	8,168	2,272	37,630
Moselle.	82,267	16,562	4,494	103,323
Rhin	82,711	10,932	4,747	98,390
Alpes.	36,616	2,877	3,509	43,042
Italie.	58,212	550	1,789	60,551
Pyrénées-Orientales . . .	64,919	2,758	2,831	70,508
Pyrénées-Occidentales. .	46,217	2,110	2,455	50,782
Ouest.	16,576	1,936	4,007	22,519
Côtes de Brest	30,538	625	3,216	34,379
Côtes de Cherbourg . . .	25,244	321	1,823	27,388
TOTAL. . . .				794,334

Dans ces nombres sont comprises les garnisons, mais non les troupes composant l'armée de l'intérieur, dont le quartier-général était à Paris ; il faut déduire néanmoins de ces forces, les dépôts et malades qu'on peut estimer au cinquième ; ce qui réduirait les présens à 650 mille.

Ce développement de forces, sans exemple dans les annales modernes, tenait d'autant plus du prodige, que la nation se trouvait livrée à tous les déchiremens d'une guerre civile, et aux persécutions d'un gouvernement odieux. Mais ce ne fut pas aux levées, seulement, que ces efforts se bornèrent : tout ce qui compose les élémens de la puissance nationale, avait été porté à un degré de tension inconnu dans les siècles modernes. La lutte était d'autant moins égale, qu'à cette époque les Souverains coalisés, réduits aux ressources méthodiques et régulières de leur recrutement et de leurs finances, ne pouvaient faire usage des moyens révolutionnaires adoptés par les chefs de la république. Depuis cette époque, la funeste science des emprunts, des impôts et des levées, a fait de grands progrès; et les réquisitions, le papier-monnaie n'ont plus été considérés comme les fléaux des peuples. Des hommes énergiques avaient créé ces moyens pour sauver leur patrie de l'invasion étrangère; des ambitieux s'en sont servis, afin d'étendre leur puissance; et la jeunesse de notre génération a été ainsi moissonnée, pour satisfaire de folles passions, ou accomplir les calculs d'une froide ambition.

Emplacement des forces au Nord et à l'Est.

A la fin de mars, les troupes françaises tenaient toujours la ligne, depuis Strasbourg jusqu'à Dunkerque, par les corps suivans :

1° L'armée du Rhin, d'environ 45 mille hommes actifs, non compris les garnisons et la division du Haut-Rhin, qui n'employaient pas moins de 48 mille présens sous les armes;

2° Celle de la Moselle, composée de 60 mille combattans;

3° Celle des Ardennes, de 35 mille, dont une partie en garnison.

4° L'armée du Nord, qui seule en formait trois depuis Maubeuge jusqu'à Dunkerque, comptait plus de 160 mille hommes disponibles, répartis dans plusieurs camps, vers Cassel, Lille, Bouchain, Landrecies, Cambray, Guise, Avesnes et Maubeuge.

La moitié de ces troupes venait d'être levée; les soldats avaient à peine des armes, et les officiers n'étaient ni plus aguerris ni plus expérimentés que les sous-officiers et soldats.

L'infanterie se réorganisait. Les bataillons isolés avaient formé jusqu'alors une multitude de petits corps difficiles à manier: on réunit deux bataillons de volontaires nationaux à un de ligne, ce qui composa d'excellens régimens. Cette mesure, en donnant plus de solidité aux corps, détruisit aussi la rivalité qui régnait entre eux, et aurait eu par la suite des effets très-dangereux. L'amalgame, commencé d'abord pendant l'hiver, quelque diligence qu'on y mît, ne fut achevé que vers la fin de 1794.

Alliés. Les Autrichiens et les émigrés gardaient toujours le Haut-Rhin par un immense cordon qui s'étendait depuis Bâle jusque vers Manheim : on en portait la force, avec les troupes des Cercles, à 60 mille hommes (1), commandés par le duc de Saxe-Teschen.

Les Prussiens cantonnaient autour de Mayence, réunis au corps autrichien du prince de Hohenlohe-Kirchberg. Leur force totale était de 65 mille combattans.

Indépendamment de la garnison de Luxembourg, un corps de 18 mille Autrichiens couvrait cette place et Arlon, sous les ordres de Beaulieu. Le général Blankenstein avec une autre division, occupait Trèves, et en gardait les approches.

L'armée combinée, aux ordres immédiats du prince de Cobourg, comptait, de Namur à la mer, près de 150 mille hommes : son corps de bataille campait autour de Valenciennes et du Quesnoy; sa droite, sous Clairfayt, était établie à Ypres et à Tournay; sa gauche, sous Kaunitz, vers Charleroi.

---

(1) Un état de situation du mois de septembre 1794, porte encore cette armée à 55,179 hommes d'infanterie et 9,190 hommes de cavalerie : ce qui ferait 64 mille hommes, non compris le corps de Hohenlohe-Kirchberg qui se trouvait avec l'armée prussienne. La totalité des forces sur le Rhin, depuis Mayence jusqu'à Bâle, peut donc être estimée de 120 à 125 mille hommes, avec l'armée du feld-maréchal de Mœllendorff.

Les étranges résultats que les efforts des puissances coalisées avaient eus dans la campagne de 1793, firent présager la mauvaise tournure que les opérations prendraient dans celle de 1794. En effet, l'instant favorable pour soumettre ou conquérir la France était passé, et les circonstances bien changées : la république avait eu le temps de créer dix armées, d'assurer par plusieurs victoires, le moral de ses nouvelles levées, et de donner à ses généraux la mesure de la pusillanimité de leurs adversaires.

Les fautes du prince de Cobourg, des ducs de Brunswick et d'Yorck, et du maréchal Wurmser, le défaut d'ensemble et d'union dans leurs plans, l'incertitude de leurs mouvemens, prouvaient assez aux généraux français, qu'ils luttaient à chances égales contre des hommes auxquels l'injuste renommée avait fait une réputation colossale. Leur confiance s'en accrut; et cette circonstance détermina les premiers succès de cette campagne, dont les suites exercèrent une si grande influence sur les destinées de l'Europe.

Plan des Français.

Toutes les versions ne sont pas d'accord sur les premiers plans des deux partis. On a dit que les Français se bornèrent d'abord à vouloir défendre de front la ligne de Strasbourg à Dunkerque; et que le mouvement sur la Sambre et la Lys, fut suggéré par les circonstances. En examinant toutefois l'analogie de ces manœuvres avec les dis-

positions de l'arrêté du comité de salut public, rapporté à la fin du volume précédent, on doit croire que, dès l'ouverture de la campagne, le comité voulut agir offensivement sur les flancs des Alliés; et que Pichegru reçut les mêmes instructions données à Jourdan après la bataille de Wattignies. Mais prévenus par l'attaque de Cobourg sur Landrecies, les Français durent y apporter quelques modifications, et l'échec essuyé à Troisville le 26 avril, les força enfin à réclamer le secours de l'armée de la Moselle.

Plan des coalisés.

Les Alliés, qui avaient le plus grand intérêt à se concerter, aussitôt après la levée du siége de Maubeuge (16 octobre), pour faire une campagne plus heureuse, laissèrent écouler quatre mois avant d'arrêter le plan dont la rédaction fut confiée à Mack. Ce général, comme on sait, avait quitté l'armée après l'affaire de Famars, pour soigner une légère blessure selon les uns, ou pour cacher une disgrace s'il faut en croire les autres. Quoi qu'il en soit, la mauvaise tournure des affaires après son départ, décida le cabinet de Vienne à l'envoyer à Londres, où le duc d'Yorck se rendit de son côté pour arrêter les opérations ultérieures des armées combinées.

Le fond du projet de Mack était de prendre Landrecies au centre, et de marcher ensuite directement par Guise et Laon sur Paris. Afin d'assurer le flanc droit de l'armée dans ce mouve-

ment, on voulait inonder la Flandre, et faire garder cette province par des levées extraordinaires que les états du Brabant devaient accorder. La gauche était destinée à rester en observation vers Maubeuge, Philippeville et Givet, pour couvrir la Meuse; et l'on aurait engagé l'armée prussienne du maréchal Mœllendorff à s'avancer sur la rive droite de ce fleuve, afin de mieux garantir le flanc gauche de l'armée de position. Enfin, pour seconder les effets de cette invasion, un petit corps d'élite autrichien, réuni à 12 mille Anglais ou Hessois, aux ordres de lord Moira, devait débarquer en Vendée, où il aurait rallié les royalistes, et marché de concert avec eux sur la capitale.

Ce plan ne manquait point d'habileté, et de tous ceux attribués à Mack, c'est celui qui lui fait le plus d'honneur: le reproche le plus grave qu'on put lui adresser, serait d'en avoir mal saisi le moment. On n'a pas été d'accord sur le rôle que son auteur destinait à l'armée prussienne: le traité de La Haye portait qu'elle serait appelée sur la Sambre: des mémoires allemands affirment que Mack demandait qu'elle fût dirigée, par Trèves, sur la Meuse, ce qui eût été plus sage. L'une et l'autre de ces opérations présentait des avantages et des inconvéniens. La marche sur la Sambre, conçue sans doute d'après celle d'Eugène et de Marlborough, convenait

d'autant mieux que l'armée du prince de Cobourg, déjà établie et basée vers Valenciennes, aurait pu agir avec vigueur sur la ligne de St.-Quentin, étant liée par sa gauche avec Mœllendorff qui eût bloqué les places, et remonté sur Laon. En tout autre état de choses, et si par exemple les Alliés eussent pris Maubeuge au lieu d'aller assiéger Dunkerque en 1793, l'on croit que l'armée des Pays-Bas aurait bien fait de prendre la direction de Laon, et que celle des Prussiens n'aurait pu en suivre une meilleure que celle de Reims par Luxembourg et Stenay. De ces points il eût été facile aux deux armées d'opérer leur jonction dans le bassin de l'Oise.

Quant à la diversion en Vendée, le mérite de l'invention n'en appartient point à Mack : on sait assez qu'elle était méditée à Londres depuis le mois de septembre précédent. Redoubler les désordres intérieurs; faire détruire par des mains françaises la population de l'Ouest, qui fournissait la majeure partie de la conscription maritime; porter la guerre à Nantes, Rouen, Brest, Lorient, Granville et Cherbourg : voilà ce qui importait plus à l'implacable fils de Chatam, que la dispute de quelques bailliages du Luxembourg ou des Provinces-Unies; tel fut aussi l'objet de l'expédition de lord Moira. Si l'on avait eu réellement le projet d'effectuer une diversion sur Paris, l'époque en eût été d'ailleurs mal choisie,

puisque la grande Vendée venait d'être anéantie à Cholet, au Mans et à Savenay.

Ce plan présentait au surplus des défauts essentiels : le premier était de fixer une série de buts différens, sans égard à ce que feraient les Français. L'art de la guerre consiste à battre, poursuivre et mettre hors de cause, les forces organisées que l'on a devant soi; les conquêtes viennent ensuite d'elles-mêmes. Il semblait donc difficile de déterminer la route qu'on prendrait avec 100 mille hommes, pour envahir un état qui faisait des efforts aussi prodigieux que la France; car les mouvemens d'une armée sont toujours subordonnés à ceux des masses ennemies, surtout quand elles lui sont supérieures en nombre, et qu'elles ont des appuis semblables à ceux qu'offraient alors les places de Flandre. Le plan moins brillant, mais plus solide, aurait dû se borner à déterminer le point le plus favorable au rassemblement des forces; de là, il eût convenu d'attaquer l'ennemi partout où on l'eût rencontré, de le suivre dans toutes ses directions de retraite, et après l'avoir dispersé, de se porter sur Paris. Vouloir prendre Landrecies, pour faire ensuite une pointe par St.-Quentin sur la capitale, c'était mal connaître l'état respectif des deux partis, et répéter en pure perte la sotte invasion de la Champagne.

Le second défaut du plan consistait à n'avoir

point pris d'arrangement préalable, tant pour s'assurer de la coopération des Prussiens sur la Meuse, que pour établir devant Mayence un corps d'observation capable de les couvrir dans ce mouvement.

Quoi qu'il en soit, le plan de campagne fut arrêté à la fin de février : et ce ne fut que deux mois après (le 14 avril), que M. de Haugwitz signa le traité de La Haye, dont un article stipulait que l'armée prussienne marcherait sur la Sambre.

Mack ne tarda pas à éprouver les funestes effets de ces oublis, et de la divergence des intérêts politiques. Ayant repris, à son retour de Londres, les fonctions de chef d'état-major général, il assigna aussitôt la tâche à Mœllendorff, et demandait qu'il portât 50 mille hommes sur Trèves, et couvrît la Meuse, de concert avec les corps autrichiens établis dans le Luxembourg.

Le maréchal prussien lui répondit, le 14 mars : « Qu'il ignorait la part que son gouvernement » pouvait avoir prise au traité; que les renforts » dont on lui parlait, n'étaient pas plus arrivés » que les recrues dont ses régimens avaient » besoin pour se compléter : qu'au reste le plan » renfermait de bonnes vues et eût pu s'exécu- » ter; mais que, dans l'état actuel des affaires, » il entraînait beaucoup d'inconvéniens. » Il ajoutait enfin, qu'il ne marcherait point sur Trèves de crainte de compromettre Mayence.

On ne saurait blâmer cette réponse; car pour disposer de l'armée prussienne, il fallait des stipulations particulières avec le cabinet de Berlin; et le traité signé long-temps après par Haugwitz, n'étant pas même sur le tapis, on ne devait pas compter, dans les premiers jours de mars, sur une résolution différente de la part de Mœllendorff. D'un autre côté, l'opération qu'on exigeait de lui, n'était praticable qu'autant qu'il aurait eu sous ses ordres toute l'armée du duc Albert de *Saxe-Teschen*; car si elle demeurait dispersée en cordon dans le Brisgau, il est certain que le général prussien eût été impardonnable de courir à Trèves, sans s'inquiéter des armées du Rhin et de la Moselle, fortes alors de 100 mille hommes, et à même de se jeter sur son flanc et ses communications avec Mayence.

Pour exécuter avec succès le plan proposé, il fallait réunir dans la même main toutes les forces éparses depuis Bâle jusqu'à Luxembourg, et qui ne montaient pas à moins de 150 mille combattans (1). En en laissant 10 mille devant Strasbourg, 45 mille sous Manheim, et 15 mille en garnison

(1)

Armée saxe-prussienne	60 mille.
Cordon du Rhin, sous le duc Albert	60
Corps de Trèves et de Luxembourg	30
TOTAL. . . .	150 mille.

à Mayence et Luxembourg, on eût porté 80 mille hommes sur la Meuse, de concert avec la grande armée du prince de Cobourg.

Aucuns de ces arrangemens n'ayant été pris, nous verrons, dans les chapitres suivans, que le gouvernement prussien trouva moyen d'éluder les clauses du traité, et que toutes les espérances de Mack se virent renversées, autant par la faute des cabinets que par la sienne.

Au surplus, on est en droit de croire que le moment favorable pour cette invasion était passé, et que la supériorité des Français sur les frontières du Nord, eût offert, dès les premiers pas, de grands obstacles aux progrès des Alliés, quelque eût été d'ailleurs le mérite de leur plan. A la vérité, une armée de 200 mille hommes de vieilles troupes peut beaucoup entreprendre; et s'il ne se fût agi, comme tant de personnes l'ont cru, que de se montrer à Paris pour atteindre le but de la guerre, il n'est pas hors de vraisemblance qu'après deux batailles gagnées, on eût pu y paraître à la tête de 100 mille hommes, en laissant des corps d'observation. Mais nous ne partageons point l'idée qu'à cette époque, l'occupation de la capitale eût décidé du sort de la France, quand 700 mille républicains en armes, ceignaient les frontières de cet empire, et en tenaient toutes les places; et s'il y avait un seul moyen de réussir, c'était celui qu'on vient d'in-

diquer. Abandonnant du reste la solution de ces diverses conjectures à la pénétration de nos lecteurs, nous nous hâtons d'arriver au récit des événemens militaires, qui renversèrent les spéculations de tous les cabinets.

CHAPITRE XXX.

Ouverture de la campagne. — Siége de Landrecies; efforts réitérés des Français pour sauver cette place. — Bataille de Troisville. — Diversion en Flandre. — Combats de Moucron et de Courtray. — Batailles de Turcoing et de Pont-à-Chin. — Opérations sur la Sambre; les Français passent trois fois cette rivière. — Combats d'Erquelines, de Grandreng et de Binch. — Premier siége de Charleroi. — Déroute du 3 juin.

Après avoir fait connaître le plan général d'opérations, il est nécessaire d'indiquer la position particulière des corps destinés à agir sur la frontière de la Belgique, avant de passer à la narration des événemens.

Quoique le prince de Cobourg eût peu d'espoir d'être secondé par l'armée de Mœllendorff, il se crut assez fort pour exécuter le projet arrêté à Londres et pénétrer en Picardie. Il rassembla à cet effet 90 mille hommes dans les plaines de Cateau, et n'attendait pour attaquer Landrecies que l'arrivée de l'empereur d'Autriche, qui devait se rendre incessamment au quartier-général.

Soit que le cabinet de Vienne comptant sur des triomphes faciles, espérât se saisir de la direction principale des intérêts de la coalition, ou qu'il voulût en imposer au prince d'Orange et au duc d'Yorck, dont la mésintelligence avec les généraux autrichiens s'était déjà manifestée, il décida l'Empereur à venir prendre le commandement de l'armée alliée. Cette démarche parut d'autant plus nécessaire que le prince de Cobourg, cachant une nullité absolue sous le titre pompeux de généralissime, laissait à Mack, promu récemment au grade de général-major la direction des opérations; d'ailleurs le système de cet officier, n'étant pas universellement goûté, lui suscitait un grand nombre d'ennemis.

Positions des Alliés.

Outre cette grande armée, deux corps considérables devaient agir sur les ailes. A la gauche le prince de Kaunitz campait avec 18 mille hommes à Rouvroy, Merbes et Hantes, près de Mons, d'où il observait Maubeuge et Philippeville, en même temps qu'il couvrait Charleroi et la Meuse; ses postes avancés tenaient Walcourt et Beaumont; enfin une de ses brigades protégeait Namur. A la droite le corps de Clairfayt destiné à garder la West-Flandre, était réparti dans les camps de Tournay, Moucron et Laine-d'Or, qui renfermaient environ 25 mille hommes; une division hanovrienne tenait Menin, et les Hessois cantonnaient à Denain.

La destination, la force et l'emplacement de cette petite armée de Clairfayt, déposent contre la justesse des idées stratégiques des meneurs de l'armée combinée; l'on put s'étonner avec fondement de voir 25 mille hommes compromis pour couvrir la West-Flandre, où les Français ne pouvaient s'engager sans péril; tandis que la défense de la clef du théâtre de la guerre était confiée aux minces divisions du prince de Kaunitz.

On trembla, de même que dans les campagnes précédentes, de laisser une route à découvert, comme si l'art de la guerre consistait à garder des chemins, et qu'il fût bien important de garantir Ypres quand on avait la prétention d'aller à Paris (1).

Emplacement des Français.

L'organisation intérieure de l'armée française changeait si souvent qu'on a de la peine à en saisir l'ensemble. Dans les premiers jours d'avril, celle du Nord occupait les positions suivantes :

			Hom. prés.
DROITE.	1re division.	Favreau à Maubeuge	9,000
	2e *id.*	Lemaire et ensuite Despeaux, à St.-Remy et St.-Waast	7,000
	3e *id*	Desjardins à Cerfontaine	14,500
	4e *id.*	Fromentin à Avesnes	15,600
			36,100

(1) Mack pour se justifier dit qu'il avait proposé d'inonder la West-Flandre, afin de pouvoir disposer du corps de Clairfayt;

				Hom. prés.
			Ci-contre.	36,100
CENTRE.	5e division.		Balland à Etreux	12,600
	6e	*id.*	Goguet à Bohain	11,200
	7e	*id.*	Chapuis entre Cambray et Bouchain .	15,000
	8e	*id.*	Pierquin à Arleux, près Douay	8,000
GAUCHE.	9e division.		Osten à Pont-à-Marque.	7,200
	10e	*id.*	Souham à Lille	30,500
	11e	*id.*	Moreau à Cassel.	21,000
	12e	*id.*	Michaud à Dunkerque.	12,600
			TOTAL.	154,200

Non compris les garnisons composées de nouvelles levées.

On ne comptait, il est vrai, dans cette nombreuse armée que 15 mille hommes de cavalerie; le personnel en était excellent, mais les remontes laissaient beaucoup à désirer.

Pichegru commandait ces masses stationnées sur les frontières de la Belgique. Ce général que nous avons vu figurer lors des dernières opérations de 1793, en Alsace, avait eu le talent de s'attribuer la gloire du déblocus de Landau, qui était en majeure partie l'ouvrage de Hoche. Il ne

---

mais ce moyen barbare prouve qu'il n'entendait pas la grande guerre, car pourquoi empêcher les Français de courir en Flandre? c'était là qu'il fallait les attirer. L'invasion n'était à craindre que sur la Meuse, et non vers les marais de l'Ecluse et de Nieuport où la gauche de Pichegru eût été rejetée et perdue, s'il avait eu affaire à un grand capitaine.

manquait, ni de tact, ni d'esprit, ni de connaissances dans les sciences positives; mais plus habile encore à conduire une intrigue qu'à diriger les armées, il avait gagné la faveur de St.-Just, à l'aide de laquelle il triompha de son émule, et s'acquit la bienveillance de Robespierre qui s'était d'abord prononcé contre lui aux Jacobins. C'était un général de second ordre, dont la faction avait singulièrement enflé la réputation, et qui, dans cette campagne, où il fut d'ailleurs plus heureux qu'habile, ne se montra pas plus à la prise de l'île de Bommel, que sur aucun des champs de bataille de Courtray, de Turcoing, de Pont-à-Chin, de Fleurus ou de Malines.

Premières reconnaissances.

Si les Alliés étaient pressés d'ouvrir la campagne, les Français de leur côté ne manquaient pas de motifs pour chercher à les prévenir. On serait tenté de croire qu'ils en eurent le projet; car ils firent le 29 mars une reconnaissance générale sur Ors, Pommereuil, Bassuyau, Wassigni, St.-Suplet et Troisville.

Le général Kray, commandant l'avant-garde autrichienne au Cateau, ayant contenu ces différentes colonnes par des troupes légères, leur opposa alternativement le gros de ses forces, et repoussa d'abord celle qui se présenta vers son centre : la réserve sous le général Werneck accourut au secours de la gauche des postes, qui avait déjà été forcée à Pommereuil

par la division Fromentin; ce village fut repris, et les deux corps autrichiens chassèrent de concert les républicains de Bassuyau. La division de Cambray, voyant le mouvement rétrograde des deux autres, se retira également des environs de Troisville où elle était déjà parvenue. Cette tentative ayant coûté aux Français 7 à 800 hommes et quelques pièces de canon, sans qu'ils cherchassent à prendre leur revanche, a fait penser que leur général en chef n'avait point encore reçu le plan de campagne du comité.

Le 16 avril au soir, toute l'armée alliée fut enfin rassemblée dans les plaines de Cateau; le quartier-général s'établit à Englefontaine. (*Pl. IX.*) L'armée alliée réunie à Cateau se divise au même instant.

Au lieu de profiter de cette immense réunion de masses pour tomber d'abord sur les divisions françaises disséminées, et les détruire successivement, sauf à revenir ensuite à des positions d'investissement, les Alliés, déjà las d'être unis, se divisèrent dès le lendemain en huit colonnes pour repousser, sur autant de rayons divergens, les troupes de l'armée du Nord qui leur étaient opposées. La première à gauche, ayant franchi la Sambre à Ors et Catillon, poussa devant elle la division Fromentin qui se retira par Landrecies sur Maroile; la seconde se dirigea par Massinguet, Femy et Oisy; la troisième, avec le grand quartier-général de l'Empereur, s'étant

avancée sur les hauteurs de Grandblocus, rejeta les troupes du général Balland jusqu'à Etreux: la quatrième, marchant vers Bohain, en même temps que la cinquième sur Prémont, forcèrent ensemble le général Goguet à se replier. Les 6e, 7e et 8e colonnes, qui formaient la droite, durent pousser les avant-postes du camp de Cambray par Crevecœur, Beauvais et Naves. De semblables dispositions ne procurèrent que des demi-succès; le corps français qui se trouvait sur ce point, et qui aurait dû être accablé, se retira sans perte. A la vérité le prince d'Orange investit Landrecies, dont la garnison fut portée à 7 mille hommes par un détachement qui ne put joindre à temps le général Fromentin; mais ce n'était pas le but qu'on devait se proposer.

Landrecies investi.

Les armées du prince de Cobourg et du duc d'Yorck prirent des positions d'observation, la première à gauche contre Guise et Avesnes, la seconde à droite contre Cambray. Trois jours après, les Hollandais, ayant en tête la brigade suisse de Paravicini, et secondés par un détachement autrichien, emportèrent le camp retranché de Preux-aux-Bois, sous les murs de Landrecies. Les gardes-suisses et le régiment de Hesse-Darmstadt se distinguèrent dans cette journée qui fit honneur aux troupes du Stadthouder.

20 avril.

Mesures des Français pour réta-

La trouée que les Alliés venaient de faire sur Nouvion, la Capelle et Boué, en refoulant le centre

de l'armée du Nord, rendait précaires et difficiles les communications de la droite avec les corps de Guise et de Cambray. Ce n'eût été qu'un léger inconvénient, si les ailes de l'armée française eussent été composées de toutes les forces disponibles sur cette frontière, et se fussent concertées pour agir simultanément : mais, dans l'état des choses, une telle situation pouvait devenir dangereuse, si le prince de Cobourg déployant plus de hardiesse, eût été convaincu que le succès d'une campagne dépend moins de l'occupation d'un bout de territoire ennemi, que de la dispersion des masses qui le protégent. Heureusement il n'en fut rien ; et toutes ses vues se portèrent sur l'investissement de la misérable place qu'il voulait assiéger.

blir leur ligne.

Les généraux français de la droite, s'exagérant d'abord les inconvéniens de leur position, furent un instant plongés dans l'abattement ; Maubeuge et Avesnes n'étant point encore approvisionnés, on agita dans un conseil de guerre la question de se retirer sur Philippeville ; cependant un parti moins pusillanime prévalut, et l'on décida de porter la brigade Duhesme sur la Capelle, pour la lier avec les troupes qui y marcheraient de Guise.

Ce mouvement, préférable à une retraite, fut au surplus combiné avec des vues si étroites qu'on

a peine à les concevoir. Le général Favreau qui venait de prendre le commandement instantané de cette aile, aurait obtenu des succès importans en attirant à lui ses quatre divisions pour soutenir le général Duhesme, attaquer Nouvion, puis s'établir en ligne avec les troupes du camp de Guise, au moment où la division de Cambray eût opéré vers Maret dans le but de délivrer ensuite Landrecies par un effort commun. Loin de prendre cette résolution vigoureuse, le commandant de l'aile droite se contenta d'assigner cette direction à la seule brigade du général Duhesme, laissant plus de 30 mille hommes dispersés le long de la Sambre dans une inaction absolue. Il est probable au reste que Pichegru ne jugea pas mieux que ses lieutenans; car aucune instruction de sa part n'indique qu'il eut un plan bien arrêté.

En effet, dans l'instant où ce mouvement sur la Capelle se méditait à Maubeuge, le général Balland commandant le camp de Guise, adressa de son chef, le 19 avril, aux divisions voisines, un plan d'attaque qui devait recevoir son exécution le surlendemain; le général Fromentin l'ayant reçu le premier le transmit au commandant de l'aile doite, qui l'approuva. Ainsi tout porte à croire que cette entreprise, attribuée à Pichegru, fut le résultat des craintes du général Bal-

land, justement alarmé de la trouée que l'ennemi venait de faire dans le centre de la ligne.

D'après ces dispositions, la brigade Duvigneau se dirigea du camp de Guise par Vervins sur la Capelle, et en chassa les avant-postes ennemis qui se retirèrent dans la forêt de Nouvion. Dès que le général Duhesme entendit la canonnade, il s'avança contre les villages de Fontenelle et de Garmouset, dont il repoussa également les troupes légères autrichiennes, et opéra sa jonction avec celles de Duvigneau. Tous deux attaquèrent alors de concert la ligne du général Alvinzy établie sur les plateaux à l'issue de la forêt, lui enlevèrent une redoute, et le rejetèrent jusqu'à Barzy, où il reçut l'ordre de se replier jusques sur les hauteurs de Bergues en arrière de la Sambre.

Combat du 21 avril sur la Helpe.

Pendant que ces deux généraux se laissaient entraîner à l'apparence d'un succès, Montaigu, qui gardait Maroilles, eut à soutenir les plus grands efforts des Autrichiens, et le général Solland, délogé de Fay, eut mille peines à défendre les rives de la Helpe.

Les colonnes parties du camp de Guise ne furent pas si heureuses : la division Balland n'eut aucun engagement sérieux ; celle de Goguet, au contraire, accueillie chaudement par le général Bellegarde vers Grandblocus et les bois d'Aronaise, fut mise en déroute, et regagna le camp

dans le plus grand désordre; son malheureux général fut tué par les fuyards d'un régiment qu'il cherchait à rallier. La division de Cambray ne fit que des démonstrations sans résultat.

Malgré tant d'échecs, la brigade Duvigneau et la cavalerie de d'Hautpoult ayant conservé la Capelle, les communications de Guise avec les divisions de Maubeuge se trouvèrent rouvertes.

Plan des républicains pour une attaque générale.

A l'instant où ces événemens faisaient présumer aux Alliés la chute de Landrecies, les Français s'efforçaient de la secourir. Le moyen le plus convenable eût été de rassembler toutes les forces disponibles pour percer la ligne étendue des Alliés; ou de se diriger par Maubeuge sur Mons et Charleroi, afin de gagner leur extrême gauche, et de s'emparer de leurs communications. On préféra manœuvrer par les deux ailes, ce qui était beaucoup plus dangereux sans offrir les mêmes chances de succès.

Quoi qu'il en soit, l'envahissement de la Flandre fut regardé dans ces circonstances comme une diversion de haut intérêt. Il serait difficile de dire si c'est à Pichegru ou au comité de salut public qu'il faut en attribuer l'idée: on ne peut même affirmer l'époque où elle fut résolue. Les apologistes de ce général prétendent qu'après les tentatives infructueuses de son centre, il l'avait ordonnée de lui-même comme le seul moyen de réussir: tout porte à croire au contraire qu'elle

fut prescrite par Carnot, ainsi que nous l'avons dit.

Au reste, cette combinaison ne méritait pas d'être élevée aux nues comme on l'a fait: il s'agissait de tenter avec 50 mille hommes une diversion de Lille sur Courtray, pour attirer l'attention des Alliés sur ce point et dégager Landrecies. C'était hasarder beaucoup pour un mince résultat; car menacer l'armée autrichienne de la prévenir sur les rivages de la mer du Nord, n'était pas une opération stratégique bien savante; d'autant que, pour y parvenir, cette colonne était obligée de filer entre les côtes et 120 mille hommes qui eussent été à même de lui faire payer cher sa témérité. Cette diversion ne réussit que par les fautes inouies de ceux qui devaient s'y opposer. Revenons à son exécution.

La journée du 26 avril fut enfin destinée par Pichegru à ce mouvement général, depuis Philippeville jusqu'à Dunkerque. L'armée des Ardennes dut s'avancer sur Beaumont; la division Desjardins partit des environs de Maubeuge pour effectuer sa jonction avec elle en appuyant à droite. Les avant-postes de Kaunitz furent repliés par ces masses; Desjardins après avoir chassé la légion de Bourbon des plateaux de Chaudeville, se réunit avec Charbonnier qui avait culbuté les mêmes ennemis de Walcourt et

Bataille du 26 avril.

de Bossut : les républicains, maîtres de Solre St.-Géri, se disposaient à attaquer Beaumont qu'ils trouvèrent évacué, non-seulement par les coalisés, mais encore par les habitans.

Efforts du centre pour débloquer Landrecies.

Le centre de l'armée renouvela ses tentatives vers Landrecies, pour sauver cette place. La droite de ces attaques était confiée au général Ferrand, qui avait remplacé Favreau. Le général Montaigu renforcé d'une forte brigade de la division Despeaux, reçut ordre d'attaquer Maroilles avec 12 mille combattans. Balland partant de Guise après avoir délogé les postes du prince de Cobourg vers Nouvion, devait se diriger sur Barzy, secondé par les troupes de l'ancienne division Goguet, ralliées sous Guise, et destinées à marcher sur Etreux. Enfin la division de Cambray, commandée par le général Chappuis et renforcée de 10 mille hommes, dut frapper le coup principal sur la droite de la grande armée alliée.

Le même jour où cet effort devait avoir lieu, l'aile gauche de Pichegru exécutait la diversion projetée sur Courtray, en envahissant la Flandre à trente lieues du point principal.

Chacune de ces entreprises eut le résultat qu'on devait attendre de la situation respective des partis : le centre de l'armée française, donnant contre toute la masse des Alliés, fut battu; la gauche ne trouvant qu'un cor[illegible] [illegible] fut

victorieuse : enfin l'armée des Ardennes et Desjardins se promenèrent vers Beaumont devant de faibles postes.

Affaire de Troisville.

La division de Cambray essuya le plus sanglant revers ; le général Chappuis la forma sur trois colonnes trop distantes les unes des autres ; celle de gauche devait observer Solesme ; la droite aux ordres de Bonnaud passa par Ligny et Clary, où elle ne rencontra que des éclaireurs ; enfin Chappuis avec le centre se porta sur Audancourt, d'où il détacha encore trois bataillons et deux régimens de cavalerie pour flanquer sa marche. Continuant à s'avancer avec le reste de ses troupes, il arrive devant les redoutes de Troisville, défendues comme on l'a dit par le duc d'Yorck, les fait canonner, et se dispose à les assaillir : mais à peine les Français ont-ils gagné le pied des retranchemens, qu'ils sont reçus vigoureusement par l'infanterie, et tournés par le prince de Schwarzenberg à la tête des cuirassiers de Zeschwitz, soutenus des gardes anglaises et d'un régiment de chevau-légers. Le corps du général Otto les déborde en même temps sur leur flanc, et achève de les mettre en déroute. Les républicains après avoir perdu sur ce point 35 pièces de canon, le général Chappuis et 4 m[illegible]ommes hors de combat, sont pour-[illegible] Ligny et Cambray, où les colon-[illegible]t de gauche sont entraînées.

Combats de Priches et de Favril.

Les généraux chargés de diriger l'attaque vers Landrecies entre la Sambre et la Helpe, décrivant un arc trop étendu dont l'ennemi occupait la corde, ne purent point y mettre l'ensemble et la vigueur que Bellegarde, Alvinzy, Kray et Kinsky déployèrent dans leur défense. Le camp de Maubeuge se contenta de montrer sur les hauteurs d'Assevent des têtes de colonnes qui furent contenues par le feu des redoutes élevées dans la plaine. Despeaux trop faible pour opérer une diversion, ne fit que canonner les avant-postes autrichiens sur la Sambre. Montaigu débouchant par Maroilles avant que les troupes de Solland fussent en mesure de le soutenir, se vit bientôt refoulé sur la Helpe. Duhesme et Duvigneau débouchèrent avec plus d'ensemble sur Priches, et le dernier ayant fait tourner le village par le ravin, ils forcèrent de concert les Impériaux à se replier dans leur position retranchée en avant de Favril, centre de leur défense. Renforcés alors par toutes leurs réserves et soutenus par une artillerie formidable, les Autrichiens reprirent bientôt l'offensive, et se précipitèrent sur Priches, d'où ils expulsèrent les républicains. D'un autre côté, la division Balland rétrogradant à la vue des troupes du général Schmerzing, laissa les colonnes de Duvigneau et de Duhesme en butte aux coups de Bellegarde et d'Alvinzy, en sorte qu'elles furent repoussées

comme celles de Montaigu. Les Français rentrèrent de toutes parts dans leurs anciennes positions, et les Alliés inquiets du mouvement sur la Flandre, dont ils apprirent la nouvelle par les papiers trouvés sur les prisonniers, ne tirèrent aucun fruit de leur victoire.

L'archiduc Charles déploya dans cette journée autant d'habileté que de valeur, en défendant le village de Priches contre les attaques de Duhesme et de Duvigneau, et faisant tourner, au moment décisif, la colonne qui s'avançait entre l'Helpe et le village.

Ces tentatives ayant complètement échouées, le général Ferrand enhardi par les succès de l'aile gauche à Courtray, en combina une nouvelle pour le 29, cherchant cette fois à établir plus de concert dans l'action des colonnes qui se prolongeraient vers la gauche, pour se rallier plus facilement à celle de Guise. Toutefois cela n'était qu'un palliatif au vice radical, tant que les troupes partiraient de bases si éloignées. Au lieu d'agir ensemble et de percer en masse sur un seul point de la ligne de contrevallation, l'on s'obstina à attaquer Barzy, Priches, Favril et Maroilles, quand un succès réel sur un de ces points eût rempli le même but. D'ailleurs la déroute du général Chappuis ayant mis la gauche hors d'état de prendre aucune part à cette attaque, elle devait nécessairement échouer.

Nouvelle tentative. 29 avril.

Rebutées de tant d'efforts inutiles, les quatre divisions de la droite restèrent depuis ce moment dans une complète inaction, et n'empêchèrent pas même les troupes autrichiennes de faire hors de leur ligne des incursions dans l'intérieur de la France.

Fautes des Alliés.

Mais si les généraux républicains montraient si peu d'intelligence de la guerre, ceux qui dirigeaient en chef les affaires des Alliés, bien qu'ils obtinssent quelques succès, ne faisaient pas preuve de plus de génie, en concentrant tous leurs efforts pour se rendre maîtres d'une place aussi chétive que Landrecies. Ils auraient pu en effet leur donner une direction plus avantageuse; car ayant trouvé sur le général Chappuis le plan de diversion de Pichegru en Flandre, ils connurent le danger qui menaçait Clairfayt, sans aviser aux moyens de le sauver, soit en volant à son secours, soit en accablant le centre des Français. La manœuvre des républicains inspira assez de peur aux Alliés pour leur faire ajourner l'invasion de la Picardie, et pas assez de sagesse pour les déterminer à envoyer sur-le-champ des forces suffisantes à Tournay. Ils se bornèrent à détacher le soir même de leur victoire de Troisville, le général Erskine avec sept bataillons et six escadrons, au secours de Clairfayt : le reste de l'armée demeura devant Landrecies qui capitula le 30 avril.

Pendant que ces événemens se passaient au centre de la ligne générale, les Français avaient rassemblé à leur extrême gauche, outre majeure partie de la garnison de Lille, les divisions Souham et Moreau formant ensemble 50 mille hommes. Le 23 avril on fit des démonstrations sur Denain pour donner le change à l'ennemi : le 25 au soir, ces divisions passèrent la Lys et le canal de Loo. Souham se dirigea le lendemain sur Courtray, et Moreau sur Menin (1).

Affaires de l'aile gauche

25 avril.

On sait déjà qu'un corps hanovrien gardait cette dernière place : une de ses divisions, commandée par le général Wangenheim, occupait Moucron. Clairfayt, trompé par les fausses attaques des Français sur Denain, ou obéissant peut-être à un ordre, s'était dirigé vers cette ville avec la majeure partie de ses forces, et avait repoussé, le 23, les troupes républicaines du poste d'Haspres ; mais s'apercevant enfin le 26 avril, qu'il donnait dans un piége, et que le gros des forces ennemies ne se trouvait pas devant lui, il se hâta de retourner à Tournay. Il eût bien mieux fait de rejoindre l'armée principale, ou d'attendre à Denain les renforts qu'on devait lui envoyer ; car il arriva effectivement trop tard.

---

(1) Voyez pour l'ensemble des opérations en Belgique la pl. I, et pour le détail de celles aux environs de Lille, Tournay et Courtray, la pl. VIII.

Souham après avoir accablé le même jour la division Wangenheim à Moucron, s'était déjà emparé de Courtray, et Moreau investissait le général Hammerstein dans Menin.

Clairfayt battu à Moucron. 26 et 29 avril

Renforcé en apparence de quelques bataillons, mais affaibli en réalité des deux divisions hanovriennes qu'il s'agissait de secourir, le général autrichien se trouvait dans une position épineuse. Se flattant peut-être de s'en tirer par des démonstrations sur les communications de l'armée française, il osa venir camper avec ses 18 mille hommes à Moucron et au moulin de Castrel. Il est probable qu'il ignorait les forces contre lesquelles il allait s'engager, autrement l'on ne comprendrait rien à son dessein. En venant se jeter avec un si faible corps entre la place de Lille et une armée de 50 mille hommes, il courait à une ruine certaine, si ses adversaires savaient profiter d'un tel mouvement.

La brigade du général Bertin, contrainte de céder le poste de Moucron, s'était repliée sur Turcoing, d'où elle communiquait avec le corps de Thierry campé à Flers. De son côté, Jardon, chargé de couvrir Arlebeck, se replia sur Belleghem. Dès que les Français apprirent la marche des Impériaux sur Moucron, Souham partit de Courtray avec les brigades Macdonald et Daendels, et après avoir rallié celle de Jardon, se présenta le 28 avril au soir devant Clairfayt, dé-

ployé en deux lignes sur le plateau de Moucron, la droite en arrière de Loinge, la gauche au moulin de Castrel. Le 29 au point du jour, l'armée française vint se former sur les hauteurs opposées, et on se canonna de part et d'autre avec vivacité. Au moment où les généraux Daendels et Macdonald disposaient leurs colonnes pour attaquer de front, Bertin s'avançait de Turcoing pour prendre la position à revers. Clairfayt, assailli de tous côtés, ordonna la retraite sur Tournay; mais il ne l'exécuta pas sans peine sous le feu des deux corps français: la cavalerie le poursuivit vivement, lui enleva 30 pièces de canon au-delà de Herseau, et fit 1,200 prisonniers. Les Hanovriens se replièrent intacts sur Deynse.

Hammerstein se fait jour.

Les faux calculs des coalisés firent ainsi tourner à leur désavantage la manœuvre hasardée de Pichegru, qui aurait pu devenir funeste à sa gauche. La catastrophe de Clairfayt semblait devoir s'aggraver par la prise de la division hanovrienne bloquée dans Menin et vivement bombardée. Le général Hammerstein, qui la commandait, était un brave; excité d'ailleurs par les émigrés d'une légion qu'il avait sous ses ordres, et qui préféraient mourir les armes à la main à être fusillés, il sortit de la place le 30 au soir avec 3 mille hommes, culbuta le cordon d'investissement, lui tua et prit du monde, et parvint à se sauver à Bruges. Les émigrés qui formaient la tête de

sa colonne firent naturellement des prodiges.

Le duc d'Yorck détaché à Tournay.

La nouvelle des désastres de sa droite arrivant au prince de Cobourg au moment où il entrait dans Landrecies, il se borna à détacher le duc d'Yorck en vainqueur à Tournay. L'on aura peine à croire que tout le reste de la grande armée autrichienne demeura aux environs de Landrecies pour remettre cette place en état de défense : tel fut du moins le motif que les relations allemandes donnèrent à ce séjour.

Sage résolution du comité pour porter l'armée de la Moselle à Charleroi.

Les Français plus sages mirent à profit les revers qu'ils venaient d'essuyer au centre de leur ligne. Carnot, convaincu par la mauvaise tournure de cette longue série de combats, de l'insuffisance des moyens rassemblés vers la Sambre, et persuadé que l'issue de la campagne dépendait des succès sur ce point, fit prendre, le 30 avril, un arrêté qui eut la plus grande influence sur les événemens postérieurs. Il portait l'ordre à Jourdan de faire renforcer l'armée de la Moselle par 15 mille hommes tirés de celle du Rhin, et après avoir laissé un corps suffisant pour observer Luxembourg, et couvrir le versant occidental des Vosges, de marcher avec 45 mille combattans par les Ardennes, afin de se réunir au général Desjardins sur la Sambre. Cette manœuvre, une des plus habiles et des plus heureuses de ces premières campagnes, décida du sort des Pays-Bas.

D'un autre côté Pichegru voyant réussir son mouvement sur la Lys, fut confirmé dans l'opinion qu'en Flandre était le point décisif. Il divisa son centre : le général Bonnaud, qui avait remplacé Chappuis, lui amena 20 mille hommes qui campèrent à Sanghien, mirent Souham en liaison avec Lille, et lui servirent en même temps de réserve. Ce dernier campait vers Morselle, la droite à Menin, la gauche à Courtray. Le général Ferrand resta sous Guise avec environ 20 mille hommes tirés en partie des garnisons et des divisions Balland et Goguet. Celles de Fromentin, Despeaux et Desjardins réunies le 5 mai sous le commandement de ce dernier général, et portées à 36 mille combattans, furent destinées à se joindre aux 20 mille de l'armée des Ardennes, et à passer la Sambre pour opérer sur Mons, comme nous le rapporterons plus bas. Nouvelles dispositions de Pichegru.

Les fautes des coalisés ne se bornèrent pas à mal employer leur masse centrale et à donner une direction vicieuse à leurs opérations ; car les mesures qu'ils prirent pour les exécuter, offrent la même incohérence. Tandis que le duc d'Yorck campait à Lamain vers Tournay, Clairfayt fit isolément de nouveaux efforts pour arracher Courtray aux Français : il marcha le 8 mai de Peck à Harlebeck au nord de cette place. Singuliers mouvemens des Alliés.

Depuis le départ de Bonnaud pour Lille avec le centre de l'armée du Nord, et la marche de

Desjardins vers Charleroi, la grande armée des Alliés n'avait plus d'ennemis devant elle à Landrecies, et il était temps qu'elle songeât à secourir ses ailes menacées. Le prince de Cobourg se décida enfin à ébranler ses troupes; mais ce fut pour les disséminer plus qu'elles ne l'étaient déjà. Le prince d'Orange marcha du 7 au 10 mai avec son corps, celui de Latour et une partie de la réserve d'Alvinzy, pour renforcer le prince de Kaunitz sur la Sambre. Le général Werneck, d'abord posté à Denain, prit bientôt la même direction. Kinsky ayant relevé les Hessois à Denain, les fit joindre par une division autrichienne, et marcha avec eux à Tournay, laissant le reste de ses troupes à Denain. L'archiduc Charles, avec un corps plus nombreux, s'approcha de St-Amand.

Clairfayt se fait battre isolément à Courtray.

Au moment où ces opérations décousues s'exécutaient, Clairfayt, comme nous l'avons déjà annoncé, mettait le comble à cette déviation des règles, en attaquant seul, le 10 mai, les divisions françaises campées sur la Lys (1). Cette journée fut assez remarquable, parce que les généraux opposés combinaient au même instant, chacun de leur côté, des projets d'attaque.

(1) On peut consulter pour toutes ces opérations aux environs de Courtray la pl. VIII: quoi qu'elle soit plus particulièrement consacrée aux mouvemens des batailles de Turcoing et de Pont-à-Chin, elle retracera du moins le terrain.

L'on a vu qu'après sa défaite à Moucron, Clairfayt s'était porté, le 8 mai, par Harlebeck sur Thielt : ce mouvement, qui éloignait de plus en plus le corps de ce général du reste de l'armée, lui était sans doute ordonné pour couvrir la West-Flandre, objet constant de la sollicitude des Autrichiens. Les généraux français, instruits de l'apparition de Clairfayt vers Wichte, et le croyant encore dans cette position, avaient formé le projet de marcher sur Coeghem et Dottignies, pour gagner sa gauche et le séparer de Tournay, tandis que le général Bonnaud attaquerait le corps resté sous cette place. L'armée française était, à cette époque, organisée comme l'indique le tableau ci-joint.

Conformément aux dispositions arrêtées, Souham partit du camp entre Aelbeck et Courtray, le 10 au matin. La colonne de Macdonald se dirigea sur les hauteurs derrière Coeghem : les brigades Daendels et Dewinter se liaient obliquement à sa position dans la direction de Belleghem. Le général Malbrancq se porta avec une partie de la division Moreau sur Dottignies ; le général Thierry poussa de Waterloo à Leers (1), et le général Compère, de Lannoy vers 10 mai.

(1) Il ne faut pas confondre ce village de Waterloo avec celui devenu si célèbre en 1815.

Templeuve. Ce gros de l'armée française ne rencontra pas un ennemi, et il ne faut pas s'en étonner, puisque Clairfayt se dirigeait en même temps d'Ingelmunster contre Courtray par la rive gauche de la Lys. La brigade Vandamme, laissée sur la Heule, près du village de ce nom, pour couvrir cette place, plia devant des forces si supérieures: après un léger engagement Moreau lui fit passer la Lys à Courtray, et vint prendre position en avant de la ville. Clairfayt franchit alors la Heule, s'empara du faubourg, et appuya les extrémités de sa ligne aux deux chaussées de Menin et de Bruges, entre Bisseghem et Cuerne, la Heule coupant le centre. On se tirailla vivement.

Dans cet intervalle, la division Bonnaud partie du camp de Sanghien, s'était portée sur Baisieux par suite du premier projet, afin d'attaquer le corps du duc d'Yorck campé à Lamain, et que l'on ne supposait pas aussi considérable qu'il l'était effectivement. La brigade Pierquin s'avança de Gruson vers Camphin, suivie de celle du général Noël; la brigade Salm se porta par la chaussée sur Baisieux. La réserve de cavalerie du général Baillot couvrait, en intermédiaire, la marche de ces deux colonnes. Enfin le général Osten flanquait la droite, en tirant de Bouvines dans la direction de Pont-à-Marque.

Ces attaques ne furent pas heureuses; les Alliés chargèrent vigoureusement de front les

troupes du général Salm, tandis que celles de Pierquin et de Baillot furent débordées à droite par une nombreuse cavalerie qui jeta le désordre dans leurs brigades. On reconnut à cette occasion combien il est dangereux de porter de gros corps de flanqueurs loin des points d'attaque; car la cavalerie ennemie pénétra dans l'intervalle qui séparait le général Pierquin de la brigade Osten, et accabla le flanc droit du général Bonnaud aussi facilement que si son flanqueur en eût été à plusieurs marches. La division ainsi débordée se retira à Anstaing. Les brigades Compère et Thierry suivirent ce mouvement et revinrent à Lannoy et à Waterloo (1).

Le gros des forces républicaines en s'avançant sur Dottignies où il n'y avait pas un ennemi, acquit bientôt la certitude de l'inutilité de son mouvement, et reçut la nouvelle que Courtray était vivement pressé par Clairfayt. Souham se mit en marche dans la soirée pour revenir au secours de Vandamme, et reprit à cet effet son camp d'Aelbeck. Le 11 au matin les brigades Malbrancq et Macdonald devaient se diriger vers Menin, pour y passer la Lys, et tomber ensuite par Morseèle sur le flanc droit et les derrières de l'ennemi. Combat de Courtray. 11 mai.

(1) On voit par là que des 80 mille hommes qui composaient l'armée du Nord, trois brigades seulement ayant donné, elles furent battues complètement.

5*

Les brigades Daendels et Dewinter retournèrent à Courtray où elles arrivèrent le 11 au matin.

Lorsqu'on eut achevé ces préparatifs, les troupes sortirent de Courtray, à trois heures après midi : la colonne de Vandamme déboucha à droite par la chaussée de Bruges, et Daendels à gauche par celle de Menin. Clairfayt avait pris une fort bonne position, ses ailes appuyées à chacune de ces chaussées. Ses avant-gardes disputèrent vivement les débouchés ; après un combat assez meurtrier, les colonnes françaises parvinrent toutefois à se former, particulièrement à la droite. Clairfayt fit avancer sa réserve : la cavalerie autrichienne exécuta une belle charge sur celle de Daendels au moulin de Stampcott. On se battit jusqu'à dix heures du soir, et les Autrichiens profitèrent de la nuit pour se retirer sur Thielt.

Fautes des Français.

Ce combat qui fit honneur aux deux partis, leur coûta près de 4 mille hommes. Le mouvement de Macdonald et de Malbrancq n'eut aucun résultat, parce qu'il s'effectua trop tard : au lieu de porter directement ces brigades de Dottignies sur Menin, on leur avait prescrit de faire le tour par Aelbeck et Belleghem ; lorsqu'ensuite on voulut rectifier cette faute, l'ordonnance qui porta le second ordre, n'arriva point à temps. Au reste, le mouvement n'était pas dirigé vers le point le plus avantageux, et l'on avait des forces tellement supérieures à celles de Clairfayt, qu'au

lieu d'aller passer la Lys à Menin, on aurait pu sans danger tenter de la traverser à Harlebeck avec toutes les forces de Souham, afin de lui couper plus sûrement la retraite, pendant que Moreau avec les brigades Thierry, Compère et Vandamme, l'aurait attaqué de front vers Courtray. Loin de rassembler par ce moyen deux masses sur ces points les plus importans, on laissa encore, ce jour-là, sept brigades dans l'inaction ou en marche sur de fausses directions.

Tristes résultats de ces nombr. combats.

Ainsi pendant un mois entier on se battit depuis Luxembourg jusqu'à la mer du Nord, avec un acharnement qui offre peu d'exemples. Jamais l'histoire moderne n'eut à retracer des mouvemens plus multipliés et des scènes plus sanglantes avec d'aussi minces résultats. Une armée victorieuse sur un point était battue sur l'autre, et les divisions des deux partis s'entrechoquaient ou couraient sur toute la ligne, pour réparer des échecs que l'on n'eût pas essuyés, si les généraux en chef avaient connu la grande guerre ou la science stratégique.

Des événemens non moins sanglans se préparaient sur le même théâtre par l'approche, tardive il est vrai, de la grande armée autrichienne, répandue le 15 mai sur une ligne qui s'étendait depuis St.-Amand jusqu'à Thielt. Avant d'en rendre compte, il convient de donner un aperçu des opérations sur la Sambre, parce qu'elles sont

trop étroitement liées avec ce qui se passait en Flandre, pour ne pas trouver place ici.

Opérations sur la Sambre.

Etat des partis entre la Sambre et la Meuse.

Nous avons déjà eu occasion de parler du projet, conçu par Carnot le 30 avril, pour porter l'armée de la Moselle sur les rives de la Sambre, et décider par-là l'évacuation des Pays-Bas. En attendant l'exécution de cette entreprise sur laquelle il sera indispensable de revenir, on se rappelle que l'armée des Ardennes, réunie à Beaumont avec Desjardins, devait opérer sur la gauche des Alliés, la même diversion que Souham et Moreau avaient exécutée sur leur droite.

Kaunitz s'étant replié derrière la Sambre, et Landreciés ne pouvant plus être secouru, le général français crut devoir prendre l'offensive par son extrême droite, en la renforçant de tout ce qui semblait désormais inutile au centre. Les troupes de Despeaux allèrent se réunir au général Desjardins. Pichegru ne jugeant pas ces forces suffisantes pour effectuer le passage de vive force, y joignit la division Fromentin, ne laissant dans Avesnes qu'une garnison de six bataillons aux ordres de Montaigu.

Ces trois divisions de l'armée du Nord formèrent alors un corps particulier dont le général

Desjardins prit le commandement, et qui fut destiné à agir de concert avec celui de Charbonnier. On laissa dans le camp de Maubeuge le général Favreau avec une douzaine de bataillons. La division Balland et celle campée sous Guise restèrent aux ordres du général Ferrand; le reste du centre était, comme on sait, parti pour Lille, afin de se réunir à la gauche.

La concentration de toutes ces forces à la droite forma une masse de 50 à 60 mille hommes; c'en était autant qu'il fallait pour frapper un coup décisif sur les troupes dispersées des Alliés; mais on la rendit inutile, en ne la mettant pas sous la direction d'un seul chef. Charbonnier et Desjardins, généraux plus zélés que capables, se trouvaient sans crédit comme sans autorité. Leurs opérations surveillées par le féroce St-Just et son digne collègue Lebas, étaient ordinairement arrêtées dans un conseil, où, à côté de ces proconsuls, siégeaient les deux généraux en chef, et quelquefois Kléber et Schérer, dont on daignait prendre aussi les avis (1). Malgré les talens de

(1) Le général Kléber peut être mis au rang des meilleurs généraux de la révolution; et nous ne balançons pas à le placer immédiatement après Bonaparte et Moreau. Il était le plus bel homme de l'armée; une taille colossale, une figure noble, une force égale à son courage, jointes au génie de la guerre, lui donnaient un grand ascendant sur ses camarades. Originaire d'Alsace et destiné au corps des ponts-et-chaussées; son éducation fut soignée à l'Aca-

ces deux derniers officiers, on ne pouvait donner à cette armée une organisation plus propre à la faire échouer dans ses entreprises, et l'on ne saurait juger ce qui en serait résulté, si Jourdan n'était venu, un mois après, mettre un terme à cette espèce d'anarchie.

Premier passage de la Sambre.

Le passage de la Sambre fut fixé au 10 mai; le corps d'armée de Desjardins s'était rassemblé à la chute du jour près de Thirimont, et les divisions Vezu et Jacob, de l'armée des Ardennes, avec leur avant-garde aux ordres du général Marceau, vers Strée et Clermont. Les forces de Kaunitz étaient divisées en plusieurs camps à Hantes et Merbes : le corps de bataille tenait Rouvroi. (*Pl. X, n° 48 à 53.*)

10 mai.

Au point du jour l'armée républicaine s'avance en sept colonnes : les deux avant-gardes aux ordres des généraux Marceau et Duhesme se portent contre le poste retranché de Thuin : la droite, formée des divisions Vezu et Jacob s'établit vis-à-vis de Landely ; la division Despeaux à gauche

---

démie militaire de Munich, et dirigée vers les sciences positives. Des circonstances particulières l'avaient porté à servir en Autriche dans le régiment de Kaunitz, avec lequel il fit la guerre des Turcs. Il rentra au service de France en 1791, et s'illustra au siége de Mayence et dans la Vendée, comme on l'a vu au tome précédent. On le retrouvera constamment dans les champs de la gloire, jusqu'à sa mort tragique sur les rives du Nil.

marche en face du camp que les Autrichiens avaient à Hantes; le centre, composé des divisions Fromentin et Muller, prend la direction de Thuin (1). Les avant-postes alliés refoulés aux deux ailes, se rallient sous cette ville qu'ils défendent avec vigueur et bien inutilement. Le poste est emporté par Marceau et tourné par Duhesme; celui-ci suit alors l'ennemi jusqu'au-delà de la Sambre, et s'établit à Lobbes pour protéger le passage qu'on aurait pu disputer à la division Fromentin, mais qui s'effectua sur le pont de cette abbaye sans aucune opposition.

Pour continuer un mouvement sur Mons, il fallait que Desjardins couvrît sa droite, du côté de Charleroi. Le général Marceau passa la Sambre le 11 mai à l'abbaye d'Alnes, et occupa dans cette vue les hauteurs de Lernes. La division Vezu resta à Montigny-les-Tigneux; celle du général Jacob renforça le corps destiné à agir, et le porta à 44 mille hommes environ. 11 mai.

La journée du 11 fut employée à ébaucher quelques retranchemens pour couvrir les ponts en attendant l'arrivée des vivres et munitions; les Autrichiens se rassemblèrent vers Erquelines et Merbes-le-Château; ils firent une attaque sur la division Fromentin, et la forcèrent d'a-

(1) Voyez planche X, n° 42 à 46.

bord à se replier vers Lobbes; mais Duhesme qui avait reçu ordre d'aller à Ste.-Geneviève s'étant égaré par le rapport d'un guide, tomba sur les flancs de la colonne autrichienne qui débouchait de Mont-Ste.-Geneviève, et la força après un engagement vigoureux à se replier avec une perte considérable.

Le 12, l'armée française marchant en avant, commit la faute grave d'allonger beaucoup trop sa ligne. Marceau qui venait de forcer le pont de Lernes, emporta Fontaine-l'Évêque; Mayer s'avança à Mont-Ste.-Geneviève; Duhesme devait gagner Buvrines. Fromentin fila sur Sart-la-Bussière, en remontant la Sambre, tandis que Muller et Despeaux attaquaient Bussière et le camp de Hantes sur la rive droite de cette rivière, et que Favreau faisait une sortie sur Assevent et le camp de Glisvelle.

Premier combat de Merbes.

Ces dispositions étaient extrêmement décousues, mais celles des Autrichiens ne l'étaient guère moins. Duhesme ayant aperçu que Fromentin trouvait de la résistance, se rabattit heureusement sur la gauche par Velereille, et lui facilita son attaque : alors les ennemis craignant pour le camp de Hantes, qui, dans le fait, était fort aventuré sur la rive droite de la Sambre, se retirèrent à Merbes-le-Château. La division Muller passa ensuite la Sambre à Bussière, et l'armée se trouvant un peu mieux rassemblée, ap-

puya sa droite aux bois de Bonne-Espérance. Le camp de Merbes fut attaqué et enlevé par les trois divisions ; l'avant-garde ennemie se retira à Grandreng.

Cette journée coûta près de 1,500 hommes à chaque parti. Les Français auraient remporté une victoire complète si, au lieu de courir sur des rayons divergens, ils se fussent portés de bonne heure en deux colonnes par Bienne-le-Happart et Sart-la-Bussière contre Péchant et Rouvroi. Ils passèrent la nuit sur le champ de bataille, la droite à Lernes et Mont-Ste.-Geneviève ; le centre vers Péchant et Velereille ; la gauche à Solre-sur-Sambre où se trouvait la division Despeaux ; la cavalerie du corps de Charbonnier, sous les ordres du général Solland, dans la plaine d'Erqueline (1).

Les Autrichiens avaient leur droite à Grandreng, leur centre à Rouvroi, la gauche vers Hautchin et Binch ; ils venaient d'être renforcés par le corps de Werneck qui était parti le 9 mai de Denain.

Le 13 mai, Charbonnier et Desjardins voulant se rabattre à leur gauche pour se rapprocher de Maubeuge et de Mons, résolurent d'attaquer l'ennemi dans l'ordre accoutumé, c'est-à-dire Déroute de Grandreng. 13 mai.

(1) Voyez pl. X, n° 56 à 60.

parallèlement à sa ligne, et sur autant de colonnes qu'il y avait de divisions. Ils prescrivirent à Marceau de faire des démonstrations vers Charleroi; à Mayer de se porter de Mont-Ste.-Geneviève sur Binch et le camp d'Hautchin; Vezu resta en réserve à Montigny-les-Tigneux, n'ayant devant lui que des védettes ennemies. Le principal effort fut réservé au corps de Desjardins; les divisions Muller et Despeaux eurent ordre de se porter par Erquelines contre Grandreng; leur cavalerie commandée par le général Solland, renforcée de quatre régimens, dut prendre position dans la plaine. Au centre, l'avant-garde, soutenue de la division Fromentin, se chargea d'attaquer Croix et Rouvroi : ces opérations devaient être favorisées par une diversion du général Favreau qui, sur l'invitation de Desjardins, dirigea une colonne de 1,200 hommes vers le Boussois.

Les Autrichiens étaient inférieurs en nombre, mais très-bien retranchés à Grandreng. La division Muller, après avoir obtenu quelques succès et enlevé des redoutes, se voit tout-à-coup culbutée par la seconde ligne de l'ennemi qui gagne son flanc droit. Solland, placé à sa gauche, exécute plusieurs charges avec bravoure, et enfonce même la première ligne des Alliés; mais ceux-ci l'ayant ramené, et la brigade Poncet ayant été repoussée, toute cette aile regagne sa position en désordre. Duhesme qui s'était porté

vers Croix, s'y trouvait arrêté par une violente canonnade. Fromentin avait déjà dépassé Péchant, lorsqu'un coup de feu abat son cheval, l'entraîne dans sa chute, et le force à quitter le champ de bataille. Privée de son chef, cette division incertaine flottait déjà, lorsque ranimée et conduite par Duhesme, elle vient se mettre en ligne à hauteur de son avant-garde.

Dans cet intervalle, la cavalerie impériale engage, par ses manœuvres, celle des Français dans un faux mouvement, dont elle profite pour tomber sur le 10e bataillon d'infanterie légère, et le sabrer entièrement. La bonne contenance de quelques bataillons de grenadiers, arrête heureusement l'élan des escadrons autrichiens, et protége la retraite de l'avant-garde dans le village de Péchant. La division Fromentin se retira dans le bois de Saliermont qu'elle eut ordre d'occuper.

Cependant les Autrichiens ayant dégarni leur droite pour faire cet effort, les divisions Muller et Despeaux pénétrèrent après un léger combat dans Grandreng : mais ce succès ne fut pas de longue durée; les Impériaux débarrassés sur leur gauche firent refluer des troupes sur ce point, et parvinrent à les en chasser. En vain la cavalerie des généraux d'Hautpoult et Solland essaya de les soutenir; elle fut culbutée, et ne trouva de salut que derrière son infanterie.

Le comte de Kaunitz victorieux, porta alors toutes ses forces contre l'avant-garde et la division Fromentin : la première fut chassée de Péchant, et l'autre débusquée du bois de Saliermont; déjà la cavalerie impériale allait en déboucher, malgré la vive résistance de deux bataillons de grenadiers, et décider l'affaire dans la plaine où nombre de bataillons se trouvaient en désordre, quand Duhesme fit faire volte-face à l'avant-garde et à une partie de la division Fromentin, et se porta au pas de charge sur le bois, dont il chassa les Autrichiens.

Encouragé par ce retour offensif, le général Desjardins crut le moment propice pour renouveler l'attaque contre Grandreng; mais il échoua complètement dans son entreprise; Despeaux et Muller furent repoussés avec une perte considérable et contraints de repasser la Sambre, le premier à Solre, l'autre à Bussière et Bassefontaine, dont il rompit les ponts. La confusion fut telle que Desjardins ne prévint pas son général d'avant-garde du mouvement rétrograde. Celui-ci revenu dans sa position de la veille y passa la nuit avec sécurité, et ne se retira qu'au jour par Lobbes et la Bussière, dont il rétablit le pont. L'ennemi ne le poursuivait que faiblement, et l'on en est d'autant plus étonné, qu'ayant mis hors de lice le corps de bataille, il eût pu l'accabler et s'emparer d'une partie de l'artillerie dont il couvrait la marche.

Cette affaire honorable pour le prince de Kaunitz, fut sanglante; elle coûta près de 4 mille hommes et 10 à 12 pièces de canon aux Français; les Autrichiens estimèrent leur perte à 2,800 hommes. Son résultat fut d'ailleurs plus nuisible aux habitans, qu'utile aux Alliés; car l'armée républicaine en se retirant incendia l'abbaye de Lerne et la ville de Thuin, et son état de démoralisation contribua à tromper le prince de Cobourg qui, depuis quinze jours, balançait s'il devait secourir Tournay ou Charleroi avec le gros de son armée.

Cependant ces revers, loin d'abattre le comité de salut public et les représentans St.-Just et Lebas, ne firent qu'irriter leur caractère. L'armée avait conservé ses débouchés, et peu de jours suffirent pour la réorganiser. L'ennemi au contraire n'avait laissé qu'un léger cordon sur la Sambre : un second passage de cette rivière fut exécuté le 20 mai, et du reste les deux corps d'armée s'avancèrent dans le même ordre qu'à la première expédition. Les Français persistent dans leurs projets Deuxième passage.

La division Vezu se porta sur Lernès et Fontaine-l'Evêque; celle de Mayer (ci-devant Jacob) marcha de Thuin sur Mont-S[te].-Geneviève, et prit position entre Chantonnay et le château de Walhain; le général d'Hautpoult, avec quatre régimens de cavalerie, se porta de Lobbes sur Buverinnes et l'abbaye de Bonne-Espérance. La divi- 20 mai.

sion Fromentin déboucha du bois de la Forestaille sur deux colonnes : celle de droite, commandée par le général Duhesme, longea le bois à droite de Bienne-le-Happart ; celle de gauche, commandée par le général Foissac, dépassa la gauche de ce village dont quelques coups de canon chassèrent l'ennemi ; la division Muller passa par Lobbes et Bussière, et s'avança, la gauche vers Merbes-le-Château, la droite vers le bois de Fay (1)

La division Despeaux passa à Solre-sur-Sambre, et vint se former en seconde ligne dans la plaine en arrière à gauche du bois de Saliermont. La réserve de cavalerie se plaça en troisième, vers Bienne-le-Happart ; la journée se passa en affaires d'avant-gardes.

Le terrain qui est entre Erquelines et le bois de Saliermont est un plateau fortement ondulé. Les Impériaux y avaient commencé des redoutes, dont avec un peu d'activité ont eût pu couvrir la ligne jusqu'au bois de Saliermont ; mais le général Despeaux n'y songea pas et garantit à peine son front par quelques grand'gardes.

Combat d'Erquelines.

Le 21 au point du jour, les Autrichiens attaquèrent toute la ligne en portant leurs efforts par les deux ailes sur Erquelines et Binch ; rien

(1) Voyez planche X, n° 72 à 80.

n'était disposé pour recevoir le combat : il fallut que Kléber plaçât lui-même les troupes du général Despeaux qui bivouaquaient en arrière sans aucun ordre.

La cavalerie française commandée par d'Hautpoult se portant à la rencontre de celle des Impériaux qui débouchait de Grandreng, fournit et reçut plusieurs charges avec des succès balancés. Alors le général ennemi fit établir des batteries en avant du ruisseau qui couvrait son camp, porta la majeure partie de ses forces à sa droite, se tint sur une défensive absolue à sa gauche, et y engagea une canonnade qui arrêta toute la ligne française jusqu'à trois heures. Dans ce moment, l'infanterie de Desjardins s'avança sur plusieurs échelons, en colonne par bataillons; mais le feu des Autrichiens devint si vif qu'elle fut obligée de se retirer presqu'aussitôt.

Cette première tentative ne rebutant pas Desjardins, Kléber essaya une nouvelle attaque avec trois bataillons de la brigade Poncet qu'il fit former en carré et soutenir par quelques escadrons. Les Autrichiens d'abord repoussés mirent en fuite la cavalerie française et forcèrent les bataillons de Poncet à s'éloigner.

Le combat ne fut sérieusement engagé qu'à Erquelines; la droite de Desjardins et tout le corps de Charbonnier n'eurent affaire qu'aux avant-postes autrichiens qui se maintinrent même de-

vant eux. En vain Duhesme et Kléber conseillèrent au premier de décider la journée en faisant aborder vivement la gauche dégarnie de l'ennemi par le général Mayer qui se trouvait à Bonne-Espérance; il n'osa le lui prescrire, sous prétexte que ce général n'était pas sous ses ordres. Ainsi par suite de ce défaut d'énergie, l'armée resta exposée dans une position étendue et adossée à la Sambre aux coups que les Autrichiens voudraient lui porter.

Grand fourrage dirigé par Kléber.

Cette situation précaire fut encore aggravée par une circonstance fâcheuse. Le 23 mai, le conseil de guerre voulant remédier au défaut de vivres et de transports, résolut de diriger les généraux Kléber et Marceau sur Frasne, pour enlever tout ce qui existait dans ce riche pays; on eut mieux fait, sans doute, de rassembler l'armée et de marcher aux Autrichiens; il ne fallait pas plus de vivres pour cette opération que pour rester deux ou trois jours en position; il en fallait même moins, puisqu'en se décidant à une marche offensive, on pouvait trouver des subsistances sur le terrain enlevé à l'ennemi. On concevra difficilement qu'une armée de 60 mille hommes ait passé deux fois la Sambre, sans rien tenter de sérieux, et pour s'occuper uniquement d'un fourrage.

Déroute du Péchant. 24 mai.

Le 24 au point du jour, au moment où Kléber se mettait en marche d'Anderlues, avec neuf

bataillons d'élite et quatre régimens de cavalerie légère, pour se réunir au corps de l'armée des Ardennes, qui devait concourir à cette expédition; le prince de Kaunitz informé, dit-on, de ce gros détachement, et de la négligence que les Français mettaient à se garder, résolut de les surprendre, et y réussit complètement. L'effort eut lieu sur le centre; trois bataillons qui le couvraient à Péchant furent tournés, et les Impériaux pénétrèrent sans coup férir jusques dans les retranchemens construits dans la plaine d'Erquelines. La principale colonne tomba sur les troupes de Fromentin qui, se croyant couvertes par les postes avancés, n'étaient point sous les armes : cette division privée des généraux Duhesme et Poncet partis avec Kléber, ne fit aucune disposition de défense, et fut prise ou dispersée en un clin-d'œil. En même temps une autre colonne attaqua celles de Muller et Despeaux, déjà ébranlées par les fuyards de Fromentin, et les culbuta sur les ponts de la Sambre; une troisième colonne dirigée contre la division Mayer eut plus de peine à la débusquer du bois de Bonne-Espérance.

L'armée en déroute se précipitait sur ces ponts, abandonnant son artillerie : tout semblait annoncer à Kaunitz une victoire des plus complètes, si Kléber, averti par le bruit du canon de ce qui se passait sur ses derrières,

n'eût pris la résolution de revenir sur ses pas. Arrivé à Ste.-Geneviève, il rencontra les coureurs autrichiens, et jugeant dès-lors qu'il arrivait trop tard, il prit le parti de se retirer sur Lobbes, et chargea le général Duhesme d'ouvrir la marche en débouchant sur le plateau situé près de cette abbaye. Déjà les troupes légères des Impériaux occupaient les bois qui l'environnent, et n'étaient plus contenues que par le 8e bataillon des Vosges qui couvrait faiblement la retraite, lorsque Duhesme parut. Sa présence ranima ces braves, ils rentrèrent dans le bois au pas de course, tandis que sa colonne s'établissait sur deux lignes, la gauche à la Sambre, la droite prolongée dans la direction de Ste.-Geneviève, la cavalerie en réserve à la hauteur de Lobbes.

Kléber sentant l'importance de cette position ordonna à Duhesme d'y tenir jusqu'à la dernière extrémité, afin d'assurer la retraite de la division Mayer, qui revenait de Bonne-Espérance par Ste.-Geneviève; puis il repassa en hâte la Sambre pour rallier l'armée qui ne songeait pas même à en disputer le passage aux Autrichiens.

Ceux-ci voyant leurs troupes légères arrêtées par Duhesme, firent jouer jusqu'à 12 pièces contre le bois où se trouvait le bataillon des Vosges sans pouvoir l'en débusquer. Le général français tout en répondant à cette canonnade, fit filer le chef de brigade Bernadotte le long de la

Sambre, pour tourner la droite de l'ennemi, tandis que trois bataillons de grenadiers l'attaquaient de front. Le succès de cette manœuvre, quelque hasardée qu'elle parut, ne laissa rien à désirer : les Autrichiens furent enfoncés et rejetés dans Bienne-le-Happart, avec perte de deux pièces de canon ; la retraite de la division Mayer se trouva ainsi assurée. Quant à la colonne de Marceau, elle regagna le pont de Lernes sans être inquiétée.

Telle fut l'issue de cette malheureuse affaire où les Français perdirent au-delà de 4 mille hommes tués, blessés et prisonniers avec un matériel considérable, perte qui eût été plus grande encore si Kléber, par une résolution prompte, n'était venu mettre un terme à la déroute (1).

Pour récompenser Kaunitz des deux victoires qu'il venait de remporter, on lui ôta le commandement; il fut rappelé à Tournay et remplacé par le prince d'Orange.

Opérations en Flandre.

Tandis que le sang ruisselait sur les rives de la Sambre, des événemens importans s'étaient pas- Cobourg arrivé à Tournay.

(1) Ce fut près du théâtre de la défaite de Desjardins, que César, surpris par les barbares, dut son salut à son calme imperturbable et à la bravoure de la 10e légion. Les Français n'ayant point de réserve, et leurs meilleurs généraux se trouvant occupés à un accessoire, ne furent pas si heureux que les Romains.

veut enlever l'aile gauche à Courtray.

sés dans la West-Flandre, et les Alliés y avaient perdu la bataille de Turcoing. Nous avons dit que Clairfayt s'était fait battre isolément, le 11 mai, pendant que le duc d'Yorck campait à Lamain, et que la moitié des forces autrichiennes exécutait des marches tardives ou des contre-marches plus pernicieuses encore. L'Empereur et le prince de Cobourg étaient arrivés le 15 mai à Tournay. Après avoir commis durant un mois des fautes capitales, l'on sentit enfin qu'il fallait frapper un grand coup pour se tirer d'embarras et sauver la Flandre. Mack conçut un projet que l'on appela *plan de destruction*, parce qu'il ne visait à rien moins qu'à enlever l'armée républicaine.

Sa position était dans le fait très-critique, car 133 escadrons et 95 bataillons alliés formant 90 mille combattans pouvaient couper sa gauche de Lille et de ses frontières, et la forcer de combattre avec la mer du Nord à dos, ce qui l'eût exposée à de très-grands risques : tout porte effectivement à croire qu'elle eût été anéantie, si le prince de Cobourg avait su opérer avec ses troupes sur Roubaix, Mouveaux et Bondues, au lieu de les disperser comme il fit.

Positions de Moreau et Souham.

Les divisions Souham et Moreau étaient toujours restées aux environs de Courtray, la gauche vers cette ville, la droite à la hauteur de Aelbeck : celle de Bonnaud occupait le camp de Sanghien ; la division de Lille tenait par plusieurs

détachemens l'intervalle entre cette place et l'armée agissante; la brigade Thierry était à Moucron, Compère à Turçoing, Noël à Lannoy : le général Osten couvrait l'espace depuis Pont-à-Marque jusques vers Douay ; enfin la brigade Desenfans de la division Michaud, gardait les communications entre Dunkerque et Menin, vers Witte-Caste et Bailleul. (*Pl. VIII.*)

Le généralissime des coalisés dirigea six colonnes concentriquement sur Turcoing ; elles devaient attaquer de concert, le 17 mai, le corps français que l'on supposait vouloir rester complaisamment dans son camp de Courtray.

Dispositions des Alliés.

La première colonne de droite, composée des 25 bataillons et 28 escadrons de Clairfayt, eut ordre de se porter de Thielt par Ingelmunster sur Werwick pour y passer la Lys, et arriver le 17 à Lincelles; elle n'y arriva que le 18 au matin.

La deuxième colonne, commandée par le général de Busch, forte de 10 bataillons et 10 escadrons hanovriens, devait attaquer Moucron le 17.

Le général Otto, avec 13 bataillons et 11 escadrons autrichiens, marcha le même jour par Leers et Waterloo sur Turcoing qu'il occupa. La colonne du centre consistant en 15 bataillons et 26 escadrons anglais commandés par le duc d'Yorck, se porta par Templeuve sur Roubaix, Mouvaux, Croix, etc. La cinquième colonne aux

ordres du général Kinsky, forte de 12 bataillons et 16 escadrons autrichiens, devait partir de Tournay, passer la Marque à Pont-à-Tressin et à Bovines, et se lier ensuite à la sixième colonne.

Cette dernière aux ordres du prince Charles, forte de 20 bataillons et 32 escadrons, devait partir de St.-Amand le 17; prendre le passage de Pont-à-Marque, se lier avec la précédente pour rejeter la division Bonnaud dans Lille; masquer ensuite cette place et se réunir avec l'armée à Turcoing.

Bataille de Turcoing.

En jetant un coup-d'œil sur la carte, on verra que jamais mouvement ne fut plus singulièrement combiné. On prétendait faire arriver au même instant à Turcoing la colonne du prince Charles partie de St.-Amand, et celle de Clairfayt qui, venant de Thielt à vingt lieues de là, devait marcher sur la rive gauche de la Lys, pour ainsi dire au milieu de l'armée française.

La seule chance de succès que laissât espérer ce projet, résultait de l'absence du général en chef, qui se trouvait effectivement en tournée à son aile droite du côté de la Sambre. Mais les généraux Souham et Moreau voyant l'ennemi se renforcer vers Tournay, et commencer des mouvemens inquiétans pour leur sûreté, prirent, comme nous le dirons plus loin, la résolution de marcher sur Turcoing pour assurer leurs com-

munications avec Lille (1) : manœuvre habile qui, en les sauvant, devint fatale aux Alliés.

Suivant les dispositions concertées, Clairfayt était parti de Thielt le 16 à six heures du soir; arrivé à Gheluves le 17 à onze heures, il y laissa une brigade hanovrienne, et se dirigea sur Werwick dont les Français défendirent vigoureusement le pont. A son approche le général Desenfans se retira sur Bailleul et Armentières. Clairfayt ne brusqua point assez son attaque; et ses pontons n'ayant pu le suivre, il se vit obligé de camper sur la rive gauche de la Lys. Le pont fut enfin établi dans la matinée du 18; mais il était déjà trop tard. Première journée. 17 mai.

La colonne du général de Busch marcha le 17 par Espierre et Dottigniés sur Moucron, qu'elle assaillit avec autant de vigueur qu'on pouvait en attendre, de troupes qui depuis un mois n'éprouvaient que des revers. Elle s'empara du village, mais le général Thierry, ayant le gros de

(1) Le plus grand patriotisme animait à cette époque les généraux français, qui ne consultaient que le bien public et l'honneur de l'armée. Pichegru, dont le quartier-général se trouvait toujours trop éloigné quand il fallait agir, était ainsi remplacé par un conseil où assistaient ses meilleurs officiers. Souham était un homme médiocre, mais assez sage pour s'en rapporter à ceux qui en savaient plus que lui : Moreau, Reynier, Macdonald se réunissaient chez lui et décidaient des opérations. Si un tel conseil ne vaut pas un bon général, il est préférable du moins à un chef faible ou incapable, livré à toute l'irrésolution de son caractère ou à l'insuffisance de ses talens.

ses troupes sur les hauteurs en arrière, donna brusquement sur les Hanovriens au moment où ils les gravissaient en désordre, et les força de se retirer derrière Espierre.

La colonne d'Otto s'était avancée en même temps par Leers et Waterloo sur Turcoing, poussant devant elle la brigade Compère qui se retira sur celle de Thierry à Moucron. Lorsque l'avant-garde autrichienne eut pris poste à Turcoing, les fuyards de la colonne de Busch annoncèrent l'échec qu'elle venait d'essuyer. Otto voulant y remédier, se dispersa d'une manière ridicule. Son avant-garde resta à Turcoing, le corps de bataille à Waterloo et sa réserve à Leers; position plus étendue que celle d'une armée entière, et présage certain de sa défaite.

Le duc d'York qui conduisait la 4e colonne en personne, la rassembla le 16 au soir sur les hauteurs de Templeuve (où l'Empereur resta pendant toute la bataille): elle se porta le 17 sur Lannoy, Croix, Roubaix et Mouvaux qu'elle occupa en se disséminant autant que les précédentes.

Kinsky avec le cinquième corps, marcha sur deux routes. La brigade Wurmb prit à droite celle de Pont-à-Tressin; le gros au centre suivit celle de Bovines, un troisième détachement fut dirigé en flanqueurs sur Louvil. Celui-ci rencontra la division Bonnaud et une partie de la

garnison de Lille qui, placées, la droite à Sainghien, la gauche à Anstaing, couvraient la route de Tournay. La brigade Wurmb fut repoussée et son général blessé. Le gros du corps attaqua Bouvines et Gruson, où il trouva de la résistance; heureusement que le général Erskine qui devait s'attacher aux traces du duc d'Yorck avec 16 escadrons anglais, avait suivi par erreur le général Kinsky, et contint l'ennemi; Gruson fut pris et repris.

Enfin la sixième colonne, aux ordres de l'archiduc Charles, qui devait arriver à six heures du matin par Templeuve-en-Pevèle et Pont-à-Marque, déboucha seulement à deux heures après midi. La brigade Osten, ne pouvant lutter contre une force si supérieure, se replia sur Lezenne, où elle se lia à la droite de Bonnaud. La division de ce général quitta vers le soir les positions derrière la Marque, et rétrograda par Annapes sur Flers. La grande colonne de l'archiduc Charles avait fait de St.-Amand à Capelle par Orchies, une marche forcée d'autant plus pénible, que la journée était extrêmement chaude. Arrivé à Marque, ce prince ne brusqua pas l'attaque du pont : les Français s'étant retirés à l'entrée de la nuit, son corps vint bivouaquer à Lesquin. Mais quittons un moment ces lourds mouvemens préparatoires, afin de voir ce qui se passait entre temps dans l'armée républicaine.

Les Français préviennent l'ennemi.

A peine Clairfayt eut-il fait partir de Thielt ses premières colonnes que les généraux français en reçurent l'avis; et, comme tous les rapports annonçaient qu'il se dirigeait par Rousselaer sur la Lys, on résolut de l'attaquer avec le gros de l'armée pour se débarrasser définitivement de lui. Une partie de la division Moreau s'avança sur Dadizèle: la brigade Vandamme, qui avait été détachée en reconnaissance sur Ingelmunster, eut ordre de la rejoindre. La division Souham passa sur la gauche de la Lys à Wowelghem et Courtray, et se réunit au pont de la Heule vers Ledeghem, ne laissant qu'une garnison dans Courtray.

Tandis qu'on procédait à ces préparatifs, les généraux Moreau, Souham, Macdonald et Reynier se réunirent à Menin pour déterminer les attaques; mais ils apprirent que la chose était plus sérieuse, et que le gros de l'orage viendrait de Tournay, d'où le duc d'Yorck s'avançait vers Turcoing avec des forces considérables. Il n'y avait pas à balancer; l'armée eût été coupée de Lille si la jonction des forces ennemies s'effectuait, et il fallait la prévenir.

Le 17 au soir, toutes les dispositions furent prises; le général Moreau se chargea de contenir Clairfayt avec la seule brigade de Vandamme qui allait rentrer de son expédition sur Ingelmunster. La brigade Malbrancq vint à Roncq et Blanc-

four, celle de Macdonald repassa aussi sur la rive droite de la Lys à Mont-Halluin ; le reste de la division Souham campait devant Courtray, vers Pollenberg ; les brigades Compère et Thierry étaient vers Moucron. Les Alliés ayant négligé d'envoyer un parti sur Bondues, couper la communication de Courtray à Lille, on en profita pour dépêcher plusieurs officiers à Bonnaud, et lui prescrire de combiner le 18 au matin une attaque générale sur Turcoing et Roubaix avec sa division et les troupes qui s'étaient retirées sous Lille (1).

Une telle position des affaires fait juger d'avance du résultat de cette singulière bataille. A la fin de la journée du 17, la masse des troupes françaises que l'on supposait à Morseele, se préparait à l'occupation de cette position de Turcoing où il n'y avait que des détachemens ennemis ; Clairfayt était encore derrière Werwick ; le centre morcelé sur une ligne étendue, se trouvait en face du gros de l'armée républicaine ; et l'archiduc Charles, avec la gauche harassée, se voyait contenu par de petits détachemens, et condamné à ne prendre aucune part à l'affaire.

Seconde journée.

18 mai.

Les généraux français qui avaient passé la nuit entre Tournay et Turcoing, sentaient qu'ils n'a-

Otto est accablé à Tur-

(1) Ce fut le capitaine Guilleminot, aujourd'hui chef du dépôt de la guerre, qui rendit ce service à l'armée.

coing et Leers.

vaient pas de temps à perdre pour éviter d'être attaqués simultanément par les colonnes qui les pressaient de tous côtés. A trois heures du matin, Souham marcha avec 45 mille hommes, la droite sur Turcoing, la gauche sur Waterloo. Le général Jardon se dirigea en flanqueur sur Malcense; Daendels partit du camp de Pollenberg et se porta par Aelbeck et Loinge contre Waterloo, poussant des partis vers Leers et St.-Léger. Thierry descendit des hauteurs de Mont-Castrel sur Waterloo; Compère marcha par Lachapelle-Lamarlière pour tourner la droite des troupes ennemies placées à Turcoing, tandis que Macdonald les attaqua de front par Neuville. La brigade Malbrancq, qui devait d'abord assaillir leur gauche, reçut ensuite l'ordre de se diriger sur Mouvaux pour les prendre à revers.

Nous avons vu qu'il ne se trouvait sur ces différens points que des brigades morcelées de la division Otto; son avant-garde se défendit avec opiniâtreté en arrière de Turcoing, mais elle fut bientôt accablée et ne put se rallier au reste de ce corps qui, pressé à Waterloo par la colonne de Daendels et par la brigade Thierry, se retira derrière Leers; cette avant-garde autrichienne se débanda alors, et chacun chercha à gagner Leers par des détours. L'on put à peine rassembler 7 à 800 hommes des six bataillons dont elle se composait.

Le duc d'Yorck enveloppé à Lannoy et Roubaix.

Pendant que ceci se passait, la division Bonnaud, après avoir laissé le détachement du général Osten et la cavalerie du général Baillot aux environs de Lille et de Flers pour contenir les colonnes du prince Charles et de Kinsky, s'était portée durant la nuit par Wasquehal et Hem : elle attaqua au point du jour, avec 18 mille hommes, le corps du duc d'Yorck morcelé dans Lannoy, Roubaix, Croix, et privé d'une partie de sa cavalerie qui avait suivi le général Kinsky. La brigade de droite se porta par Lamponpont sur Lannoy, celle de gauche par Pont-à-Breng sur Roubaix.

Les Anglais s'attendaient à recevoir l'ennemi du côté de Turcoing, et se croyaient couverts du côté de Lille, par le prince Charles et Kinsky; quoique pris à revers, leur étonnement ne les empêcha cependant pas de se défendre d'abord avec vigueur à Mouvaux et Roubaix, mais lorsqu'ils apprirent que le gros de l'armée française avançait aussi par Turcoing et Waterloo, le désordre s'introduisit dans leurs rangs; tout prit la fuite en jetant ses armes et chercha à se réfugier à Néchain. Dans le fait, ce désordre fut peut-être un bonheur; car Waterloo et Lannoy étant occupés, l'un par Souham, et l'autre par Bonnaud, il est certain que si les Anglais avaient tenu, ils eussent été enveloppés et pris. Le duc voulut d'abord se retirer sur le camp de Waterloo

qu'il trouva occupé par les Français, et où il fut sauvé par une centaine de Hessois qui tiraillaient à l'arrière-garde : il ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval, et il eut la bonne foi d'en convenir dans son rapport. Heureusement encore, la ferme contenance des gardes hessoises donna le temps à tous ces débris de se réunir à Néchain, d'où ils se retirèrent par Marquain sur Tournay.

Le général Otto parvint à sauver la brigade qui était à Waterloo, et à rassembler la moitié de sa division en arrière de Leers; il y soutint une canonnade jusqu'à la nuit, puis il se replia alors sur Tournay.

Inaction de la droite et de la gauche des Alliés.

Tandis que les deux colonnes du centre, disséminées par brigades sur une position trop étendue, étaient si facilement enfoncées et dispersées par une masse de 60 mille hommes, les deux colonnes de gauche, fortes de 31 bataillons et 48 escadrons sous l'archiduc Charles et Kinsky, étaient restées dans une inaction absolue. Ce ne fut que vers quatre heures après midi qu'elles se formèrent en colonne vers Chereng et se portèrent à Marquain pour y recueillir les restes du centre : on ne connaît point encore la cause de cette inaction; les uns l'ont attribuée à la mésintelligence, les autres au défaut d'ordres, ce qui pour être vraisemblable, n'en est pas moins étonnant.

Clairfayt avec ses 25 bataillons et 28 escadrons, ne prit pas une part beaucoup plus active au combat. On a déjà dit qu'il était resté, la nuit du 17 au 18, sur la gauche de la Lys, en arrière de Werwick, et qu'il ne la passa que le 18 au matin vers sept heures; il se dirigea ensuite sur Linselles où il prit position. Le général Moreau alla à sa rencontre vers Roncq et Bousbeck, avec la seule brigade Vandamme encore harassée des mouvemens pénibles de la veille. Après un combat assez vif, les Français furent obligés de se replier sur Bousbeck qu'ils défendirent vigoureusement. Pendant cette lutte, les grands parcs et les équipages de l'armée établis vers Halluin eurent quelques craintes, et filèrent sur Lille.

Clairfayt ayant passé la Lys, arrive trop tard et se retire.

Clairfayt n'ayant pas entendu de canonnade de toute la matinée, ignorant absolument le sort des colonnes du centre, et informé que Turcoing était occupé par l'armée française, présuma qu'il était arrivé trop tard, et même qu'il s'aventurait beaucoup en restant seul à Linselles, au milieu des forces ennemies. Il partit donc à l'entrée de la nuit, et se retira par la même route dans son ancienne position de Thielt, emmenant sept pièces de canon et 300 prisonniers, triste compensation de la défaite de tout le centre et de la victoire morale que les Français venaient de remporter sur une armée au total supérieure

à la leur, et qui croyait les faire tous prisonniers. Les Alliés perdirent environ 3 mille hommes et 60 pièces de canon.

Les Français ne profitent pas de la victoire.

Les Français ne tirèrent d'ailleurs aucun autre fruit de ce succès; une armée de 70 mille hommes qui, à dix heures du matin, est déjà parvenue à enfoncer le centre d'un adversaire éparpillé et qui se trouve sur ses communications, devrait néanmoins gagner autre chose que le stérile honneur du champ de bataille.

Pichegru qui arriva le lendemain, au lieu de profiter des avantages de ses lieutenans, resta trois jours dans une profonde inaction. Enfin, le 22 mai, il se mit en marche; mais loin de rattacher ce mouvement offensif à un grand but, et de chercher à compléter la défaite de l'armée alliée, battue, divisée et compromise sur une ligne d'opérations entièrement contraire aux principes, il n'eut d'autre intention que de replier les troupes légères ennemies, et de s'emparer d'un convoi qui remontait l'Escaut (1).

Bataille de Pont-à-Chin

Les Alliés avaient leur droite à cette rivière vers Tamegnies; le centre vers Blandain et Tem-

(1) Persuadé que Pichegru avait des vues plus vastes que celles-là, j'avais avancé dans ma première édition qu'il avait été engagé malgré lui; mais j'ai malheureusement acquis la certitude que ce fut pour une entreprise si peu digne d'elle, que l'armée se mit en mouvement dans la nuit du 21 au 22.

pleuve; la gauche à Lamain sous l'archiduc Charles; les avant-gardes sur l'Espierre; le général de Busch couvrait leur droite avec une division hanovrienne vers Pecq et Warcoing. (*Pl. VIII.*)

L'armée républicaine s'ébranla avant le jour. 22 mai.
La brigade de Daendels descendit par la grande route de Courtray à Tournay; Macdonald marcha par Tombrouck sur Mauroy; Thierry, à sa droite, se dirigeait par Etaimpuis sur St.-Léger; Compère se portait de Waterloo par Leers: le général Souham commandait ces quatre brigades, qui pouvaient passer pour de bonnes divisions. Bonnaud prit la direction de Templeuve afin d'occuper sérieusement la gauche des coalisés vers Blandain, pendant que les autres colonnes rempliraient l'objet principal de l'opération; enfin le général Osten se porta sur Willem.

L'ennemi défendait les bords de l'Espierre, où il avait ainsi qu'à Templeuve plusieurs petits camps, dont on le chassa à coups de canon. Macdonald et Daendels poursuivirent la division hanovrienne de Busch jusqu'au-delà de Pecq. Au lieu du fameux convoi, on ne trouva sur l'Escaut que quelques barques chargées de fourrages et un mauvais pont de bateaux que les Alliés n'eurent pas le temps de replier.

Les instructions données aux généraux n'étaient pas fort claires, puisque d'un côté ils de-

vaient se borner à enlever le convoi, et que de l'autre il leur était néanmoins recommandé de profiter de leurs succès pour accabler un ennemi dont le moral devait encore se ressentir de la bataille du 18. Lorsqu'on fut en présence, il fallut des ordres plus précis. Daendels opinait pour qu'on passât l'Escaut sur le pont trouvé à Pecq, afin de poursuivre les Alliés sur la rive droite. Le danger auquel on se fût exposé, en cas de retraite, fit abandonner ce projet, qui eût été peut-être le plus convenable, s'il avait formé le but de la disposition primitive, et qu'on y eût employé toute l'armée; mais tenté par deux brigades seulement, ce n'eût été qu'une entreprise dangereuse.

Il fut donc convenu que Daendels resterait à Pecq pour observer l'Escaut; et que Macdonald poursuivrait l'ennemi, en remontant la rive gauche.

Ce général se mit à la tête du 5e régiment de cavalerie, et se porta avec rapidité vers Pont-à-Chin, dans l'intention de couper la retraite à plusieurs corps qui, chassés des bords de l'Espierre et de Leers, gagnaient ce village dans le plus grand désordre. L'artillerie placée en avant du pont, arrêta son mouvement, et le força d'attendre son infanterie. A l'apparition de celle-ci, l'ennemi se retira derrière Pont-à-Chin, où de Busch s'était réuni aux autres troupes hanovrien-

nes, commandées par le général Walmoden. Macdonald, ignorant encore à quelles forces il aurait affaire, traversa alors le village avec sa cavalerie et son artillerie légère; mais lorsqu'il voulût en déboucher pour tomber sur les ennemis, il fut assailli par une grêle de mitraille qui partait d'une ligne de retranchemens placés à une petite distance des dernières maisons. Forcé de se retirer, il ne laissa à la tête du village que des tirailleurs, et plaça ses troupes en deçà du pont, convaincu que le combat cessait dès ce moment.

Sur ces entrefaites, les brigades Thierry et Compère étant arrivées, se déployèrent dans la plaine qui s'étend entre l'Escaut et Templeuve; leurs troupes légères étaient déjà aux prises avec l'ennemi. Plus à droite encore le général Bonnaud engageait la première brigade de sa division. Le combat devint ainsi général; et tandis que Macdonald disputait le village de Pont-à-Chin aux Alliés, Souham faisait passer le ruisseau à Thierry, qu'il présumait devoir être soutenu par Compère.

L'ennemi sentant toute l'importance de Pont-à-Chin, fit avancer la division anglaise du général Fox, sept bataillons autrichiens, et un gros corps de cavalerie, pour renforcer sa droite composée d'Hanovriens: l'attaque fut terrible; l'artillerie des Alliés supérieure en nombre et en

calibre, causait de grands ravages dans les rangs français. Souham allait faire évacuer le village, lorsque Pichegru tranquille à son quartier-général et trompé par le rapport d'un officier supérieur, lui envoya l'ordre de s'y maintenir, et prolongea ainsi un carnage inutile. Enfin, les Anglais pénétrèrent dans le village, et s'en rendirent maîtres.

Cependant Thierry était parvenu à franchir le ruisseau, et à menacer le centre des ennemis; son succès aurait eu des suites avantageuses, s'il avait été soutenu par la brigade Compère qui devait se former près de lui. Cela n'eut pas lieu; les troupes de ce général vinrent s'établir sur la gauche du ruisseau, laissant Thierry sur la rive opposée, aux prises avec des forces supérieures qui le culbutèrent.

L'attaque du général Bonnaud, quoique poussée vivement, n'eut pas un résultat plus heureux. La brigade Salm franchit le ruisseau, et parvint même jusqu'à Blandaix; elle en fut bientôt chassée par les Autrichiens, et repassa le défilé en désordre. Après cet échec, ce corps de troupes eut encore quelques engagemens avec l'ennemi, et fut enfin forcé à se retirer.

La brigade de Macdonald venait pour la cinquième fois d'être chassée de Pont-à-Chin, et toujours après une résistance des plus opiniâtres. Toutes les troupes françaises se trouvaient ainsi

revenues derrière le ruisseau; les Alliés s'étant portés en avant garnirent la rive opposée, de sorte que ses bords marécageux et fourrés séparaient les deux lignes. Nonobstant cet obstacle le feu devint alors plus animé, et ces scènes sanglantes durèrent jusqu'à la nuit. Enfin l'aile droite des Alliés ayant reçu de nouveaux renforts, se forma en colonne, déboucha de Pont-à-Chin en se déployant, et força à une retraite précipitée l'infanterie du général Macdonald, qui, excédée de fatigues et affaiblie par des pertes considérables, gagna le pays couvert. Ce général parvint avec peine à la rallier, et se retira sur sa première position. Trois bataillons restés ensemble protégèrent son mouvement rétrograde qui, fort heureusement pour lui, ne fut pas inquiété par l'ennemi.

Cette affaire fut des plus meurtrières; les troupes y opérèrent plutôt que les généraux. Pichegru avoue lui-même qu'il n'avait pas de plan fixe, et on peut en dire autant des Alliés. La gauche des Impériaux, aux ordres de l'archiduc Charles, n'eut point de part à l'action, et repoussa seulement les partis qui se montrèrent de Willem vers Baisieux pour l'observer.

Les Français furent forcés de se retirer dans leur position pendant la nuit avec perte de 5 à 6 mille hommes hors de combat. Les Alliés fatigués d'une bataille de douze heures, et mal dirigée,

n'en recueillirent aucun avantage. Si Clairfayt au lieu d'être à Thielt avait été à Tournay avec les autres corps de l'armée, et que l'archiduc eût été mis en action, les Français eussent peut-être essuyé une défaite totale; et il eût été possible de couper au moins leur gauche de toute communication.

Projet sur Ypres.

Pichegru, voyant que ses efforts sur Tournay n'aboutissaient à rien, résolut d'attirer le théâtre des opérations vers la West-Flandre, dont le terrain coupé facilitait son système de tirailleurs et de colonnes massées. En conséquence, il fit attaquer Ypres dans les derniers jours de mai, afin d'attirer Clairfayt au secours de la place, et de le battre isolément. En attendant, on menaça Orchies par des démonstrations, en vue de faciliter les opérations sur la Sambre (1). Cela n'empêcha pas l'Empereur d'y conduire en personne environ 10 mille hommes. L'armée impériale sous Tournay, ainsi affaiblie, crut devoir rester sur la défensive, et se retrancha avec beaucoup de soin. Nous verrons au reste par la suite combien ce mouvement sur Ypres fut contraire aux grands intérêts de l'armée de Pichegru.

(1) C'est une chose assez bizarre de voir les Français en position à Courtray dans les provinces autrichiennes, menacer Orchies, situé en France, et qui se trouvait occupé par l'ennemi avec une armée supérieure à portée de la secourir.

Nouvelles tentatives sur la Sambre.

Un troisième passage est décidé.

Les échecs que les Français avaient essuyés sur la Sambre ne décourageaient ni le comité de salut public, ni les représentans-commissaires, et les succès remportés par l'aile gauche à Turcoing, les convainquirent qu'avec de la persévérance, on finirait par en obtenir de semblables à la droite.

Dans la nuit du 25 au 26 mai, les représentans St.-Just, Lebas et Levasseur convoquèrent un conseil de guerre au quartier-général de Thuin. L'armée était presque désorganisée; les soldats sans habits, sans chaussure, exténués de fatigue et de faim avaient besoin de repos; d'ailleurs, il fallait du temps pour remplacer le matériel perdu dans les dernières défaites. Tous les généraux étaient d'avis de se tenir pendant quelques jours sur la défensive, quand St.-Just qui présidait ce conseil, sourd à toutes leurs remontrances et aux raisonnemens de Kléber, mit fin aux débats, en disant avec hauteur : « *Il faut demain une victoire à la république; choisissez entre un siége ou une bataille.* » Le troisième passage de la Sambre fut donc résolu : cette énergie louable dans toute autre circonstance, dégénérait en faute grave, car il était incontestablement plus sage d'attendre l'arrivée du général Jourdan qui s'a-

vançait par Dinant avec l'armée de la Moselle: on ne se fût pas exposé à de nouveaux revers qui auraient eu des suites incalculables, si l'ennemi avait su en tirer un meilleur parti.

Persuadé que dans toutes les actions le succès dépend presque toujours du début, l'on forma une division d'avant-garde de neuf bataillons d'élite et de quatre régimens de cavalerie légère pour les deux armées, et l'on en confia le commandement au général Marceau, qui eut sous ses ordres les généraux de brigade Duhesme et d'Hautpoult.

Combat de Marchiennes.

Le 26 mai, cette avant-garde soutenue de la division Vezu fut chargée d'attaquer le camp de la Tombe, au-dessus de Marchiennes-au-Pont, tandis que la division Mayer le tournerait par la route de Philippeville à Charleroi, et que celle de Fromentin après avoir forcé le passage de la Sambre à Lernes s'emparerait des hauteurs à gauche.

Ce plan d'attaque échoua complètement. Les grenadiers de Marceau, sans pain depuis quarante-huit heures et exténués par une double marche, refusèrent de passer le bois situé en face de cette position: les menaces de St.-Just, les exhortations de Duhesme furent impuissantes; et sans l'heureuse circonstance qui fit remarquer à Kléber que la tête de la colonne était alsacienne, et lui suggéra l'idée de la haranguer

en allemand, elle ne faisait pas un pas de plus. Enfin, l'infanterie légère ayant chassé les avant-postes de ce bois, les grenadiers le traversèrent pour se former au-delà dans la plaine, vis-à-vis des retranchemens, où ils furent accueillis par une canonnade qui leur enleva un grand nombre d'hommes. Cependant il eût été téméraire d'attaquer, avant d'être soutenu : Kléber prit le parti d'attendre la division Vezu sous la mitraille qui faisait un ravage horrible; après deux heures d'attente, le général qui la commandait arriva seul, criant contre ses généraux de brigade, qui, disait-il, avaient égaré leurs troupes.

D'un autre côté, Fromentin n'ayant pu forcer le pont de Lesmes, les Alliés établirent sur les hauteurs de la rive droite de la Sambre une batterie de cinq pièces qui prit l'avant-garde à revers et en flanc, et la força à se réfugier dans le bois. S'ils avaient su profiter de cet instant de désordre, et qu'ils eussent exécuté une sortie de leurs retranchemens, il ne se serait pas sauvé un seul homme; mais ayant laissé échapper le moment favorable, Duhesme parvint à rallier ses troupes et à se maintenir.

Malgré cet avantage, les Impériaux évacuèrent leur camp à l'entrée de la nuit, et ne laissèrent dans Marchiennes que le nombre de troupes nécessaires pour la défense de ce poste.

Ce nouvel échec donna lieu aux ordres les

plus extravagans. Les représentans lancèrent un arrêté menaçant de mort tout général de brigade qui se rendrait au quartier-général sans y être appelé, ou ne bivouaquerait pas à la tête de ses troupes; cependant Duhesme leur ayant rapporté le lendemain que son infanterie avait pris possession du camp de la Tombe, parvint à les apaiser : on fixa alors le passage de la Sambre au 29, et il fut résolu d'investir Charleroi dès le même jour.

Nouvelle attaque de Marchiennes. 29 mai.

En conséquence des dispositions arrêtées, Marceau chargea le général Duhesme d'attaquer Marchiennes : ce poste était d'un difficile accès; les maisons du faubourg de la rive gauche de la Sambre étaient crénelées; de fortes batteries en défendaient les approches. Le général français, ne voulant pas s'exposer à essuyer les mêmes pertes que la veille, fit avancer son artillerie derrière des épaulemens mobiles, et la plaça si avantageusement, malgré le feu le plus violent de mousqueterie et de mitraille, qu'en un instant les retranchemens des Autrichiens furent ruinés. Sur les entrefaites, quelques nageurs ayant été enlever des planches sur la rive gauche, l'on travailla à la construction d'un pont. Dès-lors les Impériaux battirent en retraite. L'avant-garde passa la rivière sans obstacle, et fut suivie par la division Fromentin. La première prit position en arrière de Fontaine-l'Evêque, l'autre en arrière

de Gosselies, ayant sa gauche à cheval sur la route de Charleroi à Bruxelles.

De son côté, le général Vezu, soutenu de la division Mayer se dirigea sur Lernes où il rencontra quelques bataillons autrichiens qui furent chargés avec succès par les cuirassiers et le 16e de chasseurs. Ces deux généraux prirent position, face à Fleurus, appuyant leur droite à la Sambre près du Châtelet.

Investissement de Charleroi.

Le 30, l'armée fit un mouvement pour investir Charleroi: la division Mayer fut chargée du siége que le reste de l'armée devait couvrir. La brigade Lorge était à droite vers Châtelet; Vezu trop étendu tenait depuis Gosselies jusqu'à Ransart, et occupait Lambusart par des postes : la division Fromentin se liait avec la précédente, sa gauche aux Basses-Hayes: la réserve de cavalerie du général Solland cantonnait à Jumel : Marceau gardait Courcelles, Monceau, Forchies et Fontaine-l'Evêque. Les divisions Muller et Despeaux bordaient la Sambre de Maubeuge à Thuin; enfin le général Ferrand, à qui l'on avait déjà retiré des troupes, continuait avec ce qui lui restait à observer Landrecies et la forêt de Mormale.

Telle était la position de l'armée des Ardennes et de la droite de l'armée du Nord; chargées d'une même opération sans être réunies en un seul commandement. On voit qu'après une infinité de tentatives infructueuses, les Français se propo-

saient enfin de faire le siége de Charleroi. La position de ce corps beaucoup plus étendue que toutes les précédentes était nécessairement dangereuse; car il était probable que les Autrichiens tenteraient un effort pour délivrer la place avant l'arrivée de l'armée de la Moselle, qui n'était plus qu'à une forte marche, et ils le firent en effet.

Puisque Jourdan était attendu le lendemain, et que le général Desjardins avoue avoir eu connaissance des mouvemens et des projets de l'ennemi, il nous paraît très-blâmable de n'avoir pas rassemblé toutes ses forces, la gauche à Dampremi, la droite au bois de Jumet, la réserve entre Gilly et Lodelinsart, afin d'avoir ses troupes réunies et sa retraite assurée par le Châtelet, où Jourdan devait arriver. Rien même ne le forçait de combattre, puisqu'en sacrifiant quelques toises de tranchées, il était maître d'aller joindre l'armée de la Moselle pour reprendre ensuite son opération. Au lieu d'adopter un de ces partis, il se borna à renforcer Marceau par un détachement de la brigade Richard; et non content de laisser 20 mille hommes en cordon sur la Sambre (1), il garda les approches de la place par une longue ligne depuis Lambusart à Dampremi.

(1) Ferrand à Jeumont; Montaigu à Lobbes; quelques bataillons de la division Muller à Alnes et Landely.

A ces dispositions défectueuses, les Autrichiens en opposèrent d'autres qui, dans le principe, ne l'étaient guères moins, mais qui s'amendèrent par la tournure concentrique donnée à leurs attaques durant le combat.

Les Autrichiens s'avancent pour le délivrer.

L'Empereur arriva le 1er juin avec le renfort parti de Tournay; l'armée alliée forte alors de 39 bataillons et 61 escadrons autrichiens et hollandais, fut commandée par le prince d'Orange après le départ de Kaunitz. Au lieu de faire un effort général sur Gosselies ou par Courcelles, sur le bois de Monceaux, le prince forma cinq colonnes qui coururent sur toute la ligne depuis Fontaine-l'Evêque jusqu'à Lambusart. La totalité de ses forces s'élevait à 35 mille hommes; mais il en détacha encore inutilement 6 à 7 mille pour garder Erquelines et Betignies, de sorte qu'il ne lui resta que 28 mille combattans.

Affaire de Charleroi. 3 juin.

La première colonne aux ordres de Latour, chargée d'attaquer Marceau vers Forchies, détacha en outre le prince de Liechtenstein avec quatre bataillons vers Fontaine-l'Evêque pour observer la division de la Sambre. La seconde colonne composée de quelques bataillons hollandais seulement, dut faire des démonstrations et lier les deux autres. La 3e commandée par Werneck, attaqua Gosselies et Hepignies. La 4e aux ordres de Wartensleben devait soutenir la précédente, et marcher sur Ransart et le bois

de Lombues. Enfin la 5e aux ordres de Quasdanowich eut ordre de s'avancer par Fleurus sur Charleroi (1).

Ces dispositions indiquent déjà la tournure que prit l'affaire. Latour resta en observation devant les divisions Marceau et Fromentin ; cette dernière se trouva en même temps attaquée et débordée par Werneck ; le général Vezu, n'ayant plus qu'une brigade disséminée, fut accablé par Wartensleben et Quasdanowich : enfin Fromentin privé de tout appui à sa droite courut les plus grands dangers, lorsque par la direction des 2e, 3e, 4e et 5e colonnes, l'ennemi se concentra vers Ransart et Jumet. Le général Mayer, menacé par les 4e et 5e colonnes du côté où il n'attendait pas les Alliés, et assailli en même temps par la garnison, fut contraint de lever promptement le siége.

La division Fromentin, dont le général avait perdu la tête, se retirait en remontant la Sambre sur Landely, prêtant ainsi son flanc à l'ennemi : habituée aux terreurs paniques par dix affaires malheureuses, elle eût été anéantie, si, dès le commencement, les Alliés avaient manœuvré sur

(1) Les mouvemens principaux de cette journée sont marqués sur la planche X, n° 110 à 125 ; mais le terrain manquait un peu à droite, et l'ensemble du champ de bataille se trouve mieux à la planche XI ; bien que les mouvemens soient ceux du 26 juin.

ce point, comme nous l'avons déjà dit, et si Duhesme qui avait autrefois commandé une partie de ces troupes, ne les avait ralliées à la sortie du bois de Monceaux, sous la protection d'un bataillon de grenadiers et du 6e régiment de chasseurs à cheval. Les autres divisions repassèrent la rivière à Marchiennes et vers le bois de Monceaux, où l'on avait jeté par précaution un pont de bateaux.

Heureusement pour les Français que Jourdan arriva le soir même avec l'armée de la Moselle, et qu'ils se trouvèrent ainsi en mesure de renouveler leurs efforts avec plus de succès. Si l'on avait débuté, à l'ouverture de la campagne, par rassembler sur ce point décisif une armée bien organisée, on aurait obtenu de plus grands avantages et sacrifié bien moins de monde. Les suites de cette journée furent au reste peu importantes : les Français y perdirent 2 mille hommes, et furent renforcés le lendemain par les 40 mille de Jourdan. Mais des coups d'une plus grande importance allaient se frapper.

CHAPITRE XXXI.

L'armée de la Moselle, passée sous les ordres du général Jourdan, commence ses opérations par attaquer Arlon. — Le comité de salut public lui prescrit d'attirer 15 mille hommes de l'armée du Rhin, et de marcher sur la Sambre. — L'armée du Nord assiége Ypres; Clairfayt, voulant secourir cette place, est battu à Hooglède; prise d'Ypres. — Jourdan s'étant avancé sur Charleroi est forcé d'en lever le siége; il exécute un cinquième passage de la Sambre, assiége et prend cette ville. — Bataille de Fleurus. — Réunion des deux armées à Bruxelles. — Combats de Louvain et de Malines. — Prise d'Anvers. — Les Autrichiens se retirent derrière la Meuse; le duc d'Yorck sous Breda (1).

Situation de l'armée de la Moselle.

APRÈS les brillans succès qu'obtint l'armée de la Moselle dans les premiers jours de janvier, elle quitta les rives du Speyerbach pour se rapprocher du théâtre de sa destination primitive.

(1) On consultera pour les opérations sur la Sambre la pl. X et le plan de Fleurus. Nous sommes forcés de renvoyer le lecteur pour les autres opérations à la carte de Ferraris, attendu que le croquis que nous avons donné sous le n° 1, n'est destiné qu'à indiquer les directions générales.

Le général Hoche, victime de ses débats avec Pichegru, ayant été d'abord appelé à Paris, puis envoyé à l'armée d'Italie, y fut arrêté à son arrivée et ramené dans les cachots de la conciergerie. Jourdan vint le remplacer à Metz, au milieu de mars. Les forces à sa disposition s'élevaient à cette époque à 60 mille hommes, chargés de garder par leur droite le versant accidental des Vosges, tandis que le centre et la gauche, couvrant la Moselle, observaient Blankenstein et Beaulieu dans l'électorat de Trèves et le Luxembourg. Indépendamment de ces troupes, les garnisons de Metz, Thionville, Longwy, Sarrelouis, se composaient de bon nombre de bataillons de nouvelles levées, dont on achevait l'organisation et l'instruction.

Cette armée ne connaissait point encore la tâche qu'elle avait à remplir dans le plan général des opérations, lorsque le cours des événemens décida le comité de salut public à ordonner à Jourdan de porter un corps de 20 mille hommes en avant de Longwy, pour intercepter les communications de Namur et de Liége avec le Luxembourg.

Le général Hatry réunit, le 15 avril, les divisions Lefebvre, Morlot et Championnet, formant environ 20 mille hommes, et se dirigea le lendemain en deux colonnes vers Arlon. L'avant-garde, conduite par Lefebvre, ayant rencontré Tentatives sur Arlon.

8*

l'ennemi au pont d'Aubange, le culbuta, et entraînée par trop d'ardeur, le poursuivit contre ses instructions jusqu'au-delà des hauteurs de Bubange, où elle se trouva seule en présence du corps de Beaulieu. Une vive canonnade s'engagea; et Jourdan, qui n'en attendait aucun résultat, fit replier Lefebvre sur ces hauteurs.

Beaulieu, renforcé de quelques bataillons de la garnison de Luxembourg, s'était établi, la droite sur les hauteurs de Tornich, le centre sur celles d'Arlon, la gauche en arrière du ruisseau de Nieder-Elter.

17 avril. Le 17, Championnet marcha en plusieurs colonnes sur Tornich; Lefebvre attaqua Sessling et Weyler, tandis que Morlot, après avoir nettoyé le bois d'Ober-Elter, se portait sur la route de Luxembourg. Le général Championnet s'étant emparé des hauteurs de Tornich qui plongeaient toute la position, et Morlot menaçant sa gauche, Beaulieu prit le parti de la retraite qu'il n'effectua pourtant pas sans perte, étant obligé de défiler sous le feu de l'artillerie française.

La gauche de l'armée de la Moselle ainsi établie à Arlon, devait contenir Beaulieu sous Luxembourg, tandis que le général Vincent, placé entre Sarre et Moselle, harcelait les Impériaux qui couvraient Trèves. Mais ce dispositif ne remplit pas l'attente de Jourdan; malgré plusieurs petits combats où les Français s'attribuaient l'a-

Beaulieu reprend ce poste.

vantage, Beaulieu conserva la liberté d'agir. Le 29 avril, il sortit de Luxembourg et surprit si complètement le général Hatry dans Arlon, que ce général et Championnet faillirent être pris, et que leurs troupes se replièrent en désordre sur Bubange. Le mois de mai s'écoula d'ailleurs en affaires de peu d'importance. 29 avril.

A cette époque, l'armée de la Moselle ayant reçu les renforts tirés de l'armée du Rhin, en exécution de l'arrêté dont nous avons parlé au chapitre précédent, Jourdan se prépara à opérer sa jonction sur la Sambre avec le corps de Desjardins. Ce mouvement fut sans contredit le mieux conçu de la campagne; car il établit près de Charleroi une masse d'environ 100 mille hommes, qui menaçait par Namur la seule communication directe de l'armée impériale avec le Rhin, et décida des événemens ultérieurs de la campagne. Jourdan se dispose à marcher sur la Sambre.

Le général en chef, après avoir rassemblé un corps d'élite de 49 mille hommes sur la Chiers, remit au général Moreau le commandement des troupes qui restaient sur la Moselle, et commença son mouvement le 21 mai en allant camper à Arlon. Beaulieu, ne se doutant pas du projet de son adversaire, s'était témérairement avancé le 17 sur Bouillon, dont il avait en vain sommé le château. Instruit de la marche des Français, il se retira par Dinant derrière la Meuse. Jourdan, 21 mai.

plus extravagans. Les représentans lancèrent un arrêté menaçant de mort tout général de brigade qui se rendrait au quartier-général sans y être appelé, ou ne bivouaquerait pas à la tête de ses troupes; cependant Duhesme leur ayant rapporté le lendemain que son infanterie avait pris possession du camp de la Tombe, parvint à les apaiser : on fixa alors le passage de la Sambre au 29, et il fut résolu d'investir Charleroi dès le même jour.

Nouvelle attaque de Marchiennes. 29 mai.

En conséquence des dispositions arrêtées, Marceau chargea le général Duhesme d'attaquer Marchiennes : ce poste était d'un difficile accès; les maisons du faubourg de la rive gauche de la Sambre étaient crénelées; de fortes batteries en défendaient les approches. Le général français, ne voulant pas s'exposer à essuyer les mêmes pertes que la veille, fit avancer son artillerie derrière des épaulemens mobiles, et la plaça si avantageusement, malgré le feu le plus violent de mousqueterie et de mitraille, qu'en un instant les retranchemens des Autrichiens furent ruinés. Sur les entrefaites, quelques nageurs ayant été enlever des planches sur la rive gauche, l'on travailla à la construction d'un pont. Dès-lors les Impériaux battirent en retraite. L'avant-garde passa la rivière sans obstacle, et fut suivie par la division Fromentin. La première prit position en arrière de Fontaine-l'Evêque, l'autre en arrière

de Gosselies, ayant sa gauche à cheval sur la route de Charleroi à Bruxelles.

De son côté, le général Vezu, soutenu de la division Mayer se dirigea sur Lernes où il rencontra quelques bataillons autrichiens qui furent chargés avec succès par les cuirassiers et le 16[e] de chasseurs. Ces deux généraux prirent position, face à Fleurus, appuyant leur droite à la Sambre près du Châtelet.

Investissement de Charleroi.

Le 30, l'armée fit un mouvement pour investir Charleroi : la division Mayer fut chargée du siége que le reste de l'armée devait couvrir. La brigade Lorge était à droite vers Châtelet; Vezu trop étendu tenait depuis Gosselies jusqu'à Ransart, et occupait Lambusart par des postes : la division Fromentin se liait avec la précédente, sa gauche aux Basses-Hayes : la réserve de cavalerie du général Solland cantonnait à Jumel : Marceau gardait Courcelles, Monceau, Forchies et Fontaine-l'Evêque. Les divisions Muller et Despeaux bordaient la Sambre de Maubeuge à Thuin; enfin le général Ferrand, à qui l'on avait déjà retiré des troupes, continuait avec ce qui lui restait à observer Landrecies et la forêt de Mormale.

Telle était la position de l'armée des Ardennes et de la droite de l'armée du Nord; chargées d'une même opération sans être réunies en un seul commandement. On voit qu'après une infinité de tentatives infructueuses, les Français se propo-

vemens multipliés et décousus avait ébloui l'état-major autrichien, et des institutions vicieuses limitaient trop le choix des généraux, pour qu'un génie vigoureux fît mouvoir les armées avec l'ensemble et la rapidité convenables dans ces circonstances.

Hésitation des Alliés.

Le prince de Cobourg crut ne pouvoir mieux profiter de la victoire remportée sur la Sambre le 3 juin, qu'en tirant six bataillons de ce point pour les envoyer à Clairfayt, et mettant à sa disposition tous les Hanovriens qui furent remplacés au camp de Tournay par d'autres troupes détachées de l'armée impériale.

Ces dispositions insignifiantes eurent le résultat qu'on devait en attendre: le gros de l'armée alliée fit des reconnaissances le 9 juin vers Courtray et la Lys, et rentra dans sa position, au lieu de marcher vivement par Menin sur Dadizèle, d'y opérer sa jonction avec Clairfayt, et d'aller ensuite fondre à Passendaël sur Souham qu'il eût été facile d'acculer à la mer du Nord, s'il eût attendu le choc.

Cobourg se décide enfin à marcher sur Ypres.

Fatigué de ses incertitudes, le prince de Cobourg allait enfin se diriger en deux colonnes vers Moucron et la Lys; malheureusement son projet qui transpirait depuis quelques jours à Tournay, parvint à la connaissance des Français. Le 10 juin, au moment où l'armée impériale s'ébranlait, les républicains sortirent de Lille,

passèrent la Marque vers Cisoing et Bovines, et firent des démonstrations si efficaces contre Orchies, que le prince suspendit son mouvement, et rappela ses avant-gardes qui approchaient déjà de leur destination.

Les manœuvres de Pichegru le plongent de nouveau dans l'irrésolution.

Pichegru qui n'avait ordonné ces démonstrations que pour fixer l'armée impériale dans son inactivité, résolut alors de profiter d'une ou deux marches qu'il pouvait dérober, pour combiner avec Souham et Despeaux une attaque contre Clairfayt, dejà arrivé à Hooglède en vue de concourir à l'exécution du plan de Cobourg. Cette manœuvre était sage, nous n'en connaissons pas qui fasse plus d'honneur à Pichegru.

Il tira donc la division Despeaux de Courtray, et la plaça sur la Heule à hauteur de Dadizèle, à cheval sur la route de Menin à Rousselaër. Le 10 juin l'armée d'observation se mit en mouvement. Les troupes du camp de Zoonebeck, sous les ordres du général Souham devaient attaquer de front la position des Alliés, tandis que Despeaux prendrait la gauche à revers; mais celui-ci s'étant trompé de route, les colonnes de Souham restèrent forcément en présence de l'ennemi jusqu'à son arrivée, et ne purent attaquer ses avant-postes qu'à l'entrée de la nuit. Clairfayt profita de ce contre-temps pour se retirer dans son ancien camp de Thielt.

Le 11, l'armée française rectifia sa position,

la droite, sous le général Despeaux, s'établit en avant de Rousselaër, à cheval sur les deux chemins d'Ardoye; le centre avait sa gauche sur le plateau d'Hooglède, et forma à sa droite une potence en arrière de Stampcot; l'extrême gauche commandée par Daendels, bivouaqua dans la direction de Staeden.

Combat de Hooglède. 13 juin.

Le 13, les découvertes des républicains rentrèrent sans avoir aperçu le moindre mouvement, et l'on était parfaitement tranquille, lorsque tout-à-coup, vers les sept heures du matin, une fusillade se fit entendre au village de Stampcot. On crut d'abord que les tirailleurs déchargeaient leurs armes suivant leur habitude vicieuse; mais le bruit d'une forte canonnade donna l'éveil, et il était temps, car un instant après les boulets sillonnaient déjà le camp. On court aux armes de toutes parts, les bataillons s'engagent à mesure qu'ils se forment, et l'affaire devient bientôt générale. L'ennemi, fort de 30 mille combattans, y compris le corps de 8 mille hommes venu récemment de Tournay, ayant suivi les traces des découvertes, arrive presque en même temps qu'elles en face du camp, sans être aperçu. Ses principaux efforts se dirigent contre la division Despeaux. La brigade Malbrancq qui en formait la gauche, rompue par l'impétuosité de l'attaque, prend la fuite dans la direction de Roosbeck; la brigade Salm, assaillie à son tour par

des forces considérables, et sans espoir de soutien, se retire en bon ordre, quoique fort maltraitée, par la chaussée de Menin.

Les Autrichiens, maîtres de Rousselaër, réunissent alors la plus grande partie de leurs forces contre la brigade Macdonald, établie à la droite du centre sur le plateau de Hooglède: ses troupes renforcées par un régiment tiré de la gauche pour couvrir ses derrières, font face de toutes parts et opposent la résistance la plus vigoureuse. En vain Clairfayt cherche à entamer l'infanterie française avec sa meilleure cavalerie, elle est partout repoussée avec perte.

Cependant les républicains, après six heures d'un combat acharné, allaient céder au nombre et évacuer la position, lorsque l'ennemi, découragé par leur résistance, cesse tout-à-coup son feu, et regagne son camp avec autant de célérité qu'il en avait mis dans son mouvement offensif.

Ce combat fit autant d'honneur au général Macdonald qu'à sa brigade. Malgré la durée de l'engagement, sa perte ne s'éleva qu'à environ 400 hommes, dont fort peu de prisonniers, tandis que les troupes de Despeaux qui n'avaient presque point combattu, en perdirent plus du double, et une partie de leur artillerie. On estime que les Autrichiens eurent environ 900 tués ou blessés.

de Lombues. Enfin la 5e aux ordres de Quasdanowich eut ordre de s'avancer par Fleurus sur Charleroi (1).

Ces dispositions indiquent déjà la tournure que prit l'affaire. Latour resta en observation devant les divisions Marceau et Fromentin; cette dernière se trouva en même temps attaquée et débordée par Werneck; le général Vezu, n'ayant plus qu'une brigade disséminée, fut accablé par Wartensleben et Quasdanowich: enfin Fromentin privé de tout appui à sa droite courut les plus grands dangers, lorsque par la direction des 2e, 3e, 4e et 5e colonnes, l'ennemi se concentra vers Ransart et Jumet. Le général Mayer, menacé par les 4e et 5e colonnes du côté où il n'attendait pas les Alliés, et assailli en même temps par la garnison, fut contraint de lever promptement le siége.

La division Fromentin, dont le général avait perdu la tête, se retirait en remontant la Sambre sur Landely, prêtant ainsi son flanc à l'ennemi: habituée aux terreurs paniques par dix affaires malheureuses, elle eût été anéantie, si, dès le commencement, les Alliés avaient manœuvré sur

(1) Les mouvemens principaux de cette journée sont marqués sur la planche X, n° 110 à 125; mais le terrain manquait un peu à droite, et l'ensemble du champ de bataille se trouve mieux à la planche XI; bien que les mouvemens soient ceux du 26 juin.

ce point, comme nous l'avons déjà dit, et si Duhesme qui avait autrefois commandé une partie de ces troupes, ne les avait ralliées à la sortie du bois de Monceaux, sous la protection d'un bataillon de grenadiers et du 6e régiment de chasseurs à cheval. Les autres divisions repassèrent la rivière à Marchiennes et vers le bois de Monceaux, où l'on avait jeté par précaution un pont de bateaux.

Heureusement pour les Français que Jourdan arriva le soir même avec l'armée de la Moselle, et qu'ils se trouvèrent ainsi en mesure de renouveler leurs efforts avec plus de succès. Si l'on avait débuté, à l'ouverture de la campagne, par rassembler sur ce point décisif une armée bien organisée, on aurait obtenu de plus grands avantages et sacrifié bien moins de monde. Les suites de cette journée furent au reste peu importantes: les Français y perdirent 2 mille hommes, et furent renforcés le lendemain par les 40 mille de Jourdan. Mais des coups d'une plus grande importance allaient se frapper.

CHAPITRE XXXI.

L'armée de la Moselle, passée sous les ordres du général Jourdan, commence ses opérations par attaquer Arlon. — Le comité de salut public lui prescrit d'attirer 15 mille hommes de l'armée du Rhin, et de marcher sur la Sambre. — L'armée du Nord assiége Ypres; Clairfayt, voulant secourir cette place, est battu à Hooglède; prise d'Ypres. — Jourdan s'étant avancé sur Charleroi est forcé d'en lever le siége; il exécute un cinquième passage de la Sambre, assiége et prend cette ville. — Bataille de Fleurus. — Réunion des deux armées à Bruxelles. — Combats de Louvain et de Malines. — Prise d'Anvers. — Les Autrichiens se retirent derrière la Meuse; le duc d'Yorck sous Breda (1).

Situation de l'armée de la Moselle.

APRÈS les brillans succès qu'obtint l'armée de la Moselle dans les premiers jours de janvier, elle quitta les rives du Speyerbach pour se rapprocher du théâtre de sa destination primitive.

(1) On consultera pour les opérations sur la Sambre la pl. X et le plan de Fleurus. Nous sommes forcés de renvoyer le lecteur pour les autres opérations à la carte de Ferraris, attendu que le croquis que nous avons donné sous le n° 1, n'est destiné qu'à indiquer les directions générales.

Le général Hoche, victime de ses débats avec Pichegru, ayant été d'abord appelé à Paris, puis envoyé à l'armée d'Italie, y fut arrêté à son arrivée et ramené dans les cachots de la conciergerie. Jourdan vint le remplacer à Metz, au milieu de mars. Les forces à sa disposition s'élevaient à cette époque à 60 mille hommes, chargés de garder par leur droite le versant occidental des Vosges, tandis que le centre et la gauche, couvrant la Moselle, observaient Blankenstein et Beaulieu dans l'électorat de Trèves et le Luxembourg. Indépendamment de ces troupes, les garnisons de Metz, Thionville, Longwy, Sarrelouis, se composaient de bon nombre de bataillons de nouvelles levées, dont on achevait l'organisation et l'instruction.

Cette armée ne connaissait point encore la tâche qu'elle avait à remplir dans le plan général des opérations, lorsque le cours des événemens décida le comité de salut public à ordonner à Jourdan de porter un corps de 20 mille hommes en avant de Longwy, pour intercepter les communications de Namur et de Liége avec le Luxembourg.

Le général Hatry réunit, le 15 avril, les divisions Lefebvre, Morlot et Championnet, formant environ 20 mille hommes, et se dirigea le lendemain en deux colonnes vers Arlon. L'avant-garde, conduite par Lefebvre, ayant rencontré Tentatives sur Arlon.

l'ennemi au pont d'Aubange, le culbuta, et entraînée par trop d'ardeur, le poursuivit contre ses instructions jusqu'au-delà des hauteurs de Bubange, où elle se trouva seule en présence du corps de Beaulieu. Une vive canonnade s'engagea; et Jourdan, qui n'en attendait aucun résultat, fit replier Lefebvre sur ces hauteurs.

Beaulieu, renforcé de quelques bataillons de la garnison de Luxembourg, s'était établi, la droite sur les hauteurs de Tornich, le centre sur celles d'Arlon, la gauche en arrière du ruisseau de Nieder-Elter.

17 avril. Le 17, Championnet marcha en plusieurs colonnes sur Tornich; Lefebvre attaqua Sessling et Weyler, tandis que Morlot, après avoir nettoyé le bois d'Ober-Elter, se portait sur la route de Luxembourg. Le général Championnet s'étant emparé des hauteurs de Tornich qui plongeaient toute la position, et Morlot menaçant sa gauche, Beaulieu prit le parti de la retraite qu'il n'effectua pourtant pas sans perte, étant obligé de défiler sous le feu de l'artillerie française.

La gauche de l'armée de la Moselle ainsi établie à Arlon, devait contenir Beaulieu sous Luxembourg, tandis que le général Vincent, placé entre Sarre et Moselle, harcelait les Impériaux qui couvraient Trèves. Mais ce dispositif ne remplit pas l'attente de Jourdan; malgré plusieurs petits combats où les Français s'attribuaient l'a-

Beaulieu reprend ce poste.

vantage, Beaulieu conserva la liberté d'agir. Le 29 avril, il sortit de Luxembourg et surprit si complètement le général Hatry dans Arlon, que ce général et Championnet faillirent être pris, et que leurs troupes se replièrent en désordre sur Bubange. Le mois de mai s'écoula d'ailleurs en affaires de peu d'importance. 29 avril.

A cette époque, l'armée de la Moselle ayant reçu les renforts tirés de l'armée du Rhin, en exécution de l'arrêté dont nous avons parlé au chapitre précédent, Jourdan se prépara à opérer sa jonction sur la Sambre avec le corps de Desjardins. Ce mouvement fut sans contredit le mieux conçu de la campagne; car il établit près de Charleroi une masse d'environ 100 mille hommes, qui menaçait par Namur la seule communication directe de l'armée impériale avec le Rhin, et décida des événemens ultérieurs de la campagne. Jourdan se dispose à marcher sur la Sambre.

Le général en chef, après avoir rassemblé un corps d'élite de 49 mille hommes sur la Chiers, remit au général Moreau le commandement des troupes qui restaient sur la Moselle, et commença son mouvement le 21 mai en allant camper à Arlon. Beaulieu, ne se doutant pas du projet de son adversaire, s'était témérairement avancé le 17 sur Bouillon, dont il avait en vain sommé le château. Instruit de la marche des Français, il se retira par Dinant derrière la Meuse. Jourdan, 21 mai.

après avoir culbuté son arrière-garde de cette ville, franchit la rivière le 30 et 31 mai pour aller prendre position à Estave.

Jonction des deux armées

Les divisions de la Moselle, d'après les instructions du comité, devaient faire le siége de Charleroi, dont les corps de Charbonnier et de Desjardins s'occupaient; mais les commissaires de la Convention, jugeant plus à propos de réunir ces divers détachemens dans la main d'un seul chef, en formèrent l'armée de Sambre et Meuse, et la placèrent sous le commandement du général Jourdan. Sa force s'éleva à 76 mille combattans, non compris un corps de 15 mille hommes qui, sous les ordres de Schérer, fut chargé de garder la Sambre de Maubeuge à Thuin. Cependant cette masse imposante n'entra pas sur-le-champ en action: composée de divers élémens qui n'étaient pas en harmonie, il fallut consacrer un temps précieux pour réorganiser les services, assurer les subsistances, répartir l'artillerie et les munitions nécessaires au siége de Charleroi par où elle devait débuter. Nous allons donc la laisser pendant quelques instans, et rendre compte des mouvemens qui s'opérèrent alors sur Ypres (1).

(1) Quoique les armées françaises aient formé deux masses bien distinctes, nous rapporterons leurs opérations dans un même chapitre, parce qu'elles agissaient sur la même frontière, et contre la seule armée du prince de Cobourg.

Armée du Nord.

Celle du Nord assiége Ypres.

Pichegru, informé que le prince de Cobourg avait affaibli son armée par un gros détachement, et enhardi par l'attitude défensive qu'elle prenait vers Tournay, résolut de donner suite à ses entreprises sur Ypres. Le 1er juin, une colonne menaça cette ville et y jeta des bombes; mais Clairfayt, ne jugeant pas convenable de s'engager pour la secourir avant d'avoir reçu des renforts, resta immobile au camp de Thielt. Alors les Français se décidèrent à en faire le siége, autant pour assurer leur position dans la West-Flandre, que pour y attirer une partie des forces ennemies. La division Moreau forma l'investissement; celle de Souham s'établit en observation vers Zonnebeck, Passendaël et Lang-Marck. Michaud s'avança aussi dans la West-Flandre sur le fort de Knoque, et se lia avec la division de siége. Le général Bonnaud resta à Moucron et Mont-Castrel pour observer le corps du prince de Cobourg à Tournay, de concert avec la division Despeaux qui fit occuper Belleghem par la brigade Salm, Courtray par Malbrancq et Menin par Thierry.

A cette époque l'Empereur et Mack avaient quitté l'armée. Le dernier eut pour successeur le prince de Waldeck qui ne changea rien à l'état fâcheux des affaires. Le système des mou-

gauche, les dirigèrent contre Lambusart et Campinaire, sous la protection d'une nombreuse artillerie. Cet effort, exécuté au moment où le brouillard se dissipait, et secondé par plusieurs autres circonstances favorables, eut tout l'effet désiré. Les troupes de Lefebvre, dépourvues de munitions et intimidées par le déploiement de ces forces, refusèrent le choc, et se retirèrent en désordre sur le Châtelet où elles repassèrent la Sambre.

Une brigade autrichienne se porta alors vers ce point pour en garder le défilé avec une batterie; le gros des deux colonnes se dirigea aussitôt contre la division Championnet, qui se retira sur le plateau de Jumel. Beaulieu, parti de Campinaire pour se porter sur Ransart, la suivit dans cette direction, tandis que Latour favorisé par ces succès débouchait de Heppignies, en vue de lui donner la main vers le bois de Lombues.

Ce mouvement concentrique des trois colonnes autrichiennes de gauche, devait décider Championnet et Morlot à quitter la partie. Le dernier plus vivement pressé par Quasdanowich, et menacé d'être bientôt pris à revers, abandonna Pont-à-Migneloup et se réunit à Championnet en avant du bois de Jumel. Le général Hatry avait déjà levé le siége de Charleroi en toute hâte, et repassait la rivière à Marchiennes. Dans ce moment critique le général Jourdan séparé de sa droite, voyant son centre débordé et

près d'être culbuté sur le défilé de la Sambre, ordonna la retraite. Elle s'exécuta en bon ordre, couverte par Kléber qui s'établit sur les hauteurs de Lernes.

Cette journée fut très-honorable pour les Alliés; car, si la première combinaison de l'emploi de leurs masses n'est pas à l'abri de toute critique, Beaulieu, Alvinzy et Latour méritent des éloges pour la conduite qu'ils tinrent sur le champ de bataille. Leur perte s'éleva à 2,200 hommes, celle des Français à 3 mille.

Les républicains attribuèrent leur défaite au manque de munitions. Il est possible que cette circonstance y ait contribué; cependant on ne saurait se dissimuler que le vice radical de la position laissait peu d'espoir de succès, puisque le gros des forces ennemies se jeta successivement sur les divisions du centre tenant un espace de trois lieues, et les accabla l'une après l'autre, au moment où Kléber et Marceau n'avaient pour ainsi dire rien devant eux. Il est donc plus juste d'imputer cet échec à la circonstance qui fit que l'armée républicaine fut prévenue, à l'instant où elle comptait assaillir elle-même les Autrichiens; et plus encore à l'effort concentrique de Werneck et de Beaulieu contre Lefebvre, qu'aucune réserve n'était à même de soutenir, et dont la retraite fut inévitable.

Effet de cette victoire sur le prince de Cobourg.

Dès que le prince de Cobourg fut informé de ce succès important, il crut sa gauche pour longtemps à l'abri des tentatives de l'ennemi (1), et au lieu de se joindre au prince d'Orange avec les troupes du camp de Tournay, pour achever la défaite de Jourdan; il persista à porter des secours à Clairfayt, toujours compromis sans utilité. Si le généralissime avait du moins su prendre un parti décisif! mais il ne put se déterminer, ni à voler sur la Lys pour repousser Pichegru, ni à venir frapper un coup plus important sur la Sambre, où les Français ne tardèrent pas à lui faire payer cher son irrésolution.

Cinquième passage de la Sambre.

En effet, les commissaires de la Convention et particulièrement St.-Just qui voulaient pour chaque revers des sacrifices expiatoires, demandaient hautement la tête des officiers dont la négligence avait occasionné la retraite de Lefebvre. Le général en chef ne parvint à les apaiser qu'en leur promettant de s'en venger par une victoire, et il tint parole; car après avoir tiré de Maubeuge l'artillerie nécessaire, l'armée re-

(1) Cobourg aurait dû savoir par expérience que 80 mille hommes repoussés par 40 mille, pour avoir été mal engagés, sont à même de prendre leur revanche. Au lieu d'affaiblir le prince d'Orange de quelques bataillons, il aurait donc dû se porter lui-même avec un renfort de 30 mille hommes au point important pour livrer bataille à Jourdan, et décider la question.

passa la Sambre dès le 18 juin pour la cinquième fois, et bombarda Charleroi pour la troisième.

Le prince de Cobourg marche enfin au secours de sa gauche.

Alors tout espoir de sauver la Flandre s'évanouit : les généraux autrichiens commencèrent à sentir l'effet du mauvais emploi de leurs masses centrales, promenées successivement et en détail des bords de la Lys à ceux de la Sambre, pour arriver toujours trop tard et s'engager partiellement. On jugea avec raison que si les opérations sur la Sambre prenaient une tournure favorable à l'armée française, toutes les positions entre cette rivière, la mer du Nord et les places fortes, seraient aventurées. Le prince de Cobourg se décida donc à partir de Tournay le 20 juin avec tout ce qui s'y trouvait de troupes autrichiennes pour secourir Charleroi et livrer une bataille décisive; tandis que le duc d'Yorck resterait avec les troupes anglaises, hanovriennes et quelques bataillons autrichiens sur l'Escaut, en vue de se lier à Clairfayt. Cette séparation, pour ainsi dire nationale, ne contribua pas peu à augmenter la mésintelligence qui régnait entre les généraux anglais et autrichiens, et fut l'avant-coureur des malheurs sans nombre qui accablèrent ensuite les armées des deux nations.

Conformément à ces dispositions, toutes les administrations et les équipages appartenant au quartier-général des Autrichiens furent dirigés sur Bruxelles.

Le prince de Cobourg se porta le 21 juin à Ath, et arriva le lendemain aux environs de Nivelles où il se réunit à son aile gauche. Par une fatalité qui semblait présider à toutes ses entreprises, il hésita d'attaquer les Français jusqu'au 26, bien qu'il sût que Charleroi vivement pressé depuis sept jours se trouvât réduit à l'extrémité. Cette irrésolution, qui devint si fatale, fut néanmoins à la veille d'obtenir un tout autre résultat. St.-Just, inquiet sans doute de ce que Pichegru avait devant lui la majeure partie des forces alliées qu'il croyait encore à Tournay, et n'appréciant point l'importance décisive des opérations du côté de la Meuse, réclamait impérieusement l'envoi de 30 mille hommes par Douay sur Lille pour renforcer l'armée du Nord. Le général Jourdan eut le courage de s'opposer formellement à cette faute criante, et convaincu que la réussite de la campagne dépendait de la célérité qu'il mettrait à réduire Charleroi, il ne négligea rien de ce qui pouvait en assurer la chute : l'armée lui fut ainsi redevable d'un service signalé; car on peut imaginer ce qui serait arrivé si ces 30 mille hommes eussent couru à Lille, quand Cobourg avec 70 mille allait assaillir Jourdan.

Prise de Charleroi.

La division Hatry était comme la première fois chargée du siége, et l'armée prit pour le couvrir les mêmes positions qu'elle avait occupées

TABLEAU de l'ordre d de Fleurus, gagnée le 20 juin 17 Cobourg.

DIVISIONS.		ONS.
AILE DROITE aux ordres DE MARCEAU.	MARCEAU	e à la Sambre, vis-à- piaux, la gauche au- npenaire; son avant- ersée et Velaine.
	MAYER (	
CENTRE.	LEFEBVR	Campenaire à la ligne t Wagné, son avant-
	CHAMPI	droite à Wagné, sa es, ses avant-postes re.
	MORLOT	gauche en avant de

lors de la bataille du 16. (*Voyez le Tableau ci-joint.*) De crainte que Cobourg ne l'attaquât avant la reddition de la place, Jourdan fit retrancher les principaux villages qui en bordaient le front, et une vaste redoute fut élevée au centre vers Heppignies.

Graces au talent du colonel Marescot qui dirigeait le siége, les travaux avaient été poussés avec un succès prodigieux, bien que les corps d'artillerie remplis de recrues fussent peu au fait de ce service.

Dès le 25, les batteries de la place furent réduites au silence, et l'on préparait tout pour l'assaut, lorsque le commandant autrichien entra en pourparlers. St.-Just qui exerçait un pouvoir souverain voulut que la garnison se rendît à discrétion. Il usa néanmoins de modération envers elle; car, non-seulement il lui accorda les honneurs de la guerre, mais il permit aussi aux officiers de conserver leur épée (1).

Dans la soirée même la garnison forte de 2,800 ames sortit de la place. A peine eut-elle dé-... que le bruit du canon qui se fit entendre, an-

---

(1) Le commandant avait écrit aux généraux français par un ...lementaire. St.-Just renvoya cet officier sans ouvrir sa lettre, et ... lui disant avec arrogance : « *c'est la place que nous voulons, et non un chiffon de papier*; » le commandant, étourdi de ...tte réponse, capitula.

nonça l'arrivée à Herlaymont de secours désormais inutiles, et livra au désespoir ces troupes prisonnières.

Bataille de Fleurus

Jourdan, supposant aux Impériaux une grande supériorité de forces, jugea prudent de se borner à les attendre, et ne crut pas pouvoir choisir un meilleur champ de bataille que celui où il se trouvait.

Une position demi-circulaire, propre à couvrir le siége d'une place, est peu convenable pour recevoir bataille : celle-ci semblait d'autant plus dangereuse qu'elle avait une rivière à dos, et que, son développement n'étant pas moindre de dix lieues, elle offrait tous les inconvéniens d'une ligne parallèle à la Sambre, si les Alliés faisaient un effort vigoureux contre une de ses extrémités. Mais le défaut de temps d'un côté, et les avantages qu'on se promettait des retranchemens de l'autre, empêchèrent de la rectifier.

La prise de Charleroi rendant la division Hatry disponible, Jourdan la plaça en réserve à Ransart, et fit renforcer sa gauche par la brigade Daurier que Schérer consentit à détacher à cet effet. Son intention était aussi de resserrer sa ligne et de porter sa gauche derrière le Piéton, en abandonnant les hauteurs de Courcelles, moins nécessaires depuis que Charleroi assurait un point de retraite au centre. Mais n'ayant pas eu le temps de faire lever les pontons qui étaient

sur la Sambre, ni d'abriter le parc de réserve qui se trouvait à Montigny, il laissa la division Montaigu sur les hauteurs de Courcelles avec l'instruction d'opérer sa retraite en deux colonnes sur Lernes et le pont de Marchiennes; puis il établit Kléber en réserve sur le plateau de Jumel.

Par suite de cette résolution, ce fut dans les champs de Fleurus déjà célèbres par la victoire du maréchal de Luxembourg en 1690, que se livra cette bataille mémorable : l'intérêt d'une faction en exagéra dans le temps les trophées et les résultats; toutefois on ne saurait se dissimuler que si elle n'en eut pas de très-grands sur le champ de bataille même, elle ouvrit la brillante série de succès des armées françaises qui, sans cela, eussent été refoulées sur leur frontière.

Le prince de Cobourg se décide à attaquer.

Pendant que Jourdan arrêtait ainsi ses dispositions défensives, le prince de Cobourg méditait à loisir son plan d'attaque, et loin de songer à faire de grands efforts sur l'une des extrémités de la ligne de son adversaire, il forma au contraire cinq corps subdivisés en neuf colonnes qui, disposées sur un demi-cercle extérieur, devaient nécessairement présenter moins d'ensemble et de force que la ligne française (1).

(1) C'était dans le fait deux demi-cercles concentriques, celui de Jourdan étant interne avait le plus petit diamètre, et nécessairement plus de force que celui des Alliés, dont les extrémités ne pou-

Fautes qu'il commet.

Pour justifier la multiplicité de ces attaques, l'état-major autrichien annonça l'intention d'occuper les républicains en même temps sur tous les points. Depuis des siècles on s'accordait à reconnaître que l'art consistait à attaquer une partie du front ennemi avec la plus grande partie de ses forces; César, Végèce, Folard avaient développé divers moyens d'arriver à ce but; mais dans les premières guerres de la révolution, il semblait qu'on eût pris à tâche d'opérer contre toutes les règles; car il est évident que 80 mille hommes qui en attaquent 100 mille, mettent plus de chances en leur faveur en réduisant moitié de cette armée à l'inaction, qu'en cher-

---

vaient se soutenir ni même communiquer entre elles qu'en faisant le tour de la circonférence.

Cet ordre de bataille est absolument le même que celui de Leipzig; les Alliés firent ici des attaques concentriques comme Cobourg à Fleurus; mais elles réussirent en 1813, parce que les masses beaucoup plus nombreuses se liaient toutes entr'elles; que 250 mille hommes combattirent avec ensemble, en ligne circulaire sur une étendue de cinq à six lieues au plus, et que chaque colonne formant une masse assez forte pour n'avoir pas besoin de soutien, il n'y eut ainsi aucun point faible : enfin une supériorité de 100 mille hommes de vieilles troupes devait suffire pour assurer la victoire. Il n'en fut pas de même à Fleurus où la ligne de combat de Cobourg était de dix lieues pour 70 mille hommes : si les Alliés s'étaient étendus dans la même proportion à Leipzig, ils auraient formé un demi-cercle de trente-cinq lieues, et Napoléon à coup sûr n'aurait pas manqué de les accabler successivement.

chant à embrasser toute sa ligne de bataille.

Quoi qu'il en soit, le prince de Cobourg imbu des erreurs qui régnaient alors à l'état-major impérial, et que l'opinion publique a trop légèrement attribuées à Lascy, résolut au mépris des sévères leçons reçues dans la campagne précédente, d'aborder l'armée française sur tous les points.

Dispositions des Alliés.

Le corps de droite aux ordres du prince d'Orange et de Latour, devait se diviser en trois colonnes pour s'emparer de Fontaine-l'Evêque, de Traségnies et du bois de Monceaux; il était fort de 24 bataillons et 32 escadrons.

Le 2e, commandé par le général Quasdanowich, consistant en 14 bataillons et 16 escadrons, avait ordre de se porter par la grande route de Bruxelles sur Frasne, Mellet et Gosselies.

La 3e division, dirigée par le prince de Kaunitz, composée de 10 bataillons, 18 escadrons, avait pour instruction de pénétrer au centre par Mellet et Fleurus sur Heppignies (1).

L'archiduc Charles avec un détachement moins nombreux, devait se lier au précédent, et marcher sur Fleurus.

Le corps de gauche, sous Beaulieu, fort de 16 à 18 mille hommes, fut divisé en trois colonnes; la 1re, conduite par ce général même, re-

(1) Le corps de Kaunitz était, je crois, un peu plus fort, ou du moins, il avait en seconde ligne la réserve de l'armée.

monta la rive droite de la Sambre : celle du centre, dirigée par le général Zopf, se porta dans le bois de Lambusart; la droite, qui devait se lier à l'Archiduc, était confiée au général Schmertzing; toutes trois reçurent ordre de se porter sur Charleroi après leur réunion.

Au lieu de ces attaques décousues, le prince de Cobourg aurait dû concentrer ses efforts entre Lambusart et Thuméon; il eût ainsi paralysé la gauche de Jourdan, et couvert ses communications avec Louvain et Tirlemont; tandis qu'en portant ses masses sur la droite vers Traségnies ou Fontaine-l'Evêque, il risqua de perdre et le champ de bataille et sa ligne de retraite.

L'action s'engagea le 26 à la pointe du jour; chaque corps ayant livré pour ainsi dire un combat séparé, nous serons forcés de rendre compte successivement de leurs opérations à partir de la droite des Alliés.

Opérations du prince d'Orange.

La première colonne, conduite par le prince d'Orange en personne, s'empara d'abord du calvaire d'Anderlues, de Fontaine-l'Evêque, et s'avança contre le château de Vespe. Comme elle devait déboucher sur Rus, pour se lier aux deux autres colonnes du même corps, elle attaqua le général Daurier qui repoussa tous ses efforts avec courage et sang-froid. Vers dix heures, la gauche de la division Montaigu forcée de battre

en retraite devant la seconde colonne, s'étant réunie à ce général, rompit l'équilibre des forces sur ce point, et mit tout l'avantage du côté des républicains. Le prince d'Orange fit néanmoins plusieurs attaques de front assez vives, et manœuvra pour les prendre en flanc; tous ses efforts ayant été inutiles, il fit charger brusquement par sa cavalerie les troupes qui gardaient les batteries; mais elle fut repoussée par la mitraille, et le prince avec sa colonne épuisée se retira sur Forchies.

Latour chasse Montaigu sur Marchiennes.

Sur ces entrefaites, les deux autres divisions commandées par le général Latour avaient obtenu plus de succès (1). Franchir le Piéton, se former en bataille entre le bois de Gloriette et la cense de Mont-à-Goui, puis s'avancer par échelons vers Traségnies, en refusant leur gauche fut l'affaire de deux heures. Mais perdant ici un temps précieux, elles engagèrent une longue et vaine canonnade à la suite de laquelle leur première ligne gagna quelque terrain sur la brigade de droite du général Montaigu : celui-ci

(1) On a dit que ces deux colonnes étaient conduites par le prince de Waldeck; il est possible qu'il combattit sur ce point, mais il avait remplacé Mack en qualité de chef d'état-major général, et ne commandait pas de corps. Un général autrichien m'a assuré que ces colonnes étaient celles de Latour.

pour arrêter ces progrès, fit charger sa cavalerie, et reprit sa première position. Cependant la réserve de Latour étant accourue, culbute les escadrons français sur leur infanterie, et force Montaigu à la retraite. Le général autrichien s'empare alors de Forchies et du château de Lamarche, pousse ses troupes légères dans les bois de Monceaux, et dirige ses colonnes sur la cense Judousart.

Montaigu réuni à Daurier contient le prince d'Orange et Latour.

Montaigu se replie conformément à ses instructions vers dix heures sur Marchiennes, et la brigade Poncet se réunit, comme nous l'avons dit, à celle de Daurier, entre Rus et Landely.

A peine Kléber fut-il informé de ces événemens qu'il envoya un renfort à cette division; mais celui-ci, en débouchant de Courcelles, la trouva en pleine retraite, et se vit forcé d'en faire autant.

Latour, maître des bois de Monceaux, canonne déjà Marchiennes-au-Pont; encore un pas et il va se rendre maître de ce passage, quand la retraite de la 1re colonne et l'attitude de Kléber mettent un terme à ses progrès, et font changer en un clin-d'œil la face des affaires.

Kléber s'avance contre Latour et le repousse.

En effet, le général Jourdan inquiet du sort de sa division de gauche, avait ordonné à Kléber de s'avancer sur le Piéton. Il était midi lorsque ce général, pour soutenir la droite de Montaigu, fait placer de fortes batteries sur les hauteurs, et

porte Bernadotte vers Baymont avec quelques bataillons. Cette diversion sauve le poste important de Marchiennes. Après une canonnade assez vive, l'artillerie républicaine éteint le feu des Alliés; Kléber voyant que les Autrichiens marquaient de l'irrésolution, sans doute à cause de la retraite du prince d'Orange, saisit habilement cet instant pour opérer un effort; et tandis que le chef de brigade Bernadotte pénètre dans le bois de Monceaux, lui-même attaque leur gauche et la fait tourner vers deux heures par la brigade Duhesme, soutenue de deux régimens de cavalerie. Cette colonne de Latour, informée alors que les reconnaissances poussées sur Charleroi y avaient été accueillies à coups de canon, jugea qu'il était temps d'effectuer sa retraite sur Forchies, d'où elle se porta vers quatre heures à Haine-St.-Paul.

Attaque du centre des Impériaux.

Tandis que les trois attaques du 1[er] corps échouaient par défaut d'ensemble, le général Quasdanowich s'était emparé de Frasne, et se déployait en avant de la cense de Granchamp. Morlot, dans l'espoir de le prévenir, avait dirigé des troupes par Pont-à-Migneloup et Thuméon, afin de menacer ses flancs, pendant qu'il l'aborderait de front, mais ces manœuvres furent déjouées; Quasdanowich l'attaqua lui-même sur sa droite à Brumschaud, dont il le délogea aussi bien

que de Mellet. Il s'établit ensuite sur les hauteurs de ce village, d'où il canonna vivement le gros de la division française : ce moyen ne suffisant pas pour l'en chasser, il résolut de passer le Piéton et de tourner sa gauche, à l'aide d'une autre colonne qui la combattrait de front. Après une résistance honorable, le général Morlot s'apercevant que les Impériaux commençaient à gagner son flanc, se retira sur Gosselies; il fut poursuivi jusqu'au ruisseau, et déjà la colonne de Quasdanowich franchissait cette barrière, lorsque le prince de Cobourg, informé de la reddition de Charleroi, lui envoya l'ordre de se retirer sur Trois-Bras entre Frasne et Genape.

Opérations de la colonne de Kaunitz.

Le corps, aux ordres de Kaunitz, formant la 5e colonne, n'avait pas débuté avec moins de succès. Son avant-garde replia d'abord près de la ferme de Chessart, les avant-postes de Championnet dans les retranchemens d'Heppignies et de Wagné; ce qui facilita le déploiement du gros de la colonne vers St.-Fiacre, sans que les républicains y opposassent d'autre obstacle qu'une vive canonnade.

La position de Championnet était excellente; elle appuyait sa gauche à une grande redoute armée de 18 pièces de gros calibre qui commandait la plaine à droite d'Heppignies, entre Fleurus et Mellet. D'ailleurs elle était protégée par la

réserve de cavalerie et quatre batteries d'artillerie légère. Les Impériaux éprouvèrent donc la résistance la plus opiniâtre. Vers dix heures, le général Championnet chercha même à les faire tourner par une brigade de cavalerie du côté de Wagné; mais chargés par des forces supérieures, les escadrons français furent repoussés avec perte.

Il paraît que cette colonne se contenta ensuite de canonner durant plusieurs heures, car elle ne prit sérieusement l'offensive que sur l'avis des succès remportés par Beaulieu à Lambusart. Alors Kaunitz s'avança sous la protection du feu croisé de sa nombreuse artillerie dirigée contre les hauteurs retranchées d'Heppignies, et se prolongea à droite pour les tourner. Cette manœuvre, à laquelle les Autrichiens attribuèrent la prise immédiate de la grande redoute et du village, eût cependant encore été infructueuse, si au même moment Championnet n'eût reçu le faux avis de la retraite de Lefebvre, et n'eût craint de se compromettre par une plus longue résistance. Déjà la grande redoute était désarmée, et la division en pleine retraite sous la protection de la brigade Legrand qui tenait encore le cimetière, lorsque le général en chef arrêta ce mouvement rétrograde qui pouvait avoir des conséquences si funestes. Il amenait avec lui six bataillons et six escadrons

Elle repousse Championnet d'Heppignies.

Jourdan rétablit le combat.

de la division Kléber, qu'il forma sur-le-champ en colonnes serrées à la droite d'Heppignies, et ordonna à Championnet de marcher sur ce village au pas de charge.

Cette circonstance, qui fait honneur au coup-d'œil de Jourdan, devint décisive : les tirailleurs autrichiens s'étaient déjà emparés des haies et des jardins qui environnent Heppignies ; leur corps de bataille, s'avançant sur deux lignes avec plus d'aplomb que de vigueur, les en laissa chasser ; bientôt même le feu de la grande redoute et de l'artillerie légère porta la mort et le désordre dans ses rangs. Jourdan, saisissant l'à-propos, ordonne une charge de cavalerie ; Dubois plus ardent que sage enlève ses premiers escadrons, et se jette avec fureur sur l'ennemi : les autres le suivent sans aucun ordre, et forment ainsi une colonne profonde au choc de laquelle la première ligne autrichienne ne peut résister : elle est enfoncée, l'infanterie n'a que le temps de se former en carrés, et plus de 50 pièces de canon restent abandonnées ; mais cette colonne, résultat du hasard, se trouvant un peu en désordre, et n'étant point appuyée par une réserve, le prince de Lambesc l'assaillit à son tour avec les carabiniers et les cuirassiers impériaux, et parvient à reprendre son artillerie. Cette charge, qui eut lieu vers sept heures, fut le dernier ef-

fort des coalisés. Le prince de Cobourg depuis long-temps avait ordonné la retraite, et Kaunitz se mit alors en devoir de la couvrir.

Attaque de l'archiduc Charles avec la 6e colon.

De son côté, l'archiduc Charles avait attaqué en avant de Fleurus, les troupes légères de Lefebvre, et les avait obligées à se retirer sur les hauteurs retranchées occupées par sa division.

Le prince fit alors filer des troupes vers le centre et la gauche; mais leurs efforts furent également infructueux des deux côtés. Trois fois elles arrivèrent à demi-portée de fusil des retranchemens, trois fois elles se virent arrêtées par la mitraille et la mousqueterie (1); dès que ses colonnes s'ébranlaient, elles étaient chargées et poursuivies l'épée dans les reins par des escadrons qui débouchaient d'ouvertures ménagées dans les retranchemens.

Opérations de Beaulieu à la gauche des Alliés.

Cependant à l'extrême gauche des Impériaux, Beaulieu avait repoussé l'avant-garde de Marceau entre la cense de Fays et les villages de Wanserée et de Velaine; bientôt après, il s'empara de ce dernier village et des avenues du bois de ce nom; la droite de Marceau retirée dans les re-

(1) Cette attaque de l'Archiduc n'est pas mentionnée dans une relation que j'ai lue; cela ne fait rien au fond, puisqu'il est vrai qu'une colonne se présenta devant Fleurus, et que ses efforts se confondirent bientôt avec les autres attaques de Beaulieu, lorsque le général Lefebvre eut fait son mouvement à droite sur Lambusart.

tranchemens du bois de Copiaux, s'y défendit vaillamment jusqu'au moment où l'ennemi pénétrant par la tranchée qui conduit à la cense de la Maison rouge, la tourna et l'obligea de battre en retraite.

Marceau d'abord culbuté défend vigoureusement Lambusart.

Ce mouvement rétrograde du corps de Marceau, précipité par des charges de cavalerie, se fit en désordre sur Pont-à-Loup. Quelques bataillons se jetèrent dans les haies et les jardins de Lambusart, où bientôt ils furent soutenus par trois bataillons de la division Lefebvre, et autant de la division Hatry. Marceau se mit alors à la tête de cette poignée d'hommes, sans s'inquiéter du reste de son corps qui repassa la Sambre dans une horrible confusion.

Lefebvre manœuvre pour le soutenir.

Le général Lefebvre voyant son flanc droit sérieusement menacé par la retraite de Marceau, enjoignit aux troupes qui combattaient à Fleurus de se retirer par échelons dans les retranchemens du camp; après avoir détaché, comme on vient de le dire, trois bataillons au secours de Marceau, il établit un régiment de cavalerie et les grenadiers de sa division en potence, depuis le village jusqu'au bois, dans lequel on plaça quelques troupes et une batterie de 12 pièces.

Efforts de Beaulieu sur Lambusart.

Ces nouvelles dispositions se faisant au milieu d'une certaine confusion, le général Beaulieu profita du moment pour pousser sa cavalerie

jusqu'à la hauteur de Lambusart; mais, arrêté par la batterie dont on vient de parler, il fut obligé d'abriter ses troupes dans le vallon à droite du village; la cavalerie française s'étant ralliée sur ces entrefaites, essaya inutilement de reprendre ce poste.

Le village de Lambusart, devenu le point de mire de Beaulieu, fut alors chaudement attaqué. Convaincu que sa possession lui donnerait la facilité de tourner la droite de l'armée républicaine, il fit appuyer la colonne de Schmertzing à gauche pour la réunir aux deux autres, et tenter avec elles un effort décisif: il paraît même que quelques troupes de la 6e colonne soutinrent la droite de cette dernière.

Jourdan porte une brigade de réserve pour renforcer Lefebvre.

Ce mouvement des Autrichiens du centre vers leur gauche fut aperçu par le général Jourdan (1), qui détacha sur-le-champ une partie de la division Hatry au secours de Lefebvre. Beaulieu comptait tellement sur le succès, qu'il avait commencé par s'assurer des passages de la Sambre, et mis quelque tiédeur dans sa marche: cependant grace à la concentration de ses troupes, il parvint à enlever Lambusart.

(1) On sait qu'à cette bataille on fit le premier essai des aréostats, et qu'on en a attribué le gain aux signaux qu'ils donnèrent; mais nous savons de bonne part qu'il ne servirent à rien.

Celui-ci repousse Beaulieu.

Ce succès n'eut pas toutefois les suites que le général autrichien espérait; car, lorsqu'il voulut déboucher, il fut arrêté par le feu des bataillons de Marceau qui tinrent ferme dans les haies et les jardins : Beaulieu rebuté sur ce point, se contenta d'y laisser un fort cordon de tirailleurs, sous la protection d'une nombreuse artillerie, et d'une réserve de cavalerie et de grenadiers déployée en arrière du village : formant ensuite du surplus de ses troupes trois colonnes dans les intervalles desquelles il plaça son artillerie, il essaya de tourner Lambusart. Le général Lefebvre sans se déconcerter ne fit exécuter son feu que lorsque les colonnes ennemies se trouvèrent à demi-portée, afin d'y semer l'épouvante et la mort. Trois fois elles revinrent à la charge avec le même résultat; la dernière attaque fut la plus meurtrière, l'artillerie tirait si vivement de part et d'autre qu'on ne distinguait plus les coups; les obus enflammèrent les blés et les baraques du camp. Le général Lefebvre mit à profit cette circonstance pour dérober un mouvement à Beaulieu; il prescrivit à la seconde ligne de se former à sa droite en colonne d'attaque et de marcher sur Lambusart; pareil ordre fut donné aux corps qui formaient le crochet dont on a fait mention; ces derniers abordèrent le village par sa droite, tandis que les autres l'attaquaient de front : un tel

effort devait avoir des résultats d'autant plus certains que le surplus de la division Hatry s'avançait de Rausart pour prendre part à ce combat; cependant les Impériaux, quoique surpris par cette double attaque, firent une honorable résistance et n'abandonnèrent le poste qu'après l'avoir jonché de cadavres.

Pendant qu'on se disputait Lambusart avec tant d'opiniâtreté, Beaulieu avait poussé quelques coureurs le long de la Sambre jusqu'à Charleroi, qu'il croyait débloquer; mais, accueillis par le canon de la place, ils durent s'estimer heureux de sortir sains et saufs d'un si mauvais pas. Tel était l'état des choses, quand le général Beaulieu reçut l'ordre de se retirer vers six heures du soir sur Sombref et Gembloux.

Les Alliés instruits de la chute de Charleroi se retirent.

On voit, par cette relation, que la droite aux ordres de Marceau avait été culbutée de l'autre côté de la Sambre; que la gauche sous Montaigu avait quitté le champ de bataille et repassé presqu'entièrement cette rivière; qu'une partie du centre avait été forcée de prendre position en arrière de la ligne primitive; enfin, que les divisions Lefebvre, Championnet, Kléber et Daurier étaient les seules engagées avec vigueur sur le champ de bataille contre des colonnes qui avaient reçu l'ordre de se retirer.

On peut donc dire sans diminuer la gloire du vainqueur, que si les trois colonnes du prince

d'Orange, au lieu de se retirer sur Forchies et Anderlues, se fussent liées avec celle de Quasdanowich pour attaquer Gosselies et Jumet, tandis que Kaunitz, l'Archiduc et Beaulieu se seraient réunis contre Fleurus, la bataille eût été gagnée par les Alliés. Mais le prince de Cobourg, prêt à sacrifier 10 mille hommes pour sauver une bicoque, n'osa rien entreprendre pour assurer le succès d'une manoeuvre capable de réparer tous les échecs de la campagne : Charleroi pris, il crut qu'il n'avait rien de mieux à faire que d'ordonner la retraite, et se tint pour battu, quand la victoire paraissait encore indécise.

Suites de la bataille de Fleurus.

L'armée française, faute de munitions, resta dans ses positions retranchées; celle de Cobourg se retira d'abord sur Nivelles, l'aile droite aux ordres de Latour et du prince d'Orange vint ensuite à Rœulx, le centre à Mont-St.-Jean à l'entrée de la forêt de Soignies; la gauche sous Beaulieu vers Génape et Gembloux. La perte fut à-peu-près égale; on peut l'estimer de chaque côté à 4 ou 5 mille hommes hors de combat.

L'issue de la bataille de Fleurus, quoique moins décisive qu'on ne le répandit en France, laissa néanmoins peu d'espoir aux Alliés de se maintenir en Belgique : l'armée victorieuse menaça alors la ligne de la Meuse et la communication directe des Impériaux avec leur base du Rhin; il n'y avait qu'un mouvement combiné

du prince de Cobourg et du duc d'Yorck qui pût rétablir les affaires, et leur jonction même n'eût pas été sans inconvéniens, puisque Jourdan se trouvait en mesure de les prévenir à Namur. A la vérité la réunion des Alliés eût été favorisée par la direction excentrique qu'on donna quelques jours après à l'armée du Nord; mais cette chance était impossible à prévoir; et une telle manœuvre semblait d'ailleurs contraire au système pusillanime de leurs généraux.

Faux mouvement de l'armée du Nord sur Bruges.

Au moment où Cobourg partit de Tournay, Pichegru, après avoir mis Ypres en état de défense, s'était porté le 20 juin sur la Mindel. Clairfayt se retira sur Gand; le duc d'Yorck campa le 21 entre Oudenarde et Renaix, laissant une brigade à Tournay; le général Kray, posté depuis long-temps avec un corps d'observation à Orchies, vint camper à Maulde.

Les Français eurent alors l'intention de faire obliquer l'armée du Nord à droite pour passer l'Escaut à Oudenarde, isoler ainsi Clairfayt du duc d'Yorck, se lier ensuite à l'armée de Sambre-et-Meuse, et frapper, de concert avec elle, des coups décisifs. Ce projet, mieux conçu que tous les précédens, ne fut point exécuté. On en donne généralement l'honneur à Pichegru, quoique des militaires l'attribuent au général Reynier, d'autres au comité qui, dit-on, changea subitement d'avis. Nous ne saurions rien affirmer de

positif, si ce n'est que le gouvernement, saisissant sans examen toute occasion de porter des coups à l'Angleterre, imagina d'envoyer Lacombe-St.-Michel et l'amiral Vanstabel avec 16 mille hommes contre l'île de Walcheren, pour chercher à soulever les Provinces-Unies; et qu'en vue d'assurer la réussite de cette tentative, l'armée du Nord devait s'emparer de Nieuport et d'Ostende. Ce mouvement, aussi peu militaire que celui de Dumouriez sur la Hollande en 1793, paralysa 200 mille hommes victorieux, dont la réunion allait procurer des résultats bien plus importans; il eût même fait perdre le fruit de tous les succès antérieurs, si les Alliés, éclairés par l'expérience, avaient réuni leurs forces et rejeté Jourdan sur Maubeuge.

Déjà l'armée du Nord était arrivée à Norteghem, lorsqu'elle reçut, le 26 juin, l'ordre de ce fatal changement de direction : elle remonta donc sur Deynse le 30 juin, et arriva le lendemain à Bruges que Moreau occupait depuis deux jours; l'avant-garde entra à Ostende sans coup férir, comme l'on pouvait bien s'y attendre.

Les divisions de gauche, aux ordres de Moreau et de Michaud, furent destinées ensuite à garder la West-Flandre, et à faire le siége de Nieuport et de l'Ecluse; le centre et la droite étaient plus que suffisans pour observer le duc d'Yorck qui ne bougeati pas de Renaix. Clairfayt, réuni

ÉE DU

8, page 154.

NT.			TOTAL PAR DIVISION	EMPLACEMENT.
			10,405	en avant de Gand.

au corps de Moira, se trouvait en arrière de Gand. La position générale des Alliés suivait delà par deux corps de communication sur Tournay et Maulde, jusqu'à la rivière de Haine; le prince d'Orange était à Mons, le gros de l'armée autrichienne à Mont-St.-Jean; Beaulieu et Quasdanowich à l'extrême gauche entre Sombref et la Sambre.

Les généraux coalisés, sentant combien il leur serait difficile de conserver une ligne aussi dégarnie et aussi étendue, se réunirent le 1er juillet à Braine-la-Leud, et résolurent de la resserrer pour couvrir Bruxelles. Les Hanovriens, sous le général Walmoden formant la droite, devaient venir s'appuyer à Termonde; le duc d'Yorck, avec les Hessois et les Anglais, à Asche; Clairfayt à Bodeghem; le prince d'Orange eut ordre de marcher à Tubise près de Hall; l'armée principale resta au camp de Mont-St.-Jean, et Beaulieu conserva ses positions. De telles mesures apportaient peu de remède au mal; ce n'était pas en resserrant faiblement une ligne si étendue, ni en restant divisés, que l'on pouvait réparer dix défaites: le seul moyen d'y mettre un terme après la bataille de Fleurus, eût été de profiter de la marche de Pichegru sur Bruges, pour opérer une concentration de toutes les forces et accabler Jourdan.

Les Alliés voulant prendre une nouvelle ligne sont prévenus.

On remarquera d'ailleurs que ce projet ne fut point exactement suivi, et les mouvemens des Français en furent sans doute cause : il est assez singulier qu'une armée en présence de l'ennemi et pour ainsi dire engagée avec lui, arrête des projets dont l'exécution ne doit commencer que cinq jours après. Cette monstruosité militaire est encore un des inconvéniens attachés au système des divisions isolées et des lignes étendues; car il faut que le temps fixé pour l'exécution soit assez reculé, pour que tous les corps de l'armée puissent y concourir. Dans cet intervalle les opérations de l'ennemi dérangent toutes les combinaisons, et exposent les divisions disséminées à être surprises et battues partiellement.

Mouvement de Jourdan par sa gauche sur Mons.

Au moment même où les Alliés, par suite de ces projets, faisaient replier toutes leurs troupes répandues dans la forêt de Mormal et devant Maubeuge, Jourdan, renforcé par la majeure partie des détachemens qui étaient restés au centre depuis Guise jusqu'à Thuin, se mettait en marche ; malheureusement, au lieu de diriger ses efforts sur le point principal par sa droite, il porta une grande partie de ses forces à Mons sur sa gauche, où il supposait que Pichegru viendrait bientôt se joindre à lui.

Ce mouvement concentrique n'était point une faute de la part de Jourdan, qui ne recevait du

comité que des directions insuffisantes; c'était au gouvernement à sentir l'importance de la victoire de Fleurus, et à diriger sur-le-champ l'armée du Nord vers Ath, tandis que Jourdan continuerait à manœuvrer par la droite en accablant Beaulieu vers Namur.

Ainsi, dès que le plan général d'opérations n'assignait pas aux masses une bonne direction primitive, les mouvemens partiels des armées devaient s'en ressentir; et le comité, aveuglé par ses projets sur les côtes, prescrivait à Jourdan de s'étendre par la gauche et de s'établir parallèlement aux Alliés entre Mons et Bruxelles : résolution bizarre et contraire à tout principe de stratégie.

Tandis que les quatre divisions du centre et de droite s'avançaient vers Marbaix ou Sombref, observant Gembloux et la route de Namur, le général Kléber marcha le 1er juillet sur Mons avec sa division commandée par Duhesme, celles de Montaigu et de Muller commandées par Schérer, enfin la réserve de cavalerie et la division Lefebvre. Le prince de Waldeck et Latour qui tenaient Rœulx en forces, paraissant disposés à faire bonne contenance, Kléber ordonna l'attaque. Duhesme, soutenu de la réserve de cavalerie, eut ordre d'assaillir de front les hauteurs de Braquignies; Montaigu et Schérer se portèrent sur le bois d'Havré, et Ferrand dut marcher sur

Mons avec les troupes du camp de Maubeuge. Le combat fut assez vif; mais les généraux autrichiens, voyant leur avant-garde sous Davidowich forcée à Braquignies par Duhesme, et leur gauche déjà débordée par Dubois, se retirèrent en toute hâte sur Braine-le-Comte, abandonnant deux pièces de canon et quelques centaines de prisonniers.

De leur côté, Montaigu et Schérer, après avoir nettoyé le bois d'Havré, enlevèrent le mont Palisel. En même temps le général Ferrand entra dans Mons sans éprouver la moindre résistance. Kléber y ayant réuni toutes ses troupes, le prince d'Orange se retira en bon ordre par Soignies sur Hall.

Après ce succès, Schérer et Ferrand se rabattirent sur les quatre forteresses conquises par les Autrichiens, pour en former l'investissement de concert avec le général Osten, détaché de l'armée de Pichegru dans le même but: l'armée de Sambre-et-Meuse continua sa marche.

Combats de Sombref et Braine-la-Leud.

Pendant que les Français employaient des forces si imposantes pour chasser de Mons, un corps qu'on aurait dû chercher à y attirer afin de rendre sa perte plus certaine, des combats journaliers mais peu importans, eurent lieu entre les avant-gardes de la droite et les postes des Alliés. Beaulieu et Quasdanowich, campés vers Gembloux et tenant Sombref, défendaient les

routes de Namur contre les tentatives réitérées de la droite de l'armée de Sambre-et-Meuse. C'était contre eux qu'il aurait fallu diriger cinq divisions ; et non contre le prince d'Orange : mais alors Jourdan était contrarié par de nouveaux ordres du comité de salut public qui, non content d'ordonner un faux mouvement à l'armée du Nord, prescrivit à ce général de la renforcer de 16 mille hommes : cette disposition, dont il fallut démontrer toute l'absurdité aux commissaires conventionnels, le tint probablement en suspens quelques jours. Quoi qu'il en soit, lorsqu'il apprit l'évacuation de Gand et de Tournay, et l'intention de Pichegru de se rapprocher de la Dender, il dirigea les divisions Kléber et Lefebvre, soutenues de la cavalerie du général Dubois, sur Nivelles, et fit des démonstrations plus sérieuses sur ce point.

Retraite des Alliés sur Corbaix et Bruxelles.

Le prince de Cobourg sentit enfin qu'il était de son devoir de sauver ses communications, il quitta le 6 juillet le camp de Mont-St.-Jean, et marcha à Corbaix pour se rapprocher de Beaulieu et de la Meuse. Le prince d'Orange abandonnant Hall vint le remplacer dans ce camp, et y fut attaqué en arrivant. On se battit le même jour encore sur plusieurs autres points ; mais les Français marchant toujours sur des rayons divergens, ne formèrent pas moins de sept à huit

colonnes : la première à gauche, se porta sur Braine-le-Comte ; la division Lefebvre et la réserve de cavalerie sur Nivelles. Morlot marcha sur la route de Genape à Bruxelles, Championnet sur Marbaix ; Hatry et Mayer prirent la direction de Sombref.

Combat de Mont-St.-Jean. 6 juillet.

L'arrière-garde autrichienne, inquiétée par la cavalerie du général Dubois et par la division Lefebvre, fut repoussée de Nivelles, Beaulers et Lillois. Arrivée près de Mont-St.-Jean et Braine-la-Leud, elle s'y réunit au corps du prince d'Orange qui, de concert avec elle, déjoua les tentatives du général Dubois, bien que la division Morlot, débouchant contre la gauche des Alliés, secondât les efforts de la réserve de cavalerie. Mais la colonne de Lefebvre étant arrivée sur ces entrefaites, les républicains redoublèrent d'efforts, chassèrent l'ennemi de sa position, et le reconduisirent jusqu'à Waterloo, où il arriva à la chute du jour. La perte des Alliés fut assez grande ; le prince de Hesse-Philipstadt perdit la vie dans une charge contre le général Dubois.

L'aile droite, composée des divisions Hatry et Mayer, repoussa les postes que Beaulieu avait conservés à Balatre et Boignée, pour ainsi dire sur le champ de bataille de Fleurus : quant à la division Championnet, elle eut de la peine à se soutenir à Marbaix.

On fit encore ce jour-là l'opposé de ce qu'on aurait dû; car il était inutile de courir sur la gauche et de suivre l'arrière-garde autrichienne à Braine-la-Leud; toute l'armée eût bien mieux opéré en se dirigeant à droite sur Gembloux, afin d'accabler Beaulieu; manœuvre qui eût mis les Alliés dans la nécessité de se faire jour pour regagner la Meuse, et dont le résultat eût été infaillible, si Pichegru, au lieu d'avoir ses forces éparses dans la Flandre maritime, était venu appuyer Jourdan, et prendre part à ces entreprises importantes.

Le 7 juillet, le combat se renouvela sur tout le front avec plus de succès, quoiqu'on négligeât toujours de renforcer le point décisif: Beaulieu, menacé d'être débordé par sa gauche et coupé de Namur, céda enfin Sombref aux généraux Hatry et Mayer à la suite d'un combat très-vif; il se retira d'abord sur Gembloux, puis sur Hotomont. Le prince d'Orange, battu à Mont-St.-Jean, se replia par la forêt de Soignies sur Bruxelles. Après cette affaire, la grande armée de Cobourg quitta son camp de Corbeck pour prendre position entre Louvain et Judoigne; son quartier-général fut établi, le 9 juillet à Tirlemont.

Nouveaux combats à la droite.

7 juillet.

A l'instant où ces événemens dérangeaient le plan concerté par les généraux alliés pour resserrer leur ligne de défense, le duc d'Yorck avait exécuté, suivant ses instructions, le mou-

vement convenu, et s'était porté, le 3 juillet, à Grammont sur la Dender, le 4 à Ninove, et le 6 à Asche : Clairfayt, parti de Gand par suite du même plan, s'était porté à Alost.

Positions des Alliés derrière la Dyle.

Les mouvemens rétrogrades des Impériaux rendant les dispositions arrêtées à Braine-la-Leud inexécutables, on résolut de prendre une ligne de défense derrière la Dyle. Cobourg à cet effet se porta le 9 à Louvain et Tirlemont, comme nous l'avons déjà dit : le prince d'Orange évacuant Bruxelles, se dirigea sur Rymenam avec les troupes hollandaises seulement; le général Kray s'établit en intermédiaire entre lui et les Autrichiens. Le duc d'Yorck ayant appris le 7 la défaite du prince d'Orange à Mont-St.-Jean, partit la même nuit d'Asche et marcha à Semps; il passa la Dyle le lendemain et traversa Malines pour venir camper à Conticq, Lendt et Lier. Clairfayt continuant à filer par sa gauche se réunit peu après à l'armée autrichienne à Tirlemont.

Réunion des Français à Bruxelles.

De son côté, l'armée du Nord quitta Gand le 9 juillet et s'avança à Erembodeghem, près d'Alost; ses partis entrèrent dans Bruxelles où l'avant-garde de Lefebvre avait rejeté l'ennemi en nettoyant la forêt de Soignies.

Ainsi s'effectua la jonction si désirable des deux armées républicaines.

Le 10, deux divisions de l'aile gauche de l'ar

2e LIGNE.

Brigades.

D. Dundas.	»	...is.
	»	
	»	
Wyse.	»	
	»	
	»	
Balfourt.	1	...ad.
	1	
	1	
Graham.	1	...ers
	1	
	1	
Fox.	1	dragons.
	1	

hessois.

mée de Sambre-et-Meuse prirent possession de la capitale de la Belgique. Pichegru aussi pressé de s'attribuer cette conquête, qu'à rendre compte des succès de Hoche sous Landau, y avait précédé Jourdan, afin d'y établir son quartier-général.

Le 11 juillet, l'armée du Nord venant d'Asche, campa derrière le canal de Wilworde à la gauche de Bruxelles. Jourdan s'établit à Nivelles, et les deux armées se trouvèrent réunies en ligne, la gauche à Wilworde, le centre à Bruxelles, et la droite vers Namur.

Le comité leur prescrit de s'arrêter sur la Meuse.

Cette jonction tardive de forces si imposantes faisait néanmoins présager de grands événemens. Bien qu'il fût déjà trop tard pour gagner les communications de l'armée impériale, dont la retraite était assurée par Tirlemont sur Liége, on pouvait encore se promettre de grands succès : il ne s'agissait que de profiter de la séparation des Alliés, et de leur retraite divergente, pour accabler successivement leurs corps d'armées dès-lors beaucoup trop faibles pour résister à une masse victorieuse depuis trois mois. Un système opposé prévalut, et au grand étonnement de tous les militaires, le comité de salut public par une circonspection poussée jusqu'à la pusillanimité, ordonna de suspendre la poursuite jusqu'à la reddition des quatre places françaises

conquises par les Alliés; enjoignant aux généraux Pichegru et Jourdan de former une ligne d'Anvers à Namur pour en protéger le siége. On affirme toutefois qu'avant de connaître cette résolution, les représentans avaient décidé à Bruxelles que Pichegru prendrait le commandement des deux armées : mais celui-ci n'ayant fait aucune disposition convenable, les représentans de l'armée de Sambre-et-Meuse résolurent de concert avec Jourdan, de marcher sur Louvain et Tirlemont, pour suivre la grande armée impériale dans sa retraite. Pichegru, moins actif que les commissaires de la Convention, eut même de la peine à se décider pendant cet intervalle à occuper l'armée du duc d'Yorck vers Malines, afin de l'empêcher de se lier avec celle de Cobourg, et ce fut au général Reynier que l'on dut cette détermination.

La désunion s'accroît parmi les Alliés.

La série de revers bien mérités que les Alliés venaient d'éprouver, accrut la mésintelligence qui régnait déjà entre leurs généraux, en fournissant ample matière à commentaires sur leurs opérations réciproques, et une preuve de la divergence de leurs intérêts.

Les Anglais et le prince d'Orange ne voulaient que couvrir la Hollande; et les Autrichiens au contraire ne songeaient qu'à se rapprocher de Cologne et de Coblentz, nœuds de leurs communications avec l'Allemagne. Ils semblaient ré-

signés au sacrifice des Pays-Bas, qui leur avaient déjà coûté tant d'hommes; et qui, dans le fait, présentaient une ligne d'opérations toute à l'avantage des Français.

Dangers de leurs nouvelles positions.

Mais les Anglais et leurs Alliés ne réfléchirent pas qu'une position défensive est un triste gage de sécurité, quand elle est trop étendue, ou qu'une de ses parties est pour ainsi dire adossée à la mer. Ils ne furent point pénétrés de cette vérité, que le seul moyen d'empêcher les Français de s'aventurer dans les inondations et les marais du Brabant hollandais, était de conserver une masse formidable au confluent de la Meuse et de la Sambre, afin de menacer leur ligne par sa droite, et de les refouler successivement à la mer, s'ils ne renonçaient pas au double projet de faire face à la Meuse et de courir en Hollande. Loin de saisir l'avantage d'une retraite en masse vers Namur, on la fit excentrique, et la perte des Provinces-Unies en fut le résultat.

Le duc d'Yorck, renforcé par le corps du prince d'Orange, garda près de 50 mille combattans, pour couvrir le Brabant hollandais. (*Voyez le Tableau*); et Clairfayt rejoignit l'armée impériale à Louvain.

La nouvelle position des deux armées alliées ne valait guères mieux qu'un cordon défensif, attendu qu'elle n'était susceptible de résister à aucune attaque sérieuse contre le centre ou l'une

de ses extrémités (1). Elle commençait vers Anvers, suivait la Dyle par Malines, remontait par Louvain et Tirlemont, jusques vers Namur que Beaulieu couvrait. Ce cordon n'avait pas moins de trente lieues, et les troupes y étaient réparties en dix corps. On peut juger de ce qu'elles fussent devenues, si Pichegru et Jourdan avaient accablé le prince de Cobourg à Louvain avec 150 mille hommes; et qu'après avoir rejeté ses débris sur Maëstricht, ils eussent fait passer la Nèthe entre Lier et Herrenthals, à 90 mille républicains : l'armée d'Yorck eût été infailliblement accablée à Anvers; car on ne rembarque pas facilement 40 mille hommes, lorsque cette opération n'est point préparée, et que l'on n'a aucune flotte sous la main.

La position particulière du duc d'Yorck, ne valait guère mieux que la position générale des Alliés : il avait en trois camps, sa gauche à Lier, la droite à Conticq, et le corps de Moira isolé à Waerlos; les Hessois gardaient Malines; enfin les Hollandais, bien plus exposés encore, devaient s'établir à Rymenam derrière la Dyle, et défendre le passage du canal de Louvain, par une chaîne de postes aussi illusoire que dangereuse.

---

(1) La droite appuyée à la mer, n'offrait de chance favorable d'attaque, que par suite de succès déjà remportés au centre; mais alors elle eût pu être bien compromise.

Malgré la faute que les Français commirent en séparant leurs armées, et ne donnant aucun grand but à leurs mouvemens à la suite de cette séparation; les affaires des coalisés prirent la tournure que méritaient leurs dispositions. L'armée du Nord passa la Senne et le canal de Wilworde le 13 juillet, et se dirigea sur Malines (1). La division Lemaire reçut ordre de se porter à droite, par Ockerzèle, sur les bois de Leysbetter et Hosterlembeck : celle du général Bonnaud devait marcher par Perck et Campenhout, sur Perperingen : le général Despeaux se dirigea par Ellewyt et les bois sur Coffendis, vis-à-vis de Bortmerbecke; Macdonald, Dewinter et Daendels à l'extrême gauche, prirent les directions de Hombeck et Halvegalge. Passage du canal de Malines.

Toutes ces forces étaient commandées par Souham. Le 15 juillet au matin, elles attaquèrent les Hollandais qui gardaient le canal de Louvain, depuis Wespelaer jusqu'aux environs de Muysen. Les ordres donnés ne furent pas exactement suivis : la division Lemaire, au lieu de quitter la grande route pour prendre la droite de la ligne et attaquer l'aile gauche de l'ennemi, trouva plus 15 juillet.

(1) L'armée avait eu une nouvelle organisation. Le général Lemaire, récemment arrivé, prit le commandement d'une division. La formation des demi-brigades n'était pas entièrement achevée.

commode de suivre la chaussée jusqu'au pont du canal, ce qui arrêta la marche, et changea toutes les dispositions. Cependant, soit que les Hollandais jugeassent leur position aventurée, tandis que les Anglais étaient campés tranquillement à six lieues plus loin; soit qu'ils eussent peur de la masse qui les attaquait et de l'audace des troupes françaises; ils se retirèrent avec précipitation derrière la Nèthe jusqu'auprès de Nylen.

Le général Dalwig, qui commandait les Hessois à Malines, quoique tourné par sa gauche, fit une retraite honorable par le pont de Waelheim. Il aurait dû être coupé et enlevé, si le général français avait su profiter de sa supériorité. Dans le fait, si Pichegru avait connu la position de l'ennemi, il eût mieux opéré en faisant passer sa gauche à Battel, et sa droite vers Muysen; car, en suivant cette direction, il eût prévenu les Hessois à Waelheim, et empêché les Hollandais isolés d'Yorck, de regagner Lier et la Nèthe.

L'armée française prit position vers Malines. Dalwig, réuni à Moira, garda le passage de la Nèthe; les Hollandais le couvrirent vers Bevel: les Anglais restèrent à Conticq. Cette ligne, comme on le voit, était trop étendue pour résister à une attaque bien combinée.

Pichegru ne profite pas de ce succès.

Les 16 et 17 juillet, l'avant-garde de Jardon tenta inutilement de passer la Nèthe vers Walheim et Rosendael. En jetant un coup-d'œil sur

la carte, on verra que les Français étant maîtres de Malines le 15, le duc d'Yorck courait de grands risques; et que Pichegru, en marchant lui-même vers Lier, aurait pu attaquer cette ville le 16 au matin, culbuter la gauche et se former de Moutril à Lier, pour mettre les Anglais entre la masse de ses forces et l'Escaut, sans leur laisser la moindre voie de salut. Supposé que la moitié du corps du duc d'Yorck, campée à Conticq, eût pu se sauver à Anvers; jamais Moira ni Dalwig, dispersés à Waerlos, Dufel et Waelheim n'eussent échappé.

Au lieu de cette manœuvre si simple, on s'amusa à tirailler et à canonner toute la journée, sur le front des Hessois. Ensuite on resta huit jours dans une inaction complète, sous prétexte d'organiser le service des vivres; comme si ce motif pouvait être de quelque poids, dans le pays le plus fertile de l'Europe.

La faute de Pichegru fut aggravée par la retraite singulière que le corps hollandais fit inopinément le 17 juillet, de Nylen sur la petite Nèthe, d'où il vint ensuite jusqu'à Osterwick sous Breda, laissant les Anglais en l'air dans les postes indiqués. Si le général républicain avait su profiter de cette retraite prématurée, il les eût sans doute coupés et accablés : pour y réussir, il suffisait d'exécuter un mouvement rapide le 18; mais,

loin de concentrer son armée sous Dufel et Lier, il l'étendit par sa droite, le 20 juillet, depuis Waelheim jusqu'à Wechter, dans la direction d'Aerschot (1); elle ne quitta la ligne de la Dyle, que le 23, pour se diriger entre Lier et Heistopdenberg, sur l'avis que le duc d'Yorck était parti le 22 pour se retirer par Anvers, dont on trouva la citadelle même évacuée.

Opérations de Jourdan sur Louvain et Liége.

Il en était tout autrement du côté de l'armée de Sambre-et-Meuse; le 15 juillet, jour même où Pichegru s'empara de Malines, Jourdan marcha avec le centre sur Judoigne, et Kléber, avec trois divisions de l'aile gauche, se porta sur Louvain. Ces attaques avaient été précédées par la marche de l'aile droite aux ordres d'Hatry sur Namur. Beaulieu ayant été nommé chef de l'état-major général, l'aile gauche des Autrichiens fut dès-lors commandée par le comte de Latour qui jeta 400 hommes dans le château de Namur, et fit évacuer la ville, déjà démantelée. Hatry, après plusieurs pourparlers, s'en rendit maître, et fit la garnison prisonnière.

15 juillet.

L'attaque sur Louvain n'eut pas moins de succès : l'avant-garde de Cobourg y occupait la

(1) La division Bonnaud, placée à Wechter, près de Louvain; celle de Despeaux à Rymenam; Lemaire s'avance sur Putte, Souham sur Dufel et Liers.

fameuse position de la Montagne de Fer, où elle était soutenue par l'aile droite. Après un engagement des plus vifs, la position fut forcée : l'ennemi se reploya sur Tirlemont, où le gros de l'armée impériale était resté tranquille durant tous ces combats.

Cobourg se retire derrière la Meuse.

Alors, Cobourg, menacé par la droite de Jourdan qui, de Namur, pouvait le prévenir à Liége ; décidé d'ailleurs à se séparer de l'armée combinée anglo-hollandaise; prit le parti de repasser la Meuse à Maëstricht, Reckem et Stockem. Le corps de Latour couvrit ce mouvement, et passa la rivière à Liége et Viset.

Jourdan le suivit, et s'empara le 27 juillet de ces deux villes, ainsi que de Tongres. Les habitans de Liége accueillirent les Français, et s'armèrent contre les Autrichiens; mais ceux-ci, occupant les hauteurs retranchées de la Chartreuse, défendirent avec opiniâtreté le pont de la Meuse, et jetèrent des obus dans plusieurs quartiers, durant trois jours. Jourdan, pour faire cesser le feu, menaça d'incendier les propriétés des généraux belges au service de l'Empereur, et mit ainsi un terme à des ravages inutiles.

Long séjour des armées.

Les armées prirent alors des positions, qu'elles conservèrent long-temps. Les Autrichiens gardaient la Meuse ; leur extrême droite vers Ruremonde ; le centre à Maëstricht ; la gauche à la

Chartreuse de Liége, et sur l'Ayvaille. Les Anglais réunis aux Hollandais, campaient derrière Breda et Osterwick; ayant un corps à Eindhoven, pour conserver des communications avec l'armée impériale.

Les armées françaises attendirent de leur côté, la prise des quatre places occupées par les Alliés sur la frontière du Nord. Elles appuyèrent leur gauche à Anvers, leur droite à Liége, et se couvrirent de retranchemens : un corps intermédiaire fut établi au centre, à Diest.

Le général Schérer s'étant dirigé sur Landrecies après le combat de Mons, avec les divisions Favreau et Jacob, fit mine d'ouvrir la tranchée le 15 juillet, et décida la place à capituler.

Les meneurs du comité, se flattant sans doute que la reddition des autres places serait beaucoup plus prompte, d'après l'exemple que venait de donner Landrecies, prescrivirent aux généraux en chef de ne pas avancer un pas de plus avant leur réduction; bien que le meilleur moyen d'en couvrir le siége fût de chasser les armées impériales jusqu'au-delà du Rhin.

Cependant l'armée du Nord avait détaché, de son côté, la belle division du général Moreau, dans la Flandre maritime. Après la prise de Nieuport qui se rendit à lui le 18 juillet, on résolut le siége de l'Ecluse; mais, pour l'investir, il fallait

occuper l'île de Cadzant; opération sujette à de grands obstacles, vu qu'on ne pouvait arriver dans cette île qu'en établissant des ponts, ou bien par une digue étroite, élevée au milieu des inondations et défendue par une batterie de 14 pièces de canon. Mais le général Moreau n'avait point de pontons, et ses ressources se bornaient à quelques batelets. L'audace des soldats suppléa à tout : les uns se jetèrent à la nage, les autres dans des nacelles; et malgré le feu de l'ennemi, ils abordèrent dans l'île, y firent 200 prisonniers, et s'emparèrent d'un grand nombre de batteries de côte.

Cette expédition, honorable sans doute pour les troupes qui l'exécutèrent, et le général qui les conduisit, n'était cependant qu'un accessoire, auquel il était bien inutile d'employer près de 15 mille hommes. N'eût-il pas beaucoup mieux valu les diriger sur la Meuse, et combiner leurs efforts avec ceux de l'armée du Nord?

Le succès de Moreau fut le dernier que les armées républicaines obtinrent sous l'odieux gouvernement des Jacobins. Une victoire plus importante pour la patrie, avait été remportée à la même époque par la Convention, sur les meneurs qui l'opprimaient depuis un an. Robespierre avait reçu, le 10 thermidor, le juste châtiment de ses crimes; mais avant de transporter

nos lecteurs au sein de l'assemblée, il est nécessaire de suivre notre marche ordinaire, et de rapporter les opérations des autres armées au début de la campagne, en suivant la ligne des frontières de la république; nous commencerons donc par celle du Rhin.

CHAPITRE XXXII.

Opérations entre le Rhin et la Sarre. — Mœllendorff, au lieu de marcher sur la Sambre, profite du départ de Jourdan pour prendre l'offensive dans le Palatinat. — Combats de Kayserslautern, de Rehute et de Weistheim.

Nous avons fait connaître au commencement de cette campagne la situation politique de la Prusse, et l'influence qu'elle exerça sur les premières opérations militaires dans la vallée du Rhin : on y a vu les hésitations du cabinet de Berlin, et la manière dont ses scrupules furent levés par le traité de La Haye. Cette convention stipulant la marche de l'armée prussienne sur la Sambre, aurait entièrement changé la face des affaires dans le Palatinat si elle avait reçu son exécution.

Toutefois on ne peut se dissimuler qu'en offrant quelques avantages, ce projet ne présentât aussi beaucoup de difficultés. Calqué en quelque sorte sur le plan d'Eugène et de Marlborough, il tendait à faire l'effort par l'extrême droite sur la ligne de la Picardie, en négligeant les Ardennes, et gardant la défensive à la gauche sur le Rhin.

Peut-être eût-il été plus convenable en principe de faire partir deux masses de Luxembourg et de Mayence concentriquement sur la Haute-Meuse et la Marne, pour tourner les obstacles principaux de la double ligne des places. Mais, puisque les Impériaux se trouvaient déjà maîtres de Valenciennes, Condé et le Quesnoy, il était naturel de les diriger par Guise, et l'armée prussienne par Mézières sur Laon; point de jonction aussi convenable sous les rapports de l'art que sous ceux de la politique.

A la vérité un bon plan n'assure pas toujours des succès, quand l'ennemi prend de son côté de justes mesures pour le déjouer; et tout porte à croire que Carnot, saisissant l'importance de ce mouvement, eût laissé la garde des places de l'Est à de petites garnisons, et tiré toutes les forces disponibles du Rhin et de la Moselle, pour amener dans la vallée de l'Oise un renfort supérieur même à l'armée de Mœllendorff.

Ce serait se jeter dans le champ des conjectures que de vouloir analyser les chances dérivant d'une pareille opération. Il suffit de savoir qu'elle n'eut point lieu. Les vues secrètes du cabinet prussien, ou les conceptions particulières de son général, renversèrent le plan de Mack; et on connaît la réponse faite par le maréchal Mœllendorff à la lettre du prince de Cobourg qui lui en proposait l'exécution.

L'armée prussienne décidée à rester sur le Rhin, reçut bientôt assez de recrues pour compléter ses cadres. A l'époque du 10 mai, elle consistait en 60 bataillons et 85 escadrons, dont la force totale, y compris les Saxons, s'élevait à 62 mille hommes.

La première ligne de ses cantonnemens s'étendait depuis le Rhin jusqu'aux sources de la Nahe; le reste était groupé autour de Mayence. L'armée impériale cantonnait sur la rive droite avec un débouché assuré par la tête de pont de Manheim, mise par les Autrichiens dans un état respectable de défense.

Situation des partis après le départ de Jourdan.

L'armée de la Moselle aux ordres de Jourdan, se rassemblait alors sur la Chiers; quoiqu'il fût un peu tard pour la devancer sur la Sambre, peut-être eût-il été encore convenable de l'attaquer, afin de mettre des entraves à sa jonction avec celle du Nord. Au surplus si son mouvement exécuté sans obstacle, assura aux républicains la supériorité sur la ligne décisive de la Meuse, il ouvrit en revanche aux coalisés des chances favorables sur la Moselle.

En effet, après le départ du général Jourdan, il ne resta entre Kayserslautern et Thionville que deux divisions trop éloignées pour se prêter un mutuel appui. Les Français devaient tenir la défensive sur cette ligne, jusqu'à ce que les événe-

mens militaires se déroulassent sur la frontière du Nord. Le comité de salut public, dont la sollicitude se tournait vers la Flandre, craignit cependant de laisser la ligne des Vosges en butte aux coups de l'ennemi, et tira pour la renforcer une division de bonnes troupes de l'armée des Alpes, où les opérations se réduisaient pour le moment à une guerre de postes insignifiante. Il y dirigea en même temps quelques nouvelles levées disponibles dans l'intérieur, et 2 à 3 mille recrues pour la cavalerie. On peut toutefois lui reprocher comme une faute grave, de n'avoir pas aussi tiré du Haut-Rhin les troupes entassées inutilement dans les places; et le général en chef fut puni pour n'avoir pas réparé de lui-même cet oubli du gouvernement.

L'armée du Rhin, après avoir renforcé celle de la Moselle, comptait encore 36 mille combattans : elle avait passé des mains de Pichegru à celles du général Michaud; Desaix commandait la droite le long du Rhin : le centre, composé des divisions Ferino et Vachot, tenait la plaine entre le fleuve et le pied des Vosges; Meynier, avec la gauche, défendait les gorges et le versant occidental de la chaîne.

L'armée de la Moselle, aux ordres du général Moreau, resta divisée en deux corps; l'un d'environ 20 mille hommes, gardait Kayserslautern, Landsthul et Cussel; l'autre d'environ 10 mille,

observait Trèves et Luxembourg par des camps établis entre Sarre et Moselle ou en avant de Thionville et de Longwy.

Les garnisons du Haut-Rhin, toujours tenues au complet, ne montaient pas à moins de 50 mille combattans.

Vers la même époque, les forces des Alliés furent distribuées à-peu-près comme il suit :

1° Le corps de Kalkreuth, à droite vers Lichtenberg et Cussel, poussant des postes vers St.-Wendel et Ottweiler ;

2° L'armée principale saxo-prussienne, entre Alzey et Kircheimpoland.

3° Le corps autrichien du prince de Hohenlohe-Kirchberg, fort de 15 mille hommes, aux environs de Manheim.

L'armée combinée des Autrichiens, des cercles, et des émigrés, aux ordres du duc de Saxe-Teschen, bordait la rive droite du Rhin depuis Mayence jusqu'à Bâle : elle fournissait des garnisons à Manheim, Philipsbourg et Kehl ; le corps de Condé était au centre vers Rastadt. Les forces actives en campagne s'élevaient ainsi à environ 70 mille hommes, indépendamment du cordon qui en employait près de 50 mille.

La droite de Kalkreuth se liait par Mertzig aux corps autrichiens des généraux Mélas et Blankenstein qui, après la marche de Beaulieu

vers Namur, restèrent sur la Moselle, afin de couvrir Trèves et Luxembourg.

Opérations des Prussiens.

Le maréchal Mœllendorff, loin de partir pour la Sambre comme Haugwitz l'avait promis, ne jugea pas même convenable de prendre cette route lorsqu'il fut informé de la marche de Jourdan. Préférant le succès passager mais certain d'une expédition sur la Sarre, il revint au projet favori du colonel Massenbach, qui consistait à s'emparer de Kayserslautern, et à s'avancer ensuite jusques sur Sarrelouis pour en faire le siége.

Dans les circonstances où se trouvaient alors les deux partis, on ne saurait nier que cette entreprise ne fût avantageuse; car le départ de quatre divisions de l'armée de la Moselle pour la Belgique, laissait dans les Vosges une lacune dont il était sage de profiter. Toutefois en approuvant la résolution de Mœllendorff, on est obligé de convenir qu'il prit de singulières dispositions pour l'exécuter. Les Alliés n'ayant que trois places à garder, et pouvant abandonner à 20 mille hommes la surveillance des montagnes noires et du Haut-Rhin, eussent aisément réuni 80 mille hommes vers Landau et Kayserslautern, afin d'accabler les 60 mille Français qui tenaient, sur une étendue de 30 lieues, les lignes de la Sarre, de la Lautern et du Speyerbach. Mais le maréchal prussien n'aspirait pas à de semblables

résultats, et tous ses efforts aboutirent à combiner la marche de huit ou dix détachemens pour déloger une faible division du poste de Morlautern et des gorges, et s'avancer ensuite parallèlement sur toute la ligne.

A cet effet, une instruction de dix pages fut adressée aux différentes colonnes qui devaient concourir à ce projet : on en multiplia tellement le nombre, qu'on se fût exposé à un sanglant revers, si les généraux de la république n'eussent attendu eux-mêmes, dans une méchante position, le coup qu'on allait leur porter. Frédéric eût été indigné de voir des généraux sortis de son école, faire tant de phrases pour de semblables combinaisons, tandis qu'ils avaient si beau jeu d'accabler les républicains et de les rejeter sur la Moselle.

Les Alliés crurent faire assez, en attirant 15 mille hommes de l'armée du duc Albert sur la gauche du Rhin, pour concourir à l'offensive. On ignore si cette faute provint du maréchal Mœllendorf ou du prince saxon. Quoi qu'il en soit, l'attaque fut résolue pour le 23 mai, et dès la veille, les corps destinés à y prendre part, se rapprochèrent des positions françaises.

Le prince de Hohenlohe-Kirchberg (1) partit Combat

---

(1) Le corps autrichien était aux ordres du prince de Hohenlohe-Kirchberg. Une des divisions prussiennes dont nous avons parlé,

dans la vallée du Rhin.

le 23 en trois colonnes de Rhingheim et Maudach; la première se porta sur Neuhof; la seconde sur Rehütte; la troisième contre Schifferstadt. L'infanterie autrichienne traversa bravement les inondations de la Rehütte, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, et força le poste de Kohlhof. Le général Desaix ayant repoussé la colonne qui attaquait Schifferstadt, se dirigea avec des renforts à la Rehütte. Le général Delmas, avec les 17ᵉ de dragons et 9ᵉ de cavalerie, exécuta alors une charge brillante sur ce qui avait déjà franchi le canal de Spire, et culbuta le régiment de Ferdinand dans le marais, pendant que trois bataillons reprirent le poste de Kohlhof. Ce coup de vigueur en imposa aux Impériaux qui se replièrent après avoir eu 800 hommes hors de combat. Le général Mezaros y fut grièvement blessé.

Le prince de Hohenlohe-Ingelfingen, occupé d'une canonnade sans utilité vers Deidesheim et au pied des Vosges contre la division Ferino, se crut obligé de suivre le mouvement rétrograde qui laissait sa gauche à découvert et menaçait sa communication.

Combat de

Dans le même instant le maréchal Moellendorff

était commandée par le prince héréditaire de Hohenlohe-Ingelfingen, le même qui fut battu à Jéna. Il faut donc avoir soin de distinguer ces divisions qui firent ensemble cette campagne dans le Palatinat.

se dirigeait avec le gros de ses forces par Winweiler, Lohnsfeld et Rohrbach sur Kayserslautern, espérant accabler la division Ambert, forte de 5 mille hommes, et dispersée à Ramstein, à Morlautern, au Kaysersberg et jusqu'à Hochspeyer, d'où elle se liait par Frankenstein avec la gauche de l'armée du Rhin. Le général Schmettau fut poussé en observation sur Sarrelouis pour contenir Moreau. Kalkreuth parti de Cussel, forma deux colonnes; celle de Wittinghof menaça Hombourg, l'autre, conduite par le général lui-même, dut se rabattre par Ramstein sur Vogelweh. Le général Romberg, ayant passé la nuit à Schellotenbach, devait marcher à droite par la route de Rodebach pour se lier avec la précédente; Knobelsdorf, partant de Winweiler, avait sa direction tracée sur Lohnsberg et Rohrbach; 2 mille chevaux sous le duc de Wurtemberg, menacèrent Otterbach; Kleist devait se lier avec Ruchel qui partait de Gœllheim par Alsenborn et le Schorlenberg, pour prendre la route de Hochspeyer à Kayserslautern. Enfin, Blucher devait se glisser avec des troupes légères de Schorlenberg vers le défilé de Frankenstein (le Steig et Ritterhof), et pousser ses détachemens à Weidenthal, afin d'intercepter au général Meynier la communication de Neustadt. (*Voyez planche IV.*) Kayserslautern.

Ambert échappa par miracle à cette multitude

d'attaques; son arrière-garde fut néanmoins atteinte, et n'arriva à Pirmasens qu'après avoir été entamée. D'un autre côté, la brigade Siscé se fit jour et arriva heureusement à Neustadt, Blucher n'ayant pas assez de monde pour lui barrer le passage.

La supériorité des Prussiens semblait promettre d'autres résultats; mais au lieu de s'amuser à des parades inutiles, il eût fallu porter 40 mille hommes vivement sur Bœbingen et Weingarten; alors la droite de l'armée du Rhin, engagée au-delà de Spire, n'aurait eu aucune voie de retraite : de là en rabattant sur Kayserslautern par Weidenthal et Tripstadt, les Prussiens auraient pu enlever la division Ambert, de concert avec le corps de Kalkreuth, qu'on aurait renforcé vers Cussel jusqu'à 20 mille hommes.

Retraite des armées du Rhin et de la Moselle.

Le général Michaud, brave officier d'infanterie, était un homme faible, au-dessous du poids dont on l'avait chargé : alarmé de sa position depuis le départ de Jourdan, le revers de Kayserslautern acheva de lui tourner la tête, et il ne songea qu'à regagner Landau. Sa gauche était menacée à la vérité par les vallées de Weidenthal et d'Anweiler; mais en profitant du succès de Desaix contre les Autrichiens, et attirant 25 mille hommes du Haut-Rhin pour se jeter en masse sur la gauche de Mœllendorff, il est probable qu'on eût forcé ce dernier à la retraite. Le général français, mé-

connaissant les ressources d'une initiative constante et rapide, préféra confier le salut de son armée aux retranchemens de la Queich, où il s'établit sur deux lignes. La division Desaix prit poste sur les hauteurs vers Lengenfeld et Hochstett; celle de Ferino entre Nieder-Essingen et Franckweiler; la troisième, aux ordres du général Vachot, de Germersheim à Knitelsheim; le général Frientzhölz à Albertsweiler et Anweiler; le général Schaal, tenant les gorges et communiquant avec la 6e division, commandée par le général Meynier qui était à Pirmasens. L'armée de la Moselle se retira sur Bliescastel et Hornbach, où le général Moreau la posta dans les positions qu'elle avait occupées à la fin de 1793.

Les Alliés suivirent le mouvement des Français avec circonspection; Wartensleben, renforcé de quelques milliers de Bavarois, remontant le Rhin, occupa le camp de Speyerbach et de Rehütte. Le duc de Saxe-Teschen, encouragé par ce succès, transféra à Manheim son quartier-général, resté jusqu'alors à Heidelberg par un excès de prudence qu'on ne saurait qualifier. Nouvelles positions des Alliés.

Le prince d'Hohenlohe-Kirchberg prit ensuite position entre Harthausen et Heiligenstein avec 11 bataillons et 17 escadrons; ses troupes légères occupaient Kleinholland et Schweigenheim, on couvrit le front par des batteries éle-

vées dans les vignes, en arrière de ces villages. Ses avant-postes se liaient par Freischbach avec le corps du prince d'Hohenlohe-Ingelfingen, qui prit position entre Winningen et Edickhofen vers Landau. Ce prince communiquait avec l'armée saxo-prussienne par des postes retranchés à Schanzel, Johaniskreutz (1), Sazzersheim et Steineck. Le maréchal Mœllendorff resta au revers des Vosges vers Kayserslautern. Kalkreuth occupa Hombourg et Deux-Ponts jusqu'à la fin de juin; à cette époque, il se porta à Ottweiler, et fut remplacé par les Saxons.

Le maréchal Mœllendorff, satisfait de ce mince succès, remit aussitôt l'épée dans le fourreau, et une lutte diplomatique remplaça les dispositions qui devaient assurer la victoire.

Les Français reçoivent des renforts.

Le général Michaud, en attendant l'occasion de reprendre les positions qu'il venait d'évacuer, jugea convenable de renforcer celles qu'il occupait, et résolut enfin de tirer 14 bataillons et quatre régimens de cavalerie du Haut-Rhin. Le général Marchaix lui amena ces troupes à Weis-

(1) Le Schanzel et le Sand sont deux hauteurs au versant des Vosges, à deux lieues de Landau, entre les vallées de Modenbach et de la Queich, vers la chapelle de Ste.-Anne. Le Johaniskreutz et Saukopf sont à l'autre versant, à trois lieues de Lautern, presqu'aux sources du Speyerbach; près de là passe une route qui suit les crêtes et descend vers Neustadt. (Voyez pl. IV, ou la carte de Rheinwald.)

sembourg le 3 juin, en sorte que l'armée active se trouva forte de 43 mille combattans, indépendamment des 28 mille aux ordres de Moreau, et de la division attendue des Alpes. Outre cela, le général Sibaud rassembla quelques bataillons à Oberweidenthal pour soutenir les brigades Laboissière et Schaal, affectées particulièrement à la garde des Vosges.

Combat de Weistheim.

Une seule affaire eut lieu dans le mois de juin à l'occasion d'une reconnaissance ordonnée le 19. Le corps autrichien ayant voulu replier les postes avancés de la division Desaix, ce général les fit soutenir, et une canonnade assez vive s'engagea à Lengenfeld. La cavalerie autrichienne ayant pris une mauvaise position adossée aux vignes de Weistheim et au ravin de Schweigenheim, Desaix en profita pour la faire charger avec impétuosité : elle fut enfoncée et mise dans un désordre affreux par les escadrons français; une partie abandonna ses chevaux et se sauva à pied à travers les vignes. Cette affaire, qui fit le plus grand honneur au général Desaix et particulièrement au 10e de chasseurs, coûta quelques centaines d'hommes à l'ennemi; les Prussiens restèrent pendant tout ce temps en observation devant la division Ferino.

Après cet événement, Michaud se borna à presser l'organisation de son infanterie en demi-brigades; sa cavalerie reçut de fortes remontes,

ainsi que son artillerie. Les 10 bataillons envoyés de l'armée des Alpes étant enfin arrivés, et l'armée de la Moselle ayant été renforcée de recrues; le général en chef pressé d'ailleurs par le comité de salut public, voulut changer de rôle et prendre l'offensive. Il le pouvait effectivement avec succès contre un ennemi, qui, perché sur les rochers du Hundsruck et du revers oriental des Vosges, attendait complaisamment la réunion des moyens destinés à l'accabler.

Instances des Anglais pour l'exécution du traité de La Haye.

Tandis que les deux partis s'apprêtaient à se porter de nouveaux coups avec des chances bien différentes, l'ambassadeur anglais Malmesbury et l'envoyé de Hollande à la cour de Prusse, réclamaient près de Mœllendorff l'exécution du traité de La Haye, et le sollicitaient de partir pour la Sambre; le maréchal persista à s'y refuser. Les instructions qu'il reçut de sa cour nous sont inconnues; mais on a lieu de croire que les premiers succès de Kocziusko et le projet du roi de Prusse d'assiéger Varsovie, joints à la crainte de voir ses armées subordonnées au prince de Cobourg ou au duc d'Yorck, motivèrent cette conduite : dans le fait, le cabinet de Berlin montra aussi peu d'empressement que le maréchal, à exécuter le plan convenu entre Mack et les Anglais. Au reste, cette marche ne paraissait plus de saison; c'était au début de la campagne, avant celle de Jourdan ou du moins au même ins-

tant, qu'elle pouvait réussir; et non quand Charleroi venait de succomber, ou que les armées de Rhin et Moselle portées à 75 mille hommes, eussent été en mesure de la déjouer. En calculant d'ailleurs le temps qu'il eût fallu pour arriver sur la Meuse, on verra que l'armée prussienne y fût arrivée après la perte de la majeure partie de la Belgique.

CHAPITRE XXXIII.

Les Anglais descendent en Corse ; Paoli fait offrir la couronne à Georges III, qui l'accepte ; l'île entière est soumise. — Commencement de la campagne dans les Alpes. — Les Français s'emparent du Mont-Cenis, des positions retranchées de Rauss, de Saorgio et du Col-de-Tende. — Plan de Bonaparte, pour l'invasion du Piémont.

Les Anglais, aidés de Paoli, soumettent la Corse.

Les Anglais, à qui leur retraite de Toulon venait de laisser la libre disposition de 4 à 5 mille hommes et d'une flotte nombreuse, jugèrent qu'ils ne pourraient les employer plus utilement qu'à soutenir Paoli, et à s'assurer de la possession de la Corse.

Cette île a plusieurs bons ports; son exploitation, très-avantageuse pour suppléer à tout ce qui manque sur le rocher de Gibraltar, leur eût fourni en outre d'excellentes troupes légères pour leurs armées ; renfort doublement précieux, à une époque où l'Angleterre faisait des efforts extraordinaires sur tous les points du globe. Elle eût remplacé, enfin, tout ce que le cabinet de St.-James avait perdu à la restitution de Mi-

norque, et assuré l'empire de son pavillon sur toutes les côtes de l'Italie.

L'amiral Hood cingla d'abord vers le golfe de St.-Florent. Déjà les commissaires de la Convention étaient réduits par les Paolistes à la possession de deux ou trois places, et investis dans la capitale, où ils se préparaient à la plus vigoureuse résistance. L'un d'eux, Lacombe-St.-Michel, ancien officier d'artillerie, brave et actif, ne négligea rien de ce qui pouvait retarder sa chute et la rendre plus honorable.

L'escadre anglaise vint mouiller devant la ville; Hood voulait en tenter le siége en règle, de crainte de compromettre l'escadre par un trop long séjour dans une rade extérieure peu sûre, où la saison des tempêtes le surprendrait. Dundas qui commandait les troupes de terre, doutant du succès de cette entreprise avec de trop faibles moyens, s'y opposait fortement, et voulait qu'on réduisît la place par un étroit blocus. Après deux mois de controverse, le général partit pour Londres; et Hood, demeuré seul arbitre des opérations, fit descendre 3 mille hommes de marine joints à quelques faibles régimens d'infanterie: la grosse artillerie fut débarquée, et le siége poussé avec vivacité. La France trop occupée, n'avait d'ailleurs après la ruine de Toulon, aucuns moyens de porter secours; aussi la lutte ne fut-elle pas longue. Assaillis par terre et par

mer, prêts à manquer de tout, les commissaires conçurent le projet de s'esquiver au travers de l'escadre de blocus, et s'embarquèrent sur une prame. Leur traversée fut heureuse, Lacombe-St.-Michel se jeta dans Calvi, et Saliçetti revint en France; le général Gentilli, demeuré seul à Bastia, n'eut rien de mieux à faire qu'à rendre la place. Calvi fit de même la plus glorieuse résistance à l'aide des citoyens de cette ville très-bien disposés pour la république. Lacombe-St.-Michel y épuisa toutes les ressources de l'art, proportionnellement au peu de moyens qu'il avait; mais il capitula enfin le 1er août.

La couronne est offerte au roi Georges III.

Dans ces entrefaites, la politique adroite du cabinet de Londres s'apprêtait à tirer tout le fruit de ces succès. Paoli avait convoqué les assemblées du pays, et offert la couronne de Corse au roi de la Grande-Bretagne; espérant sans doute être nommé vice-roi, et jouir de toute autorité dans l'île.

Paoli, déçu, se retire en Angleterre.

Il fut cruellement déçu : Georges III accepta la couronne, mais en délégua les droits au général Elliot, ainsi qu'il était aisé de le prévoir. Le ministère anglais, ayant accepté cette nouvelle province à titre de possession onéreuse, savait très-bien qu'il devait la considérer comme une station politique et militaire, coûtant beaucoup, et ne rapportant rien. Pour en tirer quelque fruit, il fallait de nombreux établissemens;

et avant de les former, il importait d'assurer leur conservation en les confiant à des autorités anglaises. Tout ce que le cabinet de St.-James put concéder aux habitans de l'île, fut une part active à leur législation intérieure. Un parlement présidé par Pozzo-di Borgo, discutait et sanctionnait les lois; mais ce n'était pas assez pour son ancien protecteur, qui voulait gouverner; Paoli habitué au premier rôle, se montra peu jaloux de jouer le second, et préféra une retraite apparente qui lui laissait toute son influence sur le pays; conservant ainsi la liberté et les moyens d'agir, et se promettant bien d'en faire usage, autant pour sa gloire personnelle que dans l'intérêt de ses concitoyens.

Nous verrons, dans les campagnes suivantes, que l'Angleterre ne tira pas cette fois, de sa politique, tout le fruit qu'elle en avait espéré; et les partisans de Paoli lui firent payer chèrement la faute qu'elle avait commise en s'aliénant leur chef.

Préparatif des Français contre l'Italie.

Les armées des Alpes et d'Italie avaient passé un hiver affreux dans les lignes que nous avons indiquées au chapitre XXIV. La dernière surtout, continuellement harcelée par les Barbets, et sans communication directe avec la France, ne se soutint dans le comté de Nice qu'à force de privations, de constance et de patriotisme.

La reddition de Toulon, en mettant fin à la guerre du fédéralisme, imprima aussi plus de vigueur au gouvernement. C'était peu pour lui de soumettre ses ennemis intérieurs, il voulait encore triompher de ceux de l'extérieur; et indépendamment des efforts qu'il dirigeait au Nord, ses vues se portèrent également contre les rois de Sardaigne et d'Espagne.

L'armée de siége de Toulon ne se reposa pas long-temps sur ses tristes lauriers : une moitié fut dirigée, dans les premiers jours de janvier, sur la frontière des Pyrénées; et l'autre, dans le comté de Nice. Ce renfort, qui n'aurait procuré à la dernière qu'environ 12 mille hommes de troupes aguerries, ne parut point suffisant au comité de salut public. Les résultats presque miraculeux du grand mouvement imprimé à la France à la fin de 1793, lui prouvèrent qu'il pouvait tout entreprendre avec une nation qui répondait ainsi à ses appels : les bataillons de réquisitionnaires levés et organisés sur tous les points, et dont les armées du Midi eurent aussi leur part, vinrent successivement grossir les cadres des armées des Alpes et d'Italie; en sorte qu'au mois d'avril, elles ne comptèrent pas moins de 75 mille combattans sous les armes (1).

(1) Non compris même les dépôts et garnisons qui employaient beaucoup de monde, surtout à Toulon, Marseille, Antibes, Nice, etc.

La première, forte de 40 bataillons et 14 escadrons, couvrait le pays depuis les frontières du Valais jusqu'à Mont-Dauphin et aux sources de la Stura. Kellermann, mandé à la barre pour se disculper des griefs intentés contre lui par les Jacobins au sujet du siége de Lyon, venait d'être remplacé par le général Dumas, homme de couleur, brave, actif, mais qui eût été beaucoup mieux placé à la tête d'une division de cavalerie. L'armée d'Italie, un peu plus forte, appuyait sa gauche à Entrevaux, et sa droite à la mer, vers Menton : elle était sous les ordres du général Dumerbion, qui, malgré les préventions régnantes contre la caste nobiliaire, avait su se maintenir également bien avec ses troupes, ses inférieurs, et les plus fougueux commissaires de la Convention.

Le Piémont, incessamment menacé d'invasion, n'avait pas à beaucoup près des forces aussi considérables à opposer aux républicains. Son armée, portée à 45 mille combattans par la levée de quelques milices, était renforcée il est vrai d'un corps auxiliaire de 8 mille Autrichiens; et attendait encore un contingent Napolitain de 18 mille hommes. Mais il n'y avait en ligne que 38 à 40 mille hommes disséminés en petits camps et en postes le long de la chaîne principale des Alpes, jusques dans la rivière de Gênes; le reste formait les garnisons de l'intérieur.

Mesures défensives des Alliés.

13*

Positions de leurs forces.

Le duc de Montferrat commandait la droite, forte d'environ 10 mille hommes, qui comprenait tous les versans orientaux du Mont-St-Bernard, et les vallées adjacentes à celle d'Aoste. Le duc de Chablais se trouvait au centre, disséminé dans les vallées d'Houlx, de Mayra, de Lucerne et de Pragèles. Enfin le lieutenant-général Colli, commandait la gauche, chargée de défendre la ligne de Saorgio avec environ 15 à 16 mille hommes de troupes alliées. Strasoldo et Provéra avaient conservé la défense de la vallée de Stura.

La cour de Vienne, jalouse de toutes ses prérogatives, avait vivement sollicité pour le général autrichien Dewins, le commandement de l'armée combinée; mais ses négociations ayant échoué, elle fut mise sous les ordres du duc d'Aoste.

Indépendamment de cette armée active, l'Autriche entretenait encore une division en Lombardie. Tous les efforts de sa politique semblaient alors n'avoir d'autre but que de déterminer les petits princes d'Italie, à imiter ceux de l'empire germanique, et à lever ou solder, une armée de 20 à 24 mille hommes pour couvrir cette province, sous prétexte de veiller à leur propre défense. Un congrès dans lequel les ministres de ces Souverains auraient réglé le contingent de chacun

d'eux, devait s'ouvrir à Milan : mais, soit que les vues du cabinet autrichien eussent été pénétrées, soit qu'il renonçât lui-même à l'exécution d'un projet qui rencontrait tant de difficultés, ce congrès n'eut pas lieu ; et le prince de Waldeck, que le conseil aulique avait déjà décoré du titre pompeux de général en chef de l'armée italienne, ne put jamais rassembler à Crémone au-delà de 2 à 3 mille hommes fournis par les ducs de Parme et de Modène. D'un autre côté, nous avons vu que Venise ordonnait de grandes levées qu'elle n'exécutait point ; et que la cour de Naples, contente de proposer à cette république une ligue défensive, n'envoyait pas un homme au secours des Piémontais.

Plan d'opérations.

Le comité de salut public, pénétré de la supériorité de ses armées, aurait dû adopter un plan de campagne vaste et hardi, en combinant leur réunion par le centre. Celle d'Italie, sans s'inquiéter des positions redoutables de Colli dans les Alpes maritimes, et filant à gauche dans la vallée de Stura par le col de l'Argentière, eût débouché sur Coni. Celle des Alpes, manœuvrant par sa droite vers Château-Dauphin et Busco, eût pris la même direction pour opérer sa jonction sous Demont ou devant Coni même, en arrivant dans la plaine.

Sans doute, de semblables opérations offrent des difficultés ; mais Annibal et Bonaparte ont

prouvé qu'elles étaient possibles. Le prince de Conti même, qui ne ressemblait nullement à ces grands capitaines, prit la même route en 1744, et eut d'abord des succès : s'il ne réussit pas dans la suite, c'est qu'il ne déploya ni assez d'activité ni assez de moyens.

Les armées républicaines pouvaient d'autant mieux tenter l'entreprise, que les forces ennemies, obligées de se jeter dans les places pour en compléter les garnisons, auraient eu peine à leur opposer 36 mille hommes en campagne: encore eussent-ils été dispersés et déjà vaincus dans les premiers combats. L'armée d'invasion, laissant alors 25 mille hommes pour observer les vallées de Lucerne, de la Stura et du Gesso, afin de couvrir les communications, aurait pu porter 50 mille combattans sous les murs de Turin. Des forces moins considérables y parurent deux ans après sous des auspices moins favorables, et devant un adversaire bien plus nombreux.

Le gouvernement républicain se borna à repousser l'ennemi au-delà des Alpes, et ordonna à ses généraux de s'emparer des débouchés qui mènent de France en Italie; leur laissant toute latitude sur le choix des moyens à prendre pour y parvenir. Les deux armées françaises agirent donc chacune de son côté d'après l'impulsion de leur chef, et sans qu'il y eût rien de concerté entre elles.

Ce fut celle des Alpes qui ouvrit la campagne, le 24 mars, par une tentative sur le Mont-Cenis.

L'armée des Alpes est repoussée au Mont-Cenis. 24 mars.

Le général Sarret se porta avec 2,200 hommes en trois colonnes sur le petit Mont-Cenis, tandis qu'un corps de 1,500 hommes devait escalader le grand. Cette première attaque échoua complètement. Les colonnes du général Sarret, égarées par leurs guides, vinrent s'amonceler sur la crête de la montagne en face de Bramans. Le général Chino, qui commandait les Piémontais, eut le temps de se placer au pic qui la termine, et de leur barrer le passage. Sarret, encourageant les siens, fut renversé d'un coup de feu; et l'adjudant-général Camin eut une peine infinie à les rallier et à les ramener en Maurienne.

L'attaque du grand Mont-Cenis ne fut pas plus heureuse: exécutée par 1,500 hommes divisés en trois colonnes qui devaient passer par Lans-le-Villars, le Montfrey et la grande route, elle manqua par défaut de concert. Celle du centre, qui devait régler la marche des deux autres, ayant été se percher sur le pic au-dessus de Lans-le-Bourg, les empêcha de déboucher sur le plateau; en sorte qu'on fut obligé de revenir sans autre résultat que de causer une alerte aux Piémontais.

Elle réussit mieux au petit St.-Bernard.

Le général Dumas, loin de se laisser abattre par ce revers, au fond assez insignifiant, fut piqué d'émulation à la nouvelle des succès que l'ar-

mée d'Italie obtenait au même instant du côté
23 avril. d'Oneille et d'Ormea, et résolut d'abord de porter une colonne sur le petit St.-Bernard et le Mont-Valaisan.

Le général Bagdelonne, qui commandait dans cette partie, se chargea de l'exécution. Vingt compagnies de grenadiers furent réunies au Chatelard, pour intercepter la communication des Piémontais. Le 23 avril, l'adjudant-général Almeyras fit, avec 17 autres compagnies, des démonstrations contre les retranchemens de l'hospice du St.-Bernard, afin de leur donner le change sur le projet. Le lendemain, Bagdelonne, qui avait fait revenir pendant la nuit ses grenadiers à Piez, se porta en trois sections contre le Mont-Valaisan, et l'emporta après une légère résistance; mais toutes ses colonnes n'étant pas arrivées à temps pour attaquer de concert les retranchemens de l'hospice, l'expédition faillit échouer : le général Rochmondet y envoya des renforts, et allait faire tourner les chances du combat, lorsque l'explosion fortuite d'un magasin à poudre porta le découragement dans le cœur des Sardes, qui s'enfuirent en désordre vers les retranchemens de St.-Thomas, sur le versant oriental des Alpes.

Prise du Mont-Cenis. 14 mai. Le Mont-St.-Bernard pris, le général Dumas tourna ses vues du côté du Mont-Cenis, et voulut lui-même en diriger l'attaque. Elle eut lieu

le 14 mai sur trois colonnes : celle de gauche, forte de 400 hommes, où se trouvait le général en chef, passant par Lans-le-Villars, enleva à la baïonnette la grande batterie du Villaret : celle de droite, forte de 900 hommes, prit également celle du Rivet : l'adjudant-général Camin, au centre avec 600 hommes, marcha sur la grande route, et seconda l'attaque de la gauche. Au point du jour du 15, le général Chino, voyant les Français déjà établis sur les hauteurs de la poste, et craignant de voir couper les troupes qu'il avait encore à la Ramasse, ordonna la retraite ; mais il était déjà trop tard, 600 hommes furent faits prisonniers, et l'on trouva une vingtaine de bouches à feu en batterie.

Dans le même moment, le général Valette, qui commandait la ligne du Briançonnais, pénétra dans la vallée de Bardonache par celle des Prés ; et à Césanne par le Mont-Hénion. A la suite de plusieurs combats livrés aux troupes des généraux baron de la Tour et Gaudin, il s'empara quelques jours après des retranchemens de l'Assiette.

Armée d'Italie.

Dès que le plan général de campagne n'était point basé sur la réunion des deux armées, celle Projet sur Saorgio.

d'Italie ne pouvait marcher seule par la gauche dans la vallée de la Stura ; et il ne lui restait d'autre parti à prendre, pour remplir les vues du gouvernement, que de manœuvrer de manière à déposter Colli de la ligne formidable de Saorgio. Une attaque de vive force et de front était difficile : la description que nous en avons faite au chapitre XVII donne une idée des obstacles inouis que les localités y opposaient.

La triste issue des tentatives des 8 et 12 juin 1793 enhardissant les Austro-Sardes, ajoutait au peu d'espoir de réussite ; et Colli, renforcé, avait eu le temps de redoubler encore ses précautions défensives.

A la droite des Piémontais, se trouvait le général Provera, gardant les avenues du col de Fenestre, Roccabiglière, Belveder, et le cours de la Tinea. A la gauche, le général Argenteau défendait la ligne depuis les rives de la Roya jusqu'aux sources du Tanaro ; ayant ses camps à col Ardente, Saccarello et Tanarello, pour couvrir la route de la Briga : il tenait des corps de flanqueurs devant Ponte-di-Nava, et jusqu'aux confins du territoire de Gênes dans la vallée d'Oneille.

Cette partie de la ligne, qu'on croyait à l'abri par la neutralité génoise, était moins forte que le reste. Les Alliés, en fondant leur système de

défense sur ce moyen, oublièrent la conduite qu'ils avaient tenue eux-mêmes envers cette république.

Les représentans et Dumerbion, conseillés par le général Bonaparte, commandant l'artillerie de l'armée, qui avait su capter l'amitié des premiers et la confiance du second, décidèrent donc qu'il fallait tourner la ligne de Saorgio par sa gauche: point non-seulement le plus faible, mais qui offrait en outre la facilité de couper la retraite à l'ennemi, en s'emparant de la grande route de Tende à Fontan par la Briga.

Bonaparte préside aux dispositions

Ce projet, toutefois, ne pouvait être mis à exécution, sans l'approbation préalable du gouvernement; attendu qu'il fallait violer la neutralité de l'état de Gênes. Le comité ne la fit pas attendre long-temps; car il ne manquait pas de prétexte pour colorer cette démarche; soit qu'il voulût faire envisager son entreprise comme une représaille de l'atteinte portée à cette neutralité par les Anglais dans le port de Gênes, et par le roi de Sardaigne lorsqu'il fit passer son contingent à Toulon; soit qu'il annonçât l'intention de châtier Oneille du refuge accordé aux corsaires ennemis. Les préparatifs de l'expédition furent poussés avec une activité extraordinaire; on ne négligea rien de ce qui pouvait contribuer au succès. A la tête des administrations étaient le commissaire Eyssautier, administrateur aussi

vigilant qu'intègre; et le banquier Haller, que l'appât du gain porta à se faire fournisseur; mais dont l'intelligence et le crédit sur la place de Gênes, parvinrent à créer des ressources immenses dans un pays pauvre, et dans un moment de détresse et de pénurie.

Premières mesures pour tourner Saorgio.

Dumerbion avait porté depuis quelque temps la majeure partie de ses forces actives sur la côte, et en avait confié le commandement au général Masséna. Tout-à-coup cette division, forte de 31 bataillons, comptant plus de 20 mille hommes, se rassemble sous Menton, et en part le 1er avril sur trois colonnes, avec un équipage de 20 bouches à feu. Les commissaires de la Convention et Bonaparte la suivaient. Dumerbion resta sur le front de l'ennemi, avec la division Macquart qui formait le centre et gardait la Roya. Le général Garnier, commandant la division de gauche, dut s'emparer de la tête des vallées de la Vésubia, et porter la brigade Serrurier jusqu'aux sources de la Tinea, pour communiquer avec l'armée des Alpes par Isola. Ces deux dernières divisions comptaient environ 10 mille hommes chacune.

Marche de la division Masséna.

La colonne de gauche de la division Masséna, forte de 4,500 combattans et de deux pièces de trois, commandée par le général Hamel, et dirigée sur l'Alpet par la Penna, devait attaquer Fourcoin au-dessus de Saorgio.

Celle du centre, conduite par le général Laharpe, sous Masséna, consistant en 9,500 hommes et 14 bouches à feu, marcha dans la direction du Bas-Tanaro, pour gagner la tête de la vallée d'Aroscia vers la Pieva.

La colonne de droite, aux ordres du général Mouret, composée de 6 mille hommes et de quatre pièces d'artillerie, se porta directement sur Oneille le long de la côte.

La marche du général Hamel ne fut pas arrêtée à la Penna par les protestations des Génois; et l'on doit dire à la louange de sa troupe, qu'elle observa la plus exacte discipline sur le territoire neutre. Le général Mouret ne sut pas contenir la sienne; Oneille, que les Piémontais abandonnèrent après avoir tiré quelques coups de fusil, fut saccagé pour la seconde fois.

Prise d'Oneille, Ormea et Garessio.

D'Oneille, Mouret porta un détachement sur Loano, enclave du roi de Sardaigne dans le pays Génois, entre Albenga et Finale: le reste s'avança sur la Pieva, où il se réunit à la division Laharpe. Cette jonction effectuée, Mouret se dirigea sur les hauteurs de Garessio; Laharpe sur celles d'Ormea; et Masséna par Mendaiga sur Ponte-di-Nava. La terreur précédait ses colonnes, auxquelles les faibles détachemens austro-sardes ne se sentaient point en mesure de résister.

Le 14 avril, il arriva devant Ponte-di-Nava, que le général d'Argenteau couvrait avec une

brigade d'environ 2 mille hommes. Ce poste, qui est au-dessous du confluent du Neyrone dans le Tanaro, et peu distant du point où le chemin d'Oneille à Turin devient praticable à l'artillerie, était de bonne défense; mais d'Argenteau n'en tira aucun parti; à peine y soutint-il une légère fusillade le 16. Le jour suivant les Français entrèrent dans Ormea, et s'emparèrent du château gardé par une centaine d'invalides : la ville de Garessio, à trois lieues de là, ouvrit ses portes à la première sommation. Si l'on eût poussé jusqu'à Ceva, il est probable que les Austro-Sardes auraient abandonné ce fort à ses propres forces; car ils étaient dans un état de stupeur et de découragement, qui ne leur eût pas permis de défendre le camp retranché auquel ils travaillaient depuis l'hiver. Ce fort réduit, la gauche des Sardes, menacée d'être ainsi prise à revers, eût sans doute évacué tous ses postes des Alpes pour se replier sur Mondovi; mais un mouvement si hardi ne pouvait s'exécuter qu'avec des forces bien supérieures; et Masséna, déjà affaibli par les détachemens qu'il avait été obligé de laisser à Oneille et à Ormea, ne voulut pas employer ses troupes à des accessoires qui l'éloignaient de son but. Après avoir mis un poste d'avertissement à Garessio, il se hâta de se diriger sur les hauteurs de Sangio, de peur que Colli n'envoyât des renforts à d'Argenteau; ou que

celui-ci, remis de son trouble, ne se retirât avant son arrivée. En même temps il proposa aux représentans qui l'avaient accompagné jusques-là, de retourner de suite à Nice avec Bonaparte, et d'engager le général en chef à favoriser ses opérations, en faisant attaquer sérieusement par la division de gauche Belveder et St.-Martin-de-Lantosca, tandis que le centre amuserait par des démonstrations les camps de Marthe et des Fourches, où se trouvait la majeure partie des forces ennemies.

Démonstrations du centre sur Rauss.

Le général Dumerbion n'avait pas attendu cet avis : déjà depuis plusieurs jours, il avait manœuvré de manière à se rapprocher des positions ennemies. Il ordonna aussitôt au général Serrurier de se mettre en mouvement, et se rendit en personne, avec la garnison de Nice et la réserve d'artillerie, à la Ghiandola, où il fit descendre les troupes du camp de Raous, dans l'intention de tomber au premier moment favorable sur le camp de Marthe.

Mesures de Colli.

Pendant que l'orage grossissait, Colli s'endormait dans la plus profonde sécurité, et ne tenait aucun compte des mouvemens qui s'opéraient sur sa gauche : mais informé enfin par le duc d'Aoste de la prise d'Ormea et de la marche des Français sur la Briga, il dégarnit les camps de Marthe et de Millefourches, pour renforcer les postes de Saccarello, col Ardente, et établir

une réserve à la Madona-de-Fontana; croyant ainsi se mettre à l'abri de tout événement. Par suite de ces dispositions, d'Argenteau réunit environ 5 à 6 mille hommes : nombre presque suffisant pour tenir tête à Masséna, s'il avait su les employer et tirer tout l'avantage possible des localités.

Masséna enlève les redoutes de col Ardente.

Le général républicain, de son côté, ne resta pas oisif. Guidé par le colonel Rusca, natif de ces contrées, chasseur intrépide, auquel le plus petit sentier était connu; il se remit en marche, le 20 avril, sur deux colonnes : la plus considérable vers le col Ardente; et l'autre, de 4 mille hommes, aux ordres de Cervoni, par Tanarello sur la Briga, où elle devait se réunir à la première. Le 24, Masséna partagea la colonne principale en deux autres à Monte-Grande; la plus faible conduite par Laharpe, longea le contrefort de Cicerello; l'autre qu'il dirigea en personne, tourna le col de Mezzaluna, et se présenta par la gorge de Triola devant les redoutes du col Ardente, au moment où Laharpe attirait déjà l'attention de l'ennemi.

Arrivé en vue de la redoute, Masséna subdivise sa troupe en trois sections; garde le commandement de celle du centre; confie au général Brulé et à l'adjudant-général Langlois celui des deux autres, et marche droit aux retranchemens. Les Piémontais laissèrent arriver les colonnes

d'attaque jusqu'à mi-côte, et firent pleuvoir une grêle de plomb et de pierres, qui les força à se retirer. Un examen plus attentif de la position fit bientôt voir à Masséna que la redoute de Fetz, située à 800 toises de la première, sur un contrefort à droite, offrait plus de facilité à l'assaut. A l'instant même, les trois colonnes réunissent leurs efforts contre elle; Brulé et Langlois trouvent la mort au pied de ses parapets: mais, enfin, les républicains s'en rendent maîtres après une résistance honorable pour ses défenseurs.

La colonne de Cervoni ne contribua pas peu au succès de cette attaque. D'Argenteau, la voyant descendre de Tanarello sur ses derrières pendant que ses avant-postes étaient aux prises, n'osa les soutenir, et les laissa écraser sans faire aucune tentative en leur faveur. Ce fut à Cervoni, qui leur coupa la retraite sur la Briga, qu'on dut les 200 prisonniers enlevés aux Austro-Sardes. Après les avoir ainsi délogés de ce poste important, Masséna se porta à Tanardo et sur les hauteurs qui dominent la Briga. L'infatigable Rusca était d'avis que le vainqueur se rendît maître de suite de la grande route et en coupât les ponts, afin d'enlever toute voie de salut aux troupes du camp dei Rauss; mais Masséna, qui ne connaissait pas les localités, et n'avait aucune nouvelle du général Macquart, crut devoir faire un pont d'or aux Austro-Sardes. En vain,

Masséna n'ose descendre sur San-Dalmazia.

Rusca lui représenta qu'il suffirait de jeter quelques bataillons au couvent de San-Dalmazia pour leur couper toute retraite, le général resta inébranlable dans sa résolution.

Les Sardes tournés évacuent le fameux camp de Rauss.

Cependant, Dumerbion n'avait pas eu au centre moins de bonheur que son lieutenant. Il partit avec la division Macquart, le 27 avril, de la Ghiandola, et après avoir successivement enlevé tous les avant-postes du camp de Marthe, il se disposait à l'attaquer le lendemain, quand le duc d'Aoste donna l'ordre au général Colli de l'évacuer, aussi bien que celui des Fourches. Cette opération fut si précipitée, qu'on brûla tous les effets de campement. Le 28, Macquart continuant sa marche, arriva devant Saorgio en même temps que Masséna. Ce fort, consistant en deux batteries de maçonnerie sur la grande route et vers la gorge de Millefourches, n'ayant aucune défense du côté des hauteurs dont les républicains se trouvaient maîtres, se rendit à la première sommation.

Opérations du général Garnier à la gauche.

Tandis que ces choses se passaient au centre et à la droite, la gauche s'ébranlait sur la Vésubia et la Tinea, pour déloger les Autrichiens de ces vallées, et les rejeter au-delà des Alpes. Le général Garnier, avec la brigade Monléau, soutenue de celle de Durand, se dirigea d'Utel par Figaretto sur Lantosca et Rocabigliere. L'ennemi défendait le passage rocailleux dans lequel ser-

penté la route, au moyen d'une grande redoute, située entre Figaretto et Lantosca, armée de quatre pièces de canon et défendue par 800 hommes. Malgré la difficulté inconcevable du terrain, elle fut enlevée après un combat des plus vifs. L'ennemi, chassé de Belvéder et de Rocabiglière, chercha son salut jusqu'aux sommités du col de Fenestre; et le général Garnier le poursuivit au-delà de St.-Martin.

Le général Serrurier, parti d'Entrevaux, balaya la vallée de la Tinea, et s'avança vers Isola, pour établir la communication avec l'armée des Alpes; ce qu'il exécuta, après avoir dissipé comme des ombres, les faibles détachemens répandus dans cette vallée, et qui eurent beaucoup de peine à regagner le col de Fenestre.

Colli se replie sur le col de Tende

Ainsi, le début de l'armée d'Italie fut une victoire complète sur toute la ligne. Afin d'en recueillir les fruits, Dumerbion donna ordre à Garnier de s'emparer du col de Fenestre; à Macquart, de gravir celui de Tende, en s'avançant par la route principale de Fontan et San-Dalmazia. La prise de ce premier col ne donna lieu qu'à un léger combat; celle du dernier fut un peu plus contestée; les Piémontais y avaient rallié une division de 4 mille hommes et ces forces eussent pu s'y maintenir, si elles avaient été convenablement soutenues. Colli n'eut pas le temps de faire toutes ses dispositions : on dit

qu'ayant été surpris avec les derniers pelotons de l'arrière-garde près de San-Dalmazia par les tirailleurs de Macquart, il eut beaucoup de peine à s'évader par des détours et à l'aide d'un déguisement, ce qui occasionna pendant deux jours, du trouble parmi ses troupes; le duc d'Aoste ne pourvut point à la défense, la gauche resta blottie sous Céva, et le corps de bataille, cantonné dans la plaine, ne soutint pas l'avant-garde, exposée seule aux coups des républicains.

Les Français s'en emparent.

Le général Macquart avait détaché de Vicara les brigades Lebrun et Dallemagne, pour attaquer les retranchemens élevés sur les hauteurs que traverse la route : puis, avec le reste de ses troupes, il vint bivouaquer dans la gorge de la Pia, d'où il gagna au point du jour le Monte-Pipo et le Bec-de-Roses. Les Piémontais, qui ne s'attendaient point à être attaqués de ce côté, fusillaient en sécurité avec les colonnes de Lebrun et de Dallemagne, lorsque l'apparition de Macquart sur leur gauche jeta le trouble et l'épouvante dans leurs rangs, et détermina leur fuite vers la gorge de Limone.

Alors l'armée d'Italie, maîtresse de la chaîne principale des Alpes, embrassa tout l'espace compris entre les Barricades et Loano. Serrurier couvrit depuis le camp de Tournoux jusqu'aux montagnes de l'Inferno, qui séparent le col de Tende de celui de Fenestre : Macquart surveilla

les sources de la Roya, depuis ce dernier col jusqu'à celui de Cels; et Masséna garda la ligne entre Ormea et la mer.

Bonaparte propose inutilement l'invasion du Piémont.

La prise du Mont-Cenis et du St.-Bernard, la possession de la vallée de Bardonache et du col de Tende, semblaient être le prélude de l'invasion des plaines du Piémont. En effet, du Mont-Cenis l'armée pouvait attaquer ou masquer Exiles; puis s'avancer par la vallée de Suze, en même temps que celle d'Italie déboucherait de Tende sur Coni. Dans cet état de choses, nul obstacle ne s'opposait à la jonction des deux armées : il ne s'agissait donc plus que de faire le siége de ces places, afin d'ouvrir ensuite une entrée libre en Piémont pour la campagne suivante. Cependant, il n'en fut rien; le siége d'Exiles, commencé par l'armée des Alpes, fut bientôt abandonné faute de munitions; et l'on ne songea que plus tard à celui de Demont. La faute de cette stagnation n'est pas connue; on en est d'autant plus étonné, qu'elle était formellement contraire aux vues des représentans en mission. On sait qu'après leurs premiers succès, ils proposèrent, vers le milieu de mai, un projet de campagne où l'invasion du Piémont était calculée sur de si bons principes, qu'il est difficile de ne pas y reconnaître la touche du général Bonaparte.

« S'il est prouvé, y est-il dit, qu'on ne peut se » présenter dans la plaine du Piémont qu'avec

» des forces supérieures à l'ennemi, il faut réu-
» nir l'armée des Alpes à celle d'Italie. Or, cette
» jonction ne s'opèrera jamais d'une manière
» plus commode que dans la vallée de la Stura,
» qui forme la ligne de démarcation actuelle de
» ces deux armées à la naissance de la plaine,
» et permet de profiter des débouchés déjà con-
» quis par celle d'Italie. »

Quoi qu'il en soit, ce sage projet, accompagné de tous les développemens capables d'en assurer l'exécution, soit par les précautions indiquées pour les vivres, les munitions et le matériel d'artillerie, soit pour la direction à donner à chacune des six divisions destinées à y concourir, fut indéfiniment ajourné. Les revers éprouvés sur la ligne du Rhin (1) ayant déterminé le comité de salut public à tirer de l'armée des Alpes un corps de dix mille hommes, le général Dumas ne se crut pas en état de poursuivre l'offensive avec les 25 mille qui lui restaient, et replia ses troupes dans les camps des Eaux-Rousses et du Tilleul, en avant de l'hospice St.-Bernard. D'un autre côté, le général Dumerbion, vieillard accablé d'infirmités, ne soupirait qu'après le repos : satisfait des lauriers qui ombrageaient ses cheveux blancs, il ne soutenait le fardeau du commandement qu'à l'aide de Bona-

(1) Voyez l'affaire de Kayserslautern, le 23 mai, chap. XXXII.

parte, et malgré l'ascendant que celui-ci avait pris, il ne réussissait pas toujours à l'échauffer de son ardeur.

On s'endormit donc après les plus brillans débuts; et trois mois s'écoulèrent sans qu'on songeât à en recueillir les fruits.

CHAPITRE XXXIV.

Opérations aux Pyrénées. — La Union succède à Ricardos. — Dugommier prend l'offensive et attaque à revers le camp du Boulou : les Espagnols, mis en déroute, fuient jusqu'à Figuères : leur droite, sous Navarro, est investie dans Collioure : La Union, voulant la délivrer, est battu à St.-Laurent-de-la-Muga. — Navarro, privé par une tempête des secours de l'escadre, est forcé de capituler. — Expédition du corps de Cerdagne sur Campredon et Ripoll. — L'armée des Pyrénées-Occidentales, attendant des renforts, prélude à l'invasion de l'Espagne, par la prise des débouchés de la vallée de Bastan. — Caro, malgré son infériorité, attaque sa droite à la Croix-des-Bouquets et au calvaire d'Urrugne : il est repoussé et remplacé par le marquis de Coloméra.

Préparatifs des deux partis.

TOULON réduit, il était naturel de penser que le comité de salut public porterait ses efforts du côté des Pyrénées, où les Espagnols avaient entamé le sol de la république. C'eût été, en effet, une belle combinaison, que de diriger l'armée

victorieuse, à marches forcées, vers Perpignan, pour attaquer l'ennemi à peine assis dans ses quartiers d'hiver, et le rejeter derrière la Muga. Le comité, portant la même sollicitude sur toutes les frontières, jugea que l'armée du Var ne réclamait pas moins de secours que celle qui venait d'être battue à Collioure; et, nonobstant les difficultés que l'hiver apportait aux opérations dans les Alpes, il envoya, comme on sait, la moitié de l'armée de Toulon dans le comté de Nice, tandis que Dugommier conduisit l'autre à Perpignan. Indépendamment de cette résolution que bien des militaires ont considéré comme une faute, le gouvernement persista dans le système d'agir offensivement sur les deux extrémités de la ligne des Pyrénées.

D'après l'examen que nous avons déjà fait de ce théâtre de guerre, on a remarqué néanmoins que, si sa configuration exige l'emploi de deux armées, il faut que l'une d'elles restant entièrement sur la défensive, se borne à occuper le petit nombre de défilés qui aboutissent à Bellegarde ou à Bayonne; tandis que l'autre, formée de toutes les troupes disponibles, prendra son essor en Catalogne ou en Navarre, selon qu'elle en trouvera l'occasion. Loin de reconnaître cette vérité, le comité voulut pénétrer en Espagne des deux côtés à la fois.

L'hiver fut employé à la réorganisation des deux armées, composées, en grande partie, de bataillons de réquisition. Ce travail ne s'opéra pas sans peine au milieu du dénuement absolu des différens services : mais, surveillé par des représentans devant lesquels tout pliait, s'il paraissait impossible de lui faire atteindre la perfection désirable, du moins était-il certain qu'il remplirait en partie, le but qu'on s'en proposait à l'ouverture de la campagne.

Il n'en était pas de même en Espagne. Bien que le ressentiment de Charles IV envers la nation française fût encore dans toute sa force, et que le peuple eût droit d'attendre des victoires plus décisives dans une seconde campagne, l'ardeur du premier élan s'était évanouie chez l'un comme chez l'autre : car, déjà le défaut d'élémens constitutifs des armées, les hommes et l'argent, se faisait sentir. La campagne précédente avait coûté 150 millions; et le fisc, épuisé, se trouvait dans la dure nécessité de recourir aux impôts ou aux emprunts. D'un autre côté, une maladie épidémique enlevait encore journellement l'élite de l'armée : il fallait la compléter, et les enrôlemens volontaires ne remplissant point les cadres, il fallait ordonner des levées dont le succès était douteux. Le trait le plus prononcé du caractère espagnol est un penchant à l'indé-

pendance, ou pour mieux m'exprimer, à l'affranchissement de tout frein et au vagabondage; il est aussi difficile d'y lever des impôts que de plier les habitans aux devoirs de la discipline si nécessaire dans des troupes de ligne. De là l'éloignement du paysan pour l'état de soldat, la difficulté de recruter les corps permanens, et la grande facilité d'organiser des *Guérillas* ou corps francs pour la petite guerre : de là aussi la résistance qu'une armée ennemie rencontrera toujours dans l'invasion de la péninsule.

Le conseil de Charles IV, ignorant le parti qu'il pouvait tirer des levées provinciales, ou convaincu peut-être qu'il ne fallait point y compter avant que les provinces mêmes ne fussent envahies, imagina de compléter les cadres existans en ordonnant la levée du 30e homme dans tout le royaume. Mais, outre que cette mesure rencontra mille obstacles, la Cour ne put se dissimuler que l'effet en serait lent et tardif. A ces embarras vint se joindre la conviction que les dogmes républicains faisaient de nombreux prosélites dans ses armées et dans les classes moyennes de la nation : les hommes éclairés blâmaient la guerre, parce qu'elle mettait à la merci de l'Angleterre : dans le peuple, les avis étaient partagés; les uns la blâmaient, parce qu'on guerroyait contre des principes; le plus

grand nombre, parce qu'elle exigeait trop de sacrifices.

Dans cet état de perplexité, le cabinet de Madrid, flottant entre le désir de la vengeance et la crainte d'une ruine inévitable, perdit en indécisions et en conseils, le temps qu'il aurait dû employer en préparatifs.

Le comte d'Aranda, rappelé d'exil pour donner son avis dans ces circonstances graves, considérant la nature de la révolution française, et le but que l'Autriche et surtout l'Angleterre se proposaient en la combattant, n'hésita pas de dire qu'il ne fallait point se fier aveuglément aux déclarations de ces puissances, ni compter sur leur coopération pour soutenir une lutte si défavorable à l'Espagne. Discutant les intérêts de cette monarchie, il prouva qu'elle ne pouvait faire la guerre à la France, sans attirer sur elle-même une foule de calamités, quel que fût d'ailleurs le résultat des opérations, puisque la position géographique et les relations des deux états déterminaient bien plus une alliance, que le pacte de famille rompu par l'établissement de la république. Mais son conseil donné peut-être avec une franchise trop âpre, excita le courroux du duc d'Alcudia, qui crut y voir une récrimination de sa conduite, et le paya d'une disgrace aussi éclatante que peu méritée.

Entraîné à la guerre contre ses intérêts, le cabinet de Madrid eut recours à des moyens qui démontraient assez la triste situation de ses finances. Hors d'état d'établir de nouveaux impôts, il avait déjà émis 80 millions de papier-monnaie, vers la fin de décembre : à cette somme il en ajouta bientôt une de 190 millions, au remboursement desquels il hypothéqua le revenu du droit sur le tabac.

Outre les levées indiquées, on chercha à recruter les régimens étrangers et à en augmenter le nombre. Les officiers et soldats français, émigrés de Toulon, furent admis dans leurs grades au service espagnol et renforcèrent la légion de la Reine, levée par le comte de Pannetier; on augmenta également celle des Pyrénées, commandée par le marquis de St.-Simon. Enfin, on appela les généraux en chef des trois armées, pour discuter le plan de campagne, dans un conseil où le duc de Crillon et le comte O'Reilly assistèrent.

La Cour adopta le même plan que la campagne précédente : c'est-à-dire, que les armées de Navarre et d'Aragon, commandées par le lieutenant-général Caro et le prince de Castel-Franco, devaient se tenir sur la défensive; tandis que celle de Catalogne, renforcée autant que possible, prendrait l'offensive dans le Roussillon. On va voir que cette résolution ne suffisait pas pour obtenir des succès.

Opérations de l'armée des Pyrénées-Orientales (1).

Etat de l'armée à l'arrivée de Dugommier.

L'armée française des Pyrénées-Orientales, destinée à jouer un si beau rôle dans la campagne prochaine, réduite, vers la fin de décembre, à environ 35 mille soldats malingres dans leurs cantonnemens, ou moribonds dans les hôpitaux, occupait, par sa droite proprement dite, Thuir et Toulonge, en avant desquels campaient quelques bataillons. Le centre resta blotti sous les glacis de Perpignan, dans le camp retranché de de l'Union, de 3 à 4 mille toises d'étendue. Villeneuve, Cabestany et St.-Nazaire étaient occupés par la gauche, dont les avant-postes couvraient les avenues de Perpignan.

Le corps de Cerdagne étendait sa droite à Belver, et venait, par Olette et Villefranche, appuyer sa gauche au col de Ternère, entre la Tet et le rocher de Canigou.

Tout autre que Dugommier, en prenant le commandement de cette armée, eût désespéré de lui donner une attitude imposante à l'ouverture de la campagne. L'insubordination, compagne inséparable des revers, avait gagné jusqu'à l'officier : une nuée d'agens de toute espèce entravait les divers services ; c'était une armée à refondre entièrement.

(1) Consultez la planche III *bis*, et pour plus de détails sur la partie française, les feuilles de Cassini.

Le premier soin du général en chef fut de presser l'embrigadement des bataillons de réquisition dans les anciens cadres, afin de placer sous la surveillance du peu d'officiers et de sous-officiers instruits, cette masse d'hommes sans expérience, que l'apathie et l'ignorance de leurs chefs laissaient croupir dans le désœuvrement. Il partagea son armée en deux classes : les corps aguerris formèrent l'élite disponible; ceux de récente création la réserve, destinée à rester en seconde ligne jusqu'à sa parfaite instruction. Il institua ensuite dans chaque bataillon une compagnie d'hommes lestes, dispos et de bonne volonté, qu'il destina aux coups de main dans les montagnes, en les réunissant en bataillons à l'instar des grenadiers. Il remonta sa cavalerie, exerça son artillerie légère, épura son état-major; et, jetant successivement un regard de prévoyance et de sévérité sur les différens services administratifs, parvint à créer, comme par magie, des magasins, des ambulances et des moyens de transports. — Mesures qu'il prend pour la réorganiser.

Au fur et à mesure que les renforts de Toulon et de Bayonne arrivèrent, il les fit passer en première ligne, et envoya les bataillons qui l'avaient garnie jusqu'alors, se rétablir de l'autre côté de la Tet. Bientôt il rectifia sa position. On occupa le long du Tech et du Réart, Ste.-Colombe, Terrats, Lupia, Truillas, Ponteilla, St.-Cyprien et Elne : ce dernier point, surtout, devenait impor- — Nouvelles positions des Français

tant, depuis que l'ennemi était maître de Collioure; la gauche, aux ordres du général Sauret, dut le surveiller; des postes furent envoyés à Ortaffa et Montescot; enfin, la côte, découverte jusqu'à Agde, fut mise en état de défense.

Etat des Espagnols.

L'armée espagnole laissa opérer tous ces changemens qui l'adossaient aux Pyrénées depuis Pratz-de-Mollo jusqu'à la mer, sans y mettre aucun obstacle. Elle attendait alors un général en chef, pour remplacer Ricardos et O'Reilly, morts successivement à la veille de la rejoindre. Le marquis de las Amarillas qui la commandait provisoirement, couvert par le Tech depuis la mer jusqu'au camp du Boulou, et depuis là par la chaîne de collines qui se rattache au Canigou, sur laquelle on s'était plu à amonceler des retranchemens, ne voulait rien donner au hasard. Il attendait avec d'autant plus d'impatience son successeur, que les renforts annoncés par la Cour n'arrivaient qu'avec lenteur; qu'il existait encore plus de 10 mille hommes dans les hôpitaux, et qu'il n'avait pas plus de 25 mille combattans disponibles.

Plan de Dagobert, ajourné.

Cette particularité permit aux Français de prendre l'initiative avec succès; et il ne leur restait que le choix du plan d'opérations le plus convenable pour atteindre ce but. Dagobert, réintégré dans ses fonctions, en avait fait goûter un à Carnot, avant son départ de Paris pour l'ar-

mée, et qu'il avait conçu dès l'année précédente. Ce plan consistait à tourner la gauche de la ligne espagnole, en débouchant avec un corps d'élite de 12 mille fantassins et 1,300 chevaux, de Mont-Louis, sur deux colonnes, entre les sources du Ter, pour venir par Campredon et Ribas, opérer leur jonction aux environs de Ripoll. De là on eût cherché à enlever Gironne d'un coup de main, et à s'établir entre la Fluvia et le Ter, sur les derrières d'Amarillas, qui, coupé ainsi de ses communications, et assailli en même temps sur son front par le gros de l'armée, eût été anéanti. On ne saurait disconvenir des avantages de ce projet : seulement est-il juste d'observer que, si la route de Campredon était praticable pour l'artillerie, il eût mieux valu employer 30 mille hommes à ce mouvement, en ne laissant que les réserves sous le canon de Perpignan.

Projet de Dugommier

Mais Dugommier, bien qu'il fût pénétré des avantages qu'on pouvait s'en promettre, n'osa point l'exécuter à cause de l'état de délabrement dans lequel se trouvait la plus grande partie de l'armée : en effet, sur 65 mille hommes qui la composaient, les divisions actives comptaient au plus 35 mille combattans, non compris toutefois le corps de Cerdagne et les garnisons. Le général en chef préféra employer ces forces lui-même, sans les diviser pour une opération secondaire. Il calcula que les Espagnols, adossés

aux Pyrénées avec la seule route de Bellegarde et du col de Porteil, essuieraient une défaite certaine, si on parvenait à leur enlever ou seulement à menacer sérieusement cette unique retraite. Rompre leur ligne; en tourner le centre de manière à faire tomber tout le système de défense; couper la communication de leur droite exposée à Collioure, pour investir ensuite cette place par terre, tandis qu'une escadrille débarquerait l'artillerie nécessaire pour foudroyer St.-Elme : tel fut le plan que Dugommier proposa au comité, et que celui-ci adopta. En conséquence, Dagobert, auquel on avait donné l'ordre de former un corps d'élite de 12 mille hommes, consentit à ne recevoir aucun renfort avant la réussite de l'entreprise, et fut prendre à Puycerda le commandement de son ancienne division.

Premiers mouvemens des républicains. 27 mars.

Le 27 mars, l'armée fit un mouvement général pour s'approcher de l'ennemi. La droite, aux ordres du général Augereau, vint s'établir au Monestier et à Mas-d'Eu, poussant ses chasseurs à Pulla, Fourques et Villemolac. Le centre, commandé par le général Pérignon, s'étendit des cabanes du Réart près de la grande route, jusqu'au mamelon qui commande Brouillas, ayant sa réserve sous le général Victor Perrin (1), au-

(1) Aujourd'hui, maréchal duc de Bellune.

près de Bayde. Le général Sauret, à la gauche, jeta six bataillons à Ortaffa, et se tint prêt à passer le Tech au premier ordre.

L'armée d'élite fut remplacée dans ses premières positions par les bataillons inaguerris auxquels on confia en outre la garde des côtes jusqu'à Agde, où l'on craignait bien gratuitement quelques entreprises hostiles de la flotte de l'amiral Langara, qui croisait dans la Méditerranée, et dont une division aux ordres de Gravina, veillait sur Roses et Collioure.

Le corps de Cerdagne ne devait faire aucun mouvement : mais Dagobert, qui s'indignait du repos, se porta en trois colonnes avec environ 6 mille hommes sur Monteilla, y battit le comte de St.-Hilaire, le poussa jusqu'à Castel-Ciudad; lui prit sept pièces de canon, imposa 100 mille francs de contribution à la Seu-d'Urgel; et ne pouvant, faute d'artillerie, en assiéger la citadelle où la garnison s'était réfugiée, revint chargé de butin à Puycerda. Une fièvre maligne l'y emporta peu de jours après, à la 76e année de son âge, craint de l'ennemi, chéri des soldats qui le regardaient avec admiration, estimé du général en chef dont il avait toute la confiance. Combat de Monteilla. Mort de Dagobert.

Le marquis de las Amarillas, menacé d'une nouvelle attaque, replia les troupes qu'il avait sur la gauche du Tech dans le camp du Boulou, Dispositions défensives des Espagnols.

et remit à son successeur la pénible tâche de le défendre.

Ce camp, traversé par le Tech, et séparé de la plaine du Vallespir par une chaîne de collines, était fortifié avec un soin tout particulier. Son enceinte s'appuyait, en aval, à la batterie des Trompettes-Basses sur la rive droite de la rivière; et, en amont, à la hauteur de la Guardia qui domine le pont de Ceret. Une ligne de retranchemens barrait l'étroit vallon qui sépare la rive droite du Tech, des Albères, et allait se rattacher, par Villelongue et la redoute des Trompettes-Hautes, au château de Montesquiou, dont on avait fait une espèce de citadelle. Ainsi fortifié sur deux fronts, couvert sur ses derrières par Bellegarde, il semblait n'avoir à craindre que pour son flanc gauche. Malheureusement, les ingénieurs espagnols ne s'étaient pas aperçu que tout le système de ce singulier camp tomberait par la prise de l'ermitage de St.-Christophe, situé en arrière de sa droite, sur le pic le plus élevé des Albères. Ils ne tardèrent pas à sentir la faute qu'ils avaient faite de ne pas l'occuper, et dont leur adversaire se hâta de profiter.

Projet de Dugommier, pour attaquer le camp du Boulou.

Dugommier donna ordre au général Pérignon de passer le Tech avec environ 10 mille hommes, 800 chevaux et un train considérable d'artillerie. Cette division effectua son passage dans la nuit

du 29 au 30 avril, au gué de Brouillas, sur quatre colonnes. Son avant-garde, de sept bataillons et 400 chevaux, conduite par le général Martin, après avoir escaladé les Albères, devait s'emparer du poste de St.-Christophe et descendre par la montagne des Signaux sur la route de Bellegarde, pour couper la retraite à l'ennemi, tandis que le gros de la division, marchant sur trois colonnes, se portait sur St.-Génis, devant Villelongue et en face du camp des Trompettes. Augereau et Sauret avaient reçu ordre de détacher chacun une brigade à Baniuls; enfin le premier dut guetter l'instant favorable pour attaquer le pont de Ceret. 30 avril.

La Union prend le commandement de l'armée espagnole.

Ces dispositions, très-sages en elles-mêmes, furent encore favorisées par un concours des plus heureuses circonstances. Le cabinet de Madrid venait de conférer le commandement en chef de l'armée au comte de La Union. Ce général, très-bien placé à la tête d'une division, manquait des principes positifs et du génie nécessaire pour conduire une armée : il avait l'instinct des petites combinaisons de la guerre, et ses services rendus à la fin de 1793, joints à une grande affabilité, lui avaient mérité l'amour des troupes; mais il fut envié de ses lieutenans, en contradiction perpétuelle avec son chef d'état-major, et n'eut jamais sur son armée l'ascendant qu'avait pris Ricardos.

A peine eut-il reçu le commandement des mains de las Amarillas, qu'il transféra son quartier-général à Ceret, point pour lequel il avait une affection particulière, depuis le succès qu'il y avait remporté l'année précédente, et qu'il persistait à considérer comme la clef de sa position. C'était une erreur grossière ; Ceret offrirait à la vérité des avantages stratégiques pour l'offensive contre les Français, si de bonnes routes conduisaient de cette ville à la vallée de la Tet; mais outre que cette condition n'existait pas, il s'agissait encore d'une ligne défensive dont la retraite était par Bellegarde, et dès-lors le point le plus important se trouvait à la droite du camp du Boulou. Toutefois La Union plein de ses idées, ordonna aux généraux de sa gauche de s'emparer des hauteurs de Palméra et de la montagne de Taillet; réunissant à cet effet aux ordres de Mendinuetta, les troupes du camp de Ceret, les Portugais cantonnés entre Palauda et Arles, et plusieurs bataillons tirés du Boulou : manœuvre d'autant plus dangereuse qu'au même instant le général français s'apprêtait à lui porter le coup cruel dont nous allons rendre compte.

Son centre est tourné par Pérignon.

Les troupes de Pérignon, favorisées ainsi par ce qui se passait chez l'ennemi, ne rencontrèrent qu'une faible résistance. Le général Martin parvint même sans obstacle, à l'ermitage St.-Christophe : l'ayant trouvé dégarni, il poussa l'adju-

dant-général Frère, avec 800 hommes, sur le poste des Trompettes-Hautes, défendu par le maréchal-de-camp Arias. De son côté, Pérignon fit occuper le plateau de Villelongue par la brigade Chabert, masquer Argèles par le général Victor, et vint, au point du jour, se former en bataille sur la rive droite du Tech, face au Boulou, la gauche appuyée à Villelongue. Dans cette position, l'ennemi ne donnant aucun signe d'existence, puisque la majeure partie des troupes du camp se trouvait vers Ceret, il fit attaquer, par les brigades Point et Chabert, la redoute de Montesquiou, que le maréchal-de-camp Vénégas défendait avec un régiment d'infanterie.

La Union, informé de l'attaque des Français, au lieu d'y accourir avec tout ce qu'il avait de forces sous la main, persista à rester vers Ceret, et se borna à y détacher le prince de Monforte, avec quelques bataillons; mais déjà il n'était plus temps. Vénégas, accablé et blessé, avait abandonné la redoute, et s'était replié derrière les Signaux. Le prince, n'ayant pas assez de moyens pour déloger les ennemis des hauteurs et tenir tête aux masses qui s'avançaient dans la plaine, envoya le comte del Puerto au soutien de Vénégas, avec deux bataillons et un régiment de dragons, et donna ordre à Arias d'évacuer le poste des Trompettes-Hautes, que la colonne du général Frère fusillait déjà: c'était,

Dispositions qu'il oppose à l'ennemi.

dans l'état des choses, ce qu'il y avait de mieux à faire; le combat se soutint près des Signaux jusqu'à la nuit, et favorisa la retraite d'Arias.

Les Espagnols décident la retraite.

Cependant La Union, informé de la trouée faite au camp, convoqua un conseil de guerre à Ceret pour prononcer sur son abandon : le chef d'état-major Morla proposa, dit-on, de tomber sur Pérignon avec toutes les troupes du centre et de la division de Collioure; mouvement à-la-fois audacieux et habile, mais qui ne fut point exécuté : la majorité, après un long débat, se rangea de l'avis du général en chef qui résolut de repasser les Pyrénées. Il n'y avait pas un moment à perdre; et, pour assurer la retraite du matériel, il fut enjoint aux troupes du centre qui se trouvaient sur la rive gauche du Tech, de prendre position entre Maureillas et Ceret; et à la gauche, de défiler en toute diligence par le pont de ce dernier endroit.

Pérignon les prévient le 1er mai.

Pérignon, renforcé dans la nuit du 1er mai, par 500 chevaux et les deux brigades qui l'avaient remplacé la veille à Baniuls, fit attaquer, au jour, par le général Lemoine, les batteries des Signaux, qui furent enlevées malgré les efforts du comte del Puerto, dont les troupes eurent beaucoup de peine à gagner le chemin de Bellegarde. Le prince de Monforte, voyant alors sa droite écrasée, voulut ramener sa gauche dans cette place; mais l'infanterie du

général Martin, déjà postée au village des Ecluses-Hautes, lui barrant le passage, il se replia sur le centre de l'armée, en marche pour gagner les hauteurs de Maureillas, entre le pont du Boulou et Ceret.

Dès-lors, la grande route de Bellegarde fut perdue, et il ne resta aux Espagnols que le col de Porteil, dont les républicains menaçaient déjà de s'emparer.

Bien qu'il eût été possible, en faisant bonne contenance, de sauver le matériel par ce col, le chemin percé à la hâte, était si étroit, que le moindre accident, une seule voiture embarrassée, devait causer la perte de parcs immenses. On proposa de prendre le chemin d'Arles qui était beau jusqu'à cette ville, et par lequel Morla prétendait pouvoir ensuite sauver l'artillerie dans la vallée de la Muga : mais, soit par entêtement, soit parce qu'il douta de la possibilité de franchir les montagnes escarpées qui séparent la vallée de la Muga de celle du Tech, La Union persista à prendre le chemin de Porteil.

Aussitôt que le mouvement du prince de Monforte vers cette direction fut prononcé, et le centre ennemi tenant encore au Boulou, Pérignon ordonna au général Labarre de passer le Tech aux Trompettes-Basses, avec 700 chevaux, et de se précipiter sur la cavalerie espagnole qui formait l'arrière-garde, tandis que le général

Rénel, avec 500 autres, remonterait la rive droite pour la prévenir aux défilés de Maureillas, où se dirigea le gros de la division.

Déroute totale de l'armée espagnole.

L'ensemble et la rapidité de ces divers mouvemens portèrent le trouble et le désordre dans les rangs espagnols. Les troupes du prince de Monforte, saisies de frayeur, se jetèrent sur celles d'Amarillas, et les entraînèrent vers le col de Porteil, dans le plus grand désordre. Vainement chercha-t-on à les reformer entre Ceret et Maureillas, pour protéger la retraite, et sauver le matériel qui filait de cette première ville sur le col; les efforts de quelques chefs furent inutiles (1). Une partie de la cavalerie espagnole, voulant gagner le col de Perthus, fut criblée aux Ecluses-Hautes, et ne dut son salut qu'à la vitesse de ses chevaux. La brigade Vives, occupant le camp du Boulou, forcée, à cause de l'encombrement du chemin de Maureillas, à se

(1) Un témoin oculaire a comparé cette déroute à celle de Rosbach, et dit n'en avoir pas vu de pareille. Il aurait dû observer, toutefois, que les circonstances relatives étaient bien différentes. Ici, Dugommier est supérieur en nombre; à Rosbach, Frédéric était inférieur de moitié. En échange, dans la bataille du Boulou, les Français attaquent des positions formidables; à Rosbach, au contraire, le roi attaquait des têtes de colonnes en marche par pelotons. Les Espagnols fuient, parce que leur retraite est menacée; les Français se sauvèrent à Rosbach, parce qu'ils furent pris en marche à l'improviste. Ainsi les deux batailles n'ont d'autre point de ressemblance, que le désordre parmi les vaincus.

retirer par le pont de Ceret après la gauche, parvint heureusement à se sauver; mais trois bataillons entiers, formant les postes avancés à Pla-del-Rey et à l'ermitage St.-Luc, furent coupés et pris.

Jusque-là, cependant, les malheurs étaient réparables; lorsque le général Augereau, prévenu du trouble et de la détresse des Espagnols, ayant assailli les ouvrages du pont de Ceret, l'ouvrit à la cavalerie de Labarre, qui le traversa au trot pour se porter sur la colonne d'artillerie, attaquée par le général Rénel dans le défilé de Maureillas. Le combat ne fût pas long: quelques volées d'artillerie légère dissipèrent l'escorte: 140 pièces de canon, 800 mulets, tous les bagages de l'armée, des effets de campement pour 20 mille hommes, 1,500 prisonniers furent les fruits de cette victoire, qui ne coûta pas mille hommes aux Français.

Jamais bataille ne présenta un concours d'événemens aussi singuliers en faveur de l'assaillant que celle du Boulou; on pourrait la comparer à ces manœuvres de parade qu'une armée exécute pour son instruction, et où les mouvemens sont convenus d'avance. Il fallut deux jours entiers de fautes et de tâtonnement de la part du général espagnol pour que l'entreprise épineuse de Pérignon eût un succès si complet, et pour que les républicains arrivassent impunément à St.-Chris-

tophe. Les trophées de cette journée eussent été immenses, si Dugommier au lieu de laisser sa réserve inutile sous Perpignan et dispersée jusqu'à Agde, en eût tiré 10 bataillons, afin de garder le camp de Baniuls, et de pouvoir alors employer 25 mille hommes au mouvement décisif contre le camp de Montesquiou. Si dès le premier jour Pérignon avait eu cette force, on ne sait trop ce que serait devenu le centre des Espagnols en avant du Tech.

Les Espagnols ne songent pas même à défendre les Pyrénées, et fuient sous Figuères.

La Union, après avoir rallié les débris de son centre au col de Porteil, instruit que sa gauche, aux ordres du général portugais de Forbes, s'était repliée à St.-Laurent-de-la-Muga, et que sa droite, sous Navarro, était restée intacte dans ses positions, espérait s'établir entre Bellegarde et Collioure, pour défendre, du moins, le sommet des Pyrénées : mais l'artillerie étant perdue, et les troupes ébranlées, il était probable que si les Français s'approchaient avant que la ligne fût bien établie, une nouvelle déroute s'ensuivrait immédiatement. Ce calcul ne fut que trop justifié; à l'apparition des hussards républicains, troupes et généraux prirent en désordre le chemin de Figuères. Ce n'eût été qu'un demi-mal, si La Union se fût décidé franchement à renoncer à la possession de Collioure et de Port-Vendre pour attirer sa droite à lui, et songer à la défense du

territoire espagnol; mais il persista à laisser dans les places la division entière de Navarro, étendit son centre vers Espolla pour garder le col de Bagnols, dispersa des postes à Massarach, St.-Clément-de-Sasbas et Villarnadal, enfin occupa, par sa gauche, Bruire, Darnuys, et la montagne de la Magdeleine. Ses détracteurs profitèrent de ces fautes pour s'élever de plus en plus contre lui, prétendant qu'il ne justifiait point la préférence que la Cour lui avait donnée sur tant d'autres généraux.

Les Français investissent la droite à Collioure.

Pendant que La Union cherchait à relever le moral de son armée, Dugommier, profitant de l'ardeur de la sienne, prescrivit au général Sauret, renforcé par la brigade Victor et mille chevaux, de passer le Tech pour former l'investissement de Collioure. Cette petite place, située, comme on sait, à la chute des Pyrénées vers la mer, était difficile à bloquer, par la multitude des pics retranchés, fermant les gorges qui y donnent accès. Néanmoins, cette opération fut achevée dans la nuit; et, par un bonheur tout particulier, le général Guillot trompant la vigilance des postes espagnols, parvint à s'établir au Puig-de-las-Duines qui commande le fort St.-Elme. La brigade Victor et la cavalerie du général Labarre restèrent en observation dans la plaine d'Argèles.

Pérignon

De son côté, Pérignon quitta le champ de ba-

fait investir Bellegarde.

taille de Maureillas, pour faire l'investissement de Bellegarde du côté de France. Ses dispositifs pour attaquer le col de Porteil étaient déjà faits, quand l'ennemi l'évacua. S'étant alors fait joindre par la brigade Lemoine, qu'Augereau avait laissée à la garde du pont de Ceret, il acheva le blocus de cette place, en poussant une brigade à la Jonquière.

Augereau, suivant le général Forbes pied-à-pied, s'était porté, par Arles et St.-Laurent-de-Cerda, sur la fonderie de la Muga où il s'établit; communiquant avec la division du centre, par un camp de sept bataillons à Darnuys.

Difficultés pour le siége de ces places

Ainsi, l'armée républicaine, dès son début, avait chassé l'ennemi de positions réputées inexpugnables, et menaçait les deux seules places qu'il eût en France; mais le siége n'en pouvait commencer aussitôt. Pour réduire Collioure, Dugommier avait compté sur la coopération d'une flottille qui, retenue tantôt par les vents, tantôt par l'escadre espagnole, n'osait quitter le mouillage de St.-Laurent-de-la-Salanque; et les moyens d'artillerie et de transport, manquaient pour attaquer Bellegarde. Ne reprenant pas l'exécution du plan de Dagobert, les républicains, affaiblis par les blocus, restèrent forcément dans l'inaction, et eurent l'air de se reposer sur leurs lauriers, en butte aux coups que le comte de La Union méditait de leur porter.

Effectivement, celui-ci ayant eu le loisir de rétablir l'ordre dans son armée, jugea le moment favorable pour laver son affront. Instruit de l'extension de la ligne de son adversaire, et du départ récent d'une division de 5 mille hommes pour renforcer l'investissement de Bellegarde et de Collioure, il résolut d'attaquer l'extrême droite des Français. L'idée était lumineuse, et l'attaque eût obtenu de grands résultats, s'il avait porté ses masses sur St.-Laurent-de-la-Muga; mais il n'y employa que les brigades Vives et Solano, qui se divisèrent encore chacune en deux colonnes. Toute la cavalerie, sous le lieutenant-général Mendinuetta, soutenue d'une brigade d'infanterie, se porta par Pont-de-Molins dans la plaine de Cantalup, pour donner des inquiétudes au camp de la Jonquière : la brigade Puerto dut se glisser entre ce camp et la Muga, pour intercepter toute communication entre ces deux postes; enfin, de fausses attaques eurent lieu aux deux extrémités à Espolla et Campredon. La Union tente de les délivrer.

Ces dispositions papillotées n'eurent aucun succès. Les colonnes ne donnèrent pas en même temps. Le général Mirabel repoussa Solano et Vives à St.-Laurent. Guyeux, qui occupait le col de Cerda et la fonderie de Massanet, culbuta la colonne de Puerto : et il suffit au général Pérignon de faire sortir du camp de la Jonquière les brigades Martin et Point, pour tenir en échec 19 mai.

Mendinuetta, au moyen d'une simple canonnade. La journée se termina donc au désavantage des Espagnols, qui perdirent beaucoup de monde, outre 300 prisonniers.

Attaque de Collioure à St.-Elme.

Les Français n'avaient rien négligé de ce qui pouvait accélérer la reddition de Collioure. Dès le 6 mai, une flottille de 17 voiles, commandée par le capitaine Castanié, vint s'embosser devant cette ville; et, après avoir débarqué l'artillerie de siége aux Anses-Pautilles, commença à canonner la place, qui riposta avec vigueur. L'approche des forces ennemies l'obligea à ranger la côte d'Argèles.

Le brigadier Espeleta, détaché à Port-Vendre, y soutint avec succès plusieurs attaques des républicains : mais Dugommier s'attachait plus particulièrement à presser la reddition du fort St.-Elme, contre lequel il dirigeait par terre ses moyens de destruction. Dès le 10, neuf pièces de 24 ouvrirent leur feu : les batteries se multiplièrent à vue d'œil, et embrassèrent bientôt toute la circonvallation, depuis Port-Vendre jusqu'à Collioure.

Le maréchal-de-camp Navarro, homme de cœur, qui commandait dans cette partie, fit, avec ses 8 mille hommes, une assez belle défense. Voyant que les républicains cheminaient à grands pas contre le fort St.-Elme, et commençaient à maîtriser son feu, il ordonna de Collioure une

grande sortie, dont il confia la conduite au maréchal-de-camp Castrillo, afin de ruiner leurs batteries. Cette colonne, composée de piquets de gardes espagnoles, de la légion de la Reine, et des chasseurs de Murcie et de Barcelonne, surprit les assiégeans, et les poursuivit quelques centaines de toises : mais ceux-ci, soutenus par les réserves, firent volte-face, et ramenèrent les assiégés battant dans le fort. Le peu de succès de cette entreprise dégoûta le gouverneur des coups de main ; il vit que ses troupes n'étaient propres qu'à défendre des remparts, et n'en exigea pas davantage.

16 au 17 mai.

Assaut de St.-Elme.

Cependant Dugommier, irrité qu'un méchant fort qu'il avait cru réduire en quarante-huit heures l'arrêtât pendant quinze jours, ordonna l'escalade. Pour assurer sa réussite, et diviser l'attention de la garnison; il prescrivit des démonstrations contre Puig-Oriol, Collioure et Argèles. Il fut recommandé à la colonne assaillante de n'approcher du fort, que lorsque le feu de la terrasse en serait entièrement éteint par des tirailleurs choisis; mais un excès d'ardeur l'ayant entraînée dans le fossé, avant que la garnison eût été forcée de se retirer dans les casemates, une pluie de feu l'obligea de le quitter, après l'avoir jonché de cadavres.

Les Espagnols veu-

Les suites de cette tentative furent néanmoins plus heureuses qu'on ne l'aurait imaginé. Na-

lent évacuer par mer; une tempête les repousse.

varro, ébranlé par l'audace des républicains, et prêt à manquer de tout, entra en pourparlers; cependant la condition de mettre bas les armes lui ayant paru trop dure, le feu recommença, et eût enseveli la garnison sous les décombres du fort, si elle n'avait pris le parti de l'évacuer. Alors toutes les batteries françaises se tournèrent contre Port-Vendre et Collioure, où Navarro concentra ses troupes. Ayant fait connaître sa détresse au comte de La Union, mais désespérant d'en recevoir aucun secours par terre, il prit la résolution d'évacuer la place par mer. En vain, le commandant des forces navales lui opposait les dangers de la côte et les vents contraires; Navarro le sommait de braver tous les dangers pour sauver sa division. Déjà même il avait fait évacuer Port-Vendre, et réussi à faire partir les émigrés de la légion de la Reine, ses ambulances et une partie des magasins, lorsque l'amiral Gravina, arrivé le 24 mai dans le golfe de Roses, vint lui proposer d'embarquer sa division entière. C'était une trop belle occasion pour la laisser échapper. L'offre de l'amiral fut acceptée avec reconnaissance; mais un gros temps chassa

26 mai.

au large, dans la nuit du 26, l'escadre, qui était venue mouiller en vue du port. Navarro se décida donc à mettre bas les armes le lendemain, avec 7 mille hommes, et obtint de rentrer en Espagne, jusqu'à échange d'un pareil nombre

de prisonniers. Cette capitulation lui attira l'improbation de l'armée qui attendait de lui plus de vigueur; La Union ne voulut point la ratifier, et reprochait à son lieutenant de n'avoir pas essayé du moins de se faire jour avec sa division. Bien que la nature des lieux permît de lui barrer le passage avec des forces inférieures, il semble en effet qu'il devait en faire la tentative, puisque cette obligation est imposée par les ordonnances à tout commandant de détachement, et qu'il n'était pas impossible de forcer le cordon de la division Sauret.

Positions au centre.

Pendant toute la durée du siége de Collioure, et quinze jours après, les divisions Pérignon et Augereau restèrent autour de Bellegarde, se bornant à faire une seule reconnaissance, le 7 juin, contre la gauche du camp ennemi. Les Espagnols, sur leurs gardes, la repoussèrent après un engagement très-chaud, où le général Labarre perdit la vie.

Expédition du corps de Cerdagne sur Campredon.

Du côté de la Cerdagne, le général Doppet, successeur de Dagobert, essaya le mouvement que ce dernier avait reçu l'ordre d'exécuter dès l'ouverture de la campagne; et, par le succès qu'il obtint d'abord, prouva celui qu'on en aurait recueilli, en l'opérant avec un corps de troupes plus considérable, avant que l'ennemi eût reçu des renforts.

La gauche de l'armée espagnole n'était que

faiblement gardée : le maréchal-de-camp Oquendo commandait à Campredon environ 1,200 hommes de milices catalanes, disséminés dans les gorges du Tero et des premiers affluens de sa rive droite : un corps d'égale force, aux ordres du maréchal-de-camp Solano, occupait tous les cols qui versent sur la gauche de la Fluvia, depuis Besalu jusqu'à Castel-Follit ; enfin, Cuesta commandait une petite division dans la vallée de la Sègre, à Seu-d'Urgel.

Le corps de Cerdagne, ayant à sa tête les généraux divisionnaires Doppet et Charlet, partit de Villefranche et d'Alp, le 4 juin ; et se dirigea sur Campredon et Ribas, que les milices d'Oquendo cédèrent presque sans résistance. Au même moment, le général Augereau détacha de la Muga l'adjudant-général Bon, avec ses chasseurs, sur le col de Bassagorda. Cet officier, après avoir forcé le bataillon de Vallespir, vint, par Ormoger et Aix, se réunir à la colonne du général Doppet. De Campredon, les républicains se portèrent sur Ripoll où se termina leur course, soit que le génie de Dagobert ne les dirigeât plus, soit que la mésintelligence entre les deux généraux les empêchât de profiter de la dispersion des forces ennemies.

La Union détache Vives au secours.

Le comte de La Union, n'ignorant pas que le chemin du col de Bassagorda à Besalu, est praticable à l'artillerie, et que de là on peut en

traîner jusqu'à Girone, conçut de vives inquiétudes, et crut un instant voir déboucher les Français sur ses derrières; mais ses craintes furent bientôt dissipées. Le bataillon de Vallespir, renforcé de quelques centaines de grenadiers et de soumatens, étant parvenu à chasser du col le poste que Bon y avait laissé, et Solano ayant mandé que la petite colonne qui avait débouché par Bassagorda, était allée se réunir à celle de Campredon; le général en chef jugea que toute l'entreprise n'était qu'une course pour mettre le pays à contribution. Il chargea donc le maréchal-de-camp Vives, avec cinq bataillons de ligne, cinq de milices et 300 chevaux, de l'arrêter; et prescrivit au général Cuesta de faire une diversion sur Belver, afin de rappeler ce détachement ennemi à Puycerda.

Vives remplit sa tâche avec intelligence. Dans une première affaire, les Français qui occupaient Ripoll, furent enveloppés, et ne se firent jour qu'à la baïonnette. Le général Charlet, attaqué le 18 juin dans Campredon par les deux rives du Ter et du côté d'Olot, ne se retira qu'avec perte de deux pièces de canon. Ainsi, le résultat de cette expédition se réduisit au pillage et à l'incendie de quelques bourgs; triste dédommagement des fatigues qu'elle causa aux troupes. Les Français sont repoussés.

Vers la mi-juin, la division Sauret quitta ses cantonnemens aux environs de Collioure, passa La division Sauret,

joint le centre devant Bellegarde.

les Pyrénées, et vint camper, au nombre de 10 mille hommes, près de Cantalup. Ce renfort rendant les Français tous les jours plus audacieux, ils fatiguèrent tellement les avant-postes espagnols, qu'afin de leur procurer un peu de repos, La Union imagina de faire une forte diversion en Cerdagne, dans l'espoir d'y attirer toute l'attention de son adversaire. Ce moyen fait pitié, car les Espagnols n'avaient pour pénétrer dans la partie française de cette province, aucune des facilités que leurs ennemis avaient pour envahir la partie espagnole; et avant d'y prendre pied, il fallait faire tomber Puycerda et Mont-Louis.

Expédition des Espagnols sur Puycerda. 25 juin.

Quoi qu'il en soit, le général La Cuesta, fidèle à ses instructions, partit le 25 juin de la Seu-d'Urgel, avec 3,400 hommes d'infanterie et 400 chevaux, dans le dessein de se porter sur Belver. Sa petite troupe fut divisée en trois sections. La plus forte devait remonter la rive gauche de la Sègre, s'emparer de Belver et marcher avec rapidité sur Puycerda, afin de couper la retraite de sa garnison sur Mont-Louis: la seconde colonne, remontant la rive droite, devait coopérer à l'attaque de la première, et être suivie de la troisième qui avait ordre de s'emparer du pont de Soler, entre Belver et Puycerda.

Ce plan échoua. La Cuesta, arrêté avec les deux dernières colonnes par 300 français retranchés en avant de Belver, fut obligé de revenir

prendre position à Monteilla. A la vérité, le brigadier Baria parvint avec la première dans la plaine de Puycerda ; mais, abandonné à ses propres forces, menacé par un détachement que Doppet fit sortir de la place pour gagner les hauteurs, il fut contraint de se jeter dans les rochers de Llosa, afin d'éviter une ruine certaine ; s'estimant heureux d'en être quitte pour ses bagages et 200 prisonniers.

Malgré le renfort que l'arrivée de la division Sauret avait procuré aux républicains, il ne se passa rien d'important jusqu'à la mi-août. Dugommier se contenta de resserrer Bellegarde ; certain que jusqu'à sa reddition, il ne pouvait se promettre de grands succès contre un adversaire retranché sous la protection de Figuères, il crut faire assez en l'empêchant de secourir la place. Les Espagnols, de leur côté, bien qu'ils eussent réparé les suites de la déroute du Boulou, attendaient encore des renforts, sans lesquels ils n'osaient rien hasarder. La Union voyait, des bastions de Figuères, le pavillon castillan flotter sur les tours de Bellegarde, où le marquis de Val-Santaro opposait une stoïque fermeté aux sommations de l'ennemi et aux horreurs de la famine. Nous verrons, au chapitre XLI, l'impuissance des efforts qu'on fit pour le secourir.

Stagnation dans les deux partis.

Opérations de l'armée des Pyrénées-Occidentales (1).

Positions et préparatifs des Français

L'armée des Pyrénées-Occidentales, réduite, après le départ de ses deux meilleures demi-brigades pour le Roussillon, à moins de 20 mille hommes disponibles, fut renforcée par un nombre à-peu-près égal de recrues, qui figurèrent au nombre des combattans, mais ne furent en état d'entrer en ligne que dans le courant du mois de juin. Elle comptait alors 40 bataillons répartis en cinq divisions aux ordres des généraux Moncey, Frégeville, Delaborde, Mauco et Marbot; tenant toutes les têtes des vallées qui conduisent en France, depuis Yeropil aux sources de la Nive, jusqu'à la chaussée de St.-Jean-de-Luz. Les trois premières divisions, fortes de 26 bataillons, formaient l'élite de l'armée : les deux autres à la gauche, dans les vallées de Haute-Nive et du Saisson, n'étaient composées que de 14 bataillons de réquisition, à peine instruits et mal équipés.

Positions des Espagnols.

L'armée espagnole, aux ordres du capitaine-général Ventura-Caro, affaiblie par les troupes qu'elle avait envoyées à l'armée du Roussillon,

(1) Consultez la planche III, et la carte de Roussel pour ce qui est au-delà d'Ernani.

ne comptait pas, dans les premiers jours de février, au-delà de 20 mille hommes, dont la moitié de milices. Sa droite, sous le duc d'Ossuna, était appuyée à Burguette; le centre, commandé par le lieutenant-général Urrutia, s'étendait dans la vallée de Bastan; et sa gauche, aux ordres du lieutenant-général Gil, bordait les rives de la Bidassoa jusqu'au camp de St.-Martial.

Le front des deux armées était hérissé de retranchemens, que chacune d'elles avait mis sa gloire à perfectionner pendant l'hiver. Cet état de choses influait singulièrement sur l'esprit des généraux opposés. Muller, considérant la faiblesse et le dénuement de son armée, sans faire attention que son adversaire se trouvait encore plus dénué de moyens que lui, penchait pour se tenir sur la défensive. Caro, au contraire, prétendait changer de rôle, enlever les retranchemens des républicains, et faire une invasion en France. Dès le 5 février, il se décida à faire une tentative avec 10 mille hommes contre le calvaire d'Urrugne, le camp des Sans-Culottes et la Croix-des-Bouquets; déjà Urrutia était parvenu à chasser du calvaire les postes de la gauche; mais l'artillerie française dirigée par Lespinasse ayant foudroyé les deux autres colonnes, les força à reprendre leurs positions, et Urrutia dut en faire autant de son côté.

Caro n'avait cessé de solliciter, avec des ren-

forts, la permission de prendre l'offensive. La Cour, qui tournait toutes ses vues sur le Roussillon, la lui ayant refusée, il requit le Guipuscoa de lui fournir un contingent d'hommes; mais aussi peu heureux dans ses négociations avec les états de cette province jalouse de ses priviléges, il se vit réduit, à la fin de mars, à retirer les troupes qu'il avait dans les places, pour se former un corps de 18 mille hommes, avec lequel il se proposa de tenir tête aux Français.

Premières entreprises insignifiantes des deux partis.

Le général Muller, pressé par le comité de salut public d'ouvrir la campagne, ne s'estimant point assez fort pour débuter par une invasion, voulut déloger les Espagnols du poste de la Rhune, afin de raccourcir sa ligne de défense; mais son entreprise échoua. Le reste du mois de mars, ceux d'avril et de mai s'écoulèrent en escarmouches. Ils furent marqués par une seule entreprise des Français sur la fonderie d'Orbaicet, qui n'aboutit qu'à brûler deux villages; et par une expédition en représailles que les Espagnols dirigèrent dans les vallées d'Arneguy et de Baygori, où la légion de St.-Simon montra, tout en ravageant des fermes françaises, un courage digne d'un meilleur emploi. Les républicains voulurent s'en venger en brûlant les belles mâtures d'Irati qu'ils attaquèrent néanmoins sans succès.

Projet pour l'invasion de l'Espagne.

Bien que le temps favorable aux opérations dans les montagnes s'avançât avec rapidité, le

général républicain aurait attendu, avant d'ouvrir la campagne, l'arrivée des 15 bataillons et des mille chevaux qui lui étaient annoncés de l'Ouest; mais les représentans en mission auprès de l'armée l'aiguillonnèrent par des raisons si puissantes, qu'enfin il se détermina à débuter.

Son plan d'invasion, depuis long-temps approuvé par le comité de salut public, et assez bien combiné pour le choix du point stratégique, semblait un peu décousu pour des troupes si peu nombreuses, et obligées de filer à travers des vallées dont les communications étaient des plus difficiles. La gauche de l'armée devait descendre par les cols d'Ispéguy, d'Ariette et de Maya, dans la vallée de Bastan, tandis que le centre se porterait vers Echallar, pour se réunir à elle, passer la Bidassoa de concert, tomber sur Lesaca, et descendre de là sur Bera et Irun, où l'on devait prendre la grande route. L'ennemi ainsi tourné dans ses positions retranchées, et acculé à la mer sur les hauteurs de Fontarabie, ne les eût pas conservées long-temps, surtout si une petite escadre avait favorisé les mouvemens de l'armée française dans le golfe de Biscaye.

Le 3 juin, le général Mauco mit en mouvement la division de St.-Jean-Pied-de-Port, sur trois colonnes. Le chef de brigade Lefranc se dirigea contre Berderis, et le général Lavictoire

Les Français s'emparent des débouchés de la vallée de Bastan.

sur le col d'Ispéguy, tandis que Mauco, avec le gros de sa division, attira l'attention des Espagnols vers Altobiscar. Le même jour, le général Laborde poussa une forte colonne de St.-Pé contre Maya.

3 juin. Ces attaques combinées eurent un plein succès. Le cordon du duc d'Ossuna fut percé de toutes parts, parce que, prenant le change sur la véritable attaque, il porta ses réserves vers Altobiscar. Lefranc enleva à 300 hommes du régiment de Zamora la redoute qu'ils occupaient sur les Aldudes, et se rendit maître du col de Berderis. La colonne de Lavictoire, après un combat très-chaud où ce général fut mortellement blessé, parvint à chasser les Espagnols des retranchemens formidables du col d'Ispéguy. Enfin, la division Laborde n'éprouva qu'une faible résistance à s'emparer du col de Maya; encore que les habitans d'Errazu, soutenus par un bataillon de ligne, eussent défendu l'ermitage qui couvre ce poste, et que 4 à 500 grenadiers fussent accourus de Goramendi dans le même but.

Muller ne poursuit pas ses succès. Ces barrières de la vallée de Bastan tombées, rien n'empêchait d'y descendre; et il eût été tout naturel de le faire, afin d'ôter à l'ennemi le temps de s'y retrancher. On ignore les motifs qui portèrent le général Muller à s'arrêter pendant quinze jours dans ces positions: il ne fit,

durant ce long intervalle, qu'une reconnaissance sur la pointe du Diamant et le Mont-Vert, que le général Mendizabal parvint à repousser.

Mesures de Caro.

Cependant Caro, inquiet de la mollesse que ses troupes avaient montrée dans les dernières affaires, et jugeant qu'elles ne soutiendraient pas dans cette campagne l'honneur des armes espagnoles, crut prudent de changer de système, et proposa au ministère de porter sa ligne plus en arrière. Mais le gouvernement était trop occupé de ce qui se passait en Roussillon, pour examiner de sang-froid les motifs de la singulière demande d'un général constamment victorieux dans la dernière campagne, et qui n'avait cessé jusqu'alors de solliciter l'autorisation de prendre l'offensive : certain d'ailleurs qu'il n'avait point essuyé d'échec notable, le cabinet jugea prudent de suspendre l'exécution d'une mesure dont les suites immédiates devaient porter l'épouvante dans deux provinces, et enlever à l'armée le peu de confiance qui lui restait.

Il veut prendre l'offensive.

Forcé de garder cette ligne dangereuse, Caro, voyant que son adversaire ne profitait point de tous ses avantages, et pénétré de ceux qui dérivent de l'initiative dans l'attaque, résolut de sortir de cette situation précaire, en prévenant les républicains. Le motif était louable sans doute; pourquoi les moyens répondirent-ils si peu au but qu'on se proposait?

L'effort fut combiné sur la droite des Français. Le général Escalante, partant de Bera, fut chargé de diriger l'attaque de la montagne de Mandale, en longeant les hauteurs de Bera : au centre, le marquis de la Romana devait assaillir le Diamant, le Mont-Vert et le camp de la Croix-des-Bouquets : à la gauche enfin, le lieutenant-général Gil avait ordre d'enlever les redoutes d'Andaye. La totalité des troupes mises en action à ces trois attaques, s'élevait à plus de 8 mille hommes; mais, partant de la circonférence d'un cercle pour attaquer une position centrale fortifiée, et soutenue par des forces supérieures, la moindre contrariété devait renverser tout leur plan.

Combat de la Croix-des-Bouquets. 23 juin.

Le 23 juin, avant le jour, la fusillade commença sous des auspices peu favorables. Deux colonnes espagnoles s'étant prises pour ennemies dans l'obscurité, se fusillèrent à bout-portant. La méprise étant enfin reconnue et l'ordre rétabli, le général Escalante culbuta les républicains de la montagne de Mandale, et les poursuivit chaudement jusqu'au calvaire d'Urrugne; ceux-ci, renforcés alors par quelques troupes de l'avant-garde et du camp des Sans-Culottes, reprirent leur premier poste.

Le marquis de la Romana n'obtint pas autant de succès. Sa colonne, tenue en échec par les grenadiers de la Tour-d'Auvergne qui gardaient le camp de la Croix-des-Bouquets, se consuma

en efforts inutiles, jusqu'à ce que le général Merle, arrivant avec 400 hommes du camp des Sans-Culottes, et secondé par une sortie de la redoute de la Liberté, la mit dans une déroute complète.

La colonne du général Gil, arrivée sur le plateau d'Andaye, témoin des échecs qu'essuyaient celles de droite, opéra prudemment sa retraite, et protégea la leur par sa bonne contenance.

Cette affaire malheureuse, où les Espagnols perdirent 7 à 800 hommes tués ou blessés, ne devait pas être imputée à Caro comme un crime, bien qu'il n'eût pas employé l'unique moyen de réussir. Il ne pouvait se flatter de la victoire, qu'en rassemblant 10 mille hommes à Biriatu pour forcer impétueusement le calvaire d'Urrugne, et faire tomber le camp français par la perte de son point décisif. De simples détachemens d'un millier d'hommes eussent en même temps inquiété l'extrême droite à la Croix-des-Bouquets et à Andaye.

Caro disgracié et remplacé par Coloméra.

Quoique la disproportion des forces castillanes fût une excuse suffisante pour leur chef, cette défaite, envenimée par des rapports de courtisans, détermina le rappel du général Caro, dont les représentations continuelles, et parfois acerbes, avaient blessé le premier ministre, et offensé l'orgueil des représentans de la province de Guipuscoa. La Cour envoya pour le remplacer, le comte de Coloméra, vétéran, dont le plus

grand mérite était d'avoir fait la guerre de 7 ans en qualité de volontaire, et qui avait plus de liant dans le caractère; mais l'école des Soubise et des Clermont n'était pas celle qui formait des héros; et l'armée ne lui accordait aucune des grandes qualités qui distinguaient son prédécesseur : d'ailleurs, moins heureux que Dagobert et que Caro, l'âge avait déjà glacé les facultés de son ame.

Bien que les premières opérations de ce nouveau général, dans le mois de juillet, appartiennent à ce chapitre par leur date, cependant, pour ne pas interrompre le fil des événemens qui amenèrent l'invasion de la Navarre et du Guipuscoa, nous les renverrons à la seconde période de cette campagne, que cette invasion occupera toute entière.

CHAPITRE XXXV.

Événemens dans la Vendée, depuis la grande défaite de Savenay. — Prise de Noirmoutiers. — Mort de Larochejacquelin. — Combats divers.

ENTRAINÉS par l'importance des batailles du Mans et de Savenay qui changèrent entièrement la guerre de la Vendée, nous avons cru devoir laisser reposer l'esprit de nos lecteurs sur ces événemens mémorables, sans les détourner par le récit insignifiant de l'expédition de Noirmoutiers, qui appartient encore par sa date aux opérations de la campagne précédente.

Charette s'empare de Noirmoutiers.

Pendant que l'armée d'Anjou et celle du centre, refoulées vers la Loire par le général Léchelle, passaient ce fleuve, et faisaient leur fatale expédition sur Granville, Charette, à qui il ne restait qu'un faible corps, s'apprêtait, ainsi qu'on l'a dit au chapitre XXVI, à s'emparer de Noirmoutiers où il s'était ménagé des intelligences avec le commandant républicain.

Cette île qui peut avoir trois lieues de long sur une de large et sept de tour, n'est qu'un rocher couvert de sable, séparé de la terre ferme par un bras de mer étroit, mais si rapide qu'on ne

peut le traverser qu'avec le reflux. Sa population d'environ 8 mille ames, adonnée toute entière à la marine, s'était déclarée, à l'origine de l'insurrection, si peu favorable aux républicains, que le général Canclaux avait cru devoir y mettre garnison. Du reste l'île n'avait pour toute défense que des batteries de côte.

Charette vint d'abord s'établir à l'île de Bouin, et traversa à marée basse, dans la nuit du 20 au 21 octobre, le canal de Grandchamp, laissa sa cavalerie à Beauvoir, et piloté par les habitans du village de Barbatre, surprit les postes établis le long de la côte, et les força à se réfugier sous Noirmoutiers, où, abandonnés par leur commandant, ils mirent bas les armes.

Projets ultérieurs de ce chef.

Maître de Noirmoutiers, Charette s'appliqua à en faire sa place d'armes et de dépôt : il l'arma et la retrancha le mieux qu'il put, et y laissa une garnison de 12 à 1,500 hommes, sous les ordres de Pinaud. Toutefois la grande flotte de Morard de Galles croisant entre Quiberon et Groix, il était probable que cette conquête à laquelle Charette attachait tant de prix, ne serait qu'éphémère; à moins qu'il n'y eût connivence entre les chefs des forces navales et les Vendéens. L'insurrection de la flotte et les accusations portées au tribunal révolutionnaire de Brest, en firent naître le soupçon, qui ne tarda pas à être victorieusement repoussé par les accusés.

Quoi qu'il en soit, ces dispositions étant achevées, il fut facile à Charette de se mettre en communication avec Joly, qui commandait les révoltés des environs des Sables; avec Cathelinière, resté dans le pays de Retz; et enfin avec Prudhomme, qui cherchait à fomenter une nouvelle insurrection dans l'arrondissement de l'ancienne armée du centre.

Après un premier succès il est battu.

Les circonstances favorisèrent ces premières opérations, car il n'était resté en Vendée que deux divisions; la première de l'armée des côtes de Brest, qui bordait la Loire de Nantes à Saumur, pour observer la Haute-Vendée; l'autre de l'armée des côtes de la Rochelle, stationnée entre Fontenay et les Sables. Les généraux Haxo et Dutruy qui les commandaient, n'ayant reçu aucune instruction, gardèrent d'abord une défensive d'autant plus pénible que leurs forces se trouvaient disséminées sur une infinité de points qu'on s'obstinait à garder. C'est en effet un des inconvéniens inséparables de ce genre de guerre, que pour soumettre le pays, on soit forcé de répartir ses troupes sur toute la surface, et qu'on demeure ainsi exposé à des revers partiels. Toutefois la bonne harmonie qui régnait entre ces deux généraux mit bientôt obstacle aux progrès de Charette. Après plusieurs petits combats où ses lieutenans eurent presque toujours le dessous, battu lui-même le 2 décembre aux environs de

Machecoul, il eût été forcé de se réfugier dans Noirmoutiers, si un arrêté du comité de salut public n'eût enjoint aux généraux employés dans la Vendée de suspendre toute expédition jusqu'à ce que Nantes fût à l'abri de danger. Haxo au désespoir de voir son adversaire lui échapper, dépêche Dutruy auprès du représentant Carrier à Nantes, qui prend sur lui de donner carte blanche à Haxo, moyennant qu'il renforce la garnison de cette place de 3 mille hommes.

Le général Haxo le jette sur l'île de Bouin.

Trop heureux d'obtenir à ce prix l'autorisation qu'ils sollicitent, Haxo et Dutruy attaquent Charette, lui enlèvent Beauvoir et le poursuivent l'épée dans les reins jusqu'à Lépois. La marée montante lui coupant toute retraite sur Noirmoutiers, il se réfugia dans l'île de Bouin où il ne tarda pas à être cerné par les républicains.

Comme il suffit pour rendre cette île inabordable, de rompre les ponts jetés sur les trois routes qui y aboutissent, Charette affecta devant les siens une grande sécurité, mais n'étant pas intérieurement sans inquiétude sur l'issue du blocus, il dépêcha un de ses officiers en Angleterre pour en solliciter des secours.

Charette se fait jour.

Cependant Haxo, impatient, avait fait toutes ses dispositions pour assaillir ce chef royaliste le 11 décembre; l'attaque principale devait partir de Beauvoir, une colonne sortie de Bourgneuf avait ordre d'arriver par la pointe du sud et de favo-

riser l'attaque de la colonne intermédiaire qui, de Bois-de-Gené, devait descendre le ruisseau versant dans le Dain au-dessus de Chiport, et prendre Bouin à revers après avoir franchi cette rivière. Toutes ces dispositions furent ponctuellement exécutées. Charette fit d'abord bonne contenance, mais la colonne de Bourgneuf ayant surpris les postes qui lui étaient opposés, et s'avançant vers les Roussières, les royalistes pris entre deux feux et acculés à la mer, n'eurent d'alternative que de se rendre ou de vendre chèrement leur vie. Déjà l'ordre de s'ouvrir un passage à la baïonnette avait été donné, lorsqu'un paysan indiqua à leur chef la seule issue que n'occupaient point les républicains. Il s'y jette aussitôt avec 15 à 1,800 hommes des plus déterminés, égorge un poste du cordon ennemi, combat à outrance les partis qui le pressent, et parvient heureusement à rejoindre les divisions Savin et Joly établies au Grand-Luc.

Ses courses dans la Vendée.

L'artillerie, les munitions de guerre et de bouche, un butin immense demeurèrent aux vainqueurs, qui ne se crurent point dédommagés de l'évasion de leur captif. Haxo toutefois ne perdit pas son temps à exhaler d'inutiles regrets. Le 13, il se mit sur les traces de Charette qui, repoussé devant Légé par le général Guillaume, après avoir enlevé le camp des Quatre-Chemins, se dirigeait vers le Haut-Poitou, en vue de se re-

cruter des débris de l'armée qui avait repassé la Loire. Chemin faisant, ce chef eut avec Joly une altercation aux Herbiers, qui faillit amener leur séparation; mais enfin il l'emporta, et fut proclamé général en chef.

Il est nommé général en chef.

Cette nomination ne lui donna qu'un vain titre sans autorité. Les Angevins attachés à leurs officiers refusèrent de se ranger sous ses drapeaux, et ses proclamations, ses voies de rigueur pour les arracher de leurs foyers ne le rendirent que plus odieux. Assailli par une colonne républicaine dans le bourg de Bonpère, où il avait établi son quartier-général, il ne s'échappa qu'avéc peine, et s'enfuit à Pouzange qu'il abandonna bientôt après pour éviter la rencontre d'un détachement de Dutruy. De là toujours poursuivi, il se rendit avec 15 à 1,800 hommes par Châtillon à Maulevrier, où le retour inattendu de Larochejacquelin dérangea tous ses projets, et le força de diriger sa course vers le Marais.

Au bruit de son retour dans cette contrée, l'alarme se répandit à Luçon et à Fontenay. Le général Dutruy multiplia les colonnes mobiles et redoubla les précautions. Charette eut d'abord l'intention de s'emparer de Laroche-sur-Yon; mais son projet ayant été éventé, il vint après plusieurs contre-marches prendre poste à Machecoul, dont il délogea les républicains.

Thurreau

Tel était l'état des choses en Vendée à l'époque

du 21 décembre, quand le général Thurreau prit le commandement de l'armée de l'Ouest. Quoique victorieuse et encore assez nombreuse, elle était loin d'offrir un ensemble imposant. En effet, les 50 mille hommes dont se composait son effectif appartenaient à plus de 160 corps différens, et sur ce nombre à peine trouvait-on 20 mille combattans; car plus de 12 mille encombraient les hôpitaux, 20 mille perdus de gale, presque nus, pieds déchaux et mal armés, n'étaient pas susceptibles de faire une campagne d'hiver. Avec ces cadres sur lesquels l'indiscipline exerçait encore ses ravages, il fallait non-seulement tenir tête aux Vendéens rentrés et insoumis, mais encore réprimer les Chouans qui, renforcés des débris de l'armée écrasée au Mans et à Savenay, commençaient à établir le théâtre de leurs brigandages sur la rive droite de la Loire, entre la Mayenne et la Vilaine, et ne pouvaient déjà plus être contenus par l'armée des côtes de Brest et de Cherbourg.

prend le commandement des républicains.

Quoi qu'il en soit, Thurreau crut ne pouvoir mieux débuter qu'en s'emparant de l'île de Noirmoutiers, afin d'enlever aux royalistes toute communication avec l'extérieur. Le général Haxo, qui avait préparé ce qui était nécessaire pour ce coup de main, reçut l'ordre de le tenter, et réussit le 5 janvier à se rendre maître de cette île à la faveur d'une escadrille qui favorisa le dé-

Mesures pour reprendre Noirmoutiers.

barquement de sa petite division. Les royalistes firent peu de résistance, et se rendirent prisonniers à la première sommation. On y trouva le généralissime d'Elbée criblé de blessures, qui s'y était réfugié avec une douzaine de ses officiers. Les vainqueurs ne pardonnèrent point aux vaincus, les prisonniers et la garnison de l'île furent impitoyablement fusillés. De son côté, le général Carpentier délogea Charette de Machecoul, et le força de rentrer dans le Bocage, avant d'avoir pu opérer sa jonction avec Cathelinière.

Etat de la Vendée.

La destruction de la grande armée à Savenay, et la reprise de Noirmoutiers n'éteignirent point le feu de la guerre. Les grandes opérations cessèrent, mais l'impuissance où les Vendéens se virent de lutter contre la république n'inspira à aucun d'eux le sentiment de se rallier à ses lois. La vengeance et la haine animaient tous les cœurs; chacun s'apprêtait à combattre isolément les détachemens de l'armée victorieuse qui donneraient prise; et ne pouvant vaincre les troupes conventionnelles, on chercha à les éloigner du pays en les harcelant. Résolution qui signale un courage opiniâtre; mais où l'on ne reconnaît ni amour de la patrie, ni attachement sincère aux intérêts bien entendus de la monarchie.

Le retour de Larochejacquelin et de Stofflet dans le Haut-Anjou donna chaque jour plus de consistance et de hardiesse aux rassemblemens

qui n'avaient cessé de s'y montrer, tous les cantonnemens républicains se trouvaient comme en état de blocus, et n'osaient communiquer entre eux. Reconnaissances, patrouilles, convois, ordonnances, tout était enlevé par les insurgés qui, nulle part, n'offraient assez de prise pour être exterminés en rase campagne.

A cette guerre de chicane, si défavorable aux républicains, et qui indiquait autant la faiblesse que l'acharnement des royalistes, Thurreau, exalté peut-être par les traitemens barbares qu'éprouvaient les siens quand ils tombaient entre les mains des ennemis, résolut d'opposer le même système dont ils s'étaient jusqu'alors servi avec tant d'avantage contre son parti. Il imagina de faire parcourir la Vendée dans tous les sens à douze colonnes mobiles pour enlever les grains, fourrages et bestiaux qui s'y trouveraient; détruire tous les établissemens militaires, désarmer les communes voisines du foyer de l'insurrection, intercepter enfin ses communications, non-seulement avec l'Angleterre, mais encore avec les Chouans de l'autre côté de la Loire. Ce système, convenable pour achever la ruine d'un ennemi battu et dispersé, ne laissait pas d'être dangereux en Vendée pour peu que ces minces colonnes vinssent à rencontrer une masse de 7 à 8 mille insurgés, ce qui était à craindre. Plan de Thurreau.

Pour l'exécution de son dessein, Thurreau Opérations

des colonnes infernales.
chargea l'adjudant-général Delage de surveiller les bords de la Loire avec une forte brigade, plaça en observation de Charette le général Haxo à Challans, et le général Dutruy à Machecoul; puis fit partir le 20 janvier, des différens points de la circonférence, douze colonnes d'environ 1,500 hommes chacune, qui eurent ordre de marcher en ligne, le fer d'une main et la torche de l'autre; communiquant par leurs flanqueurs jusqu'à la hauteur de Chollet, où elles devaient s'arrêter toutes et recevoir de nouveaux ordres.

L'effet naturel de cette battue fut de ravager la Vendée, et de la réduire au désespoir; mais si elle donna lieu à plus d'une scène cruelle, elle devait refouler les divers rassemblemens royalistes entre la Loire et Chollet. Toutefois Larochejacquelin s'étant glissé avec 1,200 hommes entre deux colonnes, tomba sur Chemillié qu'il enleva. Cet accident indiquant au général républicain que les rassemblemens s'étaient agglomérés, il prescrivit aux quatre colonnes de sa droite de s'arrêter, laissa les quatre du centre à Chollet sous le général Moulins, se porta avec deux de la gauche sur Tiffanges, et poussa le général Cordellier avec deux autres sur Gesté. La marche du général en chef n'éprouva pas d'obstacles, parce que ce poste n'était gardé que par 400 hommes aux ordres de Marigny qui le céda sans combat; mais Larochejacquelin s'étant joint à

Stofflet, Cordellier leur livra trois combats avant de parvenir au point qui lui avait été assigné.

Faute des républicains

Jusque-là Thurreau s'était conduit avec toute la sagesse compatible avec son plan; mais après avoir si heureusement refoulé les Vendéens entre la Loire et Chollet, c'était le cas de réunir ses colonnes, et de les écraser dans une action où ils auraient eu la Loire à dos : cependant, perdant tout-à-coup son objet de vue, il proposa aux représentans qui l'accompagnaient, de faire volte-face vers le Marais. Ceux-ci ayant objecté qu'un décret de la Convention ordonnait de couvrir Chollet, il se décida à envoyer le général Duquesnoy attaquer Charette avec les quatre colonnes de sa gauche, formant environ 5 mille hommes. Ce chef royaliste, qui n'était pas de force à résister, s'échappa sur Légé tenu par un détachement de Haxo; mais atteint à Pont-James, il ne peut esquiver le choc, y perd 5 à 600 hommes, et se disperse dans la forêt de Servière, d'où il rentre par pelotons dans le Bocage.

Déroute de Moulins à Chollet.

Tandis que ceci se passait dans la Basse-Vendée, Stofflet, par l'effet des dispositions de son adversaire, eut le temps de se reconnaître. Instruit que les détachemens du général Moulins avaient battu les royalistes à Vezins et à Nouaillé, et que Larochejacquelin emporté par trop d'ardeur, avait perdu la vie dans cette rencontre, il rallia ces différens corps pour tomber sur Chollet.

Thurreau en ayant été prévenu, se hâta de donner l'ordre à Cordellier, établi à Gesté, de s'en rapprocher; mais il arriva trop tard. Le 10 février, 4 à 5 mille Vendéens, conduits par Stofflet et Marigny, fondent sur ce poste qui n'avait que trois pièces d'artillerie: au premier coup de fusil, une partie de la garnison lâche pied et entraîne le reste dans sa fuite, à l'exception de deux bataillons qui veulent défendre le cimetière. En vain le général Moulins fait des efforts pour arrêter la déroute aux portes de la ville; les soldats sont sourds à sa voix; le général de brigade Caffin est blessé à ses côtés; lui-même, atteint de deux coups de feu, n'est plus maître de son cheval, et tombe dans une rue encombrée, où, de peur d'être pris par les royalistes, il se brûle la cervelle. A la vérité, l'arrivée de la division Cordellier changea bientôt leurs chants de victoire en cris de détresse: Chollet fut repris deux heures après: on y massacra un grand nombre de Vendéens; tristes représailles d'un malheur qu'il était si facile de prévoir et d'éviter.

Thurreau poursuit Charette.

Malgré cet échec, Thurreau ne changea pas de plan, et persista à poursuivre Charette avec la majeure partie de ses forces, en laissant les rassemblemens de Stofflet et de Marigny sur sa droite. Il désigna donc la brigade Haché pour tenir garnison à Chollet, rallia la division Cordellier à Montaigu, et la réunit à celle du général

Duquesnoy, qui se dirigeait sur le Grand-Luc, dans l'espoir d'atteindre Charette; mais lorsque les républicains y arrivèrent, celui-ci s'était déjà retiré à St.-Philbert, ce qui les obligea à prendre cette direction. Après plusieurs marches et contre-marches, Charette atteint sur les bords de la Boulogne, mit encore heureusement cette rivière entre lui et son adversaire.

Sur ces entrefaites, le général Thurreau reçut l'ordre de détacher 5 mille hommes à l'armée des côtes de Brest contre les Chouans; d'envoyer 1,200 hommes à Rochefort pour y être embarqués, et 2 mille en garnison à la Rochelle. Le général en chef auquel on promettait 3 mille hommes de cavalerie et 30 mille de la réquisition, privé du tiers de ses meilleures troupes, laissa alors Cordellier sur les bords de la Boulogne en observation de Charette; et, remontant dans la Haute-Vendée, tira des Herbiers et de Chantonnay, la brigade Grignon avec laquelle il rentra à Chollet dans les premiers jours de mars, fort à propos pour ôter à Stofflet l'envie de l'attaquer de nouveau. Son armée affaiblie se concentre.

A force de représenter aux commissaires conventionnels l'inutilité et le danger de conserver un poste aussi avancé sans avoir le moyen de le soutenir, Thurreau les décida enfin à ordonner son évacuation, en sorte qu'on n'occupa plus dans toute la Haute-Vendée que le poste de Mor-

tagne. Jusqu'ici nous n'avons parlé des opérations de ce général que sous le rapport militaire; mais il accompagna ces différentes mesures de dispositions cruelles, dont on lui fit un reproche. Il prit notamment un arrêté qui prescrivit à tous les habitans du pays insurgé de l'abandonner, sous peine d'être traités comme rebelles. Cet acte barbare accrut le nombre des insurgés d'une infinité d'habitans qui préférèrent se joindre à eux, à quitter leurs foyers; et il fut d'ailleurs accompagné de moyens d'exécution si violens qu'on en porta des plaintes jusqu'à la tribune de la Convention.

Combats multipliés.

Cependant Bernard de Marigny qui jusqu'alors n'avait fait qu'une guerre de partisan avec 4 à 500 hommes, vint prendre, conjointement avec Stofflet, possession du pays abandonné, et y rassembla, en moins de huit jours, près de 4 mille hommes. Instruit de la faiblesse de la garnison de Mortagne, il résolut de l'enlever, mais il échoua le 22 mars: toutefois, celle-ci ayant épuisé ses munitions, et craignant d'être forcée le lendemain, évacua le poste durant la nuit, et fut heureusement recueillie par le général Grignon que Cordellier envoyait à son secours.

Enhardis par ce succès, Marigny et Stofflet se réunissent et marchent contre le détachement de l'adjudant-général Dusirat qui couvrait St.-Florent, le battent et le forcent à rentrer dans ce

poste. A quelques jours de là, ils tentèrent de l'en déloger ; mais ils furent accueillis si chaudement, qu'ils renoncèrent à leur entreprise. Bientôt après ils se présentèrent devant la Chataigneraye qu'ils croyaient surprendre. Cependant, quoique ce poste ne renfermât qu'une garnison de 1,300 hommes, il résista à une première attaque, et renforcé à propos par 600 hommes et 120 chevaux, son commandant fit échouer non-seulement une seconde tentative, mais encore mit les assaillans dans une déroute complète.

Nouveau projet de Thurreau.

Convaincu plus que jamais par l'issue de ces tentatives, que les rassemblemens royalistes n'avaient plus de consistance, le général Thurreau forma de la division Cordellier six colonnes mobiles, qui parcoururent la Haute-Vendée dans tous les sens, et qui, réunies ou divisées à propos, enlevèrent, en moins de quinze jours aux insurgés, Liré, Chalonne, Montdejean, par lesquels ils cherchaient à s'appuyer à la Loire. On fouilla ensuite les principales forêts, telles que celles de Vézins, de la Roche-Servière et du Princé, où l'on détruisit tous leurs établissemens. Ce fut dans cette dernière forêt qu'on dispersa la bande de Cathelinière, et que ce chef y reçut la blessure qui amena sa capture et sa mort.

Haxo attaque Charette

Dans le même moment les divisions Duquesnoy, Haxo et Dutruy, opéraient de concert sur la lisière du Marais. Charette cherchait alors à réor-

ganiser à Boué sa petite troupe. Surpris dans son quartier-général, il ne se soustrait que par ruse au danger, et se sauve dans les landes d'Aigrefeuille. Renforcé à quelques jours de là par les restes de la bande de Cathelinière que lui amena Guérin, il soutint un combat à la Vivantière, et, quoiqu'entouré par trois colonnes, il leur échappa en les battant les unes après les autres. Jugeant néanmoins à la tournure que prenaient les affaires, qu'il ne tarderait pas à être rejeté dans le Marais, il voulut tenter un effort contre Challans. Ayant donc été renforcé par la division de Joly, il se présente devant ce poste le 10 mars; mais vivement repoussé par Dutruy, il se rabat vers la Roche-sur-Yon, où le général Grignon lui fait éprouver un pareil affront. Thurreau, informé de ces mouvemens, place en observation des détachemens à Leger et Laroche-Servière, avec ordre d'épier tous les mouvemens de ce chef royaliste, et ordonne au général Haxo de redoubler de soins pour l'atteindre. Personne plus que lui n'était capable de s'acquitter de cette commission. Dès-lors il s'attache à suivre ses traces, et le joint à Lejeou, où il lui échappe encore; enfin, après dix jours de marches forcées, il l'atteint le 19 mars à Venenceau, près de la Roche-sur-Yon, et le force à accepter le combat. Mais trop de précipitation lui fait perdre le fruit de sa persévérance et de

ses fatigues; ses grenadiers sont enfoncés par la cavalerie royaliste; Haxo lui-même tombe percé de plusieurs coups; et cette rencontre, qui devait assurer la capture ou la mort du chef vendéen, coûte ainsi la vie à son redoutable adversaire.

Charette, malgré cette victoire, épuisé par tant de combats et de marches, resta caché pendant un mois dans le Bocage, et laissa enlever le Marais à son lieutenant Pujot: le général Dutruy y pénétra pied à pied, et n'en fut entièrement maître que vers le milieu d'avril.

Le général Thurreau, considérant alors la Vendée, sinon comme pacifiée du moins comme réduite, l'entoura de 16 camps retranchés, et se proposa de la faire parcourir par deux ou trois colonnes assez fortes pour dissiper les rassemblemens, et qui auraient concerté leurs opérations avec les commandans de ces camps.

Ce système bien préférable au précédent, substituait aussi, aux mesures de destruction, quelques moyens réparateurs; il éprouva de grandes contrariétés de la part des commissaires conventionnels, Hentz et Francastel qui, ne voyant plus rien à détruire en Vendée, proposèrent sérieusement à la Convention d'y envoyer des colonies montagnardes pour la repeupler; mais le général Thurreau, inébranlable dans ses projets, n'ayant point eu égard à leurs observations,

perdit leur confiance, et encourut la disgrace du gouvernement qui le fit remplacer dans la première quinzaine d'avril. Le comité ayant à cœur de décider la victoire aux Pyrénées, et convaincu trop légèrement par le rapport des commissaires que la Vendée tirait à sa fin, ordonna, vers la même époque, l'envoi de 15 bataillons à Bayonne.

Nouvelle organisation des royalistes.

Les chefs vendéens, informés bientôt de ces différentes circonstances, sentirent enfin le besoin de se rapprocher, et eurent une entrevue à Jallais dans les premiers jours de mai. La conférence fut orageuse; chacun des chefs rejeta ses défaites sur la tête de son collègue : néanmoins, le péril commun dicta un pacte fédéral. S'il faut en croire un historien royaliste, après avoir procédé au recensement des ressources du parti, on trouva qu'il se montait encore à 38 mille hommes dont 2 mille de cavalerie, avec 10 pièces de canon sans munitions : l'on convint que les cinq armées ou rassemblemens opèreraient conjointement pour enlever tous les camps républicains qui bordaient la Loire, et qu'ensuite elles feraient volte-face vers le Marais pour en déloger l'ennemi. La peine de mort fut prononcée contre celui qui s'écarterait de ce plan, dont la sagesse ne saurait être contestée.

Ce rapprochement devint fatal à Marigny qui signa son arrêt de mort sans s'en douter. Jalousé

de Charette et de Stofflet, il paraît que ces deux derniers avaient juré secrètement sa perte; et en effet, dès le surlendemain, sa bande s'étant dissipée faute de vivres, il fut accusé d'avoir fomenté sa défection, et condamné à mort par un conseil où ses rivaux figuraient, l'un comme président, l'autre comme rapporteur.

Par l'effet de ce meurtre, la Vendée militaire fut de nouveau divisée en trois principaux arrondissemens, qui fournirent chacun au recrutement d'une armée. Stofflet eut le commandement de celui qui confinait à la Loire; Charette fut reconnu le chef de celui qui s'étendait le long des côtes depuis le Pertuis Breton jusqu'à la baie de Bourgneuf; on laissa à Sapinaud le commandement intermédiaire du pays de Retz; et dès-lors chacun d'eux s'organisa comme il l'entendit.

Stofflet qui avait toujours été jaloux de la noblesse, devenu indépendant, laissa percer sa haine pour elle, en n'admettant aucun gentilhomme dans la réorganisation de son état-major, à l'exception de Laville de Beaugé qui commanda son artillerie. Il forma huit divisions, dont il donna le commandement à des plébéiens qui s'étaient distingués par leur bravoure dans l'expédition d'outre-Loire. Son major-général fut le fameux Trottouin, fils d'un potier de Saumur, lequel, avec le curé Bernier, forma le conseil de cet âpre et intrépide royaliste.

Charette employa indifféremment les nobles et les roturiers dans ses huit divisions, et donna le commandement de sa cavalerie au jeune Prudent de la Roberie, qui avait la réputation d'un bon partisan.

Quant à Sapinaud, il affecta de n'employer dans ses quatre divisions que des gentilshommes qui avaient figuré avec distinction dans la première campagne sous Bonchamp.

Progrès des Chouans sur la droite de la Loire.

Tandis que ces trois chefs donnaient par leurs soins un nouvel essor à l'insurrection, sur la rive gauche de la Loire, les Chouans faisaient chaque jour de nouveaux progrès à la droite. Les comtes de Puisaye et de Scepeaux, Bourmont, Georges Cadoudal, et plusieurs autres chefs, devenus plus hardis, attaquaient les convois, battaient les petits détachemens, et tenaient occupés 30 mille hommes des armées de Brest et de Cherbourg sur une surface d'environ 1,200 lieues carrées. Mais ce n'était pas une guerre à grandes combinaisons : là, le génie d'un général en chef était peu de chose, et l'esprit d'un simple officier, beaucoup, puisqu'il ne s'agissait que de coups de main contre lesquels la prudence peut prémunir.

Canclaux qui commandait alors en Bretagne fit fouiller par le général Beaufort la forêt du Perche qui servait de refuge aux Chouans, dont il débusqua plusieurs bandes. Mais grossies cha-

que jour par l'activité de Puisaye, elles se présentèrent bientôt jusques devant Rennes qu'elles eussent surpris en mettant plus de vigueur dans leur entreprise. Ces deux expéditions furent de part et d'autre les plus remarquables de cette période sur la rive droite de la Loire; la dernière prouva ce que les royalistes eussent pu faire dans ces contrées, en s'y portant un an plutôt à la suite de leur victoire de Saumur.

Tel était l'état de la Vendée au mois de juin, lorsque le comité en tira encore 15 mille hommes pour renforcer l'armée de la Moselle, destinée à opérer contre la gauche de Clairfayt, et à lui faire abandonner la ligne de la Meuse. Le départ de ces troupes, joint à celui de la division détachée aux Pyrénées-Occidentales, ranimant les espérances des royalistes, prolongea les ravages de la guerre civile.

CHAPITRE XXXVI.

Premiers événemens sur l'Océan ; bataille navale du 1er juin. — Situation de St.-Domingue ; prise de la Martinique par les Anglais. — Victor Hugues les chasse de la Guadeloupe.

Etat de la marine française dans les premieres années de la république.

La marine française se composait, en 1790, d'environ 75 vaisseaux (1) de ligne et 70 frégates; mais c'est principalement sur cette branche de la puissance nationale que la révolution exerça ses plus cruels ravages. La plupart des officiers de marine, distingués par l'éducation nécessaire à cette arme, partisans de l'aristocratie, avaient émigré, ou du moins quitté un service pour lequel ils ne témoignaient plus la moindre considération. Quelques écrivains ont attribué aux ministres mêmes une partie de ces désordres, sur lesquels, à les en croire, ils auraient fondé l'espoir d'une contre-révolution (2).

(1) Quelques tableaux portent ce nombre à 82 vaisseaux et 73 frégates; mais, quand on voulut armer en 1793, on ne trouva que 52 vaisseaux susceptibles de mettre en mer. Les Anglais avaient 129 vaisseaux de ligne et autant de frégates; 90 des premiers furent mis en commission.

(2) Le marquis de la Luzerne, ministre pendant les deux pre-

Si de telles accusations ne doivent être produites qu'avec une extrême défiance, il n'est que trop vrai que, par l'anarchie et par les changemens fréquens de ministères, tout tomba en décadence jusqu'au commencement de 1793.

A cette époque, Monge, chargé de ce département, secondé par le contre-amiral Kerguelen, s'apprêtait enfin à régénérer par des institutions vigoureuses le personnel et le matériel de l'armée navale; lorsque la faction démagogique le soupçonnant de Girondisme, lui ôta le porte-feuille, et le remplaça par d'Albarade, créature de Cambon. Ce ne fût que plusieurs années après, et à la suite de l'alliance avec l'Espagne, qu'une lueur d'espoir vint ranimer la marine française, menacée en 1793, d'une ruine prochaine.

A la vérité, Truguet, Villaret-Joyeuse, Bruix, et quelques autres officiers supérieurs, n'étaient pas incapables d'un grand commandement; et il ne fallait à plusieurs capitaines ou lieutenans de vaisseaux que de l'expérience, pour devenir un jour de bons amiraux; mais ces espérances étaient lointaines, et la masse des officiers nécessaires

---

mières années de la révolution, fut remplacé par Bertrand de Molleville, qui garda le porte-feuille jusqu'en 1791 : l'un et l'autre ont été sous le poids de ces inculpations.

à la conduite d'une grande escadre, manquait absolument. Les émules des Hoche, des Kléber, ne pouvaient recréer l'armée navale de la France, comme ces généraux retrempaient l'énergie de ses bataillons. En effet, si une valeur impétueuse, peut rendre une défaite sur mer plus honorable, elle n'est que fort secondaire dans les chances de succès : une longue expérience triomphera ordinairement du plus brillant courage; car seule, elle procure l'harmonie, l'ensemble et le calme des manœuvres qui sont tout.

Après la défection de M. de Rivière, qui remit la petite escadre des Antilles en dépôt aux Espagnols à Cuba, et le fatal événement de Toulon, dont nous avons rendu compte, la France possédait encore une cinquantaine de vaisseaux. Mais les équipages manquaient; et si, par les plus grands efforts, on parvenait à mettre en mer 30 bâtimens de haut-bord, on ne pouvait se flatter de leur en donner de bons.

Etat prospère de la marine anglaise.

La marine anglaise, au contraire, croissait en raison inverse de la décadence de sa rivale. Avant la déclaration de guerre, lord Dundas avait fait voter une augmentation de 20 mille hommes de troupes de mer, et une seconde addition du 23 février 1793, en porta le total à 85 mille hommes. Le matériel se trouvait de même dans le plus brillant état : et, graces aux crédits votés en 1790, pour les préparatifs contre l'Es-

pagne à l'occasión de la dispute de Nootka-Sund, ou en 1791 contre la Russie; le gouvernement britannique fut à même de mettre en commission, dès la fin de 1793, jusqu'à 100 vaisseaux de ligne. Or, à cette époque l'Espagne en ayant au moins 40; la Hollande 20, la Russie 30, il restait peu d'espoir à la France de tenir la mer contre des forces si redoutables?

La Convention n'y renonça pourtant pas; mais, si ses escadres se montrèrent un instant dans la Méditerranée, elles furent bientôt confinées dans les rades de Toulon, où elles ne tardèrent pas à être à la merci de leurs ennemis. Après le désastre qu'elles y souffrirent, tout ce qu'on pouvait faire était d'envoyer des escadres légères dans les Antilles, d'armer des frégates en course, de chicaner le commerce, enfin de changer la guerre en piraterie. Malheureusement on le tenta un peu tard; et l'on conserva ce système, lorsque revenu à d'heureuses alliances, on aurait dû faire tous les efforts possibles pour armer de grandes flottes.

En attendant, Barrère, organe habituel du comité, proposa de réparer les désastres de Toulon avec les biens des royalistes qui avaient livré ce port; de transformer leurs forêts en mâtures, leurs châteaux en ateliers, et de couvrir par la vente de tous leurs biens, les frais de la recons-

truction des escadres : mais c'était de belles phrases qui n'aboutirent à rien.

Premières croisières sur les côtes de Bretagne.

Toutefois, le comité ne voulant pas laisser pourrir les vaisseaux dans les ports, résolut de les employer à des croisières, en évitant de les compromettre. La flotte de Brest, commandée par l'amiral Morard de Galles, fut donc postée dans la baie de Quiberon, station qui, comme nous l'avons déjà dit au chapitre XXVI, encourut le blâme universel, du moins sous le rapport maritime.

Insurrection de la flotte. Février 1794

Après quatre mois d'une campagne pénible et sans fruit, qui rappelle la promenade plus honorable, mais aussi mal combinée, du comte d'Estaing en 1779, les équipages, abîmés de maladies et de misère, s'insurgèrent contre leurs chefs au commencement de 1794. La lecture d'un arrêté du comité de salut public qui ordonnait de continuer la croisière, fit rentrer les mutins dans l'ordre : néanmoins les généraux considérant le manque de vivres, prirent enfin sur eux de ramener l'escadre à Brest.

Cet événement fournit ample matière de recherches au tribunal révolutionnaire. Les délégués de la Convention, trop enclins au soupçon depuis la perte de Toulon et les tentatives pareilles faites à Rochefort, n'hésitèrent pas d'accueillir les dénonciations des soldats qui, pour justifier leur révolte, allèguèrent le projet de

livrer Brest aux Anglais. L'amiral Morard de Galles fut destitué et jeté dans les prisons avec Kerguelen ; le contre-amiral Linois n'échappa à la proscription qu'en feignant la stupidité qui avait sauvé le fondateur de la liberté romaine des poursuites de Tarquin.

Commissaires de la Convention délégués à l'armée navale.

Jean-Bon-St.-André et Prieur de la Marne venaient d'être envoyés, par le comité de salut public, à Brest, où Tréhouart les avait devancés. Ces proconsuls prirent le parti qui, sauf quelques exceptions, avait si bien réussi à l'armée de terre. Ils congédièrent tout ce qui restait d'anciens officiers, nommèrent le capitaine Villaret-Joyeuse commandant en chef à la place de Morard de Galles, et confièrent les vaisseaux à de jeunes officiers, patriotes éprouvés, braves, mais peu expérimentés. Pour mettre le comble à ces mesures, les troupes de la marine, et notamment les plus habiles canonniers, furent envoyés dans la Vendée, et remplacés par des paysans de la réquisition.

Grand convoi attendu d'Amérique.

Tel était le déplorable état des choses, lorsque la nécessité de protéger l'arrivée d'un grand convoi de grains venant d'Amérique fit ordonner à la flotte de mettre en mer. Ce convoi, composé en partie de bâtimens marchands qui avaient fui de St.-Domingue au moment de la destruction du Cap, s'était renforcé aux Etats-Unis, de plusieurs autres navires également chargés de grains

et de denrées coloniales : on le faisait monter à plus de 200 voiles. Le contre-amiral Vanstabel le protégeait avec deux ou trois vaisseaux de guerre, faible escorte contre les croisières anglaises.

La famine qui désolait la république, et dont nous avons précédemment indiqué les causes, rendait ce convoi doublement précieux. Le comité jugea qu'il n'utiliserait jamais mieux les restes de sa marine, qu'en assurant l'entrée d'un approvisionnement, qui faisait l'espoir de la France, et sans lequel l'autorité despotique des décemvirs courait risque d'être renversée. Des ordres pressans furent envoyés à Brest, pour mettre en mer sans délai : honneurs, avancement, argent, tout fut prodigué ; et ces mobiles, réunis aux moyens révolutionnaires accoutumés, imprimèrent à cet armement une activité qui tint du prodige.

Sortie de la flotte républicaine.

Enfin, vers les derniers jours de mai, Villaret-Joyeuse se vit en état de sortir à la tête de 26 vaisseaux. Il appareilla, le 20 mai, aux acclamations universelles des équipages brûlant d'ardeur, et des habitans qui les accompagnaient de leurs vœux. Ses instructions précises portaient de faire voile vers les îles Coves et Flores, pour y attendre le convoi ; de manœuvrer dans cette station, pour exercer ses équipages, et quand le convoi serait arrivé, de se rallier à lui, et de

Ses instructions.

combattre s'il le fallait en revenant, pour protéger sa rentrée.

Le pavillon amiral fut arboré à bord de la *Montagne*, superbe vaisseau de 130 canons, monté par Jean-Bon-St.-André, qui exerçait sur la flotte l'autorité de commissaire du gouvernement, avec la même étendue que les représentans aux armées.

Croisière de lord Howe.

Lord Howe croisait sur les côtes de Bretagne et de Normandie, avec une flotte de 33 vaisseaux et 12 frégates; mais pour le moment une division de sept vaisseaux sous les ordres de l'amiral Montaigne, était rentrée à Portsmouth; en sorte qu'il n'y avait à la station principale dans les eaux de Brest que 26 vaisseaux et 12 frégates. C'était une tâche pénible d'aller à la rencontre de ces vétérans de l'Europe, avec une escadre novice et à laquelle il fallait apprendre en voguant, les manœuvres nautiques.

Principes de la tactique navale.

Les principes fondamentaux de la tactique navale sont les mêmes que ceux de l'art de la guerre : ils consistent *à mettre en action le plus de vaisseaux possible, sur une partie de la ligne ennemie* : les moyens se bornent à couper la ligne pour en doubler une aile, ou à s'établir sur une de ses extrémités. Le vent, la supériorité des manœuvres intérieures des vaisseaux, l'expérience de la navigation et la perfection des

signaux, sont des avantages de détail très-importans sans doute; mais le génie de l'amiral, qui sait appliquer les principes et saisir l'instant décisif, sera la cause la plus fréquente des succès sur mer, comme le génie du général qui saura bien employer ses masses, décidera des victoires sur terre. Nous ignorons jusqu'à quel point Villaret connaissait des principes si simples; ses manœuvres dans la bataille feraient croire qu'il n'en appréciait pas mieux la valeur, que certains généraux d'une haute réputation.

L'escadre française rencontre l'ennemi.

En attendant, l'amiral français suivait la route qui lui était tracée, dans l'intérêt même de sa mission. Déjà, plusieurs riches prises étaient tombées en son pouvoir; quand, le 28 mai avant midi, on signala des bâtimens sous le vent. Bientôt après, ces points imperceptibles dans l'horizon sont reconnus pour une escadre ennemie: c'était celle de Howe qui, informé de la sortie des Français, marchait à leur rencontre, bien qu'il n'eût pas encore rallié la division Montaigne, dont il attendait l'arrivée. A peine fut-il reconnu, qu'un mouvement spontané d'enthousiasme s'empare de la majeure partie des équipages républicains; ils répondent à cette nouvelle par des cris de joie, qui vont au loin frapper l'écho des mers. Ils se flattent que la prompte apparition de leurs adversaires, mettra fin à tant

d'incertitudes, et leur permettra de suppléer à l'inexpérience par le dévouement et l'impétuosité.

Jean-Bon-St.-André animé par l'enthousiasme des équipages veut le combat.

Cependant Villaret, aux termes de ses instructions, devait éviter l'engagement, puisqu'il n'avait pas été joint par le convoi. Il donnait, à cet effet, le signal de faire route; quand Jean-Bon-St.-André, entraîné lui-même par cet enthousiasme général, crut l'instant venu de s'immortaliser par une victoire navale, et ordonna de se préparer au combat.

Premières manœuvres des deux partis.

Les Français ayant l'avantage du vent, Howe feignit d'abord de vouloir éviter une affaire, et manœuvra pour le gagner. Cependant, vers le soir, les deux arrière-gardes se rapprochent, et le combat s'engage : on assure que Villaret négligea l'occasion de couper celle des Anglais, qui n'était pas soutenue. Loin de combattre avec succès, cette partie de l'escadre française, engagée partiellement, se trouve maltraitée sans utilité : le *Révolutionnaire* dut se faire remorquer à Rochefort; les vents et la nuit empêchèrent l'action de se prolonger.

Le 29 au matin, les républicains tenant encore le vent, Villaret donna le signal d'une attaque générale; mais il paraît qu'il n'indiqua pas d'abord à ses divisions ce qu'elles avaient à faire, et que l'avant-garde seule arriva sur l'ennemi. Howe, de son côté, manœuvrait pour revirer,

prévenir son adversaire, et le gagner de vitesse au vent. Alors il chercha avec son vaisseau amiral, à rompre la ligne où il pénétra seul, et canonna le *Vengeur*, qui, avarié dans ses agrès, avait quitté son poste, et s'efforçait d'y rentrer. Deux autres vaisseaux anglais, voulant suivre l'exemple de leur chef, furent repoussés. Une brume épaisse couvrit alors l'Océan, et enchaîna l'ardeur des deux partis.

Grande brume : les Anglais gagnent le vent

Le 30 et le 31 mai, la brume continua de couvrir l'horizon, et empêcha tout engagement. Les Anglais en profitèrent néanmoins avec habileté, pour rallier quelques vaisseaux restés en arrière dans le premier combat, et gagner le vent.

Bataille du 1er juin.

Le 1er juin, jour à jamais mémorable, parut enfin; le soleil brillait du plus vif éclat, mais la mer était houleuse. A sept heures, l'amiral anglais se porta en ordre oblique, contre son adversaire, avec l'intention de percer le centre de sa ligne, d'en doubler la gauche et d'accabler cette aile du poids de toutes ses forces, pendant que la droite des Français serait réduite à être spectatrice inutile de la lutte : c'était appliquer en mer le principe que nous avons souvent recommandé, *et se donner l'avantage de l'initiative, pour diriger tous ses efforts sur un point seulement de la ligne ennemie*. Imitant l'exemple de Rodney, lord Howe vainquit par la même cause

qui fit triompher Frédéric à Leuthen : Bonaparte en cent occasions : Blucher et Wellington, à Waterloo.

Bientôt, l'engagement devient terrible. L'amiral anglais prend lui-même la tête de l'attaque, et combat corps à corps la *Montagne* : le *Jacobin*, vaisseau le plus voisin, favorise par un faux mouvement la manœuvre des Anglais, leur facilite la trouée, et par une fatale méprise, lâche même sa bordée à la *Montagne*. Une lutte sanglante, dont nous ne retracerons point les glorieux détails, s'engage ensuite entre les deux vaisseaux amiraux : après un carnage terrible, la gauche des Français, abîmée, reste entourée d'ennemis ; le centre criblé, est en présence de bâtimens anglais qui ne sont guère en meilleur état ; mais la droite, qui n'a pris aucune part au combat, est intacte. Villaret-Joyeuse voulait le recommencer le lendemain, pour sauver les six vaisseaux engagés, et déjà il avait fait le signal à son avant-garde d'arriver sur la ligne anglaise, quand Jean-Bon-St.-André ordonna la retraite sur Berthaume, malgré l'indignation qui éclatait de toutes parts, et l'assurance que lui donnait l'amiral de sauver ces bâtimens, s'il voulait engager ceux qui n'avaient pas donné la veille.

Les Français rachetèrent les bévues de leurs chefs, par une valeur remarquable : et la flotte anglaise regagna Portsmouth avec sa capture,

horriblement maltraitée elle-même, stupéfaite de son triomphe, et pleine d'admiration pour ses rivaux. En effet, la plupart des équipages s'étaient conduits d'une manière brillante. On se rappelle avec quel héroïsme celui du *Vengeur* préféra s'engloutir, à la honte d'amener son pavillon; dévouement sublime, que la postérité placera sans doute à côté de celui des Spartiates aux Thermopyles, et des Suisses au combat de St.-Jacques.

La retraite s'effectua dans la mauvaise rade de Berthaume. On rencontra en route, 15 bâtimens de différentes grandeurs : mais, ignorant la bataille, ils évitèrent tout engagement, de peur de se compromettre. C'était probablement la division de l'amiral Montaigne, reparti de Plymouth, avec huit vaisseaux et quelques frégates, et cherchant la flotte de Hood, dont on n'avait encore que des nouvelles incertaines. Villaret-Joyeuse, renforcé alors d'une petite division venue de Cancale, proposa de lui donner la chasse, craignant avec juste raison que le convoi ne tombât en ses mains; l'intraitable Jean-Bon-St.-André s'opposa encore à cette résolution.

Le convoi d'Amérique se sauve miraculeusement.

Une circonstance des plus heureuses tempéra les regrets que la France eut de ce cruel revers; car le convoi sur lequel il n'était plus permis de compter, mouilla, au moment où l'on s'y attendait le moins, dans la rade de Brest. L'amiral

Vanstabel qui l'escortait avec deux vaisseaux, traversant les lieux où s'était livré la bataille, et les voyant couverts de débris, balança quelque temps sur le parti qu'il devait prendre. Mais le spectacle de ces décombres, prouvant combien la lutte avait été terrible, lui fit conclure que le vainqueur, quel qu'il fût, aurait été forcé de regagner ses ports, pour y mettre en sûreté ses prises et vaisseaux endommagés. Il résolut donc sagement de poursuivre sa route; et, pour le bonheur de la France, il entra sain et sauf dans le port de Brest, où Jean-Bon-St.-André, confus d'avouer la perte de sept vaisseaux et de 8 mille hommes, n'osait plus reparaître.

Dans cette mémorable bataille, les deux partis recueillirent une gloire bien différente : si Villaret mérita des éloges, pour le courage qu'il déploya dans l'engagement particulier de son vaisseau contre trois bâtimens ennemis, il encourut au contraire le blâme, de n'avoir point su prendre l'initiative le 29 mai, d'avoir perdu le vent les jours suivans, et de n'avoir pas manœuvré, le 1er juin, de manière à déjouer les efforts des Anglais sur sa gauche. L'initiative est en effet bien plus décisive sur mer que sur terre; puisqu'ici mille accidens, une hauteur escarpée, un pont brisé, un ruisseau marécageux, peuvent arrêter la ligne des assaillans, l'empêcher de suivre sa marche offensive, et la laisser exposée

aux ravages de la mitraille ennemie. Sur mer, il en est tout autrement : l'initiative assure presque toujours l'avantage ; puisqu'on est certain en quelque sorte, d'aborder son adversaire, de la manière la plus prompte, et dans l'ordre de bataille qu'on a choisi.

Howe, au contraire, sans faire remarquer sa valeur personnelle, soutint la réputation de la marine britannique, et déploya l'habileté d'un amiral consommé.

Affaires des Colonies.

Il semblait qu'à la suite d'un pareil désastre, les Colonies dussent passer sous le joug anglais; mais les désordres qui y avaient éclaté, devinrent, par la tournure même des événemens, la principale cause de leur résistance. St.-Domingue, en effet, luttait encore contre les armes britanniques, avec plus d'espoir qu'on n'aurait pu s'en promettre après les événemens de l'année précédente : mais, si la fermeté de Lavaux, le dévouement de Rigaud, les intérêts particuliers de quelques autres chefs, repoussaient la domination étrangère; par le cours irrésistible des événemens, l'instant fatal où cette riche colonie serait perdue pour la France, n'était plus éloigné.

Evénemens de St.-Domingue.

Santhonax, en proclamant, dans la journée du 21 juin 1793, la liberté des noirs qui s'arme-

Résultats fâcheux de la conduite

raient en faveur de la république, avait fait un pas trop décisif pour rétrograder : alarmant à-la-fois les blancs et les mulâtres libres, froissant les intérêts les plus sacrés, il devint bientôt un objet de haine pour les colons. Les rumeurs qui s'élevèrent, le rendirent soupçonneux et méfiant : réduit à armer les esclaves pour s'en faire un appui contre les propriétaires, il n'avait plus qu'à désarmer ceux-ci, pour achever de tout perdre ; et cette mesure qu'il ne craignit pas de prendre, lui aliéna en un instant ceux qui, jusques-là, étaient restés attachés à la France. Les habitans de St.-Marc, de l'Arcahaye, de Léogane, du Grand-Goave, entrèrent en négociations avec les Anglais, dont nous avons rapporté l'établissement au môle St.-Nicolas. de Santhonax.

On se rappelle les circonstances qui contribuèrent à livrer cette place importante au commodore Ford. Persuadé trop légèrement qu'il obtiendrait les mêmes succès au Port-au-Prince, et qu'il séduirait tous les propriétaires en déployant contre les commissaires conventionnels l'appareil de la force, il se présenta devant cette ville ; mais Santhonax en démontrant qu'il convoitait plus la prise des 52 vaisseaux mouillés dans le port, qu'il ne désirait le retour de l'ordre dans la colonie, parvint à réunir les différens partis contre lui : cette fois du moins, tous les Français s'accordèrent à faire la plus vigou- Sa fermeté sauve d'abord le Port-au-Prince des Anglais.

reuse résistance. Le commodore, ne voulant que des conquêtes sûres et faciles, se retira, en attendant une occasion plus opportune qui ne tarda pas à se présenter.

Nouvelles dissensions dans le Sud.

L'orgueil et l'ambition de quelques individus remirent bientôt aux prises les blancs et les hommes de couleur. La jalousie de Montbrun envers le colonel Desfourneaux ébranla l'autorité du commissaire, en excitant une sédition pour le contraindre à éloigner un bataillon de ligne commandé par ce colonel. On parlait hautement du massacre des blancs, et Pinchinat même fut soupçonné de n'être pas étranger à cet odieux projet, dans l'espoir d'être revêtu ensuite de l'autorité suprême. Santhonax, placé entre deux gouffres et forcé de satisfaire Montbrun, imagina d'éloigner les blancs, pour sauver, du moins, ceux dont il avait compromis la fortune et l'existence. Il leur accorda des passe-ports pour émigrer; et, ce que l'histoire aura peine à expliquer, il en envoya une partie dans les contrées de la colonie occupées par les Anglais. Ses ennemis, interprétant ces procédés de différentes manières, lui attribuèrent le projet de se débarrasser ainsi successivement de tous les blancs, pour rester maître de la colonie, sans avoir à redouter leur esprit constant de fronde et d'opposition. Ses partisans disent au contraire qu'il n'aspirait qu'à les sauver.

Grands préparatifs des Anglais contre les Antilles.

Sur ces entrefaites, le cabinet de Londres s'occupait de grands préparatifs, comme on l'a vu au chapitre XXVIII, et se disposait à porter dans les Antilles, des forces capables d'en assurer la possession. Des légions d'émigrés, recrutées en Hollande et à Londres par les colonels Hompesch, Rohan et Bouillé (1); les débris de la brigade irlandaise, échappés de l'armée des princes après la retraite de Champagne, furent destinés à conquérir St.-Domingue : exemple déplorable des funestes effets de l'esprit de faction, qui abusa des Français au point de leur faire croire que cette conquête s'entreprenait pour leur roi, et qui rangea le fils du vainqueur de St.-Eustache sous les bannières anglaises.

Ils s'emparent du Port-au-Prince.

L'escadre chargée de ces troupes, parut, le 22 mai, devant le Port-au-Prince, où elle reçut à bord la légion Montalembert, composée de blancs de la Grande-Anse : en même temps des corps francs levés à Léogane, devaient s'avancer par terre. Le fort Bizoton ayant été livré par trahison, les commissaires, hors d'état de tenir tête à l'orage, se retirèrent près de Rigaud à Jacmel, et autorisèrent la capitulation de la ville, qui, le 5 juin, fut remise aux Anglais. Sans cesse agités par les fureurs de l'esprit réactionnaire,

(1) Pamphile Lacroix le dit ainsi dans ses mémoires; mais je crains qu'il ne se soit trompé sur la date de cette expédition.

les royalistes blancs se livrèrent aussitôt aux plus cruels excès envers les Européens qui avaient pris part aux troubles de 1791; et il fallut toute l'autorité du général anglais, pour les ramener à des sentimens plus généreux.

Les Espagnols s'emparent de la partie du Cap, et confinent Lavaux dans le port de Paix.

Vers le même temps, les Espagnols, à l'aide de Jean-François, avaient envahi la partie du Nord, et refoulé sur le Cap tous les détachemens du général Lavaux, qui furent bientôt réduits à s'enfermer dans le port de Paix. Alors, une proclamation anglo-castillane rappela tous les créoles fugitifs; et un bon nombre de ceux qui s'étaient réfugiés aux Etats-Unis revinrent dans leurs foyers, particulièrement ceux du quartier de Fort-Dauphin. Cette apparente générosité, n'était que le masque de la plus insigne et de la plus horrible trahison. Un prêtre fanatique, nommé Vasquès, de concert avec Jean-François, médita l'assassinat de tous les blancs d'origine française. Royalistes, ou partisans de la révolution, peu leur importe; ce qui aux yeux de l'un serait un titre de grace, devient pour l'autre un motif suffisant de proscription. Ces malheureux furent égorgés sans pitié, au nombre de mille, et pour colorer cette boucherie d'un motif spécieux, on publia froidement qu'ils étaient *des athées, des Juifs, des ennemis du Roi!* ....

Massacres des blancs au Nord.

Le Quartier-Borgne était le seul des environs du Cap qui, depuis trois ans, eût échappé

au fer et au feu : ses habitans, en armes, se gardaient soigneusement. Les Espagnols se présentent en protecteurs; on se repose sur eux: n'ont-ils pas le même intérêt, celui de réprimer la révolte et le brigandage? La troupe de Jean-François entre à leur suite; mais, qu'aurait-on à craindre d'un noir libre, et décoré du titre de grand d'Espagne? Après quelques semaines d'une funeste sécurité, la révolte éclate tout-à-coup parmi les noirs de ce quartier, restés jusqu'alors dans l'obéissance : les troupes espagnoles demeurent paisibles spectatrices du meurtre et de la dévastation, et font soupçonner, par cette odieuse neutralité, qu'elles ne sont point étrangères à ce complot. Les flammes gagnent de proche en proche : elles embrasent les quartiers voisins, où les nègres, déjà façonnés au crime, se rassemblent, et viennent fondre sur une contrée encore riche et paisible, comme sur une pâture plus succulente. Les Espagnols qui ont laissé commettre les premiers attentats, ne sont pas long-temps respectés par ces nouvelles hordes qui méconnaissent l'autorité de Jean-François; ils sont blancs d'origine, et c'en est assez pour être égorgés : juste et terrible punition d'une politique monstrueuse! . . .

Cependant, les commissaires français, réunis à Rivaud, se préparaient à combattre la coalition des blancs propriétaires et des Anglais. Par un Mesures du gouverneur français.

décret du 4 février de cette année, la Convention avait confirmé la liberté de tous les noirs armés, et déclaré St.-Domingue partie intégrante de la France. On espérait s'attacher ainsi cette classe redoutable; mais on s'aliénait d'autant plus les autres.

Santhonax décrété d'accusation se rend en France.

Dans ces entrefaites, Santhonax, accusé des désastres du Cap, avait été décrété d'accusation; et à cette époque un tel décret était précurseur ordinaire d'une sentence de mort. Jugeant bien que les principes de la Convention s'accordaient trop avec les siens, pour avoir quelque chose à redouter, il revint audacieusement en France; sûr de trouver grace devant des législateurs, dont il n'avait fait que devancer les mesures.

La fermeté de Lavaux et de Rigaud arrête les Anglais.

Cependant, les Anglais s'étaient flattés d'une conquête trop facile, et trouvèrent, dans les généraux Lavaux et Rigaud, des ennemis redoutables. Le premier, véritable Spartiate, doué d'un caractère inébranlable, s'était réfugié, comme nous l'avons dit, au port de Paix et à l'île de la Tortue, avec les débris des troupes européennes. Protégé par quelques ouvrages, fort de son énergie, donnant à ses soldats l'exemple de toutes les privations, il brava les efforts des ennemis réunis, dans l'espoir que des secours de France le tireraient de cette cruelle situation. Il avait lié quelques négociations avec

Toussaint-Louverture, par l'intermédiaire de l'abbé Delahaye; et il les entretenait avec persévérance. Cette circonstance, qui semble indifférente, devint néanmoins la cause de son salut, et opéra, comme nous le verrons plus tard, une révolution complète dans les affaires.

Toussaint passe du côté des Français avec une partie des noirs.

Toussaint, jaloux des honneurs dont l'Espagne accablait Jean-François, et humilié d'être réduit à un rôle subalterne, saisit avec empressement les premières lueurs de fortune que lui présenta le général Lavaux. Le décret du 4 février, assurant à sa caste tout ce qui peut flatter un cœur ambitieux, l'avait ébranlé : l'offre du grade de général au service de France, fixa toutes ses incertitudes. Habitué par cinquante ans d'esclavage à une profonde dissimulation, il redoubla ses témoignages de zèle et ses exercices de piété, pour mieux tromper le général espagnol, marquis d'Hermona. Toutes ses dispositions étant prises, il partit le 25 juin avec un corps nombreux de noirs, égorgea les détachemens espagnols qu'il trouva sur son passage, et vint se réunir au général Lavaux. Dès-lors, la France rentra en possession de la majeure partie du Nord; et ses ennemis, confinés à l'Ouest dans les seuls postes fortifiés de la côte, ne purent s'y maintenir qu'avec la plus grande peine.

Evénemens à la Martinique.

Les Anglais furent plus heureux cette année à la Martinique. On se rappelle qu'ils y avaient en-

voyé une escadre aux ordres de l'amiral Jervis, portant une division de 6 mille hommes, sous le général Gray, pour s'emparer des Iles sous le vent.

La flotte parut sur les côtes de la Martinique, le 4 février 1794. L'armée de terre opéra son débarquement, du 5 au 8, sur trois points à-la-fois : le général Dundas à la Trinité; Gordon à Caze-de-Navire; les généraux Prescot et Gray, aux Trois-Rivières et au cul-de-sac Marin. Le général Rochambeau n'avait que 800 hommes à opposer à des forces aussi considérables. Abandonné par un grand nombre d'habitans blancs, mulâtres et noirs, dont les uns se soumirent aux Anglais, et les autres n'opposèrent qu'une faible résistance, ce brave gouverneur ne se laissa point intimider à l'aspect d'un danger aussi imminent. Mais au milieu de ce délaissement général, les habitans de St.-Pierre se distinguèrent par leur attachement à la métropole; ils refusèrent toute capitulation, et le plus grand nombre préféra s'expatrier plutôt que de manquer à la fidélité qu'ils lui avaient vouée. Quelques patriotes formèrent des compagnies, avec lesquelles Rochambeau, réduit déjà à 500 hommes, s'enferma dans les forts.

La Guadeloupe prise et reprise.

Il fallut soutenir un siége, sans aucun des moyens nécessaires à une défense ordinaire. Les ingénieurs, les canonniers, les troupes, les

approvisionnemens de guerre et de bouche, les palissades si nécessaires dans les ouvrages de peu de relief, tout manquait, en un mot; et il fallut que l'activité du général et le zèle de ses subordonnés y suppléassent.

Dans un tel état de choses, il n'était pas difficile aux Anglais de s'emparer de la Colonie. Ils ne négligèrent, toutefois, aucune des mesures qui pouvaient en accélérer la prise; et, à l'aide d'intelligences, ils cherchèrent à soulever contre Rochambeau les colons et les soldats restés dans le devoir. L'amour de la patrie triompha; le régiment de Turenne, surtout, se distingua par son dévouement à la France; et il ne fallut pas moins de trente-deux jours d'attaque et de bombardement, pour soumettre cette poignée de braves retranchée dans un méchant fort. Ainsi qu'on vit depuis le général Barbanègre à Huningue, Rochambeau eut l'honneur de défiler avec le peu d'hommes qui lui restait, devant une division nombreuse; et ses adversaires étonnés, lui rendirent les honneurs de la guerre, avec la satisfaction qu'on éprouve toujours à récompenser le courage.

Le capitaine Lacrosse, à qui Rochambeau avait confié le commandement de la Guadeloupe, ne put défendre cette île avec de faibles pelotons de milices, contre la brigade Dundas que Gray y détacha après ses premiers succès à la Martini-

que ; et cet officier fit voile pour la France, avec la seule frégate qui se trouvât dans ces parages.

Les Anglais prirent un moment possession de la colonie ; mais Dundas y mourut de la fièvre jaune, avec la moitié de ses soldats ; d'un autre côté le commissaire Victor Hugues, parti de Brest avec une petite escadre, débarqua 1,500 hommes à la Pointe-à-Pitre, et soulevant comme Santhonax les intérêts des hommes de couleur et des noirs, réussit, avec leur assistance, à en chasser l'ennemi en peu de temps. En vain Gray, maître de la Martinique, vola au secours de son lieutenant avec des renforts et une partie de l'escadre de Jervis : il n'arriva que pour ratifier sa capitulation, et le rembarquer.

Dans les mers de l'Inde, les îles de France et de Bourbon, plus heureuses, avaient persisté dans leur refus d'exécuter les décrets sur la liberté des noirs ; et se soutinrent glorieusement contre les entreprises des croisières anglaises.

Nous ne ferons ici aucune mention de ce qui se passait dans la Méditerranée et en Corse : ces opérations étant plus étroitement liées avec celles de l'armée d'Italie, il convient de les réserver pour les chapitres où nous rendrons compte des événemens qui eurent lieu dans cette partie du théâtre de la guerre.

Nous ne parlerons pas non plus des heureuses expéditions de quelques escadrilles légères, qui

...a guerre au commerce ennemi, et conso-
...a France, par de riches prises, des re-
...e son pavillon essuyait en combattant en
...e système ne commença à prévaloir que
...in de cette année; et nous aurons une
...n plus opportune d'y revenir. La seule
... remarquable de cette campagne fut
...s celle de deux vaisseaux et six frégates
...ner du Nord et sur les côtes de Norwège,
...pturèrent nombre de bâtimens destinés
... Baltique.

...s la sanglante catastrophe du 1er juin,
...ment non moins désastreux de Toulon,
... de tous ses alliés naturels et de ses plus
...olonies, la France devait renoncer pour
...emps à l'espoir de disputer l'empire des
... Le seul palliatif à tant de revers, eût été
...rompt changement de politique des cabi-
... voisins; mais tous avaient été rivaux de la
...deur continentale de la France; aucun ne
... devenir de la puissance plus menaçante des
...ais. Si quelques-uns d'entre eux luttèrent
...tard contre les prétentions du cabinet de
...mes, ce fut sans habileté dans le choix du
...ment, sans énergie dans la création et l'em-
...i des moyens.

Ainsi, au bout de quelques mois d'hostilités,
...ne resta à la France, de toute la gloire et de
...us les succès qu'elle avait obtenus dans la

guerre d'Amérique, que les débris de ses arsenaux, des escadres délabrées, les seules îles de France et de Bourbon dans l'Inde, la Guadeloupe aux Antilles, et des ennemis innombrables sur tous les points du globe.

Tels furent les fruits amers de la fausse politique des Girondins qui, provoquant toute l'Europe, osèrent compter sur la neutralité de l'Angleterre.

CHAPITRE XXXVII.

Affaires de l'intérieur. — Loi du 22 prairial ; débats qu'elle occasionne. — Robespierre accuse les comités, dans l'espoir de se saisir de l'autorité. — Il est attaqué à son tour, décrété d'accusation et arrêté. — Journée mémorable du 9 thermidor. — Le dictateur est conduit à l'échafaud avec St.-Just, Couthon, Henriot et plusieurs autres complices.

Robespierre proclame l'Être-Suprême.

Les Hébertistes et Danton renversés, Robespierre dut naturellement se regarder comme le maître de la France. Au comité de salut public, à l'exception de Carnot qu'il haïssait secrètement, tout pliait sous sa volonté despotique. St.-Just, Billaud-Varennes, Couthon, lui étaient dévoués. Froid et dédaigneux, ce n'était plus que de loin en loin, et dans les occasions d'éclat, qu'il paraissait à la tribune de la Convention. Il y monta peu de jours après le renversement de la faction des athées, comme pour rassurer la morale publique, en proclamant l'existence de l'Être-Suprême. Le discours qu'il prononça à cette occasion, est remarquable par 6 mais.

une teinte lugubre de fanatisme, et par un étalage bizarre de maximes philosophiques, d'hommages à l'humanité, et de provocations à de nouveaux meurtres. Toutefois l'assemblée en vota l'impression d'une voix unanime : c'était à qui afficherait la dévotion envers l'Être-Suprême, et la Nature qu'on lui avait donnée pour compagne. Nous n'entrerons pas dans le détail de cette fête burlesque, digne pendant de celle où le culte de la raison fut consacré par des hommes en démence. Nous ne parlerons pas de cette espèce d'auto-da-fé, où un mannequin, figurant l'athéïsme, fut livré aux flammes vengeresses, en présence d'une statue de la sagesse, grossièrement ébauchée : ces caricatures sont étrangères au but que nous nous sommes proposé.

Par la subversion des institutions sociales et religieuses, il semblait qu'on eût formé le projet d'amener les Français à un grossier déisme, pire peut-être qu'une incrédulité complète, et de communiquer à l'immoralité les fureurs du fanatisme et de la superstition.

Après la chute de Danton, Robespierre poursuivit surtout les gens de lettres et les savans, dont il redoutait les lumières, et dont il désespérait de corrompre la probité ou de glacer le courage. André Chenier, Roucher, Lavoisier, et une foule d'autres hommes illustres, furent envoyés au supplice. On fit ouvertement l'éloge

de l'ignorance, et l'on déclama contre les funestes résultats des belles-lettres, comme si les hommes à talens formaient un schisme trop marqué avec les sectaires de l'égalité absolue.

Un nouvel événement renforça la popularité du religieux dictateur. Le souvenir de Charlotte Corday remuait quelques esprits, et son ombre courageuse les invitait à suivre son exemple. Une jeune parisienne, nommée Cécile Renault, fille d'un marchand papetier de la Cité, se présente vers les neuf heures du soir chez Robespierre. Sur la réponse qu'il était absent, elle laisse échapper des expressions qui décèlent son mécontentement et éveillent des soupçons. Aussitôt on l'arrête : conduite au comité de sûreté générale et interrogée sur les motifs de sa visite, elle répond que c'était pour voir de près un tyran, et qu'elle verserait tout son sang pour avoir un Roi. Il n'en fallait pas tant pour traduire cette jeune insensée devant le tribunal révolutionnaire, et son sort ne pouvait être douteux. Cécile Renault fut guillotinée, avec quarante-deux autres individus, qu'on lui donna pour instigateurs ou complices, bien qu'elle déclarât ne les avoir jamais vus. De ce nombre, étaient les nommés Admiral, et Sainthonax. Le premier avait réellement tenté d'assassiner Collot-d'Herbois; l'autre, dans un état d'ivresse provoque

Cécile Renault veut l'assassiner.

par le désespoir, avait proféré des injures et des menaces contre les triumvirs.

Conspiration des prisons.

La conspiration des prisons, jugée peu de jours après, fut une des plus atroces combinaisons de ces hommes altérés de sang. On confondit dans un même procès une foule de citoyens paisibles, Beauharnais, Flers et plusieurs autres généraux qui avaient toujours combattu avec gloire pour la patrie, furent associés à la plus vile canaille, et condamnés à périr sur le même échafaud.

Tallien est offensé par Robespierre

Toutefois l'instant marqué pour la chute du dictateur n'était plus éloigné, et le destin impénétrable dans ses arrêts réservait à l'un des plus ardens fauteurs du régime de sang l'honneur du premier coup. L'incident qui arma la main d'un de ses anciens complices du poignard de Brutus, ressemble tout-à-fait à une aventure romanesque. Dans le cours de la mission sanguinaire dont Tallien venait de s'acquitter à Bordeaux, le hasard offrit à ses yeux, une femme dont l'esprit et la beauté firent une vive impression sur son cœur: c'était madame de Fontenay-Cabarrus, devenue depuis si célèbre. Elle profita de l'ascendant que lui donnaient ses charmes, non-seulement pour obtenir sa liberté, mais encore celle de ses compagnons d'infortune et de captivité. Elle sollicitait de son amant des actes de clémence, comme des témoignages d'attachement. Cette faiblesse

faillit le perdre, ainsi que son collègue Isabeau. La suspension de la commission militaire de Bordeaux prononcée par ces délégués, fut vivement improuvée par le comité de salut public qui les rappela l'un et l'autre à Paris. La modération que Tallien venait de montrer, le rendit odieux et suspect au dictateur, dont le regard actif et soupçonneux s'étendait jusqu'aux extrémités de la France. Un court examen lui eut bientôt fait découvrir le motif caché de ce retour de Tallien, vers des principes humains et modérés; et dans sa fureur il se hâta de lancer un nouveau mandat d'arrestation contre madame de Fontenay, qu'il se proposait sans doute d'envoyer à l'échafaud; mais sûr de son empire sur la Convention avilie, il dédaigna de faire arrêter en même temps Tallien, dont il méprisait la colère et le ressentiment.

Il est rare que des passions individuelles ne se mêlent point dans les grands événemens politiques; et ce n'est pas sans raison que Tacite et Salluste vont saisir jusques dans les plus profonds replis du cœur humain les causes déterminantes de ces révolutions qui ébranlent et changent les empires. La journée du 9 thermidor fournit une nouvelle preuve de la pénétration de ces deux historiens.

Robespierre, convaincu qu'il pouvait sans ménagement porter le dernier coup à la Con- Décret mémorable du 22 prairial.

vention, fit présenter par Couthon le décret mémorable du 22 prairial, livrant à sa merci le dernier de ses membres qui lui porterait ombrage. Cette loi, mille fois plus barbare que les tables de proscription de Sylla, devait décupler l'activité meurtrière du régime de la terreur; et la vie des députés, eux-mêmes, se trouva dépendre du plus vil délateur. L'épouvante fut générale : les sénateurs en restèrent immobiles sur ces bancs, d'où ils sanctionnaient tant de forfaits. Ruamps seul, demandant avec courage l'ajournement de ce décret, remarquable encore après mille autres imposés par la terreur à la lâcheté, ajouta qu'il se donnerait la mort à l'instant s'il était adopté. Robespierre apparut alors à la tribune, et prononça deux harangues que la frayeur couvrit d'applaudissemens. Le dictateur ordonna que la Convention discuterait le projet sans désemparer : on obéit, et il fut converti en décret, avant neuf heures du soir, sauf quelques amendemens. Ainsi le sort de ces législateurs esclaves, ne ressemblait pas mal à celui de criminels, qu'on forcerait de rédiger eux-mêmes leur sentence de mort.

Ses dispositions sont attaquées par plusieurs membres.

Le lendemain, plusieurs représentans un peu revenus de leur épouvante, hasardèrent quelques observations, tendant à modifier et adoucir la rigueur des articles qui les frappaient : ainsi, dans ces temps déplorables, le courage n'était

que de l'égoïsme. Le jour suivant, Couthon reparut à la tribune; et, après avoir donné une seconde lecture de la terrible loi, il profita de cette occasion, pour demander à l'assemblée le renouvellement des pouvoirs expirés du comité de salut public, de ce même comité, au nom duquel il avait proposé le décret qui livrait la représentation nationale à la hache assassine. Chose étrange, c'était aux victimes à choisir leurs bourreaux !

D'abord, le terrible décemvirat fut investi de nouveau de l'autorité suprême, mais Bourdon de l'Oise persista à revenir sur la loi adoptée : il s'attacha principalement à faire rapporter l'article qui autorisait les comités, les députés en mission, l'accusateur public, de traduire un représentant au tribunal révolutionnaire; d'ailleurs il abandonnait le reste de la France à l'arbitraire des proscriptions. Mais la plupart des députés, pour s'en préserver eux-mêmes, invoquaient le droit de n'être décrétés d'accusation, que par l'assemblée. Merlin de Douay appuya fortement cette proposition. Charles de la Croix, essaya de corriger la rédaction d'un autre article, qui livrait au tribunal *quiconque chercherait à dépraver les mœurs*. Cette rigidité de principes était une conséquence de l'étrange sorte d'esprit religieux, que le dictateur avait l'intention d'in-

troduire en France. Le vague de cette accusation donnait une latitude infinie à la tyrannie, qui, en fouillant dans les secrets de la vie privée, était assurée de ne jamais manquer de prétexte pour proscrire et confisquer. Ces différentes observations, abandonnées et reproduites un instant après, irritaient Robespierre et ses adhérens, qui voyaient dans ces débats un esprit de contradiction assez semblable à de la résistance.

Débats scandaleux pendant trois jours.

Couthon pour défendre son ouvrage attaque Bourdon de l'Oise. Le dictateur se joint au premier. Une lutte de personnalités et de récriminations s'engage entre eux, et des menaces se mêlent aux débats : pendant trois jours les membres de la Convention se disputent à qui sera le plus pur républicain et le meilleur patriote. Tallien et Bourdon de l'Oise sont l'objet des sarcasmes de Robespierre qui les lance toujours à propos. Tallien s'étant plaint de ce qu'il ne pouvait faire un pas sans être espionné, son adversaire l'accuse d'en imposer pour se rendre intéressant. Enfin, l'intervention de Barrère arrêta le cours de ces personnalités outrageantes. Après avoir effrayé l'assemblée sur le danger des conspirations que des correspondances interceptées ont mises à nu, il s'étend sur les intrigues corruptrices du cabinet de Londres; et finit par prouver combien il importe de frapper de nullité

tout ce qui s'est fait depuis l'adoption du décret présenté par Couthon. L'assemblée se rend à ce vœu, et la séance est levée.

Mais les débats qui avaient eu lieu pendant ces trois jours mémorables, ne pouvaient manquer d'avoir des suites importantes, et de hâter la décision de la crise. Déjà, Robespierre ne comptait plus d'autres partisans au comité de salut public que Couthon et St.-Just : le dictateur semblait, depuis quelque temps, dédaigner d'assister à ses délibérations, et n'agissait que par leur intermédiaire. La supériorité sèche et hautaine qu'il affectait à l'égard de ses collègues les irritait depuis long-temps : la crainte et l'amour-propre outragé formèrent une ligue étroite contre lui. Billaud-Varennes y entra. Tous les jours de nouveaux rapprochemens eurent lieu entre des hommes jusqu'alors divisés.

L'inactivité de Robespierre, dans ces circonstances fut vraiment inconcevable. Son absence du comité n'était pas sans motif; puisque son intention était de l'abattre et de le renverser sur les ruines de la représentation nationale : mais il perdit, à combiner son attaque, des momens précieux, que ses adversaires mirent à profit. C'est en vain qu'Henriot, St.-Just, et quelques membres de la commune usurpatrice, se récriaient devant lui sur les dangers d'une marche aussi lente : le succès qui avait couronné jusques-

Robespierre perd un temps précieux.

là les entreprises du dictateur, lui inspirait trop de confiance en ses propres moyens; et il se plaisait à se traîner dans les sentiers tortueux qui l'avaient toujours conduit si sûrement à son but. Peut-être aussi que, prêt à frapper un coup décisif, il se crut obligé par prudence, de mûrir son plan, et de préparer ses moyens. Il méprisait les trames ourdies contre sa puissance, par des hommes qu'il espérait écraser du seul poids de sa popularité. Telles furent les principales raisons qui, sans doute, contribuèrent à l'entretenir dans la sécurité; mais ce n'étaient pas les seules : s'il faut en croire quelques historiens, imitant en tout l'exemple de Tibère, qui affecta long-temps une grande austérité de mœurs pour se plonger ensuite dans la débauche : Robespierre consumait dans de lubriques orgies ce qui lui restait de vigueur. Quoi qu'il en soit, il se perdit en temporisant.

Après la séance du 22 prairial et les débats des jours suivans, il n'avait pas un moment à perdre pour se saisir du pouvoir suprême; cependant il commit la faute capitale de remettre au lendemain l'exécution d'un crime conçu la veille, et de tenir le glaive suspendu sur des têtes qu'il devait se hâter d'abattre.

Le projet de fanatiser à sa manière l'esprit public, semble surtout l'avoir trop occupé dans les circonstances critiques où il se trouvait. Le re-

présentant Vadier ayant dénoncé à l'assemblée une société mystique formée dans un des quartiers de Paris, sous les auspices d'une vieille fille illuminée, qui se faisait nommer Catherine Theos; on crut que Robespierre n'était pas étranger aux machinations secrètes de cette moderne Sibylle, dont les visions et les extases semblaient de nature à séduire la multitude. Cette supposition acquit d'autant plus de vraisemblance, qu'il parla à la Convention avec la plus grande chaleur pour écarter les accusations dirigées contre la fondatrice de ce club. Le dictateur soignait aussi avec complaisance l'école des Séïdes, dite de *Mars*. Là, 3 mille jeunes gens de douze à quinze ans, tirés de tous les districts de la république, étaient élevés aux frais de l'état, et tenus sous le régime militaire le plus rigide. Habitués à jurer par le nom de l'*incorruptible*, on leur apprenait à fouler aux pieds tous les devoirs de la nature; à tout sacrifier pour la république, dont le salut, s'il fallait en croire leurs instituteurs, dépendait de la conservation du chef qu'ils vénéraient. Cependant les élèves de Mars briguèrent en vain l'honneur de faire à la tyrannie dictatoriale un rempart de leurs corps: la lâcheté de Robespierre paralysa leur zèle comme elle entraîna à l'échafaud ceux de ses partisans qui lui demeurèrent fidèles au moment du danger.

Il se décide enfin, et accuse les comités.

Enfin après un silence de six semaines, Robespierre, enhardi par la timidité de ses ennemis, parut tout-à-coup à la tribune de la Convention, le 8 thermidor (26 juillet 1794.) Le discours qu'il y prononça n'était qu'un acte d'accusation contre les comités de salut public, de sûreté générale, et des finances. Cette triple attaque était une imprudence manifeste; mais elle ne laissa pas que d'en imposer à l'assemblée. Le dictateur se plaignit amèrement de la manière dont on administrait les finances de la république, et provoqua par cette sortie le ressentiment de Cambon, qui, le premier osa proférer le cri de mort contre la tyrannie. Les deux autres comités furent accusés par Robespierre, l'un de tourner l'autorité dont il était investi, contre les patriotes les plus purs et les plus ardens, l'autre de chercher à s'attribuer la gloire dont se couvraient les armées françaises. Ce dernier trait s'adressait directement à Carnot, dont la supériorité reconnue dans l'art de diriger les armées, avait excité la jalousie et la haine du tyran. A l'entendre, les membres du comité n'étaient que de vains discoureurs, dont le mérite consistait à faire un pompeux étalage de maximes républicaines, et à planter de stériles arbres de liberté. Cette philippique se terminait par l'offre de communiquer à l'assemblée, les grandes, les seules mesures propres à sauver la république.

Une attaque aussi directe et aussi vigoureuse, faite par un seul homme contre trois pouvoirs, semblait témoigner qu'il tenait dans ses mains les moyens d'en assurer le succès, et de briser toutes les résistances. On se tromperait en jugeant ainsi; le dictateur comptant sur sa toute-puissance à la commune, et sur la terreur qu'il inspirait, n'était point en mesure de repousser lui-même une attaque qu'il supposait impossible, et ses dispositions, calculées sur une agression qui lui avait toujours réussi, le laissèrent en butte aux coups de ses ennemis.

Lecointre de Versailles ayant demandé l'impression de cette harangue accusatrice, Bourdon de l'Oise, qui, le 22 prairial et les jours suivans, n'avait pas craint de harceler Couthon, eut le courage de s'opposer à l'impression que Barrère réclamait aussi, afin, disait-il, *que la lumière ne restât plus sous le boisseau.* Couthon en applaudissant à cette phrase équivoque, demanda non-seulement que le discours fût imprimé, mais envoyé à toutes les communes, traduit dans toutes les langues, répandu dans tout l'univers. Malgré quelques murmures, sa proposition ayant été adoptée, la voix tonnante de Cambon se fit entendre: « Avant d'être déshonoré, s'écria-t-il, » je parlerai à la France. » Il est inutile de dire que la crainte du déshonneur n'était chez lui

Cambon l'accuse lui-même.

que celle du supplice (1). Le président Collot-d'Herbois, accorde la parole au sexagénaire Vadier, lequel, en présence du dictateur qui se trouble et frémit, prend la défense du comité de sûreté générale. Cette résistance enflamme l'audace de Cambon : « Il est temps, s'écrie-t-il, » avec un mouvement terrible, de dire la vérité » toute entière. Un seul homme paralysait la » volonté de la Convention nationale : cet homme » est celui qui vient de faire le discours; c'est » Robespierre : ainsi jugez ! »

Déconcerté par cette subite apostrophe, il répond avec une faiblesse qui enhardit l'opposition. Billaud-Varennes se lève, et demande que le discours accusateur subisse un examen réfléchi : il ose même donner un démenti brutal à une assertion de Robespierre, et proteste que son cadavre servira de marche-pied à l'ambitieux qui tentera de monter sur le trône. Un homme, tout dégoûtant encore des massacres de septembre, vient à son tour briser une lance contre le dictateur, en l'accusant de tyranniser la société des Jacobins : « Je veux, s'écrie-t-il, qu'il dise s'il a » proscrit nos têtes; si la mienne est sur la liste. »

---

(1) Ce n'est pas que Cambon ait réellement malversé, mais s'étant trouvé à même de faire fortune par des spéculations particulières, il devait craindre la jalousie de Robespierre.

Les débats deviennent de plus en plus orageux : on somme le dictateur, qui déjà ne désavoue plus ce nom, de désigner les individus sur lesquels planent ses soupçons odieux. Il tergiverse, et finit par déclarer qu'il s'abstiendra de toute discussion relative à l'envoi de son discours. A l'instant, Amar, organe des comités, demande que leur conduite soit soumise à un jugement. Un autre représentant provoque le rapport du décret. Barrère, dont le courage augmente en proportion de la faiblesse de l'accusateur devenu presque accusé, Barrère prononce une fière apologie de ces mêmes comités, dont le patriotisme, selon lui, ne s'est jamais démenti; et qui trouveront dans les victoires des armées, une justification sans réplique contre d'absurdes calomnies. Le décret d'envoi est rapporté; et la séance, que Robespierre abandonne pâle et tremblant, se termine par l'annonce de plusieurs succès récemment obtenus sur les frontières. L'assemblée en est instruite par Barrère; toujours jaloux de s'entourer à la tribune, de l'auréole de la gloire.

Robespierre trouve une résistance inattendue.

Mais, déjà, le dictateur courant déposer l'expression de sa douleur amère dans le sein des Jacobins, y était reçu avec acclamations. Sa présence ranime le courage de ses partisans; on l'entoure, on le presse, on le conjure de ne pas différer un moment; tous les yeux attachés sur

Il se réfugie aux Jacobins

les siens, y cherchent le signal du combat. De longues listes de proscription lui sont présentées; on dévoue aux dieux infernaux les têtes de ses ennemis. Mais tous ces efforts sont inutiles; toutes ces exhortations sont infructueuses et vaines; le tyran semble être saisi d'une espèce de torpeur; il hésite, il chancelle, il demeure indécis. C'est en vain que St.-Just, avec toute l'ardeur de son âge et de son caractère, lui crie : « Il est » temps de frapper! » Attendons vingt-quatre heures, lui répond froidement Robespierre.

Pour bien sentir toute l'étendue de sa faute, il est nécessaire de faire connaître les moyens dont il pouvait disposer pour s'emparer de l'autorité suprême. La plus grande partie des Jacobins lui était entièrement dévouée, et n'attendait qu'un signe pour prendre les armes et marcher : la commune, le tribunal révolutionnaire n'étaient composés que de ses agens : Henriot, commandant la force armée, et son état-major, ne juraient que par lui. Le lâche ne sut pas faire usage de ces instrumens, en les employant, dans la nuit même, contre la Convention et les comités réunis. En un mot, il préféra enlever le lendemain par ruse, ce qu'il dépendait de lui d'obtenir de vive force. De son côté, la Convention ne commit pas une faute moins grave, en permettant à Robespierre de sortir de son sein le 8 thermidor; car elle devait le frapper

d'accusation, ou lui donner la mort à l'instant même. Quoi qu'il en soit, la Convention triompha : le tyran seul expia sa faute; tant les événemens politiques semblent dépendre d'une aveugle fatalité !

Le 9 thermidor, Robespierre, affectant une audace qui contrastait avec ses regards mal assurés, vint prendre sur les bancs de la Convention sa place accoutumée. C'est à St.-Just qu'il a confié le renouvellement de l'attaque. Le jeune et féroce rhéteur commence par déclarer qu'il n'appartient à aucune faction : d'un geste, il semble montrer dans le lointain la roche tarpéienne, d'où, au risque d'être précipité, sa voix courageuse fera entendre la vérité : il vient soulever le voile qui couvre la cause des divisions qui ont éclaté. Une motion d'ordre de Tallien l'interrompt : ce député gémit sur les maux de la patrie, sur ceux plus cruels encore, qui la menacent : il demande enfin avec courage « que le » rideau soit entièrement déchiré. » La salle retentit d'applaudissemens unanimes; tout annonce une explosion prochaine et décisive. Billaud-Varennes se lève, et parle contre St.-Just : il lui adresse des reproches et des menaces. C'est en vain que Lebas veut l'interrompre; on le rappelle à l'ordre. L'orateur continue, et montre d'une manière pathétique tous les périls qui en-

Séance mémorable du 9 thermidor

vironnent la Convention, tant que la force armée sera entre les mains d'un général tel que Henriot. Il fait un appel au peuple, aux patriotes : il tonne, il éclate, il foudroie. Le dictateur essaie, à son tour, d'interrompre Billaud-Varennes : *à bas le tyran!* lui crie-t-on de toutes parts. Il pâlit et se tait.

On demande la mise en accusation de Robespierre.

Tallien s'élance à la tribune; un poignard étincelle dans sa main : il déclare qu'il le plongera dans le sein de Robespierre, si les représentans ont la faiblesse de ne pas le décréter d'accusation. Il demande en outre l'arrestation de Henriot et de son état-major; de nombreux applaudissemens accueillent ces propositions courageuses. Tallien se sent électrisé : il fait décréter la permanence des séances; « jusqu'à ce que le » glaive de la loi, dit-il, ait assuré la révolution. » Plusieurs créatures de Robespierre sont aussitôt arrêtées. Ce dernier insiste pour obtenir la parole : on la lui refuse; on lui répond par des vociférations, des menaces et des injures. C'est Barrère qui s'empare de la tribune; mais, cette fois, ce n'est plus pour défendre son ancien maître; il lui porte au contraire le coup le plus mortel, en faisant décréter la suppression de tout grade supérieur à celui de chef de légion, dans la garde nationale. Henriot, le plus ferme appui des Triumvirs, n'était plus, d'après cette loi, qu'un général sans armée.

Tallien revint encore à la charge : *ramenons la question à son vrai point!* s'écria-t-il. *Je saurai bien l'y ramener!* répond fièrement le dictateur, accueilli par des huées et des imprécations. Un obscur montagnard demande contre son ancien chef, un décret d'arrestation; on applaudit. Le tyran pousse des cris d'une rage impuissante; il traite ses collègues de conspirateurs, d'assassins. Bientôt sa voix s'éteint; il fait de vains efforts pour parler. « Tu ne saurais te faire entendre, lui crie un député : le sang de Danton » vient de retomber sur ta tête; il coule dans ta » bouche et t'étouffe. » Ce reproche ranime la fureur du tyran. *Ah! scélérats!* s'écrie-t-il; *c'est donc Danton.....* Le tumulte n'en laissa pas entendre davantage. Le décret est rendu; et frappe en même temps Robespierre jeune, St.-Just, Couthon, et Lebas, qui demande lui-même à partager leur sort. On entraîne les accusés : on les conduit dans les prisons du Luxembourg; où, d'après un ordre de la commune, le concierge consterné refuse de les recevoir.

Cependant les Jacobins s'assemblent; ils ameutent la populace. Les gendarmes eux-mêmes, ou effrayés, ou séduits, abandonnent leurs prisonniers; enfin l'hôtel-de-ville, où siégeait le conseil de la commune, les voit revenir triomphans. Les conjurés reprennent courage. Le redoutable

Ses partisans le délivrent.

Henriot, qu'on avait également délivré, arrive avec ses canonniers. Des bouches à feu sont placées devant la commune, où des milliers de satellites affluent de toutes parts.

La Convention, sur ses entrefaites, met à profit le temps qu'on lui laissait imprudemment, pour organiser sa défense. La générale a rassemblé les citoyens dans les sections : la plupart abhorrent les factieux, et tous sont soumis aux formules de la loi quelque irrégulière qu'en soit l'émanation. Barras est nommé chef de la force armée : six de ses collègues lui sont adjoints, et il est à l'instant obéi ; on marche sans perdre de temps sur la maison commune. La lâcheté des Jacobins rend superflues quelques dispositions militaires, prises à la hâte contre eux. Le député Legendre, à la tête de quelques braves, va fermer leur club et en apporte les clefs. Les canonniers de Henriot abandonnent leurs pièces, et s'enfuient épouvantés. La déroute est bientôt complète. Les vainqueurs arrivent sur le seuil de l'hôtel-de-ville : cinquante hommes seulement s'y introduisent, aux cris de *vive la Convention !* Robespierre le jeune se précipite d'une fenêtre, et se casse une jambe ; l'on trouve dans la grande salle son horrible frère qui, pâle et tremblant, un pistolet à la main, essaie de s'en brûler la cervelle, et se fracasse seulement la mâchoire,

en même temps qu'il reçoit un autre coup de feu d'un gendarme. St.-Just, Couthon, Lebas, se laissent prendre sans résistance. Henriot est ramassé sur le pavé, où Coffinhal, avant de s'enfuir, l'a jeté du haut d'une fenêtre.

A trois heures du matin, tout était rentré dans l'ordre. La Convention, que présidait Charlier, est informée de cet heureux événement; bientôt on lui amème le dictateur et ses complices liés et garottés; elle refuse de les recevoir, et ils sont transférés à la conciergerie. Après y avoir été déposés quelques heures, ils comparaissent enfin devant ce tribunal, exécuteur trop docile de leurs cruautés. La mise hors de la loi dont ces factieux étaient frappés, rendait toute procédure superflue; il ne s'agissait que de reconnaître l'identité de leurs personnes. La sentence fut prononcée; et vers quatre heures après-midi, entassés sur des charrettes, ceux qui naguère régnaient despotiquement sur la France, marchaient au supplice, au milieu d'un concours immense de spectateurs. Robespierre, monté sur l'échafaud, fit retentir les airs d'un cri lamentable, au moment où le bourreau lui arracha brutalement l'appareil qui couvrait sa blessure. St.-Just subit la mort avec un froid dédain. Le paralytique Couthon ne se démentit point au dernier moment. La terre but avec avidité le

sang impur dont elle était depuis long-temps altérée : mais, par une fatalité cruelle, le 9 thermidor abattit les tyrans, sans détruire l'anarchie. Ce monstre, comme nous le verrons, se releva bientôt, et causa encore bien des ravages en France.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

DE LA PREMIÈRE PÉRIODE DE 1794.

N° I.

Mémoire du ministre d'Angleterre, Hayles, avec les réponses du ministre de Danemarck, comte de Bernsdorff.

MÉMOIRE DE L'AMBASSADEUR ANGLAIS.

I. « Personne ne peut ignorer combien les circonstances de la guerre actuelle contre la France sont différentes de celles sur lesquelles le droit public et les usages entre les puissances de l'Europe ont été fondés et établis. On ne saurait nier non plus que cette diversité n'influe puissamment et essentiellement sur l'exercice des priviléges appartenant aux puissances neutres, en vertu du droit commun des nations et des différens traités. »

II. « Il n'y a, à l'heure qu'il est, en France, aucun gouvernement reconnu, ni par les puissances belligérantes, ni même par celles qui affectent la *neutralité*. La cour de Danemarck n'a aucun ministre à Paris : depuis la mort déplorable du Roi Très-Chrétien, elle n'a

admis aucun ministre de France ; elle s'est gardée soigneusement de reconnaître l'existence d'aucune autorité légitime en France, comme, en effet, il n'y en existe certainement aucune ; et, quoique des causes particulières ne lui aient pas permis de prendre part à la guerre, elle ne peut cependant pas regarder la France comme une puissance avec laquelle il lui soit possible, en ce moment, d'observer les anciennes relations d'amitié et de neutralité. »

III. « Cependant, si, par quelque cas imprévu, la manière ordinaire d'exercer les priviléges d'un commerce neutre, venait à causer plus de dommage à l'une des puissances belligérantes qu'à l'autre, la puissance neutre pourrait, sur des représentations amicales, admettre les raisons de cette dernière ; et renoncer ainsi, sans difficulté, à des droits qui ne s'allieraient plus avec la neutralité : pareillement, l'une des deux puissances a le droit de s'assurer qu'il ne sera pas mésusé à son préjudice par l'autre puissance de cette neutralité ; puisqu'aucun tribunal reconnu en Europe, ne garantit qu'elle sera respectée en France. »

IV. « Aucune de ces circonstances n'a lieu ici. Le Danemarck, en même temps qu'il conserve avec l'Angleterre tous les priviléges de la neutralité du commerce, ne peut en aucune façon être assuré que ces droits seront également respectés en France, où sa neutralité a déjà été violée et l'est encore tous les jours ; où Sa Majesté danoise n'a aucun ministre pour faire valoir ses droits et ceux de ses sujets ; où elle ne reconnaît aucune autorité légitime, à laquelle elle puisse demander justice ; où, dans le fait, il n'y a de lois, de tribunaux et

de justice, que la volonté arbitraire d'un peuple effréné. »

V. » Il est de notoriété publique que le commerce des grains entre la France et les pays étrangers, n'est plus l'affaire des particuliers; mais que, contre l'usage ordinaire, il se trouve presque entièrement entre les mains d'un soi-disant conseil exécutif et de municipalités. C'est une entreprise que le Danemarck tolère à l'avantage du gouvernement qui nous a déclaré la guerre. »

VI. « Il est à remarquer ici que, dans ce moment, l'un des moyens les plus sûrs de forcer ceux qui nous ont déclaré la guerre à accepter des conditions équitables de paix, consiste à les empêcher de pourvoir, par des importations, aux besoins qu'ils éprouvent, qui sont une suite naturelle de leurs procédés; savoir: d'armer toute la classe laborieuse du peuple français contre tous les autres gouvernemens et le repos public de l'Europe. »

« C'est un principe reconnu par tous ceux qui ont écrit sur le droit public, que l'on peut défendre l'entrée des approvisionnemens, non-seulement lorsque par-là on peut espérer de contraindre son ennemi à faire la paix; mais encore lorsque le besoin dans lequel cet ennemi se trouve, provient des moyens qu'il a employés pour nous nuire: et il est incontestable que ce cas, tout-à-fait nouveau dans son espèce, ne doit point être jugé par les principes et les règles qui ont été posés d'après les usages des Souverains de l'Europe, dans les guerres précédentes. »

VII. Il est encore à observer que Sa Majesté danoise,

lorsqu'elle reçoit dans ses ports des armateurs français avec leurs prises, ne peut se procurer aucune de ces preuves qui sont nécessaires, selon les lois des nations, pour s'assurer de la légitimité de leurs lettres de marque qui procèdent d'une autorité que Sa Majesté ne reconnaît point en qualité de Souverain. »

RÉPONSE DE M. LE COMTE DE BERNSDORFF.

I. « Le droit des nations est immuable; ses principes ne dépendent point des circonstances. Dans la guerre, un ennemi peut exercer sa vengeance contre ceux qui le perdent de vue, et il en résulte, sans préjudice du droit, une terrible réciprocité : mais aucune puissance neutre, qui vit en paix, ne doit entrer dans une pareille compensation, ni la connaître. Elle ne peut se mettre à couvert que par son impartialité et par l'observation des traités. On ne lui pardonne point de se désister de ses droits, lorsqu'elle le fait pour favoriser l'une des puissances en guerre. Le fondement de ses droits est le droit commun public, devant lequel il n'y a lieu à aucune exception. »

II. « Le Danemarck ne prendra véritablement pas sur lui de traiter du gouvernement actuel de la France, de sa nature et de son origine; mais aussi, il ne veut point former de jugement à cet égard. Nous nous bornons uniquement à plaindre les malheurs qui affligent la France et toute l'Europe, et à désirer d'en voir bientôt la fin. Cependant il n'est point question, en ce

moment, de reconnaître la forme d'un gouvernement; ce dont nous nous sommes en effet défendus jusqu'ici. La nation est là; et l'autorité qu'elle reconnaît, est celle à laquelle on a recours. Les relations du commerce subsistent; la nation n'a point discontinué de reconnaître ses traités avec nous. Comme elle s'y réfère, nous nous y référons aussi de notre côté, et souvent avec succès, non-seulement pour nous, mais encore en faveur des sujets des puissances belligérantes qui ont confié leurs effets sous notre pavillon. Dans les cas de faveur ou du déni de justice, nous avons été souvent dans le cas d'apprendre avec déplaisir que ce n'était qu'en représailles de ce que les nations avec lesquelles on est en guerre, montraient peu d'égards pour leurs traités avec nous. Ainsi, le pavillon neutre est victime de procédés qu'il n'a point provoqués. Le recours à la justice est toujours ouvert en France : les consuls et les mandataires des particuliers sont écoutés : personne n'empêche qu'on s'adresse aux tribunaux de commerce; et cela est suffisant pour les cas ordinaires. Pour le simple maintien des traités subsistans, il n'est pas besoin de négociations : les ministres y sont très-superflus; il y a des tribunaux, et cela suffit. »

III. « Ces considérations perdent beaucoup de leur force, par ce que nous avons dit de la manière dont nos plaintes sont écoutées en France, et qu'il n'y a aucune impossibilité à faire valoir nos raisons. »

IV. « On ne conçoit point à quoi pourrait aboutir une négociation entre une puissance neutre et l'une des puissances en guerre, qui aurait pour objet d'empêcher que celle-ci mésusât de sa neutralité au préjudice

de l'autre. Une puissance neutre a rempli tous ses devoirs, quand elle ne s'écarte point de la plus stricte impartialité, ni du sens des traités convenus. Le cas où la neutralité est plus favorable à l'une des puissances belligérantes qu'à l'autre, lui est étranger et ne la regarde en aucune façon : sans cela, *l'intérêt du moment d'une des parties deviendrait l'interprète et l'arbitre des traités subsistans.* »

V. « La distinction entre les stipulations privées, et celles qui se font par la régence et les municipalités, nous paraît aussi nouvelle que le fait nous en est inconnu : d'ailleurs, comment un contrat entre un gouvernement neutre et un gouvernement en guerre, pour la fourniture de certaines provisions, serait-il contraire à un traité qui n'en fait aucune réserve ni mention ? Il est ici purement et simplement question de spéculations faites par des particuliers ; de la vente de produits absolument innocens, dont le débit n'importe pas moins au vendeur qu'à l'acheteur ; de l'emploi de navires d'une nation qui tire principalement sa subsistance de sa navigation et du commerce de ses grains. Ensuite, il n'est point question ici de ports de guerre, mais seulement de ports de commerce : et quand il serait permis d'affamer un port bloqué, *il ne le serait pas d'étendre ce désastre sur tant d'autres ports, lorsque ce malheur tomberait sur des innocens, et sur des provinces entières de France, qui n'ont point mérité ce surcroît de calamités ; ni de la part de l'Angleterre, ni de la part de ses Alliés.* »

VI. « Le besoin de grains, comme une suite du manque de provisions dans le pays, n'est pas une chose

si extraordinaire, qu'il ne puisse avoir lieu que précisément dans le moment actuel, ou qu'il soit exclusivement occasionné par les causes qu'on allègue, et qu'on nous répète si souvent, comme devant former une guerre si différente des autres. La France est presque toujours dans le cas de tirer des secours de l'étranger : l'Afrique, l'Italie, l'Amérique, lui fournissent beaucoup plus de grains que la mer Baltique. Dans l'année 1709, la France était bien plus près d'une famine qu'elle ne l'est aujourd'hui ; et cependant l'Angleterre ne fit point usage alors du même raisonnement. Au contraire, le roi de Danemarck Frédéric IV eut alors la guerre avec la Suède (qui comme la Francc a toujours besoin de l'étranger pour s'approvisionner) : ce prince voulut employer le principe que l'on peut légitimement empêcher l'importation des grains, quand on espère par-là contraindre son ennemi à faire la paix ; il crut même pouvoir en faire l'application à tout un royaume, pendant qu'on n'en reconnaissait la légitimité que par rapport à une place bloquée : *Aussi toutes les puissances, et particulièrement la Grande-Bretagne, réclamèrent contre cette prétention, et la déclarèrent insoutenable; de sorte que le Roi, mieux informé, fut obligé de s'en désister.* »

VII. « Les corsaires français ne peuvent pas être considérés par les nations neutres comme des pirates, dès que les Anglais eux-mêmes ne les traitent point comme tels. On les regarde en Angleterre comme prisonniers de guerre, on les échange; on est même entré en négociation à ce sujet. Les lois ordinaires de la guerre sont observées en tous points; et c'est suivant

ces règles que nous sommes obligés de nous conduire. Le pavillon aux trois couleurs fut reconnu en Danemarck, dans le même temps qu'il fut reconnu presque partout. Tout changement à cet égard serait impossible, sans nous exposer à une guerre, sans la mériter. »

N° 2.

Adresse de plusieurs sociétés patriotiques d'Angleterre (votée par 5 mille Anglais réunis dans les sociétés de Londres, Manchester, au mois de novembre 1792.)

Tandis que des brigands étrangers, sous le spécieux prétexte de venger la justice, ravagent votre territoire, portent partout la désolation et la mort ; tandis que, aussi traîtres que perfides, ils ont l'impudence de proclamer que la compassion et l'amitié sont les seuls motifs de leurs incursions ; la partie opprimée de l'humanité, oubliant ses propres maux, ne sent que les vôtres, et contemplant d'un œil inquiet les événemens, adresse au Dieu de l'univers, les prières les plus ferventes, pour qu'il soit favorable à votre cause, à laquelle la leur est si intimement liée.

Avilis par un système oppresseur d'inquisition, dont les empiétemens insensibles, mais continus, ont bientôt ravi à cette nation toute sa liberté tant vantée, et l'ont presque amenée à cet état abject d'esclavage dont vous venez si glorieusement de sortir ; cinq mille citoyens anglais, transportés d'indignation, ont le courage

de s'avancer pour arracher leur pays à l'opprobre dont l'a couvert la conduite lâche de ceux qui sont revêtus du pouvoir. Ils croient qu'il est du devoir des vrais Bretons, de soutenir et d'assister de tous leurs moyens les défenseurs des droits de l'homme, les propagateurs du bonheur de l'humanité; et de jurer à une nation qui procède d'après le plan que vous avez adopté, une amitié inviolable. Puisse, dès ce jour, cette amitié être sacrée pour nous; et puisse la vengeance la plus éclatante tomber sur la tête de l'homme qui tentera d'occasionner une rupture!

Français, notre nombre paraîtra peu considérable, comparativement au reste de la nation; mais sachez que notre nombre augmente chaque jour: et, si le bras terrible et constamment levé de l'autorité en impose aux timides; si les impostures répandues à chaque instant avec tant d'industrie, égarent les crédules; et si l'intimité publique de la Cour avec des Français traîtres à leur pays, entraîne les imprévoyans et les ambitieux; nous pouvons vous dire aussi avec certitude, hommes libres et amis, que l'instruction fait des progrès rapides parmi nous; que la curiosité s'est emparée de l'esprit public; que le règne inséparable de l'ignorance et du despotisme s'évanouit, et qu'aujourd'hui tous les hommes se demandent: Qu'est-ce que la liberté? Quels sont nos droits? Français, vous êtes déjà libres; mais les Bretons se préparent à le devenir.

Dépouillés enfin de ces préjugés cruels, inculqués dans nos cœurs avec tant d'industrie par de vils courtisans; au lieu d'ennemis naturels, nous ne voyons dans les Français que nos concitoyens du monde, que les

enfans de ce père commun, qui nous a tous créés pour nous aimer, pour nous secourir les uns les autres, et non pour nous haïr et être prêts à nous égorger au commandement de rois faibles ou ambitieux, ou de ministres corrompus. En cherchant nos ennemis cruels, nous les trouvons dans les partisans de cette aristocratie dévorante qui déchire notre sein; aristocratie qui, jusqu'à présent, a été le poison de tous les pays sur la terre. Vous avez agi sagement en la bannissant de la France.

Quelque fervens que soient nos souhaits pour vos succès, quelque ardens que soient nos désirs de voir la liberté triomphante sur la terre, et l'homme rétabli enfin par tout dans la pleine jouissance de ses droits, nous ne pouvons, par un sentiment de notre devoir comme citoyens amis de l'ordre, voler en armes à votre secours. Notre gouvernement a engagé la foi nationale que les Anglais resteraient neutres. Dans une lutte de la liberté contre le despotisme, les Bretons rester neutres! ô honte! Mais nous avons donné à notre Roi des pouvoirs à discrétion; il nous faut obéir: nos mains sont enchaînées; mais nos cœurs sont libres, et ils sont à vous. Que les despotes allemands agissent comme ils le voudront, nous nous réjouirons de leur chute. En plaignant les malheureux qu'ils tiennent en esclavage, nous nous flattons que leur tyrannie procurera enfin les moyens de rétablir dans la pleine jouissance de leurs droits et de leur liberté, des millions de nos semblables. Nous voyons aussi, sans aucun intérêt, que l'électeur de Hanovre joigne ses troupes à celles de traîtres et de brigands; mais le roi d'Angleterre fera bien de

se souvenir que l'Angleterre n'est pas le Hanovre : s'il pouvait l'oublier, nous ne l'oublierions pas. Tandis que vous jouissez, frères et amis, de la gloire enviée de défendre seuls la liberté, nous anticipons avec transport sur l'avenir, pour y voir les avantages sans nombre et le bonheur que vous procurerez aux hommes, si vous réussissez comme nous le désirons ardemment. La triple alliance, non de couronnes, mais des peuples de l'Amérique, de la France et de la Grande-Bretagne, donnera la liberté à l'Europe et la paix à l'univers. Chers amis, si vous combattez pour le bonheur de l'humanité entière, est-il pour vous aucune perte, quelque sanglante qu'elle soit, comparable à l'avantage glorieux et sans exemple de dire : L'univers est libre ! les tyrans et la tyrannie ne sont plus ! la paix règne sur la terre, et c'est aux Français qu'on le doit.

Signé par ordre, Maurice MARGAROT, *président;*
Thomas HARDY, *secrétaire.*

N. B. Le lecteur remarquera sans doute l'étonnante contradiction que présente cette société anglaise, lorsque d'un côté elle provoque le renversement de tous les tyrans, et que de l'autre elle porte assez de respect à ceux de son pays, pour n'oser agir dans la crainte de manquer à la soumission qu'elle leur porte, et de violer la foi nationale donnée par ces mêmes tyrans britanniques !!! Ce trait n'indique-t-il pas assez le but et l'origine de l'adresse.

FIN DU TOME CINQUIÈME DES GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE VI.

PREMIÈRE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1794.

PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA PREMIÈRE PÉRIODE DE 1794.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

RECTIFICATIONS IMPORTANTES A FAIRE

Dans les Tomes I, II, III, IV, V et VI

DE L'HISTOIRE DES GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

Quelques erreurs de fait, et plusieurs fautes dans la manière d'écrire les noms, se sont glissées dans cet ouvrage, soit par la faute des renseignemens, soit par celle de l'imprimeur. Nous allons rectifier celles qui nous ont paru le plus indispensables.

TOME Ier.

Page 238. L'armée bavaroise portée à 25 mille hommes doit l'être à 35 mille avec les Palatins.

TOME II.

Page 323. On a dit que Bonaparte figurait à l'expédition de Cagliari, comme lieutenant d'artillerie; il paraît que c'est une erreur : il fut nommé, vers cette époque, chef d'un bataillon de volontaires nationaux corses; et dut se trouver avec ce corps aux îles de la Magdeleine.

TOME III.

Page 301. On a omis d'indiquer, dans la description de la chaîne des Pyrénées, les deux cartes que nous donnons de ce théâtre de la guerre, sous le n° 3 et 3 *bis*.

Page 332. La phrase relative à l'attaque de la montagne d'Ourisca, n'ayant pas été achevée, rend le mouvement inintelligible : il faut la rectifier, comme il suit : « Caro ayant » placé ceux de son centre sur la montagne d'Ourisca,

» qui domine les Aldudes, chercha à s'emparer du
» col de Berderis, qui devint le théâtre de plusieurs
» combats, depuis le 18 jusqu'au 27 mai. Maître de ce
» point important et des sommités d'Altobiscar, Caro
» conçut le dessein, etc., etc. »

TOME IV.

Page 133. Cobourg repassa la Sambre par Hautmont et Boussière au-dessus de Maubeuge et non par Bussière qui est au-dessous; c'est une erreur d'impression.

Page 194. On s'est trompé en disant que Précy se retira de Lyon en Suisse : il fut caché, pendant plus d'un an, chez un paysan, d'où il ne s'évada qu'après la chute de Robespierre. Il n'était sorti de Lyon, qu'avec un millier d'hommes, dont le plus grand nombre périt en combattant.

Page 250. On a imprimé dans tout le chapitre 25, le mot Boulon, au lieu de Boulou.

TOME V.

Page 60. *Au lieu de* Arlebeck, *lisez* Aelbecke.

Page 79. *Au lieu de* Chantonay, *il faut* Pensemay.

Page 178. Dans tout le chapitre 32, l'imprimeur a écrit mal à propos le nom du général *Moreaux* commandant en chef l'armée de la Moselle, comme celui du général *Moreau*, commandant une division de l'armée du Nord : ce qui donne lieu à des méprises graves.

Page 186 (à la note) Lautern, *lisez* Kayserslautern.

Page 295. Nous avions dit, d'après l'histoire du général Pamphyle-Lacroix, que Bouillé, avec les émigrés, à la solde d'Angleterre, avait concouru à l'attaque du Port-au-Prince. Le rapport officiel du général anglais prouve que l'entreprise fut faite par trois régimens de troupes nationales. D'ailleurs, à cette époque, le corps commandé par Bouillé était à l'armée du duc d'Yorck : il ne partit pour les colonies, qu'au milieu de 1795.

TOME VI.

Pages 80 et 87, Lautern, *lisez* Kayserslautern.

Le mot *Lautern* est souvent imprimé au lieu de *Lauter*: les positions relatives aideront à reconnaître ces erreurs.

Dans l'ouvrage entier le mot Kavanagh est tantôt écrit Kavanach, Cavanagh ou Cavanach.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

De l'Imprimerie de DEMONVILLE, rue Christine n° 2.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

NOUVELLE ÉDITION,

RÉDIGÉE SUR DE NOUVEAUX DOCUMENS, ET AUGMENTÉE D'UN GRAND NOMBRE DE CARTES ET DE PLANS;

PAR LE LIEUTENANT-GÉNÉRAL JOMINI,

Aide-de-camp général de S. M. L'EMPEREUR DE RUSSIE, grand'croix de plusieurs ordres.

TOME SIXIÈME.

CAMPAGNE DE 1794. — SECONDE PÉRIODE.

A PARIS,

CHEZ ANSELIN ET POCHARD,

SUCCESSEURS DE MAGIMEL,

LIBRAIRES POUR L'ART MILITAIRE, RUE DAUPHINE N° 9.

1820.

HISTOIRE

CRITIQUE ET MILITAIRE

DES

GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

LIVRE VII.

CAMPAGNE DE 1794. — SECONDE PÉRIODE.

SOMMAIRE.

La Pologne est en pleine insurrection. Le roi de Prusse assiége Varsovie ; mais la perte des convois enlevés sur ses derrières, le force à lever le siége. Le maréchal Suwarof s'avance avec une armée russe pour soumettre ce pays. — Les Anglais, craignant la dissolution de la ligue, envoient les lords Spencer et Grenville à Vienne, Windham à La Haye, Paget à Berlin. — Lord Cornwallis se rend à Maëstricht et à Mayence, pour régler les opérations militaires.— Longue inaction des armées sur la Meuse. — Moreau prend l'Ecluse. Schérer, après avoir soumis les places de Landrecies, Valenciennes, le Quesnoy et Condé, renforce Jourdan. D'un autre côté, le comité de salut public voulant favoriser les entreprises de ce dernier, envoie 15 mille hommes de la Vendée à l'armée de la Moselle et la dirige sur Trèves. — Reprise des opérations offensives — Combats sur la Dommel. — Jourdan chasse Clairfayt des rives de la Meuse, et met le siége

devant Maëstricht. — Le général français, pour se débarrasser du voisinage des Autrichiens qui pouvaient l'attaquer devant cette place, attire à lui une partie du corps de siége, et leur fait abandonner la Roër. L'armée impériale, battue sur sa gauche, repasse le Rhin à Cologne. — Maëstricht capitule. — Le duc d'Yorck pressé par Pichegru, se retire derrière la Meuse. — Prise de Bois-le-Duc. — L'armée du Nord passe la Meuse au-dessous de Grave et investit cette place. — La division Moreau fait capituler Venloo.

Le général Michaud, à la tête de l'armée du Rhin, renforcée par 10 mille hommes des Alpes, prend l'offensive, de concert avec celle de la Moselle. — Bataille du Pfaltzberg, le 13 juillet. — Les Alliés sont repoussés derrière la Rehbach. — La marche de l'armée de la Moselle sur Trèves, pour favoriser les opérations de celle de Sambre-et-Meuse, inquiète Mœllendorff; il se porte sur la Nahe avec la moitié de son armée. — Double combat de Kayserslautern. — Les Prussiens, informés des revers essuyés par Frédéric-Guillaume, sous Varsovie, détachent le prince de Hohenlohe en Pologne. — La nouvelle des victoires de Suwarof fait revenir ce corps sur le Rhin. — Dans ces entrefaites, l'armée de la Moselle, favorisée par la retraite des Autrichiens sur Cologne, s'avance vers Coblentz et se lie à la droite de Jourdan. — Prise de Rheinfels et de la tête de pont de Manheim. — Blocus de Luxembourg.

Mission de Jean-Bon-St.-André à Toulon. — Plan de Bonaparte, pour concentrer les armées des Alpes et d'Italie, sous Coni : il est ajourné par la chute de Robespierre. — Projet des Autrichiens et des Anglais sur Savone. — L'expédition contre Dego, dirigée par Bonaparte, le déjoue. Ce général est mis en arrestation, pour ses rapports avec Robespierre le jeune.

L'armée des Pyrénées-Orientales bloque et réduit Bellegarde. — Combats de Terradas, de St.-Laurent de la Muga, de Montroich. — Dugommier attaque le camp retranché de la Muga : il est tué. Pérignon perfectionne ses dispositions, et défait complètement les Espagnols. La Union est également tué : son armée en déroute se réfugie sous Girone. — Figuères, avec 7 mille hommes, se

rend aux républicains. — Siége de Roses. — Aux Pyrénées-Occidentales, Muller et Moncey envahissent la vallée de Bastan; tournent et enlèvent le camp formidable de St.-Martial, ainsi que Fontarabie et St.-Sébastien. — Combats multipliés sur cette ligne : les républicains s'avancent dans la plaine de Pampelune; et se replient à l'approche de l'hiver. — Expédition contre la droite, dans la vallée de Roncevaux.

Événemens insignifians dans la Vendée : l'armée républicaine, affaiblie, la laisse renaître de ses cendres. — Charette enlève deux camps retranchés. — Puisaye organise l'insurrection bretonne. — État de l'intérieur et des colonies.

Le duc d'Yorck, abandonné derrière le Waal, voit prendre Grave et Nimègue. — L'armée républicaine, favorisée par le grand froid, passe la Meuse et le Waal, et s'empare de l'île de Bommel. — Les Hollandais, percés dans leur centre, se retirent en désordre. — Les Anglais et les Autrichiens, attaqués vers Nimègue, sont rejetés sur Arnheim, repassent l'Yssel, et abandonnent la Hollande à son sort. — Le Stathouder s'embarque pour l'Angleterre. — Révolution d'Amsterdam. — Les Français entrent dans cette capitale et soumettent les sept provinces.

Précis des événemens qui se sont passés en Pologne, depuis le commencement de l'insurrection. — Combats de Raslavice et de Szeeoczyn. — Siége de Varsovie. — Retraite des Prussiens. — Déroute des Polonais à Brzesc. — Kocziusko battu et pris à Macieowitz par les Russes. — Suwarof s'avance sur Varsovie. — Combat de Kobylka. — Assaut sanglant du faubourg de Praga. — Soumission de la Pologne.

CHAPITRE XXXVIII.

Aperçu de l'état de l'Europe. — Opérations des armées en Belgique. — Reprise des places de Valenciennes, le Quesnoy et Condé. — L'armée du Nord s'avance sur la Dommel. — Combat de Boxtel. — Batailles de l'Ourthe et de la Roër. — Retraite des Autrichiens derrière le Rhin. — Prise de Bois-le-Duc.

Coup-d'œil succinct sur la situation de l'Europe.

L'Europe avait vu les Anglais triompher à Toulon, près d'Ouessant, à Bastia et à la Martinique; au moment même où la France, par les victoires de Courtray, d'Ypres, de Fleurus, décidait non-seulement la question de l'intégrité de son territoire, mais reculait aussi les barrières, derrière lesquelles une politique jalouse et ombrageuse s'efforçait de la contenir depuis un siècle. Si les publicistes les plus éclairés avaient prévu le premier de ces résultats; on s'était d'autant moins attendu au second, et tous les cabinets s'étonnaient à l'envi du triomphe des armes républicaines. Chacun assignait des causes différentes à ce phénomène, dont il était si simple de chercher l'origine dans l'état respectif des partis, dans la nature des passions et des intérêts mis en jeu

par la révolution; enfin dans la différence de caractère et de situation des hommes qui se trouvaient aux prises.

Les Polonais, régis par un gouvernement dictatorial et provisoire, repoussaient le roi de Prusse des environs de Varsovie. Une nouvelle armée russe s'avançait, sous le général Suwarof, pour venger les affronts faits à sa souveraine, et les échecs de ses alliés. Les puissances du Nord et celles d'Italie étaient dans la même attitude qu'au commencement de la campagne. La Suède, un instant agitée par la conspiration de d'Armfeld, persistait néanmoins comme le Danemarck dans la politique dont elle attendait son salut.

La Porte, toujours plongée dans une sorte de léthargie, voyait augmenter son embarras par l'insurrection de la Pologne. Pressée d'un côté par Kutusof, qui lui demandait l'expulsion de tous les Français, et de l'autre, par Descorches et les agens des insurgés, elle ne savait quelle politique embrasser. Le divan se contenta d'envoyer une ambassade à Catherine, et d'échanger de riches présens avec elle; mais il n'opposa qu'une inertie complète aux sollicitations des différens partis. Les menaces et les prières de Kutusof donnèrent lieu à quelques démonstrations d'armement; toutefois, les choses restèrent sur l'ancien pied. Les victoires des armées

françaises changèrent, quelques mois après, la face des affaires, et bien que la république ne fût pas formellement reconnue, ses triomphes donnèrent dès ce moment à Descorches, toute l'influence d'un ministre accrédité.

L'Espagne, que des succès en Navarre et en Roussillon n'eussent point dédommagée d'une alliance monstrueuse, trouvait dans les succès de Dugommier et de Muller, le juste châtiment d'une faute grave; et son ministère, découvrant enfin l'abîme creusé sous ses pieds, sentait déjà le besoin d'ouvrir des négociations de paix.

Les Anglais n'avaient pas manqué de renouveler leurs efforts pour entraîner la Suisse à la guerre; mais les notes de lord Fitz-Gerald aux différens cantons, et notamment à celui de Zurich, furent sans succès. Cependant une révolution, éclatée à Genève le 19 juillet, faillit opérer ce que la logique du ministre britannique n'avait point su obtenir, et fut sur le point de troubler la tranquillité de l'Helvétie, en appelant de nouveau l'intervention des cantons alliés. Depuis la révolution du mois de janvier 1793, le parti démocratique, à l'instar de celui de France, s'était divisé en deux factions; et les montagnards, peu satisfaits de la part qu'ils avaient au pouvoir, voulaient imiter en tout leurs frères de Paris. Dans la nuit du 18 au 19 juillet, ils prirent les armes, s'emparèrent des différens postes et de

l'arsenal, installèrent un gouvernement provisoire, arrêtèrent plusieurs centaines de personnes, et nommèrent un tribunal révolutionnaire. Le premier jugement de celui-ci condamna à mort huit ou dix citoyens respectables, qu'on accusa d'être des *aristocrates incorrigibles* : crime d'une nouvelle espèce, que le code sanguinaire des Français n'osa pas même frapper de la peine capitale, et dont les prévenus furent seulement détenus jusqu'à la paix.

Cette petite contre-épreuve du 31 mai fut généralement attribuée au résident de France, Soulavie; et considérée comme l'avant-coureur des événemens qui devaient amener la réunion de Genève à la république. Ce mouvement n'eut toutefois aucune suite remarquable pour l'instant. La réaction du 9 thermidor en fut sans doute cause; car le parti de la modération reprit aussitôt le dessus, et il ne se passa rien jusqu'en 1798, époque à laquelle cette industrieuse cité devint le chef-lieu d'un département français.

Les Bernois, seuls intéressés à intervenir dans ces démêlés, ne jugèrent pas prudent de le faire, à la vue des armées républicaines victorieuses; de peur d'attirer sur eux tout le poids de la vengeance.

Mission des lords Grenville et Spencer à Vienne.

Le cabinet de Londres nonobstant son triomphe maritime, conçut les plus justes alarmes dès qu'il fut instruit de l'état des affaires sur le con-

tinent. L'aigreur des reproches que s'adressaient réciproquement les divers membres de la coalition, au sujet des revers essuyés sur la Sambre ou dans les Vosges, lui fit craindre que l'ardeur de l'Autriche et de la Prusse ne se refroidît; et que la ligue ne fût à la veille de se dissoudre. Ses inquiétudes redoublèrent, en apprenant que le baron de Thugut, successeur du prince de Kaunitz, songeait à évacuer les Pays-Bas, et à concentrer les armées autrichiennes derrière le Rhin. Appréciant dès lors le coup fatal que la pacification du continent porterait à l'Angleterre, le cabinet de St.-James mit en jeu tous les ressorts de la politique, dans l'espoir de réchauffer ces deux cours du feu de sa haine, et de prolonger une lutte dont dépendait l'affermissement de sa puissance. A cette fin, il dépêcha à Vienne deux habiles diplomates, lords Grenville et Spencer, qui offrirent à l'Autriche de redoubler d'efforts pour reconquérir ces riches provinces. Lord Paget fut envoyé à Berlin, et Windham à La Haye, avec la même mission. Le cabinet de Vienne chargea de son côté le comte Mercy d'Argenteau de se rendre à Londres, vraisemblablement pour s'expliquer sur les affaires de Pologne, autant que sur celles de Belgique; mais la mort de ce ministre, à l'instant même de son arrivée, laissa au comte de Stahremberg le soin de terminer sa négociation.

Les arrangemens pris à cette époque, ne transpirèrent point dans le public; cependant les conventions signées au commencement de 1795, paraissent en avoir été le résultat; et il ne serait même pas impossible qu'on eût flatté dès-lors le cabinet de Vienne d'une prochaine alliance avec Catherine, puisqu'elle ne tarda pas à se conclure, et que la date de ces transactions ne suffit pas pour constater l'époque de leur origine.

D'un autre côté, l'Angleterre réclamait l'exécution du traité de La Haye, dont le maréchal de Mœllendorff n'avait point rempli les stipulations. Lord Cornwallis dut en conférer à Maëstricht, puis à Mayence, avec les généraux en chef des deux armées, et avec M. de Fagel, chargé dans cette affaire des intérêts de la Hollande : on attendait avec une juste anxiété le résultat de cette mission, car il s'agissait bien plus d'aviser aux entreprises ultérieures, que de récriminer sur les changemens apportés au plan primitif.

État des armées en Belgique.

Si les Prussiens n'étaient pas d'accord avec les généraux des armées impériales; le duc d'Yorck et les Hollandais s'aperçurent de même, après l'évacuation de Bruxelles, que les intérêts des Autrichiens différaient essentiellement de ceux de l'armée destinée à couvrir les Provinces-Unies; et que les premiers revers sur la Dommel ou sur la Meuse, devaient infailliblement leur donner une direction excentrique.

Après l'évacuation d'Anvers dont on a rendu compte au chapitre XXXI, le duc d'Yorck s'était retiré d'abord à Rosendal et puis à Oosterhout, derrière Breda (1) ; les Hollandais à droite entre cette place et Berg-op-Zoom. Position bizarre, qu'on attribue à la nécessité de mettre en état de défense des places qui eussent dû l'être depuis la mauvaise tournure des affaires dans le courant de juin, et qu'on eut mieux protégées en se groupant sous Bois-le-Duc.

Mesures défensives des Alliés.

Ces deux armées combinées, dont on a déjà indiqué l'organisation (2), montaient encore à près de 50 mille hommes; car si les Hollandais furent réduits à 8 mille par les détachemens jetés dans les places de première ligne, ce nombre se trouva balancé par les renforts en recrues, envoyés aux différens corps de l'armée pour remplacer les pertes essuyées dans la campagne. Les Anglais reçurent aussi un bel équipage d'artillerie en échange de celle qu'ils avaient perdue, notamment à Turcoing. Malgré cela le Stathouder ne se dissimulait pas le danger qui le menaçait; mais son pouvoir limité par les institutions et le caractère hollandais, ne lui laissait la faculté d'aucune grande mesure de salut pu-

(1) On a imprimé par erreur Oosterwick au chapitre 31, l'armée anglo-hanovrienne était sur la Donge à Oosterhout.

(2) Voyez le tableau du tome précédent, page 165.

blic. En vain chercha-t-il à échauffer le zèle des états-généraux et de la nation dans le discours pressant qu'il prononça le 4 août à cette assemblée. (*Pièces justificatives*, n° 1.)

Le prince de Cobourg, après avoir ramené l'armée impériale derrière la Meuse; peu rassuré par cette barrière, s'attendait à chaque instant à y être assailli, et, indépendamment des mesures ordinaires de défense, faisait, le 30 juillet, un appel aux habitans des contrées situées entre cette rivière et le Rhin. Comptés jadis au nombre des peuples belliqueux de la Germanie, les Trévirois et les Eburons étaient courbés en 1794 sous le joug des princes ecclésiastiques, et peu disposés à se dévouer pour la maison d'Autriche. Cet appel, étendu aux provinces d'outre-Rhin, resta donc sans effet; bien que le cabinet de Vienne ne négligeât rien de son côté pour animer les états de l'Empire, en leur peignant les dangers d'une prochaine invasion si l'on ne se levait pas à l'exemple des Français (1). Toutes ces mesures n'augmentèrent pas d'un homme les forces de la coalition; circonstance bizarre qui offre un contraste remarquable avec les effets miraculeux du discours de Barrère et du décret dont il fut le prélude.

---

(1) Voyez la note du ministre impérial au cercle du Rhin. *Pièces justificatives*, n° 2.

Conférences de Maëstricht.

Le grand conseil de guerre tenu à Maëstricht, dans les premiers jours d'août, avec les ministres d'Angleterre et de Hollande, mit fin à la carrière militaire du prince de Cobourg. Les détails du plan qui y fut arrêté n'ont point été publiés : il paraît, toutefois, qu'on y décida seulement de rester sur la défensive derrière la Meuse; et de former à cet effet une chaîne de corps, de Luxembourg à Breda.

Le prince de Cobourg est remplacé par Clairfayt

Le généralissime dégoûté de ses revers ou perdu dans l'esprit des chefs de la coalition, quitta, le 28 du même mois, l'armée autrichienne, après en avoir remis le commandement à Clairfayt. Le général Beaulieu en fut nommé chef d'état-major: elle se trouvait toujours disséminée sur une ligne étendue; la droite entre Ruremonde et Maëstricht; la gauche couvrant l'Ourthe et l'Ayvaille vers Esneux et Sprimont. Nauendorf fut poussé jusqu'à Montjoie dans les Ardennes, afin de faire face au corps qui s'avançait sur Trèves.

L'armée de Jourdan cantonnait ou campait entre Liége et Maëstricht, vis-à-vis celle des Autrichiens. Pichegru observait en avant d'Anvers, celle du duc d'Yorck. Moreau assiégeait l'Ecluse ; les troupes de la division Michaud gardaient la Flandre, et observaient les villes de Hulst, Axel, Sas-de-Gand et Philippine, défendues par de petites garnisons hollandaises. Enfin Schérer, avec 25 mille hommes, était occupé à ré-

duire les places du Quesnoy, de Valenciennes et Condé, tombées dans la dernière campagne au pouvoir des Autrichiens.

Mesures pour le siége des places.

Le comité, espérant activer la reddition de ces forteresses, dont les garnisons incomplètes se trouvaient hors d'état de soutenir une attaque régulière, avait fait prendre par la Convention un décret qui sommait les commandans de se soumettre dans vingt-quatre heures, sous peine d'être passés par les armes. Ces expressions, à peine tolérables pour une simple sommation, devenaient dérisoires dans un décret; puisqu'elles compromettaient la dignité législative, ou imposaient aux commandans l'obligation de mourir sur la brèche.

Le général Jourdan, prévoyant le mauvais effet que produiraient ces menaces, communiquées simultanément à des places qu'on ne pouvait pas même investir, prescrivit à Schérer de s'avancer successivement, et de ne communiquer le décret à chacune d'elles, que quand la tranchée serait ouverte, et toutes les dispositions d'attaque achevées.

Cependant leur réduction devenait d'autant plus urgente, que les armées, immobiles sur la Meuse, pouvaient y éprouver le sort de celle de Dumouriez, si l'on donnait aux Impériaux le temps de se renforcer, et d'expulser Jourdan de la Belgique.

Prise de Landrecies et du Quesnoy.

La prompte soumission de Landrecies fit croire que les autres imiteraient son exemple; mais le général Planck, commandant du Quesnoy, opposa plus de résistance. Schérer ordonna alors aux divisions Favreau et Jacob, de pousser les préparatifs avec la plus grande activité; et sollicita en même temps le comité d'adoucir la rigueur d'un décret, qui produirait un résultat tout opposé à celui qu'on s'en promettait, et qui n'était plus exécutable dès que le terme se trouvait dépassé. Les travaux de la tranchée ouverte le 24 juillet durèrent jusqu'au 15 août, par suite des ménagemens dont on usait envers une ville française. L'ennemi, de son côté, fit un feu assez soutenu.

Le comité, non moins jaloux de conserver ce qu'il appelait sa dignité, que de reconquérir ces places, imagina de sauver les apparences par une subtilité puérile, et consentit d'admettre la garnison à capituler, dans le cas où elle n'aurait pas eu connaissance du terrible décret. Elle fut donc prisonnière sur parole, au nombre de 2,500 combattans.

Le général Schérer se disposa aussitôt après à soumettre Valenciennes, qu'observaient depuis long-temps la brigade Osten et quelques régimens de la division Ferrand.

Position des républicains

Plus de six semaines s'écoulèrent ainsi, après le combat de Louvain, sans que les armées fran-

çaises, profitant de l'ascendant de la victoire et de l'énorme supériorité qu'elles avaient sur les Alliés, songeassent à leur porter un coup mortel. Celle du Nord ne comptait pas moins de 70 à 75 mille combattans; l'armée de Sambre-et-Meuse présentait un effectif de 145 mille hommes, dont les deux tiers seulement, présens sous les armes (1).

Les troupes étaient alors en assez bon état; la victoire et quelques semaines de repos leur avaient donné plus d'aplomb : les nouveaux bataillons amélioraient leur service intérieur; et si la discipline n'y était pas forte et sévère, la subordination y avait fait quelques progrès. La proximité de l'ennemi qui pouvait à chaque instant déboucher par Maëstricht, et l'incertitude sur la reprise des hostilités, empêchèrent néanmoins de donner à ces perfectionnemens toute l'extension désirable.

Le service administratif languissait au contraire dans un état de délabrement qui se ressentait de l'énormité des masses mises en mouvement, et de la multiplication progressive des besoins.

Le défaut de tentes et de moyens de transports avait déjà fait renoncer à camper sous toile;

---

(1) La force des présens était de 97 mille : après la jonction de Schérer, elle s'éleva à 116 mille. Celle du Nord en comptait plus de 70 mille.

on bivouaquait ou cantonnait dans les marches, et l'on cherchait un abri sous des baraques de branchages et de paille dans les positions où il fallait séjourner.

Cependant les vivres se fournissaient encore des magasins, et si l'on permettait les fourrages réguliers pour se procurer des bestiaux quand les réquisitions n'y suffisaient pas, ils s'exécutaient toujours dans le plus grand ordre. Bien que le pays fût cruellement foulé par l'entretien d'armées aussi nombreuses, les habitans, du moins, n'étaient point soumis à ces cruelles dévastations qui couvrirent plus tard la surface de l'Europe. L'officier sans appointemens vivait comme le soldat, portant son sac et donnant l'exemple du courage, de la résignation et du dévouement.

L'armée du Nord avait subi quelques changemens dans son organisation intérieure. Celle de Sambre-et-Meuse occupait la ligne suivante.

Les divisions Marceau et Mayer, aux ordres du premier de ces généraux, à Strée et Huy en avant de Namur. Celle de Hatry, au-dessus de Liége vers Hans : la division Championnet vers Wotème : le général Lefebvre en avant-garde à Houtain et Villers-St. Simon, ayant la réserve de cavalerie en seconde ligne : la division Morlot près de Tongres. L'aile gauche, aux ordres de Kléber, formée des divisions Montaigu, Duhesme

et Friant, appuyait d'un côté à celle de Morlot vers Rixhingen, et de l'autre à Bilsen.

De quelque manière que l'on envisage cette inaction des républicains, l'on ne peut s'empêcher de la blâmer. En effet, si, comme l'ont assuré quelques militaires, le comité de salut public n'avait en vue que de protéger le siége des quatre places françaises, c'était une grande erreur; car jamais siége n'est mieux couvert qu'en repoussant au loin les forces capables de le troubler; et la soumission de ces places n'eût rencontré aucun obstacle, dès que l'armée impériale eût été refoulée au-delà du Rhin. Inaction blâmable des armées.

Si le véritable motif de cette halte fut d'attendre le corps de Schérer, il semble que ce renfort n'était point nécessaire à deux armées victorieuses et supérieures en nombre. D'ailleurs, en donnant à l'ennemi deux mois pour se reconnaître, retrancher ses positions, rallier tous ses détachemens, peut-être même pour combiner une nouvelle jonction de ses forces; on s'exposait à perdre bien plus qu'on ne pouvait gagner par l'entrée en ligne de ces 20 mille hommes.

Plusieurs historiens ont faussement attribué cette stagnation, au mouvement que Jourdan aurait ordonné dans cet intervalle pour renforcer l'armée de la Moselle, afin de déposter les Impériaux des bords de la Meuse, en manœuvrant pour les prévenir par Trèves et Coblentz. Il est

vrai que cette entreprise sur Trèves fut exécutée au milieu d'août; mais les troupes qui renforcèrent pour cet objet l'armée de la Moselle, furent tirées de la Vendée, et celle de Sambre-et-Meuse n'y envoya pas un homme.

Faute des Alliés.

Ces deux mois d'inaction ne firent guères plus d'honneur aux généraux alliés qu'au comité; puisque avec 120 à 130 mille combattans, ils ne surent pas combiner le moindre mouvement offensif contre une des armées françaises séparées. On peut croire qu'ils eussent évité bien des désastres en employant à propos une masse aussi respectable. L'opération la plus avantageuse dans la situation des affaires était de rallier le duc d'Yorck et les Hollandais sous Bois-le-Duc; de diriger 40 mille hommes par Hasselt sur les plaines de Tongres, de concert avec 70 mille Autrichiens qui eussent débouché par Maëstricht et Viset. Jourdan accablé ainsi sur sa gauche eût été ramené sur Namur, et la Hollande sauvée. Si la réunion des deux armées présentait trop d'obstacles, rien n'eût empêché les Autrichiens de manoeuvrer avec succès contre l'extrême droite, de concert avec le corps de Luxembourg. Cependant, quand on considère, d'une part, la difficulté du terrain dans cette partie; de l'autre, l'avantage que les places de Maëstricht et de Venloo offraient, au contraire, pour opérer contre la gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse;

l'importance de rompre ses communications avec Pichegru; enfin, la nécessité de se lier avec le duc d'Yorck; il semble que le premier projet méritait la préférence.

Les Alliés, en prenant ainsi l'initiative, eussent été plus à même de reconquérir la Belgique, ou de se maintenir derrière la Meuse, qu'en attendant de pied-ferme et sur une ligne d'un grand développement, les coups qu'un adversaire actif jugerait convenable de leur porter. Au surplus, l'événement ne tarda pas à prouver qu'avec de telles proportions numériques, celui qui s'attribue les avantages de l'initiative, réussit ordinairement.

Incertitude du duc d'Yorck.

Les conseils du duc d'Yorck ne méconnurent pas entièrement ces vérités; car, dans les premiers jours du mois d'août, ce prince, guidé par un éclair de bon sens, résolut de quitter les environs de Breda, pour se rapprocher de la Meuse et de ses Alliés. Il s'était même déjà mis en marche sur Bois-le-Duc; mais ce projet ne reçut point son exécution, et on lui en substitua un bien moins convenable. Peu de jours après, le duc, déterminé sans doute par les sollicitations du Stathouder ou par l'intérêt de l'Angleterre, résolut de faire une diversion à sa droite, en portant 12 mille hommes sur la Zélande, dans la vue de tenter un débarquement et de dégager l'Ecluse. Heureusement, pour l'honneur du gé-

néral anglais et le salut de sa division, qu'il fut abandonné comme le premier.

Les républicains font des démonstrations sans fruit

De leur côté, les commissaires de la Convention partageaient l'embarras et l'indécision des deux généraux en chef; car le comité, tout en leur prescrivant d'attendre la chute des places françaises avant d'engager une bataille décisive, leur recommandait sans cesse de harceler l'ennemi. Des dépêches vagues, où le gouvernement témoignait tour-à-tour le désir d'avancer et de rejeter les Alliés de l'autre côté du Rhin; la crainte de livrer une bataille générale; et la peur bien gratuite de voir les Anglais tourner la gauche de la ligne en filant par la Zélande le long de la mer; attestent assez qu'il n'avait arrêté aucun plan à cette époque.

Enfin les succès de l'armée de la Moselle, qui venait de s'emparer de Trèves, firent naître l'idée de déposter les Alliés de leur ligne de défense. Pichegru et Gilet, réunis à Bruxelles pour aviser aux moyens d'y parvenir, n'en trouvèrent pas de meilleur que les suivans.

Après avoir laissé un petit corps pour couvrir Anvers ou observer les Anglais, l'armée du Nord devait se porter à Ruremonde et Venloo, descendre ensuite la Meuse, combattre les troupes combinées anglo-hollandaises, et empêcher leur réunion avec les Autrichiens. En même temps, la moitié de l'armée de Sambre-et-Meuse devait

observer Maëstricht; l'autre, après avoir passé la Meuse au-dessus de Liége et franchi l'Ourthe, eût attaqué la gauche des Impériaux, en se dirigeant sur Verviers et Herve.

Ce projet, bien qu'il parût spécieux, péchait par les détails d'exécution. Jourdan, ayant démontré tous ses inconvéniens, on l'abandonna sans lui en substituer un autre; quand il eût été si important de combiner l'action des masses, de manière à porter un coup sensible à Clairfayt, dont la retraite sur le Rhin eût décidé la campagne.

Cependant, l'armée du Nord, partie le 20 août des environs d'Anvers, s'était déjà portée par West-Maël entre Herenthals et Liers. Mais, soit qu'elle ne pût avancer davantage faute de vivres, soit qu'elle eût reçu un contre-ordre des représentans, elle reprit sa direction vers le Brabant, et alla camper à Turnhout, puis près de Hoogstraeten, sur la petite rivière de Merck. 24 au 28 août.

Retraite du duc d'Yorck

Aussitôt, le duc d'Yorck se replia sous Bois-le-Duc, et campa, le 30 août, derrière l'Aa; laissant le général Hammerstein aventuré sur la Dommel, et abandonnant ainsi Breda à ses propres forces (1). L'armée hollandaise cantonna ensuite entre Gertruidemberg et Heusden, sans

(1) Depuis deux mois qu'on reconnaissait l'impossibilité de se maintenir en Flandre, et que le Brabant hollandais était menacé de devenir le théâtre de la guerre, le Stathouder, qui avait 51 batail-

autre dessein que celui de couvrir ses frontières; car on ne la revit pas de long-temps en campagne; son quartier-général ne tarda pas même à s'établir à Gorcum. Ainsi, 20 mille hommes, dont la réunion avec le duc d'Yorck eût donné une tournure plus favorable aux opérations, se blottirent derrière la ligne formée par l'embouchure des fleuves, et par une chaîne de forteresses à l'abri de toute insulte. La nécessité de jeter à l'avance des garnisons dans dix places menacées, et l'esprit révolutionnaire des habitans furent sans doute la cause de cette fatale résolution.

Les Français renforcés reprennent l'offensive.

Au moment où les Alliés s'affaiblissaient ainsi, les Français prenaient au contraire un accroissement redoutable. La division, destinée à l'expédition de Walcheren, rejoignit l'armée du Nord. L'Ecluse s'étant rendu au général Moreau, le 25 août, les troupes qui en avaient fait le siége, après s'être remises de leurs fatigues par quelques jours de repos à Bruges et Gand, s'apprêtaient à rentrer en ligne.

---

lons et 77 escadrons sur pied, en employait près de moitié dans les garnisons de l'intérieur, à 30 lieues du théâtre de la guerre; et ce qui était à l'armée avec le duc d'Yorck, s'en sépara au moment où l'on aurait dû le renforcer. Reste à savoir si la crainte d'un mouvement insurrectionnel qui motiva cette disposition, était fondée ou non.

D'un autre côté, le général Schérer venait de soumettre Valenciennes et Condé. Le gouverneur de la première de ces places, n'ayant qu'une garnison de 4 mille hommes pour repousser à la fois les attaques du dehors et contenir une population toute guerrière, n'apprécia peut-être pas assez l'importance de la diversion qu'une plus longue défense eût opéré en faveur de l'armée impériale; et se soumit, le 29 août, aux mêmes conditions que celui du Quesnoy. Le commandant de Condé imita son exemple dans les premiers jours de septembre. Ainsi la république recouvra sans peine ces quatre places, qui, la campagne précédente, avaient coûté tant de travaux et de sang aux Alliés.

Après cette reddition, le général Schérer ayant renvoyé la brigade Osten à l'armée de Pichegru, et laissé au général Ferrand le soin de garder la Belgique, se rendit à l'armée de Sambre-et-Meuse, avec 24 bataillons et 10 escadrons dans le meilleur état.

Combat de Boxtel.

Alors, libre de toute inquiétude sur ses derrières, le comité donna aux généraux républicains l'ordre de recommencer les opérations. L'armée du Nord, laissant à une division de sa gauche le soin d'observer les Hollandais, marcha d'Hoogstraeten à Merl le 4 septembre, quelques jours après à Tilborg, puis à Osterwick et Morges-

tel (1). L'intention du général français en appuyant par sa droite était de gagner la gauche des Alliés, et de se mettre en communication avec l'armée de Jourdan. N'ayant pas une connaissance bien exacte des positions de l'ennemi, on s'approcha de Bois-le-Duc avec circonspection.

Une chaîne de postes hollandais liait le nouveau camp du duc d'Yorck derrière l'Aa, avec le corps du prince d'Orange; ses bataillons épars furent aisément forcés par une division de la gauche, qui enleva les postes de Helvort et Vucht.

Le reste de l'armée se disposait à prendre position le 14 sur la Dommel, lorsqu'il rencontra à Boxtel la chaîne des postes hessois et hanovriens, qui, comme nous l'avons dit plus haut, se trouvait hors de portée d'être soutenue par l'armée alliée. Cette chaîne était couverte, à la vérité, par la Dommel, ruisseau très-profond, dont on avait rompu tous les ponts. Mais ces obstacles ne firent qu'irriter les soldats français: partie gagna la rive opposée à la nage, partie sur des madriers; et ils forcèrent l'ennemi à se retirer en désordre. Deux bataillons hessois qui tinrent un peu plus long-temps, furent tournés, enveloppés, et obligés de mettre bas les armes.

---

(1) Voyez pour les opérations en Brabant et en Hollande, la carte de d'Heulland ou toute autre de ce pays; le croquis que nous avons donné sous le n° 1, n'étant pas suffisant pour les détails.

Le duc d'Yorck, moins inquiet du sort de son avant-garde, qu'empressé de savoir si toute l'armée française arrivait sur la Dommel, détacha le lendemain le général Abercrombie, avec 10 bataillons et quelques escadrons, en reconnaissance sur les bords de cette rivière. Peu s'en fallut qu'il ne donnât au milieu de l'armée de Pichegru, en route sur Oldenrode. Ce détachement fit sa retraite derrière l'Aa, sans perte notable, quoiqu'avec précipitation.

Ces deux actions valurent 1,500 prisonniers, et firent honneur aux troupes françaises. Bien qu'au fond ce ne fût que des échauffourées d'avant-postes, le duc d'Yorck n'en prit pas moins la résolution de quitter la rive gauche de la Meuse; il partit dans la soirée même du 15, livrant les places de Berg-op-Zoom, Breda et Bois-le-Duc, à leurs propres forces. Il alla d'abord s'établir à Wichem, entre Grave et Nimègue; d'où il marcha sur les hauteurs de Moock.

L'armée du Nord prend position derrière l'Aa

Le 15 septembre, l'armée française arriva sur les bords de l'Aa. On assure que le défaut de connaissance du pays et la fatigue des troupes empêchèrent d'entamer l'arrière-garde du duc, au passage de la Meuse, qu'elle devait exécuter avec un grand attirail : mais cela nous paraît peu probable; cette opération étant toujours facile sous la protection du canon de Grave.

Plusieurs colonnes françaises s'étant égarées,

l'armée du Nord fut forcée de séjourner le 15 et le 16, pour se rassembler et reconnaître le terrain. Le 18, elle campa derrière l'Aa, près de Boersdonck; et le lendemain à Dinter, où nous la laisserons un instant pour voir ce qui se passait à celle de Sambre-et-Meuse.

Opérations sur la Meuse.

Opérations des grandes armées sur la Meuse.

Schérer étant enfin arrivé à Huy le 14 septembre, à la tête de 20 mille hommes, les dispositions furent faites pour attaquer l'armée impériale, aux ordres de Clairfayt, répartie depuis Ruremonde jusqu'à Sprimont de la manière suivante :

1° Corps de droite aux ordres de Werneck, à Stockem et Sittard	14 bat.	24 esc.	12,400 hom.
2° Kray, en avant de Maëstricht, pour couvrir cette place	10	18	10,832
3° A Viset et Château-Argenteau	4	6	4,048
4° Le corps de bataille vers Liége, au camp de Robermont, etc.	19	48	20,270
5° Corps de gauche aux ordres de Latour, à Esneux, Sprimont	30	34	27,900
6° Nauendorf, à Montjoie et Blankenheim	4	16	5,140
7° A Aix-la-Chapelle	3	»	2,600
Armée active			83,190
8° Garnisons de Luxembourg, Condé, Valenciennes, etc.	21	7	18,070
TOTAL	105	153	101,260

La droite des Français, composée des divisions Marceau, Hacquin et Mayer, et de la brigade Bonnet détachée de la division Hatry, formant ensemble 48 bataillons et 20 escadrons, avait passé la Meuse à Huy et à Namur, pour gagner la gauche des ennemis. Cette aile, dont le général Schérer prit le commandement, ayant forcé, le 13 septembre, le passage de l'Ourthe, à Durbui et Comblaine-au-Pont, s'établit sur la rive gauche de l'Ayvaille (1). La brigade Bonnet resta sur l'Ourthe, vers Esneux. Le centre et l'aile gauche ne changèrent point les positions que nous avons déjà fait connaître, quelques mutations dans leurs avant-gardes portèrent l'inquiétude chez les Autrichiens, et décidèrent Alvinzy à descendre sur Wich, où il campa en jetant un pont sur la Meuse.

Le 17, Kléber fit de fortes démonstrations sur le centre et la droite des Impériaux, jusqu'aux environs de Stockem. Kray, repoussé sous le canon de Maëstricht, fut renforcé par Clairfayt, et reprit sa position : c'était tout ce que Jourdan pouvait désirer, puisqu'il attirait les réserves ennemies sur l'extrémité opposée à celle où il voulait frapper.

---

(1) Consultez la planche XII, ou la carte de Ferrari.

De son côté, Latour, inquiet des mouvemens qui se prononçaient devant lui, fit une reconnaissance que les Français repoussèrent, et dont ils profitèrent à leur tour. Le général en chef s'étant transporté à sa droite y parcourut avec Schérer la ligne de l'ennemi. L'Ayvaille, qui serpente entre des hauteurs escarpées, en couvrait le front sur une étendue de plus de deux lieues. L'on ne pouvait gagner la sommité de ces hauteurs, que par les défilés de Halleux, d'Ayvaille et de Sougnés, défendus par 12 bataillons et une artillerie formidable : plus loin, en arrière de Sprimont, était une réserve de 10 bataillons et de 3 mille chevaux. Enfin une brigade établie à droite, observait le passage d'Esneux sur l'Ourthe (1).

Combat d'Ayvaille.

Schérer partagea son corps en trois colonnes. La première, aux ordres de Marceau, fut destinée à emporter les hauteurs de Hálleux. On lui prescrivit, aussitôt qu'elle aurait forcé le passage de la rivière, de lancer sa cavalerie sur le flanc droit de l'ennemi ; tandis que l'infanterie, formée sur une seule ligne par bataillons en masse, l'assaillirait de front.

La deuxième division, conduite par le général

---

(1) La reconnaissance de Jourdan et de Schérer, fut très-juste, comme on le voit en la comparant au tableau précédent.

Mayer, devait emporter le village d'Ayvaille et les hauteurs de Sprimont, puis déboucher ensuite sur le centre des Autrichiens, en débordant le village par ses ailes.

La troisième, dirigée par le général Hacquin, après avoir passé au gué de Sougnés, dut s'emparer de ce village, gagner les hauteurs et tomber sur le flanc gauche de Latour, pendant que son centre et sa droite seraient attaqués par les deux premières colonnes.

Un quatrième corps, commandé par le général Bonnet, avait ordre de forcer le passage d'Esneux, et d'opérer une diversion favorable à l'attaque de Schérer.

Ce mouvement bien conçu, établissant une force supérieure sur l'extrémité qui menait aux communications, et se trouvait en même temps la plus faible à cause de la dispersion des forces ennemies, eut en partie le résultat qu'on s'en était promis : il en eût obtenu peut-être un décisif, si on s'était mis en devoir de soutenir la droite, en portant une division de plus à Esneux.

Le 18, à la pointe du jour, les Français franchirent l'Ayvaille aux points indiqués, tandis que le reste de l'armée inquiétait le centre et la droite des Autrichiens sur la Meuse.

Les avant-gardes de Latour furent successivement accablées : celle du général Lilien, vers Ayvaille, par la division Mayer ; celle du général

Otto, près de Rovrou, par la colonne de Marceau.

Le général Hacquin éprouva plus de difficultés à Sougnés. Ses troupes, croyant entendre le signal, s'étaient jetées dans le défilé une demi-heure avant les autres, et les ennemis considérant son attaque comme la plus sérieuse, y avaient détaché quelques renforts. La tête de colonne venait de déboucher, et deux bataillons gravissaient l'escarpement, lorsque plusieurs régimens autrichiens la culbutèrent dans Sougnés. La situation devint critique; mais le général Bastoul ayant mis pied à terre, se jeta dans l'Ayvaille à la tête de sa brigade, franchit le gué dans l'eau jusqu'à la ceinture, et enleva les hauteurs.

Latour, au lieu de tomber sur la tête des colonnes à mesure qu'elles débouchaient, s'était borné jusque-là à rester en bataille sur le plateau de Sprimont, laissant aux divisions Mayer et Marceau le temps de former leurs lignes en colonnes par bataillon.

Cette opération terminée, elles s'élancèrent au pas de charge sur la position. Le combat, un moment douteux, fut vif et sanglant : mais la colonne du général Hacquin ayant enlevé le bois de Sougnés, gagna le flanc gauche des Impériaux, et menaça de les couper sur les hauteurs de Louveigne, tandis que Bonnet les repoussait d'Hoteigne et inquiétait leur droite. Alors le général

autrichien crut prudent de battre en retraite. Sa cavalerie, qui aurait dû la couvrir, quoique plus nombreuse que celle des républicains, ne fit que paraître sur le champ de bataille, et abandonna l'infanterie au fort de la crise, pour se retirer sur les hauteurs de la Vesder, qu'elle repassa vers les six heures du soir.

Schérer, renonçant à sa direction primitive sur le flanc gauche de Latour, manœuvra contre sa droite, afin de le jeter sur Verviers et de l'empêcher de se rallier aux troupes du camp de Robermont. Cette disposition, bien qu'elle présentât quelque danger dans le cas où Clairfayt se rabattrait contre les Français, avait aussi son avantage. On aurait pu s'en promettre quelques résultats, si Jourdan eût été en mesure de soutenir son lieutenant avec les divisions du centre; l'armée impériale, séparée ainsi de sa droite, et compromise entre Liége et Ruremonde, eût probablement essuyé une défaite totale. Mais le général en chef, connaissant les difficultés du terrain à l'embouchure de l'Ourthe, ne jugea pas prudent d'y exposer un corps considérable; et Schérer, certain qu'il ne serait pas soutenu, bivouaqua derrière la Vesder, crainte de trop s'engager.

Les Autrichiens, après avoir perdu 12 à 1,500 hommes tués ou blessés, 36 pièces de canon et une centaine de caissons, se retirèrent à Herve, d'où ils se replièrent ensuite sur les

hauteurs de Henry-Chapelle. Leurs généraux ne prirent aucune disposition capable de parer à cette défaite : Latour en se retirant sur Forest derrière la Vesder, et son général en chef en le soutenant avec la majeure partie du corps de bataille, eussent été en mesure de se venger le lendemain, avant que Jourdan pût franchir la Meuse de vive force sous Liége, ou faire un long détour, pour gagner Esneux. Clairfayt détacha bien 13 bataillons sur Herve : mais il n'était plus temps, car la retraite excentrique et précipitée de sa gauche rendit ce mouvement inutile.

L'armée impériale quitta, pendant la nuit, son camp de la Chartreuse, ainsi que toutes les autres positions sur la Meuse ; et se retira en toute hâte sur plusieurs colonnes, par Herve, Fouron-le-Comte, Fouron-St.-Martin, Wilder, Gulpen, vers Rolduc et Aix-la-Chapelle.

L'armée impériale quitte les bords de la Meuse.

Aussitôt que Jourdan fut instruit du départ de l'ennemi, ayant fait déblayer le pont de la Meuse et le faubourg d'Amercœur, il porta les divisions Hatry et Championnet, le 19 au matin, au soutien de sa droite. Le général Legrand, commandant l'avant-garde de la dernière, attaqua le 20 les hauteurs de Clermont, dont il s'empara ; tandis que Schérer se porta par Verviers sur Limbourg. Alors, l'armée autrichienne de nouveau menacée par sa gauche, et craignant de perdre sa grande communication avec Co-

U DE

DE L'ARME

	S.
AVANT-GARDE.	L
AILE DROITE. Général SCHÉRER.	1er M
	2e H
	3e M
	4e Bo
CENTRE.	5e HA
	6e Mo
	7e CH
	8e Rés
AILE GAUCHE. Général KLÉBER.	9e BE
	10e DU
	11e RIC
	12e FRI
	35,601
	75,749

Cette situation de l'armée de Sambr... iste pas quelque différence, mais dans tous les ca... fournir des garnisons après l'affaire de l'Ourthe,

gne, se replia derrière la Roër, où Clairfayt, ns l'incertitude des événemens, avait fait élever, depuis un mois, quelques retranchemens. Le centre de cette nouvelle position était à ldenhoven, protégé par la place de Juliers; gauche sous Latour, à Dueren; la droite aux rdres de Werneck, jusques vers Ruremonde. (*Voyez le Tableau ci-joint.*) Le front était couvert par la Roër, rivière peu large à la vérité, mais assez rapide, guéable en peu d'endroits, et dont les rives escarpées dominent presque partout de la droite à la gauche. Les avant-gardes, postées sur ses bords avec une nombreuse artillerie, en défendaient les approches et le passage.

L'armée française suivit l'ennemi, et s'établit: l'aile droite sous Schérer à Cornelis-Munster; deux divisions du centre en avant d'Aix-la-Chapelle; Lefebvre à Rolduc, ayant en seconde ligne Morlot à Damerscheit; la réserve de cavalerie à Cartiels. Le général Kléber, avec les quatre divisions de l'aile gauche, forma d'abord l'investissement de Maëstricht, dont il devait commencer le siége aussitôt que les Impériaux auraient repassé le Rhin.

Carnot, attachant la plus grande importance aux places, et surtout à celle de Maëstricht, avait fait envoyer le représentant Bellegarde pour en presser la conquête, au nom du comité de

salut public. Mais Clairfayt se disposant, contre l'attente de Jourdan, à défendre la ligne de la Roër, le général en chef prit sur lui d'ajourner le siége de cette place, malgré les instances de ce commissaire; et résolut sagement de ne laisser que 15 mille hommes au blocus, d'attirer à lui le reste du corps de Kléber, et d'éloigner à jamais, par une bataille décisive, l'ennemi des bords de la Meuse.

Pendant que ce mouvement s'exécutait, l'aile droite vint s'établir à Eschweiller: le centre à St.-Georges et Kellersberg, soutenu par la réserve de cavalerie; la division Lefebvre, à Batsweiler.

Projet du général français, pour forcer la ligne de la Roër.

Le général Jourdan ayant ainsi réuni ses forces, prit les mesures suivantes pour chasser l'ennemi de sa position. Le général Schérer, avec l'aile droite, devait se porter sur Dueren, et forcer le passage de la Roër, depuis Nieder-Plombach jusqu'à Mirweiler. Le général Hatry avait ordre de marcher sur Indem et Gewernich, et de passer la rivière entre Lammestorp et Altorp. Les divisions Championnet et Morlot, soutenues de la réserve de cavalerie commandée par le général Dubois, eurent leur direction marquée au centre sur Aldenhoven: leurs instructions portaient de chasser tout ce qui se trouverait dans la plaine, et de venir se ranger le plus près possible de Juliers, pour empêcher les Impériaux de déboucher de cette

place. Le général Lefebvre reçut l'ordre de s'emparer de Linnich, et de passer la rivière à tous les gués existans jusqu'à Brakel. Le général Kléber, avec les deux divisions de gauche, fut chargé de forcer aussi les passages aux environs de Ratem, et de pousser un détachement sur sa gauche, pour observer ce qui pourrait déboucher de Ruremonde.

Chaque général avait en outre l'ordre de ne point s'amuser à tirailler, ni à attaquer les villages occupés par l'ennemi; mais de porter sa division sur le point qui lui avait été désigné, sans s'embarrasser de ce qui se passerait à sa droite ou à sa gauche. Schérer devait pousser son avant-garde sur Ellen et Houkirdum; Hatry à Haimbach; Kléber sur Hakelhoven.

Ces dispositions, que la censure la plus sévère n'aurait pu désapprouver si elles eussent été faites plus près de la ligne autrichienne. auraient dû être précédées d'une reconnaissance du terrain qui séparait les deux armées, et d'un mouvement préparatoire qui eût rapproché les colonnes de manière à commencer l'attaque de meilleure heure et à l'instant fixé. Il faut convenir aussi que la droite pouvait être renforcée, sans nuire aux autres parties de la ligne.

Quoi qu'il en soit, le 2 octobre à cinq heures du matin, l'armée s'ébranla en colonnes serrées par brigades: mais un brouillard épais fit bientôt

Bataille de la Roër.

suspendre la marche jusques vers dix heures, qu'il fut dissipé. Alors, pour la première fois depuis la révolution, les républicains offrirent le spectacle d'une armée de 100 mille hommes manœuvrant avec autant d'ordre que de précision, et prête à charger l'ennemi.

L'aile droite, partie de son camp d'Eschweiller, et arrivée vers onze heures à la hauteur de Mérode, y disposa ses attaques. Schérer ordonna à Marceau de franchir le gué de Mirweiler avec la cavalerie et la brigade Nalesche, et de faire assaillir Dueren par celle de Lorges : la division Mayer dut déboucher à Wnitersdorf et Niederau, afin d'attaquer de front, tandis que le général Hacquin, passant à Winden, aurait un long circuit à faire pour atteindre le flanc gauche des Impériaux.

Schérer, de crainte de s'engager partiellement, se vit ainsi forcé de différer son attaque, afin de la faire simultanément avec ces dernières colonnes. Cette circonstance permit à l'ennemi de préparer à loisir ses moyens de défense, dont il pouvait d'autant mieux combiner l'emploi, qu'il plongeait des hauteurs sur les colonnes républicaines, et découvrait leurs moindres mouvemens.

Cependant le temps s'écoulait, la division Hacquin ne paraissait point; et Mayer ne força que vers trois heures, le gué de Lindersdorf.

Schérer, contre sa première instruction, donna donc le signal du combat, avant qu'ils fussent à même de le soutenir. Le général Marceau emporta le gué et Mirweiler, après un combat fort chaud, où l'adjudant-général Klein montra l'exemple aux troupes, en passant le premier à la nage : les retranchemens des Autrichiens furent enlevés à la baïonnette.

Le général Lorges assaillit Dueren : ce poste, défendu par un bon rempart et des fossés pleins d'eau, aux avenues duquel les Impériaux avaient établi plusieurs batteries, était susceptible de résistance. Toutefois, les troupes de Lorges s'y précipitèrent tête baissée, et en chassèrent les postes de l'ennemi : celui-ci, soutenu par les batteries et les corps placés en arrière de la ville, empêcha non-seulement les Français d'en déboucher, mais chercha même à les déloger. Marceau, accouru de Mirweiler avec ses escadrons, secondant Lorges fort à propos, resta néanmoins maître de Dueren. Sur ces entrefaites, la division Mayer ayant franchi la Roër en face de Niderau et de Lindersdorf, fut accueillie ici par une si vive canonnade, qu'elle se vit forcée de se déployer entre le village et Dueren, dans l'espoir de se lier à Marceau ; ce qu'elle effectua vers cinq heures.

Jusque-là on n'avait eu affaire qu'aux avant-gardes de Latour ; et son corps de bataille, établi

sur les hauteurs sous la protection de 60 bouches à feu, couvrit alors ces deux divisions d'une grêle de boulets et de mitraille. Cependant Hacquin étant encore aux prises avec quelques tirailleurs qui suspendaient sa marche dans les bois entre Kreutzen et Binsfelt, on ne pouvait rien entreprendre avec succès, avant qu'il en eût débouché. Les deux autres divisions qui n'avaient été suivies que par quelques pièces légères, soutinrent le feu avec une constance remarquable; Nalesche fit inutilement quelques efforts pour gagner Buikersdorff; battu en flanc par les Autrichiens, il ne put y parvenir: Marceau se maintint dans Dueren, et répondit de son mieux pour seconder Mayer. Enfin, vers sept heures, le général Hacquin, ayant gagné Kreutzau, et menaçant de tourner la gauche des Impériaux par Jacob-Wullesheim et Binsfelt, les décida à la retraite.

Attaques du centre.

Au centre de l'armée, l'attaque commença un peu avant celle des ailes. Clairfayt, ayant rassemblé une partie de ses forces autour et dans le bourg d'Aldenhoven, et paraissant vouloir s'y défendre, le général Championnet l'en fit chasser par les tirailleurs de la 59e demi-brigade. Alors, les républicains gravirent le plateau en arrière, où les Autrichiens avaient construit plusieurs redoutes, sous lesquelles leur nombreuse cavalerie se déploya, et chargea même une

batterie légère de la division Morlot. Le 14[e] de dragons s'élança pour la délivrer; mais, malgré sa valeur, il allait être écrasé, lorsque le premier régiment de dragons de la division Championnet, à la vue du danger qu'il courait, vola à son soutien et le recueillit.

La division Hatry, arrêtée dans sa marche, arriva un peu tard sur la Roër, et trouva des difficultés à la franchir. Jourdan, inquiet du succès du combat à sa droite, prescrivit alors à ce général de se lier avec Marceau vers Mirweiler: mais cette disposition, qui eût été parfaite prise la veille, n'aboutit à rien, et la division n'eut aucune part à cette journée.

Cependant le centre des Autrichiens voyant son flanc droit menacé par la division Lefebvre qui faisait mine de passer à Linnich, et craignant que Hatry n'exécutât le sien vers Altorp contre sa gauche, prit le parti d'abandonner le plateau d'Aldenhoven, et fut poursuivi par la cavalerie française jusques sur les glacis de Juliers.

Championnet couronna les hauteurs en face de cette ville. La citadelle tira presque toute la journée, et les pièces de gros calibre lui ripostèrent. On s'occupa aussitôt de construire quelques batteries, et des bataillons de grenadiers furent poussés le soir vis-à-vis la place, sur le bord du premier bras de la Roër.

Le général Morlot avait reçu l'instruction de

chercher un gué au-dessous de Juliers entre Coslar et Broich. Ses reconnaissances ayant été infructueuses, on le dirigea sur Linnich, dont Lefebvre venait de repousser les avant-postes autrichiens; ceux-ci brûlèrent le pont dans leur retraite, et pour en empêcher le rétablissement, écrasèrent la ville de boulets et d'obus, qui y mirent le feu. Après beaucoup d'efforts, les républicains parvinrent à maîtriser l'incendie et à raccommoder le pont dans la nuit; mais ils ne purent effectuer leur passage que le lendemain.

Évènemens de la gauche.

A la gauche, les deux divisions, aux ordres de Kléber, placées entre Heinsberg et Dremen, se mirent en mouvement à cinq heures du matin. L'avant-garde conduite par Bernadotte et Ney, se porta sur Ratem, pour y forcer le passage de la Roër : mais, aussitôt que l'infanterie légère et les grenadiers s'approchèrent de la rive, un feu terrible de mousqueterie et une grêle de mitraille partirent des retranchemens et des batteries rasantes placées sur ce point. Cependant les républicains ayant établi leurs pièces malgré la fusillade, forcèrent les troupes de Werneck à rentrer dans leurs retranchemens, et engagèrent une canonnade qui ne finit qu'avec le jour.

Le général Kléber avait fait préparer la veille un pont que Bernadotte essaya de jeter; mais il se trouva trop court. Les troupes, enflammées par la résistance des Autrichiens, demandaient

à marcher à la baïonnette : plusieurs officiers sautèrent dans la rivière ; une partie de la 71e demi-brigade, et quatre compagnies de grenadiers les suivirent. Le général Kléber, pour seconder leur ardeur, fit alors avancer toutes les pièces de position sur les bords de la Roër, et foudroya les ennemis. Ce mouvement audacieux, joint au succès des attaques de Schérer sur Dueren, décida les Autrichiens à la retraite, qui fut soutenue par leur arrière-garde.

On travailla, pendant toute la nuit, à construire des ponts; et le gros du corps de Kléber ne passa qu'au jour. L'affaire coûta aux Français de 14 à 1,500 hommes : ils firent à l'ennemi 800 prisonniers; et lui mirent près de 3 mille hommes hors de combat.

Observations sur cette bataille

Tel fut le résultat de la bataille sur la Roër, qui décida du sort de la Belgique, et rejeta l'armée impériale sur la rive droite du Rhin. Quoique Jourdan eût commis une faute, en la livrant avant d'avoir reconnu le terrain, et qu'il eût exposé sa droite à être battue, en assignant trois points de passage à Schérer, qui eut à soutenir ainsi l'effort de Latour avec la seule division Marceau; elle ne laissa pas de lui faire honneur. Pour appliquer parfaitement les principes de l'art, on eût pu désirer seulement qu'il renforçât sa droite. On voit en effet par la nature du terrain, la résistance de Latour dans ses positions

retranchées et les détails de cette journée, que tout le succès dépendit de l'arrivée du général Hacquin, ce que le moindre incident aurait pu empêcher. L'on ne remarquera pas non plus sans étonnement que dans un engagement étendu depuis Froitzheim jusqu'à Ruremonde, il n'avait pas la moindre réserve disponible.

Dans toutes les attaques contre une armée placée en ligne derrière une rivière, il faut faire plusieurs démonstrations sur le front, et choisir un point avantageux pour y diriger l'effort principal. A cet effet, il est indispensable de réunir plusieurs divisions sur ce point; et dès que la première parviendra à s'établir sur la rive opposée, il est probable que le succès de la bataille ne sera plus douteux; car la masse des assaillans, débouchant sous la protection de ces premières troupes, forcera tout ce qui s'opposerait à sa marche. Si de telles dispositions ne réussissent pas, que pourrait-on attendre de dix attaques partielles, exécutées parallèlement? Il paraît que le général en chef perdit de vue ces maximes de guerre, dont l'expérience lui a démontré dès-lors la justesse.

La combinaison la plus habile était de laisser Kléber avec un corps de 25 mille hommes devant Aldenhoven, et de porter cinq divisions d'infanterie avec la réserve de cavalerie sur Mirweiller et Dueren : un succès y eût été d'autant plus

décisif, que les Autrichiens gênés par les bois de Hambach entre Juliers et leur droite, n'auraient pu soutenir facilement cette aile, dès que, par une attaque rapide et vigoureuse, les républicains se fussent emparés de la forêt.

Malgré toute la vigueur de Kléber, de Bernadotte et de Ney, l'aile gauche ne put rien faire, et l'on n'avait d'ailleurs aucun intérêt à ce qu'elle passât la rivière; car Werneck, qui se trouvait en face d'elle, eût été d'autant mieux compromis s'il fût resté vers Ruremonde tandis qu'on accablait Latour.

La nuit qui suivit la bataille fut très-tranquille. Le 23 octobre, à la pointe du jour, les généraux se portèrent devant Juliers avec l'avant-garde, et l'on trouva la place évacuée; Clairfayt décidé à repasser le Rhin, n'ayant pas cru devoir y compromettre une garnison, les magistrats en apportèrent les clefs au vainqueur.

Dès que Jourdan fut instruit du départ des Autrichiens, il ordonna aux divisions Lefebvre et Dubois de les poursuivre. Legrand se mit en marche avec douze compagnies de grenadiers et un régiment de cavalerie, pour les harceler sur la grande route de Cologne. La cavalerie de Dubois atteignit les équipages : il y eut dans la journée plusieurs charges fort vives, dans lesquelles les succès furent balancés. Les troupes aux ordres du général Legrand, se battirent fort

avant dans la nuit; le reste de la division Championnet passa la Roër dans la soirée, pour les soutenir, et bivouaqua dans le bois de Juliers, près de la grande route. Bernadotte prit position à Gieradt.

L'armée impériale, constamment battue, et menacée d'être prévenue à Coblentz et à Cologne, ne se crut en sûreté qu'au-delà du Rhin; et repassa ce fleuve à Mulheim, le 5 octobre, après avoir encore sacrifié 3 mille hommes dans les champs de Juliers. Les Français entrèrent le 6 à Cologne; le 20, à Bonn.

Le général Kléber retourna devant Maëstricht avec les troupes qui avaient contribué à la victoire. Cette place avait été investie immédiatement après le combat de l'Ourthe; mais rien de ce qu'il faut pour un siége n'était prêt à cette époque. Le comité en avait cependant prescrit l'envoi; et le représentant Gillet partit en poste pour le presser. Graces à son activité et à ses soins, un bel équipage de 200 pièces descendant la Meuse, arriva le 23 octobre. Les travaux furent dès-lors poussés, tant du côté du fort St.-Pierre que de Vick, avec l'activité qui distinguait Kléber et Marescot. L'artillerie française, servie avec habileté, fit des merveilles : une grêle de bombes et autres projectiles fut lancée sur cette ville, et en réduisit une partie en cendres. Le prince de Hesse, apitoyé sur le sort de ses

habitans, désespérant d'obtenir aucun secours, consentit le 4 septembre à rendre la place et à déposer les armes; à condition que sa garnison, forte de 8 mille hommes, serait renvoyée sur parole jusqu'à parfait échange. On trouva dans la place 351 bouches à feu.

Après cet événement, et la prise de Rhinfels par l'armée de la Moselle, il ne resta plus aux coalisés, sur la rive gauche du Rhin, que les places de Mayence et de Luxembourg; car Marceau, s'étant dirigé sur Coblentz, en avait chassé les Autrichiens, et s'était lié avec la gauche de Moreaux venant de Trèves; en sorte que l'ennemi fut totalement expulsé des pays situés sur la rive gauche du fleuve.

Opérations de l'armée du Nord.

Pendant que Jourdan, par des coups décisifs sur l'Ourthe et la Roër, mettait les Autrichiens hors de cause, pour le reste de la campagne; l'armée du Nord avait investi Bois-le-Duc. Les opérations offensives de cette armée paraissaient devoir se terminer par le siége de cette place; car, à mesure qu'elle se rapprochait de la Hollande, les obstacles se multipliaient; l'éloignement où elle se trouvait de la base de ses opérations, les pertes journalières, et les garnisons ou les corps d'observation qu'il fallait laisser en

arrière, diminuaient tous les jours les avantages qu'elle avait eus jusqu'alors. Pichegru enfin allait bientôt heurter de front cette ligne formidable formée par l'embouchure des fleuves, hérissée de places fortes, et défendue par une armée nationale, combattant pour ses foyers à côté d'alliés dont jusqu'alors la coopération avait paru franche et loyale.

La seule chance dont les armées républicaines se flattaient, était le parti qu'elles fomentaient en Hollande même; cependant elles en trouvèrent une plus grande encore, dans la conduite de leurs adversaires : elle fut si bizarre en effet, qu'elle fit naître mille soupçons sur la sincérité des mesures du général anglais, pour la défense des Provinces-Unies : soupçons qui, malgré leur peu de vraisemblance, forment encore l'opinion de bien des militaires, témoins de cette campagne.

Quoi qu'il en soit, l'armée du Nord ne voulant point rester oisive, la première opération à tenter, était le siége de Bois-le-Duc, dont la prise devenait indispensable pour s'assurer une base, et suivre les Anglais au-delà de la Meuse. L'entreprise était difficile; car on manquait d'artillerie. La présence de l'armée anglo-hollandaise aurait d'ailleurs nécessité la division de l'armée républicaine en deux corps; un de siége, l'autre d'observation : ce qui ne laissait pas que d'être dan-

gereux, dans la situation respective des partis.

On se rappelle qu'après le combat de Boxtel, le duc d'Yorck avait passé la Meuse à Grave, et occupait le 22 septembre les positions suivantes: les Hessois surveillaient le fort St.-André et l'île de Bommel depuis Wel et Amelroy jusqu'à Battembourg. La division Erskine, à Wichem, se liait aux Hollandais, dont l'armée campée entre Gertruidemberg et Heusden, gardait l'île de Bommel.

Le corps de bataille, campé d'abord à Wichem, marcha ensuite à Moock, et le quartier-général du duc à Crosbeck. La gauche, formée des contingens hanovriens, aux ordres du lieutenant-général Walmoden, remonta par Genep sur Weell, dans la direction de Wenloo, point sur lequel on concevait de justes inquiétudes.

A la même époque, l'armée française tenait les positions suivantes:

La division Moreau à droite, entre Helmont et Venloo, forte de	11,000 hommes.
Celle de Souham, devant Bois-le-Duc et à Deuteren, environ	19,000
Delmas devant Orthen et Crevecœur	10,000
La division Bonneau derrière Uden	11,000
Salme dans la Bruyère de Wechel.	7,000
Lemaire, entre la Merck et le bois de Stribeck, observant Breda	9,000
TOTAL, non compris l'artillerie	67,000 hommes.

La division Michaud fournissait les garnisons en Flandre.

La négligence des Hollandais qui n'avaient pas pourvu Bois-le-Duc d'une bonne garnison ; l'insouciance du duc d'Yorck qui ne répara pas cette faute ; et, par-dessus tout, la faiblesse du gouverneur, firent ce que la force n'aurait pu opérer. Dès le 29 septembre, le commandant du fort Crevecœur le rendit honteusement. On attribua cette reddition prématurée à l'épouvante que lui causa le feu d'une batterie de campagne, établie par le général Delmas sur un coude de digue que les assiégés n'avaient pas eu la précaution de détruire, et dont on se couvrit comme d'une espèce de crochet de tranchée.

La prise de ce fort mit les républicains en possession d'un point d'appui sur la Basse-Meuse, des écluses de la Dieze et de la grosse artillerie dont ils manquaient. Les attaques contre Bois-le-Duc furent alors poussées avec activité ; on en porta le nombre jusqu'à cinq pour fatiguer la garnison, beaucoup trop faible à raison de l'étendue de la place.

En effet, peu de jours après, au moment où l'on n'osait point encore s'en flatter, le vieux commandant qui avait perdu la tête, demanda de même à capituler. L'armée française prit, le 10 octobre, possession de cette place, qui assura ses conquêtes, lui donna un bon point de départ pour marcher contre l'armée anglaise, et procura en outre une artillerie et des munitions considérables.

À la suite des batailles de l'Ourthe et de Juliers, le petit corps de Kerpen, placé à Ruremonde pour entretenir la communication entre l'armée de Clairfayt et celle du duc d'Yorck, ayant été contraint de suivre la première au-delà du Rhin, et les Hanovriens ayant levé leurs camps de Weel et de Velden pour se replier sur Genep; Moreau, qui jusques-là avait toujours masqué Venloo, dut passer alors la Meuse, s'emparer de cette position centrale, se lier à l'armée de Jourdan, et former l'investissement de la place qu'il avait observée. La brigade Compère vint s'établir, le 11 octobre, à Teglem, et un pont, jeté sous sa protection à Baerle, permit à la division de se réunir à elle le 14.

Bien que ce mouvement isolé n'eût rien de menaçant pour le duc d'Yorck, ce prince craignant sans doute qu'il ne fût appuyé de l'armée entière, expédia à toutes les troupes qui étaient en avant de Thiel et de Nimègue, l'ordre de se replier derrière le Waal (1), ne laissant dans

---

(1) Le Waal est le grand bras du Rhin qui se sépare du fleuve près de Tolhuys et reçoit la Meuse au-dessus du fort St.-André. Cette rivière après avoir coulé assez long-temps dans la même direction que le Waal, et formé cette langue de terre, nommée le *Maas Waal*, s'en écarte tout-à-coup, et le rejoint définitivement au-dessus de Gorcum; laissant entr'elle et le fleuve un espace très-fertile nommé *île de Bommel*, dont le fort St.-André est la clef. Le Rhin, quittant le Waal au fort de Schenk, continue à

cette dernière place qu'une garnison de quelques milliers d'Hanovriens, sans s'informer si elle contenait les approvisionnemens nécessaires à leur défense.

Déjà ces dispositions étaient en pleine exécution, quand le prince d'Orange observa que l'abandon de la gauche du Waal ferait perdre toute communication entre Grave et l'armée, et forcerait cette ville à se rendre à la première sommation, faute d'approvisionnement (1). Cette déclaration fut un trait de lumière: le duc, laissant une forte partie de sa cavalerie cantonnée derrière le Waal, s'établit en avant de Nimègue, le long de la rive gauche du fleuve. L'avant-garde, aux ordres du général Hammerstein, étendit ses postes dans la presqu'île entre Batenborg et Tiel, depuis Druyten jusqu'à Appeldern, et dut entretenir la communication avec Grave, à la faveur d'un bataillon détaché à Niederbusch. Au moyen de cette nouvelle disposition, les troupes qui se trouvaient à la gauche aux environs de Venloo, se maintinrent à Cranenborg, et con-

---

couler par Tolhuys et Arnheim, où il se divise de nouveau en deux grands bras. Celui de gauche prend le nom de *Leck* : il coule parallèlement au Waal et tombe avec lui dans la mer près de Rotterdam. Le bras de droite se nomme *Yssel*, et coule dans une direction perpendiculaire du midi au nord : il se jette dans le Zuyderzée, près de Zwoll.

(1) Mémoires sur cette campagne par Reiche. Histoire de Porbeck.

servèrent leurs avant-postes tant auprès d'Emmerich sur le Rhin, que vers Goch et Genep dans la plaine.

A la droite, le général Hamstein garda l'île de Bommel, comme clef de toute la position sur le Waal. Néanmoins, la brigade Dalwig se retira de Drummel sur Thiel, où elle repassa le fleuve; le corps du général Wurmb resta dans Nimègue. On décida en même temps la démolition du fort St.-André; mais le temps manqua, et l'on ne put abattre que les parapets du côté du Waal et du canal; car dès le 7 octobre, quelques heures après le départ de la garnison, il fut occupé par les Français, qui y conduisirent aussitôt de l'artillerie. Cependant les républicains n'ayant pas jugé toute l'importance de ce poste, n'y portèrent point des forces suffisantes, et les Alliés renforcés par la division anglaise de Balfour revenant de Zélande trouvèrent moyen de le reprendre.

Passage de la Meuse par l'armée du Nord.

Les succès de l'armée de Jourdan, et la chute de Bois-le-Duc, firent enfin une loi à Pichegru de passer à son tour la Meuse, pour compléter l'investissement de Grave, et rejeter les Alliés au-delà du Waal. Il lui restait à choisir le point de passage le plus convenable. Moreau ayant effectué le sien sans opposition, on a cru qu'il eût été plus sûr et plus simple de diriger l'armée sur Genep, pour se joindre à lui et livrer bataille

si le duc d'Yorck voulait l'accepter. Le général français préféra passer au-dessous de Grave, au centre de la ligne des Alliés. Cette résolution, qui eût encouru le blâme si le duc d'Yorck avait campé derrière Grave comme il le devait, n'offrait aucun danger, puisqu'il n'existait sur la Meuse que de faibles avant-gardes, hors d'état d'en surveiller le cours ou d'en disputer le passage. D'après les dispositions arrêtées pour cette entreprise, la division Salm marcha à Beck, afin d'investir ensuite Grave; Lemaire resta en observation vers Breda; Delmas s'établit devant l'île de Bommel, vis-à-vis du fort St.-André entre Woorn et Empel, où il se couvrit de 16 redoutes. Souham et Bonnaud s'approchèrent de Teffelen dans l'intention d'exécuter le passage projeté.

Dans les journées du 18 au 19, ces deux divisions franchirent la Meuse sur un pont construit avec des pontons hollandais et des bateaux. Ce passage, retardé par la difficulté des chemins, dura trente-six heures. Le général Bonnaud, qui ouvrit la marche, occupa, dès le 18, les postes de Drumel et de Wamel, pour protéger l'opération : elle s'effectua sans aucune opposition de la part des Anglais, parce que le gros de leur armée se trouvant blotti loin de là sous le canon de Nimègue, et la gauche patrouillant entre Emerich et Genep, il n'y avait au point menacé que le corps du général Hammerstein, renforcé

depuis quelques jours par la brigade Fox, et occupant, comme nous l'avons dit, une ligne étendue et morcelée; la droite au Waal, et la gauche à la Meuse. Le général Hammerstein, il est vrai, avait fortifié ses nombreux postes; mais que sont les retranchemens sans défenseurs? Il eût fallu, pour garnir suffisamment les siens, le triple des troupes mises à sa disposition. Quoi qu'il en soit, les digues du Waal et de la Meuse étaient hérissées d'ouvrages de campagne. Le terrain qu'elles protégent, plus bas que le lit de ces fleuves, forme une immense prairie, coupée de fossés larges, profonds et remplis d'eau, que les colonnes françaises devaient franchir pour aborder la position. Une digue fort élevée, et le canal d'Oude-Watering bordé d'un parapet qui découvre toute la plaine par-delà Druyten, protégeaient le front; des ponts avaient été construits par tout où cela était nécessaire pour communiquer entre les différens postes. Indépendamment de ces précautions, on avait encore augmenté les obstacles naturels, en creusant de larges fossés dans la plaine, et faisant de fréquentes coupures sur les routes. C'était, en un mot, une fort bonne position, à laquelle il ne manquait que des troupes; malheureusement sa grande distance du corps principal, ne permettait pas même à celui qui avait pris tant de soin pour la retrancher, de s'illustrer par sa défense.

Le général Souham fut chargé de l'enlever, pendant que Bonnaud, surveillant les passages de Tiel, couvrirait les ponts, que Delmas contiendrait les ennemis du côté de l'île de Bommel et du fort St.-André, en élevant des redoutes à Maren et Alen; enfin, que Salm se présenterait devant Grave.

L'attaque de Souham eut lieu, le 19, sur quatre colonnes. Les deux plus fortes devaient se porter au centre dans la prairie; et les deux autres, d'environ 3 mille hommes chacune, attaquer l'une sur la digue du Waal, l'autre sur celle de la Meuse. Il était impossible que de petits détachemens morcelés pussent résister à une combinaison semblable, et à l'emploi d'une masse si fort supérieure.

Les deux colonnes qui marchèrent dans la prairie, avaient à traverser le canal d'Oude-Watering, dont l'ennemi paraissait décidé à défendre le passage avec acharnement : mais, après quelques décharges d'artillerie, les républicains impatiens franchirent les fossés, et traversèrent le canal dans l'eau jusqu'aux épaules, protégés par les chasseurs, qui fusillaient par-dessus leurs têtes. L'ennemi, atterré par tant d'audace, ne songea plus qu'à sauver son artillerie : ce que le petit nombre de troupes parvenu sur la rive gauche ne put empêcher. Les colonnes qui suivirent les digues eurent de plus grands succès.

Sur celle du Waal, le 9e régiment de hussards, une division de gendarmerie, et l'infanterie légère, avaient tourné, à gauche de Druten, un bataillon du 37e régiment anglais : ce corps ayant pris les hussards français pour ceux de Rohan qui le couvraient, et les ayant laissé arriver jusques dans ses rangs, fut obligé de mettre bas les armes. Du côté de la digue d'Appeltern, le 3e de hussards soutenu de la brigade Jardon, repoussa la légion de Rohan, qui, après avoir repris momentanément le village, fut enfin culbutée sur Nysterick, avec perte de 300 hommes sacrifiés inutilement à l'esprit de parti; car cet engagement était superflu, les deux attaques du centre ayant déjà tout décidé.

Après ce combat du gros de l'armée française contre des avant-postes, le général Hammerstein se retira dans le camp en avant de Nimègue, et bientôt établit de nouveau son flanc droit sur le Waal, sa gauche appuyée Beeck. Le général Walmoden resta au camp retranché de Nimègue, avec 20 bataillons hanovriens et anglais. Le duc d'Yorck fit cantonner le reste de ses troupes entre le Leck et le Waal; son quartier-général à Arnheim. La brigade anglaise de Dundas forma l'extrême droite, et se lia avec le corps hollandais, établi aux environs de Gorcum. Le contingent hessois, resta dans l'île de Bommel et à Wartenbourg. Le corps de bataille anglais aux

environs de Thiel. Enfin, les Hanovriens, qui formaient la gauche, s'étendaient de Doornenburg à Gent et Hulnuis, où ils se liaient avec les Autrichiens. La grosse cavalerie resta derrière l'Yssel.

Le duc s'attendait à passer l'hiver dans cette nouvelle ligne; mais à peine y fut-il établi, que les républicains l'y suivirent, insultèrent le camp de Nimègue dès le 24, et poursuivirent les postes hanovriens l'épée dans les reins, jusqu'à une lieue de la place.

Les Français étaient entrés dans Venloo le 27. La prise de cette place tient un peu du merveilleux, comme tout ce qui se faisait alors: il était difficile de ne pas tout entreprendre, contre des ennemis découragés. Le général Laurent, avec une brigade forte de 5 à 6 mille hommes, débuta en ouvrant la tranchée à cent toises du chemin couvert: sa mousqueterie ne tarda pas à inquiéter les canonniers de la place; enfin on établit des batteries de campagne. La garnison, déconcertée par une sortie malheureuse, la hardiesse et la proximité des travaux des assiégans, capitula. Venloo se trouvait dans le meilleur état; son armement consistait en 150 pièces de canon bien approvisionnées; la garnison, de 1,800 hommes, rentra en Hollande sur parole.

Des événemens plus extraordinaires encore que ceux dont on vient de rendre compte, de-

vaient terminer cette brillante campagne; mais comme ils forment une épisode toute particulière, et appartiennent aux opérations d'hiver, nous avons cru devoir rapporter préalablement ce qui se passait aux armées du Rhin et de la Moselle, dont les entreprises contemporaines à celles de Jourdan et de Pichegru, eurent une influence salutaire sur leurs résultats.

CHAPITRE XXXIX.

Le comité de salut public, ayant fait renforcer l'armée du Rhin, prescrit au général Michaud de chasser l'ennemi du Palatinat. — Batailles du 2 et du 13 juillet; les Alliés sont rejetés sur Manheim. — L'armée de la Moselle, renforcée de 15 mille hommes de la Vendée, s'avance sur Trèves, et menace la gauche de l'ennemi sur la Meuse. — Les Prussiens s'étendent dans le Hundsruck pour s'opposer à ses progrès. — Succès du prince de Hohenlohe à Kayserslautern. — La victoire de Dueren, et la retraite de Clairfayt derrière le Rhin, décident Mœllendorf à repasser le fleuve. — Les Français prennent Rhinfels et la tête de pont de Manheim, puis resserrent Mayence et Luxembourg.

Les Français renforcés de l'armée des Alpes et de la Vendée prennent l'offensive.

Le gouvernement avait déjà renforcé l'armée du Rhin aux dépens de celles des Alpes et de l'intérieur, lorsque l'échec essuyé par le général Ambert, à Kayserslautern, lui fit juger ces moyens insuffisans, et le comité crut pouvoir tirer de la Vendée, où les affaires prenaient une meilleure tournure, une division de 15 mille

hommes pour donner à l'armée de la Moselle la consistance qu'elle devait avoir dans le plan général d'opérations.

Les premiers mouvemens prescrits à l'ouverture de la campagne venaient de s'achever, et l'armée du Rhin voyait ses rangs grossir de jour en jour. Les renforts de la Vendée, partis plus tard, n'arrivèrent sur la Sarre qu'à la fin de juillet; cependant les forces s'élevaient déjà au milieu de juin, à 50 mille hommes sur le Bas-Rhin; 40 mille dans les places et camps du Haut-Rhin; 24 mille environ au revers des Vosges. C'était donc une force de 114 mille combattans; et certes il n'en fallait pas davantage pour chasser les Alliés jusque sous le canon de Mayence. En confiant la défense des six places du Haut-Rhin à 25 mille hommes et aux gardes nationales on aurait pu prendre l'offensive avec 90 mille. Le peu d'accord qui régnait entre les Alliés, et leur obstination à garder avec des corps isolés un front étendu depuis Germersheim jusqu'à Sarrebruck, eussent donné la facilité de jeter le gros de cette masse sur une partie de leur ligne et de l'accabler par une série de mouvemens bien calculés.

Mais si le comité déployait une rare énergie, et si l'instinct de la guerre perçait dans la majeure partie de ses projets, il faut convenir qu'ils n'étaient pas constamment à l'abri de censure, et manquaient parfois des développemens né-

cessaires pour les faire bien comprendre de ceux auxquels on en confiait l'exécution. Tel fut par exemple celui qui prescrivit à cette époque au général Michaud, de s'assurer tous les avantages de l'initiative, d'attaquer sans relâche l'ennemi, et d'agir en masse. Ces instructions, suffisantes pour un capitaine capable d'en saisir l'esprit et d'en faire d'heureuses applications, n'étaient pas assez précises pour un général ordinaire, pour Michaud surtout. Il eût fallu lui désigner encore le point décisif et le nombre de divisions à y mettre en action; poser et discuter les hypothèses les plus importantes qui s'offraient aux deux partis, et indiquer les manœuvres à exécuter d'après celles que l'ennemi adopterait.

Quoi qu'il en soit, le comité n'ayant pas prescrit au général en chef de l'armée du Rhin les parties de la ligne où il devait frapper, et celles qu'il pouvait dégarnir à cet effet; celui-ci n'apprécia pas les avantages d'une manœuvre serrée, et tenta avec les 60 mille hommes qu'il avait sous la main, une attaque parallèle sur tout le front des Alliés.

Position des Alliés.

On se rappelle que la droite de l'armée prussienne, aux ordres du comte de Kalkreuth, observait la Sarre; les Saxons gardaient Deux-Ponts; le corps de bataille de Mœllendorf couvrait Kayserslautern, et occupait Tripstadt avec la division Courbières. Les flanqueurs de gauche, aux

ordres de Kleist, tenaient les postes de Saukopf et Johaniskreutz, et se liaient avec le centre général de l'armée; celui-ci commandé par le prince de Hohenlohe-Ingelfingen, avait la brigade Pfau établie aux postes de Schanzel et de Pfalzberg, sur la crête et le versant oriental des Vosges; le gros protégeait la plaine, entre Attersheim et Fischlingen. Enfin deux divisions autrichiennes, formant l'aîle gauche, aux ordres des généraux Wartensleben et Benjousky, étaient chargées de couvrir le reste de la vallée, depuis Freimersheim jusqu'au Rhin.

On a dit au chapitre XXXII quelles positions occupaient les armées françaises du Rhin et de la Moselle, et il suffit ici de rappeler qu'elles étaient liées par les gorges d'Albertsweiler, de Dahn et d'Ober-Weidenthal.

A la suite d'un conseil de guerre tenu à Landau, le 20 juin, les républicains se mirent en mouvement le 2 juillet. La gauche de l'armée de la Moselle débouchant de Bliescastel et de Hornbach, sur deux ponts, devait assaillir Kalkreuth et les Saxons; tandis que la droite, conduite par Taponier, s'avancerait de Pirmasens sur Tripstadt. Afin de seconder cet effort, huit bataillons détachés de la vallée du Rhin devaient inquiéter le flanc gauche de Moellendorf, par Hochstet et Amstein dans les gorges. Le général St.-Cyr, avec le centre et l'avant-garde de l'armée du Rhin, Projet des Français pour le combat du 2 juillet.

eut la mission de tenir en échec le prince de Hohenlohe, depuis Albersweiler au pied des Vosges, jusqu'à Hambach : tandis que le général Desaix, chargé avec l'aile droite de l'entreprise la plus importante, accablerait la division autrichienne campée vers Schweigenheim, sur la route de Spire.

Ces dispositions avaient été arrêtées à la suite d'une reconnaissance du général Desaix, qui jugea ce dernier corps en l'air. L'étendue de la ligne ennemie en rendait effectivement chaque partie vulnérable; mais c'était une erreur de croire que le point faible fût dans l'intervalle existant entre l'extrême gauche et le Rhin. On ne doit jamais former sa principale attaque entre un fleuve et l'extrémité de l'armée ennemie; car on court risque d'être détruit, surtout lorsqu'on manque de ponts. Les généraux français osèrent néanmoins tenter cette manœuvre avec une forte colonne, et l'exposèrent ainsi à être culbutée dans le Rhin. Desaix, qui avait un excellent coup-d'œil, n'en fit pas preuve dans cette occasion, en induisant Michaud à une opération qui n'eut d'ailleurs aucun ensemble dans son exécution, comme on le verra bientôt.

La droite sous Desaix est battue.

Desaix devant frapper à l'aile droite les plus grands coups, marcha à l'ennemi sur trois colonnes. Le général Vachot, avec huit bataillons, eut ordre de se porter de front sur Schwei-

genheim, tandis que Frimont et Rivaud, avec 20 escadrons, se glissant entre le Rhin et ce village, tourneraient la gauche des Impériaux. Une brigade de cavalerie, commandée par l'adjudant-général Picard, soutenue de la réserve d'infanterie aux ordres de Marchaix, avait l'instruction d'arriver sur le plateau entre Niederlustadt et Schweigenheim, pour déborder leur flanc droit; enfin, le général Beyssac, avec huit autres bataillons, devait déboucher par Weingarten sur Freischbach, contenir les Autrichiens, et intercepter leurs communications directes avec les Prussiens.

L'infanterie de la division Vachot avança sur les lignes avec le plus grand ordre. La cavalerie des généraux Frimont et Rivaud parvint sur le plateau, et y culbuta les avant-postes de Karaczay : la position allait être enlevée, et déjà la confusion s'introduisait dans les rangs ennemis, lorsque les chasseurs français, saisis d'une terreur panique, abandonnèrent le champ de bataille. Les Autrichiens, profitant de ce retour de fortune inattendu, firent quelques décharges à mitraille qui augmentèrent le désordre : alors, au lieu de continuer le mouvement rétrograde, Wartensleben fit avancer ses réserves et démasqua son artillerie; la cavalerie française s'enfuit à toute bride, et l'infanterie abandonnée à elle-même dans la plaine, ne tarda pas à l'imiter.

La colonne de Beyssac, après avoir également enlevé aux Impériaux le poste de Freischbach, et nettoyé le bois qui l'avoisine, s'approchait de Gomersheim, quand le prince héréditaire de Hohenlohe accourut à sa rencontre avec 15 escadrons, 3 bataillons et 12 pièces de canon. Favorisé par les avantages remportés sur les troupes de Desaix à Schweigenheim, le général prussien obligea cette colonne à rétrograder promptement sur les vignes de Weingarten et Lustadt, à l'instant où elle se flattait de seconder l'attaque de la cavalerie.

St.-Cyr est contenu au centre par Blucher.

Au centre dans la vallée du Rhin, le général St.-Cyr obtint d'abord quelques avantages sur les Prussiens dont il surprit les avant-postes à Edesheim, Freimersheim et Fischlingen; mais les généraux Blucher et Wolfradt s'étant réunis, arrêtèrent sa colonne et lui reprirent ces trois villages, de concert avec le prince de Baden. Cette division n'ayant d'ailleurs point de motif de s'engager sérieusement, rentra dans ses premières positions.

L'armée de la Moselle ne peut rien entreprendre ce jour-là.

A la gauche, les affaires n'allaient pas mieux; le général Ambert qui commandait provisoirement l'armée de la Moselle mit ses trois divisions en marche le 2; mais elles ne purent rien effectuer ce jour-là. Celles de la gauche s'étant réunies sous Deux-Ponts, le général Renaud en prit le commandement, et replia les postes

de Kalkreuth jusqu'à Kaisofen, où s'engagea une vive canonnade. Le général prussien profita de la nuit pour se replier sur Landstuhl; et les colonnes françaises satisfaites de ce mince succès, restèrent dans ces positions, où elles reçurent bientôt l'ordre de rentrer dans leurs camps respectifs. L'attaque de Tripstadt que Taponier avait entreprise sur deux colonnes, échoua; celle de droite, qui filait dans les montagnes, ne put arriver en même temps que la gauche, et celle-ci, trop heureuse de se maintenir, se vit forcée de remettre l'affaire au lendemain.

Le général Ambert fit le 3 juillet les plus grands efforts sur la droite des Prussiens; et ses troupes, déployant une rare valeur, réussirent à les chasser de quelques postes retranchés; mais le maréchal Mœllendorf, ayant fait soutenir Courbières par 11 bataillons, l'affaire ne tarda pas à changer de face. La division des gorges fit également de vaines tentatives pour chasser le général Kleist des postes du Johaniskreutz et du Saukopf. Elle échoue le lendemain à Tripstadt.

Sur ces entrefaites, Ambert instruit que Desaix avait échoué la veille dans la vallée du Rhin, crut qu'il était temps d'effectuer sa retraite : elle devenait difficile; l'ennemi supérieur en nombre, l'avait débordé par les montagnes sur Fischbach et le Kiselberg, de sorte que la droite perdit quelques canons avant d'arriver à Pirmasens; la

gauche qui avait eu des succès, se trouvant trop engagée, ne se tira pas sans perte de ce mauvais pas.

Ces combats, qui coûtèrent un millier d'hommes aux républicains, furent mal engagés : on tâtonna sur toute la ligne, et au point principal les colonnes agirent sans ensemble, en sorte qu'un échec devait en être le fruit.

Fautes des Français.

En examinant les positions respectives, on aperçoit que le point faible de la ligne morcelée de l'ennemi était au centre vers Landau. Pour obtenir de grands résultats, il aurait donc fallu que les Français rassemblassent derrière la division St.-Cyr à Fischlingen, la majeure partie des troupes qui combattirent inutilement à Schweigenheim, et même la division des gorges qui se trouvait vers Franckweiler. Cela fait, il eût été facile d'accabler le corps prussien de Hohenlohe qui formait le centre, et de se rabattre ensuite vivement sur les Autrichiens qu'on aurait acculés ainsi au Rhin et détruits, dans le cas où ils eussent osé tenir un seul instant. Si le prince de Hohenlohe, en vue d'éviter ce désastre, avait repassé le Rhin à Spire ou Manheim; alors l'armée de Mœllendorf eût été gravement compromise au revers des Vosges. D'après les dispositions prises, loin d'attendre d'heureux résultats, il y a lieu de s'étonner même que Desaix n'ait pas été puni par un plus sanglant revers.

Carnot transmet les ordres du comité, pour renouveler l'attaque.

Le comité de salut public, à la nouvelle de ces échecs inattendus, adressa aux généraux des deux armées l'ordre positif de les réparer. Carnot, dans des instructions rédigées sur de bons principes, chercha à leur tracer des règles de conduite; mais c'était peu de leur recommander de concentrer davantage leurs efforts, d'éviter des attaques partielles et isolées; ces maximes trop générales ne suffisaient pas pour mettre Michaud et Moreaux dans la voie. Il eût fallu, nous le répétons, tracer à ces généraux une instruction beaucoup plus positive. Carnot n'osa sans doute pas le faire, à cause du grand éloignement, du défaut de connaissance des lieux, et de l'ignorance des dispositions de l'ennemi. Cependant le nombre des hypothèses principales se réduisant à trois, il n'était pas impossible d'indiquer le point où il convenait de frapper dans l'une ou l'autre de ces suppositions; car pour rédiger un plan, il suffisait de savoir si les coalisés s'étendraient également sur tout leur front, ou s'ils porteraient une masse soit au versant sur le Rhin, soit sur la Sarre. Toutefois, bien que cette correspondance n'atteignit pas entièrement son but, elle n'en fut pas moins très-utile à la république en enflammant le zèle des généraux, leur citant le triomphe des autres armées, et rappelant sans cesse qu'on n'efface une défaite qu'en attaquant l'ennemi victorieux.

Dispositions pour la bataille du 13 juillet.

Ainsi amenés à reconnaître les causes de leurs revers, et excités à de nouvelles tentatives, les généraux Michaud et Moreaux résolurent de reporter l'armée sur la ligne du Speyerbach. Ils prirent cette fois le parti plus sage de s'emparer des hauteurs dominantes des Vosges, et d'isoler les armées ennemies qui opéraient contre tous les principes, sur deux lignes séparées par cette chaîne. Ce projet, dont les uns ont fait honneur à Carnot, et d'autres à St.-Cyr, eut l'heureux résultat qu'on pouvait en attendre. Il méritait d'autant plus la préférence sur celui du 3 juillet, qu'à la suite de cette première affaire, le duc Albert de Saxe-Teschen avait transféré son quartier-général de Schwetzingen à Spire, et renforcé ses divisions actives sur la rive gauche du Rhin.

Mouvemens de l'armée de la Moselle.

Dès le 12 juillet, les divisions de la Moselle, aux ordres du général Renaud, rompirent la ligne de Kalkreuth à Kaishofen; Wesselberg, Hennersberg et Rosenkopf, déterminèrent après un combat insignifiant sa retraite par Landstuhl sur la Lauter, et le suivirent à Mertensée. De son côté, le général Taponier s'approcha de nouveau de Tripstadt.

Les troupes, disposées dès la veille sur différens points, attaquèrent le 13, à l'aube du jour, sur toute la ligne. Le général Moreaux dirigea la division Taponier sur cette ville, en deux colonnes. Une nuée de tirailleurs soutenus d'une ré-

serve, s'avança par le centre dans les bois pour les lier. On combattit jusqu'à la nuit sans succès prononcé. Mœllendorf, à la nouvelle de l'approche des Français, porta une partie de son corps de bataille de Kayserslautern sur Tripstadt; mais instruit de la retraite de Kalkreuth sur cette première ville, et craignant d'y être prévenu par les républicains en même temps que les postes des gorges se trouvaient forcés; il ordonna la retraite pour concentrer ses troupes dans la position du Kaysersberg, illustrée à la fin de la campagne précédente par la victoire du duc de Brunswick sur Hoche.

Le corps des gorges enlève le Pfalzberg et le Saukopf.

Dans ces entrefaites, les brigades Siscé, Desgranges et Sibaud accablaient tous les postes prussiens aux deux versans des Vosges, débordant par cette manœuvre les deux parties de leur ligne rompue. La colonne de Sibaud trouva de la résistance à l'attaque du Saukopf. Kleist défendit bravement le Johaniskreutz; mais il y fut enfin forcé.

Les brigades Siscé et Desgranges, à la gauche de St.-Cyr (1), éprouvaient plus de peine à emporter le poste du Schænzel, considéré comme

(1) La fréquente mutation des troupes dans les divisions nous empêche de savoir si les brigades Siscé et Desgranges appartenaient aux corps de St.-Cyr ou à celui de Meynier; cela importe peu au fond, puisqu'il suffit de savoir où elles attaquèrent.

la clef de toute la ligne ennemie. Il n'y avait que deux moyens de le faire tomber : le premier en chassant le prince de Hohenlohe du pied des Vosges jusqu'à Neustadt ; le second en assaillant le poste même par les montagnes (1). L'un eut procuré de grands résultats, mais exigé une bataille en plaine. Le dernier, bien que le plus difficile à cause des localités, semblait d'un succès moins douteux, puisque sa réussite dépendait de la défaite de quelques bataillons : il fut préféré ;

(1) Le Schænzel est un des postes les plus intéressans de la chaîne des Vosges au point culminant des vallées de Neustadt, d'Edickofen, de Modenbach, d'Eisthal. L'accès en était difficile, puisqu'on ne pouvait guère y arriver que par la vallée de Modenbach, dont l'ennemi tenait les deux côtés et le déboucher. En partant de la vallée d'Anweiler sur Albertsweiler, on trouve à une demi-lieue de ce village, l'ouverture de la vallée d'Eisthal qui, après avoir couru au nord-ouest l'espace d'une demi-lieue, se bifurque et conduit au nord à Ramberg, et à l'ouest à Eisthal. Entre Ramberg et la vallée de Modenbach s'élèvent les monts arides nommés Nellenkopf, Blodersberg, Kesselberg et Teufelsberg ; le château de Modenbach occupe le sommet du second ; il y avait aussi des retranchemens gardés par deux bataillons. Entre la vallée de Modenbach qui s'ouvre sur Edesheim et la vallée d'Edickofen sont situées les crêtes rocailleuses de Blodensberg, Kieselberg et Schanzel : ce dernier point forme la tête de tous les versans à l'est et à l'ouest. Pour déboucher de Ramberg dans la vallée de Modenbach, il fallait emporter les retranchemens du château de ce nom, puis en filant le long de la vallée à gauche on arrivait aux sources de la Modenbach et aux retranchemens de Schænzel. Une fois maître de ce poste on l'était de toute la vallée d'Edickofen, de St.-Martin jusqu'à Kirweiler ; on pouvait même descendre sur le Speyerbach et Neustadt.

et la supériorité des républicains en infanterie, depuis l'arrivée des bataillons des Alpes, leur assurait tous les avantages dans cette guerre de chicanes.

Les brigades Siscé et Desgranges filant d'Albertsweiler par Ramberg, gravirent donc les flancs rocailleux du Blœdersberg, enlevèrent le château de Modenbach et le retranchement prussien, descendirent dans la vallée de ce nom; puis remontant à sa naissance, en suivant le cours du ruisseau, arrivèrent aux retranchemens du Schænzel. Le général Pfau, qui les gardait avec trois bataillons de grenadiers, commandés par Voss, était préparé à les bien recevoir. Les troupes républicaines, sans égard à la fatigue de la marche, coururent au combat avec ardeur; la résistance fut digne d'une troupe d'élite et pénétrée de l'importance de son poste. Déjà les grenadiers prussiens avaient soutenu plusieurs assauts avec une grande perte, et allaient succomber, quand le prince de Hohenlohe espérant les sauver, détacha de la plaine le général Schladen avec deux bataillons. Cette résolution tardive augmenta le mal: ce renfort mit deux heures à gravir la montagne, arriva haletant, et partagea la défaite des troupes qu'il devait secourir. Le général Pfau trouva la mort dans un combat honorable, mais trop inégal; ses bataillons dispersés et à moitié détruits s'enfuirent sur Neustadt.

Bientôt la nouvelle de ce désastre se répand dans toute la ligne des Alliés et y sème l'effroi. Sibaud, renouvelant ses efforts, s'empare du Saukopf. Le prince de Hohenlohe, qui oppose dans la plaine la plus vigoureuse résistance aux attaques de l'avant-garde et de la droite de St.-Cyr, est forcé à un mouvement rétrograde; tandis que les Autrichiens, amusés par des démonstrations, se bornent à lui envoyer le régiment de Wallis, et se flattent de rétablir les affaires, à l'aide d'un si faible secours.

St.-Cyr s'avance sur Edesheim.

Le centre des républicains avait débouché en effet de bonne heure sur Edesheim et Edickhofen; l'avant-garde, commandée par le général Laboissière, s'étant engagée trop vite vers ce premier village, Blucher qui le défendait avec quatre bataillons et dix escadrons, chargea avec intrépidité, à la tête de sa cavalerie, enleva la batterie légère privée de soutien, hacha les canonniers, et prit le général Laboissière. Cependant, la bonne contenance du reste des troupes répara tout, et l'on continua à combattre jusqu'au soir, entre Edickhofen et Fischlingen. L'arrivée du régiment autrichien de Wallis, vers Venningen, rendit un instant l'espoir aux Alliés; mais la nouvelle de la défaite du corps des Vosges, et les efforts réitérés de St.-Cyr, décidèrent le prince de Hohenlohe à la retraite.

Desaix se

L'aile droite s'était contentée d'inquiéter le

duc de Saxe-Teschen, en le canonnant et menaçant à la fois vers Freimersheim, Frischbach et Lustadt : disposition beaucoup plus sage que celle du 3, et qui paralysa entièrement les divisions autrichiennes. Toutefois Desaix réussit à repousser la brigade Karaczay de Freimersheim; et s'il eût connu le résultat des affaires dans les Vosges, il est probable qu'il en eût tiré quelque parti; l'incertitude de ce qui se passait le décida à rentrer dans sa position défensive. La nuit seule termina à neuf heures ce combat glorieux pour les armes françaises. borne à contenir l'ennemi dans la vallée du Rhin.

Quoique cette bataille stratégique n'eût pas été engagée avec tout l'ensemble désirable, et qu'on n'en ait pas retiré tout le fruit possible, néanmoins dès la première journée les républicains établirent une masse supérieure au centre dégarni de la ligne ennemie.

Le prince de Hohenlohe, de peur d'être attaqué le lendemain, abandonna les hauteurs d'Edickhofen durant la nuit, et se retira de Muschbach sur Turckheim. Retraite des Alliés.

Le duc de Saxe-Teschen, bien qu'il n'eût pas été vivement attaqué, songea dès-lors à battre en retraite. Il fit filer ses bagages sur Manheim, et envoya la brigade palatine prendre position au pont de Losheim, vis-à-vis de Spire.

Le 14, les Français se mirent à la poursuite. Le général Moreaux poussa de Tripstadt une co- Les Français les poursuivent.

lonne dans la vallée de la Lauter. Le maréchal Mœllendorf, s'attendant d'un moment à l'autre à être attaqué, forma son armée sur les hauteurs de Kaysersberg et du Galgenberg, et se hâta d'évacuer ses magasins et ses ambulances sur Winweiler; il ne fut cependant point inquiété.

De son côté, le général Michaud pressa la marche de son aile droite et de son centre; mais le général St.-Cyr, n'ayant pu gagner les hauteurs de Kirweiler, ni se procurer des nouvelles de l'armée de la Moselle; ces deux divisions de la plaine furent paralysées : Desaix ne put d'ailleurs dépasser Freimersheim, et la retraite des Impériaux se fit sans accident. Le comte d'Erbach, soutenu par trois bataillons aux ordres du général Seckendorf, évacua Gomersheim avant d'être tourné; la brigade Kospoth se retira de Schweigenheim à la Rehutte; celles de Jordis et Benjowsky, à Schifferstadt : les arrière-gardes, formées par les généraux Hotze et Karaczay, tinrent les coureurs républicains à distance respectueuse, et s'établirent à Neuhof. Le soir, lorsque Desaix, après la réunion de ses forces, voulut attaquer en plaine l'avant-garde autrichienne à Schifferstadt, il fut repoussé avec perte.

Les jours suivans se passèrent sans événemens remarquables : l'armée de la Moselle se disposait à attaquer les Prussiens au Kaysersberg le 16 : mais le maréchal Mœllendorf, voulant éviter un nou-

vel engagement, leva son camp pendant la nuit, et prescrivit au comte Kalkreuth et au prince de Hohenlohe, de se replier sur Turckheim. Ce dernier, qui avait fait jusqu'alors bonne contenance à Muschbach, laissa en se retirant la droite des Autrichiens un peu à découvert.

Comme il arrive presque toujours dans les armées combinées, chacun rejeta sur son allié la faute de la retraite; car, déjà l'on ne se dissimulait plus que c'en était une. Les Impériaux furent inquiétés par Desaix à Kohlhof et Schifferstadt; mais à l'approche de leurs escadrons, il ne jugea pas prudent de déboucher du bois. Au-delà du village, une canonnade s'engagea sur les rives marécageuses du Speyerbach, entre Wartensleben et la droite de cette division: toutefois le départ des Prussiens et la marche de Meynier sur Turckeim, déterminèrent le duc de Saxe-Teschen à repasser le Rhin par le pont de Manheim, de peur d'être tourné sur sa droite; il laissa la brigade Kospoth à la défense de la tête de pont.

Alors le prince de Hohenlohe se replia sur Oggersheim et Worms, Moellendorf sur Meissenheim et Kircheimpoland. Les républicains, que ces divers événemens eussent mis à même de jeter tous leurs efforts sur le maréchal, ne dépassèrent pas Franckenthal, et reprirent la ligne de la Rehbach abandonnée à l'ouverture de la campagne.

Observations sur ces combats.

Cette opération, quoique glorieuse pour les armes françaises, fournit matière à quelque critique. En effet, la possession de Landau et des sommités des Vosges, leur donnait la faculté d'accabler le centre de l'ennemi, en poussant dans une même soirée la division Desaix sur Fischlingen, pendant que tout le reste de l'armée, filant au pied des Vosges et à travers les gorges dont on était maître, se serait réuni vers Neustadt le 14 au point du jour : les deux divisions de la Moselle, marchant en même temps à Hochstetten et Tripstadt, eussent couvert ce mouvement, et communiqué par la vallée d'Anweiler. Dans cet état de choses, il est probable que le corps de Hohenlohe eût été écrasé par une masse de 40 à 45 mille hommes, et que ses débris se fussent estimés heureux de regagner le pont de Manheim. Je dis plus, le corps autrichien engagé jusque sur la Queich, eût couru risque d'être prévenu à Spire, ou forcé du moins à une fuite précipitée, pour mettre le fleuve entre lui et les masses ennemies. Alors, nul doute que Mœllendorf, resté seul dans le pays de Deux-Ponts, entre deux armées républicaines, ne s'en fût point tiré à bon marché. C'est dans une position semblable que deux ans après, Bonaparte s'emparant des sommités centrales des Alpes, isola Beaulieu des Sardes, et gagna la bataille de Montenotte. Au lieu de viser aux plus grands résultats possi-

SITUATION DE

DIVISIONS.	BRIGAD
	RIVAUD
6ᵉ MEYNIER.	SIBAUD
	FRIMON
7ᵉ PRUDHON.	

N. B. Cet état qui est dressé sur les situa
On n'y a pas compris les quatre divisions
Desgranges les 186ᵉ et 127ᵉ demi-brigades,
position des divisions qu'on ne peut s'y rec

bles, le général Michaud multiplia les attaques secondaires, et après la victoire, se borna à faire suivre mollement le prince de Hohenlohe par des têtes de colonnes.

Au surplus, cette affaire qui coûta 2,400 hommes aux Prussiens, et 500 aux Impériaux, vint fort à propos déranger tous les calculs des Alliés, et redoubler leurs embarras sur la Meuse, en les empêchant de compter sur la moindre coopération de l'armée de Mœllendorf, comme ils s'en étaient flattés.

Les Français, satisfaits de ces avantages, prirent position sur le Speyerbach : la division Desaix entre Neuhof et Schifferstadt; celle de St.-Cyr, entre Ingelheim et Wackenheim; les divisions Vachot et Frientsholz en seconde ligne, de Spire à Gomersheim, et de là jusqu'aux environs de Neustadt : Schaal entre Türckeim et Alsenborn. L'armée de la Moselle, étant destinée à descendre cette rivière, fut relevée par la division Meynier au versant occidental des Vosges : l'armée du Rhin était alors organisée à peu près comme on le voit au tableau ci-joint.

De leur côté, les Alliés reçurent quelques légers renforts, indépendamment de l'augmentation du contingent des cercles, et ils reprirent leurs postes sur la Rehbach.

Tout resta tranquille dans ces positions jusqu'à l'arrivée sur la Moselle des 15 mille hommes ve- L'armée de la Moselle

portée à 40 mille hommes marche sur Trèves.

nant dès départemens de l'Ouest. A cette époque, le comité de salut public ayant ordonné la conquête de Trèves, les représentans du peuple, dans un conseil où les généraux en chef des deux armées furent appelés, décidèrent qu'on formerait un corps de 24 mille hommes, avec lequel le général Moreaux se porterait directement sur cette ville par la gauche de la Moselle, laissant une brigade aux environs de Thionville pour observer la garnison de Luxembourg; tandis que la division Desbureaux s'avancerait d'un autre côté contre le camp des Autrichiens à Mertzkirch, et celle du général Renaud sur Pellingen. L'armée du Rhin fut chargée de tenir en échec les Prussiens dans les plaines du Palatinat, et de garder les postes de Kayserslautern, Landstuhl et Kibelberg. Cette entreprise ne rencontra que de faibles obstacles. Le général Moreaux emporta les positions de Pellingen et de Konz, défendues par six bataillons aux ordres du général Blankenstein. La division Ambert força le pont de Wasserbilich, après un léger combat; en sorte que le 9 août, les Français entrèrent à Trèves.

Mouvemens des Alliés pour s'opposer à ses progrès.

Ce mouvement décida le maréchal prussien à rapprocher un peu sa droite du Rhin; ses troupes occupèrent Kreutznach, et il chercha à couvrir Coblentz, en liant le corps de Kalkreuth aux divisions autrichiennes de Blankenstein et de Melas, qui s'étaient retirées sur Kaysersesch.

Dans le même temps, la grande armée impériale, retirée derrière la Meuse, détacha quelques bataillons pour renforcer ce point important. Le général Nauendorf qui les commandait, prit position sur l'Eiffel vers Hildesheim, puis à Blankenheim.

Les Français, satisfaits d'inquiéter les flancs de deux grandes armées alliées, par leur position centrale et hardie vers Trèves, ne poussèrent pas au-delà de la Kyll. Le comité même, craignant avec quelque raison les entreprises que l'ennemi pourrait faire contre une troupe ainsi engagée, prescrivit au général Lebrun de former une nouvelle division des bataillons restés dans les garnisons des Ardennes, et de renforcer le général Moreaux. Deux divisions appuyèrent alors à droite pour faire face au Hundsruck vers Birckenfeld, et les trois autres restèrent en position en avant de Trèves, contenues par Nauendorf et Melas.

Les choses en restèrent là jusqu'à la fin de septembre. Il semble qu'on eût pu tirer meilleur parti du premier succès de cette armée, en ne la laissant pas si long-temps inactive. En effet, s'établir au centre d'une ligne ennemie, est une fort belle opération; mais ce n'est pas quand on y reste oisif, et qu'on donne à son adversaire le temps de réunir tous ses moyens pour tomber de droite et de gauche sur un corps ainsi aventuré. C'est au contraire quand on agit avec im- Inaction fautive des républicains

pétuosité et célérité, et qu'on soutient vigoureusement le corps qui a rompu la ligne ennemie. Cette maxime incontestable s'appliquait surtout à la position de l'armée de la Moselle; car, si l'on ne jugeait pas prudent de la grossir, au moyen de corps nombreux tirés de la Belgique et du Rhin, on pouvait du moins la faire participer aux opérations de cette dernière armée, en les dirigeant toutes deux vers la Nahe. Cette combinaison eût jeté les Prussiens dans un grand embarras, et les eût nécessairement ramenés sous Mayence; car ils n'auraient pu résister aux efforts vigoureusement combinés des républicains.

Mœllendorf médite l'attaque de Kayserslautern.

A cette époque, le maréchal de Mœllendorf, informé que le général Moreaux avait dégarni Lautern pour diriger une partie de ses forces sur Trèves, résolut de ruiner les établissemens français de cette première ville. Tel est du moins le singulier motif que la relation officielle des Prussiens donna à ce mouvement qui aurait pu avoir des résultats d'une toute autre importance.

Dispositions pour enlever les détachemens dispersés des Français

Dix mille Autrichiens, commandés par le général Benjowsky passèrent le Rhin et vinrent remplacer le prince de Hohenlohe à Obersulzheim entre Grunstadt et Worms, afin de tenir en échec l'armée du Rhin, et de couvrir le flanc de l'expédition. Le prince vint camper le 17 septembre à Gœllheim, et poussa la brigade Voss jusqu'au Schorlenberg. Le général Blucher se

porta sur Leiningen et Leystadt en deux colonnes.

Les généraux Schaal et Desgranges formaient une chaîne de postes qui eussent été perdus, si le prince de Hohenlohe n'avait poussé ses avant-gardes trop loin à la chute du jour, ce qui donna l'éveil aux Français. Au milieu de la nuit, la 14e demi-brigade légère, surprise à Neuhof et Alt-Leiningen, se retira avec peine par Honingen sur Frankenstein, dans la vallée de Weidenthal après avoir perdu son chef. La 186e, attaquée ensuite, et découverte à Hartlinghausen et au Winterberg, fut obligée de suivre le mouvement rétrograde sur Alsenborn qu'occupait la 127e; mais ne pouvant percer au Schorlenberg, dont celle-ci venait d'être délogée, et où l'ennemi se trouva en force, elle se replia à Frankenstein. Le général Schaal, menacé par sa gauche, fit également retraite sur Hartenbourg et le couvent de Limbourg. La 12e d'infanterie légère essuya une attaque assez vive vers Alsenborn; en vain le général Sibaud lui envoya un bataillon de la 74e, il fallut se replier sur Enkenbach. Le général Prudhon, qui gardait les débouchés des marais de Landstuhl, abandonna aussi ce poste; toutefois il y revint le lendemain, ayant acquis la certitude que l'ennemi ne le suivait point.

Michaud veut attaquer les Prussiens.

Le 19, le général Michaud voulut arracher ces avantages aux Alliés; mais sa position était si décousue, qu'il lui fut impossible de faire co-

opérer à la même attaque les troupes campées aux environs de Landstuhl et celles postées à Spire. D'ailleurs, le prince de Hohenlohe s'était dirigé avec le gros de ses forces sur le Heuberg entre Munchweiler et Wartemberg, où il avait été joint par le corps de Benjowsky. Les attaques isolées du général Sibaud, malgré quelques succès à leur début, furent donc repoussées, ce qui obligea Michaud à prendre de nouvelles dispositions. La brigade Sibaud, renforcée de deux bataillons de la division Vachot, eut ordre de reprendre Alsenborn : le général Meynier reçut l'instruction de marcher de Kayserslautern sur Enkenbach avec six bataillons, pour seconder ce mouvement : le général Desgranges devait se diriger, à la tête de sept bataillons, sur Neuhof et Hartlinghausen ; enfin le général Schaal, renforcé de trois bataillons, remarcherait en avant ; tandis que les divisions St.-Cyr et Desaix opéreraient de leur côté une utile diversion dans la plaine.

Il est prévenu.

Malheureusement le prince de Hohenlohe prévint l'exécution de ce projet, en attaquant lui-même. Après avoir rassemblé ses forces au camp de Heuberg, il s'était dirigé sur Kayserslautern, Fischbach et Hochspeyer, afin d'accabler la gauche des Français.

Meynier est accablé

Le général Meynier qui la commandait, avait posté la brigade Prudhon vers Landstuhl ; celle

du général Cavrois sur les hauteurs en avant de Kayserslautern; l'adjudant-général Jordy avec trois bataillons à Eselsfurth. Le général Sibaud tenait les hauteurs de Althof, entre Hochspeyer et Enkenbach; le reste de la division des gorges défendait encore la ligne déjà indiquée sur Franckenstein et Limbourg. à Kayserslautern.

Le prince Louis de Prusse, avec sa brigade soutenue de la cavalerie du général Karaczay, tourna la droite de la brigade Sibaud, que le général Wolfradt et le prince de Baden attaquèrent de front et forcèrent à se retirer en toute hâte sur le Geyersberg. Karaczay se porta ensuite sur Fischbach et Hochspeyer avec une vingtaine d'escadrons et la brigade d'infanterie du prince Louis. Il n'eut aucune peine à culbuter les troupes de Sibaud, et à percer le cordon français dont une partie se retira sur Tripstadt et l'autre sur Frankenstein. Deux bataillons, qui se jetèrent sur Humberg, y furent presque détruits par les hussards autrichiens.

Ce succès n'était qu'un prélude: le prince de Hohenlohe fit poursuivre Sibaud par une partie de la cavalerie impériale. La brigade bavaroise du comte d'Ysenbourg fut laissée sur le Geyersberg près de Hochspeyer, pour tenir en échec les renforts que les républicains pourraient envoyer par la route de Neustadt. Une division resta en réserve vers Alsenborn, et le reste des trou-

pes alliées se rabattit en trois colonnes sur Kayserslautern.

Les deux premières poussèrent devant elles les bataillons de l'adjudant-général Jordy; et la troisième, conduite par le général Blucher, se porta sur les hauteurs de Morlautern. Informé du mouvement de cette dernière, le général Meynier porta d'abord la brigade Cavrois à sa rencontre; mais, dès qu'il eut découvert le mouvement des colonnes de gauche, il lui ordonna de se retirer, ce qu'elle ne fit pas sans perte, ayant été vivement poursuivie jusqu'à Tripstadt.

Les trois bataillons de Jordy, ainsi abandonnés à la ferme d'Eselsfurth, cherchèrent à gagner Lautern; mais le prince de Hohenlohe les avait déjà tournés avec 20 escadrons; et le général Wolfradt, soutenu d'une partie de la colonne autrichienne, débouchant par la route de Hochspeyer, leur avait coupé la retraite sur Tripstadt. Ces braves gens, ne voyant plus de moyen de salut, résolurent de vendre chèrement leur vie, et se formèrent en carré dans la plaine de Kayserslautern: là, après avoir repoussé plusieurs charges des hussards de Blucher, de Wolfradt et des dragons de Katte, ils furent enfoncés, sabrés et détruits.

La brigade Cavrois, en se retirant de Kayserslautern, avait été serrée de près par Blucher

jusqu'à Epensteig sur la route de Pirmasens ; son arrière-garde, laissée à Hoheneck, fut coupée, prise ou dispersée.

Cette malheureuse affaire, où des détachemens morcelés furent successivement accablés, coûta plus de 4 mille hommes aux Français : les débris de la division Meynier se retirèrent sur Pirmasens et Tripstadt ; celle des gorges à St.-Lambert et Elmstein ; St.-Cyr à Muschbach ; Desaix, avec la droite, resta dans sa position.

Suites de cette affaire.

L'événement prouva ce que peut une armée en prenant l'initiative avec toutes ses forces, contre un seul point d'une ligne dégarnie. La division Meynier fut écrasée par 25 mille Prussiens, tandis que 30 mille Français restaient dans l'inaction depuis Weidenthal jusqu'à Spire. Cet échec n'eut cependant aucun résultat ; car le prince de Hohenlohe lui-même n'était pas soutenu, et son expédition n'avait en vue aucun objet remarquable. Dans le fait, on doit observer que l'armée austro-prussienne, supérieure en forces durant tout le mois de juin, attendit pour attaquer sérieusement, que la majeure partie se fût portée sur Kreutznach et Trarbach, et lui eût enlevé le moyen de pousser ses succès.

Après cette expédition, le corps auxiliaire autrichien repassa le Rhin ; les Français au contraire renforcèrent la division des gorges, qui chassa,

le 1er octobre, les Prussiens de Turckeim, Hochspeyer, Tripstadt et Kayserslautern, tandis que Desaix les inquiéta dans la vallée du Rhin.

Fautes des Alliés.

Toutefois, ces combats où coulait le sang de tant de braves, ne décidaient rien : l'armée prussienne eût mieux fait de marcher en masse dès le mois d'août par Cussel sur Mertzig, afin de tourner cette partie de l'armée de la Moselle qui tenait imprudemment Trèves, de la rejeter sur les Ardennes ou Coblentz, de concert avec Melas et Nauendorf, et de se lier ensuite à la grande armée autrichienne par Bastogne et les sources de l'Ourthe. Les Alliés, par cette simple manœuvre, eussent rassemblé 130 mille hommes dans une position centrale ; et, quoiqu'il fût déjà tard pour espérer de grands succès après toutes les fautes commises, il eût été encore possible qu'une victoire sur la Meuse, sauvât la Hollande, une partie de la Belgique, Trèves et Luxembourg.

Il est vrai que dans cet intervalle, l'armée du Rhin serait peut-être venue devant Mayence ; mais le duc de Saxe-Teschen avec une partie de son cordon, n'eût-il donc pas été en mesure de la tenir en respect dans un bon camp retranché ? D'ailleurs, il ne fallait pas plus de huit à dix jours pour frapper le coup décisif, et le pis-aller pour les Alliés, eût été d'en venir à une retraite au-delà du Rhin, que le mauvais emploi de leurs masses laissait déjà prévoir.

Environ 35 mille Français restèrent impunément à Trèves pendant deux mois entre 65 mille Austro-Prussiens qui occupaient le Palatinat, et 80 mille Autrichiens campés sur les bords de l'Ourthe et à Luxembourg. L'existence de ce corps caractérise à la fois le génie des généraux alliés et le système de guerre de position dont ils étaient engoués.

La retraite de Clairfayt change la face des affaires sur la Moselle.

La reprise de Lautern par la gauche de l'armée de Mœllendorf fut une espèce d'adieu de l'armée prussienne aux républicains ; car, dès-lors il ne se passa rien d'important. La victoire de Dueren et la retraite de l'armée de Clairfayt changèrent entièrement la situation des affaires entre le Rhin et la Moselle.

Les généraux Nauendorf et Melas qui avaient contenu l'armée de Moreaux de front, en même temps que Mœllendorf la menaçait sur la droite, furent contraints par ce mouvement rétrograde à se replier de Kaisersesch et de Hildesheim sur Andernach et Coblentz.

Les républicains préparaient tout de leur côté pour profiter de cet état de choses. Les représentans et les généraux des armées du Rhin et de la Moselle instruits par le comité que le moment de frapper était arrivé, se réunirent enfin à Bitche le 3 octobre, pour combiner le mouvement sur la Nahe qu'ils auraient pu entreprendre six semaines plutôt. Deux divisions de la dernière de

ces armées, restant sur la gauche de la Moselle aux ordres de Taponier, épièrent l'instant de faire leur jonction avec la droite de Jourdan qui se dirigeait vers Coblentz. Collaud couvrit au centre les routes de Castellaun et Simmern. Les trois divisions de droite sous le général Ambert se rabattirent de Trèves sur Birkenfeld.

Ces premiers mouvemens achevés, un nouveau conseil tenu le 11 près de Lautreck fixa au 17 l'attaque de Kalkreuth et la réunion des deux armées. Les divisions du Palatinat se présentèrent vers Gœllheim; celles des Vosges à Obermuschel et Alsenborn. Les divisions Ambert et Renaud, durent attaquer Kreutznach, le 17 octobre : soutenues par celle de Desbureaux qui s'avança à Boukenau.

Retraite des Alliés derrière le Rhin

Cette opération donna lieu à quelques chicanes de postes, dont l'histoire ne saurait recueillir les détails. L'armée prussienne, hors d'état de lutter contre une telle réunion de forces, se replia sous Mayence.

Dans la situation respective des partis, les Français pouvaient craindre que l'armée impériale, laissant 30 mille hommes vers Ehrenbreitstein pour surveiller la Lahn et le passage de Neuwied, n'en jetât 50 mille sur Mayence et ne débouchât de cette place, tandis que le prince de Hohenlohe sortirait de Manheim avec les Prussiens, afin de tomber avec 120 mille hommes

sur les armées de Moreaux et de Michaud. Ce mouvement, qui fut exécuté avec tant de succès à là fin de 1795, n'eût pas été moins convenable dans la circonstance. Mais les Autrichiens, sollicités de venir au secours du duc d'Yorck, sur les bords du Waal, étendirent leur droite aux ordres de Werneck du côté de Wesel et d'Arnheim; et engagés ainsi sur une direction opposée, ne purent point songer à une offensive sur la Moselle. Les Prussiens d'ailleurs ayant bien plus à cœur de se retirer de la lutte que de la prolonger par une entreprise audacieuse, se décidèrent bientôt à repasser le Rhin.

Cette résolution parut d'autant plus excusable d'après ce qui s'était passé au mois de septembre en Pologne; où le roi de Prusse avait levé le siége de Varsovie. Il fut même un instant question de détacher le prince de Hohenlohe avec 20 mille hommes sur la Vistule, lorsque la mémorable victoire de Suwarof mit un terme à cette double guerre. Les Prussiens restèrent alors cantonnés sur la rive droite du Rhin entre Mayence et Francfort. L'invasion de la Hollande les engagea plus tard à s'étendre pour former un cordon vers Wesel et couvrir la Westphalie, jusqu'au moment où ils conclurent la paix.

Les armées françaises du Rhin et de la Moselle, alors réunies, attaquèrent la tête de pont de Manheim, et préparèrent l'investissement de

Les Français resserrent Mayence et la tête de

pont de Manheim.

Mayence, qu'elles exécutèrent sur la rive gauche malgré la rigueur d'un hiver qui rendit cette opération une des plus pénibles de la guerre. Plusieurs attaques eurent lieu sur les postes extérieurs de Zahlbach et de Weissenau; la garnison fit aussi plusieurs sorties vigoureuses.

Positions pénibles durant l'hiver.

Le général Kléber prit le commandement du corps de siége, composé d'abord des divisions Desaix, St.-Cyr et Desbureaux. On assura la position des troupes par des ouvrages qui semblaient vouloir renfermer Mayence dans une autre forteresse. On y travailla aussi long-temps que la rigueur de la saison le permit, et durant une grande partie de l'année suivante. (*Voyez pl. XIII.*) Les détails de cette opération appartenant plus à l'arme du génie qu'à l'histoire générale, je me dispenserai de les rapporter; mais je ne tairai pas la gloire que les troupes acquirent par la résignation et le courage avec lesquelles elles supportèrent les travaux et les privations pendant le plus rude hiver du siècle. Un quart des hommes du corps de blocus fut constamment aux hôpitaux, et la moitié périt de misère et de froid, suites déplorables du désordre qui régnait alors dans toutes les parties de l'administration. A ces fatigues, à ces cruelles privations, se joignaient encore les chances des combats journaliers avec les Autrichiens, qui cherchaient à troubler les postes avancés ou les tra-

vailleurs. L'affaire la plus remarquable fut celle du 1[er] décembre à Zahlbach.

Les travaux furent commencés le 8 novembre devant la tête du pont de Manheim que l'ennemi évacua le 27 décembre de peur que la retraite de la garnison ne fût interceptée par les glaces du Rhin.

Prise de Rhinfels. Investissement de Luxembourg.

Rhinfels était occupé depuis le 2 novembre. Le général-major Rescius qui commandait ce fort, l'évacua contre tous les ordres, et les Français, en ayant pris possession, le firent sauter. Le commandant fut traduit à un conseil de guerre et condamné; mais cela ne fit pas rendre une tête de pont, qui offrait beaucoup d'avantages aux Alliés s'ils voulaient franchir de nouveau le fleuve, et reporter la guerre en Belgique.

Le blocus de Luxembourg où le vieux maréchal Bender s'enferma avec 10 mille hommes, ne fut pas moins pénible durant l'hiver que celui de Mayence. Le général Moreaux y mourut, et Ambert qui le remplaça eut à lutter contre une garnison nombreuse, des privations affreuses, et toute l'intempérie de la saison.

CHAPITRE XL.

Opérations sur la ligne des Alpes depuis le mois de juillet. — Les Napolitains débarquent à Livourne. — Nouveau projet de Bonaparte pour la jonction des armées des Alpes et d'Italie dans la vallée de la Stura. — La réaction, qui suit la journée du 9 thermidor, en arrête l'exécution. — Mission de Jean-Bon-St.-André à Toulon. — Ses projets sur la Méditerranée. — Les deux armées françaises entrent en cantonnemens. — Les Autrichiens veulent s'emparer de Savone; ils sont prévenus et battus à Carcare et Cairo par Masséna et Laharpe. — Fin de la campagne.

Positions des armées des Alpes et d'Italie.

Le détachement de 10 mille hommes envoyé vers la mi-juin sur le Rhin, ayant tout à coup réduit l'armée des Alpes à environ 22 mille combattans dont 800 de cavalerie, pour tenir tous les débouchés depuis le pays de Gex jusqu'à la vallée de la Stura; le général Dumas fut obligé de renoncer à l'offensive, de confier la garde de Lyon et de Briançon à cinq bataillons de réquisition, et de redoubler d'activité

pour conserver jusqu'au retour des neiges les postes avancés qu'il avait gagnés sur la chaîne supérieure des Alpes. Appelé ensuite dans la Vendée où il n'apparut qu'un instant, il eut pour successeur les généraux Guillaume et Moulins qui bornèrent leurs efforts à remplir le même but.

L'armée d'Italie, malgré la désertion des réquisitionnaires, présentait un effectif bien plus imposant, puisqu'il dépassait 80 mille hommes. A la vérité, sur ce nombre 15 mille remplissaient les hôpitaux, 8,300 se trouvaient dans les dépôts, et 22 mille formaient les garnisons des places et postes maritimes, depuis Marseille jusqu'à Menton. Toutefois il restait encore 35 mille combattans à l'armée; ceux-ci étaient disposés de la manière suivante : Masséna à droite, occupait Loano et Bardinetto avec 18 mille hommes; la division Macquart au centre, tenait avec 10 mille hommes Limone et Tende; 6 mille hommes sous Garnier et Serrurier, formaient la gauche, qui s'étendait jusqu'au col de Fenestre.

Mesures des Alliés.

On a vu dans la première période qu'un corps de 18 mille Napolitains était attendu à l'armée austro-sarde. Depuis long-temps les préparatifs de la cour des Deux-Siciles remplissaient les gazettes d'Italie; mais on n'en avait encore senti aucun effet sur le théâtre de la guerre. Enfin, une petite escadre napolitaine, aux ordres du contre-amiral Fortegueri, mouilla à Livourne

le 3 août, avec 1,200 hommes de cavalerie destinés à joindre l'armée combinée; le corps principal, assemblé dans la même vue aux confins des états romains, ne parut jamais. La conspiration découverte dans les premiers jours d'avril, en avait d'abord suspendu la marche; le mécontentement qui continuait de régner à Naples et dans les garnisons, y fit renoncer entièrement. En effet, la Reine et Acton étaient l'objet d'une haine universelle; les innovations faites, par les généraux Salis et Bourcard, avaient aliéné les troupes (1), et la révolution comptait plus d'un partisan dans le tiers-état, et même jusque dans les rangs de la noblesse où le favori était envié.

La cour de Turin qui avait vu forcer trois barrières de ses états, au moment où l'île de Sardaigne s'insurgeait contre son vice-roi (2), où ses alliés d'Italie l'abandonnaient, et où les vic-

(1) Ces officiers d'origine suisse, étaient de bons tacticiens dans l'acception donnée à ce mot; c'est-à-dire, sachant bien les ordonnances de manœuvres. Avec l'expérience de la guerre, ils eussent fait de bons généraux divisionnaires; mais leur discipline minutieuse fatiguait les Napolitains aussi enclins à l'indolence qu'ils le sont peu à la docilité.

(2) Les habitans animés d'un si bon esprit lors de l'expédition de Truguet devant Cagliari, mécontens aujourd'hui des mesures fiscales de l'administration et du caractère du vice-roi, s'insurgèrent contre lui, dispersèrent sa garde et le retinrent prisonnier. Toutefois cet événement n'eut aucune suite sérieuse : la cour s'étant empressée de faire droit à quelques réclamations, tout rentra aussitôt dans l'ordre.

toires des armées françaises dans le Nord lui laissaient peu d'espoir d'être secourue par l'Autriche; tomba dans un abattement difficile à dépeindre : mais revenue un peu de sa frayeur, elle espéra défendre le bassin du Piémont, en donnant tous ses soins pour renforcer ses armées régulières de quelques levées extraordinaires. Comme tous les rois faibles qui marchent entre la pusillanimité et l'arbitraire, Victor Amédée chercha dans des sources empoisonnées l'origine des revers dont son armée venait d'être frappée, et crut en découvrir les causes dans la trahison, quand on ne pouvait en accuser que le système de ses généraux et le défaut d'accord entre ses Alliés et ses propres troupes. On lui signala des conspirateurs et des traîtres, où il n'y avait que des hommes faibles : le chevalier de St.-Amour qui avait rendu Saorgio, le lieutenant-colonel Mesmer qui n'avait pas défendu le fort de Mirabouc, furent fusillés. Une commission particulière revêtue de l'autorité du sénat, fut érigée par lettres-patentes, pour la recherche des auteurs d'une prétendue conspiration tendant à renverser le trône; et tandis que le sang de têtes plus imprudentes que coupables coulait dans Turin, et que la terreur y comprimait tous les esprits, le clergé fomentait dans 22 districts une levée en masse, qui prétendait non-seulement

chasser l'armée des Alpes de la vallée d'Aoste; mais encore reprendre le Petit-St.-Bernard.

L'archiduc Ferdinand, sur les vives sollicitations de la cour de Turin, avait fait filer quelques renforts de troupes autrichiennes sous Ceva, et s'était déterminé à former un cordon qui s'étendait depuis cette place par Alexandrie jusqu'à Turin, en vue d'interdire l'accès de la Lombardie aux Français, et de les enfermer dans le bassin de Coni.

De son côté, après trois mois de travaux qui ne furent pas interrompus par la plus légère escarmouche, le général Colli étant parvenu à élever un bon système de défense sous la protection des places de Coni, Mondovi et Ceva, attira à lui les corps d'Argenteau et de Provera, établit environ 20 mille hommes dans les camps de Borgo-St.-Dalmazzo, et de la Madona del Olmo sous Coni, et se crut en état de tenir tête à son adversaire, peut-être même de reprendre l'offensive. Mais on verra bientôt que ce ne fut pourtant pas à lui que l'honneur de frapper les premiers coups fut réservé.

Les Français reprennent l'offensive.

Les petits succès remportés par les républicains, depuis l'ouverture de la campagne, contribuaient d'autant plus à enflammer leur ardeur, que les autres armées les éclipsaient de beaucoup: déjà ils accusaient hautement la pusillani-

mité de leurs généraux. Forcés de céder à ce cri unanime d'impatience, ceux-ci résolurent enfin de se mettre en mouvement; mais alors la saison était trop avancée pour hiverner dans le cœur du Piémont : l'on n'avait plus que l'espoir de s'emparer de quelque place voisine pour la démanteler aussitôt après, et d'ajourner à la campagne suivante l'invasion de l'Italie.

Nouveau plan de Bonaparte.

Bonaparte que l'inexécution de son premier plan n'avait pas dégoûté, en présenta un second pour attaquer Demont. Il se flattait que l'armée des Alpes, en longeant la rive gauche de la Stura, franchirait les revers de la montagne à droite de la place à l'abri de son canon, et lui couperait toute communication avec Coni en s'emparant du pas de l'Ours et de la butte des Châtaignes. Il comptait que l'armée d'Italie, coopérant par sa gauche à l'entreprise sur Demont, porterait sans obstacle son centre et sa droite dans la plaine de Coni. On avait estimé la résistance de la première de ces places à quinze jours, ce qui laissait, au pis-aller, le temps de la démanteler et de revenir prendre ses quartiers d'hiver dans le comté de Nice, au cas qu'on ne pût cantonner en Piémont. D'après ce plan, où il faudrait être aveugle pour ne pas reconnaître la rectitude des conceptions militaires de son auteur, un corps de 16 mille hommes de

l'armée des Alpes, devait combiner ses opérations avec celle d'Italie, pour arriver devant Demont et Château-Dauphin, après s'être rendu maître de la vallée de la Stura et de la naissance de celles de la Grana, de Mayra et de Wraita.

La marche de ce corps divisé pour cette opération en deux sections, partagées elles-mêmes en plusieurs colonnes, devait s'effectuer en échelons par la gauche, la droite refusée; en sorte que si la première colonne de la division de la Stura éprouvait des obstacles, celles de Mont-Dauphin pussent les lever en se rabattant sur les postes opposés à cette division.

L'équipage de siége filait par Jausier. Les trois divisions de l'armée d'Italie, fortes ensemble de 30 mille hommes, manœuvrant au contraire par la droite renforcée, avaient ordre de pénétrer en même temps de Vinay sur la droite de la Stura, du col de Finestra par Vaudier et Vastoria; enfin de Robillante à Borgo-San-Dalmazzo.

Cette dernière, forte à elle seule de 20 mille hommes, dont 2 mille de cavalerie conduite par le général en chef, après s'être emparée de Rocca-Sparviera, aurait détaché un corps à Borgo pour se lier avec la division d'Oneille, de manière à assurer les convois et à ouvrir une communication avec elle par la plaine.

Le but de cette division était de donner à

l'ennemi des inquiétudes sur Coni, de balayer l'intervalle entre la Stura et le Gesso, et de protéger la droite de toutes les attaques : c'était, à proprement parler, la division d'appui, le corps d'observation chargé de tenir l'ennemi en échec et d'assurer le siége de Demont.

Il paraît par des dispositions secondaires de ce plan dont il nous est parvenu seulement des fragmens imparfaits, que l'invasion de l'Italie aurait été soutenue des renforts tirés des Pyrénées Orientales, et qu'on eût remplacés à cette armée avec des troupes venant des côtes de l'Océan. On a pensé aussi que la proposition de démanteler Demont, n'était qu'un prétexte, mais que l'auteur du plan avait l'intention de pousser jusqu'aux murs de Turin.

Robespierre le jeune et ses collègues ayant soumis ce projet au comité de salut public, celui-ci en ordonna la prompte exécution. Dumerbion prescrivit à Masséna de se porter devant Ceva pour observer le corps de Colli qui occupait le camp retranché de cette place ; Macquart reçut ordre de se rendre le 25 juillet à Limone, d'où il devait se porter par Vernante à Roccavione, entre les gorges de Possio et de Vermegnana. L'exécution en est ordonnée.

De son côté, le général Petit-Guillaume rédigea ses instructions pour une attaque générale depuis la vallée de St-Etienne jusqu'au mont Viso.

Mouvemens des deux armées françaises.

Tout s'ébranla en même temps : le général Gouvion, formant l'extrême droite de l'armée des Alpes, descendit le col de Laniel sur trois colonnes, enleva les postes de Lusta et de la Chanal, et culbuta le camp du baron Latour sur le mont Viso ; le général Vaubois poussa dans la vallée de Mayra jusqu'à Rua-Cervetta, et l'adjudant-général Chambaud, renforcé par trois bataillons de l'armée d'Italie, poursuivit l'ennemi dans la vallée de la Stura jusqu'à Sambucco que 500 grenadiers occupèrent.

Colli est poussé sur Borgo-St.-Dalmazzo.

Pendant ce temps le général Macquart, commandant le centre de l'armée d'Italie, était en pleine marche, et joignit, le 26 juillet, l'avant-garde du corps de Colli campé à Borgo-St.-Dalmazzo : elle abandonna sans résistance les postes de Roccavione et de Robillante, et se retira en toute hâte derrière le Gesso dont elle rompit le pont. Les républicains couronnèrent toutes les montagnes qui bordent sa rive droite. L'aspect des plaines qu'il arrose, couvertes alors de riches moissons, enflammait encore leur courage ; ils brûlaient d'en venir aux mains, et les échos répétaient les chants précurseurs de la victoire ; mais leur attente fut encore déçue par l'événement même qui remplissait leur patrie d'allégresse ; je veux dire la chute de Robespierre.

Le comité ordonne de

Dans un gouvernement démocratique toute révolution produit une réaction ; or celle du 9

thermidor en amena une terrible. La hardiesse des entreprises militaires, bien ou mal dirigées, avaient signalé le règne de la terreur; il était possible que celui qui lui succédait, fût plus avare du sang des soldats. Les représentans craignant donc que le succès d'une bataille ne répondît pas aux espérances qu'ils en avaient conçues, jugèrent prudent de renoncer à une expédition commencée avec la participation du comité de salut public, mais sous l'influence des trois meneurs dont la tête venait de tomber sur l'échafaud. Dumerbion enjoignit à Macquart et à Masséna de reprendre leurs anciennes positions, et Vaubois rappela ses détachemens sur sa ligne. L'effet de ce contre-ordre intempestif équivalut à une défaite: la retraite du centre de l'armée d'Italie s'opéra en désordre; le général Lebrun, chargé de la couvrir, prit poste sur les hauteurs en avant de Limone, tandis que le gros de la division alla s'établir aux cols de Tende et de Couture, où il resta sous les ordres du général Bargnier jusqu'au retour des neiges.

suspendre l'opération.

Colli, qui aurait dû suivre vivement les Français dans leur retraite, ne s'avança qu'avec précaution, et lorsqu'ils eurent repassé le col de Tende, il prit des mains du duc d'Aoste le commandement en chef de toutes les troupes cantonnées sur la ligne.

Cause de ce contre-ordre.

Ce que les représentans n'avaient que trop bien prévu ne manqua pas d'arriver. Robespierre jeune, s'étant rendu à Paris pour entretenir sans doute son frère des opérations des deux armées républicaines, subit le même supplice. Aussitôt des réclamations s'élevèrent de toutes parts; les départemens, les places dégarnies de troupes, les proconsuls dont on avait heurté l'autorité, affectèrent de croire ou crurent réellement que les plans, dont l'armée espérait avec raison les plus brillans succès, faisaient partie de la conjuration du dictateur renversé. A les entendre, il ne s'agissait rien moins que de livrer l'armée de la république pieds et poings liés à ses ennemis; l'on n'avait laissé Toulon sans garnison, qu'afin d'y faciliter la rentrée des Anglais.

Mission de Jean-Bon-St.-André à Toulon.

Un des plus ardens antagonistes du projet, était Jean-Bon-St.-André que le comité de salut public, malgré la part qu'on lui imputait, à la perte de la bataille navale du 4 juin, venait de déléguer à Toulon pour tâcher de relever la splendeur de cet établissement. Ce commissaire, guidé sans doute par d'anciens mémoires déposés aux archives de la marine, s'était mis en tête de se rendre maître de la Méditerranée, sans égard aux circonstances qui la rendaient tributaire de la marine anglaise; et sollicitait l'envoi de l'escadre de Brest. Il prétendait que les Anglais seraient hors d'état de résister à une escadre de

35 vaisseaux, et fondait ce jugement sur ce que, dépourvus de ports dans cette mer, ils seraient dans l'impossibilité de se réfugier et de se radouber chez les autres.

Ces suppositions spécieuses, bien que présentées avec une sorte d'éloquence, tombaient à la discussion. On oubliait que tous les ports de l'Italie et de l'Espagne étaient ouverts aux Anglais; que Bastia et St.-Florent se trouvaient en leur pouvoir; que Carthagène, Tarragone, Barcelone, Port-Mahon, Gibraltar leur offraient assez d'établissemens pour mettre à l'abri des flottes entières et faciliter leur radoub; que l'escadre de lord Howe, attaquant avec avantage celle de Brest dans la traversée, ne manquerait pas de la suivre et de l'anéantir si elle tenait la mer; ou de la bloquer de concert avec les flottes de Hood et de Langara, si elle se réfugiait à Toulon. Rien n'empêchait l'Angleterre et l'Espagne de tenir 50 vaisseaux dans la Méditerranée et autant sur l'Océan, où il ne serait resté désormais aucun bâtiment français, tandis que les dernières ressources de la république eussent été entassées dans la rade d'Hyères.

Sans doute des vaisseaux bloqués à Brest n'étaient guères plus utiles qu'enfermés dans Toulon. Mais ils ne couraient pas du moins les chances du trajet, et restaient disponibles pour des

expéditions plus avantageuses sur l'Océan ou dans les deux Indes.

Au surplus, la présence du délégué de la Convention rendit quelque activité aux travaux du port; et, à part l'exagération de ses projets, sa mission ne fut pas sans résultats heureux. Ses plaintes seules contre les auteurs du plan qui contrariait ses vues, et qui disposait d'une partie des forces affectées à la défense des côtes, faillirent devenir funestes en privant la France, par une circonstance bizarre, des services que le général Bonaparte commençait à lui rendre.

Combat de Garessio.

Tandis que le comité de salut public flottait entre le désir de profiter de ses succès et la crainte de se compromettre, le duc de Montferrat, qui s'était donné beaucoup de peine pour organiser la levée en masse de sa province, se présenta, le 4 août, en ordre processionnel, sous la bannière de la Vierge, avec 10 à 12 mille paysans soutenus de quelques bataillons de ligne, devant Garessio. Les éclaireurs de la 46e brigade, étonnés de ce spectacle nouveau, dans une saillie de valeur folle, caractéristique de l'esprit du temps, passèrent leurs fusils en bandoulières, et marchèrent en dansant à la rencontre de ces ennemis de nouvelle espèce. Le combat ne fut ni long ni sanglant : les soldats de la Vierge prirent la fuite, après quelques décharges mal ajustées.

Les républicains, dédaignant de tels prisonniers, se contentèrent de rapporter en guise de trophée, la bannière de la patrone qui les avait si mal protégés.

Cet échec justement mérité dégoûta, à ce qu'il paraît, la cour de Turin des levées en masse, et la détermina à rester désormais sur la défensive. Il n'y eut plus alors, durant six semaines, sur toute la frontière du Piémont, qu'une guerre de postes, propre tout au plus à former des troupes; et dont les minces avantages furent constamment du côté des républicains.

Cependant le comité de salut public entraîné par toutes les absurdités répandues contre le plan d'invasion, non content d'en suspendre l'exécution prescrivit par un arrêté solennel du 21 août;

1° La réunion des armées d'Italie et des Alpes sous un même chef, mais non sur un même point;

2° La réunion des représentans du peuple près ces deux armées et à Toulon, en un seul conseil;

3° La cessation des opérations offensives en Piémont, en se bornant à garder les passages principaux des Alpes, sans discontinuer toutefois de harceler l'ennemi;

4° De laisser 8 à 10 mille hommes à Toulon,

6 mille à Marseille, une force suffisante à Nice et à Oneille;

5° De saisir la première occasion de reprendre la Corse, en y portant une masse de forces imposantes.

Projets des Alliés sur Savone.

L'armée républicaine, ainsi enchaînée par le gouvernement, reprit la défensive au moment où les Alliés formaient au contraire une entreprise sérieuse. Convaincus que les Français n'avaient acquis d'ascendant sur l'armée austro-sarde que par les facilités que procurait Gênes pour l'arrivage des subsistances, ils résolurent de s'emparer du fort de Savone, dont la possession offrait un moyen très-commode de communiquer avec les escadres d'Espagne et d'Angleterre en croisière dans ces parages; en même temps qu'elle intercepterait au contraire les communications des républicains avec la capitale de la Ligurie. Ce projet, à la vérité, se trouvait en contradiction formelle avec les démarches récentes des Anglais; car d'un côté l'amiral Hood venait d'annoncer la levée du blocus de Gênes, et de l'autre le ministre Drake, modérant ses prétentions, de reprendre le caractère diplomatique qu'il avait un instant abandonné; mais ces démonstrations n'étaient sans doute qu'un piége tendu à la bonne foi du sénat.

En effet, l'archiduc Ferdinand, gouverneur

général de la Lombardie, rassembla à Tortone, vers le 10 septembre, un corps d'élite de 12 bataillons et 6 escadrons avec une artillerie considérable, dont il confia le commandement au comte de Colloredo. Ce corps, qui devait être renforcé par les régimens de cavalerie napolitaine débarqués à Livourne et en marche pour Voghera, se dirigea par la vallée de la Bormida sur Carcare, séparé seulement de celle de Finale par la montagne de San-Giacomo, près de laquelle les Français avaient des avant-postes. Ce mouvement qui, dans l'état des affaires était hasardé, ne menait à rien qu'à étendre le front des armées austro-sardes pour le plus grand intérêt des Anglais. En effet, l'occupation de Savone n'avait d'autre résultat que de gêner le cabotage des Gênois avec la France, et ce mince avantage ne balançait pas l'inconvénient de prolonger, de tout l'intervalle entre Ceva et la mer, la ligne déjà trop étendue des Alliés.

A la vérité on pouvait faire de cette entreprise une opération majeure; mais il fallait pour cela que les 6 mille Anglais, jetés en Corse, débarquassent sur les côtes de Gênes avec les bataillons corses à leur solde, et quelques milliers de Napolitains. De pareilles forces basées sur Gênes, secondées d'une si puissante escadre, et appuyées par un mouvement général des Austro-Sardes vers Ceva, eussent donné une toute autre

tournure à la guerre : entraîner Gênes dans la coalition, ouvrir son port aux Alliés, mettre ses forts et ses arsenaux à leur disposition, enfin refouler l'armée républicaine sur Nice; tels en eussent été les résultats probables. Mais formée par une division autrichienne, cette entreprise paraissait plus nuisible qu'utile aux défenseurs du Piémont. La raison militaire conviait bien plus tôt à joindre ce renfort de Colloredo aux corps de Colli et d'Argenteau pour attaquer Saorgio et reprendre la ligne de la Roya.

Nonobstant cette faute dans la direction primitive, le projet eût peut-être rempli l'objet désiré, s'il eût été exécuté avec assez de célérité; mais il échoua par sa lenteur et la publicité que la cour de Turin lui donna. On eût dit que ce corps était chargé de laver l'affront de ses armes, et Colloredo lui-même se plaisait à recueillir d'avance les hommages qu'on lui adressait comme à un libérateur. Sa marche qui devait être rapide fut lourde et traînante; il établit son quartier-général à Carcare, et attendit, pour se porter sur Savone qu'on eût rendu le chemin de Cairo praticable à son artillerie de réserve. Cette précaution, par trop minutieuse, puisqu'il s'agissait moins d'un siége que d'une surprise, le perdit.

Dispositions de Dumerbion pour le déjouer.

Dumerbion, jugeant qu'il ne fallait pas lui laisser le temps d'achever ses derniers préparatifs, quoique à peine remis d'une attaque de

goutte, monta à cheval le 14 septembre, et chargea Bonaparte d'ordonner en son nom les préparatifs de cette courte expédition. Le général Macquart fit des démonstrations sur Limone, et Serrurier sur Vinadio : une brigade fut laissée vers Garessio. Dix-huit bataillons et un régiment de dragons, formant environ 14 mille hommes détachés de la division Masséna, suivirent la colonne du quartier-général dans la direction de St.-Pantaléon, et arrivèrent le 15 septembre à Melogno; le général Cervoni gagna avec 3 mille hommes, par le revers opposé de la montagne, le contrefort qui sépare les deux Bormida. Son mouvement donna de l'inquiétude à Argenteau qui se porta en toute diligence avec une partie des troupes de Mondovi dans le camp retranché de Ceva contre lequel on n'avait pour cette fois aucun projet.

Combats de Carcare et de Cairo.

Le gros des Français se présenta devant San-Giacomo. Les Austro-Sardes surpris évacuèrent leurs postes avec une telle précipitation qu'on ne les atteignit que dans la plaine de Carcare. Là le comte de Wallis, qui venait de prendre le commandement, paraissait déterminé à accepter le combat, lorsque la colonne de Cervoni s'empara du château de Cosseria. Dans une position si critique, le nouveau général en chef renfermé avec ses 10 mille hommes dans les gorges de la Bormida, se retira avec précipitation pour éviter

des fourches caudines. Le 21 septembre, on se mit à sa poursuite dès le matin; mais on ne put l'atteindre que deux heures avant la chute du jour. Son arrière-garde, consistant en quatre bataillons et un régiment de hulans commandée par le général Hiller, avait pris position sur le rideau entre la Rochetta et Cairo dans un coude de la Bormida, l'infanterie à droite et à gauche de la gorge. Laharpe, à la tête de l'avant-garde, soutenu du 9e régiment de dragons aux ordres du général Beaumont, aborda la droite de la ligne, tandis que Cervoni marchait baïonnette croisée sur la gauche. Le choc fut rude, la cavalerie impériale culbutée et l'infanterie enfoncée. La nuit seule mit fin au combat : le comte de Wallis en profita pour se retirer sur Acqui, où il rappela le régiment de Reiski laissé d'abord vers le Tanaro pour se lier avec Argenteau.

Les Français, maîtres du champ de bataille, entrèrent à Dego; mais ne jugeant pas devoir maintenir durant l'hiver un poste si avancé au revers de l'Apennin, ils l'abandonnèrent le lendemain après en avoir détruit les magasins. Le gros de l'armée se porta par Melogno, San-Giacomo, Settepani à Finale où Masséna plaça son quartier-général : Laharpe par Montenotte sur Savone, dont il s'empara le 24 sans coup férir. Cependant on abandonna bientôt ce poste, comme trop éloigné, et on lui préféra celui de Vado

qui, offrant les mêmes avantages du côté de la mer, se liait mieux avec la position principale de San-Giacomo.

Cette affaire où les Austro-Sardes perdirent plus de 800 hommes, détruisit de fond en comble les beaux projets des coalisés. L'amira lHood qui s'était déjà rendu de sa personne à Gênes avec Hotham et Nelson, tout stupéfait de cette nouvelle, envoya le ministre Drake à Milan témoigner son mécontentement à l'archiduc Ferdinand, lui dire qu'il allait faire rentrer son escadre dans les ports de la Corse, enfin le menacer de publier sa correspondance avec les généraux autrichiens, pour montrer à l'Europe entière que la faute en était à eux, si la campagne s'était passée en de vains simulacres de guerre. Mais il s'en tint à ces menaces; car une pareille publication eût été plus défavorable au cabinet de St.-James qu'à ses alliés; en effet, le sort de Wallis à Loano en 1795, et le résultat de l'entreprise de Beaulieu sur Gênes, en 1796, prouvèrent assez que la direction naturelle d'une armée autrichienne n'est pas sur les bords de la rivière de Gênes.

Le conseil aulique, honteux toutefois de cette équipée, dépêcha en Italie le prince de Rosemberg pour faire une enquête sur les causes de ce revers, apporter aux généraux l'ordre de répa-

rer leurs bévues en cherchant à s'ouvrir une communication sûre avec les escadres combinées ; mais la saison devenait rigoureuse, et l'armée austro-sarde démoralisée n'en fut pas moins paralysée pour le reste de la campagne. Wallis ne bougea point du camp d'Acqui ; et les républicains restèrent en possession du poste qu'il eût été si facile aux ennemis de conquérir en prenant de plus justes mesures.

Mesures du sénat de Gênes.

A la nouvelle de l'irruption de Masséna et de Laharpe sur son territoire, le sénat de Gênes alarmé fit de fortes proclamations pour assurer sa neutralité, défendit aux citoyens d'obtempérer à aucune réquisition de subsistances ou de corvées qui faciliteraient les parties belligérantes ; et adressa au ministre Tilly d'énergiques réclamations.

Saliçetti et Albitte, commissaires de la Convention près l'armée, n'eurent pas de peine à persuader que loin d'avoir aucun projet hostile on s'était borné à déjouer ceux de l'ennemi; donnant la prompte évacuation de Savone comme une marque de déférence pour la république, ils parvinrent ainsi à calmer les esprits.

Tilly, dont le comité paraissait déjà mécontent, fut remplacé quelques jours après par Villars, et même mis en arrestation à Gênes.

Pendant que tous ces événemens se passaient

en Ligurie, le général Macquart avait poussé quelques forts détachemens du côté de Robillante dans le double but de détourner l'attention de Colli et de ramasser des subsistances. Serrurier qui avait succédé à Garnier dans le commandement de la division de gauche en fit autant vers Vinadio; et par une circonstance singulière, l'armée des Alpes portait en même temps plusieurs petites colonnes sur les vallées de la Wraita, de Mayra et de Suze, où les brigades Gouvion et Vaubois livrèrent du 14 au 18 septembre différens combats aux Sardes; le seul remarquable fut celui du 14, dans lequel ces derniers perdirent le général St.-Martin et 200 prisonniers.

D'ailleurs l'occupation de Vado mit fin à la campagne. L'amiral Hood, déjà avancé en âge, ne voyant plus de lauriers à cueillir dans ces parages, retourna en Angleterre. — Fin de la campagne.

L'armée victorieuse prit de son côté des cantonnemens où les maladies épidémiques semèrent le ravage. Elle fit une perte non moins sensible par l'arrestation de Bonaparte qui avait été le directeur des opérations de cette campagne : le comité de salut public, instruit des projets qu'il avait rédigés de concert avec Robespierre le jeune et Riccord, le soupçonna de complicité avec le tyran, et le suspendit de ses fonctions; les nouveaux commissaires de la Conven-

tion mieux informés de la tâche honorable qu'il avait remplie avec tant de zèle et de dévouement, le rendirent bientôt à la liberté; mais sa réintégration fut le prix plus tardif de nouveaux services. Le rôle qu'il joua à cette armée prouve que si beaucoup de généraux du second rang s'éclipsent au premier, un génie supérieur ne peut rien quand il est forcé de remettre aux autres le soin d'apprécier ses projets et de les exécuter.

Dumerbion, que son grand âge rendait peu propre à cette guerre pénible, obtint avec peine sa retraite et remit le commandement à Schérer; ce dernier le rendit bientôt à Kellermann, et remplaça Pérignon aux Pyrénées Orientales.

L'armée des Alpes conserva ses postes le reste de la campagne, et par les nouveaux détachemens qu'elle envoya à celle d'Italie fut réduite à une simple division qui continua à rester sous les ordres du général Moulins.

Les armées, séparées par les Hautes-Alpes, prirent des quartiers d'hiver que l'extrême rigueur du froid rendit fort paisibles de part et d'autre.

CHAPITRE XLI.

Opérations aux Pyrénées depuis le mois d'août. — Combats de Terradas et St.-Laurent-de-Muga. — Prise de Bellegarde. — Affaire de Montroich. — Bataille de la Muga, Dugommier et La Union sont tués. — Pérignon prend le commandement des Français. — Déroute de l'armée espagnole. — Capitulation de Figuères. — L'armée des Pyrénées-Occidentales, ayant enlevé le camp de St.-Martial, la vallée de Bastan, St.-Sébastien et Fontarabie, s'avance sur Pampelune, puis se replie sur Ernani, St.-Sébastien et la Bidassoa.

Après la reddition de Collioure, la rentrée en ligne de la division Sauret, et l'expédition de Cuesta en Cerdagne, les armées n'avaient changé en rien les positions indiquées au chapitre 34. A la suite de la défaite du Boulou et de la perte de Collioure, il semblait que les Espagnols dussent essuyer de plus grands revers : différentes circonstances se réunirent pour les tirer d'embarras; d'abord, les généraux français employèrent jusqu'à 20 mille hommes à l'investissement

étroit de Bellegarde, qu'ils voulaient réduire par famine; et s'enlevèrent par-là tout moyen de continuer l'offensive (1). Dugommier commit de plus une faute grave, laissant la côte garnie jusqu'à Agde, bien que l'ennemi après sa déroute du Boulou, fût loin de songer à des débarquemens, toujours précaires, difficiles, et dont les Français n'avaient rien à redouter. La Union, d'un autre côté, ne respecta point la capitulation de Navaro; et, non content d'incorporer sa division avant de l'avoir échangée, il refusa, dit-on, de rendre les prisonniers français qu'il devait renvoyer. Enfin, les Catalans, aussi bien disposés à défendre leur territoire qu'ils le sont peu à envahir celui de leurs voisins, prirent les armes selon leur coutume, dès que leurs pénates furent menacés : les habitans de plusieurs cantons, conduits par leurs curés ou leurs alcades, marchèrent à l'ennemi, à l'exemple des vaillans défenseurs de Barcelonne, dans la guerre de la succession.

La Union

Ainsi, le général espagnol, favorisé par l'inac-

(1) De 68 mille hommes qui composaient l'armée républicaine :
13 mille étaient en Cerdagne sous Doppet;
10 mille répartis dans les places et postes de la côte;
20 mille autour de Bellegarde et au camp de Cantalup;
22 mille en observation sous Augereau et Pérignon;
3 mille de cavalerie sous le général Dugua, cantonnés.

tion de son adversaire, était parvenu, après trois mois de soins, à retremper le moral de son armée; et, se voyant de nouveau supérieur au corps républicain qui couvrait l'investissement de Bellegarde, il crut pouvoir changer de rôle et reprendre l'offensive. Quoique la place tînt encore, on savait qu'elle était réduite à la dernière extrémité, et qu'il n'y avait pas un moment à perdre pour la sauver; La Union forma donc le projet de la débloquer, ou tout au moins de la ravitailler. Les deux armées se trouvaient en présence : rien ne paraissait plus facile que d'obtenir ce résultat, en faisant effort contre la droite des Français. Le général adopta ce système; mais, indépendamment de ce qu'il combina mal l'emploi des forces rassemblées pour cet objet, il destina plus du tiers de son armée à des démonstrations sur Manora, Villaroba, Cantalup, au col de Bagnols, sur les hauteurs de Culera, où il n'y avait que des postes français; embrassant par ces attaques isolées, tout l'espace de Campredon jusqu'à la mer.

Tente de débloquer Bellegarde.

13 août.

Nonobstant cela, il ne lui restait pas moins de 20 mille hommes, dont 6 mille de milices, pour son entreprise principale contre l'aile droite de Dugommier, qui occupait la montagne de Terradas, le pont de Grau, et la fonderie de St.-Laurent de la Muga : mais, quoiqu'elle fût dirigée contre la seule division Augereau et une

brigade du centre, fortes à peine de 10 mille combattans, le manque de concert la fit échouer. Voici, au surplus, le dispositif arrêté.

Ses dispositions pour l'attaque.

Le lieutenant-général Courten devait attaquer la montagne de Terradas, et marcher ensuite sur la fonderie de la Muga : la seconde colonne, conduite par le brigadier Perlasca, devait attaquer les batteries du pont de Grau par le flanc gauche, tandis que le général Izquierdo assaillirait leur droite, avec les 3e et 4e. Après la prise des batteries, ces trois colonnes avaient l'ordre de seconder l'attaque de la première. Enfin, le maréchal-de-camp Godoy chercherait à tourner la position de la Muga, et à tomber sur les derrières des républicains.

Dans ces entrefaites, le général Belvis, avec 4 mille hommes de pied et 1,300 chevaux, devait forcer le camp de Cantalup, et pousser droit sur Bellegarde, s'il en trouvait l'occasion, pendant que d'autres détachemens feraient des démonstrations sur le col de Bagnols. L'amiral Gravina fut invité à concourir au succès de l'entreprise, en inquiétant Port-Vendre et Collioure.

Les colonnes éprouvent divers contre-temps.

Rien n'était prévu au camp français ; et, si les Espagnols avaient opéré avec vigueur, nul doute qu'ils n'eussent lavé l'affront du Boulou et délivré Bellegarde. Les colonnes arrivèrent sans obstacle, le 13 août au petit jour, aux points qui leur avaient été assignés. Courten engagea le combat

avec la brigade Lemoine, la replia sous ses batteries, et les enleva ensuite l'arme au bras. Les Français poursuivis se réfugièrent sur le flanc des hauteurs de la chapelle de la Magdeleine, et sur la crête de la butte verte où ils la tinrent en échec. Perlasca ne débuta pas moins heureusement : il délogea, sans coup-férir, le poste du pont de Grau, où ses instructions lui prescrivaient d'attendre la division d'Izquierdo. Celui-ci, quoique contrarié dans sa marche par la résistance des chasseurs de Bon, arrivait devant St.-Laurent-de-la-Muga, lorsque la colonne de Cagigal, qui avait filé par la chapelle St.-Georges, battue par la brigade Davin, l'engagea à suspendre son attaque jusqu'à la réunion des autres colonnes. Ce contre-temps en amena un autre: Godoy qui s'avançait par la gorge d'Albanias, informé de la retraite de Cagigal, craignit de se compromettre en continuant sa marche, et attendit de nouveaux ordres. L'ensemble de l'opération fut ainsi détruit, et prépara la défaite de ceux qui, peu d'instans auparavant, comptaient sur la victoire.

Augereau, informé des progrès de l'ennemi, n'en fut point intimidé. Le général Mirabel reçut ordre de fondre à la baïonnette sur la colonne d'Izquierdo, arrêtée maladroitement devant la fonderie; puis de gagner la gorge qui conduit au village de Terradas pour s'y réunir au général

La bonne contenance d'Augereau achève leur défaite.

Lemoine, et prendre de concert avec lui les Espagnols en queue, tandis qu'Augereau lui-même les attaquerait en front avec la brigade Guyeux. Ces sages dispositions furent exécutées avec une précision admirable. Izquierdo et Perlasca, culbutés, abandonnèrent Courten à ses propres forces; et Lemoine, secondé par ces attaques et par un détachement du centre, lui reprit alors ses batteries : l'adjudant-général Bon descendit la montagne, et se précipita sur Godoy qui jusqu'alors s'était cru en sûreté. En moins d'une demi-heure, les cinq colonnes espagnoles changèrent d'attitude : La Union fut assez prudent pour ne pas mettre leur courage à une dernière épreuve; et, désespérant de faire engager de nouveau celle de la gauche, il ordonna à Courten de se retirer dans les lignes. Ce mouvement s'exécuta en assez bon ordre, sous la protection de la division portugaise de Forbes.

Belvis est repoussé par la gauche.

Quant à la colonne de Belvis, dès que ses troupes et celles de Taranco parurent à la hauteur de Cantalup, le général Sauret envoya à leur rencontre neuf compagnies de grenadiers et six bataillons aux ordres des généraux Micas et Causse, qui, les attaquant par leur droite, les forcèrent à une retraite précipitée dans la direction d'Espolla; elles n'en eussent pas été quittes à bon marché, si le comte de Gand, avec les émigrés, n'avait tenu vigoureusement la redoute

qui couvre cette position, et donné le temps à Taranco de le rejoindre.

Cette affaire, qui coûta environ 800 hommes à chacun des partis, fut toute à l'avantage des républicains : elle exalta leur enthousiasme, en même temps qu'elle augmenta le découragement de leurs ennemis. Toutefois, Dugommier ne se faisant pas illusion sur les véritables causes de sa victoire, resserra sa ligne. La fonderie de la Muga, après avoir été brûlée et ruinée de fond en comble, fut évacuée par Augereau, qui, renforcé de 1,500 hommes de la division de gauche, vint prendre position sur les hauteurs de Darnuys. Celle-ci quitta le camp de Cantalup, et s'établit sur les hauteurs du *Cancer*, pour mieux se lier à la division Pérignon. En même temps, les 12 bataillons de chasseurs de l'armée furent réunis en un seul corps dit d'avant-garde, et placés à droite du château ruiné de Montroich, en avant de celui de Buscaros et de l'Estrade, à droite de la grande route. Suites de ce combat.

Ces divers changemens, faits en vue de rendre la ligne plus formidable, et de resserrer de plus en plus Bellegarde, produisirent l'effet désiré. Cette place, réduite par la famine, se rendit au bout de quelques semaines, après avoir souffert un blocus de cent trente-quatre jours. Reddition de Bellegarde. 17 septemb.

Le comte de La Union qui n'avait osé pendant tout ce temps, faire que deux tentatives Singulière manœuvre

des Espagnols par leur droite.

pour la sauver, imagina quelques jours auparavant de manœuvrer; mais, aussi peu heureux en tactique qu'en stratégie, il fit exécuter à sa droite un changement de front, qui en porta l'extrémité sur les hauteurs de Campmani, en face de Montroich; de sorte que cette aile forma un crochet en avant, relativement au reste de la ligne, et devint pour ainsi dire perpendiculaire au centre des Français, qui pouvait l'accabler. Cette position, par trop extraordinaire, ayant donné lieu à mille observations dans l'armée espagnole, le général en chef qui ignorait encore la reddition de Bellegarde, voulut faire avancer son centre dans l'alignement de la droite, en le portant sur la montagne de Montroich, au revers occidental de laquelle campaient les bataillons de chasseurs de l'adjudant-général Bon.

Ils sont honteusement repoussés à Montroich. 21 septemb.

Le brigadier Tarانco, avec 4 mille hommes d'élite, soutenus de la majeure partie du centre aux ordres du maréchal-de-camp Godoy, fut chargé de cette opération. Les versans orientaux de la montagne n'étant gardés que par des postes d'avertissement, ses troupes parvinrent sans peine jusqu'au sommet, où elles s'entassèrent sans ordre. Mais ayant été assaillies en flanc et à l'improviste par le bataillon qui gardait le château, au moment où les chasseurs s'ébranlaient pour les charger, une terreur panique se communiqua comme l'éclair à toute la colonne:

les Espagnols ne jugeant pas la force de l'ennemi, prirent la fuite et furent reconduits l'épée dans les reins jusqu'au bord du Llobregat et sur les hauteurs de Campmani; trop heureux d'y être protégés par les batteries de la rive droite, et recueillis par le régiment portugais d'Oporto.

Le triste résultat de cette dernière tentative découragea entièrement le comte de La Union. Il sollicita, pour la forme, une démission qu'on ne lui accorda pas; et dans l'excès de son ressentiment, il menaçait de décimer les bataillons qui ne désigneraient pas de coupables. Les deux principaux furent punis de mort: les autres, privés de toutes marques distinctives ou décorations militaires, après avoir défilé honteusement devant l'armée, reçurent ensuite, comme une grace, la permission de faire amende honorable en combattant aux avant-postes: enfin, la peine de mort fut prononcée contre quiconque abandonnerait à l'avenir ses drapeaux durant l'action. La Union demande sa retraite.

Les plaintes continuelles du général en chef sur les mauvaises dispositions de ses troupes, les revers qui se succédaient aussi rapidement en Navarre qu'en Roussillon, l'impossibilité bien avérée de recruter l'armée, le désordre des finances; tout cela réuni ne contribua pas peu à faire désirer à la cour un rapprochement. Le comité de salut public avait en Catalogne un agent Premières ouvertures pour la paix, sans résultat

du trésor pour l'entretien des prisonniers. Le comte de La Union se servit de son entremise pour faire des ouvertures à son adversaire, qui, d'après l'avis du comité, renvoya la négociation aux représentans en mission près de l'armée (1). Bientôt le cabinet de Madrid déclina ses propositions. Il consentait, dit-on, à reconnaître la république française, à condition qu'elle rendît les deux enfans de Louis XVI, et qu'elle formât au Dauphin, dans les provinces limitrophes de l'Espagne, un établissement où ce prince régnerait souverainement. On peut juger comment fut accueillie une proposition qui tendait au morcellement de la France victorieuse. Le comité de salut public, dans le transport de son indignation, manda aux représentans qui la lui avaient transmise : « C'est à notre artillerie à ré» pondre; disposez tout, et frappez! »

Stagnation des armées.

Soit que Dugommier se fût flatté que les négociations entamées auraient une autre issue, soit qu'il se vit dans l'impossibilité d'envahir la Catalogne faute de munitions de guerre et de bouche, l'armée républicaine resta dans une stagnation complète jusqu'à la mi-novembre

(1) C'est sans doute à ces pourparlers qu'il faut attribuer le bruit de la défection de Dugommier, répandu à la même époque dans l'armée espagnole : le caractère de ce républicain suffirait seul pour prouver combien il était peu fondé.

qu'elle attaqua les Espagnols sur toute la ligne.

Dugommier projette l'attaque des retranchemens espagnols de la Muga.

Cette entreprise était hasardeuse; car si la supériorité du nombre était du côté des Français, l'armée ennemie avait l'avantage de la position et toutes les ressources de l'art. La Union, influencé par l'émigré Campana, avait un faible particulier pour les retranchemens et les batteries; mais il les perchait de préférence sur des crêtes où leur feu plongeant produisait peu d'effet (1). Soixante et dix-sept redoutes ou batteries armées de 250 pièces, et disposées sur une double ligne, depuis Espolla au pied du col de Bagnols, par Campmani, jusqu'à St.-Laurent-de-Muga, présentaient toutefois un front d'autant plus redoutable, qu'elles avaient un profil assez élevé, et semblaient à l'abri de l'attaque la plus audacieuse. Ajoutez à cela que le vaste camp retranché de Figuères offrait un dernier refuge en cas de malheur. Une attaque de front paraissait impraticable, car il n'était pas vraisemblable qu'on se rendît maître de deux lignes de redoutes, à la vue d'une armée disposée tout exprès pour les défendre. Une tentative contre le flanc droit eût été périlleuse, on eût risqué de se faire acculer à la mer; celle contre la gauche était préférable, parce qu'en cas de réussite

(1) Mémoires manuscrits de Morla, et du général Pérignon.

elle établissait les vainqueurs sur les communications de l'ennemi; mais elle n'en présentait pas moins d'obstacles, et il fallait compter beaucoup sur la valeur des troupes pour l'ordonner: la chance la plus favorable, dont on pût se flatter, reposait sur le système du général ennemi, la dispersion de ses bataillons dans une multitude de postes, et le peu de talent qu'il avait montré jusque-là dans l'emploi de ses forces.

Dispositions de Dugommier

Le plan du général Dugommier semblait se réduire à enlever aux Espagnols, dans la première journée, la ligne extérieure de leurs redoutes. L'aile droite forma trois attaques; la première sous le général Davin, partant de Coustonge, après avoir replié tous les postes qui se trouvaient devant elle, et franchi les montagnes escarpées de St.-Sébastien-de-la-Muga, devait se réunir à Augereau, et marcher de concert avec lui sur Terradas et la Magdeleine, clef des positions de cette partie: la brigade Guyeux, restée à Darnuys, assaillirait alors la fonderie. L'aile gauche sous la conduite du général Sauret, se chargea d'attaquer, à la même heure, les postes de Villarnadal et de St.-Clemente, et de forcer les retranchemens de Campmani, de concert avec une partie du centre; tandis que la brigade Victor, partant de Collioure, tiendrait en échec la droite de l'ennemi du côté de Bagnols. Au centre, la division Pérignon, la cava-

lerie aux ordres du général Dugua, et 16 pièces d'artillerie légère sous le général Guillaume, devaient servir de réserve, seconder l'attaque de Campmani et se porter, en cas de succès non balancés, sur les redoutes qui couvraient la route et le pont du Llobregat; toutes les troupes destinées à cette entreprise ne s'élevaient pas à 30 mille hommes. Le général Doppet reçut l'ordre de la favoriser par une attaque en Cerdagne.

Dans la nuit du 16 au 17 novembre, les colonnes s'ébranlèrent, et avant l'aube du jour, les batteries de gros calibre, placées sur la montagne Noire commencèrent à jouer pour protéger la marche de la division de gauche. Journée du 17 novemb.

A l'extrémité opposée, le général Davin parti de Coustonge, ayant forcé successivement les postes de Notre-Dame-del-Fau, des chapelles de Carbonils et de St.-Georges, parvint, après dix-huit heures de marche et de combat dans les rochers, à opérer sa jonction avec le général Augereau en débouchant près de la chapelle de la Magdeleine. Celui-ci filant à la faveur de l'obscurité, entre la fonderie de la Muga et Massanet, tourne les camps de l'ennemi; égorge le poste du pont de la Muga à St.-Sébastien; et gravit audacieusement la montagne, qui lui est disputée par une fusillade assez vive. Les troupes redoublent d'ardeur; la Magdeleine est enfin emportée; les colonnes réunies se dirigent sur le Augereau bat Courten

Roc-Blanc; et les dispositions sont prises pour seconder le général Guyeux, qui, de Darnuys, s'était avancé directement contre la fonderie.

Le lieutenant-général Courten, débordé par sa gauche, donne sur-le-champ l'ordre de la retraite; et rallie ses troupes, non sans peine, à quelque distance de là : quoiqu'il eût près de 10 mille hommes à opposer à la division Augereau, il n'osa attaquer les postes dont il venait d'être expulsé, avant d'avoir reçu les renforts demandés dès le commencement de l'action à son général en chef.

La gauche est repoussée par les Espagnols.

L'attaque de Sauret ne prit pas une tournure si favorable. La Union, instruit dans la nuit des préparatifs des Français, avait envoyé son chef d'état-major Morla vers Amarillas, chargé de la défense du centre depuis Campmani jusqu'à Llers. Le projet de cet officier était de tenir ferme dans ces positions, pour donner à Vives le temps de tomber sur Sauret avec les 10 mille hommes qui composaient l'aile droite. Heureusement pour les Français, que ce mouvement ne s'exécuta point avec la précision nécessaire; mais ils n'en furent pas moins engagés avec forces supérieures, et repoussés.

La difficulté des lieux avait déterminé Sauret à se diviser en trois colonnes, pour favoriser la marche et le déploiement; mais le général Guillot s'étant égaré avec sa brigade, les autres,

arrivés en présence des redoutes ennemies de Vilarscoli et Campmani, se virent dans la nécessité d'attaquer seules, et le firent sans succès. Taranco ayant de même contenu la colonne Victor à Espolla, le vicomte de Gand profita de ces avantages, déborda Sauret par la gauche et menaçait même de le prévenir au camp de Cantalup, lorsque des détachemens s'y jetèrent à propos, et le défendirent avec courage.

Dugommier tué; Pérignon le remplace.

Le centre, dont les efforts auraient dû seconder Sauret, ne put rien entreprendre : non-seulement Amarillas contenait ses colonnes, entre Campmani et le Llobregat; mais Dugommier, s'étant transporté dans ces entrefaites aux batteries de la montagne Noire, pour juger le mouvement de l'ennemi, y fut tué par un obus sur les dix heures. Cet événement malheureux jeta une fatale incertitude dans les opérations, jusqu'à ce que les représentans eussent investi Pérignon du commandement provisoire. Alors une nouvelle attaque fut ordonnée : mais Morla et Amarillas lui ayant opposé la même vigueur, elle n'obtint pas plus de succès que la première. Tout ce qu'on put faire, fut de dégager Sauret en menaçant le vicomte de Gand avec six bataillons qui le décidèrent à la retraite, et protégèrent le retour de la division française dans sa position : une autre brigade marcha au soutien

de la colonne du général Victor, qui reprit sans grande perte son premier poste.

Augereau culbute Courten, et lui enlève ses redoutes.

Cependant, Augereau ne s'était point contenté de ses premiers avantages : après avoir laissé reprendre haleine à ses troupes, il marcha de nouveau à l'ennemi. La grande redoute établie pour couvrir la fonderie, défendue par 1,200 hommes, opposait à la colonne de Guyeux une résistance que celle-ci ne pouvait vaincre. Le général Beaufort reçut ordre de la seconder, et d'attaquer ce formidable ouvrage de front, en même temps qu'il serait tourné par les chasseurs. Les Espagnols cédèrent enfin à un effort si bien combiné; Courten rallia les débris de sa division entre Escaulas et Figuères, abandonnant cinq redoutes, son artillerie, ses effets de campement et 1,200 prisonniers. Ainsi, malgré l'échec de la gauche, la journée fut toute à l'avantage des républicains; car le mouvement imaginé par Morla n'ayant eu aucun résultat, celui d'Augereau au contraire devint décisif, et il ne s'agissait plus que d'en recueillir le fruit.

Nouveau projet des républicains

Pérignon jugea sagement que son prédécesseur avait commis une faute en établissant ses troupes sur une ligne parallèle, et négligeant de renforcer sa droite où se trouvait le point le plus favorable à l'offensive. Il arrêta donc, pour le 20, de nouvelles dispositions qui attestent

la précision de son coup-d'œil militaire. Les brigades Guillot et Chabert, tirées du centre et de la gauche, furent désignées dans la journée du 19 pour renforcer le général Augereau au Roc-Blanc, et le mettre à même d'accabler Courten déjà entamé l'avant-veille; tandis que des démonstrations dirigées vers Espolla, fixeraient l'attention de l'ennemi sur l'extrémité opposée.

Cette résolution devait obtenir un succès d'autant plus certain, que La Union, au contraire, rassuré par la mort de Dugommier, restait oisif à Figuères, laissait ses troupes dispersées dans cent postes divers, et s'obstinait à rejeter les sages propositions de Morla. Cet habile officier voulait évacuer toutes les batteries le 19, afin de rassembler 20 mille hommes, et de tomber sur le centre et la gauche des Français, de les accabler, de s'emparer de la chaussée de Bellegarde, et de refouler leur droite dans les montagnes où elle eût été inévitablement prise ou dispersée. La fortune, fidèle aux républicains, ne permit pas l'adoption d'un plan si funeste pour eux : le général espagnol, perdant son temps en mesures défensives les plus minutieuses, se contenta d'envoyer quatre bataillons à Llada, et ne tarda pas à payer chèrement son obstination.

Le 20 au point du jour, Augereau s'ébranla; l'avant-garde, soutenue d'un bataillon de grena- Bataille du 20 novemb.

diers et de la brigade Guillot, fut chargée d'enlever la redoute en face du village d'Escaulas. Un bataillon conduit par l'aide-de-camp Verdier, appuyé de la brigade Chabert, devait se porter sur Laval, et attaquer le camp de Llers. La brigade Guyeux avait ordre de soutenir la première comme réserve, et celle du général Davin, de tenir la fonderie de la Muga, ainsi que les postes de la Magdeleine et du Roc-Blanc, sur lesquels l'ennemi aurait pu opérer un retour offensif.

Au centre, le général Beaufort devait attaquer de front avec la brigade Bannel les redoutes de Passimilians et de Fipans que le chef de brigade Royer prendrait de revers avec ses chasseurs, en tournant la montagne Noire. La brigade Martin se borna à faire de fausses attaques vers Canadal.

Enfin, le général Sauret, sur la gauche, avait pour instruction de ne sortir de son camp qu'avec deux brigades et 300 chevaux pour attirer l'attention de l'ennemi sur les fronts de St.-Clemente et de Villarscoli.

Brillante attaque de N.-D.-del-Roure et Llers.

L'attaque eut lieu le 20, comme elle avait été arrêtée. L'adjudant-général Bon, avec ses chasseurs défila par des sentiers pour ainsi dire impraticables, passa plusieurs fois la Muga dans l'eau jusqu'à la ceinture, gravit la montagne d'Escaulas sous le feu terrible des batteries espagnoles, et enleva à la baïonnette la fameuse re-

doute du centre. L'intrépide Bon, de concert avec le général Guillot, appuyé de la brigade Guyeux, comme réserve, s'élança sur la redoute de Notre-Dame-del-Rour, revêtue en maçonnerie, armée de 25 pièces de canon et défendue par des détachemens aux ordres de Cagigal et de Godoy. Le combat sans être sanglant fut quelque temps incertain.

Le comte de La Union, apprenant à Figuères que l'action était engagée sur toute sa ligne, accourut en toute hâte à la redoute del Roure, au moment où elle était ainsi assaillie. Voulant faire une sortie sur les Français, il tomba frappé d'une balle, et ses troupes découragées par cet événement autant que par ce qui se passait à la gauche, et par l'audace des assaillans, prirent en désordre le chemin de Figuères. La perte de cette redoute que les Espagnols regardaient comme inexpugnable, abrégea la résistance des trois autres, et bientôt le pont de Molins fut forcé. La Union est tué.

De son côté, la colonne de Verdier et de Chabert, n'avait pas rempli sa tâche avec une valeur moins brillante; elle aborda le camp de Llers à la baïonnette, mit en fuite les brigades Perlasca et Puerto qui le défendaient, et leur laissa à peine le temps d'enclouer l'artillerie. En vain un corps considérable venant de Figuères voulut rétablir le combat; entraîné par les fuyards, il fut refoulé dans la place et y entra pêle-mêle avec eux.

Attaques du centre.

Tandis que tout ceci se passait à la droite des Français, le général Beaufort menait ses attaques de front. La colonne du général Bannel ayant enlevé la redoute de Passimilians et le chef de brigade Royer celle du Rocher, malgré la vive résistance de leurs garnisons, les troupes de Las Amarillas évacuèrent successivement leurs retranchemens, et les firent sauter. Presqu'au même instant, une vingtaine de redoutes disparurent et ne laissèrent aux vainqueurs que des amas de décombres. Las Amarillas ne pouvant plus passer à Pont-de-Molins fit le tour par Peralada, et se replia sur les collines, près de Vilabertran.

Déroute des Espagnols.

Alors le désordre et la confusion furent portés au comble dans l'armée espagnole, privée de chef pendant plusieurs heures. Le prince de Montforte auquel l'ancienneté eût dévolu le commandement provisoire s'y était constamment refusé : Las Amarillas autorisé par son exemple et peu jaloux de se charger d'un si lourd fardeau en pareille occurrence, fit d'abord des difficultés, puis se décida à l'accepter, afin de ne pas augmenter les fâcheux résultats de la défaite. Il marqua la retraite sur Figuères, en faisant un long détour pour échapper à la cavalerie française qui débouchait déjà dans la plaine avec l'artillerie légère par Esterella et le pont de Molins.

A peine Courten eut-il formé l'aile gauche sous

le canon de la place, qu'on vit descendre en colonne les chasseurs de Bon et les brigades Guyeux et Guillot qui vinrent se ranger fièrement en bataille devant elle. Le lieutenant-général Mendinueta voulut un instant les arrêter avec sa cavalerie; mais chargée par les chasseurs de la Gironde, elle disparut aussitôt du champ de bataille; ce qui donna la facilité de s'emparer de deux redoutes qui battaient le grand chemin par où s'avançaient les colonnes de Beaufort. Courten, convaincu qu'il ne pourrait tenir devant les républicains avec des troupes découragées, abandonna les hauteurs d'Avignonet et fit part de sa position à Las Amarillas, au moment où celui-ci apprenait que les Français chassaient le brigadier Molina du poste de la Pedrera. Lorsque ces fâcheuses nouvelles parvinrent au commandant en chef, il délibérait avec ses généraux s'il défendrait le camp retranché établi sous Figuères entre Avignonet et Siéra Mijana, s'il se retirerait jusques sous Girone, ou enfin s'il s'arrêterait en intermédiaire sur la Fluvia. On sent qu'un avis pareil tranchait la question : la retraite fut donc résolue à l'unanimité jusqu'à Girone; Courten reçut l'ordre de la couvrir, en se portant à gauche, et Izquierdo d'aller prendre poste en toute hâte au pic d'Oriols, avec 4 mille hommes de pied et 3 mille chevaux, pour assurer le passage de la rivière à Bascara.

Opérations à la gauche vers Bagnols

Cette retraite précipitée faillit devenir funeste à la droite espagnole qui, amusée par les démonstrations de Sauret et sans nouvelle de ce qui s'était passé à sa gauche, avait gardé ses positions, depuis la batterie de Pignon jusqu'à Rabos. Encore une heure et elle se trouvait prise; car, tandis que le comte de St.-Hilaire, le vicomte de Gand et le brigadier Taranco, enhardis par la feinte timidité des attaques des brigades Micas et Pelletier sur Villarscoli et Rabos, allaient donner tête baissée dans le piége, la brigade Victor débouchait de Bagnols sur leurs derrières et s'apprêtait à leur couper la retraite. Heureusement l'ordre de se retirer sur Massarach parvint à temps au lieutenant-général Vives; il ne put cependant l'exécuter sans perte; car, aussitôt que le mouvement rétrograde fut prononcé, Sauret fit pousser par Micas la brigade de St.-Hilaire et les émigrés de la légion de la Reine jusqu'à St.-Clemente, et la brigade de Taranco sur Massarach par le général Pelletier : ce dernier opéra sa jonction avec les troupes de Victor, à peu de distance de ce village, et força son adversaire d'abandonner plusieurs pièces de canon.

Vives poursuivi, mais non entamé, ayant réuni 9 mille hommes et 32 pièces de canon sur les hauteurs de Malvicina, ne prétendait pas seulement se maintenir dans cette position devenue classique par l'importance qu'y attachait le

maréchal de Vauban (1); il proposa même de les diriger sur Figuères, sans égard à ce qui se passait sur sa gauche; il fallut que Las Amarillas lui réitérât l'ordre de se retirer. On sent ce que cette division serait devenue, si Augereau et Beaufort se fussent portés sur son flanc gauche. Pour avoir différé son mouvement de quelques instans, son artillerie ne put le suivre et fut envoyée à Roses; ses troupes n'arrivèrent à Girone qu'après une marche forcée de vingt-trois heures.

Telle fut dans son ensemble la fameuse journée du 20 novembre, qui ouvrit les portes de l'Espagne aux républicains, et prouva l'insuffisance des retranchemens pour garder une ligne tant soit peu étendue. La perte des Espagnols fut considérable, encore qu'on eût fait peu de prisonniers. La cause de cet acharnement fut justifiée; en se retirant, le 19 novembre, des redoutes de la Magdeleine et de la Salud qui étaient minées, les Espagnols les firent sauter au moyen de mèches dont l'effet lent et certain creusa le tombeau des vainqueurs sur le théâtre même de leur gloire: plusieurs soldats républicains tombèrent

(1) Cette position se compose d'une chaîne de cinq à six collines situées au milieu du Lampourdan, et dans une direction parallèle à la mer. Vauban la donnait comme un poste de refuge pour les armées françaises en Catalogne; mais il fallait être maître de la mer, sans cela elle eût été dangereuse.

victimes de cette ruse de guerre, à peine concevable entre peuples civilisés.

Positions des vainqueurs.

Le lendemain de la bataille l'armée française s'établit à la vue de Figuères. Augereau appuya sa droite à la Magdeleine, et sa gauche à Pont-de-Molins. Un corps considérable de sa division établi à Villa-Franca coupa les communications de cette forteresse avec les débris de l'armée battue. Le général Beaufort, commandant le centre, couvrit le pont de Ricardel et la grande route. Sauret prit poste à St.-Clemente. La brigade Victor s'avança vers la côte entre Llanca et Cadaques, puis occupa les hauteurs qui dominent Roses.

Nouvelle position des Espagnols.

Las Amarillas, après avoir réuni les restes de son armée, mis garnison dans les châteaux de Girone, et envoyé le général Izquierdo prendre le commandement de Roses, s'établit à Costeroches, deux lieues en avant de Girone, et plaça son avant-garde à Oriols. Il aurait encore pu en imposer aux Français; car, pour pénétrer en Catalogne avec quelque sûreté, il fallait se rendre maître de Figuères ou de Roses, et les républicains n'étaient ni assez forts, ni assez abondamment pourvus de munitions, pour commencer le siége de l'une ou l'autre de ces places, dans l'arrière saison, et à la vue d'une armée ennemie. Mais les chefs, comme les soldats espagnols, avaient perdu toute confiance, et s'accusaient réciproquement de leurs défaites. La désertion

faisait de grands ravages dans les corps, et atteignait même les officiers.

Prise de Figuères.

Informé de la détresse de son adversaire, le général français poussa dans la nuit du 23 au 24 novembre une reconnaissance dans Figuères, où elle fut reçue aux acclamations des habitans, et força la garnison à se renfermer précipitamment dans le fort. Ce fait, rapporté à Pérignon, lui prouva qu'il serait facile de l'intimider, en lui envoyant une sommation. Après deux jours de pourparlers, la capitulation fut signée le 27 novembre à Pont-de-Molins. Une garnison de 9,400 hommes dans la place réputée la plus forte de l'Espagne, munie de toutes les munitions de guerre et de bouche nécessaires, eut la honte de déposer les armes devant un corps à peine double d'elle, et qui ne l'avait point encore investie. Le gouverneur Valdès, qui consentit à cette honteuse transaction, s'était distingué à Toulon, et sa conduite antérieure donna lieu de croire qu'il se laissa gagner par les généraux républicains; condamné à mort, à sa rentrée en Espagne, sa peine fut commuée en une détention perpétuelle : quelques personnes, pour le justifier, ont affirmé que sa place ayant servi de refuge à tous les fuyards, il ne pouvait plus compter sur sa garnison, et en perdit la tête; d'autres affirment que cet événement fut le résultat des progrès que les maximes démocratiques avaient faits parmi les troupes espagnoles. Quoi

qu'il en soit, le Roi s'en prit au marquis de Las Amarillas, le fit arrêter, et ordonna une enquête sévère de sa conduite.

Attaque de Roses.

La prise de Figuères procura non-seulement des approvisionnemens de toute espèce aux Français, mais encore les rendit maîtres de la plaine du Lampourdan fertile en grains et en vins. Cette riche conquête détermina le siége de Roses. Pérignon, laissant donc la division Augereau concentrée sous Figuères, avec des postes sur le Manol, dirigea aussitôt sa gauche renforcée contre cette première place, dont il compléta l'investissement le 28. Mais Izquierdo, qui y commandait 4 mille hommes, bien différent de Valdès, offrit un contraste extraordinaire en défendant une mauvaise bicoque, pendant soixante-dix jours de siége, contre la même armée qui venait de prendre sans coup férir une des plus fortes places de l'Europe.

La ville de Roses, bâtie sur le bord du golfe auquel elle a donné son nom, n'est entourée que d'une double muraille, sans fossé, ni chemin couvert; elle se trouve commandée par une citadelle, et celle-ci l'est elle-même par le fort de la Trinité, assis sur une montagne escarpée qui découvre au loin la mer.

La garnison de la ville, de la citadelle et du fort, n'était pas moindre de 4,800 hommes, et c'était tout ce qu'exigeait le développement de

leurs ouvrages. Avec la faculté d'être ravitaillée, remplacée ou retirée par l'escadre de l'amiral Gravina, on sent, malgré l'imperfection des fortifications, combien elle avait de moyens de contrarier les attaques des Français. Elle fut en outre secondée par la rigueur de la saison qui rendit les travaux d'approche encore plus rudes; mais les soldats républicains, qui avaient montré une valeur si brillante dans le cours de cette campagne, mirent le sceau à leur gloire par la persévérance et le zèle avec lesquels ils poussèrent le siége au milieu des frimas et des neiges; et leurs adversaires, rivalisant avec eux dans cette occasion, firent de cette opération, d'ailleurs secondaire, un fait d'armes digne de remarque. Le fort de la Trinité fut réduit le 7 janvier 1795, et, dès ce moment, tous les efforts des Français se tournèrent contre la place. Le 25, onze batteries, dont une de 18 pièces de 36 et de 24, battirent en brèche et ruinèrent ses dernières défenses. La garnison, menacée d'un assaut, s'embarqua dans la nuit du 2 au 3 février, et ne laissa que 300 hommes pour couvrir sa retraite. Ces derniers battirent la chamade le lendemain, et demeurèrent prisonniers.

Inaction de l'armée.

L'armée espagnole plongée dans l'abattement ne fit, pendant les soixante-dix jours que dura le siége, aucune tentative pour forcer les Français à le lever. Bien que la cour eût placé tout son espoir dans le lieutenant-général Urrutia qu'elle

donna pour successeur au comte de La Union: son activité ne réussit pas à la mettre assez tôt en état de prendre l'offensive. Tout ce qu'il put faire fut de la réorganiser et de la porter à St.-Estevan, de placer son avant-garde à Oriols dans une position qui, dominant Bascara et la Fluvia, lui assurât tous les avantages des affaires de postes.

Ainsi se termina la campagne aux Pyrénées Orientales. On voit que les Français prirent complétement leur revanche sur les Espagnols, et que, maîtres du Lampourdan et de deux excellentes places, ils n'avaient rien à désirer pour ouvrir avec éclat la campagne suivante.

Opérations aux Pyrénées Occidentales (1).

Dispositions défensives du général espagnol.

On a terminé la première période sur cette ligne, au moment où la perte des débouchés de la vallée de Bastan, et l'échec de la Croix-des-Bouquets, avaient déterminé le cabinet de Madrid à remplacer le général Caro par le comte de Colomera. Ce nouveau général en chef, par déférence pour le ministère, consentit à se maintenir dans la vallée de Bastan: mais, ne se dissimulant pas combien sa ligne était aventurée, il engagea les habitans à s'armer et à se joindre à lui pour défendre leurs foyers, à l'imitation de leurs ancêtres dans les guerres de Louis XIV. Sa procla-

(1) Consultez la planche III *bis*.

mation ne produisit aucun effet. Les hommes prennent rarement de ces résolutions énergiques, s'ils ne sont sûrs de trouver un appui dans l'armée de ligne; et les habitans de cette vallée avaient de trop bonnes raisons pour se livrer aveuglément aux promesses d'un général qui se disposait à battre en retraite.

Trompé dans son attente par l'apathie de ces auxiliaires, le comte de Colomera recommanda la plus grande vigilance au lieutenant-général Urrutia qu'il chargea du commandement de la vallée; et masqua les cols de Berderis, d'Ispeguy et de Maya, au moyen des dispositions suivantes. Le marquis de St.-Simon fut placé à Arquinzu, à gauche de Berderis, couvrant la fonderie d'Eugui avec 1,600 hommes de la légion royale des Pyrénées et du régiment de Zamora. Erazun et Arizcun furent occupés par le gros de la division; son avant-garde tint le col et le fort de Maya; le maréchal-de-camp Filangieri garda avec trois bataillons le roc Commissari et la gorge d'Olhet. Il était aisé de voir que la position de St.-Simon, quelque forte qu'elle fût, se trouvait dénuée de soutien: soit que Moncey en fût instruit, soit qu'il jugeât l'importance de préluder à l'attaque de la vallée de Bastan, en s'emparant d'un poste qui prenait à revers tous les autres camps d'Urrutia, il fit assaillir le front des émigrés par la brigade Digonet, tandis que Latour-d'Auvergne les tournait avec ses grenadiers. Trop de précipitation de la part

du général Digonet donna l'éveil, avant que cette dernière colonne eut achevé son mouvement. Les émigrés, à moitié surpris, se défendirent d'abord avec courage; mais, instruits de l'arrivée de Latour-d'Auvergne, ils eurent le temps de se retirer sur Irouita, vivement harcelés par les républicains, et avec perte de 2 à 300 hommes.

Projet des Français pour l'invasion.

Encouragés par ces succès, et convaincus qu'il était temps de prendre l'offensive, les Français assemblèrent un conseil de guerre, qui résolut de pénétrer en Espagne. La division Moncey, consistant en 13 bataillons et 800 chevaux, devait descendre en quatre colonnes, de Berderis, Ispeguy, Elorieta et Maya, dans la vallée de Bastan; et opérer ensuite sa réunion avec les neuf bataillons de la division Laborde. Vers la côte, le général Frégeville, avec autant d'infanterie et 200 chevaux, devait passer la Bidassoa, aussitôt que les deux premiers corps auraient effectué leur jonction. Pendant que ces efforts se feraient au centre et à la droite, les généraux Mauco et Marbot, avec la division de St.-Jean-Pied-de-Port, tiendraient en échec les 10 mille Espagnols répartis dans la vallée de Roncevaux et au camp de Lindous, sous les ordres du duc d'Ossuna.

Tout se mit en mouvement dans la nuit du 24 juillet.

Combat dans la vallée de Bastan,

La première colonne de Moncey, composée de trois bataillons, 100 chevaux et deux pièces de 4, conduite par le général Digonnet,

après avoir enlevé la redoute qui fermait le col d'Ispeguy, se porta sur Erazun et Arizcun, secondé par deux bataillons descendus du col d'Elorieta : le chef de brigade Lefranc, partant de Berderis avec trois bataillons, balaya les postes de Mendizabal. Après avoir forcé les gorges d'Arizcun où les ennemis s'étaient rassemblés, les deux colonnes de Digonnet pénétrèrent dans ce village; et y ayant opéré leur jonction, poursuivirent leur marche sur Ellisondo. Le général Moncey conduisit la troisième colonne, forte de six bataillons, 600 chevaux et six bouches à feu, sur le col de Maya où l'on croyait trouver l'ennemi en forces : mais le comte d'Urrutia, intimidé par les mouvemens menaçans qui s'opéraient autour de lui, l'avait fait évacuer, ainsi que le fort même, contre lequel Latour-d'Auvergne se dirigea avec 16 compagnies de grenadiers. Moncey poursuivit alors sa marche sur Ellisondo où la division fut réunie. Les Espagnols inférieurs en nombre, débordés de tous côtés et n'ayant de réserve nulle part, ne firent pas la résistance à laquelle on s'attendait généralement.

Prise de Commissari et de Berra.

Dans ces entrefaites, la division Laborde reçut l'ordre d'attaquer les retranchemens de la montagne de Commissari, et le camp retranché de Berra. Cette expédition offrait des obstacles multipliés; car il s'agissait d'enlever deux mamelons

d'un accès très-difficile, couronnés chacun par une redoute, liés entre eux par un retranchement et défendus par des batteries à tous leurs accès ; ce poste intéressant était confié au brigadier Cagigal avec environ 800 hommes. (*Pl. III.*)

Laborde, après une reconnaissance, estimant avoir assez de forces pour assaillir en même temps cette position par le centre et les ailes, partagea sa division en trois colonnes. Le général Dessein, partant de Mandale à la droite, se dirigea avec trois bataillons contre l'espèce de courtine qui liait les deux redoutes : quatre bataillons au centre, sous la conduite du général Laborde, se portèrent par la gorge d'Olhiet entre la redoute et le camp des grenadiers et chasseurs espagnols ; enfin, deux bataillons à la gauche, sous les ordres du général Cambray, après avoir forcé le passage à l'est de la Rhune et le petit camp retranché de Berra, devaient gagner les hauteurs de ce bourg.

Le général Dessein arriva au point d'attaque sous le feu croisé des batteries, força la courtine, et se jeta sur la redoute étoilée. Laborde, après avoir coupé la communication des retranchemens du rocher, avec le camp de Berra, y entra à la baïonnette ; et, sans reprendre haleine, gagna le haut de la montagne. Le brigadier Cagigal, jeune militaire distingué par son courage,

assailli dans l'ouvrage étoilé par ces deux colonnes, s'y défendit en désespéré, et fut fait prisonnier après avoir vu tomber la moitié des siens. Dans le même moment, le général Cambray prit la redoute de *Marie-Louise*, et couronna les hauteurs de Berra.

C'en était assez pour déterminer l'évacuation d'Echalar, de Berra, de Lesaca, et de la vallée de Lérin; tous ces postes furent abandonnés par les troupes d'Urrutia, Mendizabal et le marquis de St.-Simon, accablés sur leurs flancs, ne pouvant plus communiquer directement par Berra avec Yrun et St.-Martial, se virent forcés à se retirer sur St.-Esteven. La moitié de cette faible division du centre occupa les hauteurs d'Almendos; et l'autre couvrit les sommités de la vallée de Lérin. La brigade de l'aile gauche qui tenait Biriatu, se trouvant en l'air sur la rive droite de la Bidassoa, reçut également l'ordre de repasser cette rivière, de placer des batteries sur tous les points accessibles, et de défendre le passage à la faveur des palissades dont on avait barricadé son lit.

Outre la perte de 400 prisonniers, les Espagnols eurent encore à regretter tous leurs magasins, boulangeries et ambulances. Les Français, au contraire, établis en forces au centre de la ligne ennemie, eurent dès-lors la faculté de combiner leurs efforts sur la droite des lignes d'Yrun, avec

les deux divisions dont la jonction s'effectua le 27 juillet à Lesaca.

Colomera s'obstine à tenir la ligne de la Bidassoa.

Quoiqu'averti des dangers qui le menaçaient par la trouée faite à sa ligne, le comte de Colomera ne jugea point encore devoir effectuer sa retraite. Comptant beaucoup trop sur la perfection du camp de St.-Martial, auquel l'armée n'avait cessé de travailler depuis quinze mois, il prescrivit au lieutenant-général Gil d'y tenir jusqu'à la dernière extrémité, exigea d'Urrutia de se maintenir sur la Bidassoa, dont la rive gauche était hérissée de batteries, et crut par ces dispositions être en mesure de braver l'orage prêt à fondre sur lui.

Disposition des Français pour écraser sa gauche à St.-Martial.

Muller, pressé par les représentans et enhardi par ses succès, prend l'avis d'un conseil de guerre, et se décide à attaquer ces retranchemens qu'il a si heureusement tournés.

La position des divisions Moncey et Laborde, semblait l'inviter à les réunir à St.-Esteven, pour tomber par les sources de l'Urumea dans la vallée d'Ernani, ou à faire rabattre la première sur Lesaca, pour y joindre Laborde et marcher de concert sur la montagne d'Haya, afin de menacer l'unique retraite des Espagnols par Oyarzun. Le premier mouvement eût procuré plus d'avance sur l'ennemi; mais il parut sans doute décousu et dangereux, puisqu'on serait descendu des montagnes sans artillerie, au milieu d'une

armée amplement pourvue de tout. On préféra le dernier, qui donnait le moyen de combiner une attaque simultanée avec la division Frégeville, restée devant la Bidassoa, et qui assaillirait de front le camp de St.-Martial. Mais il fallait, pour exécuter cette manœuvre, ramener la division Moncey sur Lesaca, par les chemins affreux de la montagne d'Atchiola. Elle partit, à cet effet, le 27 juillet, et marcha sans relâche pendant trente-deux heures, pour parcourir ces sept lieues de terrain. L'attaque fut fixée au 1er août; et il était convenu que dès la veille Moncey s'emparerait de la montagne d'Haya. Le malheureux retard, occasionné par cette pénible marche, fit que les deux divisions arrivèrent trop tard pour remplir entièrement leur but; car le temps nébuleux, et la fatigue, ayant empêché d'escalader cette montagne le 31 juillet, on dut remettre l'attaque au 1er août.

Prise de ce camp et de Fontarabie

Ignorant toutefois ce retard, Frégeville s'était mis en marche comme il en était convenu le 31 juillet. Après avoir laissé deux bataillons en observation au pas de Bioby, il avait remonté la Bidassoa avec sept autres, qui se dirigèrent sur Biriatu et le bac de Boga; franchirent la rivière, malgré les palissades, et assaillirent à revers les batteries du camp de St.-Martial.

Le général Gil, bien qu'il eût 10 bataillons et mille chevaux, ne fit qu'une molle résistance:

il est vraisemblable qu'il reçut avis de la marche de Moncey, et que la situation désespérée où il se fût trouvé en prolongeant sa défense, le détermina à une prompte retraite. Ses troupes ébranlées par l'apparition des Français sur les hauteurs d'Haya, n'attendirent d'ailleurs pas ses ordres, et prirent la fuite sur Oyarzun. L'arrière-garde, seule, fit sa retraite avec la plus grande fermeté, et malgré l'explosion prématurée du magasin à poudre, qu'on fit sauter pour ainsi dire dans ses rangs.

Au bruit de cette explosion, signe infaillible de la déroute, la colonne de Moncey redoublant d'ardeur, descendit en toute hâte la montagne de Haya sur les derrières de l'ennemi, pour lui couper la retraite, que Frégeville retardait en le harcelant sur la grande route de Bayonne à Madrid. Gil eut beaucoup de peine à gagner Ernani, et dut son salut aux belles manœuvres de sa cavalerie commandée par le maréchal-de-camp Mirau, et de la contenance vraiment digne d'éloge des bataillons de Reding, gardes Wallones et Ultonia. Son parc ne put dépasser Irun, et y fut recueilli par les républicains avec plusieurs magasins auxquels il n'eut pas le temps de mettre le feu; l'artillerie des redoutes devint également la proie des vainqueurs qui évaluèrent leurs prises à plus de 200 pièces.

La division Frégeville prit poste sur les hauteurs en arrière d'Oyarzun; celle de Moncey, à Yrun, d'où il envoya sommer Fontarabie. Cette place qu'on avait moins bien soignée que les retranchemens de la Bidassoa, et dont l'alcade était, dit-on, partisan des républicains, se rendit sur-le-champ; la garnison déposa les armes.

Le lendemain de ce brillant combat, Muller donna ordre aux divisions Laborde et Frégeville de se porter sur Ernani, et au général Moncey de former l'investissement de St.-Sébastien. Le comte de Colomera avait abandonné cette position, et s'était retiré à Tolosa. Les Français s'y établirent sans obstacles. Moncey après s'être emparé de Renteria et du port du Passage, somma St.-Sébastien, défendu par une garnison de 1,700 hommes. Latour-d'Auvergne envoyé comme parlementaire, profitant habilement de la terreur qu'inspirait l'apparition subite de l'armée française sur les glacis, ainsi que de la mésintelligence qui régnait entre les magistrats et le gouverneur, homme faible et pusillanime, détermina ce dernier à capituler. La division Moncey prit possession de la place le 4 août, et la garnison fut envoyée en France. Prise de St.-Sébastien. 4 août.

Le général Frégeville, ayant poussé le 9 août la brigade du général Merle en reconnaissance sur Tolosa qu'occupait l'avant-garde espagnole, le comte Colomera crut voir toute l'armée répu- Colomera abandonne Tolosa et fait une retraite excentrique.

blicaine en mouvement; et, ne voulant pas s'exposer à recevoir le choc, abandonna sa position. Cette retraite prématurée entraînait de graves inconvéniens; car pour couvrir à la fois les routes de Pampelune et de Madrid, il fut obligé de diviser le peu de troupes qu'il lui restait. Environ 3 mille hommes se retirèrent sur la première, le reste alla prendre position sur les hauteurs de Montdragon. L'avant-garde qui occupait Tolosa devait protéger la marche divergente en défendant ce poste aussi long-temps que possible; mais, à l'apparition des Français, les chasseurs catalans ayant lâché pied, tout prit la fuite, à l'exception de la cavalerie du général Mirau, qui se replia en bon ordre, et trouva l'occasion de charger avec succès l'infanterie légère, qui s'abandonnait à la poursuite avec plus d'ardeur que de prudence.

La prise de Fontarabie et de St.-Sébastien où l'on trouva une grande quantité d'artillerie, d'approvisionnement de guerre et de bouche et d'objets pour la marine, tira l'armée française de la pénurie où elle s'était trouvée jusqu'alors. Plus d'inquiétudes pour les subsistances ni d'embarras pour les charrois; ses parcs et ses ambulances étaient en sûreté, et rien ne semblait désormais pouvoir s'opposer à sa marche, aussitôt qu'elle aurait fait tomber Pampelune. Mais l'attente des secours en marche de l'ouest, et un peu de cir-

conspection, empêchèrent l'armée de profiter de l'épouvante que ces succès avaient répandue chez ses ennemis.

Mesures arrêtées par la cour de Madrid.

Tant de revers plongèrent le cabinet de Madrid dans le plus grand embarras. Les hommes d'état les plus recommandables ne voyaient de remèdes à tous les maux prêts d'accabler la monarchie que dans la paix; mais le duc d'Alcudia et quelques conseillers gagnés par l'or de l'Angleterre, s'y opposaient encore. On détourna l'attention du peuple en imputant à la trahison, des revers qui n'étaient que les fruits de l'impéritie du général en chef. Une circonstance particulière donna une couleur de vérité aux assertions du comte de Colomera. On a déjà dit que les états de la province de Guipuscoa s'étaient refusés aux levées d'hommes réclamées par le général Caro à l'ouverture de la campagne. Le refus d'obtempérer à cette réquisition n'était nullement un acte de rébellion, puisque les priviléges de cette province l'exemptaient de milices : mais aussitôt que, par la prise de Fontarabie et de St.-Sébastien, les Français eurent le pied en Espagne, les Etats prévoyant que la petite armée de Colomera ne pourrait garantir le pays d'une occupation étrangère, firent valoir aux vainqueurs l'opposition qu'ils avaient mise aux levées demandées, et pour s'affranchir des taxes ou contributions vexatoires imposées aux pays conquis, de-

mandèrent que la province fût considérée comme un état libre, et indépendant de la monarchie espagnole.

Cette négociation, que les représentans en mission auprès de l'armée présentèrent comme un élan sublime vers la liberté, et dont ils n'avaient point démêlé le véritable objet, échoua sur le point d'être conclue. Quelques dépêches des membres de la junte venant à être interceptées la découvrirent, et attirèrent sur le pays toutes les calamités qu'elle désirait lui épargner.

Les représentans, humiliés d'avoir été joués par cette assemblée provinciale, déployèrent une sévérité féroce, digne du régime de terreur qui pesait alors sur la France. Une colonne mobile fut envoyée à Guetaria où les Etats étaient assemblés; ils furent cassés, et la guillotine élevée sur la place de St.-Sébastien, au mépris des capitulations, frappa les nobles et les prêtres avec autant d'acharnement qu'on aurait pu en déployer dans la Vendée. Le représentant Pinet surtout s'acquit dans ces contrées une réputation qui le disputait à celle de Carrier, et força le gouvernement de céder à la clameur publique en le rappelant au sein de la Convention.

De son côté, Colomera attentif à tirer parti de tout ce qui pouvait atténuer les torts de sa retraite, cria à la félonie et déroula aux yeux du ministère un plan de conspiration qui ne tendait

à rien moins qu'à renverser le trône et à transformer la Péninsule en une vaste république. On crut urgent d'étouffer ces germes de sédition, et les malheureux Guipuscoains qui avaient échappé au fer de la guillotine tombèrent sous celui des exécuteurs espagnols.

Après ces sanglantes expéditions, on implora la bénédiction divine sur les armes castillanes. Des prières publiques furent ordonnées, pendant neuf jours, dans toutes les églises du royaume, et l'on songea enfin à prendre des mesures propres à arrêter l'invasion. Un conseil extraordinaire fut convoqué : après un mur examen des difficultés qu'éprouvait le recrutement du 30e homme décrété dès le commencement de l'année, et du peu de troupes disponibles dans l'intérieur, ce conseil adopta l'idée d'une levée en masse proposée par Caro. Bien qu'il fût trop tard pour obtenir de cette mesure tout le fruit qu'on s'en promettait, l'empressement des Biscayens à marcher prouva que, prise à temps, elle eût sauvé la ligne de défense qu'on venait de perdre.

Au reste, l'indécision du général français, la mésintelligence qui régnait entre lui et les représentans, favorisèrent beaucoup ces levées en donnant le temps de les organiser, et firent plus en faveur de Colomera que les 200 gardes-du-corps, le petit nombre de wallons recrutés à la hâte, et les

paysans de la Biscaye ou de la province d'Alava qui renforcèrent son cordon.

Cependant l'armée française ne pouvait prétendre se maintenir à Tolosa sans avoir soumis Pampelune; et le siége de cette place offrait de grandes difficultés. L'armée républicaine n'avait point de grosse artillerie; elle manquait de moyens de transports et de vivres, parce qu'on les avait consommés pendant les six semaines écoulées à discuter un nouveau plan de campagne, et à faire des courses sur la rive droite de l'Orio.

Positions fautives et disséminées des Espagnols.

Le comte de Colomera eut donc tout le loisir d'organiser ses forces et de les disposer sur sa nouvelle ligne. La distribution qu'il en fit était mal entendue. Au lieu de les réunir aux sources de l'Agra, couvrant Pampelune et menaçant le flanc gauche de son adversaire, il en forma une espèce de cordon, depuis la vallée de Roncal sur les confins de l'Aragon jusqu'à l'embouchure de la Deba. Le corps principal fort de 4 mille hommes de troupes de ligne et du double de paysans, campa sur les montagnes d'Elosna aux ordres des lieutenans-généraux Gil et Ruby; 2,500 hommes de troupes de ligne et environ 5 mille miliciens de Biscaye furent disséminés dans les postes intermédiaires. Le général Urrutia fut chargé de garder les têtes de vallées qui versent leurs eaux dans l'Agra, avec 6 à 7 mille hommes de ligne et

autant de levées; enfin le duc d'Ossuna, avec la droite restée intacte, conserva tous ses postes dans les vallées de Salazar, d'Irati, de Ronceveaux et d'Erro.

Muller est remplacé par Moncey

Muller, contrarié dans ses projets par les représentans, et peut-être trop sensible à leurs emportemens, résigna le commandement, et préféra servir comme simple divisionnaire dans une autre armée. Le général Moncey qui le remplaça, ayant enfin été délivré de la présence du représentant Pinet, songea à réunir la droite de l'armée, qui jusqu'alors avait été disséminée sur Guetaria et autres postes de la côte, en retirant l'avant-garde de la division Frégeville à Andoin, et le corps de bataille à Ernani derrière l'Orio, afin de mieux le lier à la division Laborde, et d'attendre pour continuer l'offensive les 15 bataillons envoyés de la Vendée. Il s'en était expliqué ouvertement dans un conseil où tous ses généraux furent consultés; mais le représentant Garrau s'y opposa sous prétexte que la conquête de Tolosa avait trop fait de bruit pour abandonner cette ville sans y être forcé par les événemens de la guerre. Il fallut donc attendre la décision du comité de salut public qui loin d'approuver la marche rétrograde, autorisa seulement l'évacuation de Guetaria, et prescrivit de réunir les divisions Frégeville et Laborde, de les porter avec célérité par Lans et Lecumberry sur Pampelune, tandis que les divi-

sions de la gauche chasseraient les Espagnols d'Orbaizeta, de Roncevaux et de Burguette.

Projet des Français sur la droite des Espagnols.

Ce projet qui consistait à écraser la droite de l'ennemi, comme on venait déjà d'accabler son centre et sa gauche, était conçu sur de bons principes: mais l'exécution, confiée à dix colonnes morcelées, opérant sur un rayon de 25 lieues par des vallées dénuées de communications transversales, était sujette à bien des obstacles, et fournit matière à plus d'un commentaire.

Le général Moncey soumit son plan d'exécution le 7 septembre à un conseil de guerre qui l'approuva, et l'envoya ensuite au comité dont il obtint également le suffrage. Il consistait à présenter des têtes de colonne aux principaux points de la ligne ennemie; d'en faire attaquer quelques-uns, et de former, par la réunion de plusieurs divisions, un corps d'élite qui se frayerait un passage de vive force, et prendrait position entre la droite des Espagnols et la place de Pampelune. A cet effet, une partie de la division Marbot devait se porter par Otchagavia sur Villanueva, pour tourner les troupes du duc d'Ossuna établies à Orbaizeta et Roncevaux; tandis que la brigade Roucher se dirigerait sur la fonderie par le mont Abody. Le général Mauco, avec cinq bataillons, s'avança par le grand chemin d'Orisson sur Altobiscar, pour assaillir de front le camp de Lindus tenu par Mendizabal, en même temps que trois

bataillons détachés sur Berderis et Almendos inquiéteraient ses flancs. Ces troupes devaient ensuite harceler l'ennemi, dès qu'il ferait quelque mouvement pour éviter d'être tourné, soit par la colonne Marbot, soit par celle de 13 bataillons, 200 chevaux et une batterie légère qui, sous la conduite de Laborde, devait déboucher de Bellate vers Lans, en chasser la brigade Filangieri, se porter sur les derrières du duc d'Ossuna, puis lui couper toute communication avec Pampelune, en s'établissant entre Cubiry et Burguette. Cinq bataillons, partant de Maya, furent destinés à flanquer cette dernière colonne, et à prendre position à Aoyca, aux ordres du général Digonet. Enfin l'aile droite seconda l'entreprise par un mouvement sur les montagnes de Gority.

On voit, par la distance des colonnes et les obstacles insurmontables qui les séparaient, combien il eût été facile à Urrutia de faire échouer cette entreprise. Il ne s'agissait pour cela que d'abandonner à temps quelques vallées, et de se concentrer dans la plaine de Pampelune, afin de repousser successivement, avec la masse de ses forces, toutes les colonnes, à mesure qu'elles déboucheraient des vallées de Roncevaux, d'Erro, d'Euguy et de Lans. Mais il en fut autrement : les Espagnols se crurent inattaquables derrière des retranchemens; et partout ils furent battus, culbutés, malgré les dispositions trop étendues de leurs adversaires.

Premiers mouvemens des divisions républicaines.

Une attaque de cette nature exigeait beaucoup de mouvemens préparatoires. Tout étant disposé, et une partie des renforts de la Vendée, parmi lesquels se trouvaient quelques débris des vétérans de la garnison de Mayence, étant arrivée, on employa les journées des 15 et 16 octobre à rapprocher les colonnes des points d'attaque.

Le général Frégeville concentra neuf bataillons à Arezo, le 16; et les dirigea par Gority et Arriba sur Lecumberry; il enleva le premier de ces postes à la suite d'un engagement assez vif, et l'ennemi lui disputa faiblement le dernier.

Pinet, ayant réuni cinq bataillons à Zubietta, se dirigea sur Aoyca (1). Sa destination était de menacer par la Tassa les derrières du corps qu'assaillait Frégeville, et de lier les communications de celui-ci avec le centre : ce qui, dans un mouvement offensif aussi prononcé, paraissait du moins inutile.

Le général Laborde, parti le 15 d'Ellisondo, se dirigea par le col de Belate sur Lans, que les troupes de Filangieri lui cédèrent après une faible résistance; il y opéra sa jonction avec les brigades Castelvert et Dumas fortes de neuf bataillons, qui de Baigory avaient marché sur le col de Berderis,

(1) Il ne faut pas confondre ce bourg d'Aoyca, qui se trouve près du port de Zubiette, avec celui de Aoys, sur la rivière d'Irati, à l'est de Pampelune, dont il sera aussi fait mention.

et chassé les Espagnols de ce poste par une attaque combinée des plus chaudes. Cette réunion de 10 bataillons d'élite forma le corps qu'on nomma *Colonne infernale*, par allusion à la valeur éprouvée des troupes qui le composaient. Il se mit en mouvement dans la nuit, et malgré la difficulté des chemins, arriva de bonne heure devant Euguy, où Filangiéri avait réuni environ 2 mille hommes. Le général Laborde lança sur eux les grenadiers et les chasseurs : quoique les Espagnols prissent la fuite sans attendre le choc, néanmoins ils ne purent éviter la rencontre des premiers, qui les culbutèrent, et leur enlevèrent deux pièces de canon.

Pendant que ces divers mouvemens s'exécutaient, le général en chef Moncey, s'avançait au centre avec la division Mauco, sur le plateau de Yeropil; guettant l'instant de descendre dans la vallée, et d'assaillir Orbaizeta de front, dès que Marbot, arrivé à sa destination, l'attaquerait à revers.

Ce dernier, après avoir gravi avec la division de gauche, les monts d'Hori, d'où surgissent la Nive, l'Yrati et plusieurs affluens du Cassan, parvint à déloger l'ennemi d'Otchagavia à la suite d'un vigoureux combat.

Le général Urrutia, menacé sur tous les points de sa ligne, et ignorant encore que Filangiéri eût été forcé dans Lanz et à Euguy, s'imagina que les

Français méditaient un coup de main sur Orbaizeta et concentra sa petite réserve à Altobiscar, en renouvelant l'ordre à ses généraux de tenir ferme à leurs postes.

Combat de Viscarette. 17 octobre.

Le 17, jour fixé pour l'attaque, la colonne infernale se mit en marche dans l'intention de rabattre à gauche sur Burguette, et rencontra, sur les hauteurs de Viscarette, le petit corps de Filangiéri, renforcé par un détachement qu'Urrutia lui avait envoyé en toute hâte. C'était un léger obstacle pour cette masse d'élite : Laborde, sans attendre que son adversaire fût entièrement formé, ordonna à la 40e demi-brigade et au 4e bataillon du Gers de l'attaquer de front, et à Latour-d'Auvergne de le tourner avec ses 20 compagnies de grenadiers. Après un choc des plus rudes et une résistance honorable, les Espagnols s'enfuirent, laissant le champ de bataille jonché de morts; les républicains firent 700 prisonniers; le reste se sauva, à la faveur des ténèbres, dans la vallée de Roncevaux, où il rejoignit la division du duc d'Ossima. Les vainqueurs, au lieu de continuer leur route par Mispiritz sur Espinal, pour suivre les traces de l'ennemi, demeurèrent au bivouac devant Viscarette, et portèrent la brigade Castelvert à Cubiry, afin de couper la route directe de Pampelune.

Marche du centre et de

Sur ces entrefaites, les divisions Manco et Marbot, marchant pour ainsi dire à la même

hauteur, refoulèrent presque sans combat les troupes de Cagigal, de St.-Simon et de Mendizabal, dans la vallée de Roncevaux; ce qui détermina le duc d'Ossuna à rappeler tous ses postes et à évacuer Burguette, après en avoir incendié les grands magasins. la gauche sur Orbaizeta.

Marbot, partant d'Otchagavia, avait partagé sa division en trois colonnes. Les deux de gauche, conduites par ce général lui-même, se dirigèrent sur Villanueva, au versant des hauteurs en arrière de Burguette. Elles atteignirent leur destination après une marche pénible, mais sans événement remarquable, n'ayant poussé devant elles qu'un détachement de 300 Espagnols. Le général Boucher descendu des montagnes d'Abodi avec la brigade de droite, s'avança par la vallée d'Anhescoa, puis se rabattit sur la fonderie d'Orbaizeta, en vue de couper la retraite à la brigade Zéréceda qui la défendait, et que la division Mauco devait assaillir de front par Yeropil. Ce mouvement ne fut point exécuté à point nommé : soit que les deux colonnes françaises attendissent l'une sur l'autre pour s'engager, soit qu'elles n'arrivassent pas ensemble, elles donnèrent à ces 2,500 Espagnols presque enveloppés, le temps de gagner le pas de Navato, et de décamper par la vallée d'Yrati sur Aoys.

Ainsi, à la fin du troisième jour, bien que l'armée française eût délogé l'ennemi de ses po- Retraite des Espagnols.

sitions, elle n'avait pu parvenir à le couper de la place qu'il couvrait. Le duc d'Ossuna pressé sur ses deux flancs par Laborde et Marbot, prévenu à Cubiry et menacé de l'être à Erro, tandis que Mauco le poussait de front, fut assez heureux de gagner Aoys, et de se rallier par un détour des plus pénibles, au reste des troupes d'Urrutia, retiré dans les plaines de Pampelune.

Résultats de cette affaire.

Les républicains n'avaient donc remporté qu'une demi-victoire, heureuse à la vérité, puisqu'elle fit tomber en leur pouvoir 40 pièces d'artillerie, 1,500 prisonniers, la mâture d'Yrati, et les fonderies d'Eguy et d'Orbaizeta, qui, depuis le commencement de la guerre, avaient été l'objet de tant d'expéditions infructueuses. Pour la rendre décisive, il eût fallu poursuivre l'ennemi, ne lui donner aucun repos, lui livrer une bataille sous les murs de Pampelune, avant qu'il eût le temps de revenir de sa première stupeur, et telle était l'intention de Moncey. Un ouragan épouvantable vint l'arrêter au milieu de ses succès : une pluie battante, accompagnée de grêle et de vent, qui dura plusieurs jours sans discontinuer, et reprit encore la même fureur après un moment de relâche, refroidit l'ardeur des troupes, et les fit beaucoup souffrir en rendant le transport des malades et des vivres impossibles.

L'armée fit d'abord halte aux points où elle se trouvait, puis à la suite d'une nouvelle disposi-

tion, Frégeville resta à Lecumberry; Marbot vint s'établir dans le val de Lans. Laborde garda la vallée d'Euguy jusqu'à Larosoain. Mauco prit le commandement de la gauche vers Burguette et Orbaizeta. Un mois se passa à observer Pampelune, et à évacuer les fers, bois de construction et outils des ateliers espagnols; un seul combat sanglant s'engagea le 24 et 25 novembre, entre la division Marbot et le corps espagnol qui couvrait Pampelune, et qui, victorieux le premier jour, fut culbuté le lendemain d'Olague et Sorauren. Il n'y eut d'ailleurs dans cet intervalle que de misérables affaires de postes livrées sur le front des deux armées, à l'effet de protéger la spoliation impolitique de ces beaux établissemens.

Urrutia ne négligea pas ce délai précieux, afin de ramener l'ordre dans ses troupes. Il les établit sous Pampelune, entre l'Yrati et l'Ibèro; la droite à Urros, la gauche à Cavalca, son avant-garde sur la droite de cette dernière rivière. La garnison de la place fut portée au complet de 10 mille hommes, au moyen des milices, et l'on en perfectionna tous les ouvrages. Nouvelles positions des Espagnols.

Colomera, pendant tout ce laps de temps, ne fit aucun mouvement en faveur de sa droite, et resta comme enseveli dans les positions de Montdragon et de Bergara, sans essayer de se réunir à Urrutia en manœuvrant entre l'Ega et l'Ibèro, ni de pénétrer dans la vallée de Bastan pour in-

quiéter le flanc droit de l'armée républicaine. Il semblait attendre de la rigueur de la saison, ce qu'un général actif eût voulu ne devoir qu'à ses combinaisons. Enfin, ce moment arriva. On se trouvait déjà à la mi-novembre; Moncey était convaincu qu'il ne pouvait se maintenir, ni assiéger Pampelune, sans livrer une bataille décisive, qu'Urrutia était en mesure de recevoir avec des chances égales. Le général français calcula aussi que la saison était trop avancée pour permettre le transport dans les montagnes de l'immense attirail nécessaire à un siége, et que, hors d'état de tirer aucun profit d'une victoire, il ne fallait pas courir la chance d'une défaite. Il résolut donc de se retirer sous St.-Sébastien, après avoir ruiné les défenses de l'ennemi, brûlé les fonderies d'Orbaizeta et d'Euguy; dévastation d'autant plus fatale que ces établissemens, consacrés à l'artillerie de la marine espagnole, avaient servi depuis cinquante ans dans les intérêts de la France, et devaient lui être encore utiles le jour où l'Espagne reviendrait à sa politique naturelle.

Les Français entrent en cantonnemens.

Ce mouvement rétrograde était délicat; car il fallait l'exécuter en présence d'Urrutia, qui épiait le moment de tomber sur l'armée française, et préludait à des opérations plus sérieuses par des affaires de postes, où il avait remporté déjà quelques avantages. Afin de l'assurer, la division Frégeville eut ordre de filer par Irurzun sur

Montdragon, pour déposter le corps espagnol qui était resté dans le Guipuscoa ; en même temps que la division Laroche, récemment formée des bataillons venus de l'ouest, se dirigerait sur Bergara en deux colonnes, par Placencia et Azcoytia.

Cette combinaison n'obtint pas tout le succès qu'on en espérait : l'avant-garde d'Urrutia, forcée à Irurzum, se replia sur son corps de bataille ; mais Frégeville, faute de guides, ne put gagner à temps Montdragon, pour couper la retraite de la division Ruby que le général Laroche avait surprise et battue devant Bergara ; ni à celle de Gil repoussée de Placencia par le général Schilt, et qui se rallia à la première vers Salinas ; elles en furent quittes pour quelques pièces de canon.

Quoi qu'il en soit, les Français profitèrent de l'espèce d'incertitude où ces événemens jetèrent Urrutia, pour effectuer leur retraite, et s'établir ainsi qu'il suit : Frégeville avec 16 compagnies de grenadiers et 9 bataillons à droite de Tolosa entre Azpeytia et Albistour ; la division Laroche entre ce dernier village et Lisarza ; Marbot couvrant avec 14 bataillons Ernani, St.-Sébastien, le port du Passage et Fontarabie ; Laborde occupant la vallée de Bastan et de Lérin avec 18 bataillons ; enfin la division Mauco tenant le camp des Aldudes et le col de Berderis.

Le rigoureux hiver, qui valut à l'armée du Nord la conquête de la Hollande, rendit à celle des

Pyrénées un repos d'autant plus précieux, que les hostilités au milieu des neiges et des précipices glacés eussent peut-être entraîné sa ruine; et qu'une épidémie cruelle y exerçait déjà de grands ravages.

Ainsi, malgré les bévues du comte de Colomera, graces à la rigueur de la saison, les Espagnols reprirent, à la fin de la campagne, à peu près les mêmes positions qu'ils avaient à l'ouverture. Leur droite demeura à Orbaizeta et Euguy, le centre aux sources de l'Urumea; leur gauche à Lecumberry et au col d'Arraiz.

CHAPITRE XLII.

Campagne d'hiver de l'armée du Nord. — Les Alliés commettent la faute d'évacuer Nimègue, quoiqu'ils eussent la facilité de le soutenir et de le ravitailler. — Grave capitule après une résistance honorable. — Le duc d'Yorck remet le commandement au général Walmoden, et part pour l'Angleterre. — Vaine tentative d'un passage du Waal. — L'armée du Nord prend des cantonnemens derrière ce fleuve. — Propositions de paix du Stathouder, rejetées par le comité de salut public. — Un froid rigoureux donne accès en Hollande aux républicains; ils passent la Meuse et le Waal sur la glace, s'emparent de l'île de Bommel et du fort St.-André. — Les Alliés, se retirant derrière l'Yssel, abandonnent la province de Hollande à son sort. — Le Stathouder s'embarque pour l'Angleterre. Révolution à Amsterdam. Soumission des sept Provinces-Unies.

L'ARMÉE républicaine aux ordres de Pichegru, après une campagne pénible et glorieuse, sem- **Les Français resserrent Nimègue.**

blait être arrivée au terme de ses travaux dès que Grave aurait capitulé. Un vieux brigadier suisse nommé Debons, défendait cette place avec une opiniâtreté peu commune et qui contrastait singulièrement avec la faiblesse des commandans de Bois-le-Duc et de Venlo. A la vérité le gouvernement français pouvait désirer encore que l'armée soumît Nimègue, dont la position gênait le flanc des quartiers d'hiver des armées républicaines établies le long du Rhin. Situé à la rive gauche du Waal, non loin du fort de Schenk et de Tolhuys, où le fleuve se divise en trois bras, Nimègue offrait à la fois aux Alliés une tête de pont avantageuse pour déboucher en Brabant, et une barrière contre les entreprises des Français au-delà du Waal (1). Sa chute eût complété l'imposante ligne de défense que les deux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse devaient garder depuis Mayence jusqu'à Bois-le-Duc; car bien que Breda et Berg-op-Zoom tinssent encore à l'extrême gauche, il n'était guère à craindre qu'une armée coalisée voulût, comme Dumouriez, se jeter dans le cul-de-sac du Biesbos.

En attendant que la tournure des événemens permît de songer à une conquête dont le plus

(1) Consultez les cartes du Brabant par D'heulland ou Capitaine, celle de Hollande par Muller.

entreprenant n'osait point se flatter; le gros de l'armée du Nord s'était rassemblé devant Nimègue. Delmas vint prendre position vis-à-vis de Thiel; Bonnaud campa à Bonningen; Souham s'établit à Mulden et Ters. Le pont sur la Meuse fut transféré de Teffelen à Ravenstein.

Le 27, on s'avança sur la place, à la suite d'un léger engagement. La brigade Compère, de la division Moreau s'y porta de Kranenbourg et appuya la droite au Waal vers Oëy. Les brigades Jardon, Macdonald et Dewinter, sous les ordres de Souham, formaient le centre entre Beeck et Nerbos. La division Bonnaud se liait à gauche, jusqu'aux environs de Hees; enfin un détachement de la division Delmas fermait la ligne jusqu'au Waal à Werm. La division Salm bloqua Grave sur les deux rives de la Meuse : celle de Lemaire resserra Breda. Moreau après avoir pris possession de Venlo, jeta un second pont sur la Meuse vers Knicq et se dirigea sur Clèves, où il se mit en communication avec la gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse. Quelque temps après, ce général prit le commandement en chef, en remplacement de Pichegru qui se retira à Bruxelles pour cause de maladie, et Vandamme se chargea de celui de sa division. 27 octobre

Pendant que l'armée française s'apprêtait ainsi à faire tomber successivement les boulevards des Mesures insignifiantes des

Alliés pour sauver la Hollande.

Provinces-Unies, les Alliés ne prenaient aucune mesure propre à en retarder la perte. Les levées sollicitées par le Stathouder, dès le mois d'août, n'avaient rien produit; de faibles emprunts qui ne furent pas même remplis, ne pouvaient point sauver la Hollande, quand la majorité de ses habitans secondait les républicains de ses voeux. La province de Frise même, loin de consentir aux efforts demandés, représenta ouvertement la nécessité de renoncer à l'alliance anglaise pour se jeter dans les bras de la France.

Les dispositions militaires ne promettaient pas de plus heureux résultats. Ce n'est pas en plaçant des camps défensifs derrière des rivières, et poussant de faibles avant-gardes à une ou deux marches de soi, pour décamper ensuite au premier avis de l'approche de l'ennemi, qu'on sauve les empires! C'est en imitant les grands capitaines habiles à saisir l'instant opportun de prendre l'initiative, même dans des situations désespérées; en agissant en un mot comme Frédéric-le-Grand à Leuthen (1).

(1) Frédéric revenant de Saxe où il s'est débarrassé de l'armée combinée à Rosbach, court dégager le duc de Bevern pressé en Silésie par 90 mille Autrichiens; il arrive quelques jours après la défaite de ce général sous les murs de Breslau, et parvient à peine à réunir 30 mille hommes. Le Roi juge que tout est perdu s'il

Les généraux alliés, loin de suivre ce sublime exemple, ne surent que battre en retraite avec 130 mille combattans de troupes superbes et une immense supériorité en cavalerie, Parce que l'ennemi a sur eux quelque supériorité numérique, on les voit se tapir tantôt derrière une rivière, tantôt derrière l'autre. La Meuse, l'Ourthe, la Roër, la Dommel, le Waal, leur offrent tour-à-tour d'inutiles refuges : ils se jettent sous Maëstricht, sous Breda, sous Bois-le-Duc, sous Nimègue, sans jamais entreprendre la plus petite opération pour en écarter l'ennemi. Ils oublient enfin que si la guerre est dans les jambes, c'est quand le général sait les faire mouvoir à propos; et prouvent que, si l'histoire militaire ne leur est pas étrangère, ils n'ont du moins tiré aucun fruit de ses leçons.

Cependant les Alliés n'ayant rien tenté d'utile et de glorieux jusqu'au mois d'octobre, la retraite de l'armée impériale au-delà du Rhin rendait la chose plus difficile, et la tâche imposée au duc d'Yorck très-dangereuse. Il était à crain-

---

attend l'ennemi; en le prévenant au contraire on peut manœuvrer de manière à n'avoir qu'une partie des forces impériales à combattre. Frédéric marche au prince de Lorraine qui campe avec 80 mille hommes sur une étendue de trois lieues, se jette sur son extrême gauche, culbute sa ligne d'un bout à l'autre, et en huit jours refoule le prince Charles en Bohême avec perte de 40 mille hommes.

dre en effet que l'armée de Sambre-et-Meuse, secondant désormais celle de Pichegru, ne tombât sur le flanc droit des forces cantonnées derrière le Waal. A la vérité Clairfayt était toujours maître de reprendre alors l'offensive, soit en filant par sa gauche vers Mayence et débouchant de nouveau sur la Moselle avec les Prussiens, soit en marchant au contraire du côté de Wesel avec le gros des forces impériales, et se réunissant de nouveau au duc d'Yorck. Le premier de ces projets eût mieux convenu dans l'intérêt particulier d'une cause germanique; le second, bien qu'il offrît quelques avantages momentanés, n'était pourtant qu'une opération secondaire pour le cabinet de Vienne, et ne pouvait que retarder un instant la perte du Stathouder. On prit entre ces deux partis un terme moyen, pire qu'une résolution hardie : il fut arrêté que la droite des Autrichiens sous Werneck se rapprocherait d'Arnheim, qu'un corps aux ordres des généraux Alvinzy et Sporck, passant à la solde anglo-hollandaise, s'établirait même sur le Waal.

Projet pour dégager Nimègue.

Les généraux alliés ne pouvant méconnaître entièrement l'importance de la conservation de Nimègue, se réunirent à Arnheim pour aviser aux mesures capables de le sauver. Ce conseil de guerre, où Clairfayt et le prince d'Orange assistèrent, décida que le général Werneck jetterait un pont sur le Rhin aux environs de Wesel, dé-

boucherait sur la rive gauche du fleuve, contre le flanc droit de l'armée du Nord, et serait ensuite renforcé par les Hanovriens si sa tentative prenait une tournure favorable.

Le point n'était pas mal choisi; le Rhin forme vers Buderich une île, au moyen de laquelle on pouvait facilement déboucher, et où il était aisé de mettre un pont à couvert par quelques retranchemens : mais il fallait réunir toutes les forces disponibles sur le Bas-Rhin et y jeter 80 mille hommes au lieu d'y porter un simple détachement. La postérité aura peine à croire que des généraux, d'ailleurs si méthodiques, aient osé pousser une division de 20 mille hommes au-delà d'un grand fleuve, au milieu de deux armées victorieuses, devant lesquelles 150 mille Alliés ne s'étaient pas cru en sûreté.

Les Français se disposent à l'attaque du camp retranché.

Cependant, les Français, profitant des fautes de leurs ennemis, avaient ouvert la tranchée à peu de distance des ouvrages extérieurs, et menaçaient Nimègue d'un bombardement. C'était une opération hasardeuse, et dont le duc d'Yorck aurait pu les faire repentir en agissant avec un peu plus d'énergie, car la place n'était investie que sur la rive gauche du Waal. L'armée combinée, forte d'environ 50 mille hommes (1) can-

(1) Le duc d'Yorck avait au moins 30 mille hommes, sans les Hollandais à sa droite et les 15 mille Autrichiens à sa gauche.

tonnée entre cette rivière et le Leck, conservait, au moyen d'un pont de bateaux et d'un pont volant, la facilité de rafraîchir la garnison de la place, ou même d'en déboucher à volonté sur le corps de siége, assez mal établi dans ses lignes. Pour compléter l'investissement, les Français eussent été obligés de faire passer le Waal à une force au moins égale : mais, outre la difficulté d'exécuter un semblable passage à la vue d'une armée, ce corps eût été compromis et sa perte inévitable en cas d'échec. Convaincus de l'impossibilité d'un siége en règle, les républicains avaient toutefois résolu d'attaquer de vive force le camp retranché qui couvrait la ville, afin de resserrer leur ligne d'investissement, et d'en imposer à l'ennemi. La fortune et la terreur de leurs armes les dispensèrent de cette dangereuse entreprise.

Les Alliés l'évacuent et font une sortie inutile.

Depuis le 3 novembre, le général Walmoden, croyant inutile de laisser autant de troupes dans Nimègue, avait fait repasser le fleuve à la moitié de son corps, et remis le commandement du reste au général anglais de Burgh. Cependant, le duc d'Yorck et le prince d'Orange, étant venus le même jour visiter la forteresse, ordonnèrent une sortie pour le lendemain. Cette opération, comparée au peu d'intérêt que l'on mit ensuite à la conservation de la place, fut une boucherie inutile : exécutée par neuf bataillons

et 15 escadrons, elle eut le résultat de toutes les sorties, qui, faites à l'improviste, repoussent d'abord les postes, et sont ensuite ramenées dans la place avec perte, par des forces supérieures (1). Le duc retourna à son quartier-général d'Arnheim, plus incertain que jamais s'il exposerait son armée pour conserver la place. Un événement difficile à prévoir le dispensa de prendre un parti.

Le pont du Waal est rompu par les batteries républicaines.

Les Français avaient établi à l'extrémité de la ligne d'investissement, une forte batterie, destinée à inquiéter les ponts de communication entre la place et l'armée anglaise. Les canonniers de Souham ne tardèrent pas à couler plusieurs pontons. Le général Burgh, surpris de cet événement, et peu disposé à compromettre ses troupes, après avoir réparé à la hâte les dommages du pont, abandonna Nimègue, dont il laissa la garde au général Haack et à 3 mille Hollandais. Les républicains s'apercevant de cette évacuation, redoublent aussitôt leur feu, et plusieurs incendies se manifestent à la fois dans la ville. Le gouverneur interdit, fait un rapport exagéré

Les Alliés évacuent de même la place.

(1) A quoi bon exposer les neuf bataillons qui exécutèrent cette sortie? Si c'était pour dégager Nimègue, on aurait dû y en employer 40; mais alors il ne fallait pas évacuer, huit jours après, cette place qui n'était ni assiégée, ni même investie, car c'était une tête de pont importante, que l'on pouvait tenir long-temps.

de l'état des choses au prince d'Orange, et en reçoit l'autorisation de se retirer, dès qu'il se croira en danger d'être pris. Il n'attend pas l'extrémité. A peine a-t-il donné les ordres d'enclouer l'artillerie, et de retirer les troupes des ouvrages avancés, qu'il repasse le Waal de sa personne. La confusion s'introduit bientôt dans la place; les troupes se précipitent en désordre sur le pont, et on le brûle, avant que l'arrière-garde ait défilé. Une partie du régiment de Stuart est obligée de capituler; celui de Bentink retardé dans sa marche, espérant encore échapper, s'embarque sur le pont volant: mais le câble ayant été rompu, il ne peut gagner la rive droite du Waal, et le courant l'entraîne sur un banc de sable, où le général Souham envoye le lendemain des bateaux, pour le ramener prisonnier.

La diversion de Werneck est culbutée par Vandamme.

Tandis que ces événemens inexplicables se passent à Nimègue, le corps de Werneck se préparait à la dangereuse diversion dont on vient de parler. A cet effet, ce général avait jeté son avant-garde sur la rive gauche du Rhin à Buderich où elle se retranchait dans l'île, en attendant que les puissances intéressées décidassent aux frais de qui on jetterait le pont sur le grand bras du fleuve.

Pendant que ce détachement ainsi exposé, s'occupait du soin de se couvrir contre les entreprises d'un ennemi infatigable, les Alliés s'éten-

dant par leur gauche, opéraient la jonction des Hanovriens avec le corps destiné au passage. Mais, le même jour, on apprit la reddition de Nimègue, dont le sort était aisé à prévoir depuis si long-temps. Pour comble de disgrace, à peine Werneck en reçut-il la nouvelle que l'impétueux Vandamme parut devant Buderich à la tête de la division Moreau. Les retranchemens étaient encore imparfaits; les reconnaître, les assaillir fut l'affaire d'un instant. Les postes autrichiens furent culbutés, et cette avant-garde, forcée à repasser le Rhin sur un pont volant, ne regagna pas la rive droite sans essuyer une perte sensible.

Cet événement acheva de balayer la rive gauche du Rhin et du Waal, qui, par la prise de Nimègue, offrait alors toute la sécurité désirable pour donner un moment de repos à l'armée française. Il ne restait en effet aucune entreprise à sa portée, que de soumettre Breda; et la division Bonnaud fut chargée de compléter l'investissement et l'attaque de cette ville.

Jusqu'alors, les conquêtes rapides des armées républicaines n'avaient enrichi que les administrations et quelques pillards. Sept mois de bivouacs continuels avaient totalement usé les vêtemens des troupes : elles étaient couvertes de haillons, de vermine et de gale. Les moyens manquaient pour procurer aux soldats les effets d'équipement les plus indispensables. Les fati-

gues d'une campagne aussi active, augmentées par la pénurie des subsistances, avaient réduit les troupes à un état qui réclamait fortement leur entrée en quartiers d'hiver.

Tentative sur l'île de Bommel.

A ces privations, doublées par la rigueur d'un hiver précoce, il faut ajouter les débordemens du Waal, enflé par des pluies abondantes, et la difficulté des communications. Mais tous ces obstacles n'étaient rien aux yeux des membres du comité de salut public : habitués à la résignation et au dévouement des soldats républicains; comptant beaucoup sur l'élan que des succès multipliés leur avaient imprimé; ils repoussèrent les représentations les plus sages, et ordonnèrent le passage du Waal.

Le gouvernement était excité à suivre sa marche victorieuse, par les conseils intéressés du général Daendels, officier de mérite, mais passionné, et qui, exilé de son pays pour avoir pris une part trop active à la révolution de 1787, ne soupirait qu'après le triomphe de son parti, et ne partageait point les craintes de ses collègues sur le résultat d'une opération dont il demandait que la direction lui fût confiée. Il ne se proposait rien moins que de percer jusqu'au cœur de la Frise, avec une seule division de patriotes bataves et de troupes françaises. Carnot même, doué de l'instinct naturel de la guerre, bien plus que de principes fixes et solides, se

laissa entraîner comme tous ses collègues : loin de s'opposer à l'exécution de cette pointe, dont la folie ne le cédait en rien à celle de Dumouriez, il l'appuya de tout son crédit.

Daendels fit réunir, en conséquence, un grand nombre de bateaux au fort de Crevecœur, et dans les anses de la rive gauche de la Meuse. Les matériaux propres à la construction d'un pont furent rassemblés à Bois-le-Duc.

On décida de tenter deux attaques secondaires sur Kokerdum, et le fort St.-André, tandis que la principale serait dirigée contre Bommel : la largeur du fleuve, l'insuffisance des bateaux qu'on avait réunis, la difficulté d'un passage successif à la vue d'un ennemi couvert par tous les accidens d'un pays coupé, protégé par de nombreuses batteries et des retranchemens, en rendaient le succès fort douteux.

Tout étant disposé le 12 décembre, les troupes 12 décemb. républicaines se jetèrent au point du jour à bord des embarcations et commencèrent leur périlleux trajet. Le général Vandamme fit heureusement le sien vers Kokerdum où quelques compagnies de grenadiers passèrent le Waal dans des bateaux, enlevèrent plusieurs prisonniers hanovriens, et enclouèrent quatre canons. Mais l'alarme s'étant répandue parmi les troupes alliées, elles accoururent sur le point de débarquement, et les républicains croyant avoir rempli leur

mission se retirèrent : cette escarmouche coûta néanmoins la vie au général de Busch.

L'attaque du côté de St.-André eut de plus fâcheux résultats pour les assaillans; les Alliés avertis, se tenaient sur leurs gardes, et toutes les batteries du fort étaient prêtes à tirer. Quelques bateaux furent coulés, d'autres n'abordèrent que pour voir tomber aux mains de l'ennemi le petit nombre de soldats qu'ils portaient.

Quant à la principale attaque sur l'île Bommel, à peine reçut-elle un commencement d'exécution. La bonne contenance des troupes du prince de Hesse-Darmstadt, et le sort des premières embarcations, dégoûtèrent les plus résolus. Daendels, effrayé lui-même des obstacles qu'il rencontrait, vint annoncer au général en chef, qu'il était urgent d'abandonner l'entreprise, attendu que l'ennemi tirait un trop grand avantage de sa position. Moreau, dont les idées étaient déjà fixées sur l'inutilité, et même le danger d'une tentative décousue et arrêtée contre son gré, s'empressa de donner ordre d'y renoncer. Ainsi on obtint, par la force des circonstances, des cantonnemens que l'humanité, la prudence, et l'intérêt de l'armée s'accordaient à réclamer. Elle n'en jouit pas long-temps; des événemens au-dessus des combinaisons humaines vinrent bientôt l'arracher à ce repos, pour lui faire achever la conquête de la Hollande.

Le duc d'Yorck parti pour l'Angleterre est remplacé par Walmoden.

Après toutes les échauffourées dont nous venons de rendre compte, le duc d'Yorck ayant mis ses troupes en cantonnement entre l'Yssel et le Rhin, et croyant peut-être sa tâche remplie (1), partit le 2 décembre pour l'Angleterre. Il laissa au général Walmoden le commandement le plus difficile; car les troupes anglaises restèrent sous les ordres du général Harcourt, dans une sorte d'indépendance; et le général Alvinzy, qui commandait le corps autrichien entre Arnheim et Wesel, ne voulait se prêter qu'aux opérations susceptibles d'entrer dans les vues et les convenances de l'armée impériale. En ajoutant à cet état de choses, le funeste système des cordons, on peut penser quels succès ou pour parler plus juste quels revers une telle armée pouvait attendre.

(1) Bien des militaires qui voient du machiavélisme dans les moindres démarches de l'Angleterre, sont persuadés que le cabinet de St.-James enchaîna son général par des instructions, qui tendaient plus à conserver sa belle armée qu'à s'opposer à l'invasion de la Hollande; dans l'espoir d'en tirer le plus grand fruit dès que les Français mettraient le pied dans Amsterdam. Prendre la flotte du Texel comme celle de Toulon, avoir un prétexte de s'emparer du cap de Bonne-Espérance et de l'île de Ceylan; tel fut, selon ces calculateurs, le plan de conduite du ministère britannique.

Des renseignemens inexacts nous avaient donné le même soupçon; mais nous nous sommes convaincus du contraire, et l'arrivée du corps de Werneck sur le Bas-Rhin, due aux interventions de ce cabinet, prouve assez qu'il n'avait pas des idées aussi reculées dans l'avenir.

La fortune, quoique capricieuse, favorise rarement ceux qui la dédaignent ou sont inhabiles à profiter de ses faveurs : elle se rangea constamment, dans cette campagne, sous les drapeaux français. Au moment où tout le monde pensait que les opérations étaient terminées, et que la Hollande, si difficile à envahir dans les temps ordinaires, se croyait à l'abri de tout danger par la crue des grands fleuves qui la traversent, par les eaux et les forteresses dont elle était couverte; une violente gelée survenue inopinément permit aux républicains de manœuvrer avec leur artillerie sur les canaux, les fleuves, les rades, et les inondations.

Celui-ci voyant la Meuse prise prépare sa retraite.

Le général Walmoden, voyant la Meuse déjà prise sur son front, tandis que le Rhin et le Waal chariaient encore derrière lui; conçut de vives et justes inquiétudes : il apercevait tout-à-l'heure sa ligne découverte, et sa retraite à-peu-près impossible. Ses terreurs redoublèrent encore, en apprenant que le pont d'Arnheim avait été emporté par les glaces; et que l'ennemi commençait des mouvemens inquiétans sur toute la ligne. Dans cette position, il n'y avait qu'une prompte retraite qui pût le sauver : et, en vue de la rendre plus facile, il commença par faire passer toute sa grosse cavalerie de l'autre côté du Waal; puis à évacuer ses magasins et ses hôpitaux, d'Arnheim sur Deventer. En même temps, il

prescrivit au prince de Hesse-Darmstadt, campé dans l'île de Bommel, de l'abandonner, au premier avis du passage de la Meuse.

Cette rivière, qui chariait depuis la mi-décembre, fut entièrement gelée le 23. Pichegru venait de reprendre depuis huit jours le commandement de l'armée. Le froid continuant à être très-vif, il donna ordre aux divisions de gauche d'attaquer les lignes de Breda, et au centre de s'emparer de l'île de Bommel, qui n'était plus gardée que par une chaîne de postes hollandais; le corps hessois chargé de la défendre, et l'artillerie de position, ayant été dirigés vers Thiel. Delmas passe la Meuse gelée et attaque l'île de Bommel.

Le 28 décembre, la glace étant assez forte, Delmas franchit la Meuse, à la tête des brigades Daendels et Osten; le thermomètre descendait à 17 degrés. L'attaque exécutée principalement vers Crevecœur, Empel, et le fort St.-André, eut le résultat qu'on doit attendre de tout effort contre un cordon d'avant-postes. Les Français ayant surpris les grand'gardes, leurs deux colonnes, dont l'approche avait été cachée par des digues, passèrent alors promptement. Le centre des Hollandais prit la fuite, et fût vivement poursuivi dans la direction de Bommel; les bataillons d'Orange, Frise, Hohenlohe et Debons, furent presque tous pris. Ceux qui se trouvaient à la droite, vers Heusden, se reti- Déroute des Hollandais.

rèrent sans combattre sur le gros de l'armée hollandaise à Gorcum : et ceux qui étaient vers le fort St.-André, se replièrent de même sur Thiel, après avoir inutilement tenté de filer par Rossum, vers Hervinen.

Le découragement suit ordinairement les surprises : les gardes-suisses, et autres corps hollandais cantonnés derrière le Waal, furent entraînés par les fuyards de la première ligne; en sorte que les Français passèrent de même ce fleuve sans résistance. Une partie des Bataves se sauva jusqu'aux portes d'Utrecht. Le général Constant, qui voulait d'abord prendre poste à Thiel, et attendre des renforts que le général Dalwig eût pu lui envoyer de Buren, fut entraîné à Gorcum, où il joignit le corps du prince d'Orange.

Le Waal n'étant pas solide, les Français ne peuvent pousser leurs succès.

Les Français, outre les 60 pièces de canon qui restaient en batterie, et qui ne tirèrent pas un seul coup; ramassèrent 1,600 prisonniers, et s'emparèrent d'un parc de réserve hollandais à Wardenbourg, sur la rive droite du Waal. Si leur attaque avait été conduite avec célérité et par des forces suffisantes, tous les cantonnemens de l'aile droite alliée, entre le Waal et le Leck, eussent été perdus ; car ce dernier fleuve chariant encore, ne leur eût laissé aucun moyen de salut, puisqu'on ne pouvait ni le passer en bateaux ni établir un pont.

Par suite de ce coup de main, la ligne des Alliés se trouvait enfoncée, et Pichegru, en se jetant avec la masse de ses forces, par la trouée entre Thiel et Gorcum, sur le flanc droit de Walmoden, l'aurait accablé, avant qu'il n'eût le temps de gagner le Rhin. Mais le général français n'osa pas se jeter dans une direction si dangereuse, et le Waal n'étant pas encore pris assez solidement pour y passer avec du canon, il rappela ses troupes dans l'île de Bommel, laissant environ 2 mille hommes sur la rive droite du fleuve, à Thiel et Wardenbourg, où ils commencèrent à se retrancher autant que le froid le permit.

Cependant Walmoden, informé que les Hollandais avaient pris la fuite devant une poignée de républicains qui ne songeaient point à se porter plus avant, ordonna d'attaquer ceux-ci dans leurs nouveaux postes, sans leur laisser le temps de s'y fortifier. A cet effet, les brigades Dundas et Wurmb se mirent en marche le 30 décembre sur Thiel : la première par Meteren; les Hessois par Wardenbourg. Les Français, à peine couverts derrière de méchans abatis, furent repoussés de ces différens postes, ou plutôt ils les évacuèrent sans empêchement, et repassèrent le fleuve. Ce petit retour de fortune permit alors aux Alliés de reprendre pour quelques jours leurs anciens cantonnemens, entre la Linge et le Waal.

Ils sont forcés à se replier.

Bonnaud et Lemaire attaquent les lignes de Breda.

Pendant que ceci se passait à la gauche de l'armée du Nord, la division Bonnaud, secondée d'une partie de celle de Lemaire, attaquait la droite de la ligne hollandaise de la Merck, sur trois colonnes. La première força la brigade du général Butzlar à se jeter dans Willemstadt; une autre qui était en l'air vers Terheyde, n'ayant pu gagner cette place à temps, capitula en rase campagne, et fut prisonnière. La seconde colonne se dirigea entre Breda et Gertruydenberg, s'empara du fort de Hellhover, et répandit l'alarme dans les environs. Enfin, la troisième attaqua la ligne de Langstadt, s'empara des postes de Capelle et de Wasbick, et acheva l'investissement de Breda.

Grave capitule enfin.

Le lendemain 29 décembre, la place de Grave, bloquée depuis deux mois et demi, bombardée pendant trois semaines, et réduite en un monceau de ruines, se rendit par famine; le commandant Debons et le major Gros son conseil, méritèrent par cette belle défense, l'estime même de leurs ennemis, et en partagèrent la gloire avec la garnison composée d'un régiment suisse et de quatre compagnies de Waldeck. La brigade Salm, disponible par cette capitulation, se dirigea aussitôt dans l'île de Bommel.

Walmoden veut concentrer les forces alliées.

Tant de désastres avaient mis de la mésintelligence entre les généraux alliés. Walmoden aurait voulu concentrer ses forces sur le Waal, entre

Nimègue et St.-André, pour faire tête aux Français prêts à franchir le fleuve; mais le prince d'Orange, plus jaloux de couvrir la route directe d'Amsterdam, où la moindre incursion pouvait allumer un incendie révolutionnaire, s'opposa à cette sage mesure, et prescrivit même au prince de Hesse-Darmstadt de se rapprocher de Gorcum, afin d'être à portée de le soutenir. Bien que les craintes de l'héritier du stathoudérat fussent excusables, il n'était pas naturel de penser que les Français hasardassent une course sur la capitale, tant qu'il y aurait une armée sur leurs communications.

Il se sépare des Hollandais et prend une nouvelle ligne.

Aussi Walmoden dégoûté par ces entraves, abandonnant dès-lors l'armée hollandaise à son sort, resserra derrière la Linge les cantonnemens des Anglais, des Hanovriens et des Hessois, et les fit couvrir à gauche par le corps autrichien du général Sporck, qui vint border le Waal de Lendt à Panerden. Le froid continuant à être très-vif, il désespéra même de garder cette ligne; et traça, le 2 janvier, l'instruction pour le cas de retraite. Dès que les républicains se présenteraient pour forcer le passage du Waal, l'armée devait lever ses cantonnemens, et se replier de l'autre côté du Rhin avec son artillerie et ses munitions: l'extrême droite, composée d'Anglais et de Hessois, par Beusekom et Cuilenbourg; les Anglais du centre à Wil, au-dessous de Rhenen;

les Hanovriens par Wageningen; les Autrichiens à l'extrême gauche, par Panenden.

Bientôt après, considérant le danger auquel la brigade Dundas restait exposée sur la langue de terre de Neer-Betuve, il en retira toute son aile droite, et ne laissa sur les rives du fleuve, que des postes d'avertissemens, soutenus par des détachemens intermédiaires, et une petite réserve d'un bataillon et 250 chevaux à Meteren. Ces dispositions ne furent pas les dernières : car, le 5, les Français ayant poussé une reconnaissance vers Thiel, le parc d'artillerie, stationné près de là, prit l'épouvante, et entraîna l'armée dans sa déroute. Avec des troupes si peu sûres, le successeur du duc d'Yorck crut ne pouvoir prendre trop de précautions; et, sans attendre l'attaque des Français, leur fit passer le Rhin.

Retraite derrière le Rhin.

Alors son armée fut répartie en cinq divisions. La première, composée d'Autrichiens aux ordres du général Sporck, ne changea pas de position. La seconde, formée d'Hanovriens sous le général Hammerstein, occupait l'espace compris entre Wageningen et Rhenen, ayant sa retraite marquée par Isendorn. La troisième, toute anglaise, commandée par le général Coots, s'étendit d'Orchten à Ravensvay. La quatrième, composée d'Anglais et d'auxiliaires, sous le général Dundas, occupa l'espace entre Wycke et Vianen. Enfin, la cinquième, consistant dans le

contingent hessois du général Dalwig, resta en avant-garde pour observer les rives du Waal, depuis Thiel jusqu'à Opynen. Le quartier-général fut transféré à Amerongen.

A la vérité, cette nouvelle ligne n'était guère plus sûre que celle de la Linge, qu'on venait de quitter; puisque les divisions étaient obligées, pour s'éclairer, de tenir leurs avant-postes entre le Rhin et le Waal; mais la peur ne raisonne pas, et une armée démoralisée ne se trouve en sûreté, que lorsqu'elle est hors de la vue de l'ennemi.

Positions des républicains.

Pendant que tout ceci se passait chez les Alliés, l'armée française avait un peu étendu ses cantonnemens. La division Moreau, à droite, tenait depuis Xanten jusqu'au fort de Schenck, à l'ancienne séparation des bras du Rhin. Celle de Souham, commandée alors par Macdonald, occupait le pays entre la Meuse et le Waal, depuis Millingen jusque vers Thiel. Le centre, composé des divisions Delmas et Salm, gardait l'île de Bommel. Bonnaud bloquait Breda, du côté de Gertruydenberg; et Lemaire, du côté de Berg-op-Zoom. C'est dans ces positions, que les républicains attendant le froid avec autant d'impatience que d'autres troupes désirent la belle saison, soupiraient après le moment où la gelée serait assez forte pour franchir le Rhin sur la glace, vers Nimègue, et porter le dernier coup aux

Alliés ; car Pichegru ne l'eût pas franchi sur sa gauche, sans se placer dans une fausse position.

Propositions de paix du Stathouder.

L'historien Lacretelle, dont le témoignage mérite toute confiance, assure qu'à cette époque, le Stathouder proposa la paix, offrant de reconnaître la république et de payer 200 millions; mais, le comité dont l'ambition fut excitée par de tels offres, s'exagérant encore la certitude et la richesse de sa proie, y répondit avec le même dédain qui coûta si cher à Louis XIV. La proposition était cependant de nature à séduire ; car, la conquête de la Hollande dépendait de la prolongation indéfinie du gel, sur laquelle il paraissait téméraire de baser un plan (1). La paix au contraire donnait tout ce qu'on devait raisonnablement espérer : en rétablissant la neutralité, elle arrachait le Stathouder à l'alliance de 1788; et pouvait même amener l'union des deux républiques, aussitôt que la conjoncture serait propice à un grand effort maritime dans l'intérêt des deux nations. Jusques-là elle mettait les colonies, la marine et le cap de Bonne-Espérance à couvert de toute tentative de la part des Anglais. Enfin dispensant la France de tenir 50 mille hommes en Hollande, elle ajoutait à cet avan-

(1) Nous ignorons la date précise de ces propositions : elles furent sans doute faites avant les grandes gelées, entre le passage de la Meuse et celui du Waal.

tage, celui de raccourcir le front d'opérations des armées républicaines et de le restreindre désormais à l'intervalle de Bâle à Coblentz, ou même de Mayence à Strasbourg; circonstance d'autant plus décisive que dès-lors un rapprochement avec la Prusse devenait infaillible.

Le comité ne tint aucun compte de ces importantes considérations, et paraît avoir été guidé dans cette conjoncture par la crainte que le Stathouder ne cherchât seulement à gagner du temps, pour attendre le dégel ou des secours de ses alliés. Le comité au contraire entrevit dans la poursuite de ses succès l'espoir d'attacher irrévocablement la Hollande à son char en la transformant en république démocratique. Les hommes d'état jugeront, s'il n'eût pas été plus avantageux à cette époque de neutraliser ce pays, que de s'en constituer le gardien; et si un système de propagande était préférable à un allié naturel qui, après le traité de Bâle, n'aurait pas manqué de rentrer dans le système de la France. Le comité les rejette.

Quoi qu'il en soit, Pichegru et les représentans répondirent aux députés du Stathouder qu'ils traiteraient dans Amsterdam; et les fleuves venant à geler, comme on n'en avait pas eu d'exemple depuis un siècle, donnèrent heureusement au gouvernement français l'occasion de justifier la fierté de ses décisions.

Enfin, l'époque si désirée arriva. Le 8 janvier, Passage du Waal.

la division Salm, ayant passé le Waal vers Bommel, poussa des partis à Metteren et Geldermalen. La brigade Dewinter, du corps de Macdonald, le franchit près de Thiel, de concert avec les troupes de Delmas qui envoya des reconnaissances sur la Linge. Le 10, la droite des Français passa le Waal sur plusieurs colonnes, au-dessus de Nimègue; la brigade Reynier, à Oey; celle de Jardon, à Kokerdum; la division Moreau, à Millingen.

Les postes de Sporck furent jetés sur Arnheim; la gauche des Français repoussa aussi ceux des Anglais. La brigade Dewinter marcha de Thiel vers Aelst, pour se joindre à celle de Reynier.

Conseil de guerre des Alliés.

Une circonstance extraordinaire favorisa beaucoup la réussite de ces opérations. Le prince d'Orange, les généraux Walmoden, Harcourt, Abercrombie et Alvinzy, s'étaient réunis le 7 janvier; et, regrettant d'avoir abandonné la ligne de la Linge, ils avaient résolu de la reprendre avant qu'elle ne fût occupée en forces. Abercrombie devait s'y porter le 8 avec un gros corps anglais et une division hesso-hanovrienne: déjà, plusieurs bataillons de ces derniers étaient revenus de Wyck sur Buren; mais le reste des troupes ne parut point, et l'on en ignore la cause. Il faudrait avoir été témoin de la confusion et de la négligence qui régnaient dans cette armée, pour s'en faire une idée.

Jaloux de réparer ce contre-temps, Abercrombie promit d'entrer en action le 10, avec intention de tenir parole. En effet, non-seulement il se concentra sur la rive gauche du Rhin; il réunit encore la division de Burgh à Zoelen, pour donner la main aux généraux Wurmb et Dundas, qui avaient marché à Buren, et poussé des partis sur Capelle. Mais, lorsqu'il se mit en marche avec sa colonne principale, Abercrombie rencontra la gauche de la division Macdonald vers Linden où il comptait trouver les postes hanovriens : malgré sa surprise, le général anglais tint tête à des forces supérieures, et se retira avec une légère perte sur Rhenen, où il passa le Leck. Abercrombie est poussé au-delà du Leck.

Les corps de Dundas et de Wurmb, qui se trouvaient encore le 10 au soir à Buren, reçurent l'ordre de repasser aussi pendant la nuit : il est inconcevable qu'ils n'aient pas été enlevés par Macdonald, Salm et Delmas. L'armée française se borna à occuper toute la ligne de la Linge.

Ainsi, tandis que les brigades d'avant-garde autrichiennes, étaient exposées sur le canal de Panerden devant toute la division Moreau, le général Abercrombie s'engageait dans un faux mouvement contre le centre; les troupes de Dundas et de Wurmb, compromises, repassaient le Rhin à minuit vers Cuilenbourg; et les deux tiers des forces alliées étaient tranquilles dans leurs can-

tonnemens derrière le Leck, entre Wageningen et Arnheim.

Opérations de la gauche Prise de Heusden.

Pendant ces opérations, les divisions Bonnaud et Lemaire formant l'extrême gauche, avaient mis à profit la gelée et la terreur des ennemis, pour enlever les forts de Lovenstein et de Worcum, au second confluent de la Meuse et du Waal; de manière que Heusden, investi depuis neuf jours, capitula le 14, et que Willemstadt se trouva étroitement bloqué.

Walmoden abandonne la Hollande et se retire sur l'Yssel.

Dans un tel état de choses, il n'y avait qu'une bataille qui pût décider du sort de la Hollande; mais, comment la livrer avec une armée démoralisée, composée d'alliés pleins de méfiance les uns envers les autres et s'accusant réciproquement de leurs malheurs? On préféra donc se reposer sur le bord de l'abîme; dans l'espoir qu'un dégel, annoncé par la hausse du thermomètre, mettrait bientôt un terme aux succès des Français. Cependant ceux-ci ayant fait mine de passer le Leck vers Arnheim, au-dessus de la séparation de ce bras du Rhin, et le froid reprenant plus d'intensité, le général Walmoden craignit de voir sa position tournée et sa communication compromise; il se décida à faire exécuter un changement de front en arrière, qui, portant son armée sur l'Yssel, depuis Arnheim jusqu'aux environs de Zutphen, le sépara entièrement des Hollandais, et livra leur pays à la merci de Pichegru.

Les opérations de l'armée alliée ne méritent plus, dès ce moment, d'être rapportées: elle se retira derrière l'Ems, dans un état affreux. Les Hanovriens et les Hessois étaient découragés par cent combats dont ils avaient toujours payé les frais, et où ils furent constamment engagés par postes contre de fortes colonnes: d'un autre côté les Anglais, fatigués de privations et de marches par des temps affreux (1), sentaient le mauvais emploi qu'on avait fait d'eux depuis la malheureuse affaire de Turcoing; et le désordre inséparable du peu de discipline qui régnait alors dans ces troupes, fut porté au comble par le découragement et le mécontentement.

Etat affreux de l'armée alliée.

Nous allons indiquer succinctement les succès rapides et peu disputés de l'armée victorieuse.

Prise d'Utrecht.

Le 14 janvier, elle prit position derrière le Leck et le Rhin. Le général Bonnaud s'approcha de Gertruydemberg, et s'empara de vive force de quelques ouvrages dépendans de cette place. La droite de l'armée anglaise se retira le 15 de la province d'Utrecht. Elle évacua Wyck, Durstede, et Rhenen : les Français l'y suivirent, et entrè-

(1) Le temps était mauvais pour les Français comme pour les autres; mais indépendamment que la victoire double les forces morales, on sait que le service d'une armée en retraite et constamment sur la défensive, expose à bien plus de fatigues, excite bien plus de murmures parmi les troupes.

rent le 16 à Wageningen. Des députés vinrent ce jour là, chez le général Salm, proposer une capitulation pour cette province.

Le 17, la brigade Salm occupa Utrecht; le général Vandamme entra à Arnheim. L'armée de Sambre-et-Meuse, n'ayant plus d'ennemis à redouter, s'étendit sur la gauche, et releva dans le pays de Clèves les troupes de l'armée du Nord.

Le 18, la brigade du général Reynier entra à Amersfort; la division Macdonald prit position derrière les lignes du Grebbe, la droite à Rhenen, et la gauche au Zuyderzée; la division du général Moreau la remplaça sur le Rhin et appuya sa gauche à Wageningen.

Le Stathouder se réfugie en Angleterre.

Le Stathouder abandonné par l'armée du général Walmoden, obligé de renoncer à tout espoir de traiter avec la France, se trouvait dans le plus cruel embarras. Il ne lui restait que l'alternative de se jeter dans Berg-op-Zoom, Gorcum ou Flessingue, pour s'ensevelir sous les débris de sa puissance, ou de quitter la partie pour chercher un refuge en Angleterre. Son choix ne pouvait être douteux : chef d'une république turbulente, il n'ignorait point que les conflits de 1787 lui avaient aliéné une très-grande partie des habitans, et que son autorité, toute limitée qu'elle fût, paraissait encore trop lourde à ces riches marchands. Ce n'était ni sa patrie ni le trône de ses ancêtres qu'il avait à défendre; bien loin de

là, en s'obstinant à rester, ce prince exposait la Hollande à être déchirée par la guerre civile, et il prit sa résolution en philosophe.

Persuadé que les Français ne tarderaient pas à se rendre maîtres des Sept Provinces, Guillaume se présenta le 17 janvier aux Etats-généraux, et ensuite à ceux de Hollande pour leur communiquer la résolution de retirer à ses fils le commandement militaire, et de s'éloigner avec eux du pays pour lequel il croyait avoir fait tout ce qui était en son pouvoir; puis il quitta La Haye et s'embarqua à Scheveningen.

Les Etats de Hollande décrétèrent à l'instant que les troupes ne résisteraient plus aux Français, et des commissaires furent désignés pour accorder à ceux-ci, à titre de garantie, tous les points dont la remise serait jugée nécessaire; ils se rendirent sur-le-champ au quartier-général de Pichegru.

Tandis que ceci se passait dans la résidence du Stathouder, la plus grande fermentation se manifestait à Amsterdam. La bourgeoisie désarmée en 1787, et jalouse à l'excès des prérogatives de la maison d'Orange, saisit avec empressement l'occasion d'opérer une révolution dont elle se promettait les plus doux changemens. Le règne des théories démocratiques était alors dans toute sa force : indépendamment de l'état hostile dans lequel l'administration stathoudérienne se trou- Révolution à Amsterdam.

vait nécessairement placée envers les patriotes de 1787, ceux-ci espéraient tout de l'application des doctrines de l'égalité.

Au milieu de ce chaos, le général Pichegru et les représentans jugèrent à propos d'envoyer le 18 un parlementaire au conseil municipal pour l'engager à maintenir l'ordre. Le capitaine Krayenhoff, aide-de-camp du général Daendels, chargé de cette mission, avait trouvé la bourgeoisie attroupée, réclamant ses armes, et demandant de toutes parts que la régence résignât son autorité. Le comte de Golowkin, commandant militaire, dut en faire autant après avoir donné ordre à sa faible garnison de partir. Un détachement de hussards commandé par un autre patriote batave entra le 19 à Amsterdam, suivi de près par le général Daendels lui-même. Tous ceux qui avaient eu à souffrir de la révolution de 1787, furent portés en triomphe par leurs partisans. A Leyde et Harlem la réaction fut aussi complète, et s'effectua sans excès ni aucune circonstance digne de remarque.

Entrée des Français dans cette capitale.

Le lendemain 20 janvier, le général Pichegru accompagné des représentans Bellegarde, Lacoste, et Joubert fit son entrée dans Amsterdam. Les Français y furent reçus en libérateurs, et des acclamations universelles accompagnèrent la marche des commissaires de la Convention jusqu'au palais qui leur avait été préparé. Le

nom de Pichegru se mêlait aux cris de *vive la liberté! vive la nation française!* qui retentissaient de toutes parts.

La conquête de cette capitale l'une des plus riches de l'Europe devenait extrêmement importante par les immenses ressources qu'allait y trouver l'armée du Nord. Elle faisait d'ailleurs espérer la prompte soumission des Provinces-Unies; et la possession de ce pays, que le commerce avait élevé à un si haut degré de splendeur, allait consoler momentanément la France de bien des sacrifices. Résultats de ces événemens.

Le comité de salut public avait quelque droit de s'enorgueillir d'un pareil résultat, en songeant avec quelle gloire il vengeait la France de ces Etats-généraux, si insolens envers Louis XIV, et si puissans lors des négociations d'Utrecht et d'Aix-la-Chapelle. Carnot vint effectivement au nom de ce comité, demander pour l'armée du Nord un témoignage de reconnaissance nationale auquel il comptait bien prendre part: c'était une juste réparation des tracasseries qu'on lui suscitait chaque jour, en lui reprochant sa coopération aux mesures cruelles qui avaient préparé cette brillante série de succès. La Convention, séparant toutefois la cause d'un de ses membres de celle des armées, décréta avec acclamations que celles du Nord et de Sambre-et-Meuse ne cessaient de bien mériter de la patrie.

L'enthousiasme de cette assemblée augmenta encore quelques jours après, lorsqu'une députation hollandaise, envoyée pour la féliciter de ses travaux, parut le 28 janvier à la barre. Nous citerons quelques passages du long discours qu'elle prononça pour prouver à quel point les principes de la révolution française s'étaient propagés chez ses voisins : « Dans l'ivresse universelle que font éprouver les événemens glorieux qui immortalisent à jamais les armées françaises, les députés des patriotes bataves, accompagnés des infortunées victimes de la révolution de 1787, s'empressent d'apporter à l'assemblée nationale l'expression fidèle de leurs vœux et de leur joie.

» Elles sont donc enfin réalisées, ces promesses acquittées aujourd'hui par la bravoure d'un peuple de héros! Le Stathouder est en fuite, et l'Anglais pâlit d'épouvante et d'étonnement.

» Elles se réalisent ces promesses faites depuis si long-temps par les patriotes bataves, de se montrer dignes de recouvrer leur liberté, d'y concourir du moins de tout leur pouvoir!....

» Partout l'insurrection éclate et le patriote secoue l'horrible chaîne qui le comprimait; partout le Français libérateur est béni : vos armées marchent aux acclamations d'un peuple reconnaissant; Amsterdam la populeuse, Amsterdam a fait retentir jusqu'aux nues le

» bonheur de sa délivrance; elle a invité les » Français à entrer dans ses murs; elle les a » reçus en amis et en frères.

» Citoyens représentans, si ce tableau est fi» dèle, s'il n'est que l'exposé des faits, hésiterez» vous à mettre le sceau à vos dispositions géné» reuses, en remettant à la Hollande devenue » libre par vos mains, le prix, l'inestimable prix » de l'indépendance nationale, le seul moyen de » rendre cette brillante conquête réellement » utile à la France et funeste aux despotes, dont » les derniers efforts vont sans doute se réunir » bientôt pour tenter de vous l'arracher.

» Pour le commun bonheur des deux républi» ques, pour leur intérêt réciproque et surtout » pour le maintien de ce que vous devez atten» dre de nos efforts, nous vous demandons, lé» gislateurs, nous demandons à la représenta» tion nationale de la France, qu'elle daigne » laisser, au peuple libre de nos villes et de nos » campagnes, le choix le plus prompt de ses » autorités constituées.... »

Ainsi la Hollande voulait bien tenir des Français ce qu'elle prenait pour de la liberté; mais elle ne voulait pas renoncer à toute ombre d'indépendance, et ce sentiment naturel ne pouvait être improuvé. Cependant la chose était difficile; car, en continuant d'occuper son territoire, on attentait à cette indépendance, et on lui imposait

des chaînes, qui, pour être plus volontaires, n'en étaient pas moins réelles. En l'évacuant, on la mettait de nouveau à la merci de l'Angleterre; et le seul moyen d'éviter cette alternative embarrassante eût été de traiter à temps et sur des conditions convenables avec le Stathouder.

Barrère, qui présidait alors la Convention, répondit toutefois au nom de cette assemblée: « que l'intention de la représentation nationale » était de se montrer généreuse et grande à l'é» gard des Hollandais, et que ceux-ci pouvaient » compter sur toute sa bienveillance. »

Ils ne tardèrent pas à s'apercevoir que ces promesses n'étaient pas si aisées à tenir, et qu'entraînés par force dans les intérêts maritimes de la France, ils en partageraient tous les désastres, pour n'avoir point su démêler leurs véritables intérêts à une époque plus opportune, et dans une attitude moins humiliante.

La gauche passe le Bies-Bos et s'empare du grand arsenal de Dordrecht.

Quoi qu'il en soit, rien ne s'opposait désormais à la marche de l'armée victorieuse, la gauche s'avança aisément à la hauteur du reste de la ligne sur le Grebbe.

Le golfe de Bies-Bos était pris par les glaces comme tous les fleuves de la Hollande, et assez solidement pour y passer la plus grosse artillerie. La division du général Bonnaud, qui venait de s'emparer le 19 de la ville de Gertruydemberg et d'en faire la garnison prisonnière sur parole,

traversa ce lac le lendemain, et vint prendre possession de Dordrecht. Cette ville avait l'un des arsenaux les mieux fournis de la Hollande; les Français y trouvèrent 600 pièces de canon la moitié en bronze; 10 mille fusils neufs, et des magasins de vivres et de munitions de guerre pour une armée de 30 mille hommes.

Son entrée à La Haye.

Le 22 janvier, les troupes de cette même division entrèrent à Rotterdam. Mais fuyant aussitôt le séjour de cette ville non moins mal saine qu'opulente, elles s'avancèrent sur La Haye dès le lendemain. Le Stathouder, en quittant cette ville pour passer en Angleterre, avait lui-même recommandé aux Etats-généraux de bien recevoir les Français, espérant par ce moyen éviter un bouleversement intérieur et une réaction qui mettrait des obstacles à son retour. Les commissaires de la Convention s'installèrent au palais même du Prince, que Pichegru plus sage leur avait abandonné; mais, pour déguiser néanmoins aux yeux de l'armée française et du peuple hollandais, le faste orgueilleux de cette démarche qui contrastait singulièrement avec la simplicité républicaine qu'ils affectaient, ils firent placer sur le frontispice une inscription gravée en lettres d'or, où ils exprimaient le désir *de transformer ce magnifique palais en cristal pour que le peuple pût être témoin de toutes leurs actions.*

Formation d'un nouveau gouvernement.

Le but que Guillaume s'était proposé en engageant les Hollandais de son parti à se soumettre de bonne grace, fut loin d'être rempli. Tous ceux qui étaient connus par leur attachement à la maison d'Orange perdirent leurs emplois; plusieurs membres des Etats-généraux furent même rayés de la liste; et l'assemblée ainsi refondue reçut le titre d'*Etats-généraux régénérés*. Le grand pensionnaire Van Spiegel se trouva remplacé par Peter Paulus qui avait pris une part active à la révolution de 1787.

Les nouveaux Etats expédièrent des ordres pour que tous les commandans des places fortes eussent à les rendre aux Français, aussitôt que ceux-ci se présenteraient. Les troupes hollandaises, traitées désormais en alliées de la république, ne furent point désarmées. Les généraux se contentèrent de leur faire prêter le serment de ne plus porter les armes contre les Français. Les quatre régimens suisses que la république entretenait, furent licenciés après plusieurs mois de négociations; quelques corps allemands subirent le même sort ou furent rappelés par leurs princes.

Réquisitions pour les besoins de l'armée.

Cependant l'armée du Nord, victorieuse des Anglais, des Autrichiens, des Hollandais et des élémens, n'en était pas moins dans une situation déplorable. La misère affreuse dans laquelle elle se trouvait plongée, dès la fin du siége de Nimè-

gue, n'avait fait qu'augmenter pendant le mois qui venait de s'écouler, en marches si pénibles. Ces soldats qu'un membre de la Convention voulait proclamer des héros, et qui méritaient bien en effet ce titre par la rare constance et l'intrépidité dont ils venaient de faire preuve, n'étaient la plupart que des spectres décharnés. Il ne paraissait pas moins urgent de pourvoir à leur habillement qu'à leur subsistance : les délégués de la Convention empressés de soumettre au gouvernement batave le tableau de leurs besoins, obtinrent aussitôt la réquisition des vivres, fourrages, habits, toiles et souliers, nécessaires à l'entretien de l'armée qui, au moyen de ces secours, se remit promptement.

Dans ces entrefaites, la division du général Bonnaud après s'être emparée de La Haye, s'était portée sans perdre une minute sur Helvoetsluis, où elle trouva 600 Français détenus qui, à l'aide du gouverneur patriote, s'étaient armés, et avaient pris un dépôt anglais de pareille force. Les princes de Salm-Salm et Hohenlohe et un aide-de-camp du général Clairfayt, arrivés dans le port pour s'embarquer, tombèrent à cette occasion au pouvoir des Français, et furent envoyés en grande pompe à Paris par les commissaires conventionnels. Occupation d'Helvoetsluis.

D'un autre côté, la division Macdonald, après

s'être emparée de Woerden, le 21 janvier, avait pris position entre cette ville et Amersfort. Celle du général Moreau fut placée derrière la ligne du Grebbe entre Rhenen et Amersfort. La division de gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse occupa Arnheim.

La cavalerie française prend la flotte batave gelée dans le Texel.

Un nouveau prodige allait signaler cette campagne déjà si étonnante. Pichegru avait envoyé dans la Nord-Hollande des détachemens de cavalerie et d'artillerie légère, avec ordre de traverser le Texel, de s'approcher des vaisseaux de guerre hollandais qu'il savait y être à l'ancre et de s'en emparer. C'était la première fois qu'on imaginait de prendre une flotte avec des hussards : cependant cette tentative réussit au-delà de toute espérance; les Français traversèrent au galop les plaines de glace, arrivèrent près des vaisseaux, les sommèrent de se rendre, et s'emparèrent sans opposition de l'armée navale. Cette expédition, où tout sembla s'opérer par enchantement, fit à Pichegru une gloire inouie: il fut pendant deux ans le héros du jour, et il faut convenir que si ses débats avec Hoche, et son éloignement constant des champs de victoire de l'armée du Nord, ont autorisé la critique que nous nous sommes permise, il sembla dans cette circonstance mériter la réputation que sa conduite antérieure mettait en droit de contester. Toujours sévères dans nos jugemens, nous cher-

cherons de même à être justes; aucune injure, aucun ressentiment personnel ne saurait nous influencer.

A la vérité, les commissaires de la Convention, Bellegarde, Richard et Gillet ne furent pas étrangers à l'exécution de ces différentes entreprises ordonnées par le comité de salut public, et la gloire du triomphateur devait pour le moins être partagée entr'eux et les généraux habiles dont il se trouva heureusement secondé.

La province de Zélande capitula dans le même temps; cependant on eut beaucoup de peine à y arriver, parce que les bras de mer, qui séparaient ses îles, n'étaient pas entièrement gelés. Capitulation de l'île de Zélande.

L'armée anglaise, retirée derrière l'Yssel, ne paraissait pas déterminée à défendre les bords de ce fleuve.

Les Français restèrent quelques jours derrière les lignes du Grebbe, où quelques généraux étaient d'avis de s'arrêter, pour ne pas trop morceler leurs troupes.

Les Anglais ayant évacué Zwoll et Campen, lorsque l'avant-garde de Pichegru se présenta à Nardewick, cette circonstance le détermina à faire marcher de suite sur l'Yssel. La division Macdonald reçut ordre de prendre position entre Campen, Zwoll et Deventer; le général Moreau à Zutphen et Deventer; quant à la division de gauche de Sambre-et-Meuse, elle eut ordre d'oc-

cuper Doesbourg, et de garder le canal de l'Yssel et celui de Pannerden où elle avait déjà des troupes.

Ces divisions arrivèrent dans leurs positions du 3 au 6 février. Un bataillon de grenadiers et deux escadrons de chasseurs de la brigade Reynier, qui furent envoyés en reconnaissance sur Almelo et Hardenberg, chassèrent les Anglais de Twente. Leur terreur fut si grande, que, lorsqu'ils apprirent qu'une patrouille française s'était montrée à Hardenberg, ils évacuèrent en désordre Coewerden. Le même bataillon de grenadiers s'empara de cette place le 11 : le dégel ayant rendu les routes presqu'impraticables, il chemina près de deux lieues, dans l'eau jusqu'à la ceinture, pour aller prendre possession de cette ville fortifiée.

Les Français occupent la Frise et Groningue.

La Frise et Groningue étaient les seules des Provinces-Unies, qui restassent encore à soumettre. Les Anglais occupaient partie de la dernière. Quoique, pour les en déloger, il fallût étendre beaucoup l'armée et l'exposer à quelques revers, si les Alliés se fussent concertés pour l'attaquer conjointement avec des renforts autrichiens; des raisons politiques exigeaient cependant qu'on y fît passer des troupes françaises. La division Macdonald y fut envoyée, et pour protéger son mouvement, une seconde division tirée de l'armée de Sambre-et-Meuse se

réunit à celle qui occupait déjà Arnheim et à celle du général Moreau, pour former un corps d'observation sur la rive droite du Rhin, appuyant d'un côté à Emmerich que les Autrichiens avaient évacué, et bordant, de l'autre, la frontière jusqu'à Enscheede.

Le 19, les troupes françaises entrèrent à Groningue. Les Anglais, pensant qu'il n'y était venu que des partis, ne renoncèrent pas à conserver les forts qui couvraient cette province du côté de l'Allemagne : mais, le 28, immédiatement après l'arrivée de la brigade Reynier, ils furent attaqués et battus vers l'écluse de Besterzil, où ils étaient occupés à construire une redoute et une batterie, ce qui détermina le lendemain l'évacuation des postes de Nieuw-Schanz et Oude-Schanz. On leur prit dans l'affaire, ainsi qu'à la poursuite, 300 prisonniers, beaucoup d'équipages et trois pièces de canon, sans compter ce qu'ils ne purent détruire dans les forts.

Les Français s'avancèrent ensuite jusqu'à l'Ems où le dégel les arrêta. Dans le même temps, le général Moreau chassa les ennemis du comté de Bentheim, s'empara du château de ce nom, fit 600 prisonniers et prit du canon.

Ils reviennent sur leur droite.

Le territoire des Provinces-Unies se trouvant alors évacué, l'armée, par un mouvement inverse, revint sur sa droite, où il importait désor-

mais de faire face à la grande armée impériale dans le duché de Berg.

Les deux divisions de l'armée de Sambre-et-Meuse, qui avaient passé le Rhin pour occuper le comté de Zutphen et une partie de l'Over-Yssel, repassèrent sur la rive gauche : elles suivirent les mouvemens que Jourdan fit en remontant ce fleuve, pour se rassembler entre Dusseldorf et Coblentz, et remplacer, autour de Luxembourg, l'armée de la Moselle, appelée à joindre celle du Rhin devant Mayence.

Ainsi, après huit mois d'une campagne jusqu'alors sans exemple, les armées républicaines, qui, peu de temps auparavant, craignaient pour leurs propres frontières, semblaient menacer de dicter des lois à l'Europe.

L'Angleterre sut bientôt se consoler de l'espèce d'affront que ses armes venaient d'essuyer. Convaincue que les revers de ses alliés pouvaient tourner à son profit, elle ne fit plus d'effort pour les secourir, et s'empressa même de rappeler ses troupes du continent, dès qu'elle en trouva l'occasion ou le prétexte plausible. Les Hanovriens rentrèrent dans leurs foyers. Les sept corps d'émigrés s'embarquèrent à Stade pour les Antilles ou pour les côtes de Bretagne. Les drapeaux qu'on avait vu fuir à Turcoing, Malines et Dommel ; qui n'avaient pu se maintenir ni sur la

Meuse ni sur le Waal, furent transportés ensuite sur les rives de l'Océan indien; et, flottant bientôt dans toutes les possessions hollandaises, apprirent à l'Europe ce qu'elle doit en redouter. Le ministère britannique ne se donna pas même la peine de déguiser les espérances que sa position lui faisait concevoir. « Les Français sont » maîtres de la Belgique, s'écria lord Grenville, » en faisant au parlement un tableau de la si- » tuation des affaires : mais peu nous importe ; » ils seront forcés de la rendre à la paix. Nous » avons pris 26 vaisseaux et les établissemens les » plus importans des deux Indes, qui nous as- » surent désormais l'empire des mers. » Paroles prophétiques qui, pour avoir été momentanément en contradiction avec les faits, ne s'en accomplirent pas moins par la suite.

Quelles que fussent d'ailleurs les fautes primitives dans l'emploi des forces des deux partis, la postérité rendra justice aux généraux qui se distinguèrent durant cette campagne mémorable, Kléber, Jourdan, Moreau, Reynier, Macdonald, Bernadotte, Championnet, Schérer, Souham et Lefebvre seront toujours cités avec honneur dans les fastes militaires de la France (1). Du

(1) Nous avons déjà cité, en rapportant les opérations des autres armées, les noms de ceux qui s'illustrèrent sur le Rhin, en Italie et aux Pyrénées.

côté des Alliés, Beaulieu, Clairfayt, Kaunitz, Alwinzy, le prince Frédéric d'Orange, Hammerstein, firent souvent oublier par de beaux faits d'armes particuliers, les fautes du système général de leurs chefs.

Cette campagne fera époque dans l'histoire des nations, comme dans celle de l'art militaire. Elle se distingua des précédentes par les énormes masses qui commencèrent à être mises en action, et par la manière dont elles furent employées. Ces masses ne pouvant plus traîner les immenses attirails de campement, bivouaquent partout où elles s'arrêtent : dépourvues de magasins, elles dévorent les pays où elles passent : on ne peut plus les solder qu'en assignats, et malgré l'extrême dépréciation de ce papier (1), le tarif de la solde reste le même; en sorte que les militaires, dénués de tout, se voient plongés dans la plus profonde misère. Un patriotisme pur soutient les soldats républicains; car, jamais ils ne coururent à la victoire plus gaîment et sans commettre moins d'excès. Des volumes entiers ne suffiraient point pour consacrer tous les actes

(1) Il fut un moment où la solde d'un officier ne montait pas à plus de 3 francs par mois. On fut obligé pour les tirer du plus affreux dénuement de leur accorder en 1795 le tiers de leurs appointemens en numéraire, et un capitaine toucha alors 70 francs par mois.

d'héroïsme et de désintéressement qui les immortalisèrent. L'histoire en recueillera les principaux traits : elle racontera, par exemple, avec quelle résignation de paisibles citoyens arrachés de leurs foyers, transformés en soldats par une loi; après avoir bivouaqué un mois entier dans le terrible hiver de 1794, sans bas, sans souliers, privés même des vêtemens les plus indispensables et forcés de couvrir leur nudité avec quelques tresses de paille, franchirent les fleuves glacés, et pénétrèrent enfin dans Amsterdam, sans commettre le moindre désordre. Cette cité fameuse par ses richesses, et qui devait s'attendre à moins de ménagemens, vit avec une juste admiration, dix bataillons de ces braves à demi-nus, entrer triomphans dans ses murs au son d'une musique guerrière, placer leurs armes en faisceaux, et bivouaquer pendant plusieurs heures sur la place publique, au milieu de la neige et de la glace, et attendant avec résignation sans laisser échapper un murmure, qu'on pourvût à leurs besoins et à leur casernement. Tels furent les premiers soldats de la république; tous les partis leur doivent cette justice; et si l'indiscipline s'introduisit dans plusieurs corps, l'esprit de faction en fut la cause; elle n'alla jamais, d'ailleurs, jusqu'à leur faire oublier ce qu'ils devaient aux lois de l'humanité; et, il faut en convenir, ce fut bien long-temps après,

quand l'abondance succéda à la pénurie, que des chefs insoucians donnèrent l'exemple du désordre.

Avant d'entreprendre le récit de la campagne suivante, nous esquisserons d'abord ce qui se passait dans l'intérieur de la France et aux Colonies : nous terminerons ensuite le tableau de 1794, par un aperçu de l'insurrection de Kocziusko et des victoires de Suwarof qui mirent fin à la Pologne.

CHAPITRE XLIII.

Principaux événemens de l'intérieur et de la Vendée dans cette seconde période. — Agitation des partis dans la Convention. — Nouvelle organisation du comité de salut public. — Procès de Carrier. — Inaction des républicains en Vendée; les royalistes en profitent pour se réorganiser. — Influence de Bernier dans l'Anjou; ses règlemens dévoilent son ambition; il établit un papier-monnaie. — Charette, non moins avide d'autorité, éclate contre Stofflet; la dissension entre ces deux chefs est portée au plus haut degré. — Attaque des camps retranchés. — Démarches de Puisaye pour organiser l'armée bretonne. — Il se rend en Angleterre pour solliciter des secours. — Hoche vient prendre le commandement de l'armée des côtes de Brest. — Etat des affaires à la fin de la campagne. — Evénemens maritimes.

La chute de Robespierre, si désirable sous tant de rapports, n'en exposa pas moins la république à trois chances également funestes. Il était à craindre en premier lieu, que la Convention, trop

pressée de substituer la modération à la terreur, ne remplaçât la dictature révolutionnaire par l'anarchie dans l'autorité; moins insupportable pour les citoyens; mais d'autant plus dangereuse pour l'état, qui se trouvait engagé dans une lutte gigantesque, et avait besoin de toute sa force pour en sortir victorieux. On redoutait aussi qu'en poursuivant les auteurs des massacres de Nantes, de Lyon, de Toulon et d'Arras, elle n'excitât les départemens à des réactions odieuses, source inépuisable de troubles et de guerres intestines. Enfin, il n'était pas moins à craindre que le parti royaliste, d'abord étranger à ces chocs, ne ralliât tous les intérêts opposés à ceux de la république, et ne parvînt ainsi à la renverser. Mais, si la fortune la préserva de tant de malheurs, elle ne put cependant la garantir des atteintes que ce parti continua à lui porter.

État de la France après la mort de Robespierre.

Le supplice des triumvirs ne rendit à la France qu'un calme passager assez semblable à la stupeur. Les partis s'observaient : les prisons, ouvertes pour les 100 mille suspects dont elles furent encombrées, n'attendaient plus que des coupables : la guillotine avait suspendu ses effrayantes exécutions. Déjà, le gouvernement révolutionnaire allait être mitigé : un décret du 3 septembre donna une nouvelle organisation aux comités du gouvernement; et décida que celui de salut public serait renouvelé par quart,

le 15 de chaque mois, et que les membres sortis ne pourraient être réélus qu'un mois après (1). En attendant l'abolition du tribunal de sang, on destitua et mit en jugement son affreux accusateur public; on choisit des juges et des jurés, plus respectés par l'opinion publique : les biens des condamnés, non émigrés, furent rendus à leurs héritiers : on réduisit le nombre des comités révolutionnaires de Paris; le décret qui accordait quarante sols par jour aux prolétaires délibérans dans les assemblées de sections, fut rapporté. La Convention accorda des encouragemens aux savans, aux artistes et aux gens de lettres; proclama la liberté des cultes; retira le décret qui défendait de faire des Anglais prisonniers; nomma une agence d'approvisionnement, sous la surveillance des comités. Mais ces mesures de détail ne pouvaient seules faire avancer le char révolutionnaire, au milieu des obstacles qui encombraient sa route; et l'horizon était encore surchargé de nuages.

Efforts des Jacobins pour ressaisir le pouvoir.

La faction, connue sous le nom de *Queue de Robespierre*, méditait dans l'ombre les moyens de ressaisir le pouvoir. Plusieurs députés montagnards, revenus des armées et des départemens, où ils avaient exercé le proconsulat, avides

(1) Voyez pièces justificatives, n° 3.

de puissance, ou excités par l'espoir de prévenir les dangers d'une réaction royaliste dont ils avaient tout à redouter, travaillaient ouvertement à reprendre la suprématie dans les comités, à la Convention et dans les clubs. Déjà, même, par l'organe des Jacobins, ils avaient demandé, le 25 août, la continuation du gouvernement révolutionnaire. « Ils n'ont abattu le tyran, di-
» saient leurs orateurs, que pour nous ramener
» insensiblement à l'aristocratie. Prenez garde,
» patriotes purs! vous qui avez servi la répu-
» blique avec énergie; ils méditent déjà votre
» procès! La commune seule pouvait mettre un
» frein à leur fureur réactionnaire : qu'on la ré-
» tablisse dans toute sa force, ou nous sommes
» perdus. Encore un coup énergique, et la ré-
» publique est sauvée! »

La terrible explosion de la poudrière de Grenelle, arrivée en même temps, donna lieu à mille conjectures; et, aux yeux même de la Convention, elle passa pour une œuvre de perfidie, tendant à exciter un mouvement. On dénonça de toutes parts, des menaces faites aux députés thermidoriens; et la tentative d'assassinat commise sur Tallien, dévoila le projet d'une réaction.

Rapport de Robert Lindet sur l'état de la France.

Les comités ne s'abusaient pas entièrement sur la disposition des esprits, et sur les dangers de la chose publique. Le rapport, fait le 20 sep-

tembre par Robert Lindet, signala le mal, sans indiquer toutefois les moyens d'en atténuer les effets. Il n'y en avait qu'un; celui de recourir, dans cette crise, au remède qui sauva Rome tant de fois. Mais comment proposer un dictateur, à une époque où ce nom seul passait pour un blasphème? Une telle résolution n'entrait dans la tête d'aucun républicain. Il fallut donc adopter le système des contre-poids, qui tend à détruire les factions par elles-mêmes, qui exige beaucoup de tact et d'habileté, et devient souvent fatal à celui qui dirige le balancier.

Des attaques réitérées contre Billaud-Varennes, Barrère, Collot-d'Herbois et d'autres membres des anciens comités, jointes à la mise en accusation de Carrier, indiquaient assez que la vindicte publique n'était pas satisfaite. D'un autre côté, les Jacobins, résolus de prendre leur défense, ne se bornaient plus à de vains discours, ils agissaient; Tissot et Trouville travaillaient à soulever les faubourgs de la capitale. Dès les premiers jours de novembre, tout annonçait une irruption prochaine : des attroupemens menaçans se formaient autour de leur club; un comité insurrecteur s'établissait au centre du faubourg St.-Antoine; les députés de la Montagne, enfin, prenaient une attitude plus fière. Les comités de salut public et de sûreté générale, réunis, ordonnèrent la clôture de cette société factieuse qui, depuis trois ans, tenait la France asservie,

Attaques contre les anciens membres des comités.

16 novemb.

et dont les délibérations l'emportèrent souvent sur les actes de l'autorité; la Convention se hâta de les approuver, et les Jacobins furent fermés pour ne plus se rouvrir. On arrêta Tissot, Trouville, Raisson et plusieurs autres chefs; mais l'orage, écarté pour quelque temps par ces mesures énergiques, n'en devait éclater qu'avec plus de fureur.

Rappel des soixante-douze conventionnels bannis.

Dans cet état de fermentation, une nouvelle lutte paraissant inévitable et prochaine, le parti modéré s'empressa de rappeler les soixante-douze députés proscrits à cause de leurs relations avec les Girondins, et soustraits au supplice par l'intervention de Robespierre. Cet acte de justice nationale avait encore un autre but, celui de s'assurer la majorité; et, jusques-là, c'était fort bien : mais en tolérant par son silence les excès des fougueux réactionnaires du Midi, la Convention s'aliéna les cœurs des républicains, qui crurent voir dans cette conduite le projet de les livrer au fer des royalistes.

Ainsi, malgré les chants d'allégresse, inspirés par la chute d'un système odieux, la Convention, semblable à un vaisseau désemparé après la tempête, errant au gré des vagues encore mutinées, flottait incertaine au milieu des factions qui cherchaient à s'emparer du timon des affaires.

Position critique du gouvernement.

Tous les ressorts du gouvernement semblaient s'être brisés avec la verge de fer du comité. En passant des mains des décemvirs à celles d'une

assemblée débile et tracassière, l'autorité publique tomba dans la langueur. Le comité, renouvelé chaque mois, agit sans plan ni vigueur. Dans son enthousiasme pour les doctrines démocratiques, la Convention avait substitué aux différens ministères, des commissions nombreuses, entre lesquelles elle répartit les attributions administratives. C'était sans doute un mal : mais, comme il procura des emplois aux partisans de la Montagne, et fut pallié par l'énergie du comité directeur, l'on s'en aperçut à peine durant le règne de la terreur. Ce fut tout autre chose, lorsqu'après le 9 thermidor, on abandonna les erremens de la faction terrassée, et qu'on voulut imprimer à toutes les branches du service public une marche régulière, avant d'avoir créé des moyens : alors on reconnut le défaut d'unité, à l'incohérence et aux lenteurs d'exécution.

Les armées seules conservèrent encore une attitude imposante, tant qu'au milieu du désordre de l'administration, Carnot, dont personne ne révoquait en doute la capacité, fut à la tête de la section d'où émanaient tous les ordres relatifs aux opérations (1).

---

(1) Un bureau topographique, institué dans l'origine pour fournir au comité de salut public les cartes et renseignemens nécessaires, devint sous la direction de Carnot le centre de toutes les opérations militaires. Le général de brigade Clarke en fut d'abord le chef. Là se centralisèrent les rapports des généraux et ceux des re-

Embarras des finances.

A mesure que l'autorité perdait de sa force, le zèle des contribuables se refroidissait, et les besoins de l'état croissaient en raison du déficit qu'éprouvait le trésor public. L'émission démesurée des assignats, annonçant une prochaine banqueroute, tenait le gouvernement dans la plus affreuse perplexité. La victoire avait, il est vrai, porté de grandes armées au-delà des frontières; mais, pour les y soutenir et conserver l'ascendant qu'elles avaient sur les ennemis extérieurs, il fallait songer à les payer bientôt en numéraire : obligation impérieuse, sacrée, à laquelle les économistes les plus hardis n'osaient songer sans frémir, autant pour la patrie, que pour les pays qu'on allait être contraint de dépouiller.

Déjà, la Belgique, où les agens de Cambon avaient donné lieu à tant de plaintes au commencement de 1793, se trouvait en butte aux arrêtés vexatoires des représentans en mission. Un de ceux-là traduisait au tribunal révolutionnaire,

---

présentans en mission près des armées; de là émanèrent aussi les instructions du gouvernement et les plans de campagne.

Cet établissement dont on ne saurait nier les avantages, et qui rendit d'importans services, eût été bien plus efficace encore, si on se fût attaché à mettre à sa tête un militaire plus habile que celui qui le dirigea d'abord. Clarke n'avait ni l'expérience ni le génie de la guerre.

tout belge convaincu d'avoir refusé des assignats pour leur valeur nominale; un autre interdisait le moindre commerce avec l'ennemi. En France, le papier baissait toutes les heures, et n'avait plus de valeur approximative, du jour au lendemain.

De cette pénurie générale, autant que de la marche ambiguë du gouvernement, naquirent bientôt des désordres très-graves dans l'intérieur. Ils furent, dans le Midi, et particulièrement à Lyon, Toulon et Marseille, cause et prétexte de nouveaux troubles. C'est surtout dans cette dernière ville, où la révolution fut accueillie avec tant d'enthousiasme en 1790, siége du fédéralisme en 1793, que les montagnards tentèrent de fixer en 1794 le foyer de la révolution jacobine. Là, deux hommes qui s'étaient déjà acquis dans le parti une affreuse célébrité, Reynier et Voulland, s'apprêtaient à répéter les scènes du 2 septembre, et recrutaient une horde de fédérés, pour marcher au secours de leurs frères de la capitale, opprimés, disaient-ils, par la Convention. Ce ne fut qu'avec beaucoup de peine, que les représentans parvinrent à comprimer les factieux et à retarder l'explosion. Troubles du Midi.

Pendant la durée de cette période, la politique extérieure n'occupa que faiblement la Convention; et, depuis le discours prononcé par Robespierre, au mois de novembre précédent, dix mois s'étaient écoulés, sans aucun débat sur Politique extérieure.

des rapports avec l'étranger. Une adresse des insurgés polonais, lue à la séance du 14 août, troubla un moment ce silence : la démarche qu'on suppose avoir été faite par le conseil de Varsovie, fournit au président, Merlin de Douai, l'occasion d'une nouvelle philippique contre les Souverains; et c'était là tout ce qui devait en résulter. D'abord, la république française se trouvait hors d'état d'opérer une diversion; et, quand bien même elle eût été en mesure de jeter l'armée de Sambre-et-Meuse sur la rive droite du Rhin, et de forcer par cette opération la Prusse à rappeler les troupes qu'elle avait sur les bords de la Vistule, le sort de la Pologne n'en eût pas moins été décidé, si la Suède et la Turquie n'avaient au préalable commencé la guerre de leur côté, afin de débarrasser Kocziusko du plus redoutable de ses adversaires.

Au même instant où les Polonais recevaient ainsi des protestations qui ne servaient qu'à entretenir de vaines espérances. L'envoyé des États-Unis, Monroë, fut présenté à la Convention : et la diplomatie européenne vit, pour la première fois, une audience de réception à la barre d'une assemblée délibérante ; où les lettres de créance, et des discours prononcés publiquement, semblaient annoncer que bientôt les alliances et les traités se discuteraient dans des assemblées populaires.

La mission de ce nouveau chargé d'affaires, contribua néanmoins à maintenir la bonne harmonie entre les deux républiques. Partisan zélé de la démocratie, Monroë se fit de nombreux amis à Paris, et persuada à ses commettans qu'il était de leur intérêt de se rallier à la France : système d'autant plus naturel, que des nuages s'élevaient entre le gouvernement de Washington et celui de Londres. Si les Américains n'embrassèrent pas plus ouvertement la cause du peuple auquel ils étaient redevables de leur indépendance, il ne faut l'attribuer qu'à l'obligation où le congrès se trouva de ménager les intérêts d'un commerce naissant.

Vendée.

Dans la période qu'on vient de retracer, la Vendée n'offrit pas le même intérêt qu'en 1793 : néanmoins, quoique cette plaie politique eût cessé d'être mortelle, elle devait saigner longtemps encore. Etat des deux partis.

Fatigués d'un carnage et d'une lutte sans fruit, les Vendéens eussent peut-être consenti à ne pas combattre la Convention; mais ils ne voulaient point se soumettre à ses lois. Cette neutralité équivalait à une guerre; car le gouvernement, loin de tirer de ce pays des contributions et des soldats, eût été forcé d'y entretenir à grands frais une armée d'observation. Ainsi, guerre pour

guerre, il entrait dans sa politique de ne pas leur donner de relâche, qu'il ne les eût entièrement réduits.

Cependant, les besoins de renforts qu'éprouvaient les armées des Pyrénées et de la Moselle lui ayant fait détacher trop tôt 25 mille hommes sur ces frontières, une funeste apathie succéda à l'activité déployée à la fin de la campagne par Marceau, Westermann et Haxo. Les royalistes, revenus de leur stupeur, se donnèrent ainsi l'organisation dont nous avons parlé au chap. 35, et méditèrent même l'attaque des camps républicains. Au premier bruit des nouveaux soulèvemens, le comité de salut public fit aussitôt remplacer les divisions de bonnes troupes, par 30 mille réquisitionnaires sans armes et sans équipement, qui causèrent plus d'embarras qu'ils ne furent utiles, en absorbant les ressources qu'on aurait dû réserver aux corps de meilleure constitution.

Nouvelle organisation des Vendéens.

Quoi qu'il en soit, après l'établissement des camps retranchés et le rappel du général Thurreau, il y eut un repos de plusieurs mois, dont les paysans profitèrent pour faire leurs récoltes; et Charette et Stofflet, pour régulariser l'insurrection de leurs départemens respectifs.

Au conseil supérieur, chargé de diriger la grande Vendée, avait succédé une sorte d'anarchie entre les chefs; fruit de leur égoïsme et de

leur ambition. La répartition en trois commandemens absolument indépendans sur la rive gauche de la Loire, et en vingt bandes isolées sur la rive droite, acheva d'enlever à cette guerre l'unité de plan et d'action, qui seule pouvait la faire réussir. L'action politique ne fut pas moins divisée que les opérations guerrières. Le meurtre de Bernard de Marigny et de Joly n'éteignit point les rivalités; Charette et Stofflet trouvèrent bientôt dans leurs prétentions de nouveaux germes de discorde. Le dernier s'aliéna tous les cœurs, par son despotisme et sa dureté.

Ambition de Bernier.

Le curé Bernier, qui le conduisait, joignait l'expérience des affaires à tous les vices d'un prêtre ambitieux; instruit, adroit, dissimulé, il avait montré au conseil général, des talens, de l'enthousiasme, et une feinte modestie. Echappé à travers mille dangers à la défaite de Savenay, il s'était d'abord réfugié chez Charette, puis s'attacha à Stofflet. A peine se fut-il emparé de l'esprit de ce chef, que, certain de dominer sous son nom, il affecta de ne plus connaître d'égaux; et laissa percer son caractère jaloux et sanguinaire. Avide du pouvoir, et convoitant le titre de commissaire-général de l'armée catholique et royale, il fit convoquer, au mois de juin, au château de Mazières, une assemblée des députés de toutes les paroisses, à l'effet de se faire proclamer. Tous s'y rendirent, à l'excep-

tion de ceux de la Basse-Vendée et du centre, auxquels Charette et Sapinaud donnèrent contre-ordre. Cette circonstance paraît avoir été la vraie cause de la haine implacable que Bernier voua à ces deux rivaux.

Ses projets d'administration.

Cependant, l'assemblée de Mazières ne laissa pas d'être nombreuse : on y vit arriver 800 députés angevins ; et les chefs intéressés à lui donner tout l'éclat que les circonstances permettaient, ne négligèrent rien pour la rendre solennelle. Bernier fit lecture d'un projet de règlement qui établissait un commissaire-général, dont l'autorité devait s'étendre dans tout le pays soumis aux Vendéens. Après avoir exposé la nécessité de prévenir les désordres, il fit sentir le besoin d'un gouvernement provisoire assis sur les principes de la monarchie et de l'ordre public. L'autorité absolue était confiée à un conseil, qui entretenait au dedans et au dehors toutes les relations jugées nécessaires, et n'était responsable de ses opérations, qu'envers le Roi ou le régent du royaume ; il infligeait des peines afflictives, et s'était même arrogé le droit de prononcer la peine capitale ; enfin, il rendait les ordonnances qu'il croyait convenables ; établissant, pour les surveiller dans l'arrondissement de chaque armée, un commissaire-général et un inspecteur par division. Si ce code avait quelque dehors de despotisme, il est juste de convenir qu'en pareilles circonstances, il était indispen-

sable d'opposer la force d'un pouvoir arbitraire à l'énergie des républicains.

Dupuis qui s'y oppose est jeté dans les fers.

A la lecture de ce règlement, les députés restent interdits : un seul, nommé Dupuis, ose le discuter et en combattre les dispositions, de manière à éveiller l'attention de ses collègues. Bernier indigné, voit que c'en est fait de son autorité, s'il laisse ce premier pas impuni; et détermine Stofflet à congédier l'assemblée, après avoir proclamé toutefois l'adoption du règlement, et arraché la signature de tous les députés. Au sortir de la salle, l'orateur Dupuis est arrêté et jeté dans les fers; de justes rumeurs produites par cet acte despotique, sont bientôt étouffées par l'appareil militaire. Un conseil de guerre est convoqué : Dupuis absous, n'en reste pas moins prisonnier.

Le curé de St.-Laud ne négligea rien, d'ailleurs, pour faire oublier ce trait de perfidie. Sans cesse appliqué à perfectionner les différentes branches du service, il rédigea plusieurs règlemens à l'effet de régulariser les affaires civiles et militaires; et, il faut le dire, ses talens eussent puissamment contribué à la prolongation de la guerre, si ses prétentions avaient excité moins de jalousies.

Etablissement d'un papier-monnaie.

Persuadé, enfin, que l'insurrection s'étendrait de proche en proche, si l'on parvenait à faire succéder une administration régulière à la dévastation et au pillage, Bernier conçut le projet

hardi d'émettre 6 millions de papier-monnaie dont le cours serait forcé; et au moyen duquel il serait facile d'assurer une solde à l'armée, et d'acquitter exactement les réquisitions frappées pour son entretien. Cette mesure réussit mal, comme nous le verrons dans la suite : des désordres eurent lieu entre les paysans, et les soldats de Stofflet munis de ces nouveaux assignats; et la haine des chefs éclata avec plus de violence.

La Convention modifie son système.

Du côté des républicains, la chute de Robespierre apporta un changement dans le système adopté par la Convention. Les commissaires de la faction jacobine furent rappelés : l'affreux Carrier quitta Nantes; Bourbotte et Bô, hommes plus modérés, qui le remplacèrent, cédant à la clameur publique, firent arrêter et mettre en jugement les membres du tribunal de sang, exécuteur de ses volontés. Plus tard, Carrier lui-même porta sa tête coupable à l'échafaud; et, dans la mémorable séance du 3 octobre, à laquelle ce procès donna lieu, Thurreau, accusé de toutes parts d'être l'auteur du système des colonnes infernales, fut décrété d'accusation.

Déjà, depuis quelque temps, le commandement des armées des côtes de la Rochelle et de Brest avait été rendu au général Canclaux, que l'on a vu éloigné l'année précédente, à la suite de ses débats avec Rossignol; mais qui, plus sage

et plus modéré qu'habile capitaine, avait les qualités nécessaires pour ramener l'ordre.

Le départ des meilleures troupes pour l'Espagne et pour Trèves, ne lui inspirait pas assez de confiance pour attaquer et poursuivre sans relâche un ennemi prompt à se relever de ses défaites, et le système destructeur abandonné peut-être au moment où l'on en eût obtenu des résultats, ne pouvait plus être repris sans inconvénient.

Toutefois, s'il restait beaucoup à faire pour réduire ce pays dévasté à l'obéissance, il semblait du moins aisé de le contenir; car il ne s'agissait que de lui couper toute communication avec la mer et la Loire : chose facile, au moyen des camps retranchés.

La répression de la chouannerie offrait plus de difficultés : le théâtre des hostilités s'était étendu dans toute la presqu'île du Cotentin, et par-delà la Mayenne. Le général Canclaux, et le général Moulins (1) commandant l'armée des côtes de Cherbourg, devaient combiner leurs opérations, afin d'étouffer, dès l'origine, des rassemblemens qui se propageaient avec rapidité et menaçaient déjà Paris. La chouannerie s'établit en Bretagne.

(1) Le frère aîné de celui qui se tua à Chollet, et qui, depuis, fut l'un des cinq directeurs de la république. Il passa ensuite à l'armée des Alpes, et Hoche vint le remplacer en Bretagne.

Etat des républicains

A ne consulter que les états de situation, il y avait plus de 80 mille hommes dans les trois armées employées à cette guerre de détail, qui n'offrit, depuis le mois de juillet jusqu'à la fin de l'année, que quatre à cinq combats dignes d'être nommés (1). Mais on sait assez que, sur ce nombre, il y avait moitié de non-combattans : le reste, malingre, en proie à une gale opiniâtre, fruit de la malpropreté des paysans bretons, languissait dans les dépôts et les hôpitaux.

Attaque de leurs camps retranchés.

Charette, étonné du long repos qui succédait à une campagne d'hiver si active, attribua ce système à la faiblesse de son adversaire (2); et résolut d'enlever le camp de la Roulière, en avant de Légé. Les troupes qui l'occupaient, parcourant les cantons voisins, y enlevaient toutes les ressources, et menaçaient les royalistes du Bas-Poitou, d'une ruine prochaine. Se débarrasser d'un voisin si incommode, et rejeter dans Nantes la terreur qu'il répandait dans les cantons royalistes, était un avantage trop évident pour ne pas légitimer l'entreprise. Le général Jacob qui commandait ce camp étant absent, et la

(1) Carnot affirma, dans la séance du 3 octobre, qu'il y avait 120 mille hommes sur les côtes de l'Océan ; mais il faut croire que ce rapport à la tribune fut exagéré à dessein.

(2) Ce repos des républicains, après leurs succès, a été attribué à tant de causes contradictoires, qu'il restera probablement un mystère pour la postérité.

garnison composée de recrues, ce coup de main réussit le 4 septembre par surprise : il n'aurait rien eu de particulier, si, pendant que les vainqueurs s'amusaient à piller, une colonne mobile, sortie de Montaigu, ne fût tombée sur leurs derrières, et n'eût été sur le point de leur arracher la victoire. Charette échappa à ce danger par sa présence d'esprit, et remporta, après un combat très-vif, un second avantage sur cette colonne, qu'il rejeta à Montaigu avec perte. L'armée royaliste, après cet exploit, reprit le chemin de ses foyers.

Combat de Fréligné.

Cependant, quelques papiers trouvés à la Roulière ayant découvert à Charette que le projet de Canclaux était de l'affamer, en avançant peu-à-peu ses camps dans l'intérieur de la Vendée, il rassembla de nouveau son armée le 13, décidé à attaquer le camp de Fréligné, dont il était le plus incommodé. Le 15 septembre, les royalistes l'assaillent sur trois de ses fronts; mais ils trouvent cette fois, des gens prêts à les recevoir. Les chefs de brigade, Prat et Mermet, se défendent avec autant de valeur que d'intelligence : couverts par un large fossé et un parapet fraisé, ils résistent pendant cinq heures à tous les assauts, et jonchent le fossé de royalistes. Toutefois ces deux officiers ayant été tués au fort de l'action, le reste de leur petite troupe perdit son énergie, et se laissa égorger. Le fils de Mermet,

âgé à peine de 14 ans, attaché au corps de son père expirant, y fut haché en pièces, et mourut en criant *vive la république!* exemple déplorable de l'exaltation des partis, dans ces horribles guerres! Quelques soldats échappés à cette boucherie, croyant se sauver à St.-Christophe du Ligneron, y tombèrent dans une embuscade où ils périrent jusqu'au dernier.

Dissension parmi les chefs vendéens.

Charette n'avait pas attendu ce second avantage pour rappeler à Stofflet les obligations du pacte de Jalais, et le requérir de se joindre à lui. Le garde-chasse, non moins ambitieux, et aussi capable peut-être de commander que l'ex-lieutenant de vaisseau, refusa, sous divers prétextes, d'agir de concert avec lui. Toutefois, ne voulant point encore rompre ouvertement, il ordonna une diversion contre le camp de Chiché, dont les colonnes mobiles inquiétaient l'arrondissement de Châtillon.

Combat de Chiché.

Le 10 du mois de septembre, tout ce qui était classé dans 27 communes partit pour cette expédition, au nombre de 4 mille hommes, sous la conduite des divisionnaires Renou et Guichard. Etabli sur une hauteur et muni d'artillerie, le camp républicain n'était susceptible d'être enlevé que par surprise; mais les royalistes, ayant mis trop de lenteur dans leur marche, n'arrivèrent qu'au jour au pied de la position. Un des chefs, craignant de se compromettre par une attaque

intempestive, ne voulut point passer outre, et laissa l'autre courir avec 2,400 hommes à l'escalade, qui fut repoussée.

Par hasard, un gros détachement sorti du camp de bonne heure en vue de battre la campagne, surprit la division de réserve dans la vallée où elle faisait halte, au moment que l'autre commençait son attaque. La surprise fut égale des deux côtés, et tourna contre toute probabilité, à l'avantage des royalistes; car la colonne qui attaquait le camp, ayant rétrogradé aux premiers coups de fusil qu'elle entendit sur ses derrières, mit le détachement républicain entre deux feux, et l'anéantit presque entièrement, tandis que la garnison ne faisait rien pour éviter aux siens une catastrophe qu'elle ignorait.

Le général Grignon commandant le camp de Vérine, prit au reste, quelques jours après, revanche complète de cette échauffourée, en enlevant le poste de Noir-Lieu, où le divisionnaire Renou avait placé son quartier-général. Combat de Noir-Lieu.

Le reste de la campagne s'écoula plus en intrigues qu'en combats, et peu s'en fallut que Charette et Stofflet n'en vinssent aux mains, au sujet des mesures prescrites par le dernier, pour l'introduction du papier-monnaie.

Charette, non content de protester contre ce système qui, selon lui, transformait les martyrs de la royauté en troupe de mercenaires, pré- La dissension redouble.

sentait d'ailleurs le règlement comme un attentat aux stipulations de Jalais, où chacun s'était interdit la faculté de rien innover, sans le consentement des trois armées. Il cita Stofflet à comparaître devant son état-major et celui de Sapinaud, pour rendre compte des motifs qui l'avaient porté à une démarche si décisive. Bernier était trop rusé, pour ne pas prévoir l'issue d'une telle sommation; et le sort de Marigny était encore trop récent, pour s'exposer ainsi au ressentiment d'un adversaire vindicatif. « Gardez-vous de donner dans le piége, dit-il à Stofflet : c'est moins » pour connaître les motifs de votre conduite, » que pour avoir l'occasion de vous faire arrêter, » que Charette vous adresse cette insolente » sommation : jaloux de ce que vous avez plus » de soldats que lui, c'est à votre autorité et » non à vos règlemens qu'il en veut. »

Charette fait condamner Stofflet.

Stofflet, entraîné par ces puissans motifs, refuse de se présenter. Alors, les états-majors des deux armées, convoqués à Beaurepaire, quartier-général de Sapinaud, prennent un arrêté foudroyant, qui annule l'émission du papier-monnaie, et les titres que s'arroge Stofflet, déclare le pacte de Jalais rompu; enfin, annonce la ferme résolution *de combattre, avec les deux armées réunies, tout ambitieux qui, de son autorité privée, se saisirait d'un pouvoir illégal.*

Ce manifeste était une déclaration de guerre,

et peu s'en fallut qu'elle n'éclatât. Le curé de St.-Laud ne manquait pas de motifs pour répondre à ces accusations : il le fit avec énergie et dignité.

« Le style de l'arrêté de Beaurepaire, écrivit-» il, la tournure des phrases, la singularité des » expressions, m'ont fait croire un instant que » la main d'un fourbe avait imité vos signatures, » et tenté de nous désunir. Vous parlez de griefs; » je n'en connais aucun. Ma volonté est celle du » conseil qui me guide : ma conduite n'en est que » le résultat; je n'en suis comptable qu'à Dieu » et au Roi. Je pourrais donc, comme son gé-» néral, garder le silence, et attendre que les » événemens vous eussent conduit, ainsi que » moi, au tribunal de l'Eternel, ou devant le » trône de nos Rois, pour procéder à ma justifi-» cation.

» Quels sont ces griefs? l'émission d'un pa-» pier-monnaie, malgré la protestation des ar-» mées? Je n'en connais aucune qui soit collec-» tive. La papier fut d'abord admis à l'armée du » centre; Charette seul le rejeta. Mais si les » chefs du centre ont eu le droit de changer d'o-» pinion, n'avons-nous pas celui de persévérer » dans la nôtre? Cette émission est le fruit de la » réflexion : le malheur des temps l'a fait naître; » c'est pour l'adoucir que nous y avons eu re-» cours. Ce gage, ce papier, n'entre dans nos

» mains que pour refluer dans celles du pauvre :
» il rassure les créanciers de l'Etat : il est le prix
» du sacrifice des propriétaires et du cultivateur,
» le salaire des travaux de l'artisan, et la juste
» récompense du courage de nos braves soldats.
» Cette solde n'est pas le prix de leur sang,
» mais le soulagement à leurs besoins : ils n'en
» combattent pas moins, pour Dieu et le Roi.
» Sont-ce donc là des moyens suborneurs, in-
» ventés par le plus orgueilleux et le plus vain
» despotisme? Les soldats des Turenne, des
» Condé, des Villars, n'étaient-ils pas soldés?
» *Nos émigrés ne le sont-ils pas eux-mêmes, par*
» *les richesses de Catherine, de Pitt et de la Hol-*
» *lande?* Cette solde avilit-elle le courage, les
» sentimens et la noblesse?

» Si les trois armées ne font plus un même
» corps; si chacun reprend sa force et sa forme
» première, le conseil de l'armée d'Anjou peut
» donc exécuter ce qu'il croira juste, utile et
» convenable pour le bien de son arrondisse-
» ment, sans qu'on puisse s'y opposer.

» Peut-il exister un Français, ami de son Roi
» et du bon ordre, qui veuille lancer au milieu
» de nous de nouveaux brandons, si propres à
» susciter les feux d'une division intestine? S'il
» en existe, il payera de sa tête son imprudente
» et aveugle audace.

» Eloignons de nous les esprits turbulens :

» que tout ambitieux qui tentera de s'élever sur » la ruine des autres, soit puni sur-le-champ: » qu'une explication franche, loyale et réci» proque, dissipe tous les nuages.

» Elevé par la confiance des peuples à la di» gnité de général, je soutiendrai ce titre par » les voies légales. Je repousserai mes ennemis. » Je punirai les traîtres et les artisans de dis» corde, et je procurerai le bien public, par » tous les moyens qui seront en mon pouvoir. »

Après de semblables débats, comment se flatter de rétablir l'harmonie entre des hommes divisés par un schisme si scandaleux? Quel espoir de salut reste-t-il à leur cause si une autorité supérieure ne vient étouffer ces intérêts privés, et ramener les efforts de tous vers le but primitif de l'insurrection?

Toutefois, Stofflet ayant cédé deux arrondissemens de son territoire pour éviter une rupture ouverte, leur haine resta encore concentrée, et ce fut peut-être un malheur pour le parti, puisque ces chefs n'en devaient pas moins succomber successivement sous les coups des républicains, sans se prêter mutuellement aucun secours.

Efforts de Puisaye pour organiser l'armée bretonne.

A mesure que le feu de la guerre civile se ralentissait dans la Vendée, faute d'alimens, il prenait de l'intensité dans la presqu'île du Cotentin, où Puisaye commençait à donner plus de développement à l'insurrection bretonne. L'é-

tiqué dans l'Anjou et le Poitou. A la vérité on eût rencontré bien des entraves dans les départemens d'Ille-et-Vilaine et de la Loire-Inférieure, dont la population, influencée par celle des capitales, penchait pour la république ; mais le Morbihan, les Côtes-du-Nord, partie du Finistère, et les environs de Laval, donnaient de plus grandes espérances.

Des bandes s'y organisent.

D'ailleurs, la Bretagne fourmillait de contrebandiers désœuvrés qui, au temps où chaque province française se trouvait soumise à des lois fiscales différentes, vivaient des fruits d'un commerce frauduleux, exigeant à la fois beaucoup d'adresse et d'audace. Ces hommes robustes et déterminés, des pêcheurs, des paysans simples et grossiers, des matelots classés, des réfractaires de la réquisition, excités par la noblesse et le clergé, résistèrent d'abord aux lois tyranniques de la Convention ; et, après avoir secoué le joug de l'autorité, épousèrent la cause royale, avec toute la fureur dont ils étaient susceptibles.

Des meurtres particuliers, des pillages de voitures publiques, des attentats nocturnes, avaient d'abord signalé ces bandes (1). Après

---

(1) Elles prirent le nom de *Chouans*, de celui que les paysans donnaient à quatre frères qui furent leurs premiers meneurs. Ces contrebandiers, faisant leurs courses de nuit, étaient comparés à des *chats-huans* ; et le surnom en resta à leur troupe.

l'expédition des Vendéens sur la rive droite de la Loire, beaucoup de royalistes dispersés à Savenay se réunirent à elles, et leur donnèrent plus de consistance.

Georges Cadoudal, Lemercier (1), échappés aux désastres du Mans et aux prisons de Brest, secondés du marquis d'Allègre, émigré Toulonnais compagnon de leur captivité, avaient formé dans le Morbihan trois divisions, de mille à 1,200 aventuriers. Cet exemple fut suivi dans d'autres cantons par Boulainvilliers, Silz, Labourdonnaye; de même que par Boishardy, dans le département des Côtes-du-Nord; par Tristan, Turpin, Sarrazin, et Cacquerey, entre la Mayenne et la Vilaine.

Frotté cherche à soulever la Normandie.

Un mouvement semblable venait d'être organisé en Normandie, par les soins du comte de Frotté arrivé récemment de l'armée de Condé. Les mêmes intérêts de la noblesse se retrouvaient ici comme dans les autres provinces, et se renforçaient d'un bon nombre de mécontens, que le système de la terreur et les réquisitions arbitraires avaient excités. Plusieurs divisions furent organisées secrètement, entre la Loire et la Seine: mais, contrariées par l'esprit républicain

(1) Georges est devenu assez célèbre par le projet qu'il forma en 1803 d'enlever Bonaparte, alors premier consul. Lemercier était un jeune homme de mérite, aimant l'étude et la guerre.

des habitans des villes, la surveillance des autorités et l'activité des troupes conventionnelles, elles ne s'assemblèrent jamais que partiellement, et n'entreprirent que des coups de main, sans combinaison comme sans résultat.

État de ces partis.

Tantôt à la tête de cent hommes, tantôt à la tête de mille, bientôt après isolés et poursuivis, ces chefs ne perdaient aucune occasion de frapper sur des cantonnemens compromis, ou d'enlever les caisses et les autorités républicaines.

Près de 30 mille hommes s'étaient ainsi constitués en guerre ouverte avec le gouvernement conventionnel; les uns, par esprit de vengeance; d'autres, par l'appât du gain; le plus petit nombre, par dévouement pour ses chefs. Ceux-ci donnaient l'exemple de l'acharnement et de la barbarie : indignés des horreurs commises par Carrier, Hentz et autres délégués du comité de salut public; ayant tous des parens ou des amis à venger, ils se faisaient un horrible plaisir du droit de représailles. Loin de nous, la pensée de les justifier; bien moins encore, de prétendre que leur conduite ne fut en quelque sorte atténuée par celle qu'on tint à leur égard. Un premier tort, dans les guerres civiles, en amène un autre; des flots de sang coulent pour expier une démarche inconsidérée; et, dans la Vendée, les partis n'eurent rien à se reprocher.

Puisaye tente de les organiser.

Donner à ces bandes de chouans une organisation solide, les ployer à la discipline, les soumettre à un frein, rattacher tous les fils de cette grande chaîne à une organisation commune, n'était pas chose facile. Puisaye se flatta d'y parvenir, en cherchant à s'emparer de Rennes; le mauvais succès de son entreprise, légèrement indiqué au chapitre 35, et les contrariétés qu'il éprouvait de la part de subalternes peu dociles, lui en dévoilèrent toutes les difficultés. Ses rapports avec Tinteniac, envoyé par le gouvernement anglais, lui découvrirent un moyen plus sûr de parvenir à ses fins.

Ses relations avec Jersey.

L'île de Jersey était pleine d'émigrés bretons: Pitt, dans l'espoir d'en tirer parti, avait demandé au Parlement l'autorisation et les fonds nécessaires pour en former des légions soldées; et la première fut confiée au marquis Dudresnay, ancien officier de la maison du Roi. Cet homme vain, pusillanime, qui, par un oubli criant des convenances, se trouvait à la fois colonel à la solde anglaise, et investi par les princes de l'éminent emploi de gouverneur de la Bretagne, n'était rien moins que capable de justifier les espérances placées en lui.

Il proclame l'insurrection.

Puisaye ayant reçu de lord Balcaras, gouverneur de Jersey, et de ce marquis Dudresnay, plusieurs communications directes, s'en prévalut adroitement pour faire insinuer aux chefs de la

chouannerie qu'il était leur intermédiaire naturel avec les princes et le ministère britannique; et ils reconnurent insensiblement son autorité. Alors, il se déclara ouvertement; arrêta, au commencement de juillet 1794, un règlement d'organisation, assembla un conseil pour la direction des affaires, publia des proclamations, au nom des princes; distribua des brevets de maréchal-de-camp aux chefs de division, et des grades inférieurs, à ceux qui les sollicitèrent. Toutefois, la fermeté et la surveillance de Canclaux et des autorités d'Ille-et-Vilaine empêchèrent long-temps le feu de se propager, en mettant obstacle aux grands rassemblemens : enfin, l'arrivée de Hoche augmenta encore les difficultés de cette entreprise.

Il se rend à Londres pour y chercher appui.

Puisaye, loin de se laisser effrayer par ces entraves, se persuade que l'Angleterre étant intéressée au succès de la cause royale, c'est par le cabinet de St.-James qu'il obtiendra, en un clin-d'œil, ce crédit si difficile à acquérir dans le désordre des guerres civiles, en même temps que le noyau de forces régulières indispensable pour étendre et consolider l'insurrection. Encouragé par différens messages du ministre Dundas, qui manifestait l'intention de soutenir les royalistes, Puisaye ne voit de salut qu'à Londres, et s'embarque aussitôt, dans l'intention d'y ranimer les espérances, et d'y réveiller tous les intérêts mé-

connus, ou les haines assoupies. Après avoir investi Cormatin, son major-général, de la présidence du conseil qu'il a lui-même institué, il fait voile vers la Tamise.

L'éloignement de tous les princes français ne le décourage point; il écrit au comte d'Artois; puis dans l'ivresse d'une ambition démesurée, il s'adresse à Dundas, à Grenville, à Pitt même; enfin aux ministres de toutes les puissances en guerre avec la France; espérant trouver en eux des appuis généreux, et des protecteurs désintéressés. Il n'oublie rien de ce qui peut les stimuler; son imagination ardente est prompte à trouver des fictions quand il s'agit de persuader ce qu'il croit lui-même : ou plutôt en cherchant des motifs de conviction, il finit par substituer un état de choses imaginaires à des réalités.

« On connaît maintenant la disposition des » esprits, disait-il aux ministres; les Français » sont partagés entre la crainte et l'espoir. Les » Bretons, assurés que les Anglais pourront se » maintenir parmi eux et à leur aide, se décla- » reront franchement pour leur Roi. Otez la » crainte des vengeances, substituez-y l'assu- » rance d'une protection stable et constante : » une proclamation tiendra lieu de 30 mille hom- » mes : 20 mille habits rouges, distribués aux » insurgés, en feront voir cent mille. Que la » force réelle soit de 10 mille hommes, il n'y

» aura pas une goutte de sang répandue : qu'elle » soit de 6 à 7 mille hommes, elle sera stricte- » ment suffisante. » Etrange aberration que celle de vouloir faire avec 10 mille habits rouges, ce que l'Europe entière n'avait point réussi à opérer, et de prétendre y parvenir sans verser une goutte de sang.

Conférences avec Pitt. Projet soumis.

Cependant Pitt, loin de repousser un tel auxiliaire, lui accorde des conférences officielles avec Grenville et Dundas. Le plan qu'il leur soumet consiste à débarquer entre Cancale et Paimpol, avec 1,200 hommes de cavalerie légère, 1,500 canonniers, 7,500 hommes d'infanterie; puis de se diriger en quatre marches sur Rennes, où l'on se maintiendrait jusqu'au printemps, employant l'hiver à organiser la Bretagne. Enfin, il insistait pour qu'on promît l'oubli du passé, que les dépenses de l'armée fussent payées, et qu'on prît possession de la Bretagne au nom de Louis XVII.

S'il faut avouer qu'une telle expédition offrît des chances de succès, elle n'était cependant pas si facile à exécuter, qu'on l'imaginait. L'Angleterre, dont les forces étaient employées en Hollande et sur différens points du globe, ne disposait pas d'une masse de troupes, pareille à celle qu'on demandait; et il fallait du temps pour rassembler tout ce qu'exigeait une telle entreprise, impossible d'ailleurs à réaliser avant le printemps suivant.

D'un autre côté, le bruit des démarches de Puisaye se répandant, comme l'éclair, dans les coteries d'émigrés, y réveille les petites passions, les intérêts privés, et l'orgueil. Sans approfondir le mérite de ses plans, on n'examine que les défauts du personnage; on scrute sa conduite aux premiers jours de la révolution. Il a voté avec le tiers-état dans l'assemblée constituante; c'est donc une vipère dangereuse, qu'il faut rejeter du sein d'une noblesse qui se croit irréprochable. Une dernière étincelle de patriotisme jaillit de ces têtes exaltées par l'adversité, et vient se mêler aux mouvemens de jalousie et de méfiance: ceux même qui n'ont pas craint d'applaudir à la livraison de Toulon, accusent Puisaye de vouloir remettre les ports et les places de Bretagne à l'Angleterre; et le signalent comme un traître, ou comme un homme dangereux. Les émigrés le soupçonnent et le contrarient.

Tel était l'état des affaires de l'Ouest, à la fin de 1794. En l'examinant avec attention, on reste convaincu qu'il y avait encore de grands élémens de résistance; et peut-être même qu'en les employant habilement avec le concours de la guerre étrangère, il n'eût pas été impossible de faire triompher la cause des royalistes. Le seul moyen d'y réussir, était incontestablement d'établir une autorité centrale, qui réunît tous les pouvoirs; et de la confier à un chef capable de diriger vers un même but, tant d'intérêts et d'amours-propres. État des choses à la fin de la campagne.

divisés. Il n'y avait qu'un prince de la maison de Bourbon, qui pût prendre assez d'empire pour y parvenir; et parmi ceux-ci le duc d'Enghien était le seul en état de jouer ce rôle. Si ce prince débarquant avec quelques milliers d'hommes eût réuni dans un même conseil Puisaye, Charette, Bernier, Stofflet, Sapinaud, Scepeaux, afin de ne former qu'une armée, dont les ailes eussent été confiées à des lieutenans-généraux vigoureux, aidés de bons conseils, et responsables sur leur tête de la moindre négligence dans l'exécution des ordres, il serait difficile de calculer ce qu'il en fût arrivé. A de telles résolutions on substitua des agences secrètes, établies à Paris par le Régent; et qui, sans autre arme que l'intrigue, prétendant opérer la restauration par la capitale, contrarièrent les chefs militaires et augmentèrent les élémens de discorde.

Au milieu des obstacles que lui opposait l'égoïsme, Puisaye donnait de trop belles espérances pour ne pas trouver quelque crédit près des ministres anglais; et les princes français étaient tout disposés à investir de leur confiance, quiconque laissait entrevoir la moindre possibilité de relever le trône. Nous verrons donc dans la relation de la campagne suivante, quels furent les résultats de ses menées; il est temps de jeter nos regards sur les colonies, où la guerre n'offrit pas, dans cette période, des événemens

assez remarquables pour leur consacrer un chapitre particulier.

Colonies.

Les Anglais éprouvent des revers à St.-Domingue.

On a vu, au chapitre 35, le changement notable que la soumission de Toussaint avait apporté dans la situation des affaires à St.-Domingue, et comment les Anglais, trop prompts à se flatter de cette conquête, se trouvaient réduits à une défensive pénible dans la partie de l'Ouest.

La province du sud s'était maintenue contre tous leurs efforts. Rigaud, secondé merveilleusement par l'impétueux général Beauvais, lutta avec succès contre les progrès menaçans des Anglais. Il fit arrêter et conduire en France Montbrun, bien qu'il lui eût amené à Jacmel les débris sortis du Port-au-Prince, après l'évacuation de cette ville. Sa première opération offensive fut dirigée contre Léogane, qu'il emporta d'assaut dans la nuit du 6 au 7 octobre. Indulgent envers les ennemis, il fut sévère envers les hommes de sa caste, implacable envers les blancs pris les armes à la main ou revêtus d'uniformes anglais; tous ceux qu'il rencontra ainsi, furent fusillés sans rémission.

Une corvette capturée dans le port, et la prise d'un convoi d'armes, accrurent considérablement ses forces. Vainqueur à Tiburon le 29 dé-

cembre, il bloqua ensuite les Anglais dans la Grande-Anse, et les confina bientôt dans les remparts qui leur avaient été livrés. Désespérant de lutter contre un ennemi si redoutable, les insulaires mirent sa fidélité à l'épreuve, et lui offrirent, dit-on, 3 millions pour résigner le commandement; mais leurs efforts demeurèrent infructueux.

Une petite guerre, moins meurtrière qu'accablante pour les Européens, s'engagea entre les postes des deux partis, et se prolongea jusqu'à la paix avec l'Espagne : elle ne mérite aucune place dans l'histoire.

Santhonax est acquitté.

Santhonax, mis en jugement, venait d'être acquitté, et se préparait à retourner triomphant à St.-Domingue. Sa défense fut remarquable, car il persuada à ses juges, que les noirs sauraient se rendre dignes de la liberté, et que le crime dont on l'accusait, préparait à la France la colonie la plus puissante des Indes-Occidentales.

Expédition à la Guadeloupe

Nous avons déjà dit qu'une expédition sortie à la fin d'avril, avait porté Victor-Hugues avec 12 à 1,500 hommes à la Guadeloupe. Ce commissaire, chargé de l'administration des Iles-sous-le-Vent, arrivé le 3 juin en vue de l'île, et la trouvant contre son attente entièrement au pouvoir des Anglais, prend sur-le-champ une résolution hardie : il débarque près de la Pointe-à-Pitre, le 6, enlève d'assaut le fort de Fleurs

d'Epée, et par ce coup de vigueur fait capituler immédiatement ceux de St. Louis et du gouvernement; de sorte qu'en un instant les Français se virent maîtres de la Pointe-à-Pitre et de Grande-Terre.

L'amiral Jervis, instruit de l'apparition de l'escadrille, partit sur le-champ de la Barbade, et n'arriva le 7, que pour être témoin du succès des républicains et bloquer leurs transports.

Le général Grey, voulant tenter de reprendre cette colonie, débarqua le 19 à l'Anse-Canot; puis, fit attaquer le fort de Fleur-d'Epée et le morne Mascot. Mais Hugues, renforcé des mulâtres et de quelques noirs armés, déjoua ces tentatives, et força enfin les Anglais à la retraite. Grey, laissant au général Graham le soin de disputer le peu de terrain qui lui restait dans l'île, retourna dans les possessions anglaises, pour rassembler de nouveaux moyens, ou attendre les renforts qu'il avait sollicités. Hugues, poussant ses avantages, obligea, peu de temps après, le général Graham à lui abandonner la colonie par capitulation; et acquit, dans cette campagne, la réputation d'un homme de tête.

A la première nouvelle des contrariétés que ses projets sur les Antilles éprouvaient, le gouvernement anglais avait fait partir un second armement pour les Indes-Occidentales; mais ces

renforts ne purent arriver à temps pour empêcher l'évacuation de la Guadeloupe.

Opérations dans la Méditerranée.

La guerre maritime n'eut d'ailleurs aucune opération remarquable. Le succès de la croisière du contre-amiral Perrée, qui reprit à Tunis une frégate enlevée par les Anglais à Toulon, et rendit au pavillon français quelque crédit sur les côtes barbaresques, fut balancé par la perte de deux petits bâtimens de la croisière du capitaine Blondeau dans l'Archipel. Le contre-amiral Nieilly, plus heureux, s'empara du vaisseau l'*Alexandre*, avec lequel il rentra à Brest.

Croisières dans le Nord

Les Anglais tenaient toujours des forces supérieures dans la Manche, où une escadre portugaise vint mouiller, moins en vue de renforcer la grande flotte de lord Howe, que de payer ainsi une sorte de tribut à la suprématie insulaire.

Une escadre particulière croisa, de concert avec l'amiral Kanikof, dans la mer du Nord, où des divisions légères, sorties des ports français, avaient porté l'effroi parmi les nombreux bâtimens destinés à voguer vers la Baltique.

CHAPITRE XLIV.

Précis des affaires de Pologne. — Kocziusko vainqueur à Raslawice et battu à Sekoczyn, force le roi de Prusse à lever le siége de Varsovie. Moins heureux à Maciowice, il est vaincu et pris par le général Fersen. — Suwarof s'avance, défait Syrakowsky à Brzesc, et Mokronowsky à Kobilka. — Il emporte Praga d'assaut. — Soumission entière de la Pologne.

Le second partage de la Pologne s'était effectué sans opposition, lorsque six mois après, un événement inattendu vint troubler quelque temps les puissances qui l'avaient opéré (1).

Les troupes combinées étaient répandues dans les provinces où, comme cela arrive toujours, les cantonnemens pesaient sur les peuples.

Le prince Repnin commandait sur les frontières de Lithuanie depuis Minsk jusqu'à Riga. Le comte

(1) Nous croyons devoir rappeler, qu'écrivant l'histoire des guerres de la révolution française, ce chapitre accessoire ne renfermera pas autant de détails que les précédens. On peut consulter pour les opérations la carte du duché de Varsovie par Engelhardt ou celle de Pologne par Nordmann.

Iwan Soltikof avait sous ses ordres le corps de Wolhynie et de Podolie, où se trouvait la majeure partie des 16 mille Polonais soumis à Catherine. D'un autre côté Suwarof commandait, à Cherson, une petite armée chargée d'observer les Turcs, et, en leur en imposant, de donner plus de poids aux négociations entamées par Kutusof pour décider la Porte Ottomane à se déclarer contre la France. Enfin, le général Igelstrœm occupait Varsovie et les provinces de la république laissées à Stanislas, avec un corps qui se liait aux deux divisions prussiennes du général Schwerin. Celui-ci gardait la Prusse méridionale et les bords de la Narew; le général Wolsky commandait autour de Varsovie : un cordon de troupes de Frédéric-Guillaume s'étendait le long de la nouvelle frontière jusqu'à l'ancien royaume de Prusse vers Kowno.

La position d'Igelstrœm était éminemment délicate; chargé de veiller à l'exécution du traité d'alliance du 14 octobre 1793, et de prêter appui au gouvernement des confédérés de Targowice, il n'avait que des sacrifices à exiger, et encourut la haine des partisans mêmes de Stanislas. Plusieurs historiens l'ont accusé d'être dur et barbare; tout prouve, au contraire, qu'il ne déploya que la fermeté indispensable dans l'exercice de son pénible emploi. Son embarras était d'autant plus grand qu'il n'occupait point Var-

sovie en vainqueur, mais bien comme allié, et que le plus petit dérangement de troupes, le moindre ordre, devait être concerté avec le conseil permanent et les autorités polonaises, dont les sentimens envers lui étaient plus que suspects. En effet, tous les partis étant également froissés, les esprits fermentaient, et l'orage s'amoncelait de toutes parts. Cependant Igelstrœm, cédant aux instances des Polonais, avait fait sortir ses troupes de la capitale à l'exception de deux bataillons, pour en soulager, disait-on, les habitans, et mettre fin à de justes récriminations : mais il insistait sur la réduction de l'armée stipulée par les traités.

L'excès de l'infortune abat souvent le courage, mais un de ses effets non moins ordinaires, est de porter l'ame aux plus grandes entreprises, et il décida les Polonais à tenter un dernier effort pour reconquérir leur indépendance.

L'obligation où les Alliés se trouvaient d'occuper en même temps les provinces qui leur étaient échues en partage, et de contenir les autres, laissa entrevoir la possibilité de les accabler en détail, ou de les forcer à un rassemblement qui faciliterait l'insurrection générale.

Une grande incertitude plane encore sur l'origine de cette trame. Selon les uns, elle serait l'ouvrage de Kocziusko qui, après avoir été en 1793

à Constantinople et en France (1), serait revenu à la fin de l'année, aux environs de Sandomir, chez la princesse Czartorinska, mûrir son projet, et concerter les mesures nécessaires à sa réussite. S'il faut s'en rapporter au général Pistor, chef de l'état-major du corps russe, cette révolution serait le résultat d'un complot habilement ourdi entre les patriotes, les partisans de Stanislas, et les confédérés de Targowice (2). D'autres affirment enfin que les maux qui pesaient sur la Pologne ayant touché une foule de citoyens, ils députèrent vers Kocziusko à Leipzig, pour l'inviter à venir se mettre à leur tête (3), et nous nous arrêterons à cette version comme à la plus vraisemblable.

Les patriotes polonais envoient des agens à Kocziusko à Leipzig.

Ce général, qui s'était fait remarquer en 1792, à l'affaire de Dubienka, avait reçu au corps des cadets une éducation qu'il alla perfectionner en France. Mal accueilli de Stanislas à son retour, il passa en Amérique, où il combattit sous les ordres de Washington. Instruit, brave, loyal, il prouva dans toute sa carrière qu'il était animé des sentimens les plus généreux, et que les Polonais n'au-

(1) Histoire des campagnes de Suwarof en 3 vol. in-8°.

(2) Mémoires sur la révolution de Pologne, trouvés à Berlin.

(3) Histoire de la révolution de Pologne.

Ttableau historique de Ségur.

raient su faire un meilleur choix. Il s'était retiré à Leipzig avec Ignace Potocky, et Hugues Kolontay, quand les agens des conjurés vinrent lui faire part des vues et des espérances de leurs compatriotes. La nécessité de s'expliquer et de prendre connaissance de l'état des choses, décida Kocziusko à se rendre sur la frontière à la fin de 1793, dans l'espoir d'y entretenir des relations avec les principaux conjurés. Les renseignemens qu'il en reçut le confirmèrent dans l'opinion que le moment d'agir n'était pas encore venu; car si les passions étaient exaltées, rien n'était réglé ni prévu pour en diriger et seconder l'effet.

Toutefois, quelques espérances restaient aux Polonais : l'Autriche ne s'était point encore prononcée contre eux, et si la guerre de France empêchait le cabinet de Vienne de rien entreprendre en leur faveur, elle occupait assez sérieusement la Prusse, pour la mettre hors d'état de leur opposer de grands moyens. D'ailleurs, des nuages élevés entre la Russie, la Suède et le Danemarck, laissaient entrevoir la possibilité d'une utile diversion; enfin, si les Turcs, qui avaient tant fait pour la république en 1769, s'armaient dans ces circonstances bien plus décisives, il ne paraissait pas impossible de mettre obstacle au démembrement de la Pologne.

Cependant la présence de Kocziusko, sur les frontières, ayant porté ombrage aux puissances

partageantes, il passa en Italie pour assoupir leur défiance. Les conjurés, impatiens de ces délais, et pressés par de nouvelles mesures, symptômes de dangers plus prochains, envoyaient courrier sur courrier à Kocziusko pour presser son retour, et délibérèrent s'ils hâteraient l'exécution de leur projet, ou s'ils l'ajourneraient : on s'arrêta au premier parti; les préparatifs furent faits, et Kocziusko revint d'Italie.

La majeure partie de l'armée polonaise, laissée à Stanislas après le démembrement de la république, se trouvait cantonnée autour de Lublin, où le général Rachmanof l'observait avec 2 mille hommes.

Plusieurs régimens, dont le roi avait ordonné la réduction ou le licenciement, se refusaient à cette mesure. Déjà même on assurait que la brigade des gardes, bien qu'elle eût amalgamé ses troisièmes bataillons, n'échapperait point au malheur commun, et ce bruit, fondé ou non, répandu avec malignité, devint tout à-la-fois la cause et le prétexte d'une explosion soudaine. Le colonel Madalinsky cantonné à Pultusk, pressé d'effectuer le renvoi de ses lanciers, lève enfin le masque, rassemble ses escadrons, et part pour la Gallicie, en grossissant sa troupe de quelques bataillons rencontrés sur son passage.

Kocziusko proclame à Cracovie

Au même instant Kocziusko, accompagné de plusieurs officiers et d'une petite escorte, entre

à Cracovie le 23 mars, en fait fermer les portes, et y proclame l'acte d'insurrection. l'acte d'insurrection.

Au premier avis de cette levée de boucliers, le général Igelstrœm, craignant que l'exemple ne devînt contagieux, fit entrer à Varsovie huit bataillons de grenadiers et 15 escadrons, prescrivit à quelques détachemens de poursuivre Madalinsky sur la Narew, et porta les brigades Denisof et Rachmanof, sur Kazimirs, avec l'ordre d'y passer la Vistule, afin de soutenir les détachemens qui avaient évacué Cracovie et Opatow; ces derniers durent se concentrer à Radom; enfin le général Chrouczow, après avoir d'abord suivi Madalinsky sur la Narew, reçut l'instruction de passer la Vistule près de Modlin, et de venir cantonner autour de la capitale.

Ces dispositions étaient d'autant plus urgentes que Madalinsky, après avoir enlevé quelques détachemens du cordon prussien aux environs de Mlawa, s'était rabattu subitement sur Wyszogrod, où il venait de passer la Vistule, dans l'intention sans doute de s'approcher de la capitale par Blonie: mais, la voyant alors trop bien gardée, il prit par Rawa et Opotschno la direction de Cracovie.

Le général russe ne fut pas plutôt instruit de cette nouvelle direction, qu'il détacha la brigade Tormasof pour suivre les insurgés; le général Denisof ne tarda pas à la joindre, et ayant rallié

à lui les détachemens de Cracovie et de Rachmanof, il vint prendre position à Skalmirs.

Sur ces entrefaites Kocziusko, informé que la brigade polonaise de Walewsky (1) avait été repoussée d'Opatow par Rachmanof, et se dirigeait vers lui, sortit de Cracovie, la joignit à Slomniki; et se voyant à la tête d'environ 5 mille hommes, y compris quelques centaines de paysans armés de faux, résolut d'aller à la rencontre des Russes.

Combat de Raslawice où les Russes sont battus.

Denisof, tourmenté par de fausses alarmes, crut, en se divisant, envelopper son adversaire; il détacha donc un petit corps à Koczisky le long de la Vistule, resta avec son centre à Skalmirs, et porta Tormasof avec 3 mille hommes sur Raslawice. A peine celui-ci fut-il en présence de Kocziusko qu'il voulut l'attaquer, et sans égard à son infériorité, prétendit déborder ses deux ailes, en même temps qu'un petit détachement assaillirait son centre. Protégé par un bois et un ravin qui le mettait à l'abri de l'une des colonnes ennemies, le général polonais culbuta d'abord le centre, puis, secondé par Zayonscheck, repoussa la gauche; enfin la droite, arrêtée longtemps par le ravin, fut accablée à son tour. Tormasof mis en déroute, eût été détruit, si Denisof,

(1) Cette brigade était commandée par Mangette.

informé de l'affaire ne fût venu avec le corps de Skalmirs recueillir ses débris; il arriva à l'entrée de la nuit, et se replia le lendemain dans sa première position. Ce revers, qui coûta 7 à 800 hommes aux Russes, eut des suites importantes; car il décida des premiers succès de l'insurrection. On en rejeta, avec quelque raison, la faute sur Denisof qui, dans la situation des affaires, loin de se diviser, aurait dû marcher sur Raslawice avec tout son corps fort d'environ 8 mille hommes.

Dispositions défensives d'Igelstrœm

Le premier avis de cet échec parvint à Igelstrœm, à l'instant même où l'on découvrait la conspiration. Sa position devenait des plus critiques: en vain prit-on soin de faire désavouer par Stanislas, l'acte proclamé à Cracovie, et d'appuyer ses déclarations par les ministres des Puissances intéressées: ces démarches n'étaient point capables d'apaiser la révolte; la voie des armes devait seule en décider, et la victoire de Kocziusko en rendait l'issue douteuse. Contraint de renforcer Denisof, Igelstrœm n'eut d'autre ressource que d'attirer sur la Vistule quelques petits détachemens épars jusqu'à Slonim et Brzesc; ils reçurent l'ordre de s'avancer en toute hâte et de garder les passages de Sandomir et de Pulavy.

La brigade Chrouczow cantonnée autour de Varsovie, fut portée sur la Pilicza pour soutenir Denisof au besoin, et empêcher Kocziusko

de gagner la capitale par une marche dérobée; ce qui semblait d'autant plus facile que le général russe, persistant à rester à Skalmirs, laissait à découvert la route directe par Jedreszow. Quelques critiques, jugeant la conduite d'Igelstrœm uniquement sous le rapport militaire, ont cru qu'il aurait dû sortir de Varsovie avec tout son corps, rallier ces différentes brigades, et tomber sur Kocziusko, qu'il eût aisément accablé; mais, sa mission était de contenir la Pologne, et le plus sûr moyen d'y allumer un incendie général eût été incontestablement d'en laisser la capitale à la merci des conjurés. On croit toutefois que, moins soigneux d'en garder toutes les avenues, il aurait dû prescrire la jonction des corps de Denisof et Chrouczow afin d'attaquer les insurgés.

Révolte à Varsovie. Les Russes en sont chassés.

La nouvelle du succès de Raslawice répandue à Varsovie le 12 avril, y excita un enthousiasme général. Le 17, au point du jour, la brigade des gardes polonaises, instiguée par ses officiers, se jette sur la maison du gouverneur et à l'arsenal. Le combat s'engage, et bientôt le peuple y prend part.

Le général Igelstrœm qui avait à se méfier des gardes, des habitans et des ennemis du dehors, s'était établi imprudemment au centre le plus resserré de la capitale, avec deux bataillons répartis en plusieurs postes. Une seconde brigade surveillait les gardes Dialinsky et la partie sud de la

ville; une troisième la barrière de Wola, les gardes à cheval et le quartier ouest, pour communiquer avec la campagne. Enfin un quatrième détachement observait l'arsenal, les gardes de la couronne et la barrière de Zakroczyn, où campait un petit corps prussien d'environ mille hommes sous le général Wolsky.

Les gardes Dialinsky, évitant par un détour le gros de la brigade Milaschewitz, tombèrent sur sa réserve composée de trois compagnies qui gardaient la rue du faubourg de Cracovie près du corps des Cadets, et secondées des habitans, marchèrent contre Igelstrœm qui, attaqué en même temps du côté de l'arsenal, se trouva tout-à-coup isolé avec un seul bataillon. Le général Milaschewitz périt dans ce combat. Le brigadier Nowiczky, qui lui succéda, perdît la tête : au lieu de suivre les insurgés pour les prendre entre deux feux, il craignit de s'engager dans les rues, et sortit par la barrière de Jérusalem ou de la Potence, avec quatre bataillons et cinq escadrons. Le commandant d'une autre brigade fut pris par des bourgeois, et le détachement du faubourg de Wola resta paisible dans la position, en attendant qu'on vînt l'y assaillir. La moitié d'un bataillon, sortant sans armes de l'église de Leschno, fut massacrée, le surplus se défendit bravement; mais son chef le général Tischzow étant frappé d'un boulet, il déposa les armes.

Tout l'effort des insurgés tomba alors sur Igelstrœm et les deux bataillons dispersés autour de son quartier, où une vive fusillade se prolongea jusqu'à la nuit.

Le général Nowiczky, ne pouvant se dissimuler la faute qu'il avait commise de sortir de la ville ne tarda pas à se convaincre qu'il ne lui restait d'autre parti que d'y rentrer sur-le-champ. Au lieu de s'y porter lui-même avec toutes ses forces, il se contenta néanmoins d'y renvoyer trois bataillons qui pénétrèrent jusqu'au palais de Saxe : mais, ces troupes privées de leur chef, s'en laissèrent imposer par une bande d'insurgés qui leur envoya quelques coups de canon à mitraille; bientôt elles s'arrêtent; plusieurs soldats se jettent çà et là dans les maisons, et le gros de la colonne rejoint hors la ville le détachement du général Nowiczky, qui se retire alors vis-à-vis Karczew, en remontant la Vistule.

Le major Titow, plus hardi que ce dernier, quitta le camp prussien où il s'était d'abord réfugié, pénétra en ville par la rue de Zakroczyn, avec son bataillon de grenadiers, et rejoignit le général Igelstrœm à l'entrée de la nuit.

Le combat recommença le lendemain, et dura toute la journée. Enfin, après trente-six heures d'efforts inutiles, le gouverneur, n'ayant plus autour de lui que 7 à 800 hommes, épuisés de faim et de fatigue, adopte l'avis du général Pistor, cher-

che à se faire jour, et parvient heureusement à gagner le camp prussien, avec lequel il se replie sur Zakroczyn, où il est joint par le détachement qui avait paisiblement évacué le faubourg de Praga. Là, Igelstrœm apprit l'étrange conduite du général Nowiczky et sa marche sur Ryczіwol, ce qui le décida à repasser la Vistule et à se diriger sur Lowicz, afin d'y rassembler ses divers détachemens.

La perte des Russes, dans ces deux journées, ne s'éleva guères à plus de 2 mille hommes (1) tués ou prisonniers; mais les suites en furent décisives, et le feu de l'insurrection se propagea avec la rapidité de l'éclair. Le général Jasinsky attaqua le régiment qui gardait Wilna, et souleva la Lithuanie.

Kocziusko espérait sans doute, comme les autres conjurés, que tous les corps de l'armée polonaise répandus dans les provinces, même ceux soumis à Catherine depuis un an, auraient le désir et le temps de se rallier à lui; mais il n'en arriva qu'une partie. Ces troupes, d'abord sous les ordres du prince Dolgorouky, avaient

(1) Lacretelle, dans son introduction à l'histoire du directoire exécutif, parle de 3 mille prisonniers et 6 mille morts, ce qui, sur neuf bataillons, dont cinq se sauvèrent, serait un peu extraordinaire; l'effectif des Russes avant l'affaire, n'excédait pas 5 mille hommes d'infanterie et 1,500 chevaux.

passé sous ceux de Soltikof; elles occupaient les provinces cédées, conjointement avec les troupes russes qui les surveillaient. La brigade cantonnée à Dubno s'insurgea en effet, et fut recueillie à Wilkomir par le général Grochowsky qui commandait la division de Lublin. Les brigades de chevau-légers de Bohlinsky, de Braslaw, aussi bien que celle de Novi-Mirgorod aux confins de la Turquie, suivirent son exemple et se réunirent les unes à l'armée de Kocziusko, les autres à la division de Lithuanie, à l'exception des cadres des deux dernières. L'infanterie n'eut pas le même succès que les chevau-légers : la difficulté de se mouvoir avec assez de rapidité pour échapper à la poursuite de la cavalerie ennemie, ou d'autres causes qui nous sont inconnues, tinrent les bataillons dispersés dans leurs cantonnemens.

Cependant les Russes, obligés de se rassembler en corps d'armée et de détacher la division Derfelden au secours de Denisof, craignirent avec raison que ces troupes ne prissent enfin le même parti.

Bien que l'armée de Catherine fût mieux constituée et plus aguerrie que celle de ses ennemis, elle ne se dissimulait point l'embarras de garder une vaste étendue de pays, de surveiller 18 mille hommes qui se trouvaient dans ses rangs, de secourir Igelstrœm, et d'en imposer aux Turcs,

dont elle avait à craindre que la politique ne changeât à la nouvelle de ces événemens. L'impératrice sut conjurer habilement l'orage, en ordonnant à Suwarof de rassembler un corps sur le Dniester, de pénétrer en Podolie, et d'y désarmer les régimens polonais dont on se défiait.

Désarmement du corps polonais de Podolie par Suwarof.

Ce général si justement célèbre par son grand caractère, son génie et son originalité, rassembla 12 mille hommes qu'il porta à point nommé le 26 mai sur les différens cantonnemens polonais autour de Titeow, Biala-Czerkow et Boguslaw, où il les désarma; donna des congés à ceux qui ne voulurent pas servir la Russie, et dirigea les autres sur différens régimens où ils furent incorporés.

Ces opérations se firent sans résistance notable; les Polonais surpris par la rapidité de sa marche et tournés, ne purent échapper à leur sort par une prompte réunion, et furent désarmés brigade par brigade au nombre de 8 mille.

Le comte de Soltikof ne fut pas moins heureux du côté de Zaslaw, où il fit déposer les armes à plusieurs régimens.

Ces opérations, conduites avec autant de célérité que de vigueur, eurent une importance majeure; car, outre les cadres d'excellentes troupes qu'elles enlevèrent aux insurgés, elles mirent obstacle au soulèvement de la Wolhynie et de la Podolie.

Mesures prises par Kocziusko pour régulariser l'insurrection.

Cependant Kocziusko ne négligeait rien de ce qui pouvait accélérer le dénouement de sa grande entreprise. Favorisé par la levée des paysans du palatinat de Cracovie, il s'était avancé dans les premiers jours de mai sur Starzew espérant se renforcer de celles du palatinat de Sandomir; mais il n'en put obtenir que de faibles ressources. Les Russes au contraire ayant réuni sous Denisof tous les corps qui se trouvaient entre Lublin et Varsovie, le généralissime résolut d'attirer à lui le corps de Grochowsky, de prendre en l'attendant la position de Palanièce, et de vaquer dans l'intervalle aux soins importans que nécessitait l'organisation de la Pologne.

Le gouvernement fut confié à un conseil; et Stanislas, traité avec tous les égards dus à son rang, n'y eut cependant aucune part. Mais ce n'était pas tout; il s'agissait de lever une armée. La nature du pays, sa population disséminée, le peu de ressources qu'il offre pour l'armement et l'équipement, présentaient des difficultés que le séjour des troupes étrangères dans une partie des provinces augmentait encore.

Cependant au bout de quelques semaines on avait créé une armée de 40 mille hommes : malheureusement on fut forcé de les diviser pour faire face partout. Ce nombre d'ailleurs ne parut pas suffisant à Kocziusko pour braver les efforts des puissances qu'on allait avoir à combattre.

La difficulté des levées d'hommes ne fut pas le seul obstacle qu'éprouvèrent les insurgés, celui des finances était au moins aussi embarrassant. Il ne restait que la ressource d'un papier-monnaie; mais privée de commerce, de ports, de places de change; déchirée au dedans par les factions, accablée par l'énormité des charges publiques, livrée à la merci d'un million de juifs dont la rapacité accordait peu de confiance à un papier sans garantie, la Pologne ne pouvait attendre que de tristes résultats d'une mesure, qui parut bientôt odieuse au plus grand nombre, et ne procura que des ressources éphémères.

Ajoutons à ces difficultés que la nation polonaise, si redoutable au temps où la cavalerie décidait tout en campagne contre les incursions des Turcs et des Hongrois, avait cessé de l'être depuis que l'infanterie forma l'arme principale, et que les opérations, soumises à l'influence de l'art, exigèrent des connaissances positives pour les fortifications, l'artillerie, la tactique et la science des marches. A part quelques gentilshommes éclairés, le plus grand nombre était resté par son éducation fort en arrière des autres nations de l'Europe. Enfin un tiers-état nombreux et actif, ne suppléait pas, comme dans les autres pays, à ce qu'il manquait d'officiers pour fonder et diriger les établissemens militaires, ou compléter les cadres triplés de l'armée.

Empêcher dans de telles circonstances, l'invasion d'un pays plat et ouvert, dénué de tout point d'appui, n'était pas chose facile contre les armées européennes les plus braves et les plus aguerries. Aussi Kocziusko ne tarda pas à se convaincre qu'il avait entrepris une tâche au-dessus de ses moyens; toutefois avant de se résigner aux arrêts du destin, il voulut encore tenter la fortune.

La position centrale de la Pologne, au milieu de ses ennemis, eût été plus favorable que nuisible, si la nation avait possédé quelques bonnes places, et que tous ses moyens de défense eussent été organisés et proportionnés aux attaques: c'est-à-dire, si elle avait eu l'armée permanente de 150 mille hommes que comportait sa population. Alors, il eût été facile de laisser à quelques divisions la défense du point le mieux couvert par des forteresses, et de porter alternativement en campagne une masse imposante, contre des ennemis divisés et séparés par des espaces immenses. Mais dans la situation actuelle des choses, il fallait bien former plusieurs corps pour tenir tête aux ennemis, et les empêcher d'occuper les provinces qui devaient recruter et alimenter l'armée.

Mesures des Alliés contre les insurgés.

Les Puissances alliées mirent dans leurs préparatifs toute l'activité qu'exigeaient d'impérieuses circonstances. Dès que Frédéric-Guillaume fut informé de la révolution de Varsovie, il ré-

solut d'aller lui-même à la tête de 30 mille hommes assiéger cette ville. Déjà le général Fawrat, ayant réuni une division aux frontières de la Haute-Silésie, s'avançait du côté de Czentochau et de Siewierz sur Pilica et Cracovie. Catherine, de son côté, ordonna au général Suwarof de rassembler les forces russes éparses sur cette frontière, et d'entrer sur-le-champ en Pologne.

Kocziusko est battu par les Alliés à Sekoczyn.

Nous avons laissé Kocziusko devant Denisof à Polaniéçe, dans la direction de Sandomir, où, adossé à la Vistule, il attendait la division que lui amenait le général Grochowsky.

Dès que leur jonction fut opérée, le général en chef crut devoir prendre l'offensive; mais Denisof, ne pouvant s'exposer à être pris entre deux feux, s'était replié sur Sekoczyn pour se joindre aux Prussiens. Kocziusko, mal informé, ignorait, dit-on, la présence de l'armée de Frédéric-Guillaume dans les environs de Czarnoviec, lorsqu'il se décida à attaquer les Russes. Arrivé en présence de Denisof à Sekoczyn, vers le déclin du jour, il apprit dans la nuit qu'il aurait affaire à trop forte partie, et, renonçant dès-lors à son entreprise, il s'établit à Gebsche et Raska. Les Alliés l'y attaquèrent au lever de l'aurore; 15 bataillons et 16 escadrons prussiens assaillirent sa gauche; 14 bataillons et 34 escadrons russes tinrent en échec son centre et sa droite. Après un combat qui ne fut pas un instant douteux, Kocziusco

débordé, commença sa retraite, qui eût dégénéré en déroute sans la bonne contenance du prince Sangusko, et sans la fatigue des Prussiens qui avaient marché cinq heures avant de combattre.

Zayonscheck est battu à Chelm.

Cet échec fut d'autant plus sensible, que les Prussiens s'emparèrent aussitôt après de Cracovie; et que dans le même moment Zayonscheck fut battu à Chelm. Ce général suppléait à la faiblesse des moyens mis à sa disposition, par des talens naturels et une grande activité. On l'avait détaché à Lublin pour organiser les levées de cette province importante, et tenir tête aux corps ennemis rassemblés près de Kowel. Contrarié par les événemens et des entraves sans fin, il ne put réunir à sa brigade que 2 mille paysans mal armés, et alla s'établir, avec environ 5 mille hommes, près de Dubienka sur le Bug. Il n'avait d'abord devant lui qu'un détachement aux ordres du général Zakrewky; mais, informé que Derfelden accourait avec sa division pour le renforcer et prendre l'offensive, il voulut sagement prévenir cette jonction : malheureusement le manque absolu de pontons, de chevalets, d'ouvriers, pour jeter un pont sur la rivière, l'en empêcha.

Réduit à faire face à l'orage après la réunion des deux colonnes russes, Zayonscheck choisit près de Chelm un poste avantageux; son adver-

saire, sans s'arrêter aux obstacles d'un terrain marécageux, l'attaqua le 8 juin, le battit et le força à se retirer derrière Lublin, après lui avoir fait essuyer une perte assez sensible. Le résultat le plus fâcheux de ce revers, fut un mécontentement parmi ses troupes qui manifestèrent le désir de rejoindre Kociusko, en qui seul on avait confiance. Zayonscheck, ainsi forcé de repasser la Vistule, abandonna tout le pays de la rive droite à la merci de Derfelden, et vint s'établir près de Warka sur la Pilicza, puis à Golkow.

Derfelden ne le suivit point, et se contenta de faire des courses dans les environs de la capitale. Rappelé bientôt par des ordres supérieurs, il se rapprocha de Slonim pour attaquer les insurgés de Lithuanie, qui pressaient de toutes parts le faible corps du prince Repnin.

Les armes polonaises avaient été, en effet, plus heureuses en Samogitie et dans le département de Wilna. Jasinsky était parvenu à y former un corps assez nombreux. Gedroyce soulevait la Courlande, et faisait des incursions jusqu'à Dunabourg et aux portes de Riga. Grabowsky pénétrait dans le gouvernement de Minsk, où, à la vérité, il ne tarda pas à être enveloppé et pris. Succès des Polonais en Samogitie.

Toutefois, des succès si divergens n'étaient que secondaires, à l'instant même où la capitale se trouvait menacée par une armée considérable. D'ailleurs, Jasinsky fut remplacé par Wielhorsky,

homme faible et timoré, qui n'eut rien de plus pressé que d'évacuer toute la Lithuanie pour se retirer à Grodno. Le conseil, cédant à la clameur publique, lui donna à la vérité pour successeur Mokronowsky, dont l'énergie et les talens militaires, contestés par quelques officiers, furent élevés jusqu'aux nues par d'autres; mais cela ne remédia pas au mal.

Ainsi, après une petite guerre sans fruit, le conseil de gouvernement se vit bientôt dans la nécessité d'appeler cette division au secours de Varsovie où il convient de reporter un instant nos regards.

Révolte dans Varsovie.

Différens partis s'y étaient formés, jusque dans les patriotes appelés à la tête des affaires. Les uns voulaient les mesures les plus énergiques pour soutenir l'insurrection; d'autres penchaient pour un régime plus modéré: malheureusement ceux-ci étaient soupçonnés de connivence avec Stanislas. Les premiers réclamaient la punition des Polonais accusés de trahison contre la patrie, comme un garant de tranquillité pour l'avenir. Les chefs étaient en fuite, à l'exception d'un seul; mais plusieurs subalternes attendaient dans les prisons l'issue de leur procès, à l'instruction duquel on procédait, selon ces patriotes, avec trop de lenteur.

Tout-à-coup le peuple se rassemble, dresse des échafauds dans les rues, force les prisons, et par

une cruelle imitation du 2 septembre, livre au supplice plusieurs des accusés : heureusement, du moins, le nombre des victimes se borna à une douzaine d'individus.

Cette révolte attribuée aux menées de Kolontay, attira l'attention de Kocziusko. Il fit rechercher et punir les instigateurs de l'émeute. Ses démarches attestent la pureté de ses sentimens; mais bien que l'ordre fut rétabli dans la capitale, les ressources s'épuisaient dans le pays, le discrédit du papier-monnaie augmentait les embarras, et les sacrifices de toute espèce exigés de la nation, pour ainsi dire en pure perte; car déjà il ne restait plus le moindre espoir de réussite.

Les Alliés resserrent Kocziusko dans Varsovie.

Dans cet intervalle, les Alliés formaient le projet d'attaquer Varsovie vers lequel ils commençaient à refouler l'armée insurgée. Tous les corps russes épars dans cette contrée, sous les ordres de Denisof et d'Igelstroem, venaient de passer sous ceux du général Fersen, et ne comptaient pas au-delà de 13 mille hommes, auxquels Frédéric-Guillaume en joignit 20 mille. On sait que Zayonscheck, réuni à la gauche de Kocziusko, s'était campé à Golkow pour couvrir la capitale entre les routes de Gora et de Rawa. Attaqué ici par Fersen, le 8 et 9 juillet, il fut contraint de se retirer au camp de Wola sous

Varsovie, où le gros des forces se réunit. La droite, d'abord aux ordres de Mokronowsky, passa ensuite sous ceux de Poniatowsky à Babia et Gorze; Zayonscheck, avec le centre, à Czyste; Kocziusko étendit la gauche jusqu'à la Vistule.

Frédéric-Guillaume l'y suivit de concert avec le général Fersen, dans l'intention d'assiéger le camp retranché. Cette entreprise n'était pas facile, 25 mille hommes en défendaient les approches, et bien que l'armée combinée montât à 35 mille combattans, la partie pouvait être regardée comme égale, tant que des circonstances étrangères aux corps respectifs n'en dérangeraient pas les proportions.

Les mois de juillet et d'août se passèrent ainsi sans événemens dignes de remarque. Le roi de Prusse, convaincu de l'insuffisance de ses moyens, faisait venir un équipage de siége des arsenaux de Thorn, Graudentz et Dantzig, et resserrait tous les jours, en l'attendant, les insurgés polonais dans leur camp; il les délogea de Wola où il vint asseoir le sien. Kocziusko, espérant inquiéter sa gauche, ordonna à Poniatowsky de s'établir sur les hauteurs de Babia où les Prussiens l'attaquèrent; le prince ne les défendit pas aussi bien qu'on aurait pu l'attendre; il en fut chassé avec perte de huit pièces de canon, et eût essuyé une défaite totale si Kocziusko, accouru sur les lieux,

n'avait arrêté l'ennemi par de sages dispositions. Dombrowsky prit alors le commandement de cette aile droite.

Prise d'un convoi prussien par les insurgés.

Cependant le convoi prussien remontant péniblement la Vistule, avait atteint Wraslaweck, entre Thorn et Varsovie, quand un simple gentilhomme nommé Mniewsky, insurgeant les paysans des environs de Kowal, tomba sur l'escorte, la dispersa, détruisit tous les approvisionnemens qu'il contenait, et battit les Prussiens à Nieszewa. Le général Schwerin, détaché à sa poursuite, le força bientôt à se jeter sur la Wartha. Mais le mal était fait; le siége de Varsovie devenu impossible, et le feu de l'insurrection communiqué jusqu'à Posen, dont les habitans renforcèrent Mniewsky à Kollo où il parvint à se maintenir au moyen de leur assistance.

Les Alliés renoncent au siége de Varsovie.

Frédéric-Guillaume, avec des communications si peu sûres, craignant la répétition des scènes de Champagne, prend aussitôt la résolution de lever un siége qu'il n'a plus le moyen de continuer, et part le 6 septembre pour la Wartha, abandonnant une partie de ses dépôts et de ses hôpitaux. Fersen de son côté, se replie sur Kozeniza, en remontant la rive gauche de la Vistule.

Cette retraite des ennemis fit le plus grand honneur à Kocziusko et aux Polonais, mais elle n'améliora pas leur position. L'Autriche, décidée à prendre part au partage, se préparait à occuper

les palatinats de Lublin et de Sandomir, tandis que d'un autre côté de nouvelles divisions russes pénétraient en Lithuanie et en Wolhynie.

Suwarof est chargé de réduire les Polonais.

En effet, le général Suwarof, après le désarmement des régimens dont nous avons parlé, avait d'abord cantonné ses troupes entre le Dniepper et le Bug, vers Niemerow et Braslaw, où il attendait de nouveaux ordres. Chargé dans cette position d'observer les Turcs du côté de Bender, de maintenir dans le devoir les provinces acquises par le dernier partage, il se contentait de remplir ce double but, et laissait aux généraux Fersen et Derfelden le soin de continuer la guerre de concert avec les Prussiens. Mais la lenteur du siége de Varsovie, la nouvelle des succès de l'insurrection en Lithuanie, les avis des levées ordonnées par Kocziusko, décidèrent enfin Catherine à prescrire au général Suwarof de partir avec tout ce qu'il pourrait rassembler de troupes, et de pousser la guerre avec vigueur. Il se réunit le 1er septembre à Kowel, avec les divisions Buxhowden et Markof, puis se dirigea à la tête de 14 mille hommes sur Kobrin.

Positions des insurgés

A cette époque, les forces polonaises se trouvaient réparties à-peu-près comme il suit : Sirakowsky devait suspendre, avec 10 mille hommes, la marche de Suwarof vers Brzesc. Mokronowsky et Gedroyce, à la tête d'un autre corps, gardaient Grodno contre la colonne de Derfelden et

celle qui avait occupé Wilna. Un détachement, établi sur les bords de la Narew, surveillait les Prussiens à Thorn; et, dans la Prusse occidentale, Poninsky, avec 4 mille hommes, observait le général Fersen sur la Haute-Vistule. Dombrowsky organisait l'insurrection du département de Posen, pour tenir tête à l'armée prussienne, et devait être soutenu par Poniatowsky détaché sur la Kamiona avec 6 mille hommes. Enfin Zayonscheck, avec sa division et une réserve, restait au camp de Varsovie, afin de porter des renforts où le besoin l'exigerait.

Il semble qu'il eût été plus convenable de réunir toute l'armée pour tenir la campagne, et se porter rapidement et successivement sur les corps de l'ennemi; rien n'assure qu'on eût réussi; mais on ne devait rien espérer non plus de ces petites divisions agissant isolément, à cinquante lieues l'une de l'autre, contre des forces supérieures. Ce qui pouvait arriver de plus heureux, était de les rallier, après plusieurs revers, sous les murs de Varsovie; or, il valait mieux les tenir ensemble dès le principe, et laisser battre la campagne à quelques colonnes ennemies, pendant qu'on aurait accablé les autres successivement. On objecterait en vain que la division des forces était plus propre à prolonger une guerre de détail, dernière ressource du faible, et à laquelle le caractère du peuple polonais, ses

institutions et les localités étaient d'ailleurs peu favorables; un tel argument ne saurait détruire nos observations, fondées sur les principes de l'art militaire et assez justifiées par les événemens. Nous ajouterons même qu'il eût toujours été temps de nationaliser la guerre, lorsqu'on aurait vu l'insuffisance des efforts réunis : il fallait donc, par toutes ces raisons, commencer à la faire en règle, puisque c'était le moyen le plus sûr de sauver le pays.

Les insurgés sont battus par Suwarof à Krupezice.

Varsovie était encore dans l'ivresse de la levée du siége, lorsqu'on y reçut la fâcheuse nouvelle que Sirakowsky avait été battu par Suwarof au-delà du Bug. En effet, ce dernier, après avoir séjourné quelques jours à Kowel, afin d'y préparer les vivres nécessaires pour un mois, s'était dirigé sur Brzesc. Le pays à traverser étant épuisé, soit pour l'approvisionnement des corps insurgés, soit pour celui du camp de Varsovie et de la capitale même, le général russe n'eut pas à regretter les momens employés à cette précaution. Sirakowsky mal servi par ses espions, n'eut aucun avis de son approche; on savait confusément qu'une colonne ennemie venait de ces côtés; mais comme on n'en connaissait ni la force ni les projets (1), le général polonais crut devoir

(1) Nous devons le supposer ainsi, puisqu'il croyait n'avoir affaire qu'à Derfelden.

l'attendre au-delà du Bug. Son avant-garde ayant été surprise à Kobryn par Suwarof lui-même à la tête de mille cosaques d'élite, les deux partis se trouvèrent bientôt en présence à Krupezice, au confluent des ruisseaux marécageux de Muchawetz et de Trostianizza.

Les insurgés, protégés par ces obstacles et par une artillerie formidable, espéraient combattre avec succès, ou tenir du moins tête à l'ennemi : mais le vainqueur d'Ismaël n'était pas homme à reculer devant de semblables difficultés. L'impossibilité de se faire suivre par l'artillerie, le danger de défiler par petits pelotons, à l'aide de fascines ou de branches jetées sur le marais en avançant, rien ne put ralentir son ardeur. Il parvint à déboucher sur deux colonnes avec l'infanterie de Buxhowden et quatre pièces de bataillon traînées à bras; la cavalerie fit une demi-lieue pour tourner le bois sur les flancs. Sirakowsky, assailli avec tant de vigueur, songea à la retraite et forma trois carrés pleins, flanqués par ses escadrons. Cet ordre de marche ne le sauva point; chargées à plusieurs reprises par la cavalerie russe, ses masses furent enfoncées et obligées de se jeter dans les bois. Le détachement laissé au couvent de Krupezice, pour couvrir la retraite, y fut forcé, et les Polonais perdirent au moins un millier d'hommes avant de trouver à Brzesc, un refuge derrière le Bug.

Suwarof ne les y laissa pas long-temps tranquilles; un de ces juifs officieux, dont la Pologne fourmille, lui ayant appris l'état de délabrement de son adversaire et l'existence de deux gués au-dessus et au-dessous de la ville, il se mit en marche pour l'attaquer le 19 septembre.

Combat de Brzesc où les Polonais sont battus de nouveau.

Le général Schewitsch avec 25 escadrons et quelques cosaques passa au-dessous de Brzesc. L'infanterie du général Buxhowden, soutenue de celle de Potemkin, franchit le gué à gauche, et le général Islenief flanqua ce mouvement avec 13 escadrons et la majeure partie des cosaques. Sirakowsky qui attendait les Russes par la chaussée, n'avait rien disposé contre une attaque de flanc. A l'aspect des colonnes ennemies qui se jetaient à l'eau et franchissaient audacieusement le Bug, il voulut battre en retraite sur trois colonnes dans l'ordre serré qu'il avait adopté au combat du 17. Le général Islenief atteignit d'abord la première avec la cavalerie de la gauche, et parvint à l'entamer, après plusieurs charges valeureuses où les carabiniers russes souffrirent beaucoup; ce ne fut cependant qu'à l'arrivée de Buxhowden avec quatre bataillons de chasseurs et de l'aile droite du général Schewitsch, que cette colonne céda le champ de bataille; elle rejoignit, non sans grande perte, les deux autres, qui avaient gagné dans l'intervalle la position de Koroschin à une lieue en arrière.

Un nouveau combat s'engagea ici, les Polonais voulant continuer leur retraite furent assaillis par Schewitsch : la colonne de gauche prise à son tour en front et en flanc, fut enfoncée et en majeure partie sabrée, après des efforts glorieux pour les deux partis. Islenief gagnant de son côté le flanc droit de l'ennemi, et quatre bataillons de chasseurs se précipitant dans le bois qui conduisait sur la ligne de retraite en vue de s'emparer du pont qui coupe la route, le désordre devint général, tout s'enfuit sur Dobryn, et chercha un refuge dans les bois situés entre Janow et Biala. Quatre mille hommes sabrés ou pris, et 28 pièces de canon, furent les fruits de cette victoire, qui couvrit de gloire la cavalerie russe. Sirakowsky se réfugia à Sielce avec des débris dont la force ne montait pas à 3 mille hommes. Suwarof attendant des rapports de ce qui se passait du côté de Fersen et de Derfelden, dont il n'avait pas la moindre nouvelle, craignit de s'engager plus avant avec les 10 mille combattans qui lui restaient, et campa à Therespol.

A la nouvelle de ce désastre, Varsovie fut plongé dans une profonde consternation, Kocziusko résolut aussitôt de renforcer Sirakowsky de 6 mille hommes, d'attirer à lui le corps de Mokronowsky, par Grodno sur Bielsk, afin d'attaquer Suwarof de concert : mais ce plan fut bientôt dérangé par l'avis certain que Poninsky

n'avait pu empêcher le passage de la Vistule à Fersen.

Le général Fersen passe la Vistule.

Ce général russe, instruit en effet de la marche de Suwarof sur le Bug, avait pris le parti d'aller à sa rencontre, soit qu'il en eût reçu l'ordre, soit qu'il ne se crût pas en sûreté isolé sur la Haute-Vistule, ou qu'il jugeât l'importance de se concentrer pour frapper des coups décisifs. Après avoir employé quelques jours à donner le change à Poninsky, en lui inspirant des alarmes sur différens points, notamment sur Pulavy, il profita de la dispersion du petit corps polonais pour surprendre le passage à Kozienice, le 25 septembre; opération qui ne laissait pas d'être difficile, vu qu'il manquait d'équipages de pont, et ne possédait qu'un petit nombre de barques.

Plan défensif de Koczinsko.

Contrarié dans toutes ses entreprises, Koczinsko prévit que sa cause serait désespérée, s'il ne parvenait à empêcher la jonction de Fersen et de Suwarof et à les battre séparément. Il courut donc à Lukow se mettre à la tête des 8 mille hommes de Sirakowsky, se dirigea vers Ockrscha, où il ordonna à Poninsky de venir le rejoindre, et à Zielensky de lui envoyer encore quelques milliers d'hommes, dans l'intention de tomber sur Fersen, et s'il était possible de le rejeter derrière la Vistule. Cette résolution était d'autant plus sage qu'on serait revenu ensuite sur Suwarof de concert avec Mokronowsky. Toutefois il est

juste d'observer que dans une entreprise si décisive où il s'agissait de l'existence de la Pologne, ce fut une faute de ne pas employer toutes les troupes disponibles aux environs de Varsovie, attendu que cette capitale n'aurait rien eu à redouter durant le peu de jours nécessaires pour décider la querelle (1).

Quoi qu'il en soit, Kocziusko se vit cruellement déçu de ses espérances. A peine fut-il arrivé le 3 octobre, en présence de Fersen, que celui-ci résolut de l'attaquer pour se débarrasser de lui dans le mouvement qu'il projetait sur Brzesc.

Kocziusko, inquiet, envoya dans la nuit ordre sur ordre à Poninsky de venir le rejoindre; mais, éloigné encore de huit lieues du champ de bataille, ce dernier ne put arriver pour prendre part à l'action décisive qui allait s'y livrer.

Bataille de Maciowice où Kocziusko est battu et fait prisonnier par Fersen.

Fersen, de son côté, redoublait d'activité: instruit que Poninsky n'était point encore en ligne, il disposa tout pour attaquer les Polonais avant le jour. Denisof se mit en marche à l'entrée de la nuit, en vue de tourner leur gauche; le

(1) L'historien du maréchal Suwarof prétend que Kocziusko crut n'avoir affaire qu'à la moitié du corps de Fersen, supposant l'autre encore derrière la Vistule pour occuper Poninsky, ce qui expliquerait mieux le projet du général polonais; mais, cette assertion est contraire aux relations mêmes de Kocziusko.

reste du corps ayant moins de chemin à parcourir s'ébranla après minuit pour les assaillir de front.

Leur généralissime désirait éviter une affaire tant que sa jonction avec Poninsky ne serait pas effectuée; mais ne connaissant pas au juste l'emplacement de sa division, il espérait la voir arriver d'un moment à l'autre, et ne pouvait se décider à faire un pas rétrograde, dont il entrevoyait toutes les suites fâcheuses. Cet espoir le décida donc à accepter bataille le 4.

Les forces étaient à-peu-près égales : Fersen avait 18 bataillons, 43 escadrons et six pulks de cosaques, qui, vu leur extrême faiblesse, n'excédaient guères 11 à 12 mille hommes; Kocziusko avec le détachement de Zielinsky en comptait environ 10 mille; toutefois ses soldats n'étaient pas à comparer aux vétérans de Fersen. Le choc fut cependant assez rude; Kocziusko repoussa d'abord les attaques de front; mais la gauche, que Poninsky aurait dû appuyer, se trouvant dégarnie par son retard, Denisof parvint à la culbuter (1). La cavalerie russe débordant ce flanc sème bientôt l'épouvante et la mort dans toute

(1) Poninsky fut accusé à tort de ce retard; il s'en justifia en prouvant qu'un des ordres avait été intercepté par les Cosaques, et qu'il avait reçu l'autre à huit lieues du champ de bataille, quand il n'était plus temps.

la ligne; chacun fuit, et Kocziusko se consume en vains efforts pour rallier son centre et couvrir la retraite. Blessé deux fois, abandonné des siens, entouré par des cosaques, il succombe enfin sous un troisième coup, et tombe sans connaissance au pouvoir des Russes, dont les officiers, appréciateurs du courage et de l'infortune, furent généreux après la victoire, en s'empressant de le secourir. Sirakowsky, Knesewitsch, et plusieurs autres braves partagèrent son triste sort.

Ainsi tomba le plus ferme appui de la Pologne. Le conseil de gouvernement ne manquait pas d'hommes à talens, mais tous n'étaient pas énergiques, et le découragement fut bientôt général; les Autrichiens profitant de ce fatal événement entrèrent alors en Gallicie, et occupèrent les palatinats de Lublin et de Sandomir. Désespoir des insurgés.

En vain les succès des Français en Belgique, en Italie et en Espagne promettaient une heureuse diversion, elle était trop éloignée pour relever les affaires des insurgés, parmi lesquels la mésintelligence commençait à s'introduire: tout espoir du côté de la Turquie et de la Suède s'évanouit également, et il ne restait plus d'autre parti que de prolonger la défense autant que possible. Le conseil conféra le commandement suprême à Wawrzesky, général plus versé dans l'administration que dans l'art de la guerre, et dont la nomination mécontenta l'armée.

Zayonschek à qui on avait laissé le commandement par intérim, voyant les forces de la république réduites à moins de 33 mille hommes mal armés et sans vivres, proposa au conseil de porter la division Poniatowsky sur Kamiona, à seize lieues en avant de Varsovie, de laisser Mokronowsky et Dombrowsky maîtres de tenir la campagne; tandis que lui-même avec les débris des corps de Kocziusko et sa division, forts d'environ 7,400 hommes, viendrait prendre position à Praga, et mettre en état de défense ce faubourg et les bords de la Vistule. Toutes ces propositions furent adoptées, et chacun se mit en devoir de les exécuter.

Manœuvres de Suwarof pour empêcher la réunion des insurgés sous Varsovie.

Tandis que Fersen remportait une victoire si décisive à Maciowice, Suwarof dévoré d'impatience, attendait à Brzesc des nouvelles de ses tentatives pour franchir la Vistule. Il en reçut le premier avis par le général d'Harnoncourt qui commandait le cordon autrichien en Gallicie; mais des prisonniers l'ayant informé quelques jours après des succès de son lieutenant, il se mit aussitôt en devoir d'en profiter.

A cet effet, il se porta à Janow, ordonna à Fersen de se rapprocher de lui, et manda à Derfelden de marcher sur Bielsk.

De son côté, le conseil de Varsovie, sentant trop tard qu'il n'avait de ressources que dans la prompte réunion des débris de ses différens

corps, avait ordonné à Mokronowsky de se replier sur la capitale où le sort de la Pologne allait se décider. Suwarof ne tarda pas à être informé de ce projet, et comme il n'avait point d'espoir d'entamer à lui seul les troupes réfugiées sous Varsovie, il imagina de se réunir à Fersen pour tomber sur Mokronowsky et lui couper la retraite. Il dirigea à cet effet ce général sur Stanislawow, à l'embranchement des routes de Bialistock et de Brzesc, où les deux corps se réunirent le 23 octobre au nombre d'environ 20 mille hommes. Aussitôt Fersen partit pour Okuniew, et Suwarof pour Kobilka, dans l'espoir de tomber sur le flanc des colonnes qu'il supposait entre Wyzkow et Varsovie. Son attente ne fut point trompée : Mokronowsky après avoir franchi le Bug se rendait sur trois colonnes à Varsovie ; il conduisait celle de droite par Jablona, le centre aux ordres de Gorzinsky tenait la route principale ; la gauche aux ordres du général Mayen flanquait le chemin direct par Kobilka et Ossen. Il paraît que ce dernier ne soupçonnant pas la présence de Suwarof, ne s'attendait guères à être assailli. Ses troupes subdivisées en trois détachemens furent rencontrées en marche. Suwarof après avoir cheminé toute la nuit donna avec ses cosaques et la brigade de cavalerie de Stahl sur le premier détachement qui se forma d'abord, puis continua sa route. Le général Isle-

Combat de Kobilka où Mokronowsky est défait par les Russes.

nief attaqua alors la colonne de droite; la seconde fut abordée par les hussards et les carabiniers; la dernière à gauche étant plus forte que les autres, on chargea les généraux Potemkin et Schwitsch du soin de la combattre. Elle fit d'abord quelque résistance; mais la première colonne étant battue, et Islenief ayant envoyé quelque renfort à Potemkin, celui-ci redoubla d'énergie et la culbuta : les Polonais comptaient se sauver à la faveur des bois; la bravoure de la cavalerie russe leur en ôta les moyens; carabiniers, hussards et cosaques mirent à l'envi pied à terre, et pénétrèrent dans la forêt le sabre à la main, de concert avec les chasseurs à pied. Potemkin ayant pris soin de faire gagner la tête de la colonne pour lui couper la retraite, elle fut presqu'entièrement détruite ou prise avec neuf pièces de canon et ses drapeaux. Mayen s'enfuit dès le commencement du combat.

Gorzinsky, au premier avis de l'attaque, voulait marcher sur Kobilka; mais la direction du feu lui indiquant la mauvaise tournure de l'affaire, il se contenta de regagner Varsovie, où Mokronowsky arriva de son côté. Cette nouvelle défaite qui coûta près de 4 mille hommes aux Polonais, acheva de jeter l'épouvante à Varsovie, où les désastres de Brzesc et de Maciowice avaient déjà glacé les courages.

Plan de Zayonschek. Les hommes les moins clairvoyans ne pressen-

taient que trop le sort réservé à la patrie. Les plus braves loin d'en être ébranlés résolurent de vendre chèrement leur vie. Zayonschek était de ce nombre. Il proposa au conseil de laisser quelques milliers d'hommes observer les Prussiens, d'en rassembler 26 mille, et de tomber avec eux sur Suwarof qui n'était point encore réuni à Derfelden.

Le conseil n'osant adopter ce parti conforme aux règles de la guerre et de la politique, résolut d'attendre derrière les mauvais remparts de la capitale le coup mortel qu'on se préparait à lui porter.

Suwarof, ayant été joint quelques jours après à Kobilka par le corps de Derfelden, se vit alors à la tête de 25 mille hommes, déduction faite de quelques brigades laissées sur les derrières.

Résolution énergique de Suwarof.

La saison commençant à devenir très-rigoureuse, ce général, dont le coup-d'œil sûr et rapide se démentit rarement, jugea bien qu'il serait difficile de cantonner sans repasser le Bug, et qu'en s'y décidant on laisserait aux insurgés le temps et les moyens de se renforcer, d'organiser leur défense pour le printemps et de traîner la guerre en longueur. La seule entreprise capable d'y mettre fin était d'occuper Varsovie. Deux partis se présentaient à son choix, l'un de passer la Vistule et d'assaillir la vaste enceinte de cette ville sur la rive gauche, l'autre d'emporter le

faubourg de Praga, et de réduire la capitale en la menaçant d'un bombardement. Plusieurs militaires auraient donné la préférence au premier parti, parce qu'il eût facilité la jonction avec les Prussiens et assuré les moyens d'enfermer les débris de l'armée polonaise dans la capitale; mais, pour cela, il eût été indispensable de tenir 15 mille hommes devant Praga, ou bien d'en venir définitivement à l'attaque de cette tête de pont. En l'enlevant au début, on parvenait d'emblée au résultat désiré : car, bien qu'il restât alors la Vistule à franchir et la capitale à soumettre, celle-ci n'ayant aucune défense du côté de la rivière, il était facile de prévoir qu'elle ne soutiendrait pas un bombardement.

Il attaque et prend le faubourg de Praga.

Suwarof n'hésita pas long-temps; habitué par les assauts d'Oczakof et d'Ismaël aux combinaisons de ces sortes de tentatives, il fit préparer, dès son arrivée à Kobilka, les fascines et les échelles nécessaires à cette attaque de vive force.

La tête de pont de Praga consistait en une enceinte en terre non achevée, en avant de laquelle se trouvait un camp retranché; ces ouvrages informes, construits à la hâte sur un terrain sablonneux, presque tous sans revêtement, étaient d'un abord d'autant plus facile qu'ils offraient un développement considérable et peu de relief. Deux cavaliers moins défectueux que le reste, en couvraient les points saillans. Douze à 15 mille

Polonais, découragés par tant de désastres, harassés de fatigues, en proie à la faim et au froid qui devenait très-vif, gardaient cette ligne étendue (1). Pour quiconque ne connaissait pas la démoralisation de cette armée, ce n'en était pas moins une force imposante; car enfin, elle se trouvait derrière des retranchemens et sous la protection d'une artillerie nombreuse.

Environ 25 mille Russes se présentèrent le 2 novembre à portée de canon de Praga, et dans la nuit suivante élevèrent trois grandes batteries avec une promptitude qui en imposa aux défenseurs; tout en leur faisant croire qu'on procèderait à un cheminement régulier. Il n'en fut rien; le 4, avant le jour, les soldats de Suwarof coururent à l'assaut sur sept colonnes, d'après les dispositions arrêtées (2). Soit que les insurgés se gardassent mal à cause du froid excessif, soit qu'ils s'attendissent bien plus à un siége régulier qu'à une attaque de vive force, ils n'avaient rien disposé pour recevoir les assaillans qui n'éprouvèrent point la résistance à laquelle leur courage s'attendait. Les colonnes pénétrant de toutes parts dans le camp, leur audace

(1) L'historien de Suwarof porte les insurgés à 30 mille, les Russes à 22 mille. La relation d'un général polonais porte ses forces à 10 mille, les Russes à 40 mille. Nous avons dû prendre un terme moyen dans ces versions évidemment exagérées.

(2) Voyez pièces justificatives, n° 4.

s'accroît avec ce premier succès : elles poussent les Polonais dans l'enceinte du faubourg : là on combat corps à corps, le tumulte, la confusion redoublent le carnage ; chacun pense à regagner les ponts de la Vistule où le désordre est sans exemple, le vainqueur frappe à coup sûr. Zayonscheck blessé est entraîné par les fuyards ; Jasinsky et Grabowsky trouvent une mort honorable ; les ponts sont rompus ; 2 à 3 mille hommes s'échappent à peine ; le reste est pris ou tué ; une grande partie du faubourg construite en bois devient la proie des flammes.

Cet événement mémorable, que l'histoire impartiale présentera comme une preuve de l'énergie et du coup-d'œil militaire de Suwarof, fut terni par plusieurs traits de barbarie ; mais loin que la faute en soit à ce grand capitaine, on sait assez qu'elle fut celle d'une soldatesque exaspérée par le récit de la révolte du 17 avril et du massacre de ses frères.

Le surlendemain 6 novembre, Varsovie se rendit par capitulation, et Suwarof y fit son entrée triomphante à la tête de la division de Potemkin, suivie du corps de Derfelden. Les débris de l'armée insurgée rassemblés aux ordres de Wawrzezky sur la rive gauche de la Vistule, voulurent bien tenter encore de tenir la campagne de concert avec Poniatowsky et Dombrowsky ; mais, suivis de près par Fersen et les

Prussiens, ils se désorganisèrent peu à peu, faute de soutien.

Telle fut la fin de cette expédition où Suwarof déploya l'activité et l'énergie qui l'ont toujours caractérisé.

Alors le projet des trois puissances ne rencontra plus d'obstacles : le roi Stanislas appelé d'abord à Grodno, alla finir ses jours en Russie; et le partage total de la Pologne fut arrêté.

Ainsi se termina ce grand drame politique, qui exerça tant d'influence sur les destinées ultérieures des états européens, et donna lieu plus tard à de si cruelles guerres.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

SUR LA CAMPAGNE DE 1794.

Le chapitre suivant qui faisait partie du tome 6 du Traité des Grandes Opérations militaires, *seconde édition*, publiée en 1810, a paru assez intéressant pour les gens de l'art ; et nous avons cru bien faire en le reproduisant ici.

On trouvera déjà dans les chapitres historiques l'indication des causes principales qui ont décidé les événemens. Il me restera seulement à présenter quelques réflexions sur l'ensemble des opérations, et à les rapporter aux principes de l'art.

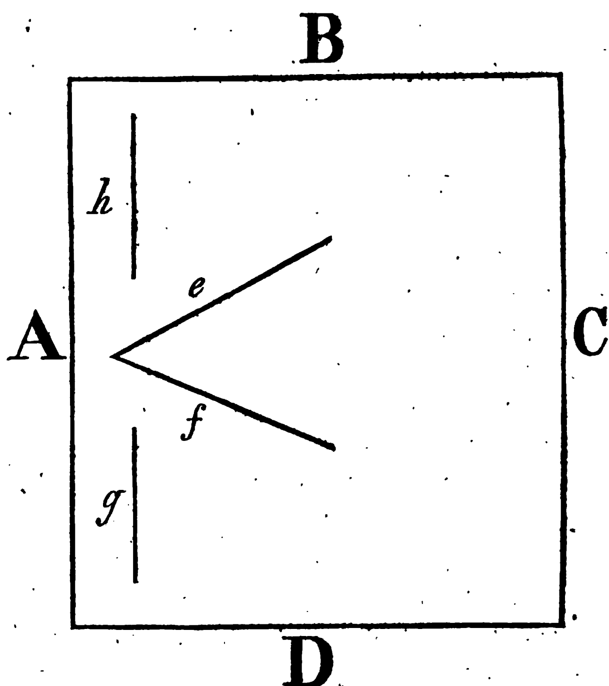
Les premières positions et les premiers plans des deux partis ont offert les mêmes erreurs qui furent si fatales à ceux qui les commirent dans la campagne précédente. Les Autrichiens formaient toujours des plans gigantesques, et prenaient par contraste des mesures défensives du plus grand ridicule. Les mêmes hommes qui faisaient le projet de dicter des lois dans Paris, employaient la moitié des forces qui leur étaient nécessaires pour réussir dans ce projet, à couvrir des provinces et des routes que personne n'aurait songé à inquiéter, s'ils avaient fixé l'attention de l'ennemi par un de ces mouvemens concentriques, et par une de ces attaques décisives qui déterminent le succès de toute une cam-

pagne. On couvrait Luxembourg par 20 mille hommes, tandis que, comme forteresse, elle n'avait pas besoin d'être couverte; et comme point stratégique, elle ne l'était pas suffisamment par un corps aussi faible, qui ne pouvait pas sauver les communications d'une armée, lorsque les forces mises en action sur cette ligne d'opérations, ne montaient pas à moins de 300 mille combattans.

Le théâtre de la guerre, appuyé d'un côté à la mer du Nord, permettait ainsi d'appliquer la combinaison que j'ai pressentie dans le Traité des Grandes Opérations militaires, chap. 14 et 31. L'armée, qui aurait voulu opérer en grand et d'après les principes, devait chercher à s'établir sur l'extrémité ennemie qui était opposée à la mer, afin de refouler une partie des forces de son adversaire sur un obstacle insurmontable, et de les placer ainsi dans la chance ruineuse de mettre bas les armes.

Si l'ennemi avait divisé ses corps sur une ligne étendue avec un but défensif, l'armée pour opérer en règle eût établi sa masse au centre, et formé une ligne d'opération intérieure.

Ce point central pour établir une masse intérieure contre des parties isolées, était la haute Meuse pour l'offensive des Alliés, et la Sambre pour l'offensive des Français, on aurait présenté ainsi à-peu-près les mêmes dispositions que celles de la figure suivante.



A était la frontière de France, B était la mer du Nord, la masse centrale, *e. f.*, pouvait battre alternativement les corps *g. h.* renforcer surtout le point *e*, en l'établissant sur l'extrémité de la ligne *h*, qu'un revers pouvait alors jeter sur la mer et anéantir; c'était dans tous les cas ce qu'il y avait de plus important à tenter, ce qui offrait les chances les plus certaines de succès, et qui

eût exposé à bien moins de risques que les entreprises qui furent formées.

L'application parfaite des plus grands principes de guerre sera toujours de donner une direction concentrique à ses forces sur une extrémité de la ligne ennemie, et préférablement encore sur le centre lorsque les parties sont morcelées. Il faut y frapper de grands coups, et savoir ensuite se diviser à propos pour profiter de la victoire, en opérant des mouvemens bien combinés, contre des forces qui, se trouvant elles-mêmes isolées, n'ont plus de moyens de concentration. Cette vérité a été démontrée par la campagne de 1806 : nous avons vu l'armée française répandue en cantonnemens de paix, depuis les frontières de Bohême jusqu'au lac de Constance, arriver par des marches combinées, vers Bamberg, se concentrer plus encore vers Géra, vaincre alors à Iéna, reformer ensuite deux masses principales avec des divisions légères, pour harceler et enlever d'autant plus sûrement les colonnes prussiennes qui cherchaient leur salut par des directions divergentes ou excentriques d'après le beau système de Bulow.

On a vu combien les plans des deux partis en 1794 ont été différens de ce qu'ils auraient pu être. Celui des Français que les écrits du jour ont porté jusqu'aux nues, et ont appelé un agrandissement de l'échelle des combinaisons, ne

méritait point ces éloges exagérés (1). S'il eut de bons côtés, si plusieurs opérations firent honneur à Carnot, à Moreau, à Reynier et à Jourdan, il eut aussi de grands défauts que nous avons déjà signalés. D'ailleurs, de temps immémorial on s'est battu en même temps en Italie, sur le Rhin et en Flandre ; dans la guerre de sept ans, la ligne s'étendait sans interruption depuis Wesel par Francfort sur Erfurt, Leipzig et les frontières de Bohême jusqu'à Olmutz ; je ne vois donc pas que l'on ait rien agrandi en 1794. Si l'on a voulu parler de la division d'une même armée en tant de corps isolés, opérant sur une même

(1) On s'est trompé sur les opérations de cette période, au point que dans un ouvrage d'ailleurs estimable, écrit par M. de T...., on lit la phrase suivante : « Cet art militaire des armées germaniques, qui consistait surtout dans le choix des positions et dans l'ensemble des mouvemens rapprochés et soutenus l'un par l'autre ; ce système qui avait résisté aux promptes manœuvres des armées de Frédéric, ne trouvait plus son application contre les mouvemens combinés de deux armées qui occupaient en même temps tous les postes sur un front de 40 lieues ! »

Quel terrible abus du talent de faire des phrases ! Où, M. T.... a-t-il donc appris que l'ensemble des mouvemens rapprochés et soutenus l'un par l'autre ne fût pas réellement le secret de la guerre? De telles opérations ne sont-elles pas la même chose que les mouvemens combinés qu'il vante lui-même. D'ailleurs où M. T.... a-t-il découvert que dans la guerre de sept ans, Daun, Landon, Soltikof, Soubise et Broglie aient fait leurs opérations avec ensemble, rapprochés et soutenus l'un par l'autre. Il est bien plus dans l'erreur encore d'attribuer à une telle cause les revers des coalisés en 1794.

frontière, on a présenté comme une chose merveilleuse, une disposition qui, dans le fait, est vicieuse, et qui a été jugée dès-lors.

L'armée de Pichegru divisée en deux corps, et celle des Ardennes et de la Moselle se réunirent à Bruxelles, comme Frédéric parti d'abord de quatre points, concentré ensuite sur deux, se réunit avec Schwerin à Prague en 1757 (Traité des grandes Opérations militaires, chapitre 11, 1re partie): mais cette réunion que l'on a tant vantée, aurait pu être beaucoup mieux exécutée en 1794, et je vais m'efforcer d'en convaincre mes lecteurs.

Quoique les panégyristes de Pichegru aient affirmé qu'il arriva à l'armée sans autres instruc-

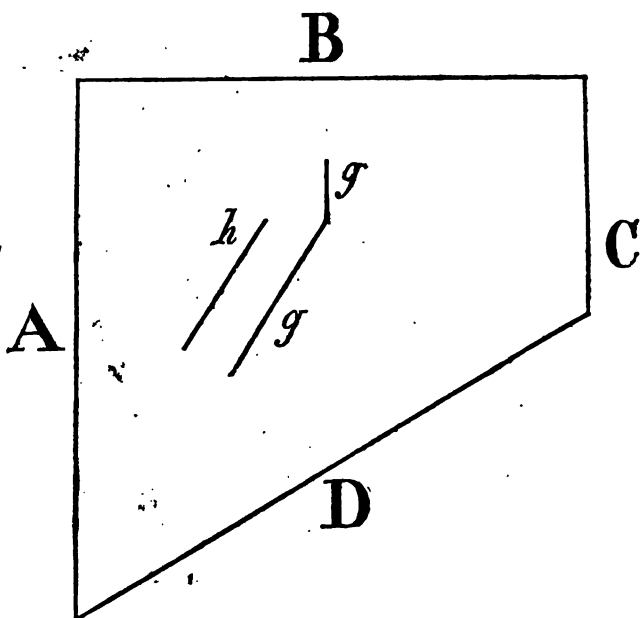
---

Ce fut justement le contraire. L'auteur serait bien en peine de citer une combinaison pareille dans toute la campagne; en trouvera-t-il dans les efforts isolés de Clairfayt à Courtray et à Ypres, dans le morcellement du centre à Turcoing, ou dans ces combats partiels du duc d'Yorck dans le Brabant? M. T.... a pu ne pas connaître les événemens, mais il n'aurait jamais dû oublier les principes au point de prétendre qu'un mouvement fait ensemble, soutenu et rapproché, devait céder à ceux qui seraient exécutés sur un front de 40 lieues. On verra que les Français opérèrent avec beaucoup plus d'ensemble que les Alliés, et c'est ce qui les fit réussir; ce n'est pas l'art militaire germanique qui eut tort, ce furent les Germains qui oublièrent l'art militaire de Gustave, de Marlborough, d'Eugène, de Montecuculli, de Traunn, de Frédéric, et qui lui substituèrent le beau système de cordon de Lascy. D'après les maximes de M. T.... ils auraient dû réussir en grand, puisque non contens d'un front de 40 lieues, ils avaient une ligne de 160 lieues depuis Bâle à Ypres.

tions que celle de vaincre, nous pensons le contraire. Carnot n'était sans doute pas homme à tracer méthodiquement le plan de toute une campagne; mais il était tout aussi loin de ses vues et de son ambition de ne pas faire émaner de son comité militaire qui dirigeait tout, les ordres nécessaires pour les mouvemens de l'armée la plus nombreuse et la plus importante que la France eût sur pied. Dans tous les cas, il paraît que le plan du comité fut d'abord de délivrer Landrecies par une attaque du centre, et de manœuvrer ensuite par ses deux ailes sur Mons et Charleroi d'un côté, sur Courtrai, Ypres et Ast de l'autre. Projet dont on a eu occasion de démontrer le danger, et qui n'eût pas amené une réunion à Bruxelles, si, au lieu de Cobourg, on avait eu pour adversaire le vainqueur de Lignitz ou celui de Castiglione. Pour appliquer les vrais principes de stratégie à la situation respective des deux partis au milieu d'avril, il eût fallu que Pichegru fît des démonstrations avec sa gauche contre le corps qui menaçait Landrecies, filer vivement avec le centre, la droite et l'armée de Charbonnier sur Binck, culbuter et enlever le prince de Kaunitz, et revenir ensuite avec la même vigueur sur le prince de Cobourg. Il aurait ainsi écrasé avec 110 ou 120 mille hommes l'extrême gauche de l'ennemi; Jourdan, prenant en même temps une direction concen-

trique avec lui, aurait du être dirigé sur la Sambre un mois plus tôt, alors, ces 160 mille hommes placés, la gauche vers Maubeuge, la droite gagnant la direction de Hall et de Bruxelles, se seraient emparés des communications de l'ennemi, et auraient forcé Cobourg à combattre pour les regagner. Cette opération seule eût donné la Belgique presque sans coup férir; au lieu que 60 mille victimes des deux partis payèrent les fautes de combinaisons qui balancèrent les succès pendant si long-temps.

La mer du Nord, les frontières de France, la ligne de la Sambre et les points de Liége et de Namur où les Autrichiens devaient diriger leur retraite, formaient un trapèze comme la figure suivante.



La ligne qu'on aurait prise sur la Sambre, et ensuite sur Hall, eût été la même que celle *gg*, et les Alliés se seraient trouvés dans la position *h* jetés dans l'angle AB, formé par la mer du Nord, et perdus sans ressources en cas d'une défaite. Les Français n'avaient rien à risquer dans cette entreprise : protégés par les places de Maubeuge, Philippeville, Givet, Sedan, Mézières, ils auraient eu cent points de retraite depuis

la Meuse jusqu'à Metz, et ils les eussent couverts par leur mouvement même.

L'opération que je viens d'indiquer aurait eu le même succès, et eût été moins longue encore dans son exécution, si Pichegru, au lieu d'aventurer sa gauche comme il le fit, l'avait rassemblée vers Cambrai, et si, appuyant toutes ses forces et celles de l'armée des Ardennes sur Guise, il avait attaqué avec 120 mille hommes le corps du prince de Cobourg posté entre Nouvion et Cateau, pour couvrir l'investissement de Landrecies. Les troupes de la gauche auraient contenu, par de fausses attaques, le corps du duc d'Yorck en l'attirant même à leur poursuite sur Cambrai. Pichegru, manœuvrant ainsi avec sa masse contre 40,000 hommes seulement; et changeant de front à droite, aurait rejeté Cobourg sur la Sambre et dégagé Landrecies. Le corps du duc d'Yorck qui se trouvait vers Cambrai, et celui de Clairfayt qui était vers Tournay, auraient été rejetés alors dans le même angle AB formé par la mer du Nord, coupés de leurs communications par 180,000 hommes, et isolés sans retour du reste de leur armée. Pour juger du résultat qu'aurait eu une opération pareille, il suffit de voir quel fut celui des entreprises incohérentes sur la West-Flandre, et de la marche tardive que l'on exécuta ensuite sur la Sambre avec la moitié seulement des forces que l'on aurait dû y porter dès le principe.

Au lieu de combiner ainsi la mise en action de ses masses sur les points qui auraient assuré les grandes chances, le général Pichegru attendit que les Allés eussent investi Landrecies, pour attaquer leur ligne d'observation sans que les 60 mille hommes de sa gauche y prissent part. Malgré cette faute, on aurait encore pu réussir, si on n'avait pas attaqué l'ennemi sur tous les points, et que l'on eût au contraire accablé un des deux corps seulement; mais il fallait, suivant la manie à la mode, attaquer tout le front à la fois; on fut battu à Catillon et à Troisville: était-il possible de ne pas l'être avec des dispositions pareilles?

Le vrai remède à tous les revers que l'on avait déjà essuyés à la fin d'avril était encore de se porter en masse sur Cobourg, ou sur Kaunitz isolés, on s'imagina au contraire faire une merveille en longeant la mer du Nord avec 50 mille hommes pour déborder une armée de 150 mille combattans, et en se plaçant entre cette armée et la mer, de manière à y être culbuté par une marche rapide, sans que la présence des forces sur la Lys dût inquiéter en rien les Alliés (1).

---

(1) On a présenté comme une manœuvre incomparable celle par laquelle Pichegru porta quelques divisions entre la mer et une masse quatre fois plus forte que la sienne. Il suffit de lire les campagnes de Napoléon contre les Prussiens, et la manœuvre qu'il voulut

Pourquoi les Français ne firent-ils pas un mouvement semblable par leur droite, contre la gauche de Cobourg? Ils auraient au moins menacé les communications des Autrichiens en conservant les leurs et sans courir le risque d'être jetés à la mer. Nous en avons déjà assez dit sur cette opération pour la faire juger.

On maintint ces dispositions fautives encore après la prise de Landrecies. Pichegru redoubla même sa faute en partageant son centre pour en faire marcher la moitié sur Courtray. 80 *mille hommes furent ainsi employés mal-à-propos dans le cul-de-sac, entre l'Escaut, la mer du Nord et Dunkerque, où ils ne pouvaient rien faire d'important, fussent-ils allés jusqu'à Anvers. On ne s'en va pas dans les marais de la Zélande, quand le salut de l'ennemi dépend du point de Liége.*

En jetant un coup-d'œil sur l'ensemble des mouvemens, on verra également que Jourdan, combattant pour un accessoire vers Arlon pendant le mois d'avril et de mai, n'annonçait guère une réunion avec la gauche de Pichegru,

---

exécuter contre le général Beningsen, au mois de février 1807, pour juger la course sur la West-Flandre. Ce sera d'ailleurs toujours opérer contre les principes que de se placer, même à forces égales, entre un obstacle insurmontable et le gros des forces ennemies. On doit au contraire chercher à rejeter son adversaire dans une telle position, et à le repousser sur cet obstacle : la mer du Nord valait mieux pour les Français que toute l'armée de Pichegru.

courant sur la Lys et menaçant Ypres. La réunion à Bruxelles ne fut donc point le résultat d'un premier plan vastement médité ; elle fut amenée par les circonstances et par le revers essuyé sous Landrecies le 26 avril, puisque ce fut le 30, à la nouvelle de ce revers, que Carnot sentit qu'on avait besoin de l'armée de la Moselle pour renforcer ce point. Au reste, cette réunion à Bruxelles n'aurait jamais réussi, si le prince de Cobourg avait su comment, avec une masse centrale, on peut empêcher l'exécution d'une telle manœuvre ; surtout lorsqu'une des deux parties qui doivent se joindre, commence ses mouvemens un mois avant l'arrivée de l'autre.

S'il était important que les armées françaises se réunissent à Bruxelles, il était bien plus simple de commencer, comme nous l'avons dit, par les établir en masse intérieure, la gauche vers Maubeuge, le centre vers Mons, la droite vers Soigne et Hall, la réserve vers Binch et Charleroi. Un trait de plume eût suffi alors pour opérer cette réunion décisive, et dans des circonstances bien plus favorables, tandis que pour la faire réussir, il fallut plus tard le sang de 30 mille braves, et des fautes énormes sur lesquelles on ne devait pas calculer.

De toutes les opérations de cette campagne, l'entreprise sur Ypres (le 1er juin), fut une des

plus blâmables, et il paraît certain que la faute en fut tout entière à Pichegru. Cette marche excentrique qui rendait inutile pour long-temps une si grande et belle partie de la France, aurait eu des résultats fâcheux, si Cobourg, quittant aussitôt son camp de Tournay avec 50 mille hommes, se fût porté en deux marches sur l'armée de la Sambre. Il pouvait arriver le 3 juin au matin, au moment où Kaunitz et le prince d'Orange attaquaient et battaient les Français. Réuni alors à ces deux corps et à Beaulieu, le prince de Cobourg, fort de 110 mille combattans, eût achevé l'entière défaite de cette armée que l'arrivée tardive de Jourdan n'eût plus été à même de sauver. On ne peut pas surtout calculer quel aurait été le résultat de ce mouvement, si, au moment où Desjardins repassait la Sambre en désordre, 50 mille Autrichiens fussent arrivés sur Thuin ou Beaumont.

Je ne m'étendrai pas sur les détails d'exécution ni sur les combinaisons des combats; on les trouve assez caractérisés dans le cours de la narration; mais je ne puis me dispenser de payer aux généraux Moreau, Regnier et Souham, les justes éloges que mérite la bataille de Turcoing (18 mai). Ils sauvèrent incontestablement, par une résolution prise à propos, les troupes que l'on avait si fort exposées à Courtray. Néanmoins, il faut convenir que leur résolution eût

été inutile sans la faute inconcevable que les Alliés commirent en voulant réunir à point nommé, au milieu des forces ennemies, des colonnes multipliées qu'on pouvait aisément réunir en un jour sur l'Escaut, pour les porter ensuite ensemble sur Turcoing et Bondues.

On ne peut rien dire sur la bataille de Tournay (22 mai) : ce fut un carnage sans plan et sans but, de l'aveu même des deux partis.

L'expédition sur Bruges et sur Ostende, qui donnait une direction divergente à des forces dont la marche concentrique pouvait procurer des succès inouis, contre un ennemi qui avait la manie de se morceler et de faire face partout, n'est pas la moins extraordinaire de cette campagne, on ne doit pas l'attribuer aux généraux, car l'ordre en vint du comité de salut public (1).

Les fautes générales commises au Nord, s'appliquent également aux armées des Ardennes et de la Moselle : on n'en fit qu'un accessoire pendant deux mois, tandis que c'était le point décisif. De là provinrent l'arrivée si tardive de Jourdan sur ce théâtre, et les scènes meurtrières qui

(1) Le général Reynier m'a assuré que le plan beaucoup plus sage de marcher par la droite sur Ath pour se lier avec l'armée de Sambre-et-Meuse, était de Carnot, et cela est vraisemblable; il est alors assez étonnant que deux jours après il soit venu du comité des ordres si contraires. Ce serait une preuve que Carnot n'y décidait pas toujours des opérations.

ensanglantèrent si long-temps les rives de la Sambre.

La bataille de Fleurus fit honneur à l'armée française, particulièrement à Kléber et à Lefebvre. Les dispositions de Jourdan, quoique sujettes à quelque blâme, ne furent pas sans mérite, et il montra beaucoup de sang-froid et de fermeté dans le moment critique où ses deux ailes étaient forcées. La position défensive était difficile, soit qu'on voulût rester en croissant, les deux ailes appuyées à la Sambre, soit qu'on voulût combattre en ligne parallèle adossée à cette rivière. Si les Autrichiens avaient su profiter des avantages qu'ils avaient, comme assaillans, contre une armée en position sur une ligne trop étendue, il est plus que vraisemblable qu'ils eussent réussi à en accabler le point important. Il est hors de doute que pour ne pas abandonner ce résultat au hasard et aux fautes de l'ennemi, il eût mieux convenu aux Français de prendre l'initiative, et de marcher contre l'armée impériale. Cela était d'autant plus faisable, que Charleroi ayant alors capitulé, on n'avait plus à craindre que l'ennemi communiquât avec cette place, et que l'on pouvait même s'en servir pour appuyer la gauche qu'on aurait refusée, afin d'agir avec d'autant plus de forces sur Lambusart, Fleurus et Frasne, où toutes les

divisions auraient dû concentrer leurs efforts. Par cette manœuvre, l'armée française n'aurait eu à combattre que la gauche et une petite partie du centre des Autrichiens, dont la droite n'eût jamais pu vraisemblablement regagner la route de Bruxelles, puisqu'elle remontait la Sambre vers Fontaine-l'Evêque et Andelues. D'ailleurs, par ce changement de front à gauche, on se serait assuré de la route directe de Namur à Liége, qui était, comme nous l'avons déjà si souvent répété, le point décisif pour les communications des Impériaux.

Après la bataille de Fleurus, les Alliés commirent la faute de laisser un corps au mont Palisel, sous les ordres du prince d'Orange. Il est assez étonnant que Jourdan ait porté cinq divisions sur cette direction, tandis qu'il eût convenu d'attaquer auparavant les Impériaux à Braine-la-Leud avec toutes ses forces, en cherchant à les gagner par la droite sur Wavre et Indoigne. Les deux divisions de Favreau et de Schérer étaient suffisantes pour tourner Mons. L'armée impériale ainsi débordée par sa gauche, et battue sur cette direction de Indoigne n'aurait jamais pu regagner le Rhin sans faire des sacrifices énormes, puisqu'on aurait pu la prévenir de plusieurs marches sur Tirlemont et Liége. Il était imprudent et inutile de courir en même

temps vers Hâvre et Mons, vers Seneff et Nivelles, vers Sombref et Gembloux, sur des directions tout-à-fait divergentes. Kléber au lieu d'être dirigé sur Mons avec la gauche, devait marcher sur Braine-le-Comte, le centre de l'armée sur Nivelles, la droite très-renforcée aurait pu alors gagner Wavre, tout ce qui se trouvait d'ennemis à Mons, Breguigni, Roenla et Meulde eût été inévitablement perdu.

En suivant le tableau des mouvemens sur la carte, on est étonné de l'enchevêtrement des armées, et on ne peut concevoir qu'après des événemens aussi importans, les Français n'aient pas tiré parti de leurs succès et du morcellement des forces ennemies pour couper et enlever un seul de ses corps qui furent si souvent compromis.

Lorsque le prince de Cobourg eut quitté Tournay, en ne laissant que le duc d'Yorck et Clairfayt devant l'armée de Pichegru, celui-ci devait sentir que les grands coups allaient se frapper sur la Sambre et sur la Meuse. Au lieu de rester huit à neuf jours sans rien entreprendre et de se porter ensuite sur Oudenarde, Pichegru aurait donc bien opéré plus en grand s'il était venu avec son armée par Tournay, sur Ath, remplacer la gauche de Jourdan, et mettre ainsi ce général en état de rassembler toutes ses forces avec les divisions de Schérer et Favreau pour

couper toute retraite à l'armée impériale, en la prévenant à Liége ou à Tirlemont (1).

Je sais bien que le comité ordonna à l'armée du Nord un faux mouvement sur Bruges, aussi je n'en attribue la faute qu'à celui qui en fut l'auteur, et j'indique seulement ce qu'il y avait de mieux à faire pour appliquer ce principe incontestable : d'*établir sa masse sur une des deux extrémités de la ligne ennemie, et de choisir à cet effet celle qui conduit le plus promptement sur ses communications, afin de s'en emparer et mettre les grandes chances de son côté* (2).

Au lieu d'opérer de cette manière, les deux armées françaises firent un pont d'or à l'ennemi, et le laissèrent partir pour Liége.

Enfin, la séparation des deux armées aussitôt après leur réunion à Bruxelles fut encore une faute grave. Les Alliés avaient pris une ligne divergente, il fallait bien opposer une division d'observation aux Anglais et aux Hollandais, mais il était contraire à tous les principes de leur opposer la grande armée de Pichegru; on aurait

---

(1) On trouvera de fréquentes répétitions relativement à ce point de Liége; mais il est impossible de les éviter. Il est de fait que ce point étant la clef de toutes les opérations qui eurent lieu depuis le 26 avril jusqu'à la retraite de Cobourg derrière la Meuse, tous les raisonnemens doivent s'y rattacher, et qu'on ne peut éviter de le citer souvent.

(2) Voyez chapitre 4.

dû en diriger les deux tiers de concert avec Jourdan pour frapper un coup décisif contre l'armée impériale sur la Meuse, afin de chercher à gagner la ligne du Rhin avant elle, et à lui rendre toute retraite impossible. De grandes forces étaient inutiles vers Anvers, Malines et Breda, où des places nombreuses, les obstacles du terrain et les grandes embouchures des fleuves rendaient les opérations difficiles. La clef du Brabant était sur la Meuse, et plus le duc d'Yorck aurait persisté à rester en avant vers Malines, plus sa perte eût été certaine si on avait porté de grands coups à l'armée impériale vers Maëstricht.

Observations sur la seconde période.

Cette période comprend depuis le long séjour des deux armées vers Anvers et Liége jusqu'à la fin de la campagne.

Ce séjour me paraît inexplicable surtout relativement à l'armée de Sambre-et-Meuse. Il était d'autant plus urgent de frapper sur ce dernier point qu'on n'avait plus qu'un pas à faire pour rejeter les Autrichiens au-delà du Rhin; cette opération une fois achevée, on aurait eu bon marché de tous les Anglais et des Hollandais qui auraient voulu tenir entre le Waal et Anvers.

Au lieu de s'empresser à déterminer le succès de toute la campagne, on resta six semaines sur

la Meuse dans une inaction qui aurait pu devenir fatale, puisqu'on laissa à l'ennemi le temps de se retrancher, de se renforcer, et même de combiner un mouvement de ses trois armées. Il n'en fit heureusement rien, on devait néanmoins ne pas laisser la chose au hasard, et il convenait de rassembler le gros des deux armées sur l'extrême droite pour rejeter les Autrichiens sur la Zélande.

Si les Français ne croyaient pas qu'il fût plus conforme aux principes et plus dans leur intérêt de chercher ce grand résultat, et s'ils préféraient maintenir l'isolement des deux armées pour se borner à repousser celle des Impériaux au-delà du Rhin, ils auraient pu au moins le faire au mois de juillet, comme au mois d'octobre, et l'armée d'Yorck eût été alors fortement compromise ou forcée à se sauver sans combattre jusqu'à l'Yssel; cette retraite même aurait pu devenir impossible, puisque la masse des Français, après avoir rejeté les Autrichiens au-delà du Rhin, auraient été à Arnheim aussi vite que les Anglais. Il ne serait donc resté à ces derniers d'autre ressource qu'un rembarquement pour lequel rien n'était disposé sur aucun point. En admettant, contre toute vraisemblance, que cette opération fût possible, les Français n'en auraient pas moins atteint leur but, qui était l'expulsion des Autrichiens au-delà du Rhin, et la conquête de la Hollande.

Toutes ces belles chances pouvaient être perdues par les deux mois de séjour à Liége, dont il serait très-difficile de donner un motif. Attendit-on si long-temps les 20 mille hommes que le général Schérer devait amener de Valenciennes? Mais, pour un si faible secours, on s'exposait à ce que les Autrichiens se fissent joindre dans quelques marches par le duc d'Yorck à Ruremonde, et par 50 mille Prussiens venant de Trèves par Bastogne. S'ils avaient fait ce mouvement, les Alliés auraient encore une fois tenu la position centrale la plus avantageuse avec 170 mille hommes, ce qui eût bien pu leur faire gagner une bataille, et les ramener dans deux jours à Namur et Charleroi.

Puisque les Alliés ne savaient pas faire de ces mouvemens rapides et hardis, et qu'ils ne voulaient pas apprendre *que le moyen de défendre un pays est de combattre en masse sur le point stratégique décisif qui en est la clef*, les Français pouvaient bien ne pas ignorer que la clef de toutes les Provinces-Unies était à Liége, et Pichegru aurait bien pu envoyer d'Anvers 20 mille hommes à Jourdan pour faire frapper deux mois plutôt les coups qui devinrent moins décisifs à mesure qu'ils furent différés, mais qui le furent néanmoins assez pour être les plus importans de la campagne. Perdre une semblable occasion dans la journée même, c'est commettre une faute;

la perdre pendant deux mois entiers, c'est la commettre soixante fois. Nous avons déjà vu que le représentant Gilet en fut la première cause; mais s'il trouva des obstacles imaginaires à un passage qui fut exécuté plus tard, il n'en est pas moins vrai que l'affaire traîna long-temps, puisque l'armée arriva déjà le 27 juillet à Liége, que la conférence chez le général Jourdan n'eut lieu que le 20 août, et que le passage ne fut exécuté que le 18 septembre. Le comité qui, dit-on, voulait diriger toute la marche des armées, ne donna l'ordre d'attaquer que par ses dépêches du 5 septembre. Alors il fallait sans doute attendre l'arrivée des colonnes de Schérer, puisqu'elles étaient déjà en marche, et qu'on pouvait déterminer l'instant de leur arrivée.

Toujours animé du même esprit et guidé par le même mobile, je ne puis me dispenser au contraire de rendre justice aux opérations de l'armée de Sambre-et-Meuse à la fin de septembre (1).

(1) En faisant des objections sur la direction des grandes opérations, et en les rapportant aux principes, je ne prétends pas atténuer la gloire des armées qui ont vaincu si souvent; loin de moi une telle pensée! Les généraux, les officiers et les soldats combattent là où on les fait engager, ce n'est pas leur faute si leurs efforts n'ont pas été toujours dirigés vers le plus grand but, cela prouve au contraire que c'est à eux que la France est redevable de ses premiers succès.

En opérant par la droite sur l'Ourthe et l'Availle pour s'établir sur l'extrémité importante de la ligne ennemie et pour menacer ses communications, Jourdan opéra par le même principe qui a motivé mes observations après la bataille de Fleurus, lorsqu'au lieu de pousser toute son armée également sur la droite, ce général, au contraire, en jeta la moitié sur Mons par sa gauche, et perdit tous les fruits de sa victoire.

Si les Français avaient employé à Fleurus le même système offensif que sur l'Ourthe, et qu'ils eussent gagné cette première bataille, par un effort sur Lambusart et Sombref, on ne peut pas calculer quels en eussent été les résultats. La position des Autrichiens était alors bien autrement aventurée sur la Sambre et le Piéton, qu'elle ne le fut ensuite vers Maëstricht, ayant un appui sous le canon de cette place, et même une retraite sous celui de Wesel ou de Nimègue, s'il eût fallu en venir là. Le prince de Cobourg n'avait aucune de ces ressources à Fleurus, puisque prévenu sur la Meuse, il l'eût été partout. Il lui aurait fallu deux grandes victoires pour se sauver, et son armée n'aurait eu de salut que dans ses baïonnettes, ce qui est toujours une chance bien douteuse.

L'affaire de Juliers ou de Duren, fit le même honneur aux Français que celle de l'Availle; elle était calquée sur le même plan. Seulement paraît-

il que l'on aurait pu se dispenser de porter autant de monde à la gauche sous Kléber et Lefebvre, qui attaquèrent vers Linnich et Heinsberg: il aurait fallu laisser une division de démonstration vers Linnich, deux vers Aldenhofen et porter les six autres à Duren. Il était inutile de chasser le centre des Autrichiens qui était en avant de la Roër vers Aldenhofen, car il eût été perdu si Latour accablé par six divisions à Duren eût été rejeté sur Cologne. Plus le centre de Clairfayt aurait eu de succès contre la division d'observation laissée devant lui, plus sa perte eût été certaine: il se fût trouvé dans la même position que Provera marchant sur Mantoue pendant la bataille de Rivoli, avec la seule différence que celui-ci avait un motif de chercher à s'avancer sur la place, tandis que les Autrichiens sur la Roër n'avaient aucune raison d'aventurer leur centre.

Les Français avaient d'autant plus de motifs de rabattre Kléber sur Linnich, Lefebvre devant Aldenhofen et Jourdan avec son corps de bataille réuni à Schérer, sur Duren et Norvenich, qu'à cette époque leurs troupes tenaient le Limbourg et Trèves, et que ce mouvement décisif ne les eût exposés en rien, tandis que l'armée impériale aurait été dans une position désespérée.

Je ne dirai plus rien de l'expédition de Hollande, elle fut faite à propos et bien dirigée, nous avons vu par le récit des événemens com-

bien ce pays fut mal défendu, les troupes françaises s'y couvrirent d'une gloire immortelle par leur courage et par leur dévouement à supporter les dangers, les privations et les fatigues.

Observations sur les opérations des armées coalisées.

J'ai déjà dit dans la première partie que les lignes d'opérations les plus avantageuses pour les Alliés étaient celle de Luxembourg par Mézières sur Reims, et celle de Maubeuge par Avesnes sur Laon (1). Si cette dernière n'était pas la plus avantageuse pour les Autrichiens dans l'hypothèse du point de départ du Rhin, elle l'était dans la position effective des armées, dont la plus grosse masse était en Flandre depuis 1793.

Un corps léger campé vers Valenciennes et le Quesnoy aurait suffi pour empêcher les incursions en Belgique de concert avec les garnisons.

---

(1) Je n'indique cette dernière ligne qu'à cause du rassemblement effectif de la plus grosse masse des Alliés en Flandre. Les deux bonnes lignes primitives étaient pour les Alliés et pour les Prussiens celles de Luxembourg sur Verdun. Les Autrichiens ayant leurs bases naturelles à Philipsbourg et Kehl, devaient prendre la ligne concentrique de Nancy et Bar-le-Duc pour se lier avec eux. Cela eût été toujours mieux que de courir à Nieuport et à Ypres, où l'on s'éloignait de sa base et de son but, pour chercher les obstacles et la ligne des places fortes.

La grande armée de Cobourg aurait dû partir par sa gauche et marcher sur Laon, tandis que les 80 mille Prussiens, Saxons, Hessois et Autrichiens qui étaient assez inutiles sur le Rhin, se seraient réunis à Mélas et à Beaulieu, et se seraient dirigés concentriquement vers Mézières et Sédan pour former une ligne centrale de 220 mille hommes entre l'Oise et la Marne, et pour opérer ainsi, suivant les circonstances contre les partis isolés de l'ennemi.

Il était dangereux et contre tous les intérêts des coalisés de s'étendre dans la Flandre, ils s'éloignaient de leur base et de leurs communications qu'ils laissaient exposées à toutes les entreprises des Français, tandis que cela ne les menait à rien. Ces vérités prouvent assez quelle faute capitale les coalisés commirent de ne pas s'emparer de Maubeuge et de Sédan en 1793, lorsqu'ils pouvaient disposer de 200 mille hommes, et que les Français n'avaient pas alors 80 mille hommes en campagne depuis Strasbourg jusqu'à Dunkerque (mai et juin 1793).

Au lieu de venir prendre la ligne d'opérations intérieure dont nous avons parlé plus haut, et qui se trouve indiquée dans le carré figuré, au commencement de ce chapitre (*e. f.*), on a vu par le récit des événemens que l'armée impériale prit une position sur un front immense, ayant cinq à six corps défensifs au moment où elle

voulait entreprendre les opérations offensives; on a vu aussi que l'armée prussienne et alliée, au lieu de se lier à elle, prenait une direction divergente, en remontant le Rhin, et en se portant jusqu'aux frontières d'Alsace.

La grande direction des armées ne fut pas seule fautive, les détails d'exécution de chaque opération furent aussi défectueux que le plan général était contraire aux règles de l'art. Plutôt que d'investir Landrecies le 17 avril par huit colonnes excentriques, il aurait fallu combiner la marche concentrique de deux masses de 40 mille hommes chaque, pour donner simultanément sur le centre de l'armée française qui se trouvait dans une situation à essuyer une grande défaite, et aurait pu être enlevée.

Clairfayt, à cette époque, était inutile vers la Flandre que les Français n'auraient pas envahie, si 110 mille hommes eussent gagné une grande bataille sous Landrecies, et poursuivi vivement le centre de leur armée. L'invasion de la Flandre n'était à craindre que parce que Clairfayt y était isolé, et pouvait être compromis; s'il avait été réuni à l'armée, cette expédition n'eût été qu'une course dangereuse et sans fruit.

Dans cette journée du 26 avril, les Français s'étaient divisés en trois corps, chacun de 50 à 55 mille hommes; le premier de droite vers Charleroi, le second au centre, sous Guise et

Cambray ; le troisième à gauche, sur Courtray. Les Alliés furent informés le même jour de ces dispositions par les papiers trouvés sur le général Chapuis. Ils auraient dû profiter sur-le-champ de la victoire qu'ils avaient remportée à Troisville sur le corps du centre, pour porter vivement leur masse sur l'une ou l'autre extrémité. Nous avons vu que, même en attendant la prise de Landrecies, ils pouvaient, dès le 3 mai, réunir 100 mille hommes, ou sur la Sambre ou sur la Lys. Il eût été plus prudent et plus conforme aux principes de diriger cet effort, d'abord sur la Sambre, parce que c'était à Charleroi et Namur qu'était la clef de tout le théâtre des opérations, et qu'il convenait avant tout de s'en assurer. Si Cobourg, avec 60 mille Autrichiens, eût débouché vivement les 28 et 29 avril par Thuin sur les derrières de Charbonnier et de Desjardins, tandis que le prince de Kaunitz, renforcé, les eût attaqués de front, il est incontestable que ces deux divisions eussent été totalement défaites et peut-être détruites. Alors le mouvement sur la Lys qui n'eût exigé que cinq ou six marches, aurait été bien plus assuré, et sujet à moins de dangers que si on l'avait fait avant.

Cependant, telle était la constitution de l'armée de Desjardins et le mouvement tardif de Jourdan sur la Sambre, que les Impériaux auraient eu dix fois plus de temps qu'il n'en fallait,

depuis le 30 avril, jour de la reddition de Landrecies, jusqu'au 3 de juin époque de l'arrivée de Jourdan, pour marcher successivement avec leur masse sur l'un ou l'autre corps, en commençant même par celui qui, placé le long de la mer, pouvait être plus facilement anéanti.

Le prince de Cobourg était à même de réunir le 3 mai à Turcoing et Bondues, 115 bataillons et 150 escadrons; la présence d'aussi grandes forces sur ce point avant que les mouvemens sur la Sambre fussent devenus aussi inquiétans, aurait permis de faire marcher le corps de Clairfayt sous le canon d'Ypres, et ensuite sur Messine par la gauche de la Lys, et d'attaquer alors les Français avec le reste de l'armée en ligne, la gauche à Werwick, la droite vers l'Auve ou Reckem; on peut juger ce que serait devenu Pichegru à son camp de Morselle avec 50 mille hommes. Il eût été presque impossible qu'il se sauvât. Mais en admettant même qu'il eût un moyen de s'échapper, il fallait chercher à l'en empêcher en l'attaquant vivement; c'était l'opération la plus avantageuse et la plus sûre qui se soit jamais présentée à la guerre.

L'idée d'envoyer le général Erskine avec sept bataillons, là où devait marcher toute l'armée, prouve combien les faiseurs de projets dans l'armée alliée avaient le coup-d'œil rétréci. Ils

ont toujours fait la guerre aux places, aux rivières et aux provinces, sans vouloir juger qu'il faut commencer par la faire aux corps organisés ; quand ceux-ci sont battus, dispersés ou enlevés, les conquêtes sont faciles et rapides.

Loin d'opérer un effort décisif sur les troupes compromises de Souham et de Moreau, nous avons vu comment Clairfayt les attaqua isolément le 30 avril ; il renouvela ses tentatives les 10 et 11 mai, avec son corps seul, quoiqu'il ne fût qu'à cinq ou six lieues du duc d'Yorck, c'était envoyer des braves à la boucherie ; et si la position des Français leur eût permis de poursuivre Clairfayt sans crainte de s'engager imprudemment sur Bruges, ce corps eût été détruit.

Je ne m'étendrai pas sur l'affaire singulière de Turcoing : tout ce que l'on peut dire de plus fort contre les combinaisons et l'exécution de cette bataille du côté des Alliés, c'est de les présenter telles qu'elles furent. On chercherait vainement dans l'histoire rien de plus mal concerté.

J'ajouterai seulement à ce que nous avons vu dans la relation que, si Clairfayt était venu dans la nuit du 16 prendre position par Harlebek vers Espierre ou Moucron, et que l'archiduc fût venu dans la même nuit remplacer le duc d'Yorck à Marguain ; enfin, que ce dernier eût pris po-

sition à Leers ou Mechin, pour se lier avec Clairfayt (1); la masse des forces alliées pouvait arriver le 17 au matin, la gauche à Bondues, le centre et la réserve à Turcoing, la droite à Moucron, l'archiduc Charles à Mouveaux, isolant la division Bonneau sous Lille, et pouvant au besoin soutenir Bondues et Turcoing. Près de 90 mille hommes n'auraient pas occupé plus d'espace que la seule colonne du duc d'Yorck, qui était de 14 bataillons, n'en occupait dans la matinée du 18 mai, et ils eussent tenu les deux routes qui mènent de Courtray et Menin sur Lille.

Quoique l'arrivée de la division Bonneau eût porté l'armée de Flandre à 70 mille hommes, et qu'il fût déjà plus difficile de frapper un grand coup que quand il n'y en avait que 50 mille, on aurait sans doute réussi en grande partie, si on avait opéré comme nous venons de le dire, pour prendre *ensemble* la position centrale qui

---

(1) J'ai dit plus haut que Clairfayt aurait pu être porté d'Ingelmunster sur Ypres, pour rendre la position de Pichegru plus difficile, en lui empêchant sa retraite sur Dunkerque. Mais ce mouvement qui eût été bon le 3 de mai dans l'hypothèse où toutes les forces alliées se seraient portées sur ce point, ne l'était plus autant le 18 mai, lorsqu'un tiers de ses forces avait été envoyé sur la Sambre, où les mouvemens devenaient plus inquiétans et plus décisifs. Ma première observation est relative au grand plan primitif, la seconde relative à la position effective à Turcoing le 18 mai.

était la clef de toute l'entreprise; en effet, Bonneau étant à Lille séparé du reste de l'armée par une masse aussi supérieure, aurait été contenu, pour vingt-quatre heures, par dix mille hommes, et il en serait resté 80 mille pour accabler les forces de Souham.

La bataille de Tournay, le 22 mai, prouve ce qu'on aurait pu faire en agissant ainsi avec ensemble et avec l'armée réunie. Il n'y eut à cette bataille que les corps d'Otto, d'Yorck, de Kinsky, les Hanovriens et la réserve autrichienne qui donnèrent, mais ils ne donnèrent pas partiellement; les uns le 17, et les autres le 18, comme cela avait eu lieu à Turcoing. On peut juger que la bataille de Tournay aurait été la plus décisive de la campagne, et qu'elle eût sauvé la Belgique, si l'aile de l'archiduc Charles y eût pris part, et si Clairfayt n'était pas resté inutilement à Thielt. On ne peut pas concevoir pourquoi on s'obstina à isoler et compromettre ce corps, pour empêcher les Français d'aller à Bruges, lorsqu'on aurait dû faire l'impossible pour les attirer. Quels que fussent les projets des Français, il est incontestable que, d'après l'affaire du 18 mai, le prince de Cobourg devait envoyer sur-le-champ à Clairfayt l'ordre de revenir sur l'Escaut, et de remonter cette rivière jusqu'à Espierre. Toutes les forces alliées étant ainsi à Liége, elles auraient pu entreprendre l'offen-

sive par leur gauche, pour exécuter le projet de rejeter l'armée de Pichegru sur Nieuport et Ostende : même pour rester sur la défensive, cette concentration eût été indispensable.

L'action du 22 mai fut engagée dans une position singulière : les Français se prolongèrent par leur gauche jusqu'au Peck, tandis que les Alliés étaient encore à Lamain, Marguain et Tournay. Si Clairfayt et l'archiduc Charles eussent pu être employés avec les 40 mille hommes qui ne prirent point de part à l'affaire, on ne peut pas trop juger la tournure qu'elle aurait prise ; car les Français pouvaient être jetés sur Oudenarde et coupés. La bataille fut gagnée par les Alliés malgré le mauvais emploi de leurs forces ; le résultat n'aurait pas été douteux avec 40 mille hommes de plus, surtout si cette masse avait été employée et dirigée vivement par la gauche, depuis Marquain sur Lannoy ; au moins le centre et la gauche de Pichegru auraient été fortement compromis vers Léers et Néchin.

Les Alliés eurent encore une belle occasion dont ils ne surent pas profiter : ce fut le mouvement de Pichegru sur Ypres le 1er juin. L'armée du Nord, en s'isolant davantage de la Sambre, et en allant creuser des tranchées devant une place qui pouvait bien tenir quinze jours, donna aux Alliés la facilité de diriger Clairfayt sur Ou-

denarde, et de marcher sur-le-champ vers la Sambre avec les 60 mille hommes qui étaient sous Tournay. Au lieu de prendre un parti prompt et vigoureux, leur conduite à cette époque fut inconcevable, ils ne sauvèrent ni Charleroi ni Ypres, et restèrent à Tournay, sans qu'eux-mêmes puissent en indiquer la raison. On a vu dans la relation quelle fut l'incohérence des mouvemens du prince de Cobourg et son irrésolution, lorsqu'après quinze jours de temps perdu, il résolut trop tard de faire une tentative en faveur d'Ypres. Il avait déjà laissé battre Clairfayt deux fois isolément, il ne marcha vers lui qu'avec la moitié des troupes dont il pouvait disposer, et il arriva justement à temps pour apprendre la prise d'Ypres, comme huit jours après il arriva dans les plaines de Fleurus, pour apprendre la chute de Charleroi (1). Nous avons vu dans la narration de la bataille de Fleurus tout ce que l'on fit pour la perdre : si on l'avait engagée par de grandes attaques vers Lambusart et

(1) Est-ce là cet ensemble, ces mouvemens rapprochés et soutenus que M. de T.... regarde comme une faute dans l'art militaire des armées germaniques? L'art militaire de toutes les armées est le même; il a des principes fondamentaux qui sont de toutes les nations: on a des systèmes différens, mais ces systèmes ne sont que trop souvent contraires aux principes de l'art.

Mellet, concentriquement sur la droite de la longue ligne des Français, elle eût vraisemblament procuré la victoire : c'était le point décisif, et 70 mille hommes donnant ensemble et vigoureusement là où l'on n'employa pas 25 mille hommes, auraient sans doute procuré un autre résultat; d'ailleurs, je ne reviendrai pas sur ce que j'en ai dit.

Après la perte de cette bataille, on commit la faute de laisser le prince d'Orange à Mons, et il eût été pris, si les généraux français eussent opéré comme ils le devaient, et comme nous l'avons déjà remarqué. Il est inconcevable qu'avec le système des positions isolées telles que les Alliés en avaient, les Français, au milieu de tant de succès et avec une supériorité marquée, n'aient jamais enlevé un de ces corps aventurés : ils en eurent dix fois l'occasion, et ne le tentèrent jamais.

Le projet de concentration arrêté à Braine-la-Leud le 1er juillet, était bon, et il en était bien temps ! Quoique son exécution, différée de cinq jours, ne fût plus praticable, néanmoins on aurait dû tenir aux principes qui l'avaient dicté, et ne pas séparer les deux armées; ce fut une espèce de séparation nationale, et elle ne contribua pas peu à mécontenter les Hollandais, qui, voyant les Autrichiens marcher seuls sur la

Meuse, virent aussi la divergence des intérêts de cette puissance qui ne faisait rien pour la Hollande.

Anvers, Berg-op-zoom, Bréda, Bois-le-Duc et vingt autres places, formaient une barrière inexpugnable que l'on pouvait abandonner à sa propre défense, et au milieu de laquelle les Français n'auraient pas été s'engager en laissant une armée de 120 mille hommes sur leurs derrières. Le duc d'Yorck aurait dû venir prendre position à Louvain avec ses 50 mille hommes, et Cobourg à Namur avec toutes ses forces. Pichegru aurait fait des siéges avec la moitié de son armée qui était alors déjà en partie occupée vers la West-Flandre, et il n'aurait pas été s'enfourner entre 120 mille hommes, la mer du Nord et la barrière du Brabant hollandais. Il n'aurait jamais passé l'Escaut avec une réunion de forces semblables derrière son flanc droit.

Les Alliés pouvaient alors attaquer Jourdan avec avantage vers Gembloux. Telle était l'importance de cette ligne d'opérations, que Cobourg, manœuvrant par sa gauche le long de la Sambre, et remportant une seule victoire, ramenait les Français sous Philippeville et Givet d'où ils étaient partis.

Si cette bataille avait été engagée sur les bases que nous venons d'indiquer, avec de la vigueur

et de l'ensemble dans le mouvement d'une masse encore si imposante, la droite vers Tirlemont, la gauche vers Monceaux et Namur, il est probable qu'elle eût été gagnée: en cas contraire, les deux armées alliées auraient toujours pu se retirer, celle d'Yorck sur Ruremonde, et Cobourg sur Maëstricht et Liége, c'était même la ligne par laquelle l'armée anglaise pouvait arriver avec plus de sûreté sur la Meuse.

Au lieu de donner ainsi l'appui de 50 mille hommes à l'armée impériale, de décider alors la grande question de la possession des Pays-Bas, et de s'assurer une retraite sur Maëstricht, Venloo et la Meuse, le duc d'Yorck alla s'engager à Conticg, dans le cul-de-sac entre la Nèthe et l'Escaut; d'où il ne fût sorti que pour rendre les armes, s'il avait eu affaire à un grand capitaine. Nous avons déjà dit qu'il aurait suffi pour cela d'un mouvement de l'armée du Nord par Liez sur Montril.

Je terminerai là mes observations pour ce qui concerne l'armée d'Yorck; depuis cette époque, elle ne fit que cumuler des fautes qui sont déjà relevées. Nous avons vu comment les généraux Hessois et Hanovriens, toujours isolés aux avant-gardes, furent exposés sans cesse à des combats partiels et désavantageux; ces combats semblaient n'avoir d'autre but que de favoriser le départ du quartier-général et de l'armée anglaise

qui gémissait elle-même du rôle singulier qu'on lui faisait jouer (1).

Les combats de Malines contre la seule division hessoise de Dalvig, celui de Boxtel, celui d'Appeltern, celui de Bommel, le passage du Waal, où Abercrombie fut engagé par un hasard, et où la brigade autrichienne de Sporck disséminée en chaîne de vedettes, ne put se soutenir contre des colonnes formidables, furent de petits engagemens d'avant-postes. L'histoire transmettra à la postérité, comme une fable, que 60 mille Français à moitié armés, équipés et habillés aient chassé du Brabant et de la Hollande une armée égale en nombre, soutenue de 40 mille Hollandais, abritée par six grands fleuves, et appuyée par vingt places fortes, toutes plus redoutables les unes que les autres. Il ne sera pas moins incroyable que ces vingt places soient tombées dans trois mois devant ces mêmes Français qui n'étaient pas beaucoup plus nombreux que leurs garnisons réunies; mais ce qu'il y a de plus étonnant, c'est que tout cela s'est opéré sans batailles, presque sans effusion de sang et par de

(1) Ceci est un fait dont il faut convenir à l'honneur de cette nation, il m'a été certifié par des officiers suisses au service de Hollande qui ont fait cette campagne. D'ailleurs on a vu souvent les officiers anglais dont les corps restaient dans leurs camps accourir volontairement aux avant-postes, partager les dangers avec leurs camarades des troupes alliées qui étaient toujours compromis.

simples affaires d'arrière-gardes contre des têtes de colonnes : quelques places furent prises par des corps de siége qui souvent n'étaient guère plus forts que la garnison (1).

De tels événemens sont au-dessous de toute critique, telle amère qu'elle puisse être. Je suis éloigné cependant d'accuser les chefs supérieurs des armées alliées de manquer de courage, ils en avaient comme Daün et Soubise; mais ils manquèrent totalement de génie militaire, et surtout de cette force d'ame, de cette énergie dans le conseil qui dicte les grandes résolutions et qui est la prémière vertu d'un capitaine.

Il faut savoir être calme, ferme, impassible sur le champ de bataille, comme sur sa carte dans l'intérieur de son cabinet; mais, s'il fallait choisir entre les deux, on devrait toujours préférer pour un commandant en chef, la dernière de ces qualités à la première. Les plans décisifs ne se font jamais dans le tumulte des combats, ils se créent dans le silence du cabinet. C'est là où un général doit avant tout être grand, c'est là où les généraux des Alliés perdirent toujours la tête.

Les opérations des Autrichiens, dans la se-

(1) Heusden a été attaqué par mille hommes, et Gertruydemberg par 2 mille : les garnisons était plus nombreuses : il n'y eut aucune bataille depuis la séparation du duc d'Yorck des Autrichiens.

conde période depuis le passage de la Meuse à Liége, n'offrirent rien de bien remarquable.

Puisqu'il était décidé que les trois armées d'Yorck, de Cobourg et de Moëllendorf, au lieu de prendre une ligne d'opérations intérieure par une marche concentrique sur la Meuse, vers Liége et Namur, prenaient trois rayons divergens, celle des Anglais vers Grave, et celle de Moëllendorf sur Lautern; il n'y avait pas beaucoup de moyens de se soutenir sur la Meuse dans une longue position défensive occupée par des divisions un peu isolées depuis Ruremonde jusqu'à l'Availle.

L'armée impériale devait savoir par expérience quel sort éprouvent tous ces beaux cordons immobiles, et, dans une situation semblable, il ne lui restait que trois partis à prendre.

1° De se retirer au-delà du Rhin sans risquer une attaque avec des chances aussi ruineuses; 2° de réunir au contraire toutes ses forces sur leur gauche pour attaquer la droite de Jourdan et gagner Namur; 3° ou, pour éviter une ligne trop étendue, de se concentrer vers Maëstricht, en y appuyant la droite.

Le premier parti était violent, le second était le plus avantageux, le troisième aurait exigé de grands dépôts de munitions et de vivres dans Maëstricht, parce que Jourdan menaçant Liége

et la route de Cologne, et Pichegru Venloo, on se serait trouvé resserré pour les approvisionnemens et forcé à s'en aller, ou de combattre pour en avoir.

Les Autrichiens ne prirent aucun de ces partis et leur en substituèrent un pire encore, celui de rester et de s'étendre; ils en auraient été punis, si, comme je l'ai déjà dit, Jourdan dans son attaque du 18 septembre avait encore plus renforcé sa droite, en y portant même la presque totalité de son armée.

Les mêmes observations sont applicables à la bataille de Juliers, jamais Clairfayt n'aurait dû recevoir une bataille dans des positions aussi décousues; il valait mille fois mieux se rassembler pour attaquer l'ennemi, ou rester au moins concentré sous Juliers.

Quant à l'inconcevable faute d'avoir laissé les Français pendant deux mois à Trèves, elle appartient surtout aux Prussiens. Nous n'avons rien à ajouter à ce que nous avons dit sur les opérations de cette armée. Il est temps de passer à la relation de la campagne de 1795, bien moins fertile en événemens que celle-ci, mais qui prouva d'autant mieux ce que l'on aurait pu faire en 1794, si, au lieu des beaux rêves de Lascy, on avait appliqué les principes de l'art consacrés depuis des siècles.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

DE LA SECONDE PÉRIODE DE 1794.

N° 1.

Discours prononcé par le Stathouder, à la séance des États-Généraux, le 4 août 1794, sur les dangers de la Hollande et la levée des troupes nécessaires pour sa défense (1).

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS,

J'AI exposé, le 14 de ce mois, à l'assemblée de Vos Hautes-Puissances, mes vrais sentimens sur la situation actuelle des affaires de cette république, et l'approche de l'ennemi vers les frontières. J'ai protesté du fond de mon cœur être prêt à tout sacrifier pour sa défense : j'ai regardé le salut de l'État comme très-possible, si, en redoublant de courage et de fermeté, et en vous confiant en l'assistance divine, nous employons les moyens que nous avons sous la main. Enfin j'ai regardé la négligence de ces moyens, ainsi que toute

(1) L'original est en hollandais, nous sommes forcés d'en donner la traduction telle qu'elle fut publiée dans le temps.

crainte pusillanime, comme des fautes graves qui entraîneraient la ruine de la patrie. Vos Hautes-Puissances et les Etats de quelques provinces, ont déjà avoué publiquement ces sentimens, comme étant également les leurs, en protestant de leur bonne volonté la plus zélée, pour aider à prendre des mesures efficaces, à l'effet de sauver la cause commune; et je suis très-assuré que Messieurs les Etats de toutes les provinces manifesteront le même empressement, aussitôt que leur convocation les mettra à même de prendre à cet égard une résolution décisive.

En attendant, Hauts et Puissans Seigneurs, Vos Hautes-Puissances, et tous les colléges et départemens, qui peuvent contribuer aux moyens de défense, n'ont pas été oisifs. Il y a eu beaucoup d'activité à pourvoir les places fortes, à remplir les magasins, à presser l'armement des bâtimens pour la protection de nos rivières. Mais quelque nécessaires, quelque utiles que toutes ces mesures soient en elles-mêmes, il me semble néanmoins qu'il y a encore deux objets principaux qui appartiennent à une défense complète, et auxquels il ne saurait être pourvu, que par de grandes mesures employées de concert; — *par de l'argent et des troupes.*

La guerre, je l'avoue, est dispendieuse : la présente l'est plus qu'aucune de celles qui se soient faites jusqu'ici : mais elle diffère aussi, par sa nature, de toutes les guerres précédentes, parce que nous avons affaire à un ennemi qui se sert de moyens inconnus jusqu'à présent, et qui ne compte pour rien la perte de ses colonies, de son commerce, de l'agriculture et de tout bien-être national, pourvu qu'en forçant toutes les ressources

de son pays, il puisse mettre d'autres nations dans le même état d'épuisement. Un tel ennemi n'est pas à combattre avec des finances bornées : la force qu'il faut opposer exige sans doute de grands efforts ; mais ils ne paraîtront jamais trop grands néanmoins, si l'on considère ce qui en arriverait, si l'ennemi réussissait dans ses desseins. Je ne puis donc assez recommander à Vos Hautes-Puissances et aux provinces respectives d'employer tous les moyens possibles, afin que les finances soient mises en état de fournir promptement aux dépenses que la protection de la république exige impérieusement.—L'autre objet dont j'ai parlé n'est pas moins nécessaire ni moins pressant. En effet, que serviraient à l'Etat, des fortifications, des inondations, des bâtimens, si les hommes manquaient pour les défendre?

Il m'a paru qu'on peut considérer cette défense comme étant de deux genres : la *défense extérieure* et la *défense intérieure*. La première est relative à l'armée de l'Etat qui doit agir en campagne, ou dans les places fortes hors des provinces ; l'autre, qui doit agir de concert avec l'armée, pour couvrir les provinces mêmes, ou permettre que les troupes réglées puissent être employées hors de leur enceinte.

Personne ne doute que l'armée de l'Etat n'ait beaucoup perdu dans plusieurs combats sanglans, par maladies, morts ordinaires, ou autres malheurs ; *et l'expérience a appris que le recrutement, sur le pied ordinaire, a été extrêmement difficile, de sorte qu'il manque beaucoup au complet.* Ce vide, à ce que je pense, doit être rempli au plus tôt ; et, à cet effet, je n'ai pas trouvé de moyen plus prompt qu'un recrutement

général hors du pays, pour tous les corps de l'armée sans distinction ; de façon que les levées, qui se feront de cette manière, soient livrées aux capitaines des compagnies incomplètes, sous la restitution de ce qu'elles ont coûté au pays, ou d'un autre prix convenu. Cette mesure, au cas que Vos Hautes-Puissances l'approuvent, ne causerait à l'Etat qu'une dépense peu au-delà du contingent fixé en argent, qui rentrera, ainsi que le paiement des officiers employés à ce recrutement extérieur.

La raison, pour laquelle je propose de faire ce recrutement au dehors, est pour ne point entraver une autre mesure que je juge être de la plus haute nécessité; savoir, *la levée d'un corps considérable d'habitans du pays pour la protection des provinces respectives*. Je croirais que la manière dont cette levée ou cet enrôlement peut se faire, doit être laissée à la disposition des différentes provinces. Mais je ne saurais assez exprimer ma satisfaction des rapports qui me sont parvenus, qu'un très-grand nombre de citoyens, amis de la patrie, ont manifesté leur ardent désir d'un pareil enrôlement, et ont assuré en même temps qu'ils contribueraient volontiers, par voie de souscription, à supporter la dépense nécessaire pour entretenir les hommes qui seraient employés plus directement à la protection de leurs personnes et de leurs biens.

Cependant, quoique le mode d'enrôlement doive être laissé aux provinces, je crois pourtant indispensable d'arrêter les points préliminaires qu'il convient d'observer dans cette opération comme règles générales ; savoir, que ces levées doivent être réunies en corps, formées sur le pied des troupes réglées, avec les chan-

gemens que leur composition rendra nécessaires, qu'elles doivent être exercées, autant que possible, par des officiers et bas-officiers militaires, et commandées par des officiers militaires au service de l'Etat; qu'elles doivent prêter le même serment que les autres troupes de la république ; qu'elles doivent avoir l'assurance de ne point être employées, contre leur gré, en campagne ni hors du pays; et qu'autant que les circonstances de la défense du pays le permettront, elles seront employées dans la province où elles auront été enrôlées; que leur engagement ne durera pas plus longtemps que pour les mois qui restent de l'année courante; et qu'étant, à plusieurs égards, sur un autre pied que celui des forces militaires, elles devront aussi être mieux payées.

Je remets de nouveau ces propositions devant Vos Hautes-Puissances : il n'est point besoin d'y ajouter aucunes instances ultérieures. Vos Hautes-Puissances connaissent l'urgence des circonstances, et prendront à ce sujet, suivant leur sagesse, toutes les résolutions qu'exigent l'intérêt de l'Etat et le salut de tous.

Donné à La Haye, le 4 août 1794.

Signé, GUILLAUME, prince D'ORANGE.

N° 2.

Note du ministre impérial, comte Schlick, présentée au cercle du Haut-Rhin, à Francfort, le 16 août, relativement aux opérations passées et aux dangers de l'Empire.

Le soussigné, ministre impérial, est expressément chargé d'exposer sérieusement et instamment, au nom de S. M. Impériale, comme membre de l'Empire, les observations suivantes à l'illustre diète du cercle du Haut-Rhin. S. M. Impériale n'a pas manqué de faire aux nobles et puissans membres de l'Empire, toutes les représentations, admonitions et demandes qu'on pouvait attendre de son amour sincère de la patrie et de ses soins actifs pour le bien-être général. Actuellement, tout ce que la Cour impériale et royale a prévu, est réellement arrivé : le temps de s'occuper des possibilités désastreuses est passé; et le danger imminent exige de prendre incessamment les mesures les plus efficaces, si l'on ne veut renoncer au salut de l'Empire, et abandonner encore, en cette campagne, à l'usurpation française, la domination du territoire et des provinces de l'Empire, depuis la source jusqu'à l'embouchure du Rhin.

La guerre actuelle intéresse la constitution, la religion et les propriétés. La Cour impériale a représenté plus d'une fois, avec énergie, à ses alliés en général, et à ses co-états de l'Empire en particulier, qu'il était immanquable qu'un peuple puissant, qui se permet tous

les moyens, qui viole toutes les lois de la religion et de la morale des nations, triomphât, si les autres peuples ne réunissaient leurs forces, et ne faisaient à temps une résistance vigoureuse. La Cour impériale n'a jamais manqué d'observer, à cette occasion, qu'elle n'était pas à même de défendre l'Empire elle seule. Ce n'est pas seulement pendant cette guerre meurtrière, et ses événemens tantôt heureux, tantôt malheureux, que la Cour impériale a exposé aux Etats de l'Empire les mêmes réflexions; mais déjà avant le commencement d'une lutte que la Cour de Vienne a évitée autant que possible, elle n'a pas omis de faire connaître aux Etats, qui demandaient instamment sa protection, le danger de cette entreprise et les forces bornées de la Maison archiducale. Immédiatement après l'explosion de cette guerre terrible, on a insisté sur des préparatifs prompts, pour mettre à l'abri du moins les frontières. On a proposé, pendant le dernier interrègne, une association des cercles antérieurs, à une union plus étroite et proportionnée au danger; attendu que ces provinces sont les premières exposées à une invasion dévastatrice, et qu'on pouvait prévoir que les résolutions de l'Empire entier seraient prises avec lenteur; enfin que les Etats éloignés, à la faveur des formes compliquées, se soustrairaient à la coopération effective aussi long-temps que possible. Nonobstant que ce projet fût regardé généralement comme constitutionnel et convenable, il n'a eu cependant aucun effet à cause de certaines formalités. On flattait la Maison archiducale de l'espoir qu'après l'élection de l'Empereur, l'Empire entier prendrait des mesures plus grandes et plus énergiques. En atten-

dant, il s'ensuit que, pour avoir négligé cette prudente précaution, ces provinces se trouvèrent sans défense, lorsqu'il fallut retirer le corps impérial aux ordres du comte d'Erbach; et que, peu de temps après, Mayence tomba entre les mains de l'ennemi; malheur dont l'importance fut d'autant mieux sentie que toute la seconde campagne dut se passer en efforts pour reprendre cette ville.

La guerre de l'Empire étant déclarée, plusieurs Etats pensèrent que le besoin de secours était pressant, et que le temps nécessaire pour des opérations urgentes ne devait pas se perdre en organisant une armée des cercles selon la coutume. C'est pourquoi S. M. Impériale permit de joindre les contingens aux troupes de l'une et de l'autre des puissances alliées; et le besoin d'argent, où ces deux puissances se trouvaient, égalant l'augmentation de leurs troupes, l'on consentit que quelques Etats de l'Empire, incapables de mettre sur pied des soldats, fournissent les contingens en argent selon une estimation très-modique. La Cour impériale a fait remplacer ces contingens par ses troupes avec l'exactitude la plus scrupuleuse et à son propre préjudice. Différens cercles ont débattu, si l'on était obligé de fournir les contingens selon le décret de 1681. Quelques Etats ont renouvelé leurs demandes pour la diminution de leur quote-part dans la matricule de l'Empire; d'autres ont allégué leur impuissance; et même quelques-uns des plus considérables ont refusé leurs contingens, sous le prétexte injuste qu'il n'existait pas une armée d'Empire.

Lorsqu'après le succès des armées alliées dans le

cercle de Bourgogne, achetés par beaucoup de sang et des sacrifices immenses en argent, le roi de Prusse menaça, à l'ouverture de cette campagne, de retirer ses troupes, par la raison qu'il ne recevait point de subsides pour leur entretien, et que, dans le même temps, l'ennemi se renforçait considérablement; il ne resta, attendu les circonstances où l'on se trouvait, aucun autre moyen pour avoir un secours momentané, que d'insister sur l'armement des habitans des cercles; et, afin d'écarter tous les prétextes, de presser l'organisation de l'armée d'Empire dans la forme constitutionnelle. Ainsi, S. M. Impériale, jusqu'au dernier moment, a fait tout ce que l'on devait attendre de sa dignité et de sa sollicitude paternelle : mais l'armement des habitans des frontières n'eut pas lieu, parce que quelques Etats ne se fiant pas à leurs sujets, craignirent d'inutiles frais. L'armée d'Empire n'est pas même formée dans ce moment, où bientôt les deux tiers de la campagne sont déjà écoulés, et où les ennemis triomphent partout. On ne veut pas, ou l'on ne peut pas, à ce que l'on dit; et c'est l'unique prétexte sous lequel plusieurs Etats se dispensent de fournir leurs contingens.

Voilà donc le soutien que la Cour impériale et royale a tant désiré de l'Empire, qu'elle a attendu pleine de confiance en l'esprit public et en l'amour de la patrie; voilà l'effet des instances pressantes que S. M. Impériale a généreusement appuyées par son exemple. Tout le monde sait combien cette Cour a fait pour la défense de la cause commune : elle a fait marcher, au premier signal de la guerre, une armée nombreuse et pourvue de tout : elle a abandonné toutes les vues secondaires, en

ne contractant d'autres engagemens que ceux qui furent jugés convenables à l'utilité générale. La guerre d'Empire étant décrétée, elle a soulagé, à son propre détriment, les Etats pour la prestation des contingens : aux premiers coups qui frappèrent l'Allemagne, S. M. envoya promptement à son secours l'armée de réserve de ses Etats héréditaires, en l'entretenant à ses propres frais; et c'est ainsi qu'elle a employé toute la force de sa Maison, pour sauver le territoire germanique.

Les troupes impériales ont couvert presque seules le cercle de Souabe, et elles ont empêché l'ennemi de pénétrer jusqu'aux frontières, en remontant le Haut-Rhin : elles s'y sont vaillamment conduites, et elles ont même eu beaucoup de part à la reprise de Mayence. Malgré les immunités bien fondées de sa Maison, S. M. a donné, dans la Flandre autrichienne et dans le Brisgaw, le premier exemple utile de l'armement des habitans; et, à la première proposition d'organiser une armée d'Empire séparée, elle a fourni d'abord un contingent extraordinaire de 37 mille hommes. Cette conduite mérite d'autant plus d'attention, que les autres Etats qui font valoir toute espèce de prétexte pour refuser leurs contingens, s'ils avaient été à la place de la Cour impériale, et munis d'une telle exemption reconnue par l'Empereur et l'Empire, et maintenue solennellement à chaque occasion, auraient regardé la seule demande d'un tel secours, sous le nom d'une prestation d'Empire, comme une infraction à leurs droits, à titre de membres du corps germanique.

La mise sur pied de ces armées nombreuses, les grands frais pour les entretenir au dehors, à force d'argent comptant; les événemens de la guerre qui se sont succé-

dés avec autant de rapidité que de changemens de fortune, ont exigé des sommes immenses, qu'il a fallu envoyer des pays héréditaires en des provinces étrangères, pendant que, pour y parvenir, S. M. a sacrifié, avec une générosité sans exemple, ses propres revenus, les subsides volontaires de ses fidèles sujets, et ses facultés particulières.

A ces sacrifices doit être ajouté; que S. M., outre son nombreux contingent, a entretenu encore un grand nombre de troupes de Bâle, jusqu'à Philisbourg, pour la défense générale de l'Empire; qu'elle a employé même, à la protection du Corps germanique, le secours de 20 mille hommes, stipulé par le traité avec le roi de Prusse, malgré l'urgence de s'en servir pour la défense de ses propres possessions dans les Pays-Bas, et que néanmoins elle se charge encore de fournir à ces troupes du pain et du fourrage. — Il faut regarder comme un autre sacrifice également essentiel, et qui est à présent des plus fâcheux pour les Etats héréditaires, que la Cour impériale n'ait point insisté auprès de la Cour britannique, son intime alliée, pour faire marcher aux Pays-Bas les 62 mille Prussiens qui, pris aux subsides des puissances maritimes, dépendent de leur disposition suivant le contenu clair du traité, et qui auraient pu y être d'un appui non-seulement utile pour les armées alliées, mais hautement indispensable, comme les suites malheureuses le démontrent.

Ces efforts extraordinaires, ces sacrifices si sensibles et si irréparables pour les Pays héréditaires, à présent qu'on a entièrement négligé de les soutenir suffisamment et assez tôt, n'ont pu que différer un peu le dernier coup effroyable que l'Empire doit attendre par

l'invasion sur les bords du Rhin et au-delà de ce fleuve. Cependant, comme les Etats de S. M., par les entreprises, tant heureuses que malheureuses de cette guerre, sont, pour ainsi dire, épuisés d'hommes et d'argent, le remède devient à présent nécessaire pour prévenir la décadence des forces, si l'on veut détourner encore le coup qui menace l'Allemagne du bouleversement de sa constitution : d'autant plus que les ennemis, instruits de la situation des choses, redoublent de tous côtés leurs efforts, afin que les armées harassées ne puissent se refaire. Leurs progrès sont si formidables que la Cour impériale et royale est dans la nécessité absolue de retirer ses troupes et de les faire rentrer en dedans de ses frontières, si l'Empire n'oppose point à l'irruption ennemie une force également redoutable, et ne seconde ainsi, le plus promptement possible, la Cour impériale et royale dans cette lutte fatigante. Les efforts de celle-ci seraient réellement infructueux, si elle voulait entreprendre de couvrir seule la frontière de l'Empire depuis Bâle jusqu'à Luxembourg; et l'on saurait aussi peu nier, qu'une armée abîmée, hors d'état de se refaire, qui ne trouve nulle part aucun secours ni de quoi se rafraîchir, doit tâcher de gagner les confins de son propre pays, où, se trouvant plus proche, elle peut être mieux pourvue et appuyée par le courage des fidèles habitans des Etats autrichiens. Il semble du moins juste de hasarder ses dernières forces pour l'unique défense de sa propre maison, lorsque l'on a devant les yeux la triste expérience qu'avec la meilleure volonté l'on n'est pus à même de sauver ses voisins et ses amis.

N° 3.

Extrait du décret du 25 août 1794 sur l'organisation et les pouvoirs des comités de gouvernement.

TITRE PREMIER.

ARTICLE PREMIER.

De la Formation des Comités.

IL y aura seize comités de la convention nationale;

SAVOIR :

Le comité de salut public, composé de douze membres;

Le comité de sûreté générale, composé de seize membres;

Celui des finances, de quarante-huit membres;

De législation, composé de seize membres;

D'instruction publique, de seize membres;

D'agriculture et des arts, de douze membres;

Des travaux publics, de douze membres;

De commerce et d'approvisionnement;

Des transports, postes et messageries, de douze membres;

Le comité militaire, composé de seize membres;

Celui de la marine et des colonies, de douze membres;

Des secours publics, de seize membres;

Le comité de division, de douze membres;

Des décrets, procès-verbaux et archives, de seize membres;

De pétitions, correspondance et dépêches, de douze membres :

Enfin, un comité des inspecteurs du palais national, composé de seize membres.

TITRE II.

Attributions des Comités.

ARTICLE Ier.

Comité de Salut Public.

Le comité de salut public a la direction des relations extérieures, quant à la partie politique, et en surveille la partie administrative ;

Il a aussi sous sa surveillance,

La levée et l'organisation des forces de terre et de mer, l'exercice et la discipline des gens de guerre ;

Il arrête les plans de campagne tant de terre que de mer ; il en surveille l'exécution.

Il a pareillement sous sa surveillance,

La défense des colonies, les travaux des ports et la défense des côtes ;

Les fortifications et les travaux défensifs de la frontière ;

Les bâtimens militaires ;

Les manufactures d'armes, les fonderies, les bouches à feu et machines de guerre, les poudres, les salpêtres, les munitions de guerre, les magasins et arsenaux pour la guerre et la marine ;

Le dépôt général des cartes et plans et des archives de la guerre de terre et de mer ;

Les remontes, charrois, convois et relais militaires, les hôpitaux militaires;

L'importation, la circulation intérieure, l'exportation des denrées de toute espèce;

Les mines;

Les magasins nationaux, les subsistances des armées, leurs fournitures en effets d'habillement, équipement, casernement et campement.

Il prend, en se conformant aux lois, toutes les mesures d'exécution, relatives aux objets dont l'attribution lui est faite ci-dessus.

Il exerce le droit de réquisition sur les personnes et les choses.

Il peut arrêter seul les agens militaires qu'il surveille, ou les remettre en liberté, pourvu que la délibération en soit prise au nombre de sept membres au moins; mais il ne peut les traduire au tribunal révolutionnaire que par délibération prise en commun avec le comité de sûreté générale, selon les règles ci-après déterminées.

A l'égard des fonctionnaires et agens purement civils qui sont dans le ressort de sa surveillance, il ne peut les faire arrêter ni les traduire au tribunal révolutionnaire, que par délibération commune avec le comité de sûreté générale.

Dans les délibérations communes chaque comité doit fournir moitié, plus un, des membres qui le composent.

En toutes délibérations communes ou séparées, qui sont relatives à une arrestation ou à une mise en jugement, l'expédition en est signée de tous les membres qui y ont concouru, et la signature de chacun est

précédée de cette formule individuelle : « Je déclare » avoir participé à la délibération. »

ARTICLE II.

La trésorerie nationale ouvrira au comité de salut public, pour dépenses secrètes et extraordinaires, un crédit de 10 millions ; tous crédits précédemment ouverts et non employés sont supprimés.

ARTICLE III.

Comité de Sûreté Générale.

Le comité de sûreté générale a la police générale de la république.

Il décerne les mandats d'amener ou d'arrêt contre les citoyens, les remet en liberté, ou les traduit au tribunal révolutionnaire.

Les mandats d'amener peuvent être décernés par cinq des membres seulement.

Ceux d'arrêt, de mise en liberté ou en jugement, doivent l'être par neuf au moins.

L'expédition de tous les mandats d'amener ou d'arrêt, ainsi que toutes les délibérations tendantes à traduire un citoyen au tribunal révolutionnaire, sera signée de tous les membres qui y auront concouru, avec cette formule individuelle, qui précèdera la signature de chacun : « Je » déclare avoir participé à la délibération. »

ARTICLE IV.

Lorsqu'il met en arrestation des fonctionnaires publics, il en prévient dans les vingt-quatre heures les comités qui ont la surveillance sur eux.

ARTICLE V.

Il a particulièrement et immédiatement la police de Paris. Il requiert la force armée pour l'exécution de ses arrêtés.

ARTICLE VII.

En toutes arrestations émanées soit du comité de sûreté générale, soit de celui de salut public, ces comités décideront, dans le délai de deux mois au plus tard, s'il y a lieu ou non de mettre en jugement les individus arrêtés.

La liberté sera rendue à ceux qui ne seront pas mis en jugement, à moins qu'ils ne soient dans le cas d'être détenus comme suspects, d'après les motifs exprimés dans la loi du 17 septembre dernier.

ARTICLE XV.

Comité militaire.

Le comité militaire a la surveillance de la force armée de Paris.

Le mot d'ordre est donné chaque jour, à midi, au commandant, par le président de la convention nationale, et envoyé au même instant au comité militaire.

Ce comité a sur ce point la proposition des lois et la faculté de prendre des arrêtés, en exécution de celles déjà rendues.

Il surveille aussi les objets attribués à la commission des armes et poudres, les hôpitaux militaires, la levée et l'organisation des troupes de terre, leur exercice et discipline, les charrois, convois et relais militaires, et les remontes des troupes à cheval.

Mais, sur tous ces derniers objets, il ne peut prendre d'arrêté, sous prétexte de mesures exécutives, et son attribution se borne à la dénonciation des abus et à la proposition des lois.

ARTICLE XVI.

Comité de la Marine et des Colonies.

Le comité de marine et des colonies a la surveillance des objets attribués à la commission de marine et des colonies, autres néanmoins que les plans de campagne; mais il ne prend aucun arrêté, sous prétexte de mesures exécutives, et son attribution se borne à la dénonciation des abus et à la proposition des lois relatives à cette partie.

ARTICLE XXVII.

Les commissions exécutives rendent compte aux comités, et leur donnent tous les renseignemens relatifs aux objets qu'ils surveillent.

ARTICLE XXX.

Tout comité qui a le droit de prendre des arrêtés d'exécution, a celui de suspendre ou de destituer les fonctionnaires et agens de l'administration qu'il surveille, pourvu que moitié plus un de ses membres concoure à la délibération.

ARTICLE XXXIV.

Tous les comités se renouvellent chaque mois par quart; la nomination des membres du comité de salut public et de sûreté générale se fait par un appel nomi-

nal ; et les membres sortant de l'un de ces deux comités ne peuvent être élus membres de l'autre, ni réélus dans le même, qu'un mois après leur sortie.

ARTICLE XXXIX.

Pour parvenir aux nominations des autres comités, chaque membre s'inscrit au comité des décrets, pour les comités auxquels il se croit propre.

Le relevé des inscriptions se fait le 12 de chaque mois, et est imprimé et distribué le 14 aux membres de la Convention.

N° 4.

Dispositions de Suwarof pour l'attaque de Praga.

1° « L'armée se mettra en marche de Kobylka sur Praga en trois colonnes, par trois chemins différens, le 22 octobre, à cinq heures du matin, et elle campera circulairement autour de Praga ;

2° » L'aile droite sera commandée par le lieutenant-général Derfelden, le centre par le général-lieutenant Potemkim, et l'aile gauche par le général-lieutenant, baron de Fersen ;

3° » Dès la nuit suivante, après que l'armée aura dressé le camp, on élèvera, sur le front de chaque corps, des batteries qui tireront toute la journée sur les batteries ennemies, auxquelles on fera le plus de mal qu'on pourra. Le but de ces batteries est de donner le change à l'ennemi, en lui faisant croire qu'on veut commencer un siége régulier, et de donner aux généraux, officiers et

chefs de colonnes, le temps et la facilité d'aller reconnaître encore une fois, sous la protection des canons, les points de rendez-vous des colonnes et les points d'attaque;

4° » On commencera, dans la nuit du 23 au 24, sur sept colonnes. Quatre colonnes se porteront à droite, deux colonnes au milieu vers la gauche, et une colonne à l'aile gauche au bord de la Vistule;

5° » Chaque colonne sera précédée de cent vingt-huit arquebusiers et de deux cent soixante-douze travailleurs. Les premiers seront chargés d'enlever les avant-postes ennemis sans tirer, de défendre les travailleurs, et de tirer les ennemis sur le rempart, tandis qu'on fera les approches; les travailleurs dégageront le chemin des abatis, et porteront les fascines, les claies et les échelles. Outre ces travailleurs, il y aura encore trente ouvriers à chaque bataillon avec des outils de retranchement;

6° » La première colonne de l'aile droite, aussitôt qu'elle aura forcé les retranchemens ennemis à la baïonnette, coupera la communication et la retraite sur le pont,

7° » La seconde et la troisième colonne, aussitôt qu'elles auront pris les ouvrages et les batteries, se mettront en ordre de bataille sur la grande place;

8° » La quatrième colonne, après avoir triomphé de tous les obstacles et pris les deux cavaliers, s'emparera du parc immédiatement;

9° » Les trois dernières colonnes attaqueront une demi-heure plus tard, pour laisser le temps à l'ennemi, qu'on sait être plus nombreux sur sa droite, le temps de se porter de l'autre côté, et pour assurer d'autant plus le succès de l'opération;

Il est spécialement ordonné à la septième colonne de marcher à l'assaut, en se dirigeant sur l'île de la petite rivière, et d'envoyer, s'il est possible, un détachement à gauche, au bord de la Vistule, pour aider la première colonne à couper la retraite du pont à l'ennemi ;

10° » Aussitôt que les colonnes se seront fait jour et se seront formées, elles tomberont immédiatement sur l'ennemi avec le sabre et la baïonnette, et le hacheront ;

11° » Les réserves de chaque colonne, composées de deux bataillons et de deux escadrons, et ceux qui conduisent les canons de régiment des colonnes, marcheront en ligne à cent cinquante pas derrière chaque colonne, se formeront tout de suite sur le premier parapet du premier retranchement, et aplaniront, autant que possible, avec leurs travailleurs, le chemin de la cavalerie ;

12° » Dès que toutes les colonnes auront emporté le second retranchement, elles balaieront les rues de Praga, et culbuteront l'ennemi à la baïonnette sans s'arrêter à des bagatelles ou entrer dans les maisons, et ensuite les réserves occuperont le second retranchement dans le même ordre et le même but ci-dessus indiqué;

13° » En même temps toute l'artillerie de campagne, composée de quatre-vingt-six pièces de canon, occupera le retranchement extérieur, et sera soutenue par un tiers de la cavalerie, les deux autres tiers se tiendront sur les ailes, en observant leur distance;

14° » Les cosaques resteront aux places qui leur seront désignées derrière les colonnes. Ceux qui se trouveront entre la quatrième et la cinquième colonne, au commencement de l'assaut, s'approcheront des retranchemens en criant *hura !* et ceux qui seront postés au bord de la

Vistule, garderont leur poste en formant une chaîne circulaire;

15° » Il faut agir avec laplus grande énergie contre les gens armés; mais on épargnera les habitans, les gens sans armes et ceux qui demanderont quartier;

16° » Aussitôt que tout sera terminé, on cherchera un terrain propre à élever des batteries, on y placera l'artillerie de campagne, et on commencera tout de suite à canonner vivement Varsovie. »

FIN DU TOME SIXIÈME DES GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE VII.

SECONDE PÉRIODE DE LA CAMPAGNE DE 1794.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.